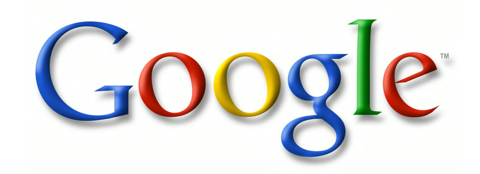




ESSAI

sur l'histoire

DU PORTUGAL.





Lith. de P. Degobert à Bruxelles.

DON PEDRO,

DUC DE BRAGANCE

ESSAI

sur l'histoire

DU PORTUGAL

DEPUIS LA FONDATION DE LA MONARCHIE

JUSQU'A LA MORT DE D. PÈDRE IV.

(1080 - 1834.)

PAR

Jm CHAUMEIL DE STELLA,

Chevalier de plusieurs ordres militaires de Portugal,

ET

AUGUSTE DE SANTEÜL.

TOME PREMIER.



BRUXELLES,

N.-J. GREGOIR, V. WOUTERS ET Cᵉ, IMPRIMEURS-LIBRAIRES,

RUE D'ASSAUT, 8.

1841



Oh seculos de heroes! dias da gloria!
Varoès excelsos, que, a pesar di morte
Viveis na tradição, viveis na historia!

Albuquerque terrivel, Castro forte,
Ménezès e outros mil, vossa memoria
Vinga as injurias, que nos fas a sorte.

(32º soneto de Manoel Barboza du Bocage.)

Siècles de héros! jours de gloire!
Intrépides guerriers, qui, malgré le trépas,
Vivez dans les traditions, vivez dans l'histoire!

Albuquerque terrible, grand Castro,
Ménezès et tant d'autres, votre mémoire
Venge les outrages dont nous abreuve la fortune.



ESSAI

sur l'histoire

DU PORTUGAL.

Veut-on ajouter foi aux conjectures des érudits? Un petit peuple celte, que les Romains appelaient *Lusones* ou *Lusi*, s'étant mêlé aux Ibériens, vint s'établir, avant l'ère chrétienne, dans le pays qu'on nomma depuis Lusitanie. Faut-il croire au langage des poëtes? Lusus, compagnon de Bacchus, après avoir parcouru le monde avec ce conquérant, fut le premier habitant de cette terre qu'il choisit entre toutes pour y fixer son séjour. Partout les peuples ont ainsi cherché à suppléer par des fables aux incertitudes de l'histoire, préférant toujours aux dissertations critiques, les erreurs nationales; aux doutes de la science, les rêves ingénieux des poëtes qui séduisaient leur imagination.

Les Lusitains occupaient principalement le pays compris entre le Tage et le Douro; d'autres peuples, leurs rivaux ou leurs tributaires, se partageaient le territoire qui forme aujourd'hui le Portugal. Les Cynetæ habitaient les Algarves; les Turdetani ou Turdulos s'étendaient depuis la Guadiana jusqu'au Tage; les Vectones entre le Douro, le Tage et la Guadiana; les Galleci dans la province de Minho et de Tras-os-Montes.

La Lusitanie des Romains avait pour confins, au nord le Durius (Douro); au sud et à l'ouest l'Océan; à l'est l'Anas (Guadiana); dans ces limites, elle ne correspondait point au Portugal actuel, puisque, d'une part, elle comprenait de plus toute l'Estramadure espagnole située au nord de la Guadiana, la province de Salamanque et une partie de celles de Zamora, de Toro, de Valladolid, d'Avila et de Tolède, tandis que les provinces portugaises de Minho et de Tras-os-Montes faisaient partie de la Tarragonaise, et qu'une portion de l'Alentejo était comprise dans la Bétique.

Parmi les villes de la vieille Lusitanie, plusieurs ont disparu, d'autres sont déchues de leur ancienne splendeur, d'autres ont prospéré; mais presque toutes ont chargé de nom. Pax-Julia (Beja) possède quelques restes de temples et de sépulcres. Le temple dédié par Sertorius à Diane sa protectrice est encore debout dans les murs d'Evora, alors Liberalitas-Julia. Minerve avait un temple sur le bord du Tage, et Néron un théâtre découvert en 1798 dans l'enceinte d'Olosipo, seule ville municipale des citoyens romains, aujourd'hui Lisbonne, capitale du royaume, le plus beau port de l'Europe après Constantinople.

Serpa conserve encore son nom; Bracara-Augusta, ornée d'un temple, d'un amphithéâtre, d'un aqueduc, siége d'un tribunal de province et d'un collége d'augures, est devenue Brague, siége d'un archevêché; et les savants disputent entre eux pour connaître positivement où furent autrefois Medobriga, Cætobrix, Troja, Ossonoba, Cæriana, et bien d'autres villes romaines mutilées ou détruites.

L'empereur Adrien, au deuxième siècle, Constantin, au quatrième, changèrent les divisions de la péninsule Ibérique, et les événements politiques bouleversèrent depuis vingt fois les circonscriptions géographiques. Aujourd'hui, le Portugal est borné au nord et à l'est par l'Espagne, au sud et à l'ouest par l'Océan; son étendue est de 100 lieues de longueur sur 40 à 45 de largueur : il est cinq fois moins grand que le royaume d'Espagne. Le Tage, le Douro, le Minho, le Mondego, la Guadiana, l'arrosent abondamment. La Serra da Estrella, celle d'Alcoba, sillonnent le pays de leurs montagnes pittoresques du nord-est au sud-ouest, jusqu'au cap Saint-Vincent.

Le royaume est partagé en six provinces: entre Minho et Douro, Tras-os-Montes, Estramadure, Beira, Alentejo, les Algarves. Partout le sol est varié, fertile, généreux; le climat doux et salutaire; la nature a tout fait pour un peuple spirituel et fier que de longs malheurs empêchent de profiter de tant de bienfaits; le commerce et l'agriculture languissent; l'industrie est abandonnée aux mains étrangères; vienne enfin la paix intérieure sous un gouvernement libéral et fort, et les Portugais reprendront le rang qui leur appartient parmi les nations européennes.

La Lusitanie partagea longtemps le sort du reste de la péninsule

Ibérique ; elle subit tour à tour le joug des Romains, des Goths et des Maures ; redevable au premier de ces peuples de l'établissement des municipalités, au second, de celui des assemblées politiques et législatives connues sous le nom de cortès. Mais, soumise avec peine, et bien tard, elle donna de bonne heure le signal de l'indépendance. Derniers soldats de Viriarte et de Sertorius, les Lusitaniens furent les premiers vainqueurs des Arabes.

Dans la longue lutte des chrétiens contre les infidèles, ils se montrèrent toujours les plus intrépides, les plus loyaux chevaliers des armées de Castille et de Léon ; les vieilles chroniques remplies des faits éclatants de ces preux racontent mille traits de bravoure et de loyauté. Un seul suffira pour faire voir jusqu'où ils poussaient la délicatesse du point d'honneur : la ville d'Oviedo s'était révoltée contre Alfonse V de Castille ; le roi en avait fait le siége et venait de donner le signal de l'assaut, quand on lui annonça avec effroi que don Früela Vermuïs, seigneur lusitanien, s'avançait vers la ville avec ses troupes ; lui-même avait pris les armes pour obtenir la réparation de quelques injustices : « Poursuivez l'assaut, répondit froidement Alfonse : je connais Früela, » il est trop généreux pour attaquer ses ennemis par derrière. » Les deux rivaux étaient dignes de s'entendre. Vermuïs voyant que l'on continuait l'attaque, joignit ses troupes à celles du roi ; il perdit la vue dans le combat, mais il devint l'ami d'Alfonse et Oviedo fut pris.

Avant l'établissement du royaume de Portugal, les guerriers de ce pays partagèrent tous les triomphes des chrétiens sur les Maures, et pour balancer la renommée du Cid, Rodrigue de Bivar, qui lui-même était petit-fils d'une Lusitanienne, ses contemporains n'ont cité qu'un nom, celui de don Rodrigue de Froyas, le Cid portugais. « On peut trouver des rois qui possèdent des États plus vastes que les » miens, disait Ferdinand Ier de Castille ; mais je suis le seul au monde » qui soit servi par deux Rodrigue. »

LE COMTE HENRI DE BOURGOGNE.

(1087.)

Malgré la valeur du Cid et des guerriers qui combattaient sous ses ordres, le royaume, sans cesse attaqué par les Arabes, allait enfin devenir leur conquête : le fils de Ferdinand, Alfonse, mit sa couronne sous le généreux patronage de la France, déjà puissante en Europe. Il demanda secours et protection contre les étrangers ennemis de la foi ; Philippe Ier fit un appel aux chevaliers français, et bientôt le petit-fils de Robert Ier, duc de Bourgogne, Henri, traversa les Pyrénées à la tête d'une armée peu nombreuse, mais convaincue que Dieu allait combattre pour elle.

Dix-sept fois vainqueur, Henri reçut pour récompense ses propres conquêtes avec la permission de les étendre aux dépens des Maures jusqu'à la Guadiana. Alfonse lui donna en mariage Thérèse, sa fille naturelle, en lui conférant le titre de comte (1098). Les villes que la guerre avait renversées furent relevées, celle de Porto presque entièrement rebâtie, et, pour conserver le souvenir du premier bienfait de son nouveau souverain, la Lusitanie prit le nom de Portugal[1].

[1] Dans le principe, le domaine du comte Henri ne consistait guère que dans Porto et ses dépendances, parmi lesquels se trouvait la ville de *Cale*, située de l'autre côté du Douro ; ce qui fit donner au nouvel État le nom de *Porto-Cale*. D'autres auteurs ont prétendu que Henri, pour conserver la trace de son origine française, joignit le nom de *Gallo* à celui de *Porto : Porto-Gallo*, port français. En 1808, Napoléon essaya de faire prévaloir cette étymologie que l'esprit national repoussa constamment.

Les plus grandes vertus ne sont pas toujours à l'épreuve de la prospérité : pour Henri, son génie grandit avec sa fortune; toujours vaillant contre les Maures, il n'en fut pas moins un prince rempli de sagesse et de douceur. S'il étendit ses États par de nouvelles victoires, il eut grand soin d'en assurer la possession par la prudence en effaçant partout les traces de la guerre; il forma ainsi une souveraineté puissante, et, sans prendre le titre de roi, jeta les premiers fondements d'un royaume.

Quelques vieux historiens et l'auteur de l'*Henriqueïda* avec eux, ont prétendu que vers l'an 1103, le comte Henri s'était embarqué pour aller rejoindre dans la Palestine son cousin Renaud de Bourgogne, et que de retour dans ses États, il avait fait présent à la cathédrale de Braga de plusieurs reliques précieuses rapportées des lieux saints. Rien n'est cependant moins probable que ce voyage; c'eût été une faute grave d'abandonner aux ravages des Maures une principauté naissante; Henri ne l'a point commise, et tous les critiques paraissent aujourd'hui d'accord sur ce point, contrairement à l'opinion de la *Biographie universelle*.

A peine constitué, le Portugal excita la jalousie des Castillans, premiers auteurs de son indépendance, qui, pour l'abaisser, s'emparèrent d'Astorga. Henri, après quelques années de paix, utilement employées, dut reprendre les armes; il était alors âgé de soixante-dix-sept ans et gouvernait depuis plus de vingt ans. Dominé par un pressentiment funeste, avant de partir pour cette expédition, il appela auprès de lui son fils Alphonse-Henriquez, lui recommanda d'être fidèle à la religion, de veiller à la conservation des bonnes mœurs, de donner l'exemple de la vertu à ses sujets, puis il alla mettre le siége devant Astorga et mourut sans avoir eu le temps de s'en rendre maître.

ALFONSE-HENRIQUEZ.

(1112.)

Les portes du caveau royal de Braga sont à peine refermées sur le corps du comte, que déjà Thérèse, épouse sans pudeur et mère indigne, s'abandonne aux plus honteux excès. L'extrême jeunesse de son fils laisse le pouvoir entre ses mains ; le premier usage qu'elle en fait est de persécuter les compagnons de Henri et de mettre à leur place les amis de Ferdinand Paës, comte de Transtamare, courtisan débauché, dont elle doit bientôt faire son mari. Le jeune Alfonse est abreuvé de mépris ; sa sœur, l'infante Urraque, devient la femme de Bermond Paës, frère de Ferdinand ; le Portugal est traité par ces deux intrigants comme un pays conquis ; ils règlent, gouvernent, bouleversent tout selon leur caprice : les finances de l'État sont à leur merci, et les peuples gémissent sous le poids des impôts, attendant avec anxiété le terme de cette désastreuse régence.

Le jour de la justice arriva enfin ; Alfonse, qui depuis longtemps maudissait le joug odieux dont il était la première victime, sentant son bras assez fort pour manier une épée, vient demander compte du pouvoir qu'on exerce en son nom.

Thérèse et Transtamare ne s'attendaient point à tant de fermeté ; ils répondirent en mettant une armée en campagne ; le prince rassembla autour de lui tous ceux qui avaient à se plaindre du gouvernement de la régence, et offrit hardiment le combat à ses adversaires dans la plaine de Santivarez, près Guimarens. Transtamare fut vaincu

et fait prisonnier avec la comtesse; mais le prudent Alfonse se contenta de bannir Ferdinand de ses États et de reléguer Thérèse dans une forteresse.

La comtesse, privée de la liberté, mit tout en œuvre pour susciter des ennemis à son fils. Heureux d'avoir un prétexte pour entrer en Portugal, le roi de Castille embrassa sa querelle et vint mettre le siége devant Guimarens, jurant de ne point se retirer qu'il n'eût lavé dans le sang portugais la honte d'une défaite essuyée avant d'arriver sous les murs de la ville.

Cette place importante, la clef du Portugal, allait tomber au pouvoir des Espagnols : c'en était fait peut-être de cette monarchie chancelante encore sans l'ingénieux dévouement d'Egas Moniz. Ce vieillard, ancien précepteur d'Alfonse, voyant que la ville était sur le point de capituler, en sortit secrètement, se rendit auprès du roi de Castille, et feignant de parler au nom de son maître, lui proposa la paix à des conditions qui furent acceptées avec empressement. Pour mieux convaincre le roi, Egas s'engagea, par serment, à se livrer entre ses mains avec sa femme et ses enfants, si Alfonse ne ratifiait pas l'arrangement qu'il avait offert. Le monarque Castillan leva le siége, mais le comte irrité qu'on eût osé conclure en son nom un pacte onéreux pour le Portugal, le repoussa avec indignation.

Egas l'avait prévu, et fut le premier à féliciter son élève de savoir si bien défendre les intérêts de l'État et la dignité nationale; mais Guimarens sauvé, l'honneur voulait qu'il tînt sa parole; plus généreux encore que Régulus, ce n'est pas seulement sa vie qu'il va sacrifier au salut de la patrie, c'est la vie de sa famille entière : il part, pieds nus, la corde au cou, revêtu de la grossière chemise des criminels, et suivi de sa femme et de ses enfants, va trouver le roi de Castille à Tolède. « Alfonse m'a désavoué, lui dit-il, venge-toi; me » voilà prêt à payer de mon sang une téméraire promesse. J'amène » à tes pieds mes enfants et leur mère; leur vie est à toi, si le » sacrifice de l'innocence peut satisfaire un cœur tel que le tien. » Ma langue a prononcé le serment; ma main l'a souscrit : voilà » mes seuls complices, punis-les [1]. » Le roi voulut sévir d'abord, mais la colère fit place à la clémence. Rendu à la liberté, le vieillard

[1] Camoëns, chant 3. Traduction de Millié.

retourna en Portugal où la reconnaissance d'Henriquez lui réservait les plus brillantes récompenses.

Thérèse eut aussi l'adresse d'engager dans son parti son second fils don Pèdre et le pape. Celui-ci lança ses foudres contre Alfonse, et profita de l'occasion pour envoyer un légat, qui, sous le prétexte d'examiner la conduite du comte envers sa mère, devait, par le trafic des indulgences, remplir les coffres de saint Pierre aux dépens des Portugais. Alfonse sut pénétrer à temps les desseins charitables du saint-père : afin de forcer le légat à lever l'excommunication, il l'accabla d'honneurs, puis lui fit adroitement restituer l'argent qu'il avait tiré du peuple, et le renvoya en protestant de son respect pour le saint-siége (1128). L'infant don Pèdre se réconcilia bientôt avec son frère; Thérèse elle-même, se voyant abandonnée de tous ses défenseurs, prit le sage parti de vivre dans la retraite, s'efforçant d'effacer, par les austérités du cloître, le souvenir de ses anciens désordres (1131).

Devenu enfin paisible possesseur des États de son père, Alfonse employa quelques années à les agrandir aux dépens des Maures : dans plusieurs expéditions heureuses, il leur reprit différentes villes, Leiria entre autres. Il voulait davantage. Le pays situé au delà du Tage, qui reçut depuis le nom d'Alentejo, était au pouvoir d'Ismar, le plus redoutable ennemi des chrétiens : rassembler une armée, traverser le fleuve, offrir le combat, fut pour Alfonse l'œuvre de quelques mois. Mais les plaines d'Ourique se couvrent au loin de troupes innombrables réunies sous les ordres d'Ismar. Le comte Alfonse voit chanceler le courage des treize mille soldats qui composaient toute son armée; en vain cherche-t-il à ranimer leur vertu en rappelant les anciennes victoires de Henri et leurs succès récents; un sourd murmure accueille ses paroles, et les plus expérimentés conseillent la retraite.

Désespérant alors de réaliser jamais les projets que son imagination a rêvés, le comte se retire dans sa tente. Là, cherchant, par de saintes pensées, à calmer sa douleur, il relit par hasard l'histoire de Gédéon, et mouille la Bible de ses larmes. Il devait bientôt, comme Gédéon, avec un miracle, imposer silence aux clameurs de ses soldats, et changer en héros ces guerriers timides.

Voici comment les vieilles chroniques racontent ce merveilleux événement : Vaincu par la fatigue, Alfonse était à peine endormi,

qu'un vieillard lui apparut et lui promit la victoire. Quelques instants après, Fernand de Souza, son grand camérier, entra dans sa tente pour lui dire qu'un homme, extrêmement vieux, demandait à l'entretenir. Alfonse fut saisi de surprise en reconnaissant celui qu'il venait de voir dans son sommeil : « Je suis, dit l'inconnu, un pauvre » pêcheur qui, depuis longues années, fait pénitence sur la montagne » voisine. Dieu m'envoie vers toi pour t'annoncer la victoire qui » t'attend. Demain, quand tu entendras une cloche, sors de ta tente, » et tu connaîtras les desseins que le ciel a sur toi. »

Le lendemain, le signal retentit dans le camp, le comte sortit de sa tente : à l'orient, un rayon de lumière colorait les nuages amoncelés, puis les nuages se dissipèrent, et le Christ apparut attaché sur sa croix ; au-dessus de sa tête brillait en caractères de feu la devise mystérieuse de Constantin : *In hoc signo vinces.* Une voix céleste prononça ces paroles : « Je suis le Dieu des armées, le Dieu vain- » queur, le roi des rois ; Alfonse, tu triompheras de tes ennemis, » et tes descendants porteront mon nom dans les climats les plus » reculés. » — « Pourquoi, Seigneur, vous montrer à moi qui crois » en vous? » s'écria le pieux Henriquez prosterné devant la majesté divine, « apparaissez plutôt à ces infidèles qui ne vous connaissent » point. »

Ce spectacle miraculeux enflamme les Portugais ; mille autres prodiges sont racontés dans les rangs ; la victoire paraît certaine aux plus timides ; mais les rois de Sylvès, de Mérida, de Séville, de Badajoz obéissent aux ordres d'Ismar, et Alfonse n'a que le titre de comte : ne faut-il pas saluer d'un nouveau nom celui que Dieu vient de prendre d'une manière si éclatante sous sa protection ? Le mot de roi vole de bouche en bouche ; on agite les armes et les étendards ; un cri d'enthousiasme, s'élevant jusqu'au ciel, va retentir au camp des Sarrasins. En vain Henriquez veut résister à la volonté de son armée, il est malgré lui porté sur le pavois, et tous s'écrient : « Vive » le grand Alfonse ! vive le roi de Portugal ! Marchons, combattons » avec lui ! »

Profitant de l'entraînement général, Henriquez ordonne le combat (26 juillet 1139) ; les Portugais se précipitent sur leurs ennemis ; l'armée formidable d'Ismar, qui comptait, dit-on, trois cent mille hommes, est mise en déroute par cette intrépide phalange, et le nouveau roi rentre triomphant à Coïmbre, où les acclamations uni-

verselles lui prouvent que le peuple confirme pleinement le choix des combattants d'Ourique.

Ce n'était point assez pour Alfonse; certain d'être le plus digne de régner, il voulait que personne ne pût lui contester sa couronne (1143). Après avoir demandé et obtenu l'assentiment du saint-siége, il convoqua les états généraux à Lamégo, pour faire sanctionner par la nation entière le titre qu'il tenait de son armée (1145).

Le jour fixé pour l'ouverture de l'assemblée des états, Alfonse s'y rendit, tenant, au lieu de sceptre, l'épée qu'il portait à la bataille d'Ourique; la couronne était placée sur un coussin, un trône avait été disposé; il se tint debout sur les premiers degrés; l'archevêque de Braga, les évêques de Viseu, de Porto, de Lamégo, de Coïmbre, tous les seigneurs de la cour, les gouverneurs des provinces, les chefs militaires, étaient réunis dans l'église de Sainte-Marie-d'Almocave de Lamégo.

Un profond silence s'établit, et Laurent Vénégas, procureur de l'assemblée, adresse aux membres des états une série de questions pour fixer la loi fondamentale du royaume : « Don Alfonse, que vous » avez choisi pour votre roi dans la plaine d'Ourique, vous assemble » ici pour vous demander si vous persistez à le vouloir pour roi? — » Nous voulons qu'il soit notre roi, répondirent les députés.

» De quelle manière voulez-vous qu'il règne sur vous? seul ou ses » descendants avec lui? — Seul, tant qu'il vivra, et après lui ses » enfants règneront. — Si telle est votre volonté, donnez-lui les » marques de la royauté. »

Aussitôt l'archevêque de Braga pose la couronne sur la tête d'Henriquez, et tous inclinent le genou devant lui. « Je vous ai délivrés » avec cette épée de l'esclavage des Maures, dit Alfonse; j'ai vaincu » vos ennemis, vous m'avez fait roi, maintenant, faisons des lois » pour gouverner le pays. »

Les évêques, les principaux seigneurs et le nouveau monarque, rédigèrent et firent approuver par les états le premier code de la monarchie portugaise, qui réglait à la fois l'ordre de succession au trône, les droits de la noblesse et ceux de tous les citoyens. Ces lois sont dignes de l'attention du philosophe et de l'historien. Les dispositions principales qui ont pour objet la succession à la couronne, sont encore la base de la constitution politique du Portugal et des droits de la reine dona Maria II.

« 1° Que le seigneur Alfonse, roi, vive, et qu'il règne sur nous; s'il a des enfants mâles, qu'ils soient nos rois; le fils succèdera au père, puis le petit-fils, ensuite le fils de l'arrière-petit-fils, et ainsi à perpétuité dans leurs descendants.

» 2° Si le fils aîné du roi meurt pendant la vie de son père, le second fils, après la mort du roi son père, sera notre roi; le troisième succèdera au second; le quatrième au troisième, et ainsi des autres fils du roi.

» 3° Si le roi meurt sans enfants mâles, le frère du roi, s'il en a un, sera notre roi, mais pendant sa vie seulement; car, après sa mort, le fils de ce dernier roi ne sera pas notre roi, à moins que les évêques et les états ne l'élisent; alors ce sera notre roi, sans quoi il ne pourra l'être.

» 4° et 5° Si le roi de Portugal n'a point d'enfant mâle, et qu'il ait une fille, elle sera reine après la mort du roi, pourvu qu'elle se marie avec un seigneur portugais; mais il ne portera le nom de roi que quand il aura eu un enfant mâle de la reine qui l'aura épousé. Quand il sera dans la compagnie de la reine, il marchera à sa main gauche, et ne mettra point la couronne royale sur sa tête.

» 6° Que cette loi soit toujours observée, et que la fille aînée du roi n'ait point d'autre mari qu'un seigneur portugais, afin que les princes étrangers ne deviennent point les maîtres du royaume. Si la fille du roi épousait un prince ou un seigneur d'une nation étrangère, elle ne sera pas reconnue pour reine, parce que nous ne voulons point que nos peuples soient obligés d'obéir à un roi qui ne serait pas né Portugais, puisque ce sont nos sujets et nos compatriotes qui, sans le secours d'autrui, mais par leur valeur et aux dépens de leur sang, nous ont fait roi. »

La tranquillité du pays assurée par ces salutaires précautions, la prudence des cortès s'étendit à tous les détails de la législation criminelle, à toutes les prescriptions protectrices de l'ordre civil [1].

Si l'on compare ces lois avec celles qui régissaient alors le reste de l'Europe, on est frappé d'étonnement de voir une nation, à peine constituée, se placer ainsi du premier coup au-dessus de tous les autres peuples par la sagesse de ses institutions. Les partages de royaume étaient partout l'origine de guerres longues et sanglantes :

[1] Voir le texte des lois aux Pièces justificatives, n° 1.

la loi portugaise, plus prévoyante, exclut du trône tout prince étranger.

Les lois pénales ne portent pas l'empreinte de la grossièreté féroce qui semblait alors présider partout à leur rédaction; la vie de l'homme n'y est point rachetée au poids de l'or; la peine absurde du talion ne s'y rencontre nulle part. La noblesse n'a d'autre origine que les services rendus à l'État; les combattants d'Ourique sont reconnus nobles, tout Portugais peut le devenir en imitant leur valeur. Ce premier contrat régulier passé entre un peuple et le roi qu'il s'est librement choisi, est sans contredit le monument historique le plus authentique, le plus curieux que nous ait laissé le moyen âge; cependant, par une distraction inconcevable, Montesquieu parle à peine en passant de cette vieille charte, qu'il aurait dû placer parmi les titres les plus glorieux de l'humanité.

Avant de se donner un souverain, le Portugal avait reconnu la suzeraineté des rois de Castille, et leur payait un tribut annuel; au moment de se séparer, les cortès prirent la résolution de s'en affranchir; ils décidèrent que la nation était libre, qu'il ne convenait pas que son chef allât siéger comme vassal aux états d'un royaume étranger.

Alfonse Henriquez, la couronne sur la tête et l'épée nue à la main, pour consacrer, par un dernier serment, le pacte politique qu'il venait de faire avec sa patrie adoptive, prononça ces paroles que les historiens nationaux ont précieusement recueillies : « Vous savez ce
» que j'ai fait pour rendre à la nation sa liberté; je jure de ne rien
» faire, de ne rien entreprendre qui ne tende à la lui conserver; que
» tous ceux qui pensent autrement expirent dans l'instant; si c'est
» mon fils ou mon petit-fils, qu'il soit privé de la royauté. »

Roi par le choix libre de l'armée et de la nation, Alfonse s'empressa de faire consacrer son élection par une autorité qui refuse rarement ses faveurs aux puissants de la terre. Le pape Alexandre III lui envoya une couronne et confirma son nouveau titre, à condition qu'il payerait à la chambre apostolique un cens annuel de deux cents marcs d'or. Ce peuple, qui naguère avait refusé si hautement le tribut à la Castille, ne sentit point sa fierté blessée par les exigences du saint-siége, et Alfonse, reconnaissant qu'il devait la victoire à Notre-Dame, déclara son royaume feudataire de l'abbaye de Clairvaux (1147)[1].

[1] Voir la bulle aux Pièces justificatives, n° 2.

Peu de temps après la clôture des états de Lamégo, les croisés, embarqués à Aigues-Mortes, qui, sous la conduite de Guillaume-Longue-Épée, duc de Normandie, allaient combattre les infidèles en Palestine, furent jetés sur les côtes du Portugal. Henriquez profita de ce secours inespéré pour s'emparer de Lisbonne. Cette ville qu'on prétend avoir été fondée par Ulysse, et qui était depuis longtemps au pouvoir des Maures, devint aussitôt la capitale du royaume (1147). Alfonse étendit encore ses conquêtes sur les Sarrazins, sans qu'aucun revers troublât sa fortune.

Tant de succès avaient excité l'inquiétude des Espagnols; Ferdinand, roi de Léon, gendre de Henriquez, fut le premier à lui déclarer la guerre, et mit le siége devant Badajoz (1174). Fier du passé, confiant dans l'avenir, le monarque portugais sortit de la ville pour aller au combat; mais son cheval le poussa sur une porte de fer avec tant de violence, qu'il fut renversé. Vaincu et fait prisonnier, Alfonse n'obtint sa liberté qu'aux plus dures conditions; on exigea même de lui la promesse de se rendre aux états de Castille comme vassal, aussitôt qu'il pourrait monter à cheval, et, pour se dispenser de tenir parole, il se fit depuis toujours traîner sur un char.

Profondément affligé d'avoir essuyé une défaite, le roi ne combattit plus que par ses généraux; il employa les dernières années de son règne à fonder des monastères, à bâtir des églises. Les chevaliers de Saint-Benoît, institués en 1162, et qui devaient faire aux Maures une guerre continuelle, furent établis dans la ville d'Évora dont il leur fit présent. Cet ordre subsiste encore sous le nom d'*Avis*, qui lui fut donné pendant le règne d'Alfonse II. Henriquez institua aussi l'ordre de l'Aigle, placé sous l'invocation de Saint-Michel, dont les statuts servirent plus tard de modèle à Louis XI pour l'ordre français de Saint-Michel. Il créa de plus, pour son royaume, un grand maître de Saint-Jacques, ordre religieux et militaire qui avait pris naissance en Espagne en 1172.

Enfin, pour remplir jusqu'au bout son rôle glorieux de fondateur d'empire, il composa lui-même les armes de Portugal. Cinq rois maures avaient été vaincus à la bataille d'Ourique; en mémoire de ce succès, il prit pour armes les cinq boucliers de ces princes, dont il composa son écusson, en les mettant en croix, et au centre de chacun de ses écussons au champ d'azur, il plaça cinq besants d'argent. L'esprit religieux de la nation a vu dans ces armes d'autres allé-

gories. Les cinq écussons offrent, dit-on, un emblème des cinq plaies de Jésus-Christ, et les besants d'argent représentent les deniers, prix de la trahison de Judas. En 1253, le royaume des Algarves fut réuni au Portugal par le mariage de Béatrix de Castille avec Alphonse III; ce prince, par allusion aux sept forteresses de sa nouvelle province, plaça autour de l'écu de Henriquez sept tours d'argent sur champ de gueule, et compléta ainsi les armoiries que, sous le nom de *Quinas*, le Portugal a toujours portées depuis.

Alfonse termina sa carrière militaire en délivrant son fils D. Sanche, assiégé par les Maures dans Santarem, et mourut peu de mois après à l'âge de quatre-vingt-onze ans, ayant gouverné dix-sept ans avec le titre de comte, et quarante-six comme roi. Il fut, selon ses ordres, enterré sans pompe dans l'église de Sainte-Croix-de-Coïmbre; mais le grand Emmanuel lui fit plus tard élever un riche mausolée.

Presque constamment heureux dans ses entreprises, Alfonse-Henriquez eut toutes les qualités d'un chef de dynastie, sans excepter celles du corps. Il avait une taille élevée, ses cheveux étaient blonds, son visage noble et sévère, ses yeux grands, noirs, pleins de feu. L'Église honora sa mémoire, sans cependant lui accorder le privilége de la canonisation, ce qui ne l'empêche pas d'être généralement regardé comme un saint par les Portugais. Très-assidu aux services religieux, il revêtait, pour assister aux offices, un surplis que la cathédrale de Coïmbre a conservé dans le même coffre que son épée et son bouclier: étrange trophée que le clergé montra longtemps avec orgueil comme un des monuments les plus glorieux de sa toute-puissance.

SANCHE Ier.

(1185.)

Aussitôt après la mort d'Alfonse-Henriquez, tous les officiers de la cour sortirent à pied du palais; leur tête était couverte d'un voile, leur attitude annonçait le recueillement et la douleur; au milieu d'eux marchait un héraut, revêtu d'habits de deuil, tenant un étendard funèbre; venait ensuite le juge criminel de la ville, accompagné de deux assesseurs portant, comme lui, chacun un bouclier sur la tête. Le cortége se présenta devant l'église principale de Lisbonne, et le grand juge annonça au peuple la mort du roi, l'invita à le pleurer, à prier pour lui, puis brisa les trois écus.

Trois jours après cette cérémonie, D. Sanche, fils du feu roi et de Mafalde de Savoie, sa femme, fut proclamé et couronné roi de Portugal. Ce prince avait alors trente et un ans; il s'était distingué par son courage dans les dernières campagnes de son père; aussi son avénement fut-il salué avec enthousiasme; on pensait voir se continuer sous lui les prospérités du règne de Henriquez, et d'abord les événemens répondirent à cette espérance.

Le pays, épuisé par une lutte sans cesse renaissante, manquait de soldats pour combattre les Maures; (1188) comme quelques années auparavant, la tempête poussa sur les côtes une flotte de cinquante-trois vaisseaux armés à grands frais, par les chrétiens du nord, pour aller délivrer la Palestine. Sanche accueillit ces étrangers avec empressement, et Jacques d'Avesne, leur chef, consentit sans peine à

les secourir. Verser le sang des infidèles était pour ces pieux aventuriers le point important; leur voyage interrompu, mieux valait encore les combattre en Portugal que de rester sans guerroyer. Grâce à ce renfort, Sanche reprit plusieurs villes qu'il avait perdues (1189).

Mais les croisés partis, les hostilités recommencèrent, et les plus cruels fléaux vinrent augmenter les horreurs de la guerre. Le courage, la sagesse, l'habileté de Sanche ne pouvaient rien contre la famine et les contagions. Le peuple, toujours plus curieux de connaître l'origine des maux qui l'accablent, qu'habile à trouver les moyens de les diminuer, n'hésita pas, sur la foi du clergé, à attribuer toutes ces calamités au mariage de Thérèse, fille de Sanche, avec Alfonse IX, roi de Léon, son cousin germain. Les calculs d'une sage politique échouèrent contre les scrupules de la superstition; et ce mariage, qui assurait au Portugal un allié puissant, dévoué, fut cassé par la cour de Rome (1197). Alfonse IX arma aussitôt contre son beau-père; et, pour faire cesser la cause imaginaire de fléaux trop réels, on livra le pays à tous les désordres de la guerre.

Sanche avait appris de son père comment on gouverne les hommes: il se montra constamment digne du nom de roi; et, bien que l'affection d'un peuple qui souffre soit difficile à conquérir, il se fit aimer de ses sujets. L'Europe chrétienne se ruait avec fureur sur l'Orient; Sanche eut l'adresse de conserver l'amitié d'Innocent III, tout en refusant prudemment d'aller combattre Saladin, et se contenta de donner de l'argent aux croisés. Économe, il trouva le moyen d'amasser des trésors malgré les malheurs publics, malgré ses libéralités et ses grandes dépenses pour fortifier et embellir les villes. Enfin, après un règne de vingt-six ans, signalé par les plus tristes revers, il mourut à l'âge de cinquante-sept ans, avec la réputation d'un bon et sage prince, laissant à son fils beaucoup de malheurs et pas une faute à réparer (1212).

ALFONSE II.

(1212.)

A peine monté sur le trône, Alfonse II sentit la nécessité de donner à tout le Portugal une législation uniforme. Il assembla les cortès à Coïmbre, pour leur soumettre les lois générales destinées à remplacer les coutumes particulières qui s'étaient établies dans les différentes villes du royaume : cette législation fait le plus grand honneur à son génie. Il y pose en principe l'égalité devant la loi en matière civile, et par une réserve bien rare dans un temps où tous les peuples de l'Europe prodiguaient, dans leurs codes, les supplices et les tortures, il ordonne qu'aucune sentence de mort ne soit exécutée qu'au bout de vingt jours, *parce que la justice peut se faire en tous temps, et que l'injustice, une fois commise, est irréparable.*

Cependant l'esprit sévère et persévérant d'Alfonse n'était point satisfait d'avoir accompli des réformes que le temps était appelé à féconder ; impatient de sévir contre ceux qui avaient profité des abus qu'il s'efforçait de détruire, il punit avec rigueur plusieurs magistrats qui déshonoraient l'administration de la justice par leur avarice. Les prêtres, toujours enclins à l'envahissement, avaient plusieurs fois usurpé les pouvoirs de l'autorité civile ; Alfonse osa, par une loi spéciale, accorder aux laïques le droit de recourir aux magistrats civils lorsqu'ils seraient lésés par la justice ecclésiastique. C'était toucher à l'arche sainte : le peuple n'était pas en état d'apprécier le bienfait que

le monarque voulait lui accorder; il cria à l'impiété. Le clergé mit tout en usage pour susciter des embarras au gouvernement; et comme Alfonse, opiniâtre dans le bien, n'en continuait pas moins sa lutte courageuse, un moine insolent, Suegro Gomez, prieur des dominicains, poussa l'audace jusqu'à publier des lois nouvelles pour le Portugal et condamner au supplice quiconque oserait les enfreindre. Justement irrité, le roi se montra plus rigoureux pour les prêtres, et confisqua les revenus de l'archevêque de Brague qui l'avait dénoncé au saint-siége. Enfin, comme pour lui procurer la gloire de donner à tous les souverains l'exemple de la résistance à la tyrannie papale, Honoré III mit le royaume en interdit sans pouvoir ébranler son courage.

Pendant les premières années de son règne, Alfonse avait eu quelques démêlés avec ses frère et sœur, qui prétendaient se soustraire à son autorité et rester indépendants dans les villes que leur père leur avait, par testament, assignées pour apanage. Après une réconciliation sincère, il tourna ses armes contre les ennemis naturels du Portugal, et devint le plus redoutable adversaire des Arabes dans le temps même où le pape le traitait d'hérétique et d'apostat (1220). Plus tard pourtant, il feignit de préparer une expédition pour la terre sainte, et fit sa paix avec le successeur de saint Pierre, trop heureux d'avoir un prétexte pour lever une excommunication qui ne produisait aucun effet.

Les historiens portugais ont laissé peu de détails sur les autres événements de ce règne; ils ne sont pas même d'accord entre eux sur sa durée. L'opinion la plus accréditée cependant est qu'Alfonse II, dont l'embonpoint excessif lui valut le surnom de *le Gros*, mourut en 1223, à l'âge de trente-huit ans, après onze années passées dans des combats continuels, livrés avec une ténacité à toute épreuve, contre ceux qui n'acceptaient pas ses justes projets de réforme et principalement contre le clergé, dont, le premier, dans la Péninsule, il montra qu'on pouvait braver la puissance.

SANCHE II.

(1223.)

Sanche II n'avait point l'énergie de son père ; il commença par se réconcilier avec les prêtres : l'imprudent ne savait pas qu'en leur restituant tout ce qu'Alfonse leur avait ôté, il les rendrait plus exigeants pour l'avenir, sans jamais les satisfaire ; cette faute devint la première cause de ses malheurs, et lui imposa, pendant le reste de son règne, une lutte toujours pénible pour un prince, mais surtout inégale pour lui, qui n'avait ni force ni persévérance pour la soutenir.

Au commencement de ce règne, les Portugais, sous la conduite de D. Païo Pérès Correa, remportèrent sur les Maures plusieurs avantages, et agrandirent leurs possessions dans l'Alentejo. Ces succès ramenèrent un instant à D. Sanche les peuples indifférents ; mais un mariage inconsidéré lui aliéna pour toujours leur affection. Déjà la nation murmurait contre les courtisans corrompus dont il s'était entouré, qui profitaient de sa faveur pour assouvir impunément leurs passions : quand on vit Sanche II choisir pour épouse la veuve de D. Alvar Pérès de Castro, dona Mensia, femme d'un conduite équivoque, dévouée aux intérêts des favoris, le désespoir descendit dans tous les cœurs; bientôt on parla ouvertement de la déchéance du roi, de la nécessité de mettre le gouvernement entre des mains plus pures et plus prudentes.

Le frère de Sanche, D. Alfonse, comte suzerain de Boulogne-sur-

mer par son mariage avec la comtesse Mathilde, profitant avec habileté de la disposition des esprits, excitait le mécontentement de la nation ; et, sans quitter la France, se ménageait les moyens de s'emparer de la couronne. Il poursuivait auprès du pape la dissolution du mariage de Sanche avec Mensia, pour cause de parenté, et recevait à Paris les prélats portugais qui venaient le prier, au nom de l'État, de se déclarer régent du royaume ; tandis que ses partisans se portaient à Coïmbre, sous la conduite de Viegas Porto Carrero, et tentaient de s'emparer de la reine après avoir pillé son palais.

Sanche II attaché à Mensia, la disputa en vain aux rebelles; vaincu, il se laissa arracher sa femme pour conserver au moins sa couronne. Suivant les conseils de quelques sujets fidèles, il fit enfermer plusieurs seigneurs du parti de son frère : sa sévérité ne servit qu'à augmenter l'irritation générale. Le pape, sollicité par les évêques et les grands, publia une bulle pour le déclarer incapable de régner, ordonnant à ses sujets de reconnaître Alfonse, comte de Boulogne, pour régent de Portugal ; et il se trouva un moine assez hardi pour aller signifier au roi, lui-même, la bulle qui le dépouillait de ses États.

Par un généreux sentiment de pitié et d'indignation, quelques Portugais prirent alors les armes en faveur de D. Sanche : avec de la résolution, du courage, peut-être aurait-il pu tenir tête à l'orage, mais l'amour le dominait. Aux chances incertaines de la guerre, il préféra une vie tranquille et sans gloire avec l'objet de son amour, qu'on lui abandonna, et se retira à Tolède, où il fut favorablement accueilli par le roi de Castille [1].

Tous n'oublièrent pas le prince infortuné : de braves guerriers, de fidèles sujets, ne voulurent point se soumettre à l'autorité d'Alfonse, qui s'était empressé de se rendre en Portugal. Lui-même, respectant dans son frère le caractère sacré de la royauté, se contenta du titre de régent.

Freytaz, gouverneur de Coïmbre, refusa constamment de remettre la ville qu'il commandait; il ne la livra même pas à la nouvelle de la mort de Sanche; croyant qu'on tendait un piége à sa bonne foi, il se rendit à Tolède, fit ouvrir le tombeau de son ancien maître, et après

[1] Des historiens, repoussant tous ces faits, nient le mariage de D. Sanche avec D. Mensia, et même ses relations avec elle. La version que nous avons adoptée, puisée dans de vieux auteurs, nous a paru plus vraisemblable. Comment, en effet, expliquer la faiblesse du roi, l'animosité du peuple, et la bulle du pape?

s'être ainsi convaincu par ses propres yeux, il prit les clefs de la ville de Coïmbre, les plaça devant le cercueil, et dit : « Seigneur, tant » que vous avez vécu, j'ai essuyé mille dangers, souffert la soif, la » faim pour soutenir vos intérêts et vous prouver ma loyauté. A » présent que vous êtes mort, je dépose à vos pieds les clefs de la » place dont vous m'aviez confié la garde. C'est l'unique devoir que » je puis vous rendre. Je dirai aux habitants de Coïmbre que vous ne » vivez plus, et que nous pouvons reconnaître Alfonse, votre frère, » pour notre roi, sans manquer à la fidélité que nous vous devions. »

Avec Sanche II finit la ligne directe des rois de Portugal. Il mourut à Tolède après un règne de vingt-deux ans. On le représenta sur son tombeau, tenant d'une main une colombe, emblème de sa douceur et de son goût pour les sciences. Sans vices et sans vertus, Sanche aurait pu être un bon roi dans un temps calme ; mais il fallait faire la guerre aux Maures, lutter avec le clergé, mettre des bornes à l'ambition des gens de cour ; c'était une tâche au-dessus de ses forces : son amour pour Mencia le détacha entièrement des affaires : il lui sacrifia tout, oubliant ses devoirs de roi et l'exemple que lui avait légué son père.

ALFONSE III.

(1245.)

Alfonse III commença son règne par récompenser la loyauté de Freytas ; sévère pour tous ceux qui avaient abusé de la faiblesse de son frère, il se signala par des actes d'une justice rigoureuse qui inspirèrent une terreur salutaire aux courtisans si disposés à couvrir leurs crimes de l'autorité royale.

Ainsi que tous ses prédécesseurs, le nouveau monarque eut bientôt à soutenir une lutte armée contre les Arabes, une lutte politique contre le saint-siége. Le désir de s'assurer l'alliance de l'Espagne afin de se rendre maître des Algarves, détermina Alfonse à demander la dissolution de son mariage avec la comtesse de Boulogne pour épouser Béatrix de Gusman, fille naturelle d'Alfonse l'astronome, roi de Castille. Comme tous les princes qui sacrifient la morale à la raison d'État, il trouva des motifs pour justifier sa conduite, et fit prononcer son divorce sans daigner consulter la cour de Rome (1251). Mathilde quitta son comté et se rendit en Portugal ; ce fut en vain : des ordres étaient donnés, on l'arrêta à Cascaës, on la força de partir sans lui laisser voir son infidèle époux. Voulant au moins lui peindre l'indignation qui remplissait son cœur, elle lui écrivit une longue lettre qu'il lut sans émotion et qui ne provoqua de sa part d'autre réflexion qu'une indécente plaisanterie : « J'épouserais, dit-il à ses » courtisans, une troisième femme si mes intérêts l'exigeaient. » Ce seul mot donne la mesure du caractère d'Alfonse. Jaloux de son au-

torité, il laissait peu de pouvoir à ses ministres ; inébranlable dans ses opinions, il écoutait impatiemment les conseils, et sa défiance lui faisait toujours préférer son sentiment personnel aux plus sages avis. Son règne fut cependant utile au Portugal, par cela surtout que ne pouvant plus reculer les limites de son royaume fixées naturellement par la mer et les montagnes, il n'eut de guerre à soutenir que dans les Algarves, et qu'il lui fut ainsi possible de s'occuper beaucoup de l'administration intérieure. Il contint les seigneurs dans une dépendance absolue, donna une grande force à l'autorité royale ; mais sa rupture avec Mathilde faillit compromettre tous les calculs de sa politique en suscitant contre lui un des ennemis les plus redoutables qu'un roi pût alors avoir. Alexandre IV lui adressa de sévères remontrances sur l'indignité de sa conduite, et comme Alfonse ne tenait aucun compte de ces avertissements, il fut excommunié et le royaume mis en interdit. Le roi, au lieu de se soumettre, ne répondit même pas ; il prit ses mesures pour empêcher le clergé d'exciter le peuple à la révolte, attendant paisiblement qu'il plût au pape de lever son excommunication. On prétend que le Portugal resta douze ans dans cet état, et que le prince ne fut relevé de son interdiction qu'après la mort de sa première femme, à la sollicitation des grands du royaume.

En 1251, il avait assemblé des cortès à Leiria et promulgué de nouvelles lois ; mais les Portugais, occupés à combattre les Maures, étaitent peu disposés à profiter des bonnes intentions de leurs souverains pour donner tout leur développement aux lois libérales de Lamégo ; le caractère fier et dominateur d'Alfonse s'accordait trop bien avec l'esprit national pour qu'on ne fût pas porté à oublier les anciennes franchises, laissant au monarque le soin de défendre les intérêts du pays contre les Arabes, les intérêts de la royauté contre Rome.

Il est remarquable, en effet, que ces longs démêlés religieux ne devinrent, pendant tout ce règne, l'occasion d'aucun trouble civil. Plusieurs brefs furent lancés (1275) : Grégoire X résuma dans une bulle, datée de Beaucaire, tous les griefs du saint-siége contre la cour de Lisbonne ; il délia les Portugais du serment de fidélité : le roi résista, les sujets restèrent calmes ; et cinq mois après le pape était mort, convaincu sans doute de l'impuissance de ses foudres contre la fermeté d'un prince courageux et le bon sens d'un peuple fidèle.

Assidu aux affaires publiques, Alfonse n'en était pas moins un

homme de plaisir. Après trente-quatre ans d'un règne laborieux et bien rempli, épuisé de fatigue, il cessa de vivre à l'âge de soixante-neuf ans (1279). On se hâta de profiter de l'affaiblissement de son intelligence pour lui faire démentir, dans une declaration arrachée par l'importunité, ses faits les plus glorieux. L'évêque d'Evora reçu son serment d'obéir uniquement aux ordres de l'Église et de lui restituer tous les biens, tous les priviléges dont il l'avait dépouillée.

La royauté vaincue fut ainsi contrainte de s'humilier devant les prêtres, devenus tout-puissants depuis que le monarque, accablé de vieillesse et d'infirmités, avait perdu son énergie. Comment un roi aurait-il pu résister ? Seul, il lui fallait combattre contre un corps fanatique qui, par ses discours, excitait les peuples à abandonner les princes que le Vatican avait frappés de ses anathèmes; le temps manquait toujours au roi, l'âge le poussait au tombeau, les préjugés d'une première éducation reprenaient leur empire quand il aurait fallu combattre encore; tandis que son ennemi ne mourait jamais : à un pontife succédait un autre pontife, choisi pour perpétuer et défendre la suprématie catholique. Huit papes montèrent ainsi sur le trône pendant le règne d'Alfonse III, et Nicolas III, plus heureux que ses prédécesseurs, par cela seul qu'il vint le dernier, finit par obtenir du souverain, expirant, les concessions par lui constamment repoussées tant qu'il avait conservé la conscience de ses actes et la liberté de son esprit.

DENYS.

(1279.)

Fils aîné d'Alfonse III et de Béatrix de Castille, Denys était né en 1261, avant la mort de la comtesse Mathilde; aussi, les premiers jours de son avénement, vit-il ses droits contestés par son frère puîné, l'infant Alfonse. Quelques seigneurs prétendaient que ce prince, encore enfant, étant né après la dissolution du premier mariage, était seul légitime héritier de son père.

Quoique âgé seulement de dix-huit ans, Denys résista avec fermeté aux prétentions des partisans d'Alfonse : fatigué de la domination impérieuse que sa mère voulait exercer sur lui, il rompit avec elle, disant qu'un homme, dès qu'il avait atteint sa quinzième année, ne devait plus prêter l'oreille aux conseils d'une femme. Il parcourut les provinces de ses États, et à son retour demanda en mariage l'infante Élisabeth, fille de Pierre III, roi d'Aragon, qui ne se fit aucun scrupule d'y consentir, bien qu'il eût déjà promis sa main au fils de l'empereur Michel Paléologue (1282).

Élisabeth, pure et riante figure, plane, sur tout le règne de Denys, comme un ange consolateur : sa mission est d'adoucir toutes les infortunes, de rendre les dissensions moins fatales. Les chroniqueurs, en écrivant sa vie, se complaisent à l'orner de récits trop miraculeux pour être crus, mais qui font voir au moins jusqu'où allait l'admiration des peuples pour cette excellente reine. Tandis que la mère de Denys, retirée auprès du roi de Castille, excite le jeune Alfonse à

prendre les armes contre son frère, Élisabeth, par une douce et continuelle persévérance, parvient à réconcilier les deux rivaux. Sa bonté est si ingénieuse, si persuasive, que Béatrix elle-même, désarmée, se ligue généreusement avec elle pour rétablir la paix entre la Castille et le Portugal. Tant de dévouement, tant de vertus n'empêchèrent pas son mari d'ajouter foi aux calomnies les plus infâmes; mais Dieu prit soin de justifier Élisabeth par un miracle.

Un des pages du roi, dit la légende, par haine contre un de ceux de la reine, qui s'en servait pour distribuer ses aumônes, jeta d'odieux soupçons dans l'esprit de son maître. Ses propres faiblesses rendaient Denys crédule en ce point : il jura de se venger. Un jour donc, qu'il était à la chasse, ayant par hasard rencontré un homme occupé à chauffer un four, il lui ordonna d'y jeter le premier page qui se présenterait à lui. Revenu dans son palais, il fait demander le page de la reine, et l'envoie à l'endroit où il pense qu'une mort certaine l'attend. Ce pieux et sage jeune homme obéit, mais s'arrête en chemin dans une église pour y entendre la messe. L'autre page accourt pour s'assurer du succès de sa fourberie, et le chaufournier, se conformant aux ordres du roi, le jette, malgré ses cris, dans la fournaise. Cet événement fut regardé comme un avis du ciel; et le prince, mieux éclairé, bien que souvent infidèle, rendit à Élisabeth sinon son amour, au moins son estime et son respect.

(1289) Le clergé, toujours insoumis, excita des troubles; pour mettre fin au scandale, on satisfit quelques-unes de ses exigences; des commissaires, choisis de part et d'autre, rédigèrent un accommodement que ratifia Nicolas IV. L'heureux Denys réussissait dans tous ses projets. Il signa avec la Castille un traité équitable par lequel fut arrêté un double mariage projeté depuis longtemps, et qui avait été le prétexte d'une nouvelle guerre; le roi de Castille, Ferdinand, épousa, au sortir de l'enfance, la princesse Constance, fille de Denys, qui fiança le jeune Alfonse, son fils, à l'infante Béatrix, sœur de Ferdinand. Les Maures furent entièrement expulsés des Algarves, et le petit pays nommé Riba de Coa fut réuni au territoire portugais.

A la faveur de la paix, l'agriculture fut remise en honneur, et l'on jeta les fondements de cette puissance commerciale qui devait, plus tard, embrasser les deux mondes. Sans cesse occupé des affaires de son royaume, ingénieux à trouver les moyens d'en augmenter la prospérité, Denys donna l'impulsion à tous les progrès que la civilisation

fit pendant son règne. Toute autre propriété que celle des ayants fiefs avait été inconnue jusque-là. Les communes commencèrent enfin à se former, et le roi fit de l'affranchissement la récompense des serfs de ses domaines qui se distinguaient par leurs talents. Des lois sages vinrent réprimer la mendicité, régler l'administration de la justice, autoriser en toute matière, directement et sans délai, l'appel au roi, de toutes les sentences rendues dans le royaume.

Coïmbre devint une seconde Athènes. Denys, après y avoir fondé des écoles (1308), y institua une société des sciences et des beaux-arts, dont il voulut être membre. Quand les rois de France n'avaient pas encore déserté le lutrin, quand les gentilshommes des autres États de l'Europe tenaient à honneur leur complète ignorance, on vit le souverain d'un royaume naissant aller s'asseoir au milieu des savants que ses libéralités avaient rassemblés, parler à chacun la langue de son pays, s'entretenir avec eux de l'avenir des beaux-arts, leur lire les vers qu'il composait et qu'il dédiait respectueusement au pape Jean XXII.

Tant de bienfaits lui méritèrent les plus beaux titres qu'un roi puisse porter. Les historiens, ne sachant laquelle préférer de ses vertus, l'ont appelé tour à tour le père des laboureurs, le protecteur du commerce, le père des muses portugaises: confondant tous ses mérites en un seul, ses sujets le nommèrent le *Père de la patrie.* Fidèle aux traditions nationales, le peuple conserve encore dans son langage plusieurs dictons qui rappellent le souvenir des prospérités de ce règne glorieux : « *El Rey don Denys fez todo o que quiz, feliz como el rey Denys.*

(1312) Un instant, la paix du royaume fut troublée par les prétentions de Ferdinand de Castille, qui voulait revenir sur le traité conclu avec Denys, pendant sa minorité. Jacques II d'Aragon offrit sa médiation; les deux parties l'acceptèrent; mais comme on entamait les négociations, le roi de Castille mourut inopinément à l'âge de vingt-quatre ans. Les circonstances qui accompagnèrent cette mort prématurée ont fait appeler ce prince Ferdinand-l'Ajourné. Les vieux historiens qui, à la vérité, ont souvent chargé leurs pages de faits à peu près semblables, racontent que ce jeune roi, dans un moment de colère, avait fait jeter deux seigneurs du haut d'une tour; que ceux-ci, avant d'être précipités, prenant le ciel à témoin de leur innocence, ajournèrent Ferdinand à comparaître devant Dieu dans trente jours.

Le roi méprisa cet appel, se rendit à Alcoudete que son armée assiégeait, et mourut devant cette ville précisément le trentième jour.

Alfonse, frère de Denys, qui lui avait autrefois disputé le trône, suivit de près le malheureux Ferdinand. Ces deux trépas inattendus semblaient un témoignage éclatant de la faveur céleste, et le peuple attribuait tout aux prières de la reine Élisabeth, qu'on regardait déjà comme une sainte (1313).

Tandis que les Portugais voyaient ainsi s'affermir, par la sagesse du souverain, leur nationalité encore mal assurée, un grand fait, ou plutôt un grand crime, se consommait en Europe. Après la mort de Benoît XII, quand Bertrand de Got, archevêque de Bordeaux, soutenu par les intrigues de la politique française, aspirait au pontificat, son redoutable patron lui avait demandé six grâces pour prix de son appui (1315); c'était de le recevoir à la communion de l'Église, de condamner la mémoire de Boniface VIII, de remettre quelques décimes à la France et de rendre la dignité de cardinal aux frères Colonnes; le sombre Philippe-le-Bel ne s'était pas expliqué sur la sixième faveur qu'il attendait du saint-père : « Je vous la dirai quand vous » serez pape, » avait-il répondu aux questions de son protégé ; et celui-ci avait tout promis, sachant bien qu'à l'occasion, il trouverait toujours de bonnes raisons pour ne point tenir sa parole. Devenu pape sous le nom de Clément, il se montra en effet aussitôt plus attaché aux intérêts de l'Église qu'empressé de satisfaire le ressentiment de Philippe. Il éluda habilement ses instances, et ne flétrit point la mémoire de Boniface VIII ; mais il fut exact à remplir la principale et mystérieuse condition qu'on lui avait imposée.

Deux misérables, condamnés à mort, accusèrent les chevaliers du Temple de crimes abominables, et, sur un pareil témoignage, Philippe-le-Bel ordonna l'arrestation de tous les templiers de son royaume. Le pape devint leur juge suprême ; on assembla des conciles qui avaient mandat de trouver partout des coupables ; la torture fit confesser des fautes imaginaires dont le bûcher fut l'inévitable châtiment, et deux bulles de Clément déclarèrent l'ordre aboli dans toute la chrétienté.

On connaît assez les récits de cette sanglante proscription, dont les détails appartiennent plus particulièrement à l'histoire de France ; nous n'avons, par bonheur, à parler de cet événement que pour faire remarquer combien Denys savait se montrer supérieur à l'esprit de

son siècle. Il publia la bulle dans ses États et abolit avec solennité l'ordre du Temple, mais il ne fit mourir personne ; il accorda même aux chevaliers, pour leur subsistance, une partie des biens qu'ils possédaient. Quatre ans plus tard (1318), il fonda, avec l'agrément du pape Jean XXII, l'ordre militaire du Christ. Les chevaliers devaient combattre les Sarrasins ; ils portaient sur leurs habits une croix rouge traversée de blanc. Presque tous les templiers, reconnus innocents, furent admis dans cet ordre nouveau ; le roi sut ainsi satisfaire à la fois aux lois de l'humanité et obéir à la politique qui voulait l'anéantissement d'une corporation devenue redoutable par ses richesses et sa puissance. Le temps a modifié les statuts de l'ordre du Christ ; en se perpétuant jusqu'à nos jours, il a perdu son caractère religieux pour n'être plus qu'une récompense honorifique.

Il était dans la destinée de Denys de n'éprouver que des malheurs domestiques : sa mère s'était déclarée son ennemie au commencement de son règne, son frère lui avait disputé la couronne, il devait voir encore son propre fils prendre les armes contre lui. Un de ses bâtards, Alfonse Sanchez, avait été élevé à la dignité de majardome du palais ; cette préférence excita la jalousie de D. Alfonse, fils d'Élisabeth ; il mit tout en œuvre pour perdre son rival et le faire chasser du royaume. Voyant ses efforts inutiles, il poussa la haine jusqu'à publier que Sanchez avait cherché à l'empoisonner, accusation absurde dont la fausseté fut aussitôt reconnue. Au lieu de mériter son pardon par un sincère repentir, l'infant se mit à la tête d'une foule d'hommes perdus de dettes, de débauches, et prit ouvertement le parti de la révolte.

Avant de sévir, Denys voulut épuiser tous les moyens de ramener à lui son fils ; il eut recours à l'intervention du saint-siége, et le pape, faisant cette fois un noble usage de son autorité, publia une bulle qui mettait l'infant hors de l'Église, s'il persistait dans sa rébellion. Alfonse n'en montra que plus d'audace et de fureur. L'intérêt de l'État fit taire enfin dans le cœur du roi la bonté paternelle ; il rassembla ses troupes, se dirigea vers Coïmbre, que les insurgés avaient investie. Pressé par des forces supérieures, Alfonse demanda la paix, mais son père ne fut pas plus tôt éloigné, qu'il refusa de remplir les conditions qui lui avaient été imposés.

Cette perfidie acheva d'irriter Denys. Il se remit en campagne, bien décidé à punir enfin, avec rigueur, un fils ingrat, dont l'obstina-

tion menaçait de replonger le royaume dans l'état déplorable d'où sa sagesse l'avait tiré. La guerre devint sanglante et cruelle ; les partisans d'Alfonse commettaient audacieusement tous les crimes, et, malgré ses ordres, les soldats du roi se livraient à de terribles représailles. Cependant la pieuse Élisabeth, passant sans cesse d'un camp à l'autre, employait tous les moyens en son pouvoir pour fléchir la colère de son époux, pour adoucir la fureur de son fils.

Denys, plus facile, consentit à augmenter le domaine de l'infant : l'on crut la paix rétablie; mais bientôt Alfonse conspira de nouveau (1324); il se retira à Santarem, avec le projet de fondre sur Lisbonne, et de s'en emparer. Averti à temps, son père se présente avec ses troupes pour lui disputer le passage, lui enjoint de retourner à Santarem, et, sur son refus d'obéir, donne l'ordre du combat. Déjà le sang coulait, la reine accourt, montée sur sa mule; elle se jette entre les deux armées, pénètre jusqu'à son fils, lui fait sentir combien sa conduite est criminelle, lui représente que, par son cruel acharnement, il détruit un royaume qu'il doit gouverner un jour, et se rend odieux à la nation. L'infant, profondément ému, ne résiste plus à l'ascendant de sa mère, il fait sonner la retraite et vient aux pieds du roi implorer son pardon.

Cette réconciliation ne fut pas plus longue que les autres; Alfonse, qu'un penchant invincible entraînait à la révolte, céda encore une fois aux conseils de ses lâches amis, et recommença à désoler le pays par ses brigandages; battu de nouveau, forcé de fuir, il fit proclamer qu'il ne déposerait les armes que quand Sanchez serait dépouillé de la dignité de majordome.

Comme roi et comme père, Denys ne pouvait se soumettre à une pareille condition ; mais l'amour de la patrie imposait à Sanchez un devoir pénible qu'il sut noblement remplir. Il quitta en secret la cour de Lisbonne et se réfugia en Castille, d'où il écrivit à son père qu'il renonçait aux dignités dont il l'avait revêtu, au bonheur de vivre auprès de lui, afin de ne pas troubler plus longtemps la paix publique. Cette conduite généreuse ne toucha pas le cœur d'Alfonse, mais au moins il n'eut plus de prétexte pour prendre les armes. Quant à D. Sanchez, satisfait d'avoir prouvé, en y renonçant, combien il était digne de la faveur que son père lui avait accordée, il resta loin de Lisbonne : l'amour et la reconnaissance de la nation le suivirent dans sa retraite volontaire.

(1325) Denys régna quarante-six ans et mourut à soixante-trois, à la suite d'une maladie longue et douloureuse, pendant laquelle Élisabeth lui prodigua les soins les plus touchants.

A peine eut-il rendu le dernier soupir que cette princesse, libre du lien le plus puissant qui l'attachait à la terre, prit la résolution de se consacrer à Dieu; elle coupa ses cheveux, revêtit l'habit de Sainte-Claire, et se présenta dans ce nouveau costume aux seigneurs qui entouraient le corps du feu roi, leur annonçant qu'elle voulait quitter le monde pour toujours. On lui représenta que mieux valait rester au milieu de ses anciens sujets, répandre sur eux ses bienfaits, que de s'enfermer dans un cloître; elle céda et vécut encore dix ans, occupée des exercices continuels de la dévotion la plus fervente, dissipant son patrimoine en aumônes, faisant, à pied, des pèlerinages à Saint-Jacques-de-Compostelle, sans pourtant cesser d'employer l'autorité que lui donnait sa vertu à maintenir la paix avec la Castille, et à donner d'utiles leçons à son fils Alfonse IV.

Malgré les instances des rois de Portugal, la pieuse reine ne recut que bien tard la récompense que l'Église accorde aux parfaits chrétiens: la cour de Rome, qui ouvrait alors si largement la porte du ciel à une foule de moines inutiles et de fanatiques obscurs, ne consentit qu'en 1625 à la canonisation d'Élisabeth.

ALFONSE IV.

(1325.)

Après s'être montré si impatient de régner, Alfonse, dès qu'il fut roi, affecta la plus grande indifférence pour les détails du gouvernement. Quoique âgé de trente-six ans, il ne songeait qu'à ses plaisirs ; il passait quelquefois plusieurs journées à la chasse, sans rentrer dans son palais ; et, quand par hasard il assistait au conseil, c'était pour entretenir ses ministres de ses prouesses de chasseur. Un jour qu'il avait longuement raconté plusieurs aventures de ce genre, un de ses conseillers, homme austère et vieilli dans les affaires, lui dit : « Prince, nous ne sommes » pas ici pour entendre de Votre Altesse le récit de pareils exploits. » Si elle veut s'occuper des besoins de son peuple, elle trouvera des » sujets soumis et obéissants ; sinon...—Sinon, quoi ?... interrompit » Alfonse.—Sinon, reprit le vieillard, d'un ton ferme, ils cherche- » ront un autre roi. » Le prince sortit aussitôt en faisant un geste menaçant : les collègues de ce hardi conseiller tremblaient pour lui en songeant aux violences qu'Alfonse avait autrefois commises. Quelques instants après, on annonce le roi. « Votre reproche est juste, dit-il » en tendant la main à son ministre ; j'en profiterai. Désormais vous » n'aurez plus affaire à D. Alfonse le chasseur, mais à D. Alfonse, » roi de Portugal. » Quelles qu'aient été précédemment ses fautes, un prince qui sait tenir un pareil langage est digne de régner.

Le fils de Denys s'appliqua à réparer tout le mal qu'il avait fait par sa révolte : son premier soin fut de punir ses anciens complices ; puis

il révisa les lois que ses prédécesseurs avaient publiées, réforma les abus, fit de sages règlements pour la police intérieure; et mérita enfin l'estime des sages ministres qui l'avaient d'abord rappelé à ses devoirs. Il ne put cependant surmonter sa haine contre son frère bâtard, le sage et généreux Sanchez; il ordonna une information sur sa conduite; sous de frivoles accusations, le dépouilla de tous ses honneurs, de tous ses biens et changea en bannissement son exil volontaire.

Sanchez écrivit inutilement à son frère pour le supplier d'oublier le passé, pour lui jurer amitié et soumission absolue; Alfonse ne daigna pas lui répondre. L'infant, se lassant à la fin, crut que l'honneur lui ordonnait la vengeance : il se jeta sur le Portugal à la tête d'une armée composée d'Espagnols et de quelques mécontents déterminés; le grand maître de l'ordre d'Avis, Gonzales Vaz, envoyé par Alfonse pour le repousser, essuya une défaite complète; mais les Castillans, affaiblis par leur propre victoire, furent contraints de se retirer. Le roi leva de nouvelles troupes, en prit lui-même le commandement; il allait recommencer la guerre, quand Élisabeth le détermina à rendre enfin justice à son frère.

La paix rétablie, Alfonse ne songea plus qu'au mariage de son fils D. Pèdre. Il fit demander, au roi de Castille, dona Constance, fille de Juan Manoël, duc de Penafield, et de D. Constance, fille de Jacques II, roi d'Aragon. Jamais union ne fut plus difficile à conclure. Au moment où le roi de Portugal recherchait cette alliance, D. Manoël avait déjà promis la main de sa fille à Jean-le-Contrefait, seigneur de Biscaye. Par suite d'une longue série de crimes, de perfidies et d'intrigues, la triste Constance, victime des plus étranges combinaisons, après avoir été trois fois fiancée, devint enfin, d'épouse répudiée du roi de Castille, femme de D. Pèdre, infant de Portugal, et mit au monde un prince qui reçut le nom de Ferdinand.

Tandis que tout prospérait en Portugal, les Maures, appelés par le roi de Grenade, fondaient de toutes parts sur la Castille, et leur chef, Albohacem, empereur de Maroc, annonçait hautement le projet de soumettre l'Espagne entière à son empire. Le danger commun unit pour un instant tous les princes chrétiens; l'Aragon, la Castille et le Portugal, joignirent leurs soldats, le pape publia une croisade, et les Sarrazins eurent à se défendre contre des troupes moins formidables par le nombre que par l'excellent esprit qui les animait. Après plusieurs combats sans importance, les deux armées se rencontrèrent,

le 13 octobre 1340, aux environs de Tariffa. Les chrétiens se précipitèrent avec fureur sur leurs ennemis, et malgré les sages dispositions d'Albohacem, les Arabes furent mis en pleine déroute. Plus de deux cent mille hommes perdirent la vie, si l'on en croit les historiens espagnols et portugais. Deux fils de l'empereur furent tués à ses côtés, et lui-même n'évita la mort qu'en fuyant vers Algésiras, où il se rembarqua précipitamment avec les débris de son armée, pendant que le roi maure de Grenade courait se renfermer dans sa capitale.

Dans tous les États catholiques on célébra cette victoire avec allégresse. Le pape Benoît XII eut une large part du butin ; pour le roi de Portugal, satisfait d'avoir contribué au succès de la bataille, il en abandonna tous les fruits à ses alliés, n'emportant pour lui que la trompette et l'étendard du roi de Maroc.

Alfonse IV devait un jour souiller par un assassinat la gloire qu'il venait d'acquérir. Les circonstances de ce crime célèbre ont fourni au Camoëns le sujet d'un des plus beaux épisodes de ses *Lusiades*. C'est là qu'il faut lire l'histoire des tragiques amours d'Inès et de D. Pèdre. Le poëte interrompt tout à coup le récit des victoires remportées par ses compatriotes sur les infidèles : son langage devient mélancolique, le mouvement de sa phrase se ralentit, il arrache de son front les lauriers qui le couronnent, et jette un voile funèbre sur sa lyre, avant de chanter la funeste aventure de cette *beauté malheureuse à qui l'amour avait promis une couronne, et qui ne l'obtint qu'au tombeau.*

Inès était fille de Ferdinand de Castro, gentilhomme castillan, réfugié en Portugal, sous le règne de Denys, pour éviter la haine de Philippe, frère du roi Ferdinand IV. Elle fut placée en qualité de fille d'honneur, auprès de l'épouse de D. Pèdre, dona Constance, qui, belle et vertueuse, adorait son mari, et l'avait rendu père de plusieurs enfants. Le souvenir de ses malheurs doublait le prix de la félicité que l'infante goûtait à la cour de Portugal, lorsque D. Pèdre conçut un amour violent pour Inès. Le chagrin que lui causa l'inconstance de son époux conduisit au tombeau la douce et infortunée princesse. Le peuple, dont sa bonté lui avait concilié l'affection, la plaignit hautement. Il se répandit en murmures et en odieuses conjectures contre Inès, qui, comblée des bienfaits de l'infante, la regrettait sincèrement; les démonstrations cachées de sa douleur, touchèrent le prince, et fortifièrent son inclination.

Aussi amoureux que jaloux, Pèdre conduisit sa maîtresse dans un palais bâti sur les rives du Mondego, aux environs de Coïmbre. Dans cette tranquille solitude, la tendre Inès abandonnait son âme séduite aux illusions passagères, doux privilége de la jeunesse; toutes les pensées de D. Pèdre répondaient aux rêveries de son cœur : c'était une vie de bonheur et de plaisirs; mais pieuse et timide, Inès n'était point sans remords; pour rassurer sa conscience craintive, Pèdre voulut qu'un lien sacré rendît leur union éternelle. Le pardon du ciel sanctifia leurs amours; un prêtre et deux amis furent les seuls témoins de ce mariage, que la politique obligeait de tenir secret; comme si les princes pouvaient se soustraire un instant aux regards avides et malveillants qui surveillent toutes leurs actions.

Des courtisans jaloux de l'accueil que Pèdre faisait aux compatriotes d'Inès, et de la fortune de ses frères qu'il comblait de grâces, insinuèrent au roi qu'il convenait de marier l'infant avec quelque princesse dont l'alliance pût être utile au royaume. Alfonse savait déjà, par la rumeur publique, le nouvel engagement de son fils; pour éclairer ses soupçons, il lui proposa la main d'une princesse de Léon. Son refus devint l'arrêt de mort d'Inès. D. Lopez Pacheco, D. Pédro Coëlho, D. Alvares Gonzales, grand sénéchal du royaume, ennemis déclarés de la famille de Castro, répétaient sans cesse au trop crédule Alfonse, qu'un jour D. Pédro ferait asseoir sa maîtresse sur le trône, et que des enfants, dont la naissance était au moins suspecte, raviraient la couronne aux fils de Constance. Malgré la perfide habileté des conseillers du roi, cette intrigue ne put demeurer entièrement secrète : la reine, D. Gonzales Pereyra, archevêque de Brague et quelques seigneurs attachés à D. Pèdre, l'informèrent du complot. Il regarda cet avis comme un stratagème dont on voulait se servir pour l'engager à quitter Inès; et, pour toute précaution, la conduisit au monastère de Sainte-Claire, à Coïmbre.

Après de longues hésitations, Alfonse consent enfin à immoler Inès à ce que ses trois favoris appelaient la raison d'État. Il part avec eux de Montemayor pour se rendre à Coïmbre; Inès est amenée devant lui; elle se jette à ses pieds, lui présente ses enfants, le supplie de pardonner à D. Pèdre la faute qu'il a commise en se mariant sans sa permission : elle le conjure de ne pas la séparer de son amant. L'infortunée ne croyait pas avoir d'autre grâce à demander. Sa beauté, celle de ses enfants, ses larmes, ses soupirs ont ému le cœur

du roi ; il se retire sans rien promettre ni rien ordonner. Mais les ennemis d'Inès le poursuivent, lui reprochent de manquer de courage, de sacrifier à sa pitié pour une femme le salut de l'État. Alfonse n'avait plus les victimes devant les yeux, il ne sait plus résister ; aussitôt Pacheco, Gonzales, Coêlho, profitant de l'absence de D. Pèdre, volent au palais d'Inès, pénètrent dans ses appartements ; le fer est dans leurs mains : « Chevaliers, s'écrie-t-elle, de quel sang allez-vous » teindre vos armes? défenseurs de l'innocence, en deviendrez-vous » les bourreaux ? » Elle meurt percée de coups (1355).

La vengeance de D. Pédro fut terrible comme son désespoir ; il rassembla des soldats, s'unit avec les frères d'Inès, jurant de ne déposer les armes qu'après le supplice des meurtriers. Il pilla leurs terres, mit le feu à leurs châteaux ; et, pour contraindre le roi à les punir, ravagea sans pitié les provinces désolées. Cependant Alfonse touchait à ses derniers jours ; la reine se rendit auprès de son fils, et lui fit entendre qu'il valait mieux différer sa vengeance, que de faire supporter aux peuples les effets de sa colère. Les assassins d'Inès furent exilés et Pèdre revint à la cour.

Alfonse mourut peu de temps après cette réconciliation ; il était alors âgé de soixante-sept ans, et avait gouverné le Portugal pendant trente et un ans. Le caractère de ce prince a été parfaitement apprécié par *La Clède*, le premier qui ait écrit l'histoire de Portugal en français. Cet auteur, toujours confus et souvent inexact dans ses récits, n'en est pas moins utile à consulter. Sceptique avec mesure, il montre ordinairement beaucoup de réserve, d'impartialité dans ses jugements ; sa critique est solide, éclairée, quelquefois d'une hardiesse rare pour le temps où il écrivait. Nous croyons acquitter une dette de reconnaissanee en citant ici quelques lignes de son ouvrage.

« On a dit d'Alfonse qu'il fut fils ingrat, frère injuste et père cruel. » Malgré ces reproches, il fut grand guerrier, profond politique et » bon roi. Il sut conserver les droits de sa couronne, sans manquer » à ses peuples, au bonheur desquels il travailla continuellement. » Il devint un appui solide de la religion, sans ramper sous les » caprices de la cour de Rome. Ami de la justice et de la vérité, il » distribua la première avec exactitude et rechercha la dernière avec » avidité. Sans la libéralité de Denys son père, la sienne eût effacé » celle de tous les princes de son temps. Sa prudence égala son cou- » rage ; et son gouvernement, fondé sur l'équité, fut toujours uni-

» forme. Il fit peu de lois, mais toutes bonnes et importantes, et
» mérita enfin par sa conduite sage et éclairée, la réputation de
» grand roi, et le surnom de brave et de fier, par l'élévation de son
» courage et par la grandeur de son âme. »

PÈDRE Ier.

(1356.)

Impatient de venger la mort de son amante, Pèdre Ier se hâta de conclure une alliance avec Pèdre-le-Cruel, roi de Castille, et joignit sa flotte à celle de ce prince contre les Aragonais. Les hommes les plus expérimentés du Portugal lui représentèrent vainement que l'intérêt du royaume exigeait la conservation de la paix : la passion l'entraîna. Il espérait, en se déclarant contre le roi d'Aragon, obtenir facilement de son nouvel allié l'extradition des meurtriers d'Inès, réfugiés en castille ; mais Pierre exigea d'abord qu'on lui livrât quatre seigneurs Castillans qui avaient cherché un asile en Portugal. Le marché fut accepté. Pacheco, averti à temps, trouva le moyen de se mettre en sûreté ; mais ses complices furent impitoyablement remis entre les mains de D. Pèdre. On inventa les plus terribles tortures, les tourments les plus recherchés, pour faire mourir lentement les deux coupables. Le roi voulut assister à leur supplice, encourageant les bourreaux du geste et de la voix : il porta la fureur jusqu'à frapper lui-même Coëlho avec un fouet qu'il tenait à la main. Le patient, qui jusqu'alors n'avait pas prononcé une parole, se retourna vers le prince en l'accablant d'injures. « Ne l'entendez-vous pas, s'écria gaiement D. Pèdre, » apportez donc de l'ail et du vinaigre à ce lapin. » Faisant allusion au mot Coëlho, qui en portugais signifie lapin.

Non content d'avoir mis à mort les assassins d'Inès, il voulut encore donner une preuve publique de son amour. On tira du cercueil, où

il était enfermé depuis cinq ans, le corps de l'infortunée ; on lui plaça une couronne sur la tête. Tous les seigneurs de la cour vinrent respectueusement fléchir le genou devant ce cadavre et appliquer leurs lèvres sur sa main décharnée. Le mariage secret fut solennellement reconnu, et l'on transporta les restes d'Inès à l'abbaye d'Alcobaça (1361). On voit encore son tombeau, tout de marbre blanc, placé auprès de celui du roi ; elle y est représentée avec des habits royaux, la tête ornée d'une couronne : c'est le seul monument qui soit élevé à sa mémoire. Le château qu'elle habitait est aujourd'hui détruit ; mais les paysans des environs de Coïmbre, adoptant la fiction du Camoëns, montrent au voyageur une fontaine dont l'origine merveilleuse remonte à la mort de l'amante de D. Pèdre.

« Quand cet horrrible coup retentit sur tes rives,
» Mondego, quel effroi pour tes nymphes craintives !
» Le long torrent de pleurs qui coula de leurs yeux
» En fontaine, dit-on, fut changé par les dieux ;
» Ses flots murmureront la mémoire éternelle,
» Et des beaux jours d'Inès, et de sa mort cruelle.
» Au bord de ce ruisseau, croissez, funèbres fleurs.
» C'est ta fontaine, Amour, ces ondes sont des pleurs. »

(Camoëns, chant III, trad. de M. Carrion de Nisas.)

Pendant que Pédro satisfait ainsi doublement son cœur par les supplices atroces qu'il infligeait à ses ennemis et par les honneurs dont il entourait un sépulcre, des événements d'une plus haute importance s'accomplissaient en Castille. Successeur d'Alfonse XI, son père, Pèdre IV, dès les premiers jours de son règne, avait eu à défendre ses droits contre ses sept frères bâtards et leur mère Éléonore, presque aussi puissante que la reine-mère. Vainqueur, après un combat opiniâtre, il fit mourir Éléonore ; époux soupçonneux, il enferma dans une forteresse sa femme Blanche de Bourbon, et condamna à mort le grand maître de Saint-Jacques, un de ses frères bâtards, que la rumeur publique accusait d'être son amant.

Comme nous l'avons déjà dit, il réunit ensuite ses forces à celles du roi de Portugal contre les Aragonais, et le succès couronna cette expédition ; mais implacable dans sa haine, il fit massacrer, en sa présence, D. Juan, son cousin, fils du roi d'Aragon. A cette exécution en succédèrent d'autres, toutes assez motivées pour paraître légitimes

dans ces temps de barbarie. Blanche mourut après huit années de captivité : on publia qu'elle avait été empoisonnée. Les bâtards formèrent de nouveau un parti puissant; Henri de Transtamare, l'un d'eux, se rendit auprès du roi de France.

Charles V était trop adroit politique, pour manquer l'occasion de se débarrasser des Malandrins qui dévastaient son royaume, en les envoyant soutenir en Espagne la cause de Transtamare. Pèdre IV n'ayant qu'une armée en désordre, ne pouvait tenir tête à un ennemi aussi puissant; il prend le parti de quitter ses États et de se réfugier auprès d'un de ses alliés pour y préparer sa défense. Il vient avec confiance demander asile et protection à son ancien ami le roi de Portugal.

Mais les intérêts et les positions avaient changé : le monarque lusitanien répondit que son royaume n'était pas assez grand pour loger deux rois à la fois, et le pria d'en sortir immédiatement. Pèdre s'éloigna indigné d'une pareille perfidie, et demanda l'appui de l'Angleterre, qui le lui accorda par haine contre la France (1366). Le prince Noir passa en Espagne, et les champs de Navarette furent témoins de la défaite de Henri et de du Guesclin qui commandait les Français.

Douze ans plus tard, le connétable de France est vainqueur à son tour dans les plaines de Tolède. Pèdre est amené prisonnier dans la tente de Transtamare : une querelle s'élève, et après une lutte, corps à corps, de quelques instants, Henri tue son frère d'un coup de poignard.

Pèdre de Portugal était mort à Estremos, dès l'année 1367 (18 janvier), à l'âge de quarante-huit ans. Il est impossible de ne point rapprocher les noms de ces deux princes si diversement jugés par les historiens. Le roi de Castille punit ceux qui cherchaient à fomenter la révolte dans ses États, tous, même des femmes; le roi de Portugal, au contraire, sacrifia tout, même les intérêts de son royaume, au désir de venger sa maîtresse. Le Castillan, guerrier intrépide, défendit jusqu'à la fin son trône contre un usurpateur heureux, mais il fut vaincu; tandis que le Portugais sut préserver ses États des ravages de la guerre, en abandonnant à propos un allié qui s'était autrefois dévoué à ses projets les plus chers. Tous deux commirent des actions d'une sévérité féroce : les mœurs du temps devaient également leur servir d'excuse; cependant, l'un est appelé *Pèdre-le-Cruel*, l'autre,

Pèdre-le-Justicier. Loin de nous l'esprit du paradoxe : mais pourquoi tant d'indulgence pour Pèdre de Portugal, et tant de sévérité pour Pèdre de Castille ? Aux yeux du philosophe est-il, entre ces deux princes, d'autre différence que celle du malheur et du succès ?

Le caractère implacable de Pèdre Ier imprima une énergie extraordinaire au gouvernement ; aucun crime ne resta impuni sous son règne, et sa rigueur, souvent exagérée, inspira à tous un respect profond pour la loi ; le commerce prit une grande activité, les impôts furent diminués, et tout le bien commencé par Denys et Alfonse IV continué avec fermeté. On a conservé de ce prince plusieurs mots heureux qui peuvent servir à le juger.

Un gentilhomme avait frappé un huissier porteur d'un exploit. « Corrégidor, dit le roi au juge, j'ai reçu un soufflet : on m'a arraché » la barbe. » Le gentilhomme fut puni comme criminel de lèze-majesté. Un prêtre avait tué un maçon, et les tribunaux ecclésiastiques s'étaient contentés de l'interdire pendant un an ; le fils de la victime vengea son père par la mort de son assassin, on le condamna à mort. « Quelle est la profession du coupable ? demanda D. Pèdre » quand on lui présenta la sentence. — Maçon, répondit-on. — » Eh bien ! je le condamne à ne travailler d'un an de son métier. »

Il avait pour principe qu'il fallait rendre la justice comme elle sera rendue quand les secrets du cœur seront révélés ; aussi dans l'application, semble-t-il s'être attaché à transporter sur la terre quelques-uns des supplices infernaux. Il défendit, sous peine d'être fouetté pour la première fois, et mis à mort pour la seconde, de vendre ou d'acheter à crédit. Un gentilhomme eut la tête tranchée pour avoir coupé les cercles d'un tonneau à un laboureur ; on pendit un secrétaire du trésor royal, pour avoir accepté une légère somme d'argent d'un solliciteur ; deux femmes furent brûlées vives, l'une pour adultère, l'autre pour s'être abandonnée à son mari avant son mariage. Ces exécutions multipliées, toujours justes au fond, bien qu'excessives et barbares, n'empêchèrent pas les Portugais de s'attacher sincèrement à D. Pèdre, et de le regretter après sa mort.

FERDINAND.

(1367.)

L'insouciance, la légèreté, la faiblesse de Ferdinand, fils de la reine Constance, détruisirent en peu de temps tout le bien qu'avait fait son père, et le Portugal subit toutes les conséquences des défauts de son souverain. Tout occupé de ses plaisirs, ce prince ne sut faire à propos ni la guerre ni la paix; changeant sans cesse d'allié, uni tour à tour avec les Maures, les Anglais, la Castille ou l'Aragon, il se rendit suspect à tous, sans être bien servi par aucun. Irrésolu en toutes choses, il hésita longtemps à se décider entre le célibat et le mariage, et, plus tard, promit solennellement cinq fois sa fille avant de la marier à Jean Ier de Castille. Ferdinand fit deux fois la guerre à ce prince; le sort des armes ne lui fut pas favorable, et il fallut acheter la paix à des conditions sévères.

La romanesque histoire de la reine Léonor, imprima seule à ce règne décoloré un caractère fatal.

Léonor-Tellez était la sœur d'une des dames d'honneur de l'infante Béatrix, sœur de Ferdinand; le roi la vit par hasard, en devint amoureux, et résolut aussitôt de l'épouser, renonçant imprudemment à la main de D. Éléonore, fille de Henri II de Castille, union utile qui aurait agrandi le Portugal de quatre villes importantes assignées pour dot à l'infante. Cette femme était déjà mariée à D. Jean Laurent d'Acunha; Ferdinand s'entendit avec lui, et, d'un commun accord, l'union fut déclarée nulle. D. Jean s'était soumis de trop

bonne grâce aux volontés royales pour avoir rien à craindre; il jugea cependant prudent de quitter le Portugal, et partit pour la Castille, en ayant soin, disent les vieux historiens, de faire attacher sur son bonnet, en guise d'aigrette, deux cornes d'or, afin de prévenir les mauvaises plaisanteries.

Coquette habile, Léonor ne vit pas plutôt son mariage dissout, qu'elle affecta la plus grande réserve dans ses rapports avec le roi, et résista obstinément aux désirs de sa passion. Ferdinand se laissa prendre au piége et annonça publiquement l'intention de l'épouser. A cette nouvelle, le peuple s'assemble en tumulte, se rend au palais : un tailleur, appelé Vasquez, se faisant l'orateur des mécontents, expose en termes énergiques l'objet qui les amène; il représente au roi qu'il va avilir le trône qu'il occupe s'il y fait monter Léonor, que sa naissance et sa conduite rendent indigne d'un tel honneur. Le faible monarque, à l'aspect des trois mille hommes armés qui accompagnent Vasquez, promet tout ce qu'on lui demande, jure qu'il n'a jamais pensé à épouser Léonor, et s'engage à se rendre le lendemain à l'église de Saint-Dominique, pour se justifier en présence de tout le peuple. Les mutins se retirent, comptant sur la parole royale.

Le lendemain, les troupes sont sur pied; Ferdinand est à Santarem avec sa maîtresse; Vasquez est arrêté; on livre au bourreau ses principaux complices, et les Portugais vouent haine et mépris au souverain qui les a trompés.

Peu de temps après la fuite du roi, Léonor fut proclamée reine; tous les seigneurs vinrent respectueusement lui baiser la main, à l'exception d'un seul, Denys, frère du roi, un des fils d'Inès de Castro, qui s'y refusa, disant qu'il n'était pas né pour baiser la main de Léonor, mais que Léonor était née pour baiser la sienne. La nouvelle reine n'eut pas de peine à s'emparer du gouvernement, ni même à se créer un parti redoutable, en répandant à profusion les largesses et les faveurs. Ce fut par son influence que se conclut le premier traité entre le Portugal et l'Angleterre (1373). La politique irrésolue du cabinet de Ferdinand avait besoin de chercher un appui au dehors, afin de faire respecter le territoire du royaume par les autres souverains de la Péninsule, tous en guerre les uns avec les autres. Le comte Jean-Fernand Andiero, aventurier en faveur, fut chargé de négocier auprès d'Édouard III, qui régnait alors à Londres, ce pacte d'alliance où Léonor est nommée, et par suite duquel six mille Anglais débar-

quèrent en Portugal. Ces étrangers étaient destinés par la reine à tenir en respect les peuples mécontents, bien plus qu'à aider l'armée à protéger les frontières; mais ils se conduisirent avec tant de hauteur et de férocité, qu'on les renvoya presque immédiatement, après en avoir massacré près des deux tiers.

Malgré sa fortune inespérée, Léonor, ambitieuse et jalouse, voyait avec dépit sa sœur Marie, qui avait épousé secrètement D. Jean, fils d'Inès, devenir mère de plusieurs enfants mâles, tandis qu'elle n'avait du roi Ferdinand qu'une fille nommée Béatrix, encore en bas âge et d'une faible santé. L'idée que Marie pourrait un jour monter sur le trône qu'elle occupait, tourmentait tellement son esprit, qu'elle n'hésita point à commettre un crime pour se délivrer de cette crainte. Elle fit appeler l'infant, et, affectant un air pénétré de douleur, lui dit que Marie trahissait son amour; que, rougissant pour elle d'un crime aussi lâche, elle préférait perdre sa sœur, en faisant connaître la vérité, que la laisser jouir impunément de son déshonneur. La passion rendit D. Jean crédule; s'abandonnant à sa fureur, il court à Coïmbre, entre dans l'appartement de Marie, et, sans vouloir écouter sa justification, la tue au milieu de ses femmes, puis remonte à cheval et s'enfuit.

(1378) La reine fut bientôt informée de cette horrible action; elle feignit la douleur, prit un grand deuil et vint se jeter aux pieds du roi, criant vengeance pour la mort de sa sœur. Peu de temps après cependant, elle demanda elle-même la grâce de l'infant, et obtint pour lui la permission de revenir à la cour, où il fut un objet d'horreur; reconnaissant bientôt la perfidie de la reine, il se retira dans la province d'Entre-Duero-et-Minho, et passa ensuite en Castille.

Ferdinand était peut-être le seul homme de son royaume qui ignorât les crimes de Léonor. Femme sans pudeur, avant son second mariage, elle continua dignement sa vie passée en donnant publiquement un rival à son époux. L'aventurier qui avait servi à négocier avec les Anglais, Andiero, devenu l'amant de la reine, s'empara de la direction des affaires. Par son déplorable gouvernement, il compromit tous les intérêts de la nation : désordres intérieurs, revers sur les frontières, défaites sur mer, tous les malheurs enfin pesèrent à la fois sur le Portugal. Cependant l'indignation publique parvint jusqu'à l'indolent monarque; de fidèles serviteurs lui montrèrent la vérité, mais ils ne firent qu'empoisonner inutilement ses derniers jours sans

profit pour personne. Accablé d'infirmités prématurées, il n'était point capable de supporter le poids de sa couronne; un chagrin profond s'empara de lui, et le conduisit au tombeau (22 octobre 1383), après un règne de dix-sept ans, continuellement malheureux, pendant lequel la civilisation ne fit point un seul pas en Portugal.

Cependant Ferdinand aimait les lettres; il était brave, spirituel, galant. Son règne avait commencé sous les plus favorables auspices: une passion pour un objet indigne fut la cause unique de toutes ses infortunes. Aussi, le Camoëns ne veut pas qu'on méprise sa mémoire.

« Quel mortel est à l'épreuve d'un coup d'œil, d'un sourire de la » beauté? Quelle défense opposer à des charmes célestes qui pé- » nètrent les âmes et ne laissent plus sentir que le besoin d'aimer? » O vous qui avez connu l'amour et son ivresse, pardonnez à Fer- » dinand! L'amour qui le rendit si coupable, l'amour est encore son » excuse[1]. »

[1] *Les Lusiades*, chap. 3, trad. de M. Millié.

INTERRÈGNE.

(1383.)

Malgré les lois fondamentales de Lamego, des traités, sanctionnés par les cortès, assuraient la couronne à la fille unique de Ferdinand, Béatrix, femme de Jean Ier, roi de Castille. Le testament du roi donnait la régence à Léonor; cependant, le peuple ne répondit à la voix des héros qui proclamaient Béatrix reine de Portugal, que par des cris confus en faveur de D. João de Castro et de D. João d'Avis.

Trois prétendants se trouvaient ainsi en présence : Béatrix, qui avait pour elle les traités, le vote des cortès, les forces de la Castille et enfin la possession du trône par le fait de la régence de sa mère; D. João de Castro, fils aîné d'Inès, réfugié en Castille depuis la mort tragique de sa femme, et dont les malheurs avaient fait oublier le crime : il comptait de nombreux partisans dans toutes les classes de la nation; enfin, D. Jean, fils naturel de Pèdre-le-Justicier et d'une Galicienne obscure, né en 1350, nommé grand maître de l'ordre d'Avis à l'âge de sept ans, rival peu redoutable en apparence par le petit nombre de ses amis et la défaveur attachée à sa naissance, mais prince rempli de qualités brillantes, entreprenant, adroit, et soutenu des conseils d'un homme habile, D. Alvarès Paës, son chancelier.

Effrayée des démonstrations populaires qui partout avaient accueilli l'avénement de Béatrix à la couronne, Léonor commença par s'assurer de la personne de Jean, fils d'Inès, que le roi de Castille fit enfermer; elle chercha ensuite à gagner le grand maître en lui accordant plu-

sieurs grâces; mais la haine qu'on portait à la reine-mère, à son favori Andiero qui partageait avec elle les honneurs de la régence; l'esprit national indigné de voir un Castillan ajouter à ses titres celui de roi de Portugal, étaient tous puissants sur le peuple; les frères de Léonor, eux-mêmes, s'unirent aux ennemis de Béatrix. Paës, profitant de la captivité du fils d'Inès, ramena au parti du grand maître tous les hommes qui comprenaient la gravité des circonstances; une opposition générale se forma contre la Castille, et tous se tinrent prêts pour le combat.

Contrainte, par les représentations de son conseil et par l'effervescence populaire de s'opposer aux intentions hostiles du roi de Castille, son gendre, la régente envoya des troupes pour veiller à la sûreté des frontières, et leur donna pour chef le grand maître d'Avis, qu'elle nomma gouverneur d'Alentejo.

Le nouveau général avait quitté Lisbonne depuis quelques heures, et Léonor se félicitait d'avoir enfin éloigné de sa capitale un allié aussi suspect, quand D. Jean, accompagné de quelques seigneurs, entre tout à coup dans le palais, demande Andiero, et le frappe à mort de sa propre main.

Cet événement est à peine connu que déjà un peuple immense couvre les places publiques. Les amis du favori sont massacrés; on jette en prison ceux du roi de Castille, et la régente croit qu'on en veut à ses jours. D. Jean vient la rassurer, et, courtois chevalier, lui demande pardon, non d'avoir tué le comte, mais d'avoir manqué aux lois de la politesse, en le tuant dans ses appartements; il proteste d'ailleurs de son respect et de son dévouement. Malgré ces promesses, Léonor jugea plus sage de se retirer, et partit le soir même avec quelques seigneurs fidèles à sa fortune, faisant des imprécations inutiles contre un peuple qui célébrait sa fuite par des chants d'allégresse et de triomphe.

Quelques hommes timides, comme il s'en trouve dans les révolutions, voulant concilier tous les intérêts et arrêter le mouvement unanime qui repoussait le dernier rejeton d'une glorieuse dynastie, proposèrent le mariage de D. João d'Avis, avec la régente. Cet expédient ne plut à personne; le peuple, mieux inspiré, trancha la difficulté en proclamant le grand maître protecteur régent du royaume; et Alfonse Yanès, tonnelier de profession, le plus intrépide des chefs populaires, n'eut qu'à faire briller sa redoutable épée aux

yeux de ceux qui paraissaient d'un autre avis pour les contraindre au silence.

La cause du protecteur était trop nationale pour qu'on ne s'empressât pas de se réunir sous ses drapeaux. Déserteurs du parti de Léonor, d'anciens serviteurs dévoués à Ferdinand vinrent aussi se mettre à sa disposition pour défendre le pays contre l'invasion des Castillans; de ce nombre fut D. Nuño Alvarez Pereyra : ce jeune seigneur, célèbre par sa bravoure et ses exploits, dès l'âge de treize ans avait attiré sur lui l'attention publique par une expédition périlleuse ; son succès lui avait valu la bienveillance de Léonor qui en avait fait son écuyer. A vingt ans, Nuño, devenu la terreur des Espagnols, le favori de Ferdinand, se rendit tout à fait populaire par un trait qui devait plaire à une nation attachée aux délicatesses du point d'honneur.

On célébrait les noces de l'infante Béatrix ; trois tables étaient dressées, une plus élevée pour les époux et la reine Léonor, et deux plus basses, de chaque côté, pour les seigneurs des deux cours. Lorsqu'on se mit à table, Nuño et Ferdinand Pereyra se trouvèrent sans couvert parce qu'ils avaient par politesse fait placer tous les autres ; comme aucun ne se dérangeait pour les laisser asseoir, Nuño, piqué de leur grossièreté, jeta d'un coup de pied la table par terre, et sortit fièrement avec son frère. Tout le monde fut surpris de son audace ; le roi de Castille seul ne parut point offensé : « Ceux qui se vengent » font bien, dit-il, et quiconque ose tout faire pour son honneur est » sans doute réservé à de grandes choses. »

Attaché par reconnaissance au parti de Léonor, Nuño ne le quitta qu'alors qu'il vit d'un côté le peuple portugais tout entier, de l'autre un prince étranger, qui, sous prétexte de défendre les droits de son épouse, couvrait les frontières de ses soldats, et menaçait la patrie d'une réunion définitive avec la Castille. Le grand maître accueillit Nuño avec distinction, l'admit au rang de ses conseillers d'État, et lui confia le commandement de ses troupes. Le régent avait grand besoin du secours d'un général habile et entreprenant, car déjà plusieurs villes étaient au pouvoir de l'Espagne. Les deux reines avaient établi à Santarem le siége du gouvernement ; on battait monnaie à l'effigie de *D. Juan, roi de Castille et de Léon, de Portugal et de Tolède ;* les édits se rendaient au nom de ce prince ; une armée formidable s'avançait pour s'emparer de Lisbonne ; la flotte castillane fermait l'embouchure du Tage.

Les Portugais, animés par l'exemple de Nuño, se préparent avec ardeur au combat ; toute la nation prend part à la défense du pays : les femmes travaillent à l'équipement des guerriers. On construit des vaisseaux ; l'archevêque de Braga, un rosaire à la main, une épée de l'autre, excite et soutient tous les courages ; point d'excuse à qui manque de zèle pour les intérêts de la patrie. « Vous êtes prêtre, » dit-il à l'un, et moi aussi, et pourtant je travaille ; vous êtes reli- » gieux, et moi archevêque : le pape prend les armes quand il est » nécessaire, et il est au-dessus de nous tous. »

Le siége de Lisbonne dura cinq mois. Pendant tout ce temps, Nuño inquiéta les ennemis, et les battit souvent sans pouvoir les contraindre à se retirer ; la ville manquait de vivres, mais continuait à se défendre avec désespoir, quand le roi de Castille renonça au projet de s'en rendre maître, d'après le conseil de l'infant Charles de Navarre. Une maladie contagieuse s'était répandue parmi les assiégeants et leur avait enlevé beaucoup de soldats. Ils sortirent du Portugal désespérés, humiliés d'avoir fait si peu de chose avec tant de monde, et précédés dans leur marche par les cercueils des généraux qui avaient trouvé la mort sous les murs de Lisbonne.

D. João n'avait plus qu'un pas à faire pour monter sur le trône, ses rivaux était hors d'état de le lui disputer ; il hésitait cependant encore, et en toute occasion soutenait ouvertement les prétentions du fils d'Inès de Castro. Les états du royaume, assemblés à Coïmbre pour délibérer sur les moyens de sauver la patrie, discutaient déjà depuis longtemps sans prendre un parti, malgré les sollicitations du peuple qui désignait hautement D. João d'Avis pour son roi. On débattait la question de droit, chaque prétendant faisait à son tour valoir ses titres, et tous semblaient oublier qu'il fallait faire cesser, à tout prix, l'anarchie où le pays était plongé. Irrité à la fin d'une hésitation qu'il ne pouvait comprendre, Nuño sortit brusquement du lieu des séances, décidé à en appeler au peuple des irrésolutions de l'assemblée. A sa voix, la multitude docile fait éclater les plus vives acclamations, on improvise une ovation pour le grand maître, les membres des états cèdent au mouvement, et D. João devient roi.

Ainsi fut consommée cette révolution importante, d'où date l'ère la plus glorieuse et la plus prospère de la monarchie portugaise.

JEAN Ier.

(1385.)

On accueillit le choix des cortès de Coïmbre avec enthousiasme, et bientôt le nouveau monarque se trouva à la tête d'une petite armée avide de combats : ses mesures prises pour assurer la bonne administration du pays, il se mit aussitôt en campagne suivi du brave Nuño qu'il venait de nommer connétable et majordome. Le roi de Castille avait pénétré dans la province de Beyra, et s'était emparé de plusieurs villes. D. João marcha droit à lui ; un instant le nombre des ennemis jeta l'effroi parmi les Portugais ; quelques vieux guerriers, se fiant plus aux règles convenues de l'art militaire, qu'à l'ardeur intrépide des troupes, représentèrent que la prudence voulait qu'on évitât tout engagement définitif, et qu'on divisât les forces en deux corps, dont l'un se jetterait sur la Castille, pour faire diversion, tandis que l'autre harcèlerait l'ennemi pour l'empêcher de pénétrer plus avant. Le prince et le connétable s'élevèrent avec force contre cet avis ; tous les jeunes chevaliers applaudirent, et l'on se dirigea sur le village d'Aljibarote.

Le 14 août, les deux armées se trouvèrent en présence. Celle de D. João se composait au plus de dix mille hommes ; les Castillans étaient trois fois plus nombreux. Les historiens portugais ont remarqué que leurs compatriotes étaient placés en face le soleil, et que le vent leur poussait la poussière dans les yeux, désavantages qui décidèrent souvent du sort des batailles ; mais ils étaient soutenus par

l'amour du pays, ils avaient pour eux le bon droit, l'exemple de leur prince et du connétable. L'archevêque de Braga, armé de toutes pièces, parcourait les rangs, bénissant les soldats, et leur distribuant les indulgences que leur avait accordées le pape Urbain VI, tandis que les évêques castillans, de leur côté, remettaient les péchés au nom de Robert de Genève, anti-pape, sous le nom de Clément VII.

Le premier choc fut terrible ; les Espagnols firent jouer deux pièces d'artillerie, arme nouvelle, encore inconnue dans la Péninsule. Un mouvement de terreur se manifesta parmi les troupes portugaises, le connétable fut lui-même étonné; mais remarquant que deux hommes seulement avaient été tués : « Ne craignez rien, s'écria-t-il, » le ciel vient de purifier notre armée, ces hommes n'étaient pas » dignes de combattre dans nos rangs ; l'un a massacré un prêtre » disant la messe, l'autre a tué une femme qui résistait à ses désirs. » Dieu a maintenant pris vengeance, combattons ! » Le sang-froid de Nuño rend le courage aux fuyards. D. João est partout : il combat comme un soldat, dirige tous les mouvements, donne ses ordres avec calme, et justifie par toutes ses actions la confiance du peuple qui l'a fait roi.

Les Castillans, qui avaient livré bataille malgré les conseils de l'ambassadeur de France, Jean de Ric, perdirent dans cette journée l'élite et la moitié de leurs soldats ; ils reprirent tristement le chemin de l'Espagne, abandonnés de leur souverain qui avait couru cacher dans Séville sa honte et son désespoir.

Béatrix était demeurée à Avila, attendant le triomphe de son mari pour entrer en Portugal ; à la nouvelle de la défaite d'Aljibarote, le peuple de cette ville, irrité de voir prodiguer le sang et les richesses de la nation pour des intérêts de famille qui le touchaient fort peu, se porta au palais pour tuer la reine, lui reprochant d'être la cause unique des malheurs de la Castille, et de la mort du roi, qu'on disait resté sur le champ de bataille. Mieux informé, l'archevêque de Tolède parvint avec peine à persuader à la multitude que le monarque vivait encore, qu'il reviendrait bientôt, et les séditieux se séparèrent, proférant d'affreuses menaces contre Béatrix et sa mère.

Nous avons déjà vu les Portugais s'illustrer par deux brillants faits d'armes : la bataille d'Ourique et celle de Tariffa. Le premier de ces triomphes consacra le principe de la nationalité, en fondant une monarchie indépendante ; l'autre décida à qui, des Maures ou des

chrétiens, appartiendrait enfin la Péninsule entière. Après la révolution qui venait de rejeter loin du trône l'héritière du faible Ferdinand, la nouvelle dynastie avait besoin du baptême de la victoire, elle le reçut dans les plaines d'Aljibarote. Dès ce jour, la cause du nouveau roi fut gagné sans retour, et les efforts réunis de ses ennemis ne servirent qu'à faire briller ses talents et son courage.

La reconnaissance de D. João fut prodigue de faveurs et de distinctions; tous reçurent la récompense de leurs exploits; le connétable eut une large part aux libéralités souveraines : on lui donna les biens qu'avait possédés Andiero, et en outre les villes de Villa-Vitiosa, d'Evora-Monte, de Sacavesa, de Porto de Maz avec les revenus de Silvès, de Loulé, et le riche tribut que les juifs payaient pour être soufferts dans le royaume. Enfin, pour accomplir un vœu fait la veille de la bataille, le roi fit élever, sur l'endroit même où elle avait eu lieu, la magnifique église de Batalha, entre Leiria et Alcobaça; l'architecture de ce monument, hardie, légère, dentelée, est encore un objet digne d'admiration pour les voyageurs.

Tandis que Joao rentrait triomphant à Lisbonne, pour ne point perdre les fruits de la victoire d'Aljibarote, le connétable poursuivait les débris de l'armée castillane; les Portugais reprenant l'offensive, entrèrent en vainqueurs en Espagne, s'emparèrent de plusieurs places fortes, et achevèrent de détruire leurs ennemis dans les environs de Valverde.

Toujours prudent, même au milieu de ses succès, le roi, par ses ambassadeurs, conduisait en Angleterre une négociation qui devait avoir pour résultat de changer la dynastie régnante en Castille. Le duc de Lancastre avait épousé l'infante Constance, fille de Pèdre-le-Cruel, mort sans enfant mâle; cette princesse avait des droits incontestables à la couronne usurpée par Henri de Transtamare. João persuada au duc que le moment était venu de réclamer le légitime héritage qui appartenait à sa femme, et bientôt (26 juillet 1386) une flotte anglaise jeta une armée sur les côtes de la Galice.

Les états de Castille, aussitôt assemblés à Valladolid, décidèrent qu'un ambassadeur serait envoyé en France pour supplier Charles VI de venir au secours des anciens alliés de son père. C'était le temps où la France et l'Angleterre sacrifiaient tout au besoin d'entretenir sans cesse une vieille rivalité. Les guerriers de ces nations aimaient à se rencontrer sur les mêmes champs de bataille, et se cherchaient par-

tant pour se combattre, quand par hasard quelque courte trêve suspendait les hostilités directes entre les deux pays. Plusieurs seigneurs appuyèrent la réclamation de la Castille, et Louis de Bourbon, oncle du roi, partit avec deux mille cavaliers.

Le duc de Lancastre avait amené avec lui ses filles Catherine et Philippe ; les Portugais pressaient D. João de se marier avec l'aînée de ces deux princesses, afin de réunir un jour la couronne de Castille à la sienne ; mais moins ambitieux que ses sujets, il refusa constamment d'épouser Catherine, parce que ce mariage serait, disait-il, une source éternelle de guerre, et qu'il préférait vivre en paix dans ses États. Aussi, dès qu'il fut relevé par le saint-siége du vœu de chasteté qu'il avait fait comme grand maître d'Avis, s'empressa-t-il de se marier avec Philippe, à la grande joie du peuple qui admirait la modération de son souverain (1387). Les noces furent célébrées à Porto ; le roi avait alors vingt-neuf ans et la reine vingt-huit.

Les armées du duc de Lancastre et de D. João s'avancèrent dans le royaume de Léon et obtinrent d'abord quelques avantages ; mais les ennemis eurent la sagesse de traîner la guerre en longueur ; ils laissèrent les alliés s'éloigner inconsidérément du Portugal, se contentant de les harceler dans leurs marches, sans en venir jamais à une rencontre sérieuse. Bientôt les vivres manquèrent, la division se mit entre les deux nations, et D. João, attaqué d'une maladie grave, fut contraint de retourner à Lisbonne. Le roi de Castille profita de son absence pour offrir au duc de marier son fils Henri avec la princesse Catherine, afin de terminer la guerre en conciliant tous les intérêts. Cette convention fut acceptée avec empressement, sans même consulter le roi de Portugal. Ayant ainsi disposé de ses filles, le duc de Lancastre retourna en Angleterre, peu regretté de ses deux gendres qui voyaient volontiers s'éloigner un allié plus qu'équivoque, dont ils avaient l'un et l'autre beaucoup à se plaindre.

Bien que le Portugal ne fût pas compris dans ce traité, la guerre ne se fit plus que mollement ; on conclut bientôt une première trêve qui dura jusqu'à la mort du roi de Castille (1391) ; puis elle fut renouvelée trois fois en attendant la paix définitive qu'on signa enfin d'un commun accord en 1429.

Tranquille possesseur de la couronne, João Ier s'adonna tout entier au gouvernement de ses États, fit des règlements pour la police intérieure, et montra son habileté dans l'art si difficile de régner pen-

dant la paix, écueil ordinaire des rois belliqueux. Il voulut aussi donner à Nuño une nouvelle marque de son estime, en mariant son fils naturel, D. Alfonse, avec la fille unique de ce brave connétable, dona Béatrix Pereyra (1411); les noces se firent à Leiria, ville de l'Estramadure, avec la plus grande magnificence. De cette union naquirent dona Isabelle, qui devint l'épouse de D. João, fils du roi; Alfonse, qui fut comte d'Ourem et marquis de Valence, et D. Ferdinand, comte d'Arrayolos, premier duc de l'illustre maison de Bragance, qui occupe aujourd'hui le trône.

Nous touchons à la période la plus glorieuse de la monarchie portugaise. Bientôt le cadre de notre histoire va s'élargir pour faire place aux événements les plus importants qui s'accomplirent dans les deux mondes au quinzième siècle. João d'Avis eut l'honneur de donner le premier essor à ce mouvement de noble ambition, d'intrépide curiosité qui entraîna tant de navigateurs célèbres à des expéditions périlleuses et lointaines. Avant de les suivre en Afrique, arrêtons-nous et voyons à quel état de civilisation le Portugal était parvenu quand il commença ses conquêtes.

Les Portugais, presque continuellement en guerre, regardaient l'art militaire comme le premier de tous, et ne cultivaient les autres que pour en faire à celui-là des applications utiles. La religion elle-même, se pliant aux nécessités de l'époque, n'avait de prières et de bénédictions que pour les guerriers; les évêques endossaient la cuirasse, conduisaient les armées et faisaient ordinairement, avant le combat, des harangues sur le dogme, pour démontrer aux soldats que l'ennemi était hérétique, schismatique, digne du feu éternel, et qu'ainsi le ciel les appelait à venger ses droits en défendant les intérêts de la patrie. Si ces exhortations n'étaient pas propres à adoucir les rigueurs de la guerre, elles avaient au moins l'avantage d'exciter le courage des soldats habitués depuis longtemps, par leurs luttes avec les Maures, à regarder leurs adversaires comme des impies et des réprouvés.

Malgré leur intrépidité, les Portugais n'étaient pas plus avancés que les autres peuples de l'Europe, sous le rapport de la tactique militaire. Cependant, les dispositions adoptées par Alfonse IV à la bataille de Tariffa, font le plus grand honneur à son génie. A l'époque où nous sommes parvenus, et même longtemps après, les Portugais conservèrent la coutume de se précipiter sur l'ennemi en faisant d'horribles

grimaces pour paraître plus redoutables; les officiers donnaient l'ordre de se conformer à ce singulier usage, par un commandement spécial : *Cara feroz ao enemigo.*

Comme partout, les armées n'avaient point de solde régulière, et se payaient aux dépens des vaincus. Quand les troupes du duc de Lancastre et de João Ier s'emparèrent de Valderez, les Anglais et les Portugais furent sur le point d'en venir aux mains avant de partager le butin, et les généraux ne purent apaiser le tumulte qu'en décidant qu'il serait permis aux Portugais de piller la ville depuis le matin jusqu'à midi, et aux Anglais, depuis midi jusqu'à la nuit.

Souvent, pour inspirer de l'effroi, on se portait à des actes isolés de barbarie, comme si la guerre n'était pas elle-même assez terrible. Au siége d'Elvas, le roi de Castille, l'époux de Béatrix, fit couper le nez et les mains à un prisonnier portugais et l'envoya ainsi mutilé à la porte de la ville, avec un écrit au cou, annonçant qu'on traiterait de la même manière tous les habitants qui ne se soumettraient pas immédiatement. Les représailles ne se faisaient jamais attendre : le gouverneur donna l'ordre de mutiler de la même manière deux Castillans; l'un d'eux représentant qu'on ne devait point ainsi traiter un homme de sa qualité : « Je n'ai point le temps d'examiner vos titres, » répondit le gouverneur; je ne vois en vous qu'un sujet du roi de » Castille : je suis son débiteur, il faut que je le paye. »

L'institution de la chevalerie était trop souvent impuissante à réprimer ces atrocités qu'elle repoussait pourtant avec indignation. C'était un crime d'abuser de la force en massacrant un ennemi vaincu, en opprimant des gens sans défense; mais on regardait tout comme permis pour punir un coupable, et la vengeance devenait souvent plus atroce que le forfait.

Le Portugal est cependant un des pays où la chevalerie exerça le plus d'influence et resta le plus longtemps florissante. De grands priviléges étaient accordés aux divers ordres religieux militaires; nulle part on ne portait plus loin les susceptibilités du point d'honneur et de la galanterie. Le peuple avait approuvé la colère de Nuño renversant les tables du festin aux noces de Béatrix, il lut avec admiration la lettre qu'il adressa aux grands maîtres de Saint-Jacques et d'Alcantara, pendant la guerre avec la Castille. Une maladie grave l'avait forcé de quitter l'armée, et ces généraux voulaient profiter de son absence pour entreprendre une course dans l'Alentejo. « Seigneurs,

» et amis, leur écrivit-il, Nuño Alvarez Pereyra, comte de Bar-
» cellos, d'Ourem et d'Arrayolos, connétable de Portugal et major-
» dome-major, se recommande à vos grâces. J'ai appris que vous
» veniez me chercher; je vous eusse prévenu sans les infirmités dont
» j'ai été affligé. Présentement que je jouis d'une meilleure santé, je
» vais m'avancer vers vous pour épargner à votre armée une longue
» et pénible marche. Attendez-moi sur la frontière, vous m'y verrez
» bientôt en état de vous y recevoir. A Evora, le 17 juin 1397. »

Toutes les actions de Nuño portent le cachet du caractère national; sa gloire était celle de tous : un autre aurait pu l'égaler en courage et en talent, mais nul ne pouvait se montrer plus constamment Portugais. Son exemple excitait une telle émulation et fit entreprendre tant d'actions brillantes, que ses compatriotes furent regardés, dans toute l'Europe, comme les plus parfaits chevaliers de cette époque. Aussi, pour trouver des vengeurs, était-ce à eux que les dames outragées s'adressaient de préférence.

(1433) Quelques seigneurs anglais avaient, dit-on, fait le bizarre serment de fuir la société des dames, et même avaient poussé l'insolence jusqu'à désigner nominativement un certain nombre d'entre elles, comme dépourvues d'esprit et de beauté, faisant savoir à tous qu'ils étaient prêts à soutenir leur avis les armes à la main. Soit qu'on partageât l'opinion de ces seigneurs, ou qu'on redoutât leur crédit, personne ne répondit au défi. Les Anglaises insultées s'adressèrent alors au roi de Portugal, le suppliant d'envoyer des guerriers pour combattre les calomniateurs. Beaucoup se présentèrent, mais douze seulement, choisis par D. João, obtinrent la permission de s'embarquer.

On imagine aisément l'accueil qui les attendait à Londres; leur valeur ne trompa point les espérances de leurs protégées; tous triomphèrent des champions choisis par les Anglais, tous reçurent les témoignages les plus vifs de la reconnaissance universelle des dames; quelques-uns même se marièrent en Angleterre, tandis que leurs compagnons retournaient à Lisbonne chargés de couronnes, couverts de rubans et d'écharpes aux nuances emblématiques; car alors on attachait un sens aux alliances des couleurs : charmant langage que nous ne comprenons plus, positifs bourgeois que nous sommes. Qu'on nous représente les écharpes des anciens preux, nous saurons tout au plus en nommer les couleurs; *Blanc et vert, vert et violet, jaune et*

bleu; pour nos pères, cela aurait voulu dire : *Jeunesse et chasteté, amoureuse liesse, jouissance des plaisirs mondains.* Ainsi à la bataille d'Aljibarote, Rodriguez commandait le corps des amoureux, qui portait une enseigne verte avec un chèvrefeuille.

C'était le beau temps des devises et des rébus : João d'Avis prenait plaisir à composer celles des nouveaux chevaliers. Tel avait sur son écu un aloès enflammé avec ces mots : *flamma augebit odorem;* tel un soleil entouré de nuages : *quien se me opona me corona;* tel autre, abusant peut-être de l'usage des allégories, le lendemain d'une lutte malheureuse, se présentait dans la lice avec un bras en écharpe, une jambe enveloppée, et portant sur sa tête un fromage dur (*caseum durum*), pour faire comprendre combien sa chute lui avait été fâcheuse. Et bien, malgré cette science des emblèmes et le soin religieux de conserver les traditions antiques, on se plaignait déjà de la décadence de la chevalerie, et Jean Ier, contraint de reculer devant la ville de Coria, s'écriait tristement : « Ah ! que les chevaliers de la » Table-Ronde nous manquent aujourd'hui ; s'ils étaient ici, nous ne » lèverions pas ce siége. » A quoi Mem Rodriguez de Vasconcellos répondit hardiment : « Il ne manque ici que le bon roi Arthur. »

Guidé par les conseils de Jean de Régras son chancelier, le roi accomplit d'utiles réformes dans les lois : il abrogea une foule d'actes émanés de ses prédécesseurs, et tenta de ramener la législation à des règles uniformes, invariables, fondées sur le code de Justinien, qu'il fit traduire en portugais. Il diminua le pouvoir des grands vassaux, au profit de l'autorité royale, et usa habilement de la popularité que ses victoires lui avaient acquise, pour détruire autant qu'il put le régime féodal. Enfin (1422), suivant l'exemple des rois d'Aragon et de Castille, il changea la manière de compter les années, et substitua l'ère de Jésus-Christ à celle de Jules-César, dont on s'était servi jusqu'alors.

La reine Philippe rendit D. João père de cinq fils : les infants Édouard, Pèdre, Henri, Jean et Ferdinand. Quand l'aîné de ces princes eut atteint l'âge de vingt-deux ans (1414), il rassembla ses frères, et les engagea à se réunir à lui pour proposer au roi quelque expédition lointaine et glorieuse, afin de mériter par leur courage la faveur d'être armés chevaliers. Ils délibérèrent longtemps, trouvant partout des difficultés insurmontables ; enfin le jeune Ferdinand ouvrit l'avis d'aller s'emparer de Ceuta, place forte, située sur la côte

de l'Afrique, près de Gibraltar et retraite ordinaire des corsaires. Ce projet plut à João Ier; il recommanda le secret à ses enfants et fit ses préparatifs, annonçant hautement le dessein d'aller porter la guerre en Hollande.

Vers ce temps-là, la peste éclata à Lisbonne; la reine en fut frappée. João rendit de grands honneurs à sa femme qu'il aimait tendrement, et quelques mois plus tard s'embarqua suivi d'une flotte de deux cent trente vaisseaux, qui se dirigea vers le détroit de Gibraltar, le traversa, et vint s'arrêter devant Ceuta. Malgré les efforts de Zarabenzala, gouverneur de cette ville, les Portugais s'en rendirent maîtres, le 24 août 1414, et les infants, qui avaient partagé tous les périls de cette expédition glorieuse, reçurent au milieu des ruines de Ceuta la seule récompense digne d'eux et de leur père : l'accolade et le droit de combattre désormais comme chevaliers.

L'expédition de Ceuta tourna l'attention des Portugais vers ces pays jusqu'alors peu connus; l'on entreprit des voyages maritimes, pour ouvrir de nouvelles voies au commerce. Déjà l'Italien Flavio Goia avait inventé la boussole, et l'on commençait à appliquer cette découverte à la navigation; déjà sans le secours de cet instrument, des Biscayens avaient retrouvé les îles Canaries, au commencement du quatorzième siècle; mais il manquait un chef pour se mettre à la tête des navigateurs, encourager et diriger leurs travaux; cet homme fut l'infant D. Henri. A son retour d'Afrique, il étudia avec une application opiniâtre, les mathématiques, l'astronomie et tous les arts qui ont rapport à la construction des vaisseaux. Il équipa ensuite à ses frais, et fit partir des navires avec mission d'explorer les côtes occidentales de l'Afrique.

Henri trouva le premier des pilotes assez hardis pour entreprendre de doubler un promontoire, jusqu'alors la terreur des navigateurs, qui le nommaient le cap *Non*, pour indiquer qu'on ne pouvait passer au delà; on poussa jusqu'au cap Boyador, puis on se découragea. Une seconde expédition n'osa point davantage, mais en revenant par la pleine mer, elle découvrit l'île de Madère, dont le prince Henri essaya immédiatement de tirer parti, en y faisant planter des vignes de Grèce (1419).

Encouragé par ses premiers succès, l'infant abandonna la cour pour se livrer tout entier à l'étude. Il se retira dans la province des Algarves, à l'extrémité du cap Saint-Vincent, où il fit bâtir la ville de

Sagres, et construire un bon port. Ce prince avait toutes les vertus propres à l'exécution de ses nobles projets. Sans vices et sans faiblesses, son unique passion était celle des découvertes, c'était la seule agitation de son âme, toujours réglée et maîtresse d'elle-même. Invariable dans ses opinions, les obstacles et les dangers ne faisaient qu'exciter sa persévérance et son courage; vivant dans le célibat, ses palais étaient des académies : il aimait à s'entourer de jeunes gentilshommes pauvres qu'il faisait élever à ses dépens, pour former de bons et audacieux pilotes. Il leur donnait lui-même des leçons, leur apprenait l'utilité des longitudes et des latitudes, et la manière de les fixer par des observations astronomiques. La superstition, l'envie, l'ignorance, se liguèrent en vain contre lui; soutenu par le roi, il n'en continua pas moins ses travaux, répondant aux déclamateurs par des faits positifs, et réfutant leurs arguments par le calcul des avantages que promettaient les progrès de la marine, et la fondation de colonies. *Talent de bien faire* était la divise adoptée par Henri : il la justifia par ses actions; longtemps après sa mort, les matelots, pour honorer sa mémoire, gravaient sur les arbres des contrées nouvellement découvertes ce dicton favori. L'infant continua ses expériences, sous les règnes d'Édouard et d'Alfonse V, et mourut à Sagres en 1460, après avoir fondé des colonies en Afrique, à Madère, aux îles du cap Vert et aux îles Açores.

Tandis que Henri-le-Navigateur illustrait ainsi le règne de son père, l'infant D. Pèdre parcourait les principaux États de l'Europe pour en étudier les mœurs et faire participer les Portugais à tous les bienfaits de la civilisation. Tout à fait à la hauteur de sa mission, Pèdre aimait les lettres et les beaux-arts; il passe même pour avoir sinon inventé, du moins perfectionné beaucoup la guitare; poëte et philosophe, il composa plusieurs ouvrages en prose et en vers, presque tous dédiés à des dames et aux rois qui l'avaient accueilli dans ses voyages.

Jean n'ayant plus d'ennemis à combattre, s'occupa de marier ses enfants (1428). Édouard avait déjà vingt-six ans; le peuple commençait à s'inquiéter de ce long célibat; un mariage avec l'infante Léonor, sœur du roi d'Aragon, apaisa toutes les craintes. Vers le même temps, on négociait en Catalogne l'union de l'infant D. Pèdre avec Isabelle, fille aînée de D. Jaime, comte d'Urgel, tandis qu'Isabelle de Portugal s'embarquait pour la Flandre, où son fiancé Philippe, duc

de Bourgogne, l'attendait. De nombreux tournois, de brillants carrousels jetèrent un grand éclat sur les noces de l'infante, qui sont restées célèbres par l'institution de l'ordre de la Toison-d'Or.

João Ier avait illustré les commencements de son règne par des victoires importantes sur les Castillans; le milieu, par des conquêtes en Afrique qui ouvraient un immense avenir au génie de la nation; il en consacra les dernières années à des travaux solides et pacifiques, afin d'affermir la puissance portugaise sur des bases certaines. Il y réussit si bien, que, malgré les malheurs de son fils Édouard et de son petit-fils Alfonse V, les Portugais se retrouvèrent énergiques, enthousiastes et forts pour seconder les généreux desseins de Jean II et du grand Emmanuel.

En 1431, Jean signe une paix qui devait être définitive et perpétuelle avec la Castille, et deux années après, parvenu à l'âge de quatre-vingt-deux ans, accablé d'infirmités, il meurt le 14 août; quarante-huit ans avant, à pareil jour, il avait gagné la bataille d'Aljibarote; vingt-neuf ans, à pareil jour, il avait pris Ceuta. Si l'on en croit les vieux historiens, des prodiges annoncèrent ces deux victoires remportées la veille de la fête de la Vierge, protectrice du royaume depuis le vœu d'Alfonse-Henriquez, et des prodiges aussi accompagnèrent au tombeau les restes du grand roi. Du milieu de la multitude désolée sortit un juif, misérable adepte de l'astrologie judiciaire. « Édouard, dit-il, a choisi un jour mauvais pour son cou-
» ronnement; l'ordre des planètes indique des orages : malheur au
» roi! malheur au peuple! » Et la foule s'écoula, silencieuse, au bruit funèbre de la cloche de tous les temples.

Le connétable Nuño Alvarez Pereyra était mort quatre ans auparavant, après neuf années passées dans un monastère. Il y vivait de la vie d'un religieux, jeûnait comme eux, se levait comme eux, la nuit, pour prier; mais le vieux guerrier conservait dans sa cellule l'épée et la lance qu'il avait si glorieusement portées dès l'âge de treize ans. Parvenu au comble des honneurs, il quitta tout pour la paix du cloître, sans pourtant cesser jamais de donner d'utiles conseils à son maître : aussi, la reconnaissance nationale n'a point séparé ces deux grands hommes, et leurs renommées, se prêtant un mutuel éclat, ont fraternellement traversé les siècles.

ÉDOUARD.

(1433.)

Dans la vie des nations comme dans la vie des individus, des événements funestes viennent souvent détruire tous les calculs de la prudence humaine. Jean Ier s'était surtout attaché, pendant ses dernières années, à enseigner à son fils l'art de régner, qu'il pratiquait si bien. Le jeune Édouard avait paru digne de ses leçons. Tout semblait ainsi d'avance démentir les prédictions de l'astrologue.

Aidé des conseillers ordinaires de son père, le nouveau roi prit les mesures les plus sages pour maintenir le Portugal dans l'état florissant où il l'avait trouvé. Henri continuait de donner tous ses soins à la marine, et les navigateurs envoyés par lui exploraient les côtes occidentales de l'Afrique, jusqu'alors inconnues. Ce prince devint cependant la cause des malheurs de ce règne.

Édouard gouvernait depuis trois ans, quand, pressé par les sollicitations de Henri et de Ferdinand, ses frères, il consentit à porter la guerre en Afrique. Depuis la prise de Ceuta, des traités avaient été conclus avec les Arabes qui les avaient rigoureusement observés ; aussi, avant de rien entreprendre, le roi voulut avoir l'avis du pape pour éclairer sa conscience.

Condelmère occupait alors le saint-siége, sous le nom d'Eugène IV ; le consistoire s'assembla pour délibérer sur la question, et fit cette réponse pleine de sagesse : « Si la guerre regarde les infidèles qui » occupent les terres usurpées sur les chrétiens, on peut l'entre-

» prendre sans scrupule, avec la permission du pape, en avertissant
» les usurpateurs. Si elle regarde des païens ou idolâtres, on peut
» encore l'entreprendre, si ces païens ou ces idolâtres portent
» quelques dommages aux chrétiens; mais on le peut seulement
» dans ce cas, attendu que l'eau, l'air, la terre, tous les éléments
» ont été faits pour les hommes en général, et qu'il n'est pas permis
» de les en priver sans blesser le droit naturel et le droit des
» gens. »

Cet arrêt fait le plus grand honneur à Eugène, bien qu'il soit peut-être le seul acte de modération qui ait signalé son long pontificat. Si tous les successeurs de saint Pierre s'étaient conduits d'après les mêmes principes de justice et d'humanité, Rome eût mérité d'être l'arbitre des nations et des princes. L'institution de la papauté serait devenue la sauvegarde de tous les droits.

Mais on était tellement habitué à voir les papes encourager de leur autorité les expéditions les plus folles et les plus injustes, pourvu qu'elles fussent dirigées contre les musulmans, qu'Édouard n'avait pas attendu la bulle d'Eugène pour se décider. Malgré cet avis salutaire, étouffant tout scrupule, il donna l'ordre d'embarquer les troupes. La flotte mit à la voile le 17 août 1436.

Après s'être rafraîchie à Ceuta, l'armée expéditionnaire se dirigea sur Tanger; le succès fut déplorable. Enveloppés par une multitude d'ennemis, obligés de composer avec le roi de Fez, les Portugais s'engagèrent à rendre Ceuta, et revinrent en Europe, laissant le prince Ferdinand en otage. Grande fut la question de savoir si l'on devait sacrifier Ceuta ou le fils de Jean Ier; le conseil du roi aima mieux abandonner l'infant, qui devait mourir misérablement à Fez, après six ans de la plus dure captivité. Édouard, affligé de cette décision, voulut armer quelques vaisseaux pour délivrer son frère; mais la peste ravageait alors le Portugal, et la mort le surprit au milieu des préparatifs de cette nouvelle expédition (1438).

ALFONSE V.

(1438.)

Son fils avait à peine atteint sa sixième année; on le proclama roi sous le nom d'Alfonse V; aussitôt, une vive inquiétude, qui devait bientôt engendrer le désordre, préoccupa les esprits. A qui devait appartenir le soin de gouverner l'État et de diriger l'éducation du prince? Édouard avait bien tout réglé par son testament, en disposant formellement de la régence en faveur de sa femme Léonor d'Aragon; mais Édouard n'avait-il point usurpé un droit appartenant exclusivement à la nation? Fallait-il respecter un testament qui remettait l'État aux mains d'une princesse étrangère? Les frères du feu roi, espérant avoir part au gouvernement, excitaient les mécontents; des murmures on en vint à la révolte; la volonté du peuple fit adjoindre à la régence l'infant D. Pèdre, oncle du roi, dont le premier soin fut d'arrêter avec la reine le mariage d'Alfonse V et de sa fille Isabelle. On assembla ensuite les cortès, afin de régler définitivement l'administration du royaume pendant la minorité.

Effrayée des démonstrations de la haine populaire, Léonor prend bientôt le parti de se retirer à Alenquier. C'était une faute que l'imprudence de ses partisans rendit irréparable. Le peuple de Lisbonne avait accueilli avec dédain plusieurs proclamations faites au nom de la reine; l'archevêque arme ses domestiques, fait arrêter et punir quelques mutins. On le chasse aussitôt de son palais; on écrit au pape pour lui demander l'interdiction du prélat, et, voulant

ôter tout espoir à la régente, la multitude assemblée dans l'église de Saint-Dominique, sur les harangues d'un tonnelier et d'un tailleur, décide que D. Pèdre sera seul régent du royaume, et que s'il vient à mourir ses frères seront appelés à lui succéder.

Peu de temps après, on trouva que l'éducation du prince ne pouvait rester confiée plus longtemps à une reine qui, par son refus de rentrer à Lisbonne, protestait hautement contre le vœu du peuple et des états. On arracha Alfonse des bras de sa mère, qui s'enfuit tristement à Cintra, emportant pour tout bien sa fille Jeanne, née depuis la mort d'Édouard.

Le but de D. Pèdre était de rallier tous les partis, et d'inspirer à son pupille les vertus d'un grand roi. Il délivra les villes de quelques impositions onéreuses, s'entoura d'hommes d'expérience et de dévouement, sut préserver le pays des troubles que Léonor cherchait à fomenter par ses intrigues, fit rendre exactement la justice, mit les armées sur un pied respectable. Heureuse d'avoir si bien choisi, la nation reconnaissante voulait lui dresser une statue, mais le régent sentait bien que tout finirait pour lui le jour de la majorité du roi : « A quoi bon » souffrir qu'on m'érige une statue, dit-il, pour qu'un jour peut-être » on lui crève les yeux, on la brise, on la foule aux pieds; de Dieu » seul je veux et j'attends ma récompense. »

Cependant pour conjurer l'orage, il poursuivait activement le projet d'unir sa fille au jeune Alfonse. En 1441 les ambassadeurs envoyés à Rome en rapportèrent la dispense nécessaire. Elle n'était que verbale, le pape Eugène IV ne voulant point en accorder par écrit, pour ménager le roi d'Aragon, frère de Léonor. On n'en célébra pas moins les fiançailles, à Obidos; Alfonse était alors âgé de neuf ans, Isabelle n'en avait que huit.

Peu de temps après, le roi de Castille, que Léonor était parvenue à engager dans sa querelle, fit menacer le régent d'une déclaration de guerre, si l'on ne rendait à la reine les droits qu'elle tenait du testament de son mari. Pèdre répondit que le ciel toujours favorable aux armes de Jean Ier, favoriserait aussi celles de ses enfants. La guerre ne fut pas déclarée; le roi de Castille reconnut que si les Portugais avaient ôté le gouvernement à la reine, ils lui avaient toujours rendu honneur et respect; qu'enfin elle n'avait rien de mieux à faire que d'accepter la pension que ses anciens sujets offraient toujours de lui payer, partout où elle voudrait, excepté en Portugal, où son retour était impossible.

La veuve d'Édouard rejeta avec hauteur ces propositions, quitta la cour de Castille, et vint se réfugier à Tolède. Abandonnée, dénuée de toutes ressources, elle sentit bientôt les angoisses de la misère et fit demander grâce au régent, implorant la permission de venir mourir en Portugal. Suppliante, désarmée, Léonor paraissait encore redoutable à ses ennemis : on délibéra longtemps, et l'infortunée mourut inopinément à Tolède, le 18 février 1445, sans avoir obtenu une décision.

L'année suivante Alfonse V étant parvenu à sa quatorzième année, le régent cessa de gouverner en son nom, et le roi, pour donner à son oncle une preuve éclatante de sa reconnaissance, s'empressa de ratifier son mariage avec Isabelle.

Les ennemis de D. Pèdre, à la tête desquels il faut placer son frère, le comte de Barcellos, avaient espéré que le jeune monarque, fatigué des conseils de son rigide tuteur, s'affranchirait au plus vite de son autorité; mais quand ils virent Isabelle devenue reine, prendre sur son époux l'ascendant que donne toujours aux femmes une vertu douce et modeste; quand ils virent Alfonse consulter son oncle sur toutes les affaires, et préférer souvent ses avis à ceux de ses ministres, ils sentirent la nécessité d'unir tous leurs efforts pour le perdre. Barcellos chercha à capter la bienveillance du prince par d'adroites flatteries. Il sut rendre à propos certains services que les rois payent toujours généreusement. C'était plus qu'il n'en fallait pour faire paraître incommode un censeur sévère parlant constamment d'affaires à qui aurait voulu ne s'occuper que de plaisirs. Parfois pour exciter la jalousie d'Alfonse : il est honteux, lui disait-on, d'abandonner le pouvoir à un ambitieux qui cherche à se mettre au-dessus des lois; il a chassé la reine-mère du royaume parce qu'elle connaissait trop bien ses criminels projets; il gouverne avec hauteur, épuise les finances, pille partout pour s'enrichir. En vain la triste Isabelle voulait justifier son père; Alfonse l'écoutait à peine, et ne répondait à ses plaintes qu'en citant des faits accusateurs, presque toujours inventés par la calomnie.

La vérité était, que se voyant entouré d'ennemis, Pèdre s'était réfugié prudemment à Coïmbre; qu'il avait augmenté le nombre de ses gardes; ne sortait plus sans être accompagné, et faisait préparer à la défense toutes les places fortes de ses domaines. Une rupture ouverte avec le comte de Barcellos étant inévitable, c'était se con-

former aux usages reçus, que de se mettre en mesure de repousser l'agression d'un rival. Une querelle de seigneur à seigneur n'intéressait en rien les droits du roi. Deux princes pouvaient se faire la guerre, sans que l'un ni l'autre eût la pensée de s'emparer du trône. Ainsi ces armements, cette retraite, présentés aux yeux du souverain, comme les premiers actes d'une audacieuse conspiration, n'avaient rien qui sortit des habitudes du temps, et qu'on ne pût facilement expliquer d'une manière innocente.

Alfonse défendit néanmoins à ses sujets d'entretenir aucune correspondance avec son beau-père, et le fit sommer de livrer toutes les armes qui étaient dans Coïmbre. La réponse de Pèdre fut digne et respectueuse : « Puisque mon innocence ne me fournit point d'armes assez fortes contre la calomnie, je supplie le roi de me laisser au moins les autres pour confondre mes ennemis. »

Alors Barcellos à la tête d'un corps de troupes se dirigea vers Coïmbre (1449). Pèdre lui fit demander s'il venait sur ses terres comme ami ou comme ennemi. Sans daigner s'expliquer, Barcellos avançait toujours vers la ville, tandis que le régent recevait ordre du roi de ne point contrarier sa marche; il n'était plus possible d'obéir, c'eût été livrer lâchement à la vengeance de ses persécuteurs les braves qui avaient partagé sa mauvaise fortune; Pèdre fondit inopinément sur les troupes, les dispersa, contraignit leur chef d'aller se réfugier à Santarem où il eut l'audace d'entrer en triomphateur.

Un édit royal déclare aussitôt le père de la reine rebelle et traître à la patrie; de nouvelles forces sont envoyées contre lui; Pèdre rassemble ses fidèles amis, Ayres Gomes da Silva, Rui d'Acunha, Luiz Gomez de Gama, Rodriguez d'Azèvedo, Alvares d'Almada, comte d'Abranches, le plus illustre d'entre eux, homme respecté de la nation, brave, généreux, dont l'amitié aurait dû suffire à la justification du régent. On tient conseil. Tous ont déjà compris qu'il ne s'agit point de triompher, mais de succomber glorieusement : c'est moins au combat qu'à la mort qu'ils se préparent; on se rend au monastère de la Batalha; les religieux chantent le *Te Deum;* l'infant veut ensuite visiter le tombeau de ses ancêtres, où il n'espère plus être déposé; sa confession est reçue par un prêtre, il partage l'hostie avec le comte d'Abranches, et sort du temple pour conduire ses soldats à l'ennemi.

Le combat eut lieu aux environs de Santarem; après une résis-

tance désespérée, les troupes de D. Pèdre furent mises en pièces, lui-même reçut un coup de flèche dans la gorge, et mourut de sa blessure. Son fils, D. Jaime, le comte d'Abranches, presque tous ses partisans succombèrent aussi dans cette journée. Ceux qui passaient à Lisbonne pour avoir favorisé les projets du régent furent livrés au supplice, et l'on célébra cette déplorable victoire par des fêtes publiques, comme s'il s'était agi d'un succès remporté sur les Maures.

Pour la malheureuse Isabelle, dissimulant sa profonde douleur, et feignant de croire au crime de son père, elle se présenta devant le roi, sans aucune marque de deuil. Alfonse en parut touché, lui donna publiquement des marques d'amour et de respect. Les ennemis de D. Pèdre tremblèrent à leur tour, ils sentaient bien que la reine profiterait de toutes les occasions pour justifier son père, quand le temps aurait assez calmé la colère d'Alfonse, pour lui permettre d'écouter et de comprendre la vérité. Le pape Nicolas V flétrit le premier la mort violente de D. Pèdre du nom d'assassinat (1450). Le duc de Bourgogne obtint la liberté de ses enfants qu'il fit élever en France ; enfin la reine, déjà mère d'une princesse nommée Jeanne, ayant mis au monde un fils (Jean II, 1455), demanda la permission de faire porter son père dans le tombeau de ses ancêtres. La mémoire du régent fut ainsi réhabilitée sans que personne osât s'y opposer.

Vers le même temps l'infante Jeanne, sœur d'Alfonse V, épousa le roi de Castille, Henri IV, et bientôt après la reine de Portugal mourut inopinément à Evora, empoisonnée, dit-on, par les ennemis de son père qui craignaient qu'elle ne se servît de sa nouvelle faveur pour se venger des outrages dont ils l'avaient accablée.

Tandis que la puissance des Maures touchait à son terme dans l'Europe occidentale, les soldats de Mahomet II, s'emparaient de Constantinople (1452). A la chute de l'empire d'Orient, un long cri de détresse et de terreur retentit dans toute la chrétienté. Le pape publia une croisade. Il ne s'agissait plus cette fois de délivrer un sépulcre, ni de faire en Asie une propagande chevaleresque; l'ennemi était menaçant, le danger inévitable, mais les temps avaient changé; instruits par les malheurs passés, les princes de l'Europe, moins enthousiastes et prudemment égoïstes, montrèrent peu d'empressement à répondre à l'appel du saint-siége. Il se fit partout un grand mouvement; chaque prince tenait à paraître zélé pour les intérêts de la religion; on rassembla des soldats, on construisit des vaisseaux,

on fit des pèlerinages, des processions : tous ces grands préparatifs ne furent suivis d'aucun effet ; le pape Calixte III, en était à gourmander rudement la tiédeur de ses chers fils en Jésus-Christ, quand la mort le surprit lui-même en 1457, et personne ne songea plus à reprendre Constantinople.

Alfonse V avait une imagination ardente, un caractère entreprenant ; il s'était préparé de bonne foi à une expédition qui flattait son goût pour les aventures. Il avait même, à cette occasion, fait frapper pour la première fois une monnaie d'or, de la valeur de dix réaux qui reçut le nom de cruzade [1]. Les pièces avaient d'un côté une croix, et de l'autre les armes du Portugal, elles étaient destinées au salaire de ceux qui s'engageaient pour l'armée d'Orient. Forcé de renoncer à un projet abandonné par tous les autres princes, il résolut de porter la guerre en Afrique, à l'exemple de son aïeul Jean Ier, afin de ne point perdre les frais qu'il avait déjà faits.

Rien de plus populaire alors en Portugal que ces entreprises lointaines : le souverain traversa trois fois la mer, et trois fois une jeunesse avide de dangers le suivit avec empressement (1458–1464–1471). Le sage Édouard Meneses et son fils Henri furent les héros de ces expéditions où Alfonse conquit le surnom d'*Africain*. Après de grands succès mêlés de quelques revers, les Portugais restèrent maîtres d'Alcazar, de Tanger et d'Arzilla.

La Castille était alors le théâtre des plus étranges événements. Henri IV avait, comme nous l'avons dit, épousé la sœur du roi de Portugal ; cette princesse devint mère d'une fille qui reçut le nom de Jeanne. Mais l'intimité de la reine avec Bertrand de la Cueva, favori de Henri, n'était un mystère pour personne ; on vit un parti audacieux flétrir le roi du surnom d'impuissant, appeler sa fille la petite Bertrande, protester contre le décret royal qui l'avait déclarée héritière de la couronne. Carilho, archevêque de Tolède, et plusieurs autres évêques se mirent à la tête de cette faction ; le marquis de Villena, rival de Bertrand de la Cueva, proposa de reconnaître pour roi Alfonse, frère de Henri. Les rebelles s'assemblent aussitôt à Plasentia. Un théâtre est élevé, on y place un mannequin représentant Henri, on lui lit une sentence de déposition, on le dépouille de son manteau royal, de sa couronne, et pour terminer cette odieuse comédie, Alfonse est proclamé roi de Castille.

[1] La cruzade actuelle, monnaie d'argent, vaut 3 francs.

La mort de ce jeune prince n'apaisa point ces désordres ; l'archevêque continua la guerre au nom de l'infante Isabelle, sœur du roi, et celui-ci ne put sortir de tant de troubles et conserver son trône, que par le plus honteux traité que jamais souverain ait signé. Il reconnut Isabelle pour sa seule héritière, proclamant ainsi l'illégitimité de sa propre fille, et se déclarant lui-même impuissant, alors que le scandale de ses débauches formulait le plus haut démenti à cette absurde imputation.

Il fallait, pour assurer le succès des révoltés, donner à la jeune Isabelle un mari en état de soutenir son parti : on jeta les yeux sur Ferdinand d'Aragon, prince du même âge qu'elle ; bien que l'infante eût déjà été fiancée cinq ou six fois et que son père s'occupât de la marier à Alphonse V, l'archevêque de Tolède, mieux obéi que le roi, fit célébrer en secret ce mariage qui devint la source de la grandeur de l'Espagne, par la réunion de l'Aragon avec la Castille. Le faible Henri, fatigué d'une lutte trop inégale, finit par se réconcilier, en apparence au moins, avec sa sœur, mais il mourut en déclarant par son testament sa fille Jeanne légitime héritière de la couronne.

Les historiens ont discuté la question de savoir si Henri avait, en effet, laissé un testament : on a donné des preuves pour et contre. Ce qui n'est contesté par personne, c'est qu'au moment de sa mort, la légitimité de la naissance de Jeanne fut positivement reconnue.

Le roi de Portugal, protecteur naturel de la jeune princesse sa nièce, ne pouvait se dispenser de défendre ses droits en Castille, contre les partisans d'Isabelle. Au retour de sa dernière expédition d'Afrique, il se déclara son fiancé, passa en Espagne avec son fils D. João et s'avança dans les plaines de Torro, où il fut complétement battu par les armées de Ferdinand-le-Catholique (1476).

Honteux de sa défaite, Alfonse V résolut d'aller solliciter les secours du roi de France ; il fit partir en avant François d'Almeida, le même qui devint plus tard le vice-roi des Indes, pour demander à Louis XI dans quel endroit de son royaume il souhaitait qu'ils se vissent. Almeida fut reçu avec des honneurs extraordinaires. Louis répondit que toutes ses villes étaient également ouvertes au roi de Portugal. L'ambassadeur revint auprès de son maître, enchanté d'un aussi excellent accueil.

Alfonse se rendit à Paris. Louis XI alla aussitôt le visiter dans son palais qu'il lui avait cédé, et entrant avec empressement sans se faire

annoncer, embrassa tendrement son hôte en s'écriant : « Bénis soient
» Dieu et Saint-Martin, mon patron, de la faveur qu'ils font à un
» pauvre roi tel que je suis, de recevoir en sa maison un grand roi
» tel que vous êtes. Souvenez-vous que vous n'êtes point dans un
» royaume étranger étant dans le mien. Vous pouvez tout ici. »

Mais quand il fut question du but du voyage, Louis se montra moins empressé. Malgré son dévouement aux intérêts d'Alfonse, il voyait de grandes difficultés à surmonter ; lui-même avait dans le duc de Bourgogne un rival puissant ; il ne pouvait guère tenter une entreprise nouvelle avant de l'avoir vaincu. Le Portugais, plein de confiance et de simplicité, s'imaginant que rien ne s'opposerait plus à ses désirs, s'il parvenait à terminer la guerre contre Charles-le-Téméraire, quitta immédiatement la cour pour entreprendre cette négociation ; mais bientôt, mieux instruit des affaires de la France, il comprit que tout espoir de réconciliation était perdu.

Cependant la guerre se continuait en Castille ; l'empereur Maximilien d'Autriche se déclarait pour Ferdinand et Isabelle ; les Anglais paraissaient disposés à prendre parti contre le roi de France, devenu dangereux depuis la mort du duc de Bourgogne ; Louis, avec tous les ménagements imaginables, fit comprendre au crédule Alfonse l'impossibilité où il était de tenir sa parole, et lui représenta que la nécessité de ses affaires l'obligeait de reconnaître aussi Ferdinand.

Persuadé, ou au moins feignant de l'être, le roi de Portugal écrivit à son fils l'infant D. João, qu'il renonçait à la couronne pour consacrer ses dernières années à la retraite. La conclusion de tant d'efforts et de troubles, fut que la malheureuse fille de Henri IV passa dans un cloître une vie destinée au trône, tandis que Louis XI, trompant ses alliés et ses ennemis, à la faveur du désordre général s'assura la possession du Roussillon.

D. João, aussitôt les ordres de son père reçus, s'empressa d'obéir ; il prit le titre de roi malgré les représentations du duc de Bragance, qui l'engageait à attendre auparavant de nouvelles lettres. Alfonse était, disait-on, parti en Palestine ; il ne manquerait point de revenir après son pèlerinage, et peut-être réclamerait sa couronne.

(1477) Cependant Louis XI, inquiet de sa disparition, le faisait chercher avec soin. On le découvrit dans un village près de Honfleur ; on lui fit entendre de la part du roi qu'il devait se préparer à partir ; on leva même une taxe dans la province pour les frais de son voyage

et Antoine de Foudras, maître d'hôtel du palais, fut chargé de l'embarquement.

Quelques jours après, le nouveau roi de Portugal, Jean II, se promenant sur les bords de la mer, voit s'approcher un vaisseau français; un homme s'élance avec empressement sur le rivage; c'était Alfonse, revenant non pas de la Palestine où il n'avait jamais eu le dessein d'aller, mais tout simplement de la Normandie, où la prudence de Louis XI ne lui permettait point de rester. Le fils demeure un instant interdit; les courtisans, dans l'anxiété, ne savent plus lequel des deux saluer du nom de roi; mais Jean prenant son parti de bonne grâce, se jette aux pieds de son père, et lui baise les mains : « Soyez » roi de Portugal, dit Alfonse, je le serai des Algarves; je veillerai » aux affaires d'Afrique. — Non, répond D. João, il ne peut y avoir » deux rois en Portugal, et puisque vous y êtes, il ne peut y en avoir » d'autre que vous. »

Cet événement ne servit qu'à ranimer la guerre avec la Castille. Alfonse se rendit à Evora, dans l'intention de tenter un dernier effort en faveur de sa nièce, dont il voulait toujours faire sa femme. L'ascendant de son fils, lui fit d'abord abandonner ce dernier projet, puis l'année suivante, fatigué d'une guerre qui paraissait interminable, les deux rois rivaux nommèrent des ambassadeurs qui se réunirent à Alcantara, et rédigèrent un traité de paix perpétuelle, signé le 4 septembre 1479. On se livra réciproquement des otages, comme garantie de l'exécution du traité; le roi de Castille donna sa propre fille, l'infante Isabelle, et le roi de Portugal remit entre les mains de son nouvel allié son petit-fils Alfonse. Ce jeune prince était l'unique fruit du mariage de l'infant D. João, avec Léonor sa cousine, fille de Ferdinand, duc de Vizeu, frère d'Alfonse V.

Dégoûté de nouveau du trône et des affaires, Alfonse prit la résolution d'aller finir ses jours dans un monastère. Déjà il s'occupait de remettre le gouvernement à son fils, quand la mort le surprit à Cintra, à l'âge de quarante-neuf ans, après un règne de quarante-trois.

Pendant ce temps, six papes occupèrent le saint-siége; les royaumes de Naples, d'Aragon et de Castille furent réunis; Jean Fust, citoyen de Mayence, inventa l'art de l'imprimerie, et l'inquisition s'établit en Espagne.

JEAN II.

(1481.)

Le fils d'Alfonse V, avait déjà été vu à l'œuvre; on savait que rien ne ressemblerait moins au gouvernement du feu roi, que le gouvernement du nouveau souverain. La noblesse surtout et tous ceux qui avaient profité de la légèreté d'Alfonse redoutaient D. João. Le premier s'était toujours montré clément, généreux, l'autre inspirait la crainte par sa sévérité; facile et confiant, Alfonse accordait volontiers sa protection et prodiguait les faveurs; son fils ne récompensait que les services rendus, et regardait les courtisans avec mépris. Ses pensées étaient élevées, ses projets vastes, ses résolutions fermes, ses jugements décisifs; il y avait en lui toutes les qualités qui font un grand homme, tandis que son père n'avait été qu'un honnête homme et un brave chevalier.

Dès l'âge de seize ans D. João s'était trouvé à la prise d'Arzile et de Tanger en Afrique; en 1476 il s'était distingué à la bataille de Toro, pendant la disparition mystérieuse de son père, son administration avait été habile. Proclamé à Cintra le lendemain de la mort d'Alfonse, il reçut avec hauteur les hommages du corps de la noblesse, ceux du clergé avec un respect affecté, mais se montra bienveillant pour le peuple. D. João avait déjà conçu le plan qu'il devait suivre pendant son règne : rigueur pour les grands, abaissement de leur autorité au profit de celle du prince; respect et concession au clergé, afin de pouvoir compter sur son appui, en l'empêchant de faire cause commune

avec la noblesse; accueil et largesse au peuple, ennemi naturel des gens de cour, et le meilleur défenseur des rois.

Devant lui durent s'abaisser tous les priviléges, se prosterner tous les pouvoirs, excepté celui de l'Église. Ce ne fut plus au secrétaire d'un ministre que s'adressèrent les fonctionnaires d'un ordre inférieur; les châtiments et les récompenses ne descendirent plus du trône par des agents intermédiaires; le roi, toujours là, vigilant, infatigable, voulut tout voir et tout connaître. Malheur au juge prévaricateur ou indolent; un magistrat recevait des présents et n'en expédiait pas plus vite les affaires : « Je sais, lui dit D. João, que vos mains sont toujours » ouvertes et votre tribunal toujours fermé, songez-y. » Auprès de lui les recommandations devenaient inutiles; la faveur, sollicitée vainement par l'intrigue, allait presque toujours chercher le plus digne dans son obscurité. Jaloux de conserver la richesse publique en assurant l'aisance de chaque famille, il fit fermer plusieurs maisons de Lisbonne où l'on jouait publiquement; et, comme malgré sa défense, on s'y rassemblait encore, il les fit brûler, « afin, disait-il, de » détruire sans retour ces lieux funestes où le riche se ruine, le sage » se corrompt et où le méchant seul trouve des ressources pour persévérer dans le mal. »

D. João, sobre de paroles, laissait souvent échapper de ces traits vifs et piquants, qui peignent le caractère de celui qui les dit. Il aimait les guerriers et se plaisait à relever leur mérite auprès des gens de cour. Pèdre de Mello, qui s'était couvert de gloire dans une expédition lointaine, étant un jour à table avec le roi, laissa tomber son verre, et les convives de rire : « De quoi riez vous, reprit D. João? » a-t-il jamais laissé tomber sa lance. » Dans une autre occasion, il dit à un gentilhomme qui balbutiait en lui demandant une grâce : « Puisque vous avez des bras pour me servir, pourquoi manquer de » langue pour me demander des récompenses. »

Ambitieux de toutes les gloires, le roi voulait que son règne, déjà illustre à tant de titres, devînt célèbre aussi par l'éclat des lettres et des beaux-arts. La jeune noblesse fut instruite par des maîtres habiles, attirés en Portugal par ses bienfaits; car, ce n'était point assez à ses yeux de bien combattre, un gentilhomme devait aussi connaître les langues anciennes, les lois et l'histoire de son pays.

Des hommes savants et laborieux illustraient alors l'Italie : Florence, sous le gouvernement des Médicis, était le centre de l'Europe civilisée.

Là brillait, entre tous les professeurs de belles-lettres et de philosophie, Ange Policien ; parmi les disciples de toutes les nations assidus à son école, les fils de Jean Texeira, chancelier du royaume, représentaient le Portugal. A leur retour, ils parlèrent de leur maître avec tant d'admiration, que Jean II, qui méditait alors le vaste projet d'une expédition dans les Indes, choisit Policien pour historien des grandes choses que les Portugais allaient faire. Il écrivit au savant plusieurs lettres en latin, qui ont été publiées dans la collection de ses œuvres, pour l'engager à faire l'histoire des découvertes des Portugais. On rassembla à Lisbonne les matériaux de cet ouvrage, en même temps qu'on y armait des vaisseaux. Mais le roi d'abord et le savant ensuite, moururent prématurément sans avoir pu mettre le sceau à leur renommée, l'un par la conquête, l'autre par le récit qu'il en devait faire.

Quelquefois D. João s'égayait par des propos légers et se prêtait de bonne grâce aux plaisanteries de ses amis. Un seigneur voulant emprunter de l'argent, le pria un jour de daigner lui parler avec amitié lorsqu'ils passeraient ensemble devant les boutiques de certains marchands. Le roi, curieux de savoir jusqu'où pouvait aller la confiance de ses sujets, pour ceux qu'il honorait de ses bontés, consentit à ce qu'on lui demandait. Le lendemain les négociants vinrent offrir au seigneur tout l'argent dont il avait besoin.

Un gentilhomme s'enivrait souvent, puis dans son délire se couronnait de laurier, enseigne ordinaire appendue à la porte des auberges ; le roi l'ayant un jour rencontré dans cet état, lui demanda en montrant sa tête : « A combien le pot de vin dans ce cabaret ? » — D. Vasquez Coutinho parlait toujours trop haut ou trop bas. « Comte, dit le prince, quand vous parlez bas personne ne vous » entend, quand vous parlez haut on n'entend plus personne. »

Tel était D. João. Nous avons dit que son avénement avait jeté la crainte dans les rangs de la noblesse ; ce pressentiment se vérifia bientôt. Jean II, à qui l'histoire a conservé le nom de *Parfait*, qui lui fut donné par le peuple, est encore regardé comme un des plus grands hommes que le Portugal ait vu naître.

Sous le règne d'Alfonse V, le royaume était divisé en six provinces. Chacune avait son gouverneur avec des magistrats subalternes ; ces tribunaux ressortissaient à trois autres établis à Lisbonne, où toutes les causes se jugeaient souverainement et sans appel. L'un connaissait des affaires civiles, l'autre des affaires criminelles et le troi-

sième veillait à la direction des finances et à la recette des deniers publics. Les affaires de la guerre et celles qui concernaient le gouvernement général se décidaient dans le conseil du prince, en sa présence, avec les secrétaires d'État et les principaux seigneurs. Cependant, malgré cette distribution régulière, le désordre et la concussion étaient partout.

D. João étudia le gouvernement dans tous ses détails; il crut découvrir enfin que le mal venait de la trop grande autorité que son père avait laissé prendre à la noblesse. On n'observait, en effet, les lois que dans les villes placées immédiatement sous l'autorité royale; ailleurs le bon plaisir des fidalgos tenait lieu de justice : la vie et la fortune du peuple étaient à leur merci. Le roi commença par changer la formule de serment que devaient lui prêter les gouverneurs des villes et teneurs de fiefs. Il se fit remettre ensuite les lettres patentes de toutes les donations faites par ses prédécesseurs, pour les réviser. Les seigneurs cessèrent d'avoir droit de vie et de mort sur leurs vassaux; les juridictions particulières, établies dans les cités, furent abolies et remplacées par des juges royaux, dont les charges devinrent accessibles à tous les hommes capables de les remplir, nobles ou roturiers.

Cette réforme excita le mécontentement des grands; ils la regardaient comme un outrage à leurs aïeux qui avaient reçu ces priviléges pour récompense de leurs services. Ils s'assemblèrent, résolurent de plaider leur cause devant les tribunaux, et chargèrent le duc de Bragance de cette mission délicate, comme chef de la noblesse.

Ferdinand, duc de Bragance, était le petit-fils d'Alfonse, bâtard de Jean Ier et de sa femme Béatrix Pereyra, fille de Nuño le connétable. Il avait épousé Isabelle, sœur de la reine. Son rang, ses richesses lui donnaient une puissante influence, mais lui imposaient aussi beaucoup de prudence. Il prêta le nouveau serment, sous la réserve de poursuivre en justice la réhabilitation de ses priviléges. Croyant, un jour, saisir une occasion favorable, il osa adresser ses réclamations au roi. Celui-ci répondit durement qu'il agissait dans l'intérêt de la nation, et, qu'en cas de résistance, il trouverait moyen de se faire obéir. Dès lors, toutes les actions du duc devinrent suspectes; quelques maladresses du marquis de Montemayor, son frère, aigrirent encore le ressentiment de Jean II contre la famille de Bragance (1482). Des lettres que le duc écrivait au roi de Castille furent

saisies. Elles ne contenaient point une preuve assez claire de trahison; mais le roi de Portugal avait sous la main un moyen infaillible de rendre à cette correspondance son véritable caractère.

L'infortunée Jeanne de Castille, la fille de Henri-l'Impuissant, languissait obscurément en Portugal, enfermée dans le cloître où la politique la condamnait à mourir pour le repos d'Isabelle et de Ferdinand. Jean II la fit sortir de son couvent, lui rendit les honneurs royaux. La correspondance du duc de Bragance devint aussitôt plus active; on remit au roi de nouvelles lettres qui ne laissèrent plus aucun doute dans son esprit. Cependant il ne voulait point user de rigueur avant que les otages du traité de 1479 n'eussent été rendus. Le duc, comprenant le danger de sa situation, engageait Ferdinand à n'y point consentir, mais celui-ci, qui désirait, avant tout, obtenir la réintégration de Jeanne dans son couvent, s'empressa de confirmer la paix. (1483) Les otages furent rendues, et Jeanne enfermée de nouveau.

Rien ne s'opposait plus au châtiment du duc de Bragance. Ce prince, averti par ses amis, demanda la permission de voyager; on la lui accorda; au lieu de s'enfuir au plus vite, il eut l'imprudence de venir prendre congé du roi. Demeuré seul avec lui, il proteste de sa fidélité, le supplie de faire examiner juridiquement les titres des priviléges de sa maison: « Cela est juste, reprit Jean II: cependant sortez; » allez-vous-en dans la tour voisine, vous y recevrez ma réponse. » Des gardes l'attendaient à la porte pour le conduire en prison.

Les ministres et le peuple approuvèrent la conduite du roi; Ferdinand de Castille lui-même lui écrivit pour le féliciter d'avoir prévenu la conspiration qu'on tramait contre ses jours.

Cependant rien ne paraissait moins établi que le crime du duc; sa correspondance, toute blâmable qu'elle fût, pouvait être attribuée au mécontentement qu'excitait dans le corps de la noblesse l'abolition de ses priviléges: après tout, aucun complot n'avait été formé contre la vie du monarque; en plusieurs occasions même le duc avait usé de son autorité pour calmer le ressentiment moins circonspect de son frère, le marquis de Montemayor. Sa mise en accusation n'en fut pas moins décidée: on nomma un procureur pour exposer l'affaire, des commissaires pour la juger, des jurisconsultes pour présenter la défense; le duc de Viseu, frère de la reine, dont les liaisons avec la maison de Bragance étaient connues, reçut du roi, en sortant du conseil où ces

mesures avaient été adoptées, un avertissement dont il ne sut pas profiter. « Duc, prenez garde à vous, je sais toutes vos démarches, elles » suffiraient pour vous perdre; mais je suspens ma justice en faveur » de votre jeunesse. »

Les commissaires ont toujours eu le mérite de se montrer expéditifs; en vingt-cinq jours le procès fut mis en état d'être porté à l'audience; l'on conduisit le prisonnier à Evora, où devait se rendre le jugement. Lorsqu'on vint lire au duc de Bragance l'acte d'accusation dressé contre lui, il se retourna froidement vers Rodrigue de Grana, lieutenant criminel de la cour: « Le roi, dit-il, n'entre point en ju» gement avec son sujet: aucun homme vivant ne peut être innocent » devant lui. » Il demanda cependant qu'on changeât ses juges; l'inflexible D. João lui refusa cette grâce, il fit plus: sous prétexte que le souverain est le principe de toute justice, et qu'il faut mettre sans cesse ce principe sous les yeux des juges, afin qu'ils ne s'en écartent jamais, il assista régulièrement à toutes les audiences, et fit lui-même le résumé des débats. Certain de n'être point obéi, il prêchait la clémence dans un discours perfidement étudié, et portait sans cesse ses regards sur un portrait de Trajan qu'il avait fait placer dans la salle du tribunal: malgré cette exhortation, les juges condamnèrent Ferdinand de Bragance à mort, et confisquèrent tous ses biens au profit du fisc.

Un religieux de l'ordre de Saint-Éloi se rendit auprès du condamné pour le préparer à la mort (22 juillet 1483). Le duc se confessa, dicta ensuite son testament, et écrivit au roi.

Le lendemain, Jean II, environné de ses familiers, lisait à voix basse la lettre de Ferdinand: « Sire, prêt à subir le dernier supplice, » j'ose vous écrire encore une fois. Les crimes que j'avais commis » envers Dieu méritaient la mort; je la regarde comme un bien, » espérant qu'elle servira à les expier. Loin de me plaindre je loue » le Seigneur de m'avoir humilié; mais souffrez que je vous recom» mande mon épouse et mes enfants: ils sont innocents, ils sont » dignes de votre clémence. Pour mes frères, si de lâches délateurs » attaquaient leur fidélité, c'est à vous de les défendre contre nos » ennemis. J'aurais encore plusieurs grâces à vous demander, mais » l'échafaud attend une tête exposée si souvent pour le service de » l'État. »

Le roi plia cette lettre en disant: « La justice sera rendue à tout le

» monde sans acception de personne. » Quelques instants après on entendit la cloche d'une église voisine ; les courtisans frissonnèrent malgré eux ; D. João se précipita, en pleurant, sur son prie-Dieu, et s'écria : « Recommandons au Tout-Puissant l'âme du duc, il cesse de » vivre en ce moment. »

Il était mort, en effet, avec courage et sang-froid, comme devait mourir le chef de la noblesse portugaise, après avoir, en montant sur l'échafaud, adressé au grand alguazil quelques compliments sur la richesse de sa parure.

Pendant le procès de son mari, la duchesse de Bragance s'était tenue à Villa-Vitiosa avec ses enfants ; à la nouvelle de sa mort, elle passa en Castille, où le marquis de Montemayor et le comte de Faro allèrent bientôt la rejoindre, laissant aux chanoines de l'église d'Evora le soin de faire porter les restes de leur malheureux frère dans le tombeau des Bragance.

Ce supplice, attribué à la haine du prince, exaspéra quelques esprits ; une conspiration peut-être chimérique en produisit une réelle. Les mécontents se concertèrent pour attenter à la vie de Jean II, et mettre sur le trône le duc de Viseu, déjà compromis dans le complot du duc Ferdinand. Plusieurs fois le roi se trouva seul au milieu des conjurés ; mais il montra tant d'assurance et de présence d'esprit que, fascinés pour ainsi dire par son regard, pas un n'osa tirer l'épée ; persévérant malgré tout dans l'exécution de leur projet, ils n'attendaient qu'une occasion favorable. Le roi, poussé à bout par une si longue obstination, fait demander le duc de Viseu. « Mon cousin, » lui dit-il gaiement, que feriez-vous à un homme qui voudrait vous » ôter la vie ! — Il mourrait avant moi. — Meurs donc, réplique » D. João, en le frappant d'un coup de poignard, tu as prononcé » toi-même ton arrêt. »

Les ennemis de la paix publique n'avaient point de ménagements à attendre d'un pareil prince, ils prirent sagement le parti de ne plus s'opposer à ses desseins. Depuis ce jour le monarque, tout entier aux affaires de son royaume, ne fit plus que de grandes et nobles actions.

Dès l'année 1481 les Portugais avaient pris possession de la côte de Guinée ; leurs vaisseaux en rapportaient, tous les ans, une quantité considérable d'or et d'ivoire. Pendant la première de ces expéditions, que commandait Jacques d'Azambuja, on commença à appliquer

l'astrolabe à la navigation. En 1484, d'autres voyageurs pénétrèrent jusqu'au royaume du Congo, et reconnurent deux cents lieues de pays au delà du Zaïre.

Ces découvertes étaient loin de satisfaire l'ambition de Jean II ; animé du désir de trouver, par l'Océan, un passage pour les grandes Indes, il s'occupait des préparatifs d'une nouvelle expédition que devait diriger Barthélemi Diaz, quand un aventurier se présenta à lui avec un projet plus vaste encore que le sien. Cet homme disait : « Pour » faire contre-poids à notre univers, il en existe un autre qu'on ren- » contrera en voguant toujours vers l'occident. Peut-être ce monde » inconnu n'est-il qu'un prolongement de l'extrémité orientale de » l'Asie ; mais enfin il doit y avoir quelque chose au delà de cet » Océan jusqu'ici sans limites. » Cet aventurier, Génois d'origine, avait déjà vu ses propositions rejetées par le sénat de sa patrie ; D. João les fit examiner ; les savants déclarèrent qu'il fallait regarder ce projet comme un rêve, qu'il y aurait folie de négliger, pour une pareille entreprise, les conquêtes certaines que présentait l'Afrique. Leur avis prévalut : Christophe Colomb fut remercié, et se retira en Espagne, où il attendit encore huit ans la permission de donner un monde nouveau aux nations civilisées de l'ancien continent.

Barthélemi Diaz partit enfin avec trois vaisseaux (1484) ; malgré les tempêtes, il atteignit l'extrémité de l'Afrique, et revint sur ses pas, après avoir donné au promontoire qui la termine, le nom de cap des Tourmentes ; D. João, plus confiant en l'avenir, le changea en celui de Bonne-Espérance.

Tandis que le roi de Portugal se frayait ainsi une route nouvelle par l'Océan atlantique, il faisait reconnaître l'ancienne route de l'Inde par la mer Rouge. Deux de ces hommes qui savent se dévouer au succès d'une grande entreprise, Pierre de Covilhan et Alfonse Païva, partirent ensemble pour Alexandrie ; là ils se séparèrent. Covilhan s'embarqua sur la mer Rouge, pénétra jusqu'au Malabar, et visita en revenant une partie de la côte orientale de l'Afrique. Païva s'avança de son côté jusqu'au pays des Abyssins. Les deux voyageurs s'étaient rejoints en Égypte, et se disposaient à revoir leur patrie, lorsqu'ils moururent des fatigues d'une si longue course, après avoir envoyé à Lisbonne des mémoires sur les contrées qu'ils avaient parcourues.

Le but de ces expéditions n'était pas seulement d'agrandir la puis-

sance portugaise, de rendre plus brillante la prospérité du commerce; Jean II voulait aussi augmenter la splendeur de l'Église; chaque vaisseau portait des missionnaires; à chaque roi africain, à chaque chef de tribu, on offrait à la fois l'amitié du roi de Portugal et le baptême. Ces hommes grossiers, saisis d'étonnement à la vue d'étrangers intrépides débarqués sur leurs rivages, se soumettaient sans peine à leurs exigences, et admettaient sans difficulté un dieu de plus parmi la multitude d'idoles qu'ils adoraient ensemble.

Cependant on faisait grand bruit en Europe de cette propagande inintelligente, et, pour prix de son zèle religieux, Jean II reçut d'Innocent III, la permission de publier une croisade contre les Maures, qui inquiétaient les possessions portugaises dans le nord de l'Afrique. La cour de Rome, n'était plus dans l'usage d'accorder de pareilles autorisations; aussi pour montrer sa reconnaissance de cette faveur toute spéciale, D. João s'empressa de déclarer aboli l'usage ancien, si raisonnable, jusqu'alors suivi en Portugal, de ne publier aucun décret du saint-siége, sans qu'il eût auparavant essuyé un rigoureux examen de la part du chancelier du royaume (1485).

Les Portugais combattirent pendant trois ans en Afrique, sous la conduite de plusieurs généraux, parmi lesquels se distinguèrent surtout, Jacques-Ferdinand d'Almeida, Noronha, Coutinho et Martin Mascarenhas. Les Maures, presque continuellement battus, se virent repoussés loin des possessions des Européens et contraints de céder à leurs ennemis plusieurs places importantes. Tel fut le résultat de cette prétendue croisade, dont le but n'avait rien de religieux, et qui, malgré la bulle du pape, ne profita qu'aux intérêts temporels des chrétiens.

En 1491, l'infant D. Alfonse, qui avait épousé l'année précédente la princesse Isabelle de Castille, se tua en tombant de cheval; Jean II, privé d'héritier direct, demanda aussitôt au pape de légitimer D. Georges, fils bâtard qu'il avait eu d'Anne de Mendoce. Innocent VIII parut peu favorable à ce projet, mais son successeur, Alexandre VI, se montra plus facile. Borgia espérait vendre chèrement cette faveur. Il traîna pourtant l'affaire en longueur, afin de tirer aussi de l'argent du parti intéressé à empêcher cette légitimation, c'est-à-dire toute la noblesse défendant les droits de son chef, Emmanuel, duc de Béja, le plus proche parent du roi.

Emmanuel était le huitième enfant de Ferdinand, duc de Viseu,

frère d'Alfonse V; il était par conséquent frère de la reine Léonor, épouse de Jean II, d'Isabelle, veuve du duc de Bragance, et de Jean, duc de Viseu, tué par le roi. Ses autres frères étant morts sans postérité, il se trouvait ainsi, comme cousin du roi, appelé à monter sur le trône après lui. Jean II avait peu d'amitié pour Emmanuel; il affectait, dans les occasions solennelles, de ne mettre aucune différence entre lui et les autres grands du royaume, tandis que, malgré les timides réclamations de la reine en faveur de son frère, il prodiguait les honneurs à son fils D. Georges.

Comme ces intrigues préoccupaient les esprits, des vaisseaux, portant le pavillon de Castille, furent forcés par le mauvais temps d'entrer dans le port de Lisbonne (1493) : c'était Colomb au retour de son premier voyage, amenant avec lui douze hommes des pays découverts, étalant, aux yeux étonnés, les richesses qu'il rapportait du nouveau monde. Ces signes non équivoques d'un succès inouï, excitèrent les regrets et le dépit de la cour de Lisbonne. Le roi cependant repoussa avec horreur le projet de faire périr Colomb, ou de le retenir prisonnier, pour empêcher les Espagnols de profiter de ses découvertes; il le traita au contraire avec honneur.

L'expédition de ce hardi navigateur avait produit sur les Portugais une sensation si vive, que Jean II crut nécessaire d'en balancer l'effet par quelque grande entreprise. Une flotte fut aussitôt équipée pour aller, sur les traces de Colomb, tenter de nouvelles découvertes. La cour d'Espagne, voyant dans ses armements une sorte d'hostilité, s'en plaignit par son ambassadeur; on soumit le débat au saint-siége. Alexandre VI, dont les deux puissances reconnaissaient la suprématie, ne fit aucune difficulté de leur partager le monde, en assignant à l'ambition de chacune un hémisphère à part. Une ligne imaginaire, tirée du nord au sud, donnait l'occident à l'Espagne, et l'orient au Portugal. Ces limites paraissant trop étroites à D. João, on les modifia l'année suivante. L'on convint d'une nouvelle ligne qui fut nommée *ligne de démarcation*, et qu'aucune puissance maritime ne respecta dans la suite.

Depuis la découverte du cap de Bonne-Espérance, Jean II brûlait du désir de pousser ses navigations jusqu'aux Indes; il voulait, par l'éclat de ses conquêtes en Asie, faire oublier la gloire de Colomb; il arma des vaisseaux pour cette expédition, et choisit pour la commander un marin déjà célèbre par plusieurs entreprises heureuses,

et dont cette nouvelle course devait rendre le nom immortel : Vasco de Gama.

Tout était prêt, lorsque l'affaiblissement qu'éprouvait depuis longtemps le roi lui fit comprendre que sa fin approchait. Il s'entoura des consolations de la religion. Jean Pavoa, de l'ordre de Saint-François, son confesseur, fut appelé près de lui ; puis il dicta son testament à son secrétaire Antoine Faria. On prétend qu'il voulait désigner D. Georges pour son successeur, mais que Faria lui ayant représenté qu'il allait commettre une injustice à l'égard de son cousin, et allumer la guerre civile, le moribond, frappé de ces raisons, nomma Emmanuel et ordonna qu'on l'avertît immédiatement de ce choix.

Le duc de Béja, alors à Alcazar-da-Sol, ne pouvant croire au brusque changement des résolutions du roi, montra peu d'empressement à se rendre auprès de sa personne ; il était encore en route quand on lui apprit sa mort. On se trompait. Jean II n'avait point cessé de vivre, il était seulement tombé en faiblesse ; un de ses courtisans lui ayant tiré la barbe, on le vit se soulever péniblement en disant d'un ton sévère : « Il eût été plus respectueux de toucher mes pieds avec » vos mains, que mon visage. »

Le peuple, à cette nouvelle, croit que la santé du prince va se rétablir ; sa joie éclate bruyamment ; il entre au palais malgré les gardes, le roi fait ouvrir les portes, la foule se précipite jusque dans sa chambre à coucher : D. Georges est là avec ses amis ; l'espérance anime leurs cœurs ; mais cette scène d'exaltation achève d'épuiser les forces du malade, il retombe dans sa faiblesse, et les médecins déclarent enfin que la mort est inévitable.

Dès ce moment, Jean II ne s'occupa plus que du soin de sa conscience, et s'abandonna à toutes les terreurs de la superstition. Il se confessa de nouveau, signa un écrit par lequel il avouait avoir reçu un talent particulier pour gagner le cœur des femmes, et se fit lire la passion de Jésus-Christ. Comme on le traitait d'Altesse : « Laissez, » s'écria-t-il, ces titres que la vanité et l'orgueil ont inventés ; je ne » suis en ce moment qu'un mortel, et rien de plus. » L'évêque de Tanger le croyant près d'expirer, se mit à réciter les prières des agonisants : « Il n'est pas temps, dit D. João, j'ai encore trois heures à » vivre. » Il reçut ensuite l'extrême-onction, et mourut un instant après (25 octobre 1495). Il était âgé de quarante ans et en avait régné quatorze.

Jean II joua en Portugal à peu près le même rôle que Louis XI en France. Il serait facile d'établir un parallèle entre ces deux princes, en comparant les événements de leurs règnes. Tous deux humilièrent les grands, tous deux furent familiers avec le peuple, tous deux rendirent d'immenses services à leur patrie ; mais le roi de France eut tous les vices d'un méchant homme, Jean II n'eut que les vices de son époque.

EMMANUEL.

(1495.)

Jusqu'ici le théâtre des événements s'est toujours agrandi ; pendant quelques années encore nous allons le voir devenir plus vaste ; puis, quand les Portugais auront atteint l'apogée de la richesse et de la gloire, leur puissance, renversée tout à coup, viendra s'éteindre sous le joug des étrangers ; et nous aurons à raconter la décadence de la monarchie, l'initiation du peuple aux progrès de la civilisation moderne. Ces deux dernières phases des annales du Portugal sont aussi curieuses à étudier que celles que nous avons déjà parcourues ; cependant cette marche décroissante se reproduit souvent dans l'histoire, tandis que la prospérité des Portugais est unique, incroyable. Peu nombreux, occupant un territoire resserré, ils firent dans les quatre parties du monde des conquêtes immenses, soutinrent partout la guerre, se rendirent maîtres du commerce universel. Supérieurs en tout, ils inspiraient la terreur, l'admiration, le respect, et les peuples timides de l'Inde, éblouis de la rapidité de leurs victoires, disaient dans leur naïveté, « heureusement que les dieux n'ont pas fait beaucoup de Portugais, car l'univers ne pourrait suffire à leur ambition. »

Le plus brillant passage de cette période héroïque est le règne d'Emmanuel. La fortune se montra pour lui plus constante encore que pour le roi Denys, et l'épithète de *Fortuné* resta attachée à son nom. Notre récit sera simple et méthodique ; il serait difficile de saisir

les faits, si l'on ne prenait soin de les présenter avec ordre et de détacher de l'histoire particulière du Portugal, celle des expéditions en Asie et en Amérique. Mais, d'abord finissons-en avec le seul fait qu'on voudrait ôter de la vie d'Emmanuel.

Il avait ordonné, en montant sur le trône, que les juifs, soumis par Jean II à une taxe énorme, ne contribueraient plus à l'avenir pour les besoins de l'État, que dans la même proportion que les autres sujets. Cet acte de justice était malheureusement trop contraire aux habitudes générales. Partout les juifs étaient indispensables et détestés. En France et en Allemagne, leurs personnes, leurs biens étaient la possession du baron ; en Espagne, leur position était plus pitoyable encore depuis l'établissement de l'inquisition. Toujours hors du droit commun, objet du mépris universel, les pauvres juifs accablés de mauvais traitements n'excitaient aucune pitié. Les lois permettaient souvent de les battre, elles prescrivaient de pendre entre deux chiens celui qui se rendait coupable de la moindre faute, et tout cela, croyait-on, par anticipation des peines éternelles réservées dans une autre vie au peuple déicide.

Dans sa jeunesse, le duc de Béja avait eu souvent recours à leur bourse : devenu roi, il voulut montrer sa reconnaissance ; mais c'était trop tenter que de placer du premier coup les israélites au même niveau que les autres habitants du royaume. Le clergé cria à l'impiété ; Emmanuel résista d'abord : le bon sens et l'humanité auraient triomphé peut-être, sans la passion qui remplissait alors son cœur.

La veuve du fils de Jean II, Isabelle de Castille, ne consentit à donner sa main au roi qu'à condition que les juifs et les Maures seraient bannis. En vain les états, alors assemblés à Lisbonne, s'élevèrent contre une mesure qui privait le royaume d'une foule de sujets industrieux et soumis. Emmanuel, ne consultant que son amour, rendit un décret conforme aux désirs de la princesse. Les Maures obéirent, et se retirèrent en Afrique ; mais par un nouveau genre de tyrannie, il fut défendu aux juifs d'emmener avec eux leurs enfants. Il fallut employer la force pour les séparer de leur jeune famille ; plusieurs aimèrent mieux égorger leurs enfants que de les laisser aux mains de leurs persécuteurs. Un nouvel édit, qui ordonnait à tous les juifs de se faire baptiser, ne servit qu'à exciter davantage le désespoir de ces infortunés. Ils émigrèrent en grand nombre, et ceux qui restèrent, s'efforçant de conserver leur vie et leurs

richesses en se soumettant aux pratiques catholiques, reçurent le nom de nouveaux chrétiens, sans pour cela échapper au mépris.

Cet acte impolitique, loin de rendre la paix au royaume, comme on l'avait espéré, devint une des principales causes des troubles et des divisions qui agitèrent le Portugal pendant trois siècles.

En 1506 la peste ayant éclaté, la populace s'en prit aux nouveaux chrétiens. Pendant trois jours on massacra à Lisbonne tous ceux qu'on soupçonnait de judaïser. Deux moines dirigeaient ces scènes sanglantes : Emmanuel les fit condamner au feu, et dépouilla la ville de quelques-uns de ses priviléges. Châtiment inefficace et tardif, qui n'eut d'autre résultat que d'exciter davantage la haine du clergé contre les juifs. Nous verrons plus tard qu'après l'établissement de l'inquisition, on s'efforça de déporter au Brésil tous ceux qui avaient échappé aux rigueurs de ce sanglant tribunal.

D. Juan, fils unique de Ferdinand-le-Catholique, étant mort sans postérité peu de temps après le mariage de sa sœur avec Emmanuel, les nouveaux époux se rendirent en Castille, où ils furent déclarés héritiers légitimes de la couronne (1498). Emmanuel aurait ainsi réuni toute la Péninsule sous son autorité, mais sa femme mourut après dix-huit mois de mariage, en mettant au monde un fils nommé Michel, qui ne vécut que deux années, et la couronne de Castille retourna à la femme de Philippe, archiduc d'Autriche, seconde fille de Ferdinand, connue dans l'histoire sous le nom de Jeanne-la-Folle.

En 1500, Emmanuel épousa la troisième fille de Ferdinand, l'infante Marie, qui fut mère de Jean III (1501), et mourut à l'âge de trente-cinq ans, le 7 mars 1517.

Les premiers soins du successeur de Jean II, eurent pour objet l'intérêt de la religion : le succès ne répondit point à ses pieuses intentions. Son zèle contre les juifs avait été poussé jusqu'à la barbarie, ses efforts pour réformer le clergé furent à peu près inutiles. Le mal venait de trop haut pour qu'il fût possible d'y porter remède. Emmanuel eut au moins le mérite de signaler à l'Europe l'auteur du scandale de l'Église. D. Rodrigue de Castro et D. Henri Coutinho allèrent à Rome, avec mission de dire à Alexandre VI qu'il souillait la chaire pontificale en osant s'y asseoir; que ses débauches, ses crimes, le rendaient la peste du troupeau qu'il était chargé de guider et d'instruire. Le pape répondit à ces remontrances par des menaces, des imprécations, et les ambassadeurs, justement alarmés, retournèrent en Portugal sans prendre congé du saint-père.

La démarche d'Emmanuel servit seulement à ranimer le courage du petit nombre de prêtres qui avaient échappé à la corruption générale. C'était quelque chose, alors que la fortune semblait, par ses faveurs, promettre encore une longue durée au règne de Borgia, et l'impunité à son odieuse famille.

Avant d'entreprendre le récit du premier voyage de Vasco de Gama, un rapide coup d'œil sur l'état des relations commerciales de l'Europe avec l'Asie, est nécessaire pour apprécier l'importance de la découverte du nouveau chemin des Indes, par le cap de Bonne-Espérance.

Quand l'Égypte eut été détachée de l'empire d'Orient, les Grecs, privés de tout rapport avec ce pays, continuèrent néanmoins longtemps le commerce exclusif des productions de l'Inde : Constantinople remplaça Alexandrie.

Les communications avaient lieu par deux voies principales : l'une était le Pont-Euxin ; on remontait le Phase jusqu'à Sérapana, d'où les marchandises étaient conduites par terre jusqu'au fleuve Cyrus, qui se jette dans la mer Caspienne. A travers cette mer orageuse, on gagnait l'embouchure de l'Oxus, qu'on remontait jusqu'auprès des sources de l'Indus.

L'autre voie était beaucoup plus simple : les bâtiments partis des différents points de la côte de l'Inde, traversant le golfe Persique, déposaient leur cargaison sur les bords de l'Euphrate ; une seule journée suffisait pour les transporter par terre à Palmyre, d'où les marchandises, passant par le désert, étaient dirigées sur les côtes de la Syrie. Après la destruction de Palmyre, les caravanes prirent la route d'Alep, et vinrent déposer leurs richesses à Alexandrette, d'où elles étaient expédiées à Constantinople.

Le monopole de ces transports passa ensuite des Grecs aux Génois, et, après la prise de Constantinople, aux Vénitiens, qui achetèrent des mameluks, maîtres de l'Égypte, le droit de reprendre l'ancienne route des Indes, avantage que partagèrent bientôt les Florentins et les Génois eux-mêmes. Ce commerce, soumis aux exigences des musulmans, était nécessairement peu étendu et fort difficile. Les républiques italiennes en retiraient seules des avantages, tandis que le reste de l'Europe payait fort cher les moindres objets venus d'Asie. L'apparition des Portugais dans les Indes amena une révolution complète.

Après la découverte de l'Amérique et l'établissement de la ligne de démarcation, l'ambition des Portugais s'était portée vers cette terre d'Orient, si fertile en richesses de tous genres. Emmanuel avait trouvé la marine florissante, et une expédition préparée par Jean II, qui la destinait à suivre la même route que Barthélemi Diaz, et à remonter la côte orientale de l'Afrique, après avoir doublé le cap de Bonne-Espérance; les vaisseaux étaient tout armés, les navigateurs choisis, leur chef désigné : il ne restait plus qu'à commander le départ.

Emmanuel fit appeler Gama, reçut son serment de fidélité, lui remit, en présence des soldats de sa flotte, des lettres pour les rois indiens, et une carte marine que Covilhan avait envoyée à Jean II avec ses mémoires. On alla bénir le grand pavillon royal dans l'église de Notre-Dame, bâtie par Henri-le-Navigateur, sur les bords du Tage. Une longue procession sortit de cette église pour se rendre au lieu de l'embarquement; le clergé marchait le premier, Gama suivait avec ses compagnons, tous pieds nus, la tête découverte et portant un cierge à la main; quatre vaisseaux attendaient dans le port, les nouveaux Argonautes y montèrent et mirent à la voile devant un peuple immense assemblé sur le rivage, faisant retentir les airs de cris d'admiration et d'inquiétude.

Vasco de Gama emmenait avec lui son frère Paul, Nicolas Coelho, Gonzalve Nuñes, hommes résolus, prêts à tout souffrir. Le reste de l'équipage se composait de cent soixante hommes, tant soldats que matelots, sans compter quelques malheureux condamnés à mort, auxquels on avait fait grâce à la condition de s'embarquer.

La flotte, suivant de loin les côtes occidentales de l'Afrique, doubla les îles Canaries et celles du cap Vert; après trois mois de navigation pénible, on découvrit l'embouchure d'une grande rivière. Les Portugais, descendus à terre, donnèrent au fleuve le nom de Saint-Jacques, et au golfe qui reçoit ses eaux, celui de Sainte-Hélène.

Le 16 octobre 1497, les vaisseaux de Gama quittèrent la baie hospitalière, et deux jours plus tard ils doublaient le cap de Bonne-Espérance. Là, les matelots, à la pensée qu'ils n'étaient peut-être pas encore à la moitié de leur voyage, commencèrent à murmurer, l'amiral se trouva dans la même position que Colomb quand, touchant pour ainsi dire les îles Lucayes, il fut au moment d'être jeté à la mer par son équipage mutiné. Après le cap de Bonne-Espérance il fallut doubler celui des Aiguilles; les Portugais, effrayés à l'aspect d'une

mer agitée, voulaient de nouveau rebrousser chemin : leur chef parvint encore une fois à les contenir.

C'était le terme où Barthélemi Diaz avait arrêté sa course. A partir du cap, l'amiral avait gouverné à l'orient ; mais de là il tourna le taille-mer au nord-est pour longer la côte de Natal. Tantôt poussé par les ouragans, tantôt retenu par des calmes, d'autres fois obligé de lutter contre les courants, ou de s'y abandonner, Gama parvint, le jour de l'Épiphanie, à l'embouchure d'un grand cours d'eau, où il mouilla, et qu'il appela le Fleuve des Rois. Les fruits salutaires que produisait la terre contribuèrent à la guérison des marins que le scorbut rongeait ; mais les hommes à demi-sauvages qu'ils rencontrèrent, ne purent leur donner aucun détail sur le but de leur voyage.

Des vents favorables conduisirent enfin Vasco jusqu'à Sofala, où il trouva des hommes plus civilisés ; les vaisseaux de la Mecque, employés au commerce de l'Orient, y avaient une station, et la plupart des habitants entendaient l'arabe. Cette langue, qui, dans la Péninsule et sur les côtes barbaresques, était celle des ennemis jurés des Portugais, devint leur consolatrice sur ces bords lointains, où si longtemps ils n'avaient pu s'exprimer que par signes.

Dans les premiers jours de mars 1498, la flotte toucha à Mozambique, d'où, se dirigeant au nord, elle longea jusqu'à Montbaze la côte du Zanguebar. Sur ces rivages, les Maures étaient nombreux et jouissaient d'une grande influence ; ils reconnurent aussitôt dans les compagnons de Gama les pareils de ceux qui, vers une autre extrémité de l'Afrique, faisaient à leur nation une guerre à outrance. Dès lors, ils employèrent tous les moyens pour leur susciter des embarras. D'abord accueillis partout avec cordialité, les Portugais devenaient bientôt odieux aux naturels du pays, grâce aux calomnies des Maures ; Vasco eut besoin de toutes les ressources de sa prudence pour éviter leurs embûches ; il fut même contraint de tirer quelques coups de canon pour sortir de Montbaze.

A Mélinde seulement on put nouer des relations moins incertaines avec les habitants. Les Mélindais avaient un commerce établi avec l'Indoustan par la mer Rouge ; ils avaient été jusqu'à Ceylan et aux îles de la Sonde, et entretenaient des relations actives avec le Malabar. Le roi reçut les Portugais avec distinction, leur prodigua des fêtes et leur fournit un pilote habile, sous la conduite duquel la flotte entra avec confiance dans l'Océan indien. En tournant au nord-est elle

passa entre les Laquedives et les Maldives pour gagner le Malabar, et arriva heureusement, le 20 mai 1498, dans le port de Calicut.

Au moment où les Portugais mirent le pied pour la première fois dans les Indes, l'Europe moderne n'en savait guère plus sur ce merveilleux pays que les anciens au temps de Pline le naturaliste. Sauf les divisions politiques et les relations commerciales incessamment mobiles, comme les passions et les intérêts humains dont ils sont le résultat, l'Inde conserve encore sa physionomie primitive. Ce sont toujours ces mœurs à part, beaucoup trop vantées en Europe; le même système social, immobilisé par le préjugé religieux qui interdit le mélange des castes; toujours la même sagesse, si l'on veut donner ce nom aux rêveries mystiques préconisées par Pythagore.

Le continent des Indes forme deux vastes presqu'îles, séparées par le golfe de Bengale, qui s'étendent depuis l'extrémité orientale de la Perse, vers l'embouchure de l'Indus, jusqu'au point où la mer de Chine commence à servir de limite au sud-est de l'empire chinois. La plus occidentale de ces deux péninsules comprend le Mogol, le pays des Marates, l'Indoustan, le Seringapatan. La côte qui regarde l'Afrique porte le nom de Malabar; celle que baigne le golfe de Bengale, celui de Coromandel. A l'extrémité méridionale, au sud-est du cap Comorin, est l'île de Ceylan, la Taprobane des anciens.

Où s'arrête le golfe du Bengale est le pays du même nom, arrosé par le Gange, qui termine là son long et magnifique cours commencé au pied des monts Himalaïa, les Emodes de Pline. Leur élévation n'a point de pareille sur le globe. Après le Bengale, en se dirigeant vers le sud, viennent les royaumes d'Ana, de Pégu, de Siam; puis l'étroite presqu'île de Malaca, séparée par le golfe de Siam, du Cambaye, de la Cochinchine et du Tonquin.

Tous les habitants de ces contrées sont compris sous la dénomination générique d'Indiens. Ils sont divisés en quatre classes principales : les bramines, les gens de guerre, les laboureurs et les artisans. Ces derniers se subdivisent en autant de tribus qu'il y a de métiers. On ne peut jamais quitter le métier de ses parents : l'industrie et l'esclavage se perpétuent de concert. Les laboureurs sont ceux où l'on trouve le plus de vertus et de probité, et les hommes de guerre ceux qui en possèdent le moins.

Tous sont enseignés, gouvernés, exploités par les brames, déposi-

taires des lois révélées par Dieu même. Comme dans toutes les théocraties, ces hommes, faisant profession exclusive de la sagesse, sont presque toujours plus méprisables que le reste du peuple. Là pourtant, dit-on, est l'origine avouée de la philosophie antique, la source de tous les dogmes développés plus tard par les Grecs et adoptés par le monde païen. Mais non : les principes sacrés, fondements de la morale universelle, sont de toute éternité dans le cœur de tous, et c'est faire injure à l'humanité que de dire qu'on alla chercher Dieu et l'immortalité de l'âme au fond des Indes pour les importer en Europe.

L'intolérance dogmatique des brames fit les parias et les poulichis, castes réputées abjectes, vouées aux travaux les plus immondes, odieuses à toutes les autres. Ces juifs de la civilisation indienne n'ont pas même la ressource du petit commerce et de l'usure, privilége et abus réservés à la quatrième classe. Ils doivent se contenter du salaire insultant qui leur est dû pour enterrer les morts, nettoyer les villes, tuer les animaux malades. Ils inspirent une telle horreur, que si l'un d'eux ose toucher un homme d'une autre classe, celui-ci a le droit de le tuer sur-le-champ.

La condition des poulichis est pire encore que celle des parias; nulle part l'ignorance et la tyrannie n'ont réduit l'homme à un pareil degré d'abjection, d'abrutissement : ils habitent les forêts, perchent sur les arbres, disputent les aliments aux bêtes féroces et servent souvent de but aux flèches des chasseurs. Tant de maux les accablent, qu'au dire des brames, un prodige seul a pu empêcher l'extinction de cette race que Dieu veut laisser vivre comme un monument de son courroux. Ainsi partout mêmes crimes, mêmes folies, même fanatisme, mêmes miracles de vengeance.

Outre les indigènes, les Portugais trouvèrent encore dans l'Inde, des mahométans. La plupart étaient des Arabes qui avaient traversé l'Indus pour se faire les facteurs de leur pays et de l'Égypte. Ils étaient traités avec égard par les souverains, auxquels ils rendaient de grands services par leur activité et leur industrie. Ces musulmans répandus dans les îles, y avaient acquis de l'influence, et s'étaient emparés de la domination des affaires ; ils devaient donc nécessairement devenir les ennemis de toute nation étrangère qui tenterait de faire concurrence à leur commerce et de balancer leur pouvoir.

L'Indoustan, à l'arrivée de Gama, était partagé entre les rois de

Cambaye, de Delhy, de Bisnagar, de Narzingue et de Calicut, qui tous avaient pour tributaires d'autres petits rois. Le dernier de ces monarques, connu sous le nom de zamorin, qui répond à celui d'empereur, possédait les États les plus maritimes, et étendait sa domination sur tout le Malabar.

Le peuple de Calicut accourut en foule pour voir entrer dans le port les vaisseaux de Gama, qui fit descendre à terre un des bannis qu'il avait amenés avec lui. Un Tunisien l'ayant interrogé, apprit qu'il était Portugais, et le pria aussitôt de le conduire à bord du navire de son chef. Ce Maure se nommait Mozaïda ; il avait autrefois commercé en Europe : frappé des grandes actions des Portugais, il leur avait voué une amitié qui leur devint utile. Gama accepta avec empressement ses services, et le renvoya le lendemain avec deux des siens, pour annoncer son arrivée au roi de Calicut. Le zamorin en parut très-satisfait, et pria Vasco de le venir trouver à Pandarane, à deux lieues de Calicut, où il faisait sa résidence. Vasco annonça au prince indien, qu'il venait au nom du roi Emmanuel lui proposer une alliance, dans l'intérêt du commerce des deux nations. Le roi se fit lire la lettre d'Emmanuel, et se montra plein de prévenance et d'égard pour son représentant. Il le fit conduire à la principale pagode ; au fond du temple et dans l'endroit le plus obscur, se trouvait une espèce de sanctuaire où les prêtres seuls pouvaient pénétrer ; deux d'entre eux en sortirent tout à coup, montrant de la main une image que l'obscurité du lieu ne permettait point de distinguer, et prononcèrent un mot où Gama et ses compagnons crurent reconnaître le nom de Marie ; les Indiens se prosternèrent aussitôt, les Portugais s'imaginant qu'ils invoquaient la mère de Dieu, s'agenouillèrent aussi en récitant l'*Ave, Maria*. De là on promena Gama dans les jardins du zamorin, et on le mena enfin à un palais qu'on lui destinait pour habitation.

Cette réception favorable alarme les marchands maures établis à Calicut ; ils craignent que les Portugais ne leur enlèvent les profits immenses qu'ils font dans ce royaume s'ils obtiennent la liberté d'y commercer aussi ; ils vont trouver les ministres, pour leur exposer tous les motifs qui doivent faire repousser les propositions de Gama.

L'historien d'Emmanuel, Ozorius, a rassemblé dans une harangue, adressée au zamorin par un Maure de Calicut, toutes les raisons qui s'opposaient à l'admission des Portugais dans les ports du Malabar,

et il faut convenir qu'elles étaient assez puissantes pour tenir le prince en suspens.

Les Maures exposent d'abord qu'ils sont depuis longtemps en possession du commerce des Indes; qu'ils ont toujours été dévoués aux princes et soumis aux lois; tandis que les Portugais ont déjà ensanglanté la ville de Mombaze, où ils ne se sont arrêtés qu'un instant dans leur voyage. Aux avantages incertains et peut-être imaginaires d'un commerce avec l'Europe, ils comparent l'état florissant des relations déjà établies. Les chrétiens sont leurs ennemis acharnés; s'ils fondent des comptoirs sur le territoire indien, ils seront forcés, eux anciens alliés, de quitter le royaume, pour porter ailleurs leurs richesses et leur industrie. Peut-être d'ailleurs ces hommes ne sont-ils que des corsaires qui, au moyen de fausses lettres de créance, veulent abuser de la confiance du zamorin; ou bien encore, le roi qui les envoie n'est qu'un monarque ambitieux, qui, sous le prétexte de conclure un traité d'alliance, leur a prescrit d'observer les ports, les forteresses et la position de Calicut. Il faut donc pour le repos de l'empire exterminer cette race perfide.

Gama fit de vains efforts pour détruire l'impression fâcheuse que les conseils des Maures avait faite sur l'esprit du roi. Suspect désormais, il eut bientôt à craindre pour sa vie; mais Mozaïda l'avertit à temps.

Il renvoie aussitôt sur les vaisseaux ceux qui étaient descendus à terre; remet à son frère le commandement de l'escadre: « Quand » vous apprendriez, dit-il, qu'on m'a chargé de fers, ou qu'on m'a » fait périr, je vous défends, comme votre général, de me secourir » ou de me venger. Mettez sur-le-champ à la voile, et allez instruire » Emmanuel des détails de votre voyage. »

On lui obéit; ils s'embarquent tous, et lui, presque seul, resta pour tenter encore de ramener le zamorin. Mais entre le prince et lui se trouvent toujours les ministres dévoués aux intérêts des Maures. Il ne peut parvenir à franchir le seuil du palais, et se voit lui-même surveillé comme un captif. Le catual, principal dépositaire de l'autorité et le plus animé de tous les ennemis de Gama, s'efforce d'abord d'attirer les vaisseaux portugais près du rivage, afin de s'en emparer; désespérant de réussir, il propose ensuite à l'amiral de faire descendre à terre les marchandises qu'il a apportées d'Europe. Gama y consent; mais toujours prudent, il refuse d'employer au transport

les chaloupes portugaises. Des barques indiennes sont dirigées vers la flotte; elles ramènent des marchandises, dont le catual s'empare comme d'une rançon de Gama, qui, libre enfin, remonte sur son bord.

On essaya encore, sous divers prétextes, de retenir la flotte jusqu'à l'arrivée des vaisseaux qu'on attendait d'Égypte. Le temps approchait, où ces navires venaient d'ordinaire échanger les produits de l'Europe contre les richesses de l'Orient, et les Portugais allaient se trouver cernés de tous côtés par les forces supérieures de leurs irréconciliables ennemis.

Mozaïda les sauve de nouveau en faisant connaître à Gama cet odieux projet. L'amiral n'hésite point à mettre à la voile, emmenant avec lui quelques Malabares restés volontairement sur sa flotte, et le fidèle Tunisien qui l'a préservé de tant de périls. Les Portugais, passant par la même route, s'arrêtèrent à Mélinde pour prendre des ambassadeurs que le roi envoyait à Emmanuel, doublèrent le cap de Bonne-Espérance le 26 avril 1499, et entrèrent dans le port de Lisbonne au mois de septembre suivant.

Les navigateurs furent accueillis avec enthousiasme : on écoutait avec avidité et admiration le récit de leurs aventures; le roi ne savait de quel prix récompenser leur dévouement. Chacun se flattait de voir réaliser par la conquête et le commerce, ses rêves d'ambition ou d'avarice : mais nul ne prévoyait l'influence que devait exercer cette découverte sur la civilisation du monde.

Depuis l'origine du royaume, nous avons vu les Maures repoussés constamment vers l'Orient; au moment où Gama trouva le chemin des Indes, l'Europe était dans la plus affreuse confusion. L'Angleterre se déchirait pour les intérêts de sa liberté; la France pour les intérêts de ses maîtres; l'Italie pour les prétentions réciproques de l'empereur et du pape. Les musulmans, possesseurs de l'Égypte et de Constantinople, unis entre eux par le fanatisme religieux, avaient repris en Orient tout ce qu'ils avaient perdu pendant les croisades; ils se montraient de nouveau redoutables aux princes chrétiens occupés à guerroyer les uns contre les autres. Commandés par un chef entreprenant, les infidèles, fondant en masse sur leurs ennemis, auraient pu mettre de nouveau en question la civilisation européenne; mais, au moins, par le fait seul de l'existence de leur empire, ils divisaient nécessairement l'ancien continent en deux parties qu'ils eussent fini par isoler

tout à fait l'une de l'autre. « Ou le commerce des Indes eût été entièrement intercepté pour l'occident, ou les Maures avides en » fussent devenus les uniques facteurs. Vasco de Gama tourna la » position : l'islamisme fut à son tour cerné ; et la civilisation perfectionnée, aidée de la presse, et changeant les rapports entre les » partis si longtemps désunis de la république Européenne, fit le reste. » Ce fut du moins important des royaumes de l'époque que partit le » coup : il ne comptait pas dans la balance diplomatique, et pourtant » tous les autres ensemble n'ont jamais rien fait qui se puisse comparer à ses œuvres [1]. »

Les Vénitiens furent les premiers à s'émouvoir à la pensée des résultats probables du voyage de Gama ; ils dirigèrent aussitôt toutes les finesses de leur politique contre leurs rivaux, et leurs émissaires allèrent partout stimuler la haine des Arabes.

Mais Emmanuel, encouragé par le succès de cette glorieuse expédition, faisait partir une nouvelle flotte de treize vaisseaux, sous la conduite de Pédro Alvarez Cabral. Voulant éviter les côtes de l'Afrique et les calmes si redoutables dans ces parages, Cabral prit tellement le large que, battu par la tempête, il fut forcé de dériver vers l'occident. A sa grande surprise, il découvrit une terre inconnue sous le dixième degré au delà de la ligne. Il mouilla dans un havre large et commode qu'il appela *Porto-Seguro*. Étant descendu sur le rivage, il y fit planter une croix et donna à la contrée le nom de *Santa-Cruz*. Mais ce pays produit un bois de teinture que les Portugais appellent *brazas* (braise), de son beau rouge feu ardent, et le nom de Brésil a toujours prévalu. Cabral quitta cette terre (5 mai 1501) pour se diriger vers le cap de Bonne-Espérance, après avoir envoyé Gaspard de Lémos, un de ses compagnons, porter à Emmanuel la nouvelle de sa découverte.

Le gouvernement de Lisbonne fit visiter avec soin les ports, les baies, les rivières, les côtes du Brésil, et croyant s'être assuré qu'il n'y avait ni or ni argent dans les terres, il méprisa sa conquête. Tandis que toute l'activité se dirigeait du côté de l'Asie, on se contenta, pendant trente années, d'envoyer au Brésil les malfaiteurs et les

[1] Ce passage est extrait d'une notice, de M. le colonel Bory de Saint-Vincent, sur Vasco de Gama : il résume si bien ce que nous voulions dire que nous n'avons point hésité à le citer textuellement.

femmes perdues; ce ne fut que sous le règne de Jean III, après l'établissement de l'inquisition, que les comptoirs européens prirent quelque importance dans ce pays.

A la suite d'une longue navigation, Cabral arriva enfin à Calicut. D'abord admis avec bienveillance, les Portugais devinrent ensuite victimes de la jalousie des Maures; ils furent misérablement massacrés presque tous; Cabral revint n'ayant réussi qu'à semer la division entre le zamorin et le roi de Cananor, avec lequel il avait fait un traité de commerce.

Immédiatement après le retour de Cabral, Vasco de Gama partit de nouveau avec dix vaisseaux, suivis de près par cinq autres, sous les ordres d'Étienne de Gama son frère. Ce fut dans ce voyage que l'amiral fonda les établissements de Mozambique et de Sofala. Suivant un système de terreur, que les perfidies multipliées des Indiens et des Maures le forçait d'adopter, il mit le feu à un navire appartenant au soudan d'Égypte, qu'il rencontra sur sa route, et dont le maître était soupçonné d'avoir trempé dans les machinations qui avaient amené le désastre de Cabral. Le bruit de cette vengeance avait précédé son retour au Malabar; aussi ayant abordé à Travancor, il y fut reçu avec respect et soumission.

Il entra en armes sur le territoire des Calicutiens; puis, reprenant la mer, brûla une partie de leurs vaisseaux. Sans ces mesures énergiques, les rois de Cochin et de Cananor, au lieu de se déclarer ses amis et de l'avertir exactement des projets du zamorin, auraient sans doute fait cause commune avec lui.

Ses compatriotes vengés et la réputation de ses armes bien établie, Gama revint à ses habitudes de douceur. Il fit des traités de commerce avec plusieurs princes; il réussit, malgré les piéges du zamorin, à former des établissements sérieux, et, laissant le soin de les défendre à Vincent Sodre, qui commandait une escadre, il fit voile pour Lisbonne, où il était de retour le 20 décembre 1503, avec treize vaisseaux chargés d'opulentes cargaisons.

Le refus qu'avait fait le roi de Cochin d'entrer dans la ligue contre les Portugais, fournit au roi de Calicut l'occasion de lui déclarer la guerre. Sodre abandonna lâchement son allié, et au lieu de lui porter secours, se livra à la piraterie sur les côtes du Malabar. Le ciel prit soin de le punir : il fut englouti avec tout son équipage.

Peu de temps après, de nouveaux navires vinrent aborder dans les

Indes, Édouard Pacheco, Alfonse et François d'Albuquerque les commandaient : le roi de Cochin trouva en eux des défenseurs, et le zamorin, contraint de demander la paix, ne l'obtint qu'à de dures conditions (1504).

Bientôt les Albuquerque repartirent, et la guerre recommença entre les rois de Calicut et de Cochin. Pacheco, défenseur intrépide de son allié, gagna sept batailles sur les armées du zamorin, qui, fatigué d'une lutte sans cesse renaissante, finit par renoncer à la royauté en faveur de son neveu.

De retour dans sa patrie (1506) avec Lopez Soarez, digne compagnon de ses travaux, Édouard Pacheco, qui n'avait rapporté des Indes qu'une honorable pauvreté et beaucoup de gloire, reçut d'Emmanuel le gouvernement de Saint-George de la Mine, sur la côte d'Afrique; mais calomnié dans son administration, il fut ramené en Portugal chargé de fers, et mourut dans l'indigence sans avoir pu faire reconnaître son innocence. Destinée déplorable et trop souvent subie par des hommes que leurs vertus ou leur génie placent aux premiers rangs de l'humanité !

Nous avons dit que les Vénitiens étaient les adversaires les plus à craindre : le fruit de leurs intrigues fut l'alliance du soudan d'Égypte avec les rois de Calicut et de Cambaye. Emmanuel effrayé, avec raison, d'avoir tant d'ennemis à combattre à la fois, crut devoir envoyer dans les Indes François d'Almeida, avec le titre de vice-roi et des pouvoirs souverains. Almeida partit accompagné de son fils D. Lorenzo; s'empara de Quiloa, sur la route d'Afrique; brûla Monbaze qui refusait de le recevoir, et aborda enfin à Cananor.

Le roi de ce pays permit aux Portugais de bâtir une forteresse qui reçut le nom de fort Saint-Ange. De là, Laurent d'Almeida alla prendre possession des îles Maldives et de Ceylan, et tandis que son père rassemblait toutes ses forces pour détruire la ligue, il osa livrer bataille aux flottes réunis des Guzurates et des Égyptiens. Malgré des prodiges de valeur, vaincu par le nombre (1508), il mourut en héros. Vers le même temps, Georges Aquilaire quittait Lisbonne pour aller croiser dans la mer d'Arabie, et Alfonse d'Albuquerque se rendait de nouveau aux Indes avec la commission de vice-roi.

Sur sa route, il prit des mesures efficaces pour qu'aucun vaisseau ne pût passer de la mer d'Arabie dans celle des Indes; il songea ensuite à se donner l'empire du golfe Persique. Au débouché du dé-

troit de Mocandon, qui conduit dans ce bras de mer, est située l'île de Géran. Sur ce rocher stérile, dans le onzième siècle, un conquérant arabe bâtit la ville d'Ormuz, qui devint avec le temps la capitale d'un petit royaume. Ormuz avait deux bons ports; il était grand, peuplé, fortifié et servait d'entrepôt au commerce de la Perse avec les Indes. Albuquerque commença par ravager les côtes, piller les villes, et fit ensuite sommer le roi du pays de se reconnaître tributaire. Pour toute réponse, une flotte composée de vaisseaux ormusiens, arabes et persans, s'avança au devant de l'escadre que commandait Albuquerque. Avec ses cinq navires, il détruisit toutes ces forces. Le roi épouvanté de cet échec inattendu, consentit à laisser bâtir par le vainqueur une citadelle qui devait dominer la ville et ses deux ports; mais la désunion se mit dans l'armée de l'amiral, qui fut contraint de s'éloigner jusqu'au jour où, en possession du pouvoir de vice-roi, il pourrait disposer de toutes les ressources de sa nation dans les Indes.

Almeida paraissait peu porté à remettre le commandement; il avait commencé la guerre contre les Calicutiens, et tenait à la finir pour venger lui-même la mort de son fils. Il mit à la voile, assiégea Dabul, ville puissante et riche, la soumit, la pilla et la réduisit en cendres, après avoir passé tous les habitants au fil de l'épée. Il attaqua ensuite séparément les deux flottes qui, réunies, avaient battu Lorenzo, et remporta sur chacune d'elles une victoire complète. De là, il se rendit à Cananor, de Cananor à Cochin, où il fit arrêter Albuquerque.

Ferdinand Coutinho arriva à temps pour faire cesser cette violence; il réconcilia les deux rivaux, et Almeida partit pour le Portugal. Mais il ne devait pas recevoir le prix de ses long services : ayant pris terre aux environs de la baie de Saldagne, il fut tué dans une querelle qui s'éleva entre les indigènes et les gens de son équipage (1er mars 1510). Ses compagnons le firent enterrer et ramenèrent la flotte en Europe.

Pour assurer et étendre les conquêtes des Indes, il fallait que la réflexion corrigeât et affermît ce qui n'avait été jusqu'alors que l'ouvrage du hasard, d'une intrépidité brillante, du bonheur des circonstances. Un système de domination et de commerce bien conçu, bien lié, bien suivi, était devenu nécessaire. Mais si les ambitieux ne manquaient point à Lisbonne pour aller chercher en Asie la gloire et la richesse, il était difficile d'y trouver un homme capable de com-

prendre une pareille mission, de l'accomplir avec persévérance et probité. Parmi les faveurs dont la Providence combla l'heureux Emmanuel, l'existence d'Alfonse d'Albuquerque est certainement celle qui jeta sur son règne le plus d'éclat. Ce grand homme auquel la postérité a donné le nom de Mars portugais, naquit à Lisbonne en 1452, d'une famille issue du sang royal. Lorsqu'Emmanuel le nomma vice-roi, il s'était déjà rendu célèbre par son courage, ses talents, surtout par ses vertus sévères et son désintéressement.

(1509) Après le départ d'Almeida, il tenta contre Calicut une première expédition qui ne fut point heureuse. Coutinho y perdit la vie, et lui-même reçut une blessure dangereuse.

A peine guéri, il forma le projet de retourner à Ormuz, mais il y renonça pour aller attaquer Idalcan, le plus mortel ennemi des Portugais, qui avait usurpé Goa sur le roi de Décan.

Goa est situé vers le milieu de la côte du Malabar, dans une île de dix lieues de tour, entre deux bras d'une rivière qui se jette dans la mer, et forme ainsi devant ses murs un des plus beaux ports de l'univers. Bien que Goa fût alors beaucoup moins considérable qu'il le devint depuis, on le regardait comme le port le plus avantageux de l'Inde.

Idalcan était occupé à la guerre contre le roi de Narzingue, lorsqu'Albuquerque vint se jeter dans l'île. Avant d'en venir aux mains, il fit proposer aux habitants de se soustraire à la puissance d'un despote qui les accablait d'impôts, en se soumettant à la sienne. Ils y consentirent, livrèrent la garnison, et le vice-roi prit possession de la ville le 16 février 1510.

A cette nouvelle, Idalcan conclut la paix avec ses ennemis, qui, devenus aussitôt des alliés, se joignent à son armée pour chasser les vainqueurs de Goa : il marche avec une célérité prodigieuse. Les Européens, mal affermis dans leurs conquêtes, sont contraints de se retirer sur la flotte, qui reste cependant dans le port en attendant des renforts qu'on a fait demander à Cochin.

Ces secours ne vinrent pas ; les vivres manquèrent. Idalcan en fit offrir, disant qu'il voulait triompher par les armes et non par la faim. Albuquerque refusa, et se retira, mais pour revenir bientôt. En effet, quelques mois plus tard, le roi de Narzingue étant entré sur les terres d'Idalcan, le vice-roi fondit sur Goa, défendu par neuf mille hommes, et emporta la ville. Ce brillant coup de main

imprima au loin la terreur; tous les sujets d'Idalcan se soumirent, et lui-même, après de vains efforts pour reprendre sa capitale, abandonna les îles de Goa, Choran et Divar, avec le territoire de Salsète, qui furent dès lors soumis à la domination d'Emmanuel.

Cette conquête était le premier acte d'exécution du plan magnifique conçu par le vice-roi : de fonder un empire qui s'étendrait du golfe Persique à la Chersonèse d'Or des anciens, et dont Goa serait la place d'armes et la capitale. Calicut, qui n'avait qu'un mauvais port, vit aussitôt passer son commerce et ses richesses dans la nouvelle métropole.

Dès lors Albuquerque essuya de vives contradictions : c'était un système tout nouveau qu'il allait suivre; on avait vu précédemment à l'œuvre des guerriers et des politiques ordinaires, on ne pouvait tout d'abord apprécier et comprendre les allures d'un homme de génie. Mais convaincu de sa force, plein de foi dans le projet qu'il s'était tracé, il persévéra jusqu'à la fin à n'écouter que les inspirations de son esprit.

Laissons parler le de Thou portugais, Ozorius; nul n'a mieux exposé que lui la politique du grand Albuquerque.

« Le précédent vice-roi Almeida pensait qu'il n'était point prudent de s'emparer des villes, de peur d'affaiblir les forces en les divisant : il s'était fait une loi de tenir la mer. Dans son opinion celui qui possèderait cet empire, devait être le maître de l'Inde entière. Aussi il dirigeait tous ses soins vers la mer, et pourvu qu'il eût pour ses vaisseaux une station commode et sûre, il faisait peu de cas de tout le reste. Il jugeait impossible que le Portugal pût envoyer chaque année assez de soldats pour entretenir des garnisons suffisantes dans de nombreuses citadelles; adopter un système contraire, c'eût été livrer en détail à l'ennemi une armée qui, réunie, jetait dans leurs rangs la terreur.

» Mais Albuquerque, plein de cette confiance que donne à tout grand homme la conscience de son génie, embrassait à la fois dans sa vaste conception, non pas seulement la sécurité présente des établissements, mais aussi leur grandeur future qu'il avait devinée. Il pensait qu'il ne fallait point viser à importer chaque année un plus grand nombre de marchandises en Europe, mais à jeter les fondements d'un empire. Plus les secours étaient loin, plus il croyait nécessaire de couvrir de colonies les côtes de l'Inde, afin que partout

» des pépinières de soldats fussent là pour recruter les armées. La » mer, selon lui, ne pouvait offrir aucune ressource à qui n'aurait » point en même temps un établissement sur la terre : la flotte la » plus puissante est détruite par une tempête ; on trouve toujours à » terre de quoi réparer des vaisseaux, et il n'est pas difficile de s'em» parer de nouveau de la mer. Le vrai danger était de se concentrer » sur un seul point, dans un lieu où le sol maigre et stérile était » peu propre à nourrir une armée en quartier d'hiver. L'impré» voyance était à ceux qui croyaient l'armée assez en sûreté à Cochin » ou à Cananor, au milieu des éternels ennemis du nom chrétien. Il » pensait enfin que si l'on voulait donner aux possessions de l'Inde, » non pas la durée de la vie d'un homme, mais s'il était possible » celle de l'éternité, il fallait bâtir une ville qui deviendrait popu» leuse et puissante, et dont le sort, dans les temps difficiles, ne dé» pendît point uniquement des secours toujours incertains envoyés » de la métropole. »

Tel était le plan adopté par Albuquerque. La suite de cette Histoire en montrera le développement et les résultats.

De retour à Cananor, le vice-roi partit immédiatement pour chasser les Calicutiens des États de son allié le roi de Cochin, ce qu'il exécuta avec autant de sagesse que de bonheur. Il parcourut ensuite toute la côte des Indes, fondant partout des comptoirs et bâtissant des citadelles pour les défendre, puis tourna ses vues vers Malaca.

Le pays dont cette ville était la capitale, est une presqu'île fort étroite d'environ cent lieues de longueur ; il ne tient au continent que par le nord, où il touche le royaume de Siam ; le reste est baigné par la mer, qui le sépare de l'île de Sumatra par un canal connu sous le nom de détroit de Malaca. Jamais plus beau pays ne fut habité par une nation plus féroce, plus perfide. Un gouvernement dur, dès longtemps établi par la force, avait altéré le caractère originaire naturellement doux et timide. Là régnait un despote escorté de vingt tyrans subalternes, qui faisaient peser sur la multitude un joug de fer, imposaient au commerce des entraves continuelles, des conditions exorbitantes. Malgré cela, Malaca était devenu par son admirable situation un marché considérable, et son port recevait des vaisseaux partis du Japon, de la Chine et des Philippines, des Moluques et du Bengale, du Coromandel ainsi que du Malabar, de la Perse, de l'Arabie et de l'Afrique.

Dès l'année 1508 les Portugais s'y étaient présentés sous la conduite de Jacques Siquiera, envoyé par Emmanuel pour s'emparer du pays ou au moins pour conclure un traité. Le souverain de Malaca admit d'abord les étrangers avec bienveillance, mais bientôt excité par les Arabes, il conçut le projet de les faire périr. Siquiera, averti à temps, se retira sur ses vaisseaux et revint au Malabar avec ses compagnons, à l'exception de quelques-uns qui, retenus dans la ville, furent presque tous massacrés sans pitié.

Albuquerque se présenta devant Malaca le 1er juillet 1511, pour demander satisfaction des violences exercées contre Siquiera : il trouva la place disposée à le bien recevoir. Le vice-roi hésita, dit-on, quelque temps à ordonner l'attaque : un de ses amis d'enfance, Araujo, qui avait fait partie de la première expédition, était entre les mains des Malais, et l'on menaçait de le faire périr au moment où commencerait le siége. Un billet du prisonnier rendit au grand homme toute son énergie : « Ne pensez qu'à la gloire et à l'avantage du Portugal ; si » je ne puis être un instrument de votre victoire, que je n'y sois pas » au moins un obstacle. » Les Européens descendirent à terre ; après de sanglants et opiniâtres combats la ville fut emportée.

Cette conquête jeta l'effroi parmi les rois d'Orient : ceux de Sumatra, de Siam et du Pégu, s'empressèrent d'envoyer des ambassadeurs pour féliciter Albuquerque, et lui demander son amitié. Le vice-roi fit construire une citadelle, pourvut à tout ce qu'exigeait la défense de la ville, et mit à la voile pour retourner à Cochin (1512).

Pendant l'expédition de Malaca, Goa avait couru les plus grands dangers. Idalcan d'abord avait remporté plusieurs avantages et avait tué le gouverneur de la place qui était imprudemment sorti à sa rencontre. Puis un autre chef indien aussi, Rosalcan, après s'être joint aux Portugais pour chasser Idalcan, avait cherché à s'emparer de Goa par trahison. Albuquerque ayant reçu toutes ces nouvelles à Cochin, se mit aussitôt en marche : il remporta une grande victoire, et prit la forteresse de Benastarin où Rosalcan s'était refugié (1512). Le roi de Dengapor et le nouveau roi de Calicut vinrent alors faire leur soumission, et permirent aux Portugais de bâtir des citadelles dans leurs États.

(1513) A peine le vice-roi était-il éloigné de Malaca qu'un chef indien de la grande Java, dans le but de s'en rendre maître, arma une flotte, mit à la voile et vogua vers cette ville ; mais Brito et Andreade

allèrent au-devant de lui, attaquèrent ses vaisseaux et les détruisirent en grande partie. La colonie, sauvée ainsi par les armes faillit périr par la trahison. Un Maure, qui avait rendu quelques services aux Portugais, promit au roi de Bintam de lui livrer la ville : il paya de sa vie la découverte de sa perfidie.

Telle était la position des Portugais en Asie. Obligés de se défendre sur tous les points à la fois, mais en trop petit nombre pour couvrir leurs conquêtes, il leur fallait transporter le gros de leurs forces là où le danger paraissait le plus imminent, et le pays qui se trouvait pour un instant dégarni, ne manquait jamais de se révolter aussitôt. D'un autre côté les Vénitiens ne cessaient de leur susciter des embarras. Albuquerque comprenait bien qu'il ne pourrait jamais posséder tranquillement les Indes, que quand il serait le maître de la navigation de la mer Rouge et du golfe Persique; il fallait pour cela s'emparer d'Aden et d'Ormuz.

Aden est situé sur la côte de l'Arabie heureuse, domine entièrement le détroit de Bab-el-Mandel, et n'est qu'à soixante lieues de la mer Rouge. Le vice-roi se présenta deux fois inutilement devant cette ville, la bombarda et se retira ensuite à Goa, où la nouvelle de la victoire remportée par Andreade le consola d'avoir manqué son entreprise.

Albuquerque consacra quelques mois de repos à faire de nouvelles alliances avec les rois indiens et à réprimer les abus qui s'étaient glissés dans l'administration. La nécessité d'apaiser quelques démêlés élevés entre les Portugais et les indigènes, le contraignit d'aller à Cananor. Mais, tandis qu'il ne négligeait rien pour assurer la prospérité des établissements dont il pouvait se dire le fondateur, Gaspard Pereyra, son secrétaire, se joignit à quelques mécontents pour écrire à Emmanuel que le vice-roi sacrifiait tout pour embellir et conserver Goa ; sur ces relations, le roi envoya à Albuquerque l'ordre d'assembler les principaux chefs de son armée, pour les consulter sur l'opportunité de l'évacuation de Goa.

Les ennemis du vice-roi lui fournirent ainsi l'occasion d'exposer et de formuler devant ses compagnons, devenus ses juges, tout son plan d'occupation et de conquête ; c'était assurer son triomphe. Le conseil décida qu'il n'avait fait que de grandes et sages entreprises : Goa fut conservé.

L'échec éprouvé devant Aden faisait au vice-roi une loi impérieuse

de prendre Ormuz : la paix rétablie dans toutes les possessions lui en fournissait les moyens; il menaça cette ville avec vingt vaisseaux (1515). Le roi d'Ormuz se sentant hors d'état de résister, se soumit de bonne grâce. Il fit un traité par lequel, se reconnaissant vassal d'Emmanuel, il accordait à son représentant le droit de construire une citadelle, et de fonder des comptoirs. C'était le mettre de fait en possession de ses États. Aussi le roi de Perse s'imaginant que les Portugais lui devaient le tribut payé auparavant par le roi d'Ormuz, osa le réclamer. Albuquerque fit apporter devant son envoyé des boulets et des sabres : « Voilà, dit-il, la monnaie des tributs que paye le roi » de Portugal. »

Les peuples et les princes d'Orient, remplis d'admiration pour les grandes actions d'Albuquerque, cédaient partout à son ascendant. Le vice-roi embellissait les villes, entretenait les armées, couvrait les mers de ses vaisseaux, et pourtant au milieu de tant de gloire, il méditait un projet gigantesque. N'ayant pu se rendre maître de la mer Rouge, il venait de former alliance avec le roi d'Éthiopie dans le but de détourner le cours du Nil en lui ouvrant un passage dans la mer Rouge. L'Égypte serait alors devenue à peu près inhabitable, et le port de Suez, ses armements, son commerce, la rivalité dangereuse dont il menaçait les Portugais, tout aurait été détruit. Le temps manqua pour exécuter ce projet, et les Turcs s'emparèrent de l'Égypte.

Tant de services ne purent protéger le vice-roi auprès d'Emmanuel. Ce prince se laissa effrayer par des calomniateurs qui lui persuadèrent qu'Albuquerque cherchait à se rendre indépendant de la métropole; et comme il revenait triomphant à Goa, après l'expédition d'Ormuz, une frégate toucha son bord pour lui remettre des lettres où on l'avertissait que Lopez Soarez venait d'arriver avec le titre de vice-roi, mais que s'il voulait résister, les peuples étaient prêts à tout sacrifier pour le maintenir.

Fidèle à son prince, Albuquerque repoussa ces propositions; mais, affaibli par les fatigues de la guerre et de sa vaste administration, il succomba sous le poids de cette disgrâce inattendue et mourut à Goa, le 16 décembre 1515, après avoir écrit à Emmanuel une lettre fort courte, qui finissait par ces mots : « Je ne vous dis rien des Indes : » elles vous parleront assez pour elles et pour moi. »

Sa mort jeta la consternation dans Goa; les rois de l'Inde le pleurèrent; et longtemps après ils se rendaient en pèlerinage à son tom-

beau, pour lui demander justice contre les vexations de ses successeurs. Emmanuel lui-même reconnaissant son injustice, ne trouva de soulagement à ses regrets, qu'en accablant d'honneurs et de récompenses le fils de ce grand homme, auquel il fit quitter son nom de Blaise pour prendre celui d'Alfonse que son père avait rendu si illustre.

(1516) Il était difficile de paraître grand après Albuquerque : Lopez Soarez d'Alvarenge, son successeur, ne manquait point de talent ; une expédition dirigée par lui dans le golfe Arabique, ne réalisa point les espérances qu'elle avait fait naître. Il s'empara de Zeïla. Mais l'on remarqua bien plus la faute énorme que fit Soarez, en négligeant l'occasion qui lui était offerte de s'emparer d'Aden, qu'on ne se réjouit de sa nouvelle conquête. Sous son gouvernement, Andreade alla reconnaître les côtes de la Chine, et fonda l'établissement de Macao ; Silviera pénétra dans les Maldives. Les trois années que devait durer sa vice-royauté étant expirées, Emmanuel lui donna un successeur qui le trouva occupé à fortifier l'île de Ceylan.

Jacques-Lopez Siquiera, quatrième vice-roi, arriva à Goa le 8 septembre 1518. Il envoya aussitôt des officiers rassurer les habitants des villes prêts à se révolter, et ramena les esprits aigris par l'avarice et la fierté de Soarez. Il continua heureusement la guerre contre les peuples de l'Inde, puis conclut plusieurs traités avantageux ; enfin il eut la gloire de pénétrer par le golfe Arabique en Éthiopie, où l'on n'avait pu jusqu'alors arriver que par l'Égypte. La découverte de cette nouvelle route est l'événement le plus remarquable de sa vice-royauté.

(1521) Édouard de Ménéses, son successeur, fut le dernier vice-roi nommé par Emmanuel. D'abord gouverneur de Tanger, il avait fait preuve d'un grand courage ; dans les Indes il acquit plus de richesses que de gloire. Nous verrons comment Jean III répara les maux que son administration avait produits, en envoyant pour le remplacer le célèbre Vasco de Gama.

Nous n'avons pas voulu interrompre le récit des affaires d'Orient. Il est temps maintenant de jeter les yeux sur les autres événements du règne d'Emmanuel, en commençant par ses conquêtes en Afrique, qui sont le complément du tableau général de ses expéditions guerrières et de ses entreprises commerciales.

L'éloignement des Indes forçait le roi de s'en rapporter à ses géné-

raux pour le gouvernement de ce pays : comme il savait choisir les hommes, il fut presque toujours admirablement secondé ; mais il s'occupa par lui-même des affaires de l'Afrique, et rien ne s'y fit que par ses ordres exprès.

Dès l'an 1503 Jean de Ménéses, gouverneur d'Arzilla, et le comte de Tarouca, gouverneur de Tanger, avaient mis un terme aux brigandages qui désolaient auparavant leurs possessions. L'année suivante, Saldagne parti avec une petite flotte, pour aller croiser entre le cap de Guardafu et la mer d'Arabie, parcourut toute la côte orientale de l'Afrique, malgré plusieurs tempêtes qui dispersèrent ses vaisseaux. Il força le roi de Montbaze à faire la paix avec le roi de Mélinde, et se rendit ensuite dans les Indes après avoir découvert l'île de Socotora, dans l'Océan indien, près le détroit de Bab-el-Mandel.

Comme son prédécesseur, Emmanuel tenait à cœur de convertir les peuples : des missionnaires envoyés au Congo y prêchèrent avec succès; le roi et un de ses fils se firent chrétiens. Ils envoyèrent à Rome des ambassadeurs, à Lisbonne des jeunes gens pour s'y instruire et rapporter la civilisation dans leur pays. Mais cette malheureuse contrée, après la mort d'Emmanuel, cessa bientôt d'être chrétienne, et retomba dans la barbarie.

En 1507, Diogo d'Azambuja s'empara de Cafin, et vers 1512 les Maures ayant de nouveau recommencé leurs courses et menacé Arzilla et Tanger, Édouard de Ménéses, qui devint plus tard vice-roi des Indes, et Pierre Leitam, les repoussèrent avec vigueur dans leurs montagnes. Ataïde et les Ménéses soutinrent une guerre continuelle contre les musulmans, et furent presque constamment vainqueurs, admirablement secondés dans toutes leurs entreprises par un chef arabe, Jehabentafuf qui s'était engagé au service du roi de Portugal.

En 1513, Emmanuel envoya en Afrique une grande expédition; D. Jaime, duc de Bragance, fils de celui que Jean II avait fait mettre à mort, la commandait; sa flotte se composait de quatre cents vaisseaux; son armée de vingt mille fantassins et de deux mille chevaux. Le duc avait Jean de Ménéses pour lieutenant, et D. Pèdre Alfonse Aquilaire pour amiral. Ce grand armement avait mission de châtier les Maures, qui, au mépris des traités, s'étaient emparés d'Azamor, et de leur reprendre cette ville.

Azamor comptait près de cinq mille habitants; c'était une cité

bien fortifiée, bâtie sur les bords de l'Océan, dans un pays fertile, nommé Ducala par les Arabes. Le duc de Bragance partit de Portugal le 20 août 1513, et le 28 il était à une lieue de la place. Le lendemain bombardement, assaut et triomphe, malgré la défense opiniâtre des Azamoriens, commandés par un général habile, qui perdit la vie dans le combat. Le duc s'empara aussi d'une autre ville, et retourna dans sa patrie où il fut accueilli par son souverain avec tous les honneurs dus à son mérite et à sa haute naissance.

Deux ans plus tard, les Portugais éprouvèrent un échec grave en Barbarie : l'armée d'Antoine Noronha fut mise en déroute par le roi de Fez, et perdit quatre mille hommes. Quoique peu habitué aux revers, Emmanuel supporta celui-ci avec courage; mais il devint dès lors plus soupçonneux, et ce fut peu de temps après qu'il commit la faute énorme de retirer la vice-royauté au grand Albuquerque.

Emmanuel avait épousé en 1500 la sœur de sa première femme, dona Maria, troisième fille de Ferdinand-le-Catholique. Cette princesse lui donna dix enfants, huit fils et deux filles, parmi lesquels plusieurs moururent jeunes, sans laisser ni postérité ni nom dans l'histoire. Deux de ces princes, Jean, né en 1501, et Henri, en 1512, montèrent sur le trône; le premier, après son père; l'autre, après la mort et la défaite de D. Sébastien. Louis, duc de Béja, né en 1506, surnommé les *Délices du Portugal*, laissa un fils naturel, le prieur de Crato, dont il sera parlé par la suite; Alfonse, né en 1508, devint évêque d'Evora, et fut créé cardinal par Léon X; Édouard, né en 1515, exerça la charge de connétable du royaume, et fut le père de dona Catherine, duchesse de Bragance; enfin, dona Isabelle, sa fille aînée, née en 1503, devint l'épouse de Charles-Quint, et donna le jour à Philippe II, qui prétendait tenir d'elle ses droits à la couronne de Portugal.

Les prospérités d'Emmanuel allèrent toujours croissant; après le récit des succès de ses capitaines et de ses navigateurs en Asie, en Afrique, en Amérique, il reste à voir quelle part il prit aux grands événements qui agitaient alors l'Europe, et à tracer le tableau de l'administration intérieure de son royaume.

Le seizième siècle ferme la période qu'on a nommée le moyen âge, et commence les temps modernes. Cette époque de renaissance est remplie par les événements les plus merveilleux, illustrée par les noms d'une foule d'hommes supérieurs. Tout change, tout se trans-

forme ; si la nation portugaise, occupée de ses conquêtes, n'eut point occasion d'intervenir dans les affaires d'Europe, le roi, au moins, ne pouvait rester étranger au mouvement général ; il représenta dignement son peuple en faisant de sages traités, en contractant des alliances honorables. Deux fois gendre de Ferdinand-le-Catholique, il s'assura ainsi l'amitié de l'Espagne, si redoutable alors, sans cependant cesser jamais d'entretenir de bonnes relations avec François Ier : c'était le chef-d'œuvre de la politique.

Emmanuel, après la victoire remportée par le duc de Bragance, en 1514, fit partir pour Rome une ambassade mémorable dans le but apparent de rendre grâces à Dieu des succès de ses armes. Tristan d'Acunha, Jacques Pacheco, et Jean de Far, étaient chargés de présents pour Léon X, et déployèrent un grand luxe dans la capitale du monde chrétien. Mais, après cette audience solennelle, vinrent plusieurs conférences particulières dans lesquelles Tristan demanda au saint-père d'assembler un concile pour porter remède à l'avarice, aux débauches des prêtres et des moines ; de former une ligue générale des princes chrétiens contre les Turcs ; enfin, de permettre au roi de Portugal de prendre le tiers des revenus du clergé pour subvenir aux frais de la guerre en Afrique. Le pape accorda la première et la dernière demande, et repoussa sagement la seconde.

A peine la décision de Léon X est-elle connue, que le clergé se répand en invectives contre le souverain ; passe encore qu'on cherche à rétablir les mœurs des moines, mais toucher aux revenus de l'Église pour payer les frais de la guerre !.... Cette mesure qu'avait approuvée le saint-siége est traitée de sacrilége ; la populace inintelligente murmure tout haut contre le roi, qui se voit forcé de renoncer au tiers de la taxe que Léon X avait permis de lever.

Le clergé se montra dans cette circonstance aussi violent qu'il l'avait été lors du bannissement des juifs et du massacre des nouveaux chrétiens. La religion devint ainsi trois fois la cause des troubles intérieurs pendant ce règne. Cependant les cabales des prêtres ne purent ébranler le profond respect d'Emmanuel pour les lois de l'Église. Lorsque la réforme commença ses prédications, il protesta le premier contre les novateurs, et écrivit, le 21 avril 1521 une longue lettre à Frédéric-le-Sage, électeur de Saxe, pour l'engager à se défaire de Luther, comme d'une peste publique.

La vive douleur que ressentit le prince de la mort de sa seconde

femme (7 mars 1517), diminua un instant la confiance qu'il avait toujours eue dans sa fortune; dégoûté de la gloire, il manifesta l'intention de renoncer aux affaires. L'infant D. João, avait à peine seize ans; il laissa trop voir le désir de monter sur le trône; les courtisans se montrèrent trop empressés auprès de lui : le vieux roi retint dans sa main le sceptre qu'il allait déposer. Il montra dès lors beaucoup de réserve à l'égard de D. João, et reporta son affection sur son second fils, D. Luiz.

Vers le même temps, un homme dont le nom devait devenir célèbre, demanda la récompense de quelques services rendus dans les Indes. Emmanuel refusa. Magellan (Magalaes) se retira auprès du roi d'Espagne, qui le reçut avec distinction, et lui confia des vaisseaux pour chercher par l'occident une route aux Moluques. Dans cette course fut traversé, pour la première fois, le détroit qui sépare l'Amérique de la terre de Feu et qui a conservé depuis le nom de Magellan.

L'histoire pourrait reprocher à Emmanuel d'avoir mal récompensé ses meilleurs serviteurs : Pacheco, Albuquerque, Magellan, ne reçurent pas le juste prix de leurs travaux et de leur dévouement. Il est vrai que leurs grandes actions s'accomplissaient toutes bien loin des regards du prince, qui, circonvenu à Lisbonne par les courtisans, pouvait facilement se laisser abuser. Mais peut-on accuser légèrement d'ingratitude un roi qui montra tant de brillantes qualités, qui favorisa et cultiva lui-même les lettres, mit en ordre les lois promulguées par ses prédécesseurs pour en former un seul code, et se fit honneur de porter le deuil d'un habile pilote mort à son service.

(1518) Voulant resserrer encore les liens qui unissaient le Portugal à l'Espagne, Emmanuel conçut le projet de marier son fils D. João avec la sœur de l'empereur Charles-Quint, Éléonor d'Autriche. L'année précédente, il avait gardé sa couronne pour punir l'infant de son trop d'empressement; cette fois, il prit pour lui la fiancée de son fils, afin d'imposer silence à quelques jeunes seigneurs qui s'étaient livrés à d'indécentes plaisanteries auxquelles D. João avait eu l'imprudence de prendre part. Il devint ainsi, à quarante-neuf ans, le mari d'une princesse de vingt ans, dont il eut deux enfants : Charles, mort au berceau, et Marie, qui fut fiancée au dauphin, fils de François I[er], et mourut, en 1577, sans avoir été mariée.

La dernière entreprise d'Emmanuel fut d'armer des vaisseaux pour

donner la chasse aux pirates dans la Méditerranée; il en confia le commandement à Tristan d'Acunha, qui fit des courses heureuses. La peste avait désolé plusieurs fois le Portugal pendant ce règne. En 1521, une fièvre épidémique se déclara dans le royaume, et le prince en mourut (13 décembre) à l'âge de cinquante-trois ans, quand ses sujets pouvaient encore espérer le conserver longtemps.

Après la mort de son mari, Éléonor épousa, en 1530 François Ier, roi de France. Elle prit d'abord quelque ascendant sur son esprit, et s'efforça d'en profiter pour le réconcilier avec Charles-Quint; mais le galant François la délaissa bientôt; elle se consacra alors à la dévotion, et, devenue veuve pour la seconde fois, se retira en Espagne où elle mourut en 1558.

JEAN III.

(1521.)

La naissance de D. João avait été accompagnée de désastres publics ; une horrible tempête avait ravagé le Portugal (6 juin 1502), et le jour de son baptême, le feu consuma une partie du palais de Lisbonne. Lorsque l'infant eut un an, Emmanuel, suivant l'exemple de quelques-uns de ses prédécesseurs, convoqua les états du royaume pour le faire reconnaître son héritier à la couronne. On confia son éducation à des maîtres habiles, et dès qu'il eut atteint l'âge de dix ans, son père voulut qu'il assistât aux conseils pour lui inspirer de bonne heure le goût des affaires ; mais la gravité de ses occupations ne put cependant lui faire perdre tout à fait l'esprit caustique qu'il avait reçu de la nature. Ce travers empêcha, comme nous l'avons vu, l'abdication d'Emmanuel, et détermina son troisième mariage. Ces deux événements rendirent l'infant plus circonspect : devenu roi, il continua glorieusement les prospérités de son prédécesseur.

Commençant son administration par des bienfaits, il combla d'honneurs et de grâces les seigneurs de sa cour les plus attachés à la mémoire de son père, confirma à la nation tous ses priviléges, et fit rigoureusement observer le code général des lois, publié sous le règne précédent ; il organisa complétement l'université de Coïmbre, accorda sa protection aux savants et ne cessa de leur donner des marques de sa munificence ; il montra surtout un grand tact pour placer et employer les hommes selon leur mérite ; enfin il eut souvent le bonheur

6.

de jeter à propos de ces mots heureux que l'histoire enregistre avec empressement dans ses annales.

Ses ministres lui proposaient d'établir de nouveaux impôts : « Examinons d'abord, dit-il, s'il est nécessaire de lever de l'argent. » Quand ce premier point fut éclairci : « Voyons à présent, ajouta-t-il, » quelles sont les dépenses superflues ; » et il ordonna plusieurs économies sur sa propre maison.

Charles-Quint lui ayant fait offrir un traité pour l'extradition des réfugiés, il refusa positivement de le signer, répondant à l'ambassadeur : « Où donc mes sujets pourront-ils attendre que je leur pardonne ? »

Jean III accueillait avec bienveillance les avis de ses conseillers ; quelquefois même il savait bon gré des remontrances qu'on lui adressait. Il eut longtemps pour ministre un homme intègre et sans faiblesse, D. Antonio Ataïde, qui conservait à la cour toute la franchise de son noble caractère. Le seigneur d'Azambuja se trouvait réduit à vendre ses terres pour payer des dettes contractées à la guerre : « Ces » biens sont voisins des vôtres, dit D. João à son ministre, vous » pourriez faire un bon marché en les achetant. — Vous en feriez » un bien meilleur, répondit Ataïde, en mettant Azambuja en état » de les garder ; car ses ancêtres et lui se sont ruinés par leur désintéressement, au service de Votre Altesse et de ses prédécesseurs. »

Il est à regretter qu'un prince si excellent se soit laissé égarer par son zèle religieux, au point d'avoir introduit l'inquisition dans son royaume. Sans doute, D. João crut par là rétablir les mœurs, épurer la croyance de ses peuples ; il ne pouvait prévoir les excès atroces auxquels devait se porter plus tard cet odieux tribunal ; mais cependant l'institution n'était pas nouvelle. Le roi connaissait les résultats qu'elle avait produits partout, et quand d'ailleurs il rencontrait à la cour et dans le peuple une opposition raisonnée, il aurait dû repousser bien loin la pensée d'imposer à la nation un pareil joug.

S'il pouvait y avoir quelque chose de plaisant dans tout ce qui touche à l'inquisition, on serait tenté de ne point raconter sérieusement la manière dont elle fut établie en Portugal.

Jean III avait manifesté plusieurs fois l'intention de nommer un inquisiteur ; mais, ébranlé par les représentations de quelques hommes éclairés, il hésitait encore, lorsqu'un affreux tremblement de terre, bouleversant le royaume, engloutit trente mille personnes sous les

ruines des villes renversées. Un débordement du Tage suivit bientôt cette première catastrophe, et vint mettre le comble à la douleur publique. Les prêtres en conclurent que Dieu était indigné, que le désordre des mœurs appelait la vengeance céleste, que par conséquent il fallait donner à la religion un éclat nouveau, poursuivre les sacriléges, les punir, c'est-à-dire fonder un collége d'inquisiteurs.

En 1531, paraît à Lisbonne un légat du pape, alors Clément VII. Sa suite est nombreuse, son train magnifique; il a des lettres pour tous les grands officiers du royaume; il montre des patentes de légat dûment scellées et signées, des bulles d'indulgence, enfin des pouvoirs les plus amples pour créer un grand inquisiteur et constituer un tribunal complet en Portugal; il apporte pour le souverain des dépêches particulières du saint-père.

Le roi s'étonne d'abord de voir arriver un légat dans ses États sans en avoir été prévenu; mais le clergé affirme qu'il l'attendait depuis longtemps; le légat répond avec assurance que, dans une chose aussi importante que l'établissement de l'inquisition, sa sainteté ne pouvait souffrir de délais, et que c'est un honneur de plus pour D. João d'en apprendre la nouvelle de la bouche même d'un légat *à latere*.

On laissa faire; le tribunal fut établi; les dénonciations commencèrent; on construisit des bûchers, et le pape n'avait pas encore eu le temps de répondre aux lettres de Jean III, qu'on avait déjà brûlé deux cents personnes accusées de judaïser, d'avoir mal abjuré le mahométisme, exercé la magie ou pactisé avec le diable.

Le légat parcourut le royaume pour rallumer le flambeau de la foi à la flamme des auto-da-fé; tous tremblaient devant lui, tous abhorraient son pouvoir, mais on payait servilement les décimes. Nulle part on n'osa faire justice de ce perturbateur du repos public en s'en emparant par la force.

Malheureusement pour lui, il eut l'imprudence de s'approcher de la frontière d'Espagne. Là, s'était placé en observation un gentilhomme à qui l'ambassadeur du saint-siége, en passant à Séville, avait emprunté une somme considérable sur faux billets; il fond à l'improviste sur les inquisiteurs, avec cinquante hommes bien armés, enlève leur chef et le conduit à Madrid. Un procès est instruit; on découvre que le légat n'est qu'un misérable moine nommé Saavedra, un faussaire, un imposteur. Le conseil de Madrid le condamne au fouet et à dix ans de galères.

L'occasion était belle pour s'arrêter. Le roi, éclairé par le spectacle qu'il venait d'avoir sous les yeux, pouvait abolir la fondation de Saavedra; il lui était facile d'imiter l'exemple de Jean Ier, qui, sur des sollicitations pressantes du saint-siége, avait écrit autrefois à Innocent VII qu'il considérait l'inquisition comme contraire au bien de ses sujets, à ses propres intérêts, et même à ceux de la religion. Jean III n'en fit rien; ainsi le reproche doit peser sur lui, de tout son poids, et sa justification est impossible.

Les pièces de ce singulier procès furent envoyées à Rome par Jean de Tavera, archevêque de Tolède, qui avait présidé les débats. Paul III ne vit rien là d'admirable que les desseins de Dieu, qui se sert parfois des plus vils scélérats pour faire du bien à son Église : il reconnut dans tout cela le doigt du Seigneur, un miracle de sa providence infinie, et, rectifiant par la plénitude de son infaillibilité, les irrégularités des procédures, il rendit parfaitement légal ce qui n'avait d'abord été que fraude et mensonge (1533).

Obligé de soutenir la guerre en Afrique et en Asie, le roi eut toujours grand soin de se maintenir dans les relations les plus amicales avec les princes de l'Europe. Un double mariage raffermit les liens du Portugal avec la Castille. Jean III prit pour épouse Catherine, sœur de Charles-Quint (1524); et celui-ci, deux ans plus tard, choisit pour femme l'infante Isabelle, sœur de D. João.

La reine de Portugal donna le jour à neuf enfants, six princes et trois filles. Le roi eut la douleur de les voir tous mourir sans postérité, à l'exception de deux : D. João, son cinquième fils, mort en 1554, laissant Jeanne d'Autriche, son épouse, grosse d'un fils qui fut nommé Sébastien et succéda à son aïeul; et dona Maria, mariée en 1543 à Philippe II d'Espagne, mère de D. Carlos qui fut mis à mort par ordre de son père.

Ces malheurs domestiques jetèrent beaucoup de tristesse sur les dernières années de Jean III, et rendirent sa piété encore plus fervente. Il était dans sa destinée d'être toujours trompé par son zèle religieux, et de léguer à ses peuples des institutions déplorables, dont l'avenir se chargea de démontrer le danger.

Les jésuites étaient à peine institués par Paul III (1540), que le roi de Portugal s'empressa de les accueillir; il les destinait à porter l'Évangile dans les Indes, où bientôt, en effet, ils rendirent de véritables services. La reconnaissance fut malheureusement trop grande;

on les laissa s'établir dans le pays, s'emparer comme partout de l'instruction de la jeunesse, se mêler de toutes les affaires, se rendre pour ainsi dire maîtres du gouvernement, jusqu'à ce qu'ils soient enfin solennellement chassés après la tentative d'assassinat, qui eut lieu en 1764, sur la personne de Joseph Ier.

La préoccupation de D. João pour les affaires religieuses, lui fit tenter une autre négociation qui, si elle eût réussi, aurait pu procurer de grands avantages à son royaume. Paul III étant mort (1550), l'ambassadeur de Portugal à Rome, Balthazar de Faria, fut chargé secrètement par son maître de faire tous ses efforts pour placer le tiare sur la tête du frère de Jean III, l'infant D. Henri, alors âgé de trente-sept ans et déjà cardinal depuis quelques années. Une pareille affaire demandait de la diligence et un profond secret. D. João s'assura du consentement de l'empereur et du roi de France, se montra généreux pour les cardinaux, mais tout cela inutilement; beaucoup firent des promesses sans se croire obligés de les tenir. Le cardinal Jean-Marie del Monte fut nommé pape sous le nom de Jules III, et D. João envoya aussitôt un ambassadeur pour le féliciter de son exaltation.

Pour tout ce qui regardait les colonies, le successeur d'Emmanuel fonda sa politique sur trois principes généraux : conserver et accroître les possessions d'Asie, abandonner celles d'Afrique et fonder un établissement au Brésil.

Ce dernier projet fut généralement approuvé. Il était en effet prudent de chercher à balancer l'influence des Espagnols en Amérique; il fallait bien d'ailleurs avoir où déporter ceux que l'inquisition condamnait seulement au bannissement, et l'on ne pouvait les envoyer aux Indes, où leur présence aurait pu nuire aux progrès de la foi.

Le Brésil était alors rempli de petites nations, ennemies entre elles, toutes sauvages, vivant des produits de la chasse ou de la pêche, et la plupart dans l'usage de manger leurs prisonniers de guerre.

En 1549, le nombre des Portugais volontairement établis ou déportés au Brésil, paraissant assez grand pour former le noyau d'une colonie, on y envoya quelques jésuites, et Thomas de Souza, comme gouverneur. Son premier soin fut de choisir sur la baie de Tous-les-Saints, vers le 13e degré de longitude australe, un endroit propre à fonder une ville, à laquelle il donna le nom de São-Salvador. On divisa le pays en capitainies; l'on bâtit dans chacune une petite ville

pour y servir de centre. Il y en eut cinq principales : Itamacara, Fernambuco, Illeos, Porto-Seguro et São-Vicente.

Souza organisa ainsi la colonie, mais l'honneur de l'avoir affermie et rendue profitable à la métropole, appartient tout entier aux jésuites. Intrépides missionnaires, ils se dispersèrent parmi les Indiens : et la dureté, à l'orgueil de leurs compatriotes, rebut de la société européenne, ils opposèrent l'exemple de leur douceur, de leur loyauté, de leur patience tout évangélique.

Les Brésiliens, à la vue de ces hommes vertueux venant, désarmés, leur prêcher un nouveau Dieu, ne pouvaient plus, comme ils avaient fait précédemment, répondre dans leur simplicité naïve. « Comment » veut-on que nous embrassions une religion qui ne rend pas meilleurs » que nous ceux qui la professent ? »

Cependant une juste défiance les empêchait toujours de se confondre avec les Portugais. Un trait de justice qui fit un grand éclat, contribua beaucoup à établir de meilleures relations entre les deux peuples.

Les Portugais du cap Saint-Vincent commerçaient paisiblement avec les Cariges, la nation la plus douce, la plus policée de tout le Brésil. L'utilité qu'on retirait de cette liaison n'empêcha pas qu'on n'enlevât soixante-dix hommes pour en faire des esclaves. L'auteur de cet attentat fut condamné à ramener les prisonniers où il les avait pris, et à faire les excuses qu'exigeaient une aussi grande insulte. On chargea deux jésuites de faire recevoir les réparations ; le chef des Cariges les embrassa en pleurant : une paix éternelle fut jurée, et les principaux Indiens envoyèrent volontairement leurs fils à São-Vicente, pour y être élevés par les bons pères.

Cette anecdote, rapportée par Raynal, qu'on ne peut accuser de partialité pour les jésuites, donne la clef de la puissance de cet institut sur le nouveau continent.

Vers 1555, une petite colonie de protestants français commandés par Ville-Gagnon, étant venue s'établir dans la baie de Solis, les Portugais conçurent quelques inquiétudes. Un village de quinze à vingt maisons, défendu par des palissades en gazon, parut une usurpation sérieuse au gouverneur Men de Sà, qui détruisit ces faibles ouvrages. Quelques années plus tard, son fils Eustache de Sà attaqua de nouveau les Français, s'empara de leur village, et bâtit une citadelle, autour de laquelle s'éleva avec le temps la ville de Rio-Janeiro (1567).

Souvent en guerre avec les naturels du pays, les Portugais se maintinrent au Brésil, grâce au succès de leurs armes, plus encore aux missions des jésuites; mais ce ne fut qu'après l'avénement du duc de Bragance, et lorsque, en avançant dans l'intérieur des terres, on y eut découvert des mines d'or et de diamants, que la cour de Lisbonne retira de véritables avantages de ses colonies en Amérique.

Les Portugais blâmèrent vivement leur prince de montrer de l'indifférence pour l'Afrique; ils virent avec douleur qu'il entrait dans sa politique d'abandonner peu à peu les établissements qu'on y avait faits. Cependant, depuis bien des années l'Afrique rapportait fort peu. La seule chose importante était d'y conserver quelques places pour tenir les Maures en respect et assurer la libre navigation de la Méditerranée. Ce but pouvait être atteint sans faire aucuns frais nouveaux ni tenter d'autres conquêtes, qui auraient diminué les ressources précieuses dont on pouvait disposer pour soutenir les possessions des Indes.

D. João ne prit d'ailleurs que fort tard cette détermination extrême, après avoir longtemps essayé de se maintenir partout. Mais les attaques des Maures étaient sans cesse renaissantes comme leurs armées. A force de sacrifices, toutes les richesses de l'Asie auraient fini par être englouties en Afrique. Les fruits des travaux de Gama, d'Albuquerque, de João de Castro eussent été bientôt perdus.

En 1534, Charles-Quint ayant entrepris de rétablir le roi de Tunis, chassé de ses États par le fameux corsaire Airedin Barberousse, engagea Jean III à l'aider dans cette expédition, dont l'infant D. Luize voulut faire partie. Ce prince, déjà si cher au peuple par ses belles qualités, son amour pour les lettres, l'élégance de ses mœurs, se couvrit de gloire dans cette campagne, et fut appelé à son retour les *Délices du Portugal*.

En 1536, les Maures s'emparèrent de Santa-Cruz, au cap d'Aguer, sur la côte d'Afrique, Les Portugais, depuis lors, ne se défendirent plus qu'avec peine contre les rois de Fez et de Maroc. Enfin, en 1549, Jean III donna l'ordre d'abondonner Arzilla, Saphin, Azamor, Alcacer, ainsi que d'autres places moins importantes, et l'Afrique fut définitivement sacrifiée aux colonies d'Orient.

Sous D. João, l'ambition de ses sujets avait pour objet l'agrandissement et la prospérité des Indes. Toutes les mesures prises dans cette vue étaient accueillies avec enthousiasme, exécutées avec empresse-

sement. Le choix des vice-rois ne fut pas toujours heureux. Plusieurs, par leur avarice, leur dureté, excitèrent des guerres cruelles qu'il eût été facile d'éviter; mais, en résumé, tous triomphèrent. Si les Portugais perdirent beaucoup, aux yeux des Indiens, de la considération et du respect qu'on leur portait sous le grand Albuquerque, ils gagnèrent en puissance, et soumirent quelques peuples qui, jusque-là, avaient échappé à la conquête.

A l'avénement de Jean III, Édouard de Ménéses, cinquième vice-roi, gouvernait les Indes. Sous son administration, les faibles colonies, envoyées précédemment aux Moluques, prirent de l'importance: Antonio Brito fonda la forteresse de Ternate (1522); les Ormuziens révoltés furent punis de leur rébellion et contraints de payer un tribut double de celui qui les frappait auparavant: le roi d'Aden effrayé se reconnut lui-même tributaire pour une somme considérable, dont il refusa le payement aussitôt qu'il se crut en sûreté par l'éloignement de l'armée. Malgré ces succès et plusieurs autres remportés sur les Indiens et les Maures, des plaintes continuelles arrivaient à Lisbonne contre le vice-roi et ses officiers.

D. João fit prendre des informations. Il fut bientôt convaincu qu'un soulèvement général ne tarderait pas à éclater, si, au plus vite, des mesures sévères n'étaient prises pour faire cesser les abus. Celui qui le premier avait pénétré dans les Indes, Vasco de Gama, fut choisi pour remplacer Ménéses, et réparer tous les maux de son administration.

(1524) C'était le seul en effet qui pût ramener l'ordre et la paix. Sa vertu, son courage à l'épreuve des revers, sa connaissance profonde du pays, son habileté dans les affaires, lui avaient acquis l'estime, l'admiration et la confiance de tous. Il partit avec quatorze vaisseaux, accompagné de Henri de Ménéses, de Pierre de Marcarenhas et de Lopez Sampayo, tous trois désignés successivement pour la vice-royauté, si Gama venait à mourir. Ils abordèrent à Chaul, se rendirent ensuite à Goa, puis enfin à Cochin, vers la fin d'octobre.

La sévérité de Gama dans l'examen des affaires, et le prompt châtiment des coupables, répandirent une salutaire terreur : les Indiens, à la vue de son désintéressement, de son amour pour la justice, redevinrent confiants et soumis. La tranquillité rétablie dans Cochin, Gama voulut se rendre à Calicut; mais ses infirmités ne le lui permirent pas. Il envoya D. Jérôme de Souza croiser sur les côtes pour tenir cette ville en respect.

Sampayo administrait le pays sous la direction du vice-roi; quelques mois avaient suffi pour rendre aux établissements leur splendeur un instant obscurcie, quand Vasco de Gama mourut, le 24 décembre 1524, accablé de vieillesse et de gloire, laissant son nom attaché à l'époque la plus brillante de l'histoire de son pays.

Tandis que Gama consacrait les derniers instants de sa vie au service de son souverain, un différend singulier se débattait en Europe entre le roi de Portugal et l'empereur.

Après avoir traversé le détroit qui porte son nom, Magellan, naviguant toujours vers l'occident, avait remonté vers l'équateur, dans l'espérance d'arriver aux Moluques. Depuis l'assassinat de ce célèbre navigateur dans l'île de Mata, les deux seuls vaisseaux qui restèrent de son expédition avaient fini par aborder à Tidore (1522), l'une des cinq îles Moluques. Les Portugais, de leur côté, trouvant cet archipel à leur portée, s'y établirent sous la conduite de Brito, et bâtirent une citadelle à Ternate. Charles-Quint, persuadé que ces îles étaient comprises dans la partie du monde attribuée à l'Espagne, lorsque Alexandre VI traça sa fameuse ligne de démarcation, les invita à se retirer. On nomma des commissaires : leur décision mécontenta les deux parties, mais les alliances qui, vers le même temps, unirent la famille de l'empereur à celle de Jean III, empêchèrent la querelle de devenir sérieuse, et les Moluques furent mises au nombre des provinces portugaises, sous la vice-royauté de Henri Ménéses.

Ce successeur de Gama n'avait que vingt-huit ans. Il ne commanda que pendant une année; mais son règne fut un enchaînement de triomphes et de grandes actions. Après quelques expéditions peu importantes, il dirigea ses armes contre le roi de Calicut, et résolut de marcher droit sur sa capitale (1525). Il fallait auparavant ruiner, pour plus de sûreté, le port de Coulète, le plus beau et le plus commode du royaume. La petite ville de Coulète était située sur un large canal défendu par trois bastions; quarante vaisseaux étaient dans le port, et vingt mille Naïres occupaient la campagne. Le vice-roi et son conseil décidèrent qu'il fallait combattre. Les Maures furent attaqués à la fois sur terre et sur mer; presque tous périrent. Coulète fut anéanti, et Ménéses revint à Cananor, malgré son premier dessein d'aller combattre le roi de Calicut.

Victorieux partout, par lui-même comme par ses lieutenants, le jeune vice-roi vit bientôt le zamorin effrayé lui demander la paix;

mais tandis que le général portugais en discutait de bonne foi les conditions, un des officiers du roi de Calicut alla mettre le siége devant la citadelle bâtie près de cette ville. João de Lima, qui commandait cette place, se mit en défense. Le zamorin se présenta sous les murs avec une armée de soixante et dix mille hommes. Le siége dura longtemps, malgré les conseils que donnaient aux ennemis plusieurs renégats européens. João de Lima tint bon jusqu'à l'arrivée de Henri Ménéses (15 octobre 1525), qui remporta sur les infidèles une nouvelle et complète victoire. Il se rendit ensuite à Goa, de là à Cananor, où il mourut prématurément le 2 janvier 1526, des suites d'une blessure qu'il avait reçue à la jambe.

Pèdre de Marcarenhas était le second vice-roi désigné lors du départ de Gama; il ne le fut jamais que de nom. Occupé au delà du Gange quand Ménéses mourut, il ne pouvait revenir de longtemps. L'autorité se trouva donc provisoirement confiée à Sampayo; et quand Marcarenhas, après s'être rendu maître de l'île de Bintam, reparut à Cochin, Sampayo, non-seulement refusa de lui remettre le gouvernement, mais le fit jeter en prison, d'où, avec le secours de ses amis, il s'échappa pour aller demander justice à Lisbonne.

Dur, hautain, avare, Sampayo n'en était pas moins homme de talent, et surtout bon capitaine. La guerre fut sa principale occupation; si le commerce fit peu de progrès, les colonies furent par lui solidement assises. Il détruisit la marine de Malabar, fortifia les citadelles d'Ormuz, de Chaul et de Cananor, entoura Goa d'une forte muraille, forma une flotte de cent trente-six voiles, dont un successeur aussi habile, mais plus honnête homme, fit bientôt un admirable usage (1528); car Jean III avait écouté les plaintes de Marcarenhas. Nuño da Cunha arriva avec le titre de vice-roi, et Sampayo lui remit immédiatement l'autorité, au grand étonnement de tous ceux qui connaissaient son caractère opiniâtre.

Depuis leur arrivée dans les Indes, les conquérants épiaient le moment de se rendre maîtres de la ville de Diu, située dans une île du même nom vers l'embouchure de l'Indus, une des places les plus fortes du pays, presque inaccessible par terre et par mer. Après le siége de Calicut, Henri Ménezès fit démolir les fortifications de cette cité, dans le dessein de s'établir à Diu, position de beaucoup préférable. La mort le surprit, et Sampayo s'empara de son projet, sans avoir lui-même le temps de le réaliser. Cette gloire était réservée à

Nuño da Cunha. Il mit à la voile en 1531, à la tête de la plus nombreuse armée que les Portugais eussent encore eue dans les Indes, et se présenta devant la ville de Diu. Badur, roi de Cambaye, n'osa la défendre; on en confia le gouvernement à Antoine de Silveira, et on conclut la paix. Mais le vice-roi s'était à peine éloigné, que Badur vint à son tour assiéger la place. Da Cunha accourut, vainquit les Indiens, et leur chef lui-même périt d'un coup de lance.

L'administration de Nuño da Cunha, qui dura dix ans, fut signalée par beaucoup d'autres faits d'armes. Hector Silveira contraignit les rois de Panane et d'Aden à payer tribut; (1529) Antonio de Saldanha soumit Goga et plusieurs petits pays; Salsète et Bardes furent cédés aux Portugais, tandis que Martin de Souza et Antoine Brito portaient les derniers coups à la puissance du roi de Calicut, en secourant le roi de Cochin, leur allié.

Mais pendant que les Espagnols s'occupaient de la conquête de Tunis, Soliman II, empereur des Turcs, conquérant de l'Égypte, faisait construire à Suez une flotte redoutable pour faire la guerre aux Portugais dans les Indes. Il en confia le commandement à Soliman, bacha du Caire, et lui donna mille janissaires et seize mille hommes d'autres troupes avec une nombreuse artillerie. Le bacha se porta vers Diu avec toutes ses forces. Silveira prit ses mesures pour résister, et envoya demander des secours au vice-roi. Le 6 et le 20 octobre 1538, le gouverneur repoussa deux terribles assauts, où les assiégeants perdirent beaucoup de monde; mais craignant de succomber, il envoya de nouveau prier le vice-roi de lui fournir des renforts. L'officier chargé de cette mission entrait dans Goa comme Garcie de Noronha venait d'y arriver pour remplacer da Cunha, rappelé par Jean III, qui avait besoin de ses services. L'ancien vice-roi ne devait pas revoir sa patrie; il tomba malade, et mourut en doublant le cap de Bonne-Espérance.

(1538) Selon les instructions de son prédécesseur, Noronha s'empressa de marcher au secours de Diu. Le premier novembre, les Turcs donnèrent un nouvel assaut; le combat se continua pendant plusieurs jours; Silveira fit bonne contenance. Le bacha se retira enfin, de guerre lasse, à la nouvelle de l'arrivée prochaine du vice-roi.

(1539) A son retour à Goa, Noronha mourut, et Étienne de Gama, fils du grand Vasco, précédemment désigné par Jean III, prit le gouvernement des Indes. Il marcha sur les traces de son père, se distingua

par un grand amour de la justice et des lois, mais échoua dans le projet qu'il avait conçu de frapper au cœur de l'empire des Maures, en s'emparant du port de Suez.

Les trois années de la vice-royauté de Gama étaient expirées. Martin de Souza vint prendre sa place. Il amenait avec lui François-Xavier, l'apôtre des Indes, et quelques jésuites. La présence de ces religieux produisit en Asie le même effet qu'au Brésil. Les progrès des Portugais prirent un caractère plus pacifique. Xavier et ses compagnons entreprirent d'immenses voyages, portèrent partout l'Évangile, et, s'il faut en croire les relations écrites par les jésuites, firent de nombreuses conversions, surtout au Japon, pays nouvellement en relation de commerce avec les Européens : tout cela, bien entendu, appuyé de force miracles, qui contribuaient beaucoup à persuader les infidèles.

Martin de Souza, politique profond et général habile, sut profiter parfaitement de ce concours pour pacifier le pays ; il intervint aussi fort à propos dans une querelle entre l'empereur du Mogol et le roi de Cambaye, pour obtenir de ce dernier, des concessions importantes qui excitèrent presque aussitôt la jalousie de celui même qui les avait accordées.

Une vaste conspiration fut tramée par plusieurs souverains puissants. Pour combattre cette ligue formidable, il fallait un homme de la trempe d'Albuquerque ou de Gama : Jean III nomma D. João de Castro. Le but principal des rois alliés, était de s'emparer de Diu. Marcarenhas, qui en était alors gouverneur, n'avait que trois cents hommes avec lui. Castro envoya d'abord au secours des assiégés ses deux fils Ferdinand et Alvare. Ferdinand périt par l'explosion d'une mine, que les ennemis avaient pratiquée sous un des bastions ; Alvare n'arriva que quelque temps après, et fit prendre patience au gouverneur, en attendant le reste de l'armée commandée par Castro.

(1546) Diu se défendait héroïquement depuis six mois, quand le vice-roi parut enfin ; il trouva le moyen d'entrer dans la citadelle avec quatre mille hommes, et là on tint conseil. Les uns voulaient sur-le-champ marcher à l'ennemi, les autres ne pensaient point qu'il fût prudent de confier le sort de l'Inde à l'événement incertain d'une bataille. Un vieux guerrier, Garcie de Sà, aussi renommé par sa sagesse que par son courage, se leva tout à coup et dit : « J'ai écouté : il faut combattre. » C'était l'avis de Castro. Les Portugais marchèrent aux

retranchements et remportèrent une victoire complète. Ce combat est un des plus mémorables et des plus sanglants dont l'histoire nous ait conservé le souvenir.

La ville fut entièrement ruinée ; il fallut la rebâtir et relever les fortifications, mais l'argent manquait. Dans cette circonstance extrême, João de Castro se coupa la barbe, l'envoya à Goa, et des marchands de cette ville s'empressèrent de prêter tout l'argent dont il avait besoin sur ce singulier gage, qui fut religieusement retiré à l'époque fixée.

Castro retourna ensuite à Goa. Pour ranimer le génie belliqueux des troupes, il imagina de donner à son armée les honneurs d'un triomphe à la manière des anciens. Les portes de la ville furent décorées d'arcs de triomphe; les rues étaient tapissées; les femmes, parées magnifiquement, jetaient par les croisées des fleurs et des parfums sur les vainqueurs; le peuple dansait au son des instruments; on portait l'étendard royal à la tête des phalanges victorieuses. Le vice-roi, couronné de branches de laurier, était monté sur un char superbe, les généraux ennemis suivaient, les soldats prisonniers marchaient après eux. Les drapeaux qu'on leur avait enlevés, paraissaient renversés et traînants dans la poussière; puis venaient l'artillerie et les bagages des vaincus. La relation de cette cérémonie se répandit en Europe, et la reine de Portugal dit à cette occasion, que Castro avait vaincu en héros chrétien et triomphé en héros païen (1547).

L'événement des deux mémorables siéges de Diu justifia la profonde politique et la prudence d'Albuquerque; car c'est de Goa et des environs que l'on tira les deux armées qui délivrèrent cette place, et sans ces ressources, dès longtemps préparées, Diu aurait inévitablement succombé sous les efforts des Turcs.

La même année (1547), Soarez de Melo obtint une vengeance éclatante d'une agression commise par les sujets du roi d'Achem sur des pêcheurs portugais. Un grand combat naval eut lieu vers l'embouchure du fleuve des Perles : on prit sur les ennemis trois cents canons et mille arquebuses.

Le vice-roi rétablit ainsi en peu de temps les affaires; mais la mort le surprit le 6 juin 1547, au moment où son génie méditait encore les plus vastes projets. Il rendit le dernier soupir entre les bras de François-Xavier, plein des sentiments de la plus vive piété. On ne trouva dans ses coffres qu'un instrument de pénitence et trois réaux,

car, bien loin d'amasser des trésors, il dépensait généreusement sa propre fortune au service du roi.

Né en 1500, João de Castro avait passé dans les Indes pendant la vice-royauté de Noronha; il était gouverneur d'Ormuz quand il fut appelé lui-même à cette haute dignité. Il avait d'abord servi à Tanger, sous le célèbre Édouard de Ménéses; il suivit aussi Charles V à la prise de Tunis; quand les Espagnols voulurent lui donner sa part du butin, il la refusa, disant que c'était à son souverain à récompenser ses services s'il le jugeait à propos. Toute la vie de D. João fut remplie de belles actions. Vasco de Gama, Albuquerque et lui, sont les trois plus grands hommes que les Portugais eurent dans les Indes.

Le premier successeur de Castro fut Garcie de Sà, vieillard de soixante-dix ans, qui mourut au bout de trois mois; le second, George Cabral. Il employa presque tout le temps qu'il avait à régner à préparer une expédition redoutable contre le roi de Cochin, et se vit remplacé (1550) par Alfonse Noronha, au moment où il allait recueillir le fruit de ses travaux.

Noronha, dix-septième vice-roi, n'avait aucune grande qualité et beaucoup de vices; il triompha souvent des ennemis, mais se brouilla avec tous ses alliés à cause de son avarice. Comme il revenait à Cochin, vainqueur dans une expédition dirigée contre Ceylan, il y trouva l'ambassadeur d'un souverain japonais, chargé d'une mission pour le roi de Portugal.

Cet ambassadeur s'embarqua sur le même bâtiment que Manuel de Souza et son épouse Léonor d'Albuquerque. Le vaisseau échoua vis-à-vis le cap de Bonne-Espérance, et l'équipage, au nombre de cinq cents personnes, se sauva à terre. Ces malheureux, malgré la distance, résolurent de se rendre à pied jusqu'à la côte de Mozambique; dépouillés par les peuples sauvages, la plupart périrent de fatigue. Souza se trouva presque seul avec sa femme et ses enfants, privés de toutes ressources, exposés nus aux injures de l'air. Un jour que ce père infortuné s'était éloigné de sa famille pour cueillir des fruits dans une forêt, il trouva à son retour son épouse et son second fils étendus sans vie sur le sable : emporté par son désespoir, il rentra dans la forêt, et ne reparut plus. Trois esclaves seuls échappèrent à la mort, et trouvèrent moyen de se rendre aux Indes, où ils racontèrent les horribles détails de ce naufrage célèbre. De pareils événements n'étaient point rares ; le trajet présentait beaucoup de dangers ; l'art de la navigation

était peu avancé : des flottes entières devinrent souvent la proie des flots.

(1554) Pèdre de Marcarenhas, successeur de Noronha, mourut l'année suivante. Baretto le remplaça ; il se rendit maître d'Assari et de Manora, fit la guerre avec avantage, s'appliqua surtout à réprimer les mauvaises mœurs et les excès de ses compatriotes. Il se disposait à attaquer le roi d'Achem, lorsqu'il apprit son rappel. Il se rendit aussitôt en Portugal, où il fut reçu avec distinction par la reine Catherine, régente du royaume, car Jean III était mort le 11 juin 1557, et son petit-fils, D. Sébastien, âgé de trois ans seulement, avait été proclamé roi.

SÉBASTIEN.

(1557.)

Le testament du feu roi donnait la régence du royaume, et la tutelle de Sébastien, à la reine Catherine d'Autriche, sa mère. D. Alexis de Ménéses fut choisi pour son gouverneur, et Louis Gonzague Camera, jésuite, pour son confesseur.

Ménéses était un homme distingué par sa naissance et son savoir, mais entièrement dévoué au clergé; il professait le plus aveugle respect pour la sainte inquisition et la compagnie de Jésus. La jeunesse du roi fut donc livrée aux prêtres : l'on vit tout d'abord à quel point Jean III avait méconnu les intérêts nationaux en introduisant dans ses États l'institution de saint Dominique et celle d'Ignace de Loyola.

Doué d'un esprit vif, actif, pénétrant, Sébastien fit de rapides progrès dans toutes les connaissances que lui enseignèrent ses maîtres; mais on chargeait à plaisir sa mémoire de mystiques rêveries sur la Bible, de faits historiques faussés à dessein dans un intérêt sacré. On lui présentait comme base des vertus royales le courage et la religion; non le courage réfléchi qui protége les peuples et soutient les trônes, mais ce courage aventureux, sans mesure, qui entraîne les rois à leur perte; non la religion paisible, qui pacifie et console, mais cette religion dogmatique, furieuse, qui éclaire avec des bûchers et demande la mort de tout incrédule. En soufflant le fanatisme dans le cœur du jeune prince, on lui inspira une témérité absurde, afin de faire

lui un missionnaire armé ; on détruisit son bon sens, on exalta toutes les facultés précieuses qu'il tenait de la nature. Pour le bonheur du Portugal, il eût mieux valu les éteindre. Enfin on ne craignit point de déshonorer la majesté royale, en faisant prendre à l'enfant couronné le titre de *roi très-obéissant*, comme les rois de France et d'Espagne avaient pris ceux de *très-chrétien* et de *très-catholique*.

Aussi Sébastien n'avait pas encore dix ans, que déjà, digne élève des jésuites, il parlait d'anéantir le mahométisme, de délivrer la terre sainte, de convertir l'Amérique, et annonçait hautement le dessein de garder le célibat, afin d'être plus agréable à Dieu par la chasteté ; car sans s'inquiéter de l'indécence qu'il y avait à mettre un tel projet dans la bouche d'un enfant, Camera, pour mieux assurer l'empire du clergé sur le monarque, avait poussé la précaution jusqu'à lui inspirer du mépris pour les femmes.

Cependant une femme gouvernait alors le royaume, et savait y maintenir la paix la plus profonde ; les peuples bénissaient son administration ; mais dégoûtée des intrigues sans cesse renaissantes qui se tramaient autour d'elle, Catherine se démit de la régence, et se retira dans un couvent (1562). Dès ce moment le cardinal Henri, oncle du roi, dirigea les affaires, et les jésuites purent, sans le moindre obstacle, continuer leur déplorable système d'éducation.

Leur crédit augmenta encore quand Sébastien, ayant atteint l'âge de quatorze ans, prit lui-même les rênes de l'État. Tout prospérait alors pour les Portugais ; le pays regorgeait de richesses, l'Afrique était tranquille, les établissements du Brésil commençaient à prendre de l'importance. De pitoyables rivalités de palais vinrent d'abord troubler l'intérieur du royaume, pour le livrer ensuite au despotisme étranger après la plus terrible catastrophe.

Il n'est pas besoin de dire que la bulle du concile de Trente fut accueillie par Sébastien avec le plus profond respect. Tous les articles concernant la discipline, repoussés constamment par la France, devinrent en Portugal des lois de l'État (1564).

Bien que le temps de la régence fût expiré, D. Henri avait pourtant conservé une partie de l'autorité ; de son côté la reine-mère, justement alarmée de la direction que prenaient les affaires, cherchait à détruire l'influence du cardinal. Camera prit d'abord le parti de l'oncle de Sébastien, puis celui de Catherine, et se ligua enfin avec

Henri pour perdre sans retour la reine ; elle lutta un instant avec avantage, mais trahie par son confesseur, calomniée par le cardinal, elle se résigna, et quitta de nouveau la cour pour n'y plus revenir.

Pour donner à Sébastien une haute idée de sa puissance, Camera fit doubler sa garde, l'entoura du plus pompeux appareil ; on l'enivra des plus basses flatteries. Le cardinal, se repentant alors de ce qu'il avait fait, voulut donner quelques sages avis ; le temps était passé d'écouter la raison. Sébastien avait en main le pouvoir, il s'en servait pour satisfaire la bizarrerie de ses goûts, l'extravagance de ses projets. Tantôt il montait un cheval indompté, et, sans se faire accompagner, se laissait emporter par lui à l'aventure ; tantôt il passait plusieurs jours de suite à la chasse ; d'autres fois il faisait faire à ses troupes, dans l'intérieur du royaume, des marches longues et pénibles sans aucune utilité. Il avait prescrit aux garnisons des tours de Bélem et de Saint-Julien de ne laisser passer aucun vaisseau sans le visiter, recommandant de le couler bas, en cas de résistance ; pour voir si l'ordre s'exécutait, Sébastien, monté sur un brigantin, passa entre les deux tours ; on tira le canon sur lui, il échappa par hasard à la mort, et rentra dans son palais fort content d'être aussi bien obéi.

En 1574, à la tête d'un corps d'infanterie, il débarque à Tanger, se met à chasser sur les montagnes comme il eût pu faire à deux lieues de sa capitale ; les Maures l'attaquent, il les disperse, fait quelques prisonniers et revient à Lisbonne. Le succès de cette première course ne fit que l'exciter à entreprendre une expédition plus importante ; ce fut dès lors l'unique occupation de son esprit. On verra plus tard comment les événements secondèrent son dessein et quel en fut le résultat ; mais il faut auparavant reprendre le récit sommaire des affaires d'Orient jusqu'à la mort de Sébastien, afin de n'y plus revenir qu'après avoir raconté ce qui se passa en Portugal jusqu'à l'avénement de Jean IV à la couronne.

Le successeur de Barreto dans la vice-royauté des Indes, D. Constantin de Bragance, était jeune et plein d'activité : son gouvernement fut marqué par des succès éclatants ; il s'empara de la ville de Deman sur le roi de Cambaye (1559) ; la même année, deux de ses officiers, D. Pédro et D. Luiz d'Almeida, prirent possession de Balzar que la garnison livra sans combattre. Cette place, d'une utilité fort secondaire, abandonnée par les Européens, fut ensuite détruite par les Indiens (1560). Le roi de Jafanapatan fut puni de ses perfidies et

sa capitale saccagée. Le vice-roi se rendit aussi maître de l'île de Manar ; il y fit bâtir une citadelle, où il laissa une garnison avec dix vaisseaux bien armés, pour purger les mers voisines des corsaires.

Dans le trésor de Jafanapatan se trouvait une singulière relique : c'était une dent de singe, objet de la vénération générale des Indiens. On racontait qu'un dieu nommé Hanimant, ayant commis une faute grave contre Brama, avait été dégradé et changé en singe avec une foule d'autres dieux ses complices. Cette colonie chassée du ciel, se fixa dans le pays des Badajes et reconnut Hanimant pour son roi. Mais les dieux-singes se divisèrent entre eux ; leur chef, le grand Hanimant, les quitta et choisit Ceylan pour sa retraite ; il se dirigea vers le cap de Remanancor, et là, n'ayant pu trouver de bateau pour passer le détroit, il le traversa en plusieurs bonds en ayant soin de créer une petite île à chaque saut, pour ne point mouiller ses pattes. Il mourut à Ceylan, en odeur de sainteté. L'on conserva sa dent qui passa depuis des mains du souverain de Ceylan dans celles du roi de Jafanapatan et devint enfin, par droit de conquête, la propriété des Portugais.

Le roi de Pégu ne fut pas plutôt informé de cette circonstance, qu'il fit offrir des sommes énormes en échange du trésor. Constantin de Bragance allait accepter, quand les jésuites représentèrent que cette dent de singe mettait le christianisme dans le plus grand danger ; et voici comment :

« Si l'on rend la relique aux Indiens, disaient-ils, c'est leur montrer qu'on en fait cas comme eux ; livrés à l'idolâtrie, ils n'en auront que plus de dureté à se laisser convertir : la dent de singe au feu, rien n'empêche plus le succès de nos prédications. » Le vice-roi n'était point de cet avis ; des hommes sérieux non plus ; mais il y avait un inquisiteur à Goa, des jésuites partout : la dent fut jetée dans un brasier en présence des ambassadeurs de Pégu.

Le dernier fait important qui se passa sous le gouvernement de Constantin, fut une grande bataille gagnée auprès de Surate, par Ruiz Mello, sur le roi de Cambaye.

Au mois de septembre 1561, D. François Coutinho, comte de Redondo, arriva à Goa avec le titre de vice-roi. Il fit la guerre dans l'île de Ceylan (1563), délivra Balthazar Guedes de Souza assiégé dans Colombo, s'empara de Cota, secourut Mello Coutinho, gouverneur de Manar, et mourut inopinément (1564).

Son successeur, Jean de Mendoce, ne conserva l'autorité que six mois et la remit à Anton de Noronha. Ces changements fréquents étaient le résultat des intrigues intérieures du palais de Lisbonne; par un hasard singulier les choix furent presque toujours heureux.

Anton de Noronha battit les Malabars auprès de Cananor, et leur fit lever le siége de cette place (1565). Raju, le plus redoutable ennemi dans l'île de Ceylan, vint assiéger Pédro Ataïde dans Cota. Se voyant entouré par des troupes nombreuses et sur le point de manquer de vivres, Ataïde imagina de faire saler les cadavres de quatre cents hommes tués, pour nourrir ses soldats en attendant qu'on vînt le secourir; mais les ennemis levèrent le siége assez tôt pour qu'on ne se servît pas de cette horrible ressource, et les Portugais reconnaissant le peu d'importance de la place, en détruisirent les fortifications.

Malgré ces succès, leur puissance n'était plus la même; ils étaient bien plus un objet d'exécration qu'un objet de terreur. Le climat d'ailleurs, avait produit son effet; les soldats presque tous nés dans les Indes, n'avaient rien de la persévérance des premiers conquérants: la mère-patrie, épuisée par un trop grand nombre de colonies, commençait à n'avoir plus d'hommes à envoyer. Les gouverneurs de places ne mettaient aucune borne à leurs rapines, à leurs vexations, à leur avarice : tous les Européens faisaient comme eux; la corruption était arrivée au dernier degré : les établissements devaient périr, si un grand homme ne venait les sauver encore une fois.

(1568) L'île d'Amboine fut le premier pays qui se fit justice. Dans une fête publique un Portugais outragea indignement une femme indienne. Les insulaires courent aux armes; les Européens en petit nombre, sont cernés sans pouvoir se défendre; on les chasse de l'île après leur avoir reproché leur perfidie : toute alliance avec eux est rompue solennellement.

Dans le même temps le gouverneur de Ternate, Lopès Mesquita, faisait périr injustement le roi de cette île. De Ternate et d'Amboine le cri de la vengeance retentit partout. Les souverains indiens forment une confédération pour exterminer les étrangers. La cour de Lisbonne, alarmée; fit partir D. Luiz d'Ataïde avec tous ceux qui s'étaient distingués jusque-là dans les guerres de l'Europe.

Pour Noronha, homme justement estimé et capitaine habile, il s'embarqua pour le Portugal, et mourut dans le voyage, ordonnant

par son testament de lui couper le bras droit, de le porter à Ceuta, dans le tombeau de son oncle, et de jeter à la mer le reste de son corps.

En arrivant aux Indes, les officiers d'Ataïde lui conseillaient d'abandonner les possessions éloignées pour concentrer toutes ses forces au Malabar et dans les environs de Goa. « Je veux tout conserver, » répondit-il; tant que je vivrai, les ennemis ne gagneront pas un » pouce de terrain. » Il tint parole. Des secours furent envoyés à toutes les places menacées; l'on mit Goa en état de défense.

Bientôt la lutte commence. Le zamorin attaque Mangalor, Cochin, Cananor; le roi de Cambaye attaque Chaul, Damão, Bacaïm; le roi d'Achem assiége Malaca; le roi de Ternate soutient la guerre dans les Moluques; tous les négociants portugais sont arrêtés à Surate par un allié de l'empereur du Mogol; la reine de Garcopa fait une expédition contre Onor.

Bien qu'assiégé, pressé de toutes parts dans Goa, Ataïde envoie cinq vaisseaux à Surate et treize à Malaca; il veut que les navires qui portaient chaque année les tributs à la métropole, partent comme à l'ordinaire. On lui représente en vain qu'il se prive d'une ressource qui peut devenir utile: « Nous y pourvoirons, dit-il; le Portugal est » dans le besoin; il ne faut pas tromper son espérance. »

Il ordonne de porter des secours à Cochin et à Ceylan; l'archevêque de Goa veut s'y opposer: « Vous n'entendez rien à nos affaires; » bornez-vous à les recommander à Dieu », répond le vice-roi. Sans s'inquiéter des mécontents qui murmurent, il s'occupe uniquement de défendre Goa, soutient le siége pendant dix mois, et, au bout de ce temps, oblige l'ennemi à s'éloigner avec une armée ruinée.

Ataïde vole aussitôt au secours de Chaul, assiégée par le roi de Cambaye: il le défait; de là il se dirige vers le zamorin, le bat, et conclut avec lui un traité par lequel ce prince s'engage à ne plus avoir de vaisseaux de guerre.

Partout les Portugais reprennent leurs anciennes vertus; leur courage est héroïque; ce qui est plus étonnant, les mœurs se corrigent, les dilapidations cessent; et si Lopez Carasco combat pendant trois jours avec un seul navire la flotte entière du roi d'Achem, Thomas de Souza affranchit une jeune Indienne qu'il a fait esclave, et la rend généreusement à son fiancé avec toutes ses richesses.

(1571) Cet éclat finit avec l'administration d'Ataïde. On fit entendre

à Sébastien que nommer un seul vice-roi, c'était donner trop de puissance au même général; on partagea donc les établissements en trois parties : la première s'étendait du cap de Guardafu à l'île de Ceylan, sous le nom de gouvernement de l'Inde; la deuxième comprenait toutes les côtes d'Afrique sous la dénomination de gouvernement du Monomotapa, et la troisième depuis Pégu jusqu'à la Chine, avec le titre de gouvernement de Malaca. Antoine de Noronha, D. François Baretto et D. Moniz Baretto furent les trois gouverneurs. Noronha avait le titre de vice-roi; mais l'autorité, ainsi divisée, perdit de sa force; il ne put faire ce qu'il voulait, se trouva bientôt sans argent, sans soldats, obsédé par ses deux collègues qui lui demandaient des secours.

Moniz Baretto s'en plaignit à Lisbonne; et, sans daigner prendre des informations sur la conduite du vice-roi, on expédia à l'archevêque de Goa l'ordre de le dépouiller de ses fonctions pour en revêtir Moniz Baretto, avec le titre de gouverneur. Peu de temps avait suffi pour ramener le désordre. Le joug des prêtres était établi dans la capitale des Indes comme à Lisbonne : c'était l'archevêque qui donnait l'investiture au représentant du roi de Portugal, privé du nom de vice-roi qui blessait la suprématie épiscopale.

(1574) Alors eut lieu le fameux siége de Malaca, soutenu héroïquement par Tristan Vaz da Vega contre la reine de Japare, qui dut se retirer. Les Portugais, moins heureux dans les Moluques, furent chassés de Ternate après y avoir souffert toutes les extrémités d'un siége rigoureux.

Baretto, disgracié à son tour, fut nommé gouverneur du Monomotapa. Laurent Tavora, qui le remplaça, reprit le titre de vice-roi, et mourut à Mozambique, sans arriver aux Indes (1576). Ménéses, son successeur, céda bientôt le commandement à Luiz d'Ataïde (1578), vice-roi pour la seconde fois, dont les talents et la fermeté étaient devenus nécessaires; puis Ataïde avait déplu au souverain, et l'on était bien aise d'éloigner un censeur incommode. Trois années lui suffirent pour faire rentrer dans le devoir les princes tributaires, et remettre l'ordre dans les colonies. Il eut la douleur de voir sa patrie soumise à la domination étrangère, et expira comme on envoyait aux Indes de nouveaux gouverneurs au nom de Philippe d'Espagne (1581).

A peine de retour de sa première expédition d'Afrique, Sébastien forma le projet d'en entreprendre une seconde; mais son conseil désap-

prouvait ce dessein. Il se fit écrire par le gouverneur de Tanger une lettre pressante, pour l'inviter à traverser la mer ; et, comme malgré cela, le vénérable João Marcarenhas blâmait cette course imprudente, le roi assembla des médecins pour décider si les années ne diminuaient pas le courage : tous répondirent que oui.

Il y eut ainsi pendant longtemps lutte ouverte entre les courtisans qui adoptaient avec enthousiasme la proposition du prince, et les hommes d'État qui la repoussaient avec énergie ; peut-être ces derniers allaient réussir, quand un événement inattendu vint fixer les indécisions de Sébastien.

Muley Mohamet avait succédé à son père, Abdala, dernier roi de Maroc ; mais Muley Moluc, son oncle paternel, prétendit qu'il n'aurait pas dû monter sur le trône à son préjudice, contrairement à la loi du pays qui appelait successivement à la couronne les frères du roi de préférence à ses enfants. De là, guerre civile. Mohamet, vaincu dans trois batailles, traversa la mer.

Il s'adresse d'abord au roi d'Espagne, lui demande son appui pour rentrer dans ses États. Philippe II avait trop à faire en Europe : il le refuse. Mohamet vient alors à la cour de Portugal. Il persuade à Sébastien que, malgré sa disgrâce, il a encore dans son royaume un grand nombre de partisans secrets, qui n'attendent que sa présence pour se déclarer ; que, d'ailleurs, Moluc est atteint d'une maladie mortelle ; que peu de troupes lui suffiront pour débarquer, et, qu'avec son secours, il est sûr de triompher.

(1578) Ces vues cadraient trop bien avec celles du roi pour qu'il ne les accueillît pas avec empressement. La guerre fut résolue, l'embarquement ordonné, et, pour punir Ataïde d'avoir représenté les dangers de cette expédition et d'en avoir refusé la conduite, on l'envoya dans les Indes.

Jamais prince ne fut mieux averti que Sébastien des périls de ses projets, et jamais conseils ne furent si mal écoutés. La reine et D. Henri, oubliant leurs querelles, unirent leurs efforts pour le détourner d'un dessein si contraire à ses véritables intérêts. L'obstination de son petit-fils fit mourir la reine de chagrin ; D. Henri se retire dans son évêché. Les ambassadeurs du roi lui écrivirent de la part des princes auprès desquels ils résidaient ; Philippe II, son oncle maternel, le conjura de ne point exposer sa personne. Rien ne put le détourner. Le roi de Fez, lui-même, contre lequel il dirigeait ses

armes, lui fit des représentations dictées par la compassion bien plus que par la politique. Il alla même, pour conserver la paix, jusqu'à offrir d'augmenter de dix mille acres le territoire des Portugais autour de leurs forteresses.

Sébastien s'imaginant qu'on le craignait, répondit avec hauteur. Moluc, alors, rassembla ses troupes, composées de quarante mille cavaliers et de dix mille fantassins, attendant de pied ferme son ennemi, qui venait le combattre avec quinze mille hommes d'infanterie, mille chevaux et douze pièces d'artillerie. Le prince africain, homme d'expérience et de pratique, s'aperçut bientôt, par les manœuvres malhabiles des chefs, qu'il avait peu à redouter des soldats si braves qu'ils fussent. Presque mourant, son unique crainte était de n'avoir pas le temps de les battre avant d'expirer.

L'armée débarqua au royaume de Fez, à Arzilla; elle fut aussitôt harcelée par les corps détachés de la cavalerie arabe, auxquels Muley Moluc avait donné l'ordre de s'approcher du camp et de s'enfuir toujours devant les Portugais, afin de leur inspirer assez de confiance pour quitter les bords de la mer. Sébastien donna dans le piége. Il s'attacha à poursuivre les Maures. C'était où voulait l'amener le général musulman. Quand il le vit éloigné de sa flotte, il prit position dans la plaine d'Alcazar et disposa sa nombreuse cavalerie en forme de croissant pour embrasser, de tous côtés, la petite armée portugaise. Il avait mis son frère Hamet à la tête de cette cavalerie en lui disant de vaincre ou de mourir. Lui-même, sentant qu'il allait cesser de vivre, n'oublia rien pour que le dernier jour de sa vie en fût le plus brillant. Il rangea ses soldats en bataille, se montra à cheval un instant pour animer leur courage, et les passa en revue porté dans une litière.

La bataille commença des deux côtés par des décharges d'artillerie; les armées fondirent ensuite l'une sur l'autre avec fureur. L'infanterie chrétienne fit plier celle des Maures, mal équipée et mal disciplinée. Le duc d'Aveiro poussa même un corps de cavalerie jusqu'à l'endroit qu'occupait le roi Moluc. Ce prince, à la vue de ses soldats fuyant en désordre, se jette en bas de sa litière, saisit son épée et les ramène au combat; mais cette effort achève d'épuiser ses forces; il tombe évanoui entre les bras de ses officiers qui le remettent dans sa litière, où il meurt en mettant le doigt sur sa bouche pour faire entendre à ses lieutenants qu'il ne faut pas que les soldats connaissent sa mort.

Cet événement demeura en effet ignoré des deux armées. Tant que dura la bataille, les généraux arabes, d'après la recommandation de Moluc, s'approchaient de sa litière, et feignaient de prendre ses ordres. Les chrétiens conservaient cependant l'avantage quand la cavalerie des Maures, après s'être déployée, vint, en resserrant le cercle, cerner les Portugais. Dès ce moment, ce fut moins un combat qu'un carnage. Tous furent massacrés (4 août 1578).

D. Sébastien avait reçu un coup de feu à l'épaule au commencement de l'action ; il continua cependant d'y prendre part, eut deux chevaux tués sous lui, et fit des prodiges de valeur ; mais, enveloppé par les Maures, il fut désarmé. Une querelle, dit-on, s'éleva entre ceux qui l'avaient fait prisonnier ; pour terminer la discussion, un officier lui asséna un coup de sabre sur la tête, qui l'atteignit à l'œil droit, et les soldats l'achevèrent. D'après une autre relation, Luiz de Brito, se retirant de la mêlée avec son étendard, aurait rencontré le roi, l'aurait délivré des mains des ennemis, et, emmené lui-même prisonnier, l'aurait vu s'échapper sans être poursuivi ; D. Luiz de Lima a déposé aussi l'avoir rencontré s'avançant vers la mer, et c'est la dernière fois qu'on l'aperçut.

Muley Mohamet, auteur de cette guerre, chercha son salut dans la fuite, et se noya en traversant la rivière de Mucazem. Ainsi, trois rois trouvèrent la mort dans cette journée. Muley Hamet, frère de Moluc, prince peu capable et soldat sans courage, recueillit tout le fruit de la victoire. Le lendemain, il fit chercher le corps du roi de Portugal ; on trouva un cadavre dont le visage était défiguré complétement. Cependant, un valet de chambre de Sébastien prétendit le reconnaître. On porta le corps de Fez à Ceuta, et de Ceuta à Lisbonne, où il fut enterré avec les honneurs royaux.

Cette défaite jette un voile funèbre sur la nation. Toutes les familles anciennes sont interrompues par la mort de leurs chefs ; toute la force nationale est abattue par la perte de l'armée ; toutes les conquêtes cessent ; un prêtre occupe le trône ; la domination étrangère va s'emparer de sa succession : l'heure fatale de la décadence a sonné pour la Lusitanie.

Quand cette nouvelle fut apportée dans la capitale, la désolation devint générale. Le peuple en rumeur courut vers le port ; il semblait interroger la mer, et lui redemander cette armée si brillante qu'il lui avait confiée quelques mois plus tôt.

Ce jour-là, dans un grenier de Lisbonne, un moribond étendu sur un grabat infect, en apprenant la perte de la bataille d'Alcazar, moins sensible à ses propres infortunes qu'aux malheurs de la patrie, s'écriait douloureusement : « Ah ! du moins, je meurs avec elle ! » Mot sublime, comparable aux plus généreuses paroles des héros de l'antiquité. Cet homme était Luiz de Camoëns : le poëte n'avait plus rien à faire en ce monde.

Son dénûment devint plus affreux encore ; ses infirmités s'aggravèrent ; son seul ami expira de fatigue et de misère ; c'était un vieil esclave javanais, dévoué à sa mauvaise fortune, qu'on avait vu, de porte en porte, mendier du pain pour l'Homère portugais. Quelques voisins firent conduire par pitié le grand homme dans un hôpital, où il mourut (1579), tellement oublié, qu'on ignore le jour et le mois de son décès.

Un ouvrage sur l'histoire de Portugal serait incomplet, si l'on n'y consacrait quelques lignes au Camoëns ; mais, avant de parler de sa personne et de ses ouvrages, il est indispensable de jeter un coup d'œil sur la littérature nationale, antérieurement aux *Lusiades*.

Le portugais n'est point, comme on l'a souvent répété, un dialecte du castillan, mais bien une langue à part, dérivée du roman, qui n'est lui-même qu'un mélange de la langue des Germains avec le latin ; les rapports presque continuels des Portugais avec les Maures, ont introduit dans le langage des mots et des tournures arabes. Il existe beaucoup de différence de prononciation et de construction entre le castillan et le portugais ; mais cette dernière langue, formée la première, était encore plus répandue que l'autre, à la mort du comte Henri de Bourgogne. Moins pompeuse, plus simple, plus claire que l'espagnole, la langue portugaise convient mieux à la conversation, se prête plus facilement à la traduction rapide des pensées. Les synonymes, les diminutifs, les augmentatifs y abondent et donnent la facilité de peindre les objets sans périphrase, avec leurs nuances infinies.

Un pareil instrument, manié par un peuple gai, spirituel, intrépide, voluptueux, devait produire une littérature variée, riche surtout en poésies épiques et lyriques. Ce fut ce qui arriva. Jusqu'à l'époque où nous sommes parvenus, la plupart des ouvrages de théologie et de jurisprudence composés par les Portugais, furent écrits en latin : ils sont tous, comme leurs auteurs, tombés aujourd'hui

dans l'oubli. Les historiens écrivirent aussi dans cette langue ; le plus célèbre d'entre eux est Jéronimo Ozorio, évêque de Selves (1580). Parmi ceux qui se servirent de l'idiome portugais, Jean de Barros (1571) acquit une grande célébrité par son Histoire des conquêtes en Asie, continuée depuis par Diogo de Coëlho. On ne peut citer tous les noms ni tous les ouvrages, mais durant leur période héroïque, les Lusitaniens ne manquèrent jamais d'écrivains pour enregistrer leurs exploits.

Les Portugais composèrent aussi des romans de chevalerie. En première ligne il faut placer l'*Imperador Clarimundo* de Jean de Barros, *Menina e moça* de Bernardin Ribeiro ; l'*Histoire de Charlemagne et des douze pairs de France*, par Jéronimo Moreira de Carvalho, et enfin le *Vieux Palmerin d'Angleterre*, de Françios Moraës, qui a été traduit dans toutes les langues de l'Europe.

Les plus anciens poëtes du Portugal datent du XIIe siècle ; le temps a rendu leurs ouvrages inintelligibles, excepté pour quelques savants qui en ont laborieusement traduit des passages en langue vulgaire. Nous savons que Denys protégeait les lettres et composait lui-même des vers ; Alfonse IV, Pèdre-le-Justicier, D. Pèdre, fils de Jean Ier, Jean II, sont aussi comptés au nombre des poëtes.

Les luttes contre les Arabes, les découvertes des Indes, offraient de trop grands objets à dépeindre pour que les poëtes pussent manquer. Un vieux recueil, de la fin du XVe siècle, contient les vers de plus de cent cinquante auteurs différents ; au commencement du XVIe, parut le poëme héroïque de *Nuño Alvares Pereïra*, par Francisco Rodrigues Lobo, et celui du *Siége de Diu*, par Jeronimo Corte Réal.

Mais à côté de cette école, toute lyrique, célébrant les actions des héros, s'élevait, plus modeste et peut-être plus littéralement correcte, une école bucolique, dont Bernardin Ribeiro est considéré comme le chef ; après lui viennent se placer Diogo Bernardes Francisco de Sa e Miranda, Lopo Serrão et Christovão Falcão, amiral et gouverneur de Madère qui consacra ses chants à la peinture de l'amour malheureux.

Enfin l'on vit presque en même temps tous les genres de poésies cultivés avec succès par Luiz Pereira Brandão, Marçal de Gouvea, Paulo Machado Socoto, Pedro d'Andrade Caminha, Vasco Mosinho de Quevedo : tous contemporains ou imitateurs de Camoëns, leur rival, leur vainqueur ou leur modèle.

Ce prince du parnasse lusitanien descendait d'une famille espagnole établie en Portugal vers 1370. Il étudia à Coïmbre peu de temps après que Jean III eût fondé l'université dans cette ville. Appelé, comme gentilhomme, à porter les armes, il parut à la cour en 1527. Poëte déjà, son imagination était romanesque, son cœur sensible et passionné; il conçut pour une des dames du palais de la reine une violente passion qui devait attirer sur lui tous les malheurs, et le conduire misérable au tombeau. Dès lors la femme qu'il a choisie, devient l'unique objet de ses chants. Dinamène, Violente, Natercie, noms empruntés qu'il célèbre avec amour dans toutes ses élégies, ne font que remplacer un nom trop cher qu'il n'ose prononcer.

Camoëns était pauvre, la famille de son amante repoussa son alliance, et, comme cette intrigue avait violé les droits de l'étiquette du palais, que la réputation d'une grande dame en avait souffert, le jeune auteur fut exilé à Santarem. Là, il composa la plus grande partie de ses élégies (*Rimas*) et traça le plan de ses *Lusiades*.

Las de son exil, il demande et obtient la faveur d'aller guerroyer en Afrique; il se distingue dans un combat naval, perd l'œil droit (1549), revient à la cour et ne reçoit aucune récompense.

Dégoûté plus que jamais de l'ingratitude et de la méchanceté des hommes, il partit pour les Indes (1553) jurant, comme Scipion, dans son cœur rempli d'amertume, que sa patrie n'aurait point ses os. Le malheur attaché à ses pas devait le suivre en Asie; Alfonse Noronha était alors vice-roi; il l'accompagna dans une campagne contre le roi de Pimenta, fit partie de l'expédition dans la mer Rouge, commandée par Manoel de Vasconcellos, passa ensuite à Ormuz et revint à Goa. Francisco Barretto y régnait et avec lui la débauche, l'avarice, l'orgueil; le poëte, indigné, écrivit une satire (*Disparatas da India*) dans laquelle, sans nommer personne, il flétrissait les abus et ceux qui en profitaient. L'exil aux Moluques fit justice de son courage.

Luiz de Camoëns erra trois ans dans ces îles, travaillant toujours à ses *Lusiades*. Constantin de Bragance, touché de son infortune, le nomma curateur des successions à Macao; son bannissement devint alors plus supportable. Enfin il put revoir la capitale des Indes; mais dans la traversée de Macao à Goa, le vaisseau fit naufrage. D. Luiz parvint sur la rive ayant perdu tout ce qu'il possédait, tout, moins son poëme, son trésor, qu'il tenait d'une main hors de l'eau, tandis qu'il nageait de l'autre.

Après quelques moments de repos sous le gouververnement de Constantin de Bragance, Camoëns fut accusé devant le nouveau vice-roi, le comte de Redondo, de malversation dans ses fonctions à Macao; reconnu innocent, il restait prisonnier pour une dette de deux cents cruzades sans la générosité de Redondo. Il demeura ainsi seize ans dans les Indes, où il reçut la nouvelle de la mort de sa maîtresse; cet événement pénible désarma la colère de ses ennemis: il lui fut permis de revenir à Lisbonne.

Le cœur rétracte toujours les malédictions qu'on a lancées contre son pays. Camoëns s'était éloigné du Portugal avec colère; il y revient avec bonheur, avec enthousiasme. Son poëme est achevé; cette épopée, dont la patrie est le héros, va sans doute être accueillie avec faveur; ses compatriotes vont reconnaître enfin que leur indifférence est de l'injustice; il recevra le prix de ses veilles et de son courage; il vivra libre et honoré; il pourra déposer sa couronne de poëte sur le tombeau de Catherine Ataïde, pieux hommage d'un amour qui ne s'arrête point au cercueil; il pourra le proclamer tout haut, car c'est maintenant aux Ataïde à rougir d'avoir repoussé l'alliance de celui qui vient de rendre immortels tous les héros portugais.

A Lisbonne règne un jeune roi courageux, ami des lettres, et qui bientôt doit porter la guerre en Afrique: à lui la dédicace du livre, à lui l'honneur de récompenser son auteur. « J'ai pour te servir un » bras fait pour les armes, s'écrie Camoëns, pour te chanter une voix » chère aux muses... remplis tes grandes destinées... quand aux » plaines d'Alcazar, ton bras victorieux renversera les guerriers de » Maroc et de Turudant, ma muse apprendra ta gloire à l'univers, » et, plus heureux qu'Alexandre, tu n'auras point à regretter, » comme lui, le chantre d'Achille. »

Hélas! l'avenir devait trahir toutes ces espérances, décevoir ces rêves brillants. Les jésuites et quelques intrigants dirigeaient l'esprit de Sébastien. Lorsqu'enfin, après plusieurs années passées à remettre son poëme en ordre et à chercher les moyens de le faire imprimer, l'ouvrage parut (1572), la nation resta froide, insensible, et le gouvernement n'eut pas honte de donner au Camoëns une pension si chétive, qu'il dut vivre dans la misère. Le funeste dénouement de l'expédition d'Afrique, qui donnait un si cruel démenti aux derniers vers des *Lusiades*, vint lui enlever cette misérable ressource.

Cependant c'était la première épopée, digne de ce nom, publiée

depuis les temps modernes; le Tasse et Milton n'avaient point encore chanté, et la *Divine comédie* du Dante n'a point servi de modèle au poëte portugais. Les *Lusiades* ne sont point sans défaut, mais leur lecture, constamment attachante, fait, au jugement de Montesquieu, *sentir quelque chose des charmes de l'Odyssée et de la magnificence de l'Énéide.*

HENRI.

(1578.)

Le trône devenu vacant par la mort de Sébastien, revenait de droit à son grand-oncle le cardinal Henri, sixième fils d'Emmanuel-le-Fortuné; il fut solennellement couronné le 28 août 1578. On vit pour la première fois un prêtre cardinal et roi. On sait quelle part il avait prise aux affaires pendant la minorité de son neveu; devenu le maître, il s'occupa uniquement de se venger de ceux qui l'avaient offensé; il exila les favoris de D. Sébastien, les priva de leurs charges et dignités. On attribua en général ces rigueurs à la mauvaise humeur naturelle à tout vieillard, qui voit d'avides collatéraux convoiter son héritage. Le cardinal, en effet, semblait n'être monté sur le trône que pour présider à la discussion juridique des droits de tous ceux qui aspiraient à sa succession.

On comptait jusqu'à sept prétendants : 1° Catherine, duchesse de Bragance, fille d'Édouard, septième fils d'Emmanuel : petite-fille d'un roi, mariée à un Portugais, ses droits semblaient à l'abri de toute discussion sérieuse.

2° Philippe II, roi de Castille, petit-fils d'Emmanuel par sa mère dona Isabelle; ses droits étaient illégitimes, cette princesse ayant, aux termes des lois de Lamego, perdu tous les siens par son mariage avec un souverain étranger, l'empereur Charles V.

3° Emmanuel Philibert, duc de Savoie, aussi petit-fils d'Emmanuel par sa mère Béatrix; inhabile au même titre que le roi d'Espagne.

4° D. Antonio, chevalier de Malte, prieur de Crato, fils de D. Luiz, troisième fils d'Emmanuel ; ce prétendant, considéré comme bâtard, ne put jamais prouver le mariage de Violente Gomes, sa mère, avec l'infant D. Luiz.

5° Le prince de Parme, petit-fils d'Emmanuel par sa mère Marie, fille de D. Édouard, qui avait, comme ses sœurs, perdu tous ses droits par son mariage.

6° Catherine de Médicis, veuve de Henri II, roi de France, qui se disait descendue d'un prétendu fils d'Alfonse III et de Mathilde, comtesse de Boulogne, qui n'avait jamais existé selon toute apparence.

7° Enfin le pape Grégoire XIII était aussi sur les rangs, parce que, disait-il, faute d'héritiers en ligne directe, le trône de Portugal devait appartenir au saint-siége, par la raison qu'Alexandre III avait autrefois créé roi le comte Alfonse-Henriquez, qui s'était reconnu feudataire de Rome. Au fond le saint-père ne voyait là qu'un moyen de donner une principauté à Buon Compagno, son bâtard, en faveur duquel, malgré l'exemple de ses prédécesseurs, il ne se sentait pas disposé à démembrer l'État ecclésiastique.

Personne ne songea en Portugal à soutenir les droits de ces deux derniers prétendants. Le duc de Savoie et le prince de Parme, aussi bientôt écartés, la question ne fut sérieusement à débattre qu'entre la duchesse de Bragance, le roi d'Espagne et le prieur de Crato.

Le cardinal roi, pressé à la fois par ses sujets et par les Espagnols, de désigner lui-même son successeur, afin de mettre un terme à la crise qui menaçait le pays, ne trouva rien de mieux que de convoquer les états et d'inviter tous les concurrents à envoyer à Lisbonne des ambassadeurs pour défendre leur cause. Les états, pas plus que le roi, ne savaient que résoudre.

Les uns voulaient qu'on demandât à Rome des dispenses, et que le cardinal prît une femme pour avoir des héritiers directs. Des envoyés furent en effet dépêchés vers le pape, et l'on eut l'indécence de réunir les meilleurs médecins du royaume, pour décider si l'âge de Henri permettait d'espérer qu'il pût encore avoir des enfants. Les médecins étaient trop bons courtisans pour répondre négativement. Philippe II ne jugea pas aussi favorablement de son oncle ; craignant de devenir victime de quelque supercherie d'alcôve, il s'empressa d'agir auprès du pape, qui évita de prendre un parti à cet égard.

D'autres voulaient instruire et juger avec le souverain le grand procès des prétendants. Enfin, un troisième parti proposa de nommer des gouverneurs ; cette mesure ne préjugeait rien, ne pouvait avoir pour résultat que d'embarrasser encore plus les affaires : elle fut adoptée.

Henri nomma cinq gouverneurs pour régir le royaume, en cas qu'il vînt à mourir avant qu'on eût décidé la question de la succession. Leurs noms furent d'abord tenus secrets, mais le vieux prince étant tombé dans un état de faiblesse qui faisait craindre pour ses jours, on jugea que la prudence ne permettait pas d'attendre sa mort pour déclarer au peuple ceux qui étaient désignés pour le gouvernement. On porta la cassette qui renfermait la liste dans l'église cathédrale de Lisbonne ; elle fut ouverte en présence des états. On trouva que le roi nommait pour gouverneurs, pendant l'interrègne, D. Georges d'Almeda, archevêque de Lisbonne ; D. Francisco de Sada ; D. João Tellez ; D. João Marcarenhas ; D. Diogo Lopez de Souza, président du conseil de justice de la ville. Les états jurèrent d'obéir, après la mort du cardinal, aux cinq gouverneurs, et de reconnaître pour légitime souverain celui qui serait choisi par eux. Le duc de Bragance et le prieur de Crato prêtèrent le même serment ; mais les ambassadeurs d'Espagne le refusèrent (13 juin 1579).

D. Henri aimait la duchesse de Bragance, et craignait Philippe II ; de là ses perpétuelles hésitations entre eux : pour le prieur de Crato, il ne pouvait le souffrir ; il commença donc par le mettre hors de la question en le déclarant bâtard. Malgré son serment, loin de se soumettre à cet arrêt, D. Antonio en appela au pape, qui, plus tard, cassa la décision. Tous les hommes sages représentèrent en vain au prêtre-roi que la couronne ne pouvait appartenir qu'à la duchesse de Bragance ; il n'osa se prononcer, et mourut sans avoir fait connaître positivement sa volonté (31 janvier 1580).

Philippe avait dès longtemps pris ses mesures ; ses agents, répandus dans tout le Portugal, lui avaient, à force d'or, créé quelques partisans ; trois des cinq gouverneurs étaient vendus à sa cause ; une armée de vingt mille hommes se mit en marche pour appuyer ses droits. La maison de Bragance, soit prudence ou timidité, ne se compromit pas dans la lutte, et le prieur de Crato, seul, eut le courage de disputer le trône au roi d'Espagne.

Déjà les Castillans avaient franchi la frontière, sous la conduite du

célèbre duc d'Albe, quand les états, rassemblés de nouveau à Santarem, déclarèrent que le peuple disposant de la couronne comme il l'avait fait en faveur de D. João d'Avis, reconnaissait pour roi D. Antonio. Ce prince, après tout, avait de la fermeté; fils d'un homme qui avait mérité, par ses grandes qualités, le surnom de *Délices du Portugal*, il était en ce moment le seul qui résistât à l'invasion étrangère; c'était un choix raisonnable, et malgré l'incertitude de sa naissance, si le succès eût répondu à son zèle, l'histoire n'aurait pas aujourd'hui assez d'éloges pour le sauveur de la patrie. Malheureusement il n'en fut point ainsi, et l'on a trop légèrement peut-être jugé ses projets et condamné sa mémoire.

Aussitôt après sa proclamation, D. Antonio marcha droit à la capitale, y entra (19 juin 1580) et s'occupa d'organiser une armée pour s'opposer aux Espagnols; mais le vieux duc d'Albe le battit complétement dans les plaines d'Alcantara (25 août), et le Portugal, presque sans avoir combattu, devint la conquête de Philippe.

Après cette défaite, le roi-prieur, abandonné de tout le monde, se réfugia d'abord en Angleterre avec quelques compagnons de son infortune, qui, manquant de tout et délabrés comme lui, le servaient à genoux. Enfin le royaume étant soumis, Philippe fut à son tour déclaré roi par les cinq gouverneurs. Le 26 juin 1581, il fit son entrée solennelle à Lisbonne, et ratifia la promesse qu'il avait déjà faite *de conserver au pays ses lois, coutumes et priviléges; de respecter l'institution des cortès; de ne nommer que des Portugais pour vice-rois des Indes; de ne donner qu'à des Portugais toutes les charges et commanderies; de respecter toutes les prérogatives du commerce; de nommer un conseil particulier pour diriger les affaires de Portugal, et de faire marquer des armes nationales toutes les monnaies fabriquées dans le royaume*. Ces promesses furent de nouveau confirmées par un édit du 5 novembre 1582.

USURPATION DE CASTILLE.

PHILIPPE II.

(1581.)

Le premier acte de Philippe, comme roi de Portugal, fut de promettre quatre-vingt mille ducats à qui livrerait D. Antonio. On envoya partout des émissaires à sa poursuite, mais on apprit bientôt qu'il était en Angleterre à la cour d'Élisabeth. Cette princesse ne s'était point encore déclarée ennemie de l'Espagne ; elle refusa d'épouser la querelle du prieur, qui passa alors en France. Henri III était avec Philippe à peu près dans les mêmes termes que la reine d'Angleterre. D. Antonio flatta adroitement les prétentions chimériques de Catherine de Médicis ; il promit, en cas de succès, de lui abandonner au moins les Açores, et obtint ainsi, par son crédit, un secours considérable. On lui donna soixante petits vaisseaux, et environ six mille hommes pour la plupart huguenots, qu'on était bien aise d'employer au loin, et qui ne demandaient pas mieux que d'aller combattre les Espagnols. Cette armée, commandée par le comte de Brissac, s'embarqua avec allégresse, se dirigea sur les Terceïres, où Antonio comp-

tait beaucoup de partisans, s'empara aisément d'une de ces îles et de la ville de Ponte del Gada, qui en était la capitale. Le prieur de Crato fut laissé à terre pour exciter les autres îles à la révolte.

Bientôt parut la flotte espagnole. Elle était supérieure à celle des Français par la grandeur des vaisseaux et par le nombre des troupes. Cette bataille navale fut la première qui se donna dans cette partie de l'Océan atlantique ; les Espagnols vainquirent et abusèrent de la victoire. Le marquis de Santa-Cruz, leur général, fit mourir presque tous les prisonniers français par la main du bourreau, sous prétexte que la guerre n'étant point déclarée entre la France et l'Espagne, il devait les traiter comme des pirates.

D. Antonio était à Angra quand il apprit cette défaite ; il ne renonça pas pour cela à se maintenir dans les Terceïres ; les peuples de ces îles portaient aux Espagnols une haine violente, et furent en effet les derniers à se soumettre à leur domination. Ils devaient aussi, dans ces temps modernes, donner les premiers l'exemple de la fidélité à leur reine légitime.

Le prieur de Crato devint malheureusement indigne de l'affection de ces hommes dévoués. Après s'être fortifié dans Angra, il s'abandonna à tous les excès, s'attira la haine, le mépris, et se rembarqua pour la France, afin d'y solliciter de nouveaux secours, laissant, pour défendre l'île, cinq cents Français commandés par Manoel da Silva, qui en fut chassé l'année suivante (1583) par le marquis de Santa-Cruz.

Philippe II voyait réuni sous ses lois un empire immense qui le rendait le roi le plus puissant de l'univers. En Europe, il possédait les Espagnes, Naples, le Portugal, la Sicile, le Milanais, la Franche-Comté, les Pays-Bas. Hors d'Europe, son autorité était reconnue par Tunis, Oran, le cap Vert, les îles Canaries, par toutes les possessions portugaises d'Afrique et d'Asie, et enfin par une partie du nouveau monde.

« La situation de ce souverain n'en était pas moins assez difficile ; il avait, dans la chrétienté, le pape, suzerain de son royaume de Naples, à ménager ; la France à tenir toujours divisée, en quoi il réussissait par le moyen de la ligue et de ses trésors ; la Hollande à réduire ; et surtout l'Angleterre à troubler. Il faisait mouvoir à la fois tous ces ressorts ; et il parut bientôt, par l'armement de sa flotte nommée l'invincible, que son but était de conquérir l'Angleterre plutôt que de l'inquiéter.

» La reine Élisabeth lui fournissait assez de raisons ; elle soutenait hautement les confédérés des Pays-Bas. François Drake, alors simple armateur, avait pillé plusieurs possessions espagnoles dans l'Amérique, traversé le détroit de Magellan, et était revenu à Londres, en 1580, chargé de dépouilles, après avoir fait le tour du monde. Un prétexte plus considérable que ces raisons était la captivité de Marie Stuart, reine d'Écosse, retenue depuis dix-huit ans prisonnière contre le droit des gens. Elle avait pour elle tous les catholiques de l'île. Elle avait un droit très-apparent sur l'Angleterre, droit qu'elle tirait de Henri VII, par une naissance dont la légitimité n'était pas contestée comme celle d'Élisabeth. Philippe pouvait faire valoir pour lui-même le vain titre de roi d'Angleterre, qu'il avait porté pendant la vie de sa première femme, la sanguinaire Marie, fille de Henri VIII. Enfin l'entreprise de délivrer la reine Marie Stuart mettait nécessairement le pape et tous les catholiques de l'Europe dans ses intérêts.

» Dans ce dessein, le roi d'Espagne prépare cette flotte prodigieuse qui devait être secondée par un autre armement en Flandre et par la révolte des catholiques en Angleterre. Ce fut ce qui perdit la reine Marie Stuart (1587) et la conduisit sur un échafaud, au lieu de la délivrer. Il ne restait plus à Philippe qu'à la venger en prenant l'Angleterre pour lui-même, après quoi il voyait la Hollande soumise et punie.

» Il avait fallu l'or du Pérou pour faire tous ces préparatifs. La flotte invincible part du port de Lisbonne (3 juin 1588), forte de cent cinquante gros vaisseaux, de vingt mille soldats, de près de trois mille canons, de près de sept mille hommes d'équipage, qui pouvaient combattre dans l'occasion. Une armée de trente mille combattants, assemblée en Flandre par le duc de Parme, n'attend que le moment de passer en Angleterre sur des barques de transport déjà prêtes, et de se joindre aux soldats que portait la flotte de Philippe. Les vaisseaux anglais beaucoup plus petits que ceux des Espagnols, ne devaient pas résister au choc de ces citadelles mouvantes, dont quelques-unes avaient leurs œuvres vives de trois pieds d'épaisseur, impénétrables au canon. Cependant rien de cette entreprise si bien concertée ne réussit. Bientôt cent vaisseaux anglais, quoique petits, arrêtent cette flotte formidable ; ils prennent quelques bâtiments espagnols ; ils dispersent le reste avec huit brûlots. La tempête seconda les Anglais. L'*Invincible* est près d'échouer sur les côtes de Zélande. L'armée du duc de

Parme, qui ne pouvait se mettre en mer qu'à la faveur de la flotte espagnole, demeure inutile. Les vaisseaux de Philippe, vaincus par les Anglais et par les vents, se retirent aux mers du nord : quelques-uns avaient échoué sur les côtes de Zélande, d'autres sont fracassés vers les rochers des îles Orcades et sur les côtes d'Écosse ; d'autres font naufrage en Irlande. Les paysans y massacrèrent les soldats et matelots échappés à la fureur de la mer; et le vice-roi d'Irlande eut la barbarie de faire pendre ce qui en restait. Enfin il ne revint en Espagne que cinquante vaisseaux ; et, d'environ trente mille hommes que la flotte avait portés, les naufrages, le canon et le fer des Anglais, les blessures et les maladies, n'en laissèrent pas rentrer six mille dans leur patrie [1]. »

Ce désastre coûta au Portugal ses meilleures troupes et la plus grande partie de sa marine, dont Philippe avait disposé pour cette aventureuse expédition.

(1589) Élisabeth, voulant profiter du découragement général des Espagnols après la perte de l'*Invincible*, accorda quelques vaisseaux au prieur de Crato pour tenter une nouvelle entreprise. Ces troupes attaquèrent la Corogne, et se virent repoussées. Le 26 mai, cette petite flotte reparut de nouveau devant le cap de Péniche; on débarqua et l'on prit le fort de ce nom, à treize lieues de Lisbonne ; aussitôt on se porta vers la capitale. Antoine prétendait qu'une révolte en sa faveur allait éclater. Tout resta calme. Le comte de Fuentès, gouverneur du Portugal, avait si bien pris ses mesures, que les Anglais furent contraints de se rembarquer, fort mécontents du prieur. Lui-même, mécontent de ses alliés, accablé de tristesse et reconnaissant l'impossibilité de monter sur le trône, revint à Paris, où il subsista pendant plusieurs années des bienfaits du roi de France, et mourut en 1595, laissant quelques enfants naturels dont les souverains d'Espagne prirent soin.

Trois ans plus tard, Philippe II expira (13 septembre 1598), après un règne de quarante-deux ans. Durant les dernières années de sa vie, ce prince avait été troublé dans sa possession du Portugal par un prétendant inattendu.

En 1598, parut à Venise un homme qui se disait D. Sébastien. Il rendait un compte assez plausible de ce qui lui était arrivé depuis la

[1] Voltaire, *Essai sur les mœurs*, tome IV.

bataille d'Alcazar ; il s'était, disait-il, tiré de dessous les morts ; après avoir erré quelque temps en Afrique, était revenu dans son royaume, et jusque dans son propre palais, où, par honte, il n'avait pas voulu se faire connaître. Il avait le port, la taille, le geste, la voix de D. Sébastien, montrait les cicatrices de ses blessures, surtout celles de l'épaule et de l'œil droit. Plusieurs Portugais le reconnurent. Des commissaires nommés par le sénat l'interrogèrent, et demeurèrent étonnés de ce qu'il leur rapporta des négociations secrètes avec la république. Frappés de son assurance, de la fermeté invariable de ses réponses, de sa modestie, de sa piété, de sa résignation, les Vénitiens n'osèrent le déclarer imposteur. L'ambassadeur d'Espagne demanda son expulsion. Le sénat embarrassé n'eut pas le courage de refuser.

Cet homme se retira à Florence. Le grand-duc de Toscane le fit arrêter, et le livra au comte de Lémos, vice-roi de Naples pour Philippe; quand le prisonnier parut devant lui, à la question, qui il était? « Vous devez bien me reconnaître, répondit-il, puisque vous avez été » chargé de deux ambassades auprès de moi. » Il lui en rapporta des circonstances secrètes, qui ne pouvaient être sues que d'un homme qui aurait été roi alors.

Après la mort de Lémos, on le tourmenta pour le contraindre à se rétracter. Il refusa constamment un désaveu. Les Espagnols crurent le rendre méprisable, et changer l'opinion publique qui se déclarait pour lui, en le faisant promener ignominieusement sur un âne dans les rues de Naples. Un crieur le précédait, annonçant que c'était un imposteur, qui se disait Sébastien roi de Portugal. A chaque fois le prisonnier répondait : oui, je le suis. Quand le crieur ajoutait que c'était un Calabrois, il criait plus haut : cela est faux.

Après cette humiliation, il fut retenu quelque temps dans le royaume de Naples, et ensuite transféré en Castille dans un château reculé. Là, il reçut la visite d'un grand nombre de Portugais, qui presque tous le reconnurent. Le duc et la duchesse de Medina Sidonia, chez lesquels Sébastien avait demeuré à Cadiz, y vinrent aussi. Le prisonnier les appela par leur nom, et dit à la duchesse : « Pendant le court séjour » que je fis à Cadiz en partant pour l'Afrique, je vous donnai une » bague. » La voici, répondit la duchesse. « C'est elle-même, reprit » le captif, mais elle renferme un secret que vous ignorez ; mon nom » et mon chiffre sont gravés dessous la pierre ; faites-la démonter. » On le fit aussitôt, et l'on trouva qu'il accusait juste.

Faute de meilleures raisons, les Espagnols publièrent qu'il était magicien, et que le démon lui avait fourni ces illusions qui trompaient les gens crédules. Cependant on conviendra que, si c'était un imposteur, ses vraisemblances méritaient bien qu'on tachât de le convaincre de fourberie. Cette aventure fit une profonde impression sur le peuple portugais, et, plus d'un siècle après, on vit encore des gens superstitieux stipuler des engagements réalisables au retour du roi D. Sébastien.

PHILIPPE III.

(1598.)

Fidèles aux maximes de Philippe II, ses successeurs persuadés qu'il valait mieux régner sur un État ruiné, que de voir dépendre la soumission de ses habitants de leur bonne volonté, laissèrent dépouiller le Portugal d'une foule de conquêtes, qui lui avaient valu tant de gloire et de puissance.

Philipppe III commença à porter atteinte aux priviléges garantis par son père. Prié plusieurs fois de venir à Lisbonne, il s'en excusa toujours sous différents prétextes : enfin les Portugais avaient perdu toute espérance de le voir jamais dans leur royaume, lorsqu'il s'y rendit par mer au mois d'avril 1619. On lui fit une réception magnifique. On assembla les états généraux pour faire reconnaître le prince son fils, comme son successeur, et les cortès lui jurèrent fidélité. Après cette cérémonie, Philippe retourna à Madrid, où il mourut le 30 mars 1621, à quarante-six ans, après vingt-deux années de règne pendant lequel le duc de Lerme gouverna presque constamment.

PHILIPPE IV.

(1621.)

L'administration du comte-duc d'Olivarès, ministre de Philippe IV, mit le comble aux maux du Portugal ; les gouverneurs tourmentèrent les peuples par leurs vexations continuelles ; les forteresses ne furent ni entretenues ni réparées; une misère affreuse couvrit la face du royaume : les moins clairvoyants s'aperçurent que les Castillans tendaient à le réduire en province d'Espagne, et que la pauvreté, le dénûment étaient les moyens dont on prétendait se servir pour y parvenir. En 1634, Philippe demanda un tribut de cinquante mille cruzades d'or ; les cortès assemblées déclarèrent qu'il était impossible de le payer. Trois ans après, on exigea impérieusement ce qu'on avait sollicité d'abord, et l'impôt fut établi par un édit royal, sans consulter les états.

Olivarès ne savait pas mieux défendre les colonies qu'il ne dirigeait les affaires intérieures. Aussi l'Angleterre et la Hollande, par haine pour l'Espagne, se jetèrent sur les possessions portugaises désarmées, dont les richesses offraient à leur rapacité un attrayant butin. Les Hollandais s'établirent à Java, à Amboine, à Saint-Georges de Mina; ils s'emparèrent des Moluques, et, en 1624, de la moitié du Brésil. En 1637 ils se rendirent maîtres des colonies de la côte de Guinée, et se frayèrent un accès vers les marchés de l'Inde, d'où ils chassèrent presque entièrement les premiers conquérants. Les Perses reprirent Ormuz avec le secours des Anglais, et l'on perdit aussi Onor, Mangalor et Méliapor.

La politique du comte-duc, suivie avec persévérance et modération, aurait sans doute produit les fruits qu'il en attendait. Le Portugal ruiné, affaibli, aurait dépouillé toute son énergie et se serait laissé incorporer, sans trop de résistance, aux États du roi d'Espagne. Mais on voulut faire trop vite et trop à la fois. L'orgueil national se réveilla, l'indignation populaire fit justice des oppresseurs, et la patrie fut sauvée.

Depuis l'entrée de Philippe II à Lisbonne, des rébellions sans suite, sans succès, n'avaient servi qu'à faire développer par l'Espagne les formidables moyens de répression dont elle pouvait disposer, et, sous prétexte de punir les coupables, de nouvelles charges avaient été imposées au pays.

Cependant Olivarès dépensait en profusions inutiles l'argent levé en Portugal. Il avait frappé d'un impôt rigoureux la viande et le vin, au point de rendre ces deux aliments inaccessibles au peuple : le produit de cette redevance fut employé à orner la galerie de *Buen-Retiro* et à donner des fêtes à Philippe IV. Malgré les promesses tant de fois renouvelées, les Castillans étaient en possession de presque toutes les charges. Le roi donnait l'exemple de la plus indigne mauvaise foi, et des rigueurs inouïes punissaient le moindre signe de mécontentement.

Le royaume était gouverné par la duchesse de Mantoue ; mais cette princesse n'avait guère que le nom de vice-reine ; Olivarès ne lui laissait prendre aucune part aux affaires. Diego Soarez et son gendre, Miguel de Vasconcellos, étaient en possession de toute la confiance du ministre. Le premier résidait à Madrid, avec le titre de secrétaire d'État de Portugal, et l'autre, à Lisbonne, avec la même qualité.

Ces deux hommes, quoique Portugais, ne rougissaient point de se faire les instruments de la plus odieuse tyrannie. Aussi furent-ils, aux yeux de leurs compatriotes, regardés comme déchus et traités en ennemis le jour de la victoire.

Avare, orgueilleux, Vasconcellos aimait surtout à faire sentir son pouvoir aux chefs de la noblesse, aux personnes élevées en dignité, fussent-elles même dévouées à la cause qu'il avait embrassée. L'archevêque de Brague, membre du conseil de la vice-reine, s'était toujours montré fort attaché aux Espagnols ; il s'avisa un jour de blâmer un acte de rigueur du secrétaire d'État et de lui demander

de quelle autorité il abusait de son pouvoir. « Monseigneur, reprit » Vasconcellos, mon autorité peut au besoin aller jusqu'à ordonner » à votre très-illustre seigneurie de résider dans son diocèse. » L'archevêque se tut et n'en continua pas moins d'être un des plus assidus courtisans de la vice-reine.

L'archevêque de Lisbonne, au contraire, conservait les sentiments d'un bon Portugais et employait tout l'ascendant que lui donnait ses hautes fonctions à adoucir les maux qui accablaient la nation.

Dans une première révolte, éclatée à Evora en 1637, les habitants, un instant maîtres de la ville, firent entendre les cris de : Vive D. João de Bragance ! Ce prince, qui n'avait nullement autorisé l'insurrection fut, dès ce jour, l'objet de la surveillance particulière d'Olivarès. Comment ne serait-il pas devenu suspect ? Il était le petit-fils de Catherine, duchesse de Bragance, dont les droits au trône avaient été autrefois écartés par la force étrangère ; il avait trente-trois ans seulement ; ses vertus douces et faciles le faisaient aimer du peuple, la noblesse le considérait comme son chef, ses richesses lui assuraient une puissante influence sur les masses ; enfin il avait épousé, en 1633, une femme douée d'un esprit supérieur, qu'on regardait avec raison comme capable des plus grands desseins.

D. Louise-Françoise de Guzman, était fille du duc de Medina Sidonia, gouverneur de l'Andalousie : Espagnole de naissance, en épousant le duc de Bragance elle s'était faite Portugaise. Tous ceux qui rêvaient la délivrance de la patrie mettaient en elle leurs espérances. Élevée avec soin par son père, elle avait reçu une instruction plus avancée que celle qu'on donnait communément aux femmes. Pleine de tact, elle s'était entourée d'une sorte de cour composée de tous les hommes d'élite, qui faisait un singulier contraste avec la cour frivole de la vice-reine ; elle n'oubliait rien pour rappeler sans cesse à son mari que la couronne de Portugal, usurpée par les Castillans, appartenait à sa famille, et que c'était pour lui un devoir de la placer sur sa tête.

Le gouvernement de Madrid se rassurait en voyant la vie que menait le duc à Villa-Vitiosa. Le père de D. João, Théodose, duc de Bragance, avait prêté serment de fidélité au roi d'Espagne, et, jusqu'à sa mort (1630), n'avait fait aucune tentative pour s'en affranchir. Olivarès se flattait que le fils, né sous la domination espagnole, élevé dans des principes conformes à la conduite de Théodose, n'ose-

rait lui-même s'associer à aucune révolte. Jamais d'ailleurs prince n'avait paru plus indifférent aux affaires. Tout occupé de ses plaisirs, il vivait dans ses terres en riche particulier, ne se servant de son opulence que pour rivaliser parfois de splendeur avec la duchesse de Mantoue, à laquelle il donnait des fêtes dont l'éclat effaçait celles de Lisbonne. Il n'allait que rarement dans cette ville, y restait peu de temps, et ne manquait jamais d'aller faire sa cour à la vice-reine.

Le mouvement d'Evora éclaira le ministre de Philippe IV sur le danger de laisser, au milieu d'un peuple opprimé, un descendant légitime de ses anciens maîtres. On résolut dans le conseil de s'assurer du duc de Bragance, soit en l'éloignant du Portugal, soit au besoin en s'emparant de sa personne : on lui offrit d'abord le gouvernement du Milanais, qu'il refusa, sous prétexte que sa santé ne lui permettait pas de voyager, et qu'il ne connaissait point assez les affaires d'Italie pour remplir une mission aussi difficile.

On feignit de se contenter de ces raisons, mais bientôt la politique du cardinal de Richelieu, qui cherchait partout des ennemis à l'Espagne, ayant réussi à faire soulever la Catalogne, Philippe IV annonça l'intention de marcher en personne contre les rebelles, et le comte-duc écrivit à D. João de Bragance pour l'engager à se joindre, avec toute la noblesse portugaise, aux soldats du roi de Castille. L'invitation était pour le duc de Bragance; quant aux Fidalgos un édit leur ordonnait, sous peine de confiscation et de déchéance de leurs priviléges, de se rendre immédiatement à l'armée. Le duc fit prier le roi de recevoir ses excuses, lui représentant qu'il n'était pas en état de soutenir la grande dépense que sa naissance et son rang l'eussent obligé de faire.

Ce double refus persuada au ministre que le duc de Bragance n'était point aussi étranger aux affaires qu'il le paraissait, ou, du moins, que des amis prudents veillaient sur lui et lui donnaient de salutaires conseils. Il ne se trompait point.

D. João était toujours le même, repoussant toute idée ambitieuse, ami du plaisir et de la dissipation, fuyant, par paresse et par principe, toute occupation sérieuse; les excuses, données par lui en conscience, lui avaient été suggérées par sa femme et par son sécrétaire, Jean Pinto-Ribeiro, qui dès long-temps conspiraient tous deux en silence pour le faire proclamer roi.

Enfin l'insistance d'Olivarès ayant fait réfléchir le duc sur les difficultés de sa position, Pinto juge le moment venu de lui révéler tout ce qu'on a fait pour lui jusque-là. Le duc de Bragance apprend alors que ses compatriotes, las du joug insolent de la Castille, appellent de leurs vœux une révolution; tous le désignent pour leur roi; mais craignant qu'il ne refuse de s'associer à leurs désirs, les uns veulent qu'on le proclame sans s'embarrasser s'il accepte ou non la couronne, d'autres parlent de donner le trône à son frère, D. Édouard, alors en Allemagne; quelques-uns, enfin, encouragés par l'exemple de la Hollande, sont d'avis de s'insurger au nom de la république. Un seul mot de lui peut rallier tous ces partis; qu'il soit le chef de la conspiration nationale, qu'il devienne Jean IV.

Le duc de Bragance ne sait à quoi se résoudre; il hésite; il veut connaître les conjurés; ce sont les principaux seigneurs du royaume: D. Miguel d'Almeida, noble vieillard couvert de gloire; l'archevêque de Lisbonne; D. Luiz da Cunha, son neveu; D. Antonio d'Almada, son ami; le grand veneur Mello; D. Georges, son frère; Pierre Mendoce; D. Rodriguez de Sà, grand chambellan.

En vain le duc de Bragance cherche des objections; Pinto a réponse à tout, son activité a tout prévu, tout disposé; il est sûr de l'assentiment du peuple; Vasconcellos ne sait rien; Richelieu a promis au besoin l'appui de la France. D. João hésite pourtant encore; il ne veut rien promettre. « Et si les Portugais, s'écrie la duchesse, » irrités de votre refus, établissent une république; entre le roi d'Espagne et ce gouvernement, pour qui vous déclarerez-vous? — Pour » ma patrie. — Et s'ils choisissent un autre prince? — Pour ma » patrie. — Sauvez-la donc : soyez roi. »

D. João n'était que dissipé, peut-être un peu trop ami de son repos son cœur noble et grand se rendit à l'appel solennel fait au nom de son pays : dès ce moment, toutes ses pensées furent consacrées à l'œuvre de restauration qu'il venait d'accepter; il se montra pour l'exécuter aussi zélé, aussi actif, qu'il avait été lent et insouciant pour s'y associer.

Cependant la guerre continuait entre la France et l'Espagne; l'escadre française avait paru sur les côtes du Portugal. Olivarès nomma le duc de Bragance, général des troupes destinées à s'opposer au débarquement; en même temps il fit partir l'amiral Lopez Osorio avec ordre de diriger sa flotte sur les ports du Portugal, d'attirer le

duc sur ses vaisseaux et de l'enlever aussitôt pour le conduire en Espagne.

Une tempête empêcha l'amiral d'accomplir sa mission. Comme il fallait à tout prix s'assurer de D. João, on lui ordonna de visiter les forteresses : les gouverneurs, presque tous Castillans, devaient saisir l'occasion pour le faire prisonnier ; mais Pinto eut soin d'entourer son maître d'une troupe nombreuse. Il se présentait partout si bien accompagné, qu'on ne put exécuter les perfidies commandées par Olivarès.

Pendant cette tournée, étant venu au château d'Almada, vis-à-vis de Lisbonne, sur l'autre côté du Tage, le duc alla visiter la vice-reine : s'il lui était resté le moindre doute sur le parti qu'il devait prendre, l'accueil qu'il reçut du peuple aurait dissipé ses incertitudes; la foule rassemblée sur son passage fit entendre les plus vives acclamations. Qu'une voix lui eût donné le titre de roi, et la puissance espagnole était renversée; mais la prudence voulait qu'on attendît encore.

Pinto, infatigable, ne cessait de gagner des partisans à sa cause ; il mit plusieurs bourgeois dans ses intérêts, et s'assura par eux du secours des ouvriers. Il ne restait plus enfin qu'à fixer le jour de l'exécution du complot. Quelle anxiété ne pesa point sur les conspirateurs. Un mot indiscret pouvait renverser les desseins les mieux concertés. Vingt fois Pinto et ses compagnons pensèrent payer de leur tête leur audacieuse entreprise. Vasconcellos, entretenu dans une confiance aveugle par l'archevêque de Brague, se bornait à surveiller les démarches du duc de Bragance, et comme ce prince, retourné dans l'Alentejo, affectait de ne s'occuper que de plaisirs, il était tranquille et ne s'inquiétait point de l'intendant Pinto-Ribeiro.

Cependant depuis quelques temps Olivarès pressait le duc de venir à Madrid, et celui-ci reculait sous divers prétextes. Arrive enfin un courrier qui le somme de partir, et lui remet, au nom du roi, quarante mille ducats pour son voyage. Tout retard devient impossible. Le duc envoie ses bagages en avant, et répond qu'il sera à Madrid dans huit jours. Il avertit en même temps les conjurés des nouveaux ordres qu'il a reçus, les engageant à presser l'exécution de leur dessein.

Ils l'avaient déjà fixé au mardi 1er décembre 1640, mais un incident nouveau les empêchait d'agir. Le 27 novembre, d'Almada avait communiqué le projet de conspiration à João da Costa, homme de courage, ennemi des Espagnols, et qui pourtant, pénétré des

difficultés de l'entreprise, n'osait s'unir aux conjurés. Maître de leur secret, il pouvait les livrer; d'Almada, le poignard sous la gorge, lui avait fait promettre le silence; mais les moins déterminés avaient voulu qu'on écrivît au duc de Bragance pour lui exposer la nécessité de différer.

Tout est changé par les derniers ordres arrivés de Madrid; déjà les conjurés sont rassurés; ils louent la prudence de Pinto, qui avait écrit secrètement au duc d'agir dans l'Alentejo comme on l'avait d'abord arrêté sans tenir compte du nouveau délai. On convient des détails de l'attaque. Chacun prend son rôle. On épargnera le sang, celui de Vasconcellos doit seul être répandu. L'archevêque de Brague et la vice-reine seront respectés. Point de transaction avec l'ennemi s'il résiste, il faut périr ou délivrer la patrie.

Mais à la veille du jour choisi, Vasconcellos s'embarqua sur le Tage et passa le fleuve. Tous crurent qu'il était informé du complot; leur terreur dura jusqu'à la nuit, le secrétaire n'étant sorti que pour assister à une fête.

Le 1er décembre, à la pointe du jour, les conjurés se divisent en trois bandes, et vont se rassembler autour du palais. Un coup de pistolet donne le signal. Les gardes allemandes et castillanes sont assaillies à la fois; le vénérable d'Almeida crie le premier : « Vive Jean IV ! » le peuple applaudit, s'élance à la suite des libérateurs; le palais est forcé.

Pinto s'était chargé d'attaquer l'appartement de Vasconcellos. On trouve au bas de l'escalier le lieutenant civil, Soarez d'Albergaria, qui veut interposer son autorité pour apaiser le tumulte; aux cris de : « Vive Bragance ! » il répond : « Vive Philippe ! » Il est mis à mort. Correâ, premier commis du secrétaire, tombe en recevant plusieurs blessures : on entre en foule dans la chambre de Vasconcellos. Il n'y est point. Une vieille servante, effrayée, montre du doigt une armoire où il s'est caché. D. Rodriguez de Sà lui tire un coup de pistolet. Cent coups précipités l'achèvent, et son cadavre, jeté par la fenêtre, amuse la foule jusqu'au lendemain.

La vice-reine, s'imaginant que le peuple était satisfait par la mort du ministre, promet la grâce des coupables si tout rentre dans l'ordre. « Croyez-vous donc, madame, répond D. Antonio de Ménéses, que » tant de gens de qualité n'ont pris les armes que pour tuer un mi- » sérable réclamé par le bourreau; nous nous sommes assemblé

» pour rendre au duc de Bragance une couronne qui lui appartient,
» et nous ne remettrons point l'épée dans le fourreau, qu'il ne soit
» reconnu roi de Portugal. »

La duchesse de Mantoue, espérant trouver plus d'obéissance dans la ville, veut sortir de son palais. On lui représente que le peuple en rumeur en assiége les portes. « Et que me ferait-il donc, s'écrie-t-elle, » si je me montrais à lui? — Rien, madame, répond Noronha, que » de jeter Votre Altesse par les fenêtres. » A ces mots l'archevêque de Brague arrache l'épée à un soldat et veut en frapper Noronha. On le désarme, on lui fait comprendre que lui, l'ami reconnu des Espagnols, doit se trouver assez heureux d'être épargné par la colère nationale.

Rien ne résiste au peuple lorsque, animé des sentiments d'une juste indignation, il prend les armes contre ses oppresseurs. Quelques jours, quelques heures lui suffisent pour détruire et fonder les dynasties royales. Le mouvement de Lisbonne se propage dans tout le royaume ; partout les Espagnols sont chassés, Jean IV est proclamé : la nation, devenue libre, rêve les jours brillants de l'ancienne monarchie.

On contraignit la duchesse de Mantoue d'ordonner aux commandants des forteresses de la capitale de les rendre aux insurgés. Le roi vint à Lisbonne, et reçut la couronne le 15 décembre 1640, après avoir prêté le serment de gouverner selon sa conscience, de maintenir les us, coutumes, priviléges et droits du royaume, accordés et confirmés par ses prédécesseurs, avec le sceau de Dieu et des saints évangiles.

N'oublions pas un miracle. Le jour de l'insurrection, quand l'archevêque de Lisbonne traversa la ville pour prendre possession du gouvernement en attendant D. João, on lui demanda sa bénédiction. Ce prélat se préparait à la donner, quand le christ attaché sur la croix épiscopale qu'on portait devant l'archevêque, étendit le bras droit et satisfit lui-même au désir du peuple.

Ceci est une digne transition pour revenir au comte-duc Olivarès, dont l'impéritie, la dureté faisaient perdre le Portugal à son maître. Tout le monde connaissait à Madrid les événements de Lisbonne, que Philippe IV les ignorait encore. Son ministre, craignant qu'il ne les apprît par d'autres que par lui, l'aborda avec un visage riant et se servit de ces étranges paroles pour lui annoncer ce nouveau mal-

heur : « Sire, bonne nouvelle ! la tête a tourné au duc de Bragance ;
» il s'est laissé proclamer roi de Portugal : la confiscation de ses
» biens vous vaudra au moins un million de ducats. »

JEAN IV.

(1640.)

L'exemple donné par la capitale fut promptement suivi par les provinces. Le peuple proclama partout D. João IV, et les Espagnols, contraints de céder au mouvement général, s'enfermèrent dans les places de guerre, qu'on leur enleva bientôt l'une après l'autre. Le roi, aussitôt après son couronnement, convoqua les états généraux pour examiner de nouveau ses droits au trône, qui furent déclarés légitimes. On déchargea la nation des impôts dont les Philippe l'avaient accablée; les emplois de l'État devinrent le partage des principaux conjurés. Tous reçurent la récompense de leurs services. Pinto resta attaché à la personne du prince; sans prendre aucun titre officiel, il n'en eut pas moins une grande autorité, dont il se servit pour affermir le gouvernement qu'il avait si puissamment contribué à fonder. Trois ans plus tard il mourut, laissant la réputation d'un homme d'activité et de cœur, d'un savant laborieux et modeste.

Ses œuvres ont été réunies et publiées à Coïmbre en 1729. Ce sont des réponses aux manifestes du roi d'Espagne, des discours sur l'administration, un recueil des lois de Portugal, et un commentaire sur les poésies lyriques du Camoëns. L'âme du commentateur, cette fois, était à la hauteur du poëte.

L'ordre rétabli dans le royaume, D. João envoya des ambassadeurs dans toutes les cours de l'Europe, pour se faire reconnaître et pour susciter des ennemis à l'Espagne. Il fit une ligue avec les Hollandais

et les Catalans, s'assura l'appui de la France et de l'Angleterre, se prépara à la guerre, en fortifiant les places, rassemblant des soldats, armant des navires. On apprit bientôt que Goa et tout ce qui reconnaissait la domination portugaise en Afrique, au Brésil, ou dans les Indes, avait adhéré à la révolution. Les îles Terceïres qui, par leur position et leur peu d'étendue, étaient plus faciles à défendre, restèrent les dernières sous la domination étrangère, non que les habitants eussent perdu leur vieux patriotisme, mais parce que les Castillans, redoutant sans cesse des révoltes, y entretenaient des garnisons nombreuses. Elles ne furent complétement délivrées que le 16 mars 1642, après plusieurs succès remportés sur les Espagnols par Francisco d'Orneillas et Jean de Bettancourt.

Tandis que tout semblait ainsi prospérer au nouveau monarque, une conspiration, formée au milieu de sa cour, faillit lui arracher le trône et la vie.

Jean IV, pour ruiner la puissance du roi d'Espagne, travaillait à persuader à son beau-frère, le duc de Medina-Sidonia, gouverneur de l'Andalousie, qu'il pouvait, à son exemple, faire insurger le pays où il commandait, et se déclarer indépendant. Le marquis d'Aïamonte, parent de la reine de Portugal, et gouverneur d'une ville espagnole située sur la frontière, s'était chargé de conduire cette négociation. A sa grande surprise, il reçoit un jour des dépêches à l'adresse du comte d'Olivarès cachetées du sceau de l'inquisition de Lisbonne. S'imaginant qu'elles contenaient quelque avis sur ses relations secrètes, il les ouvre, et lit le plan d'une conjuration contre le roi de Portugal.

La noblesse, le peuple, une partie du clergé, avaient accueilli avec joie la révolution ; mais quelques grands avaient vu avec jalousie l'élévation de la maison de Bragance. L'archevêque de Brague, l'inquisiteur et presque tous les moines regrettaient les Espagnols. L'archevêque fut donc l'instigateur d'un complot, où le marquis de Villa-Réal, le duc de Camine, le comte d'Armanar, Antoine Correa, s'engagèrent par ambition.

Le 5 août 1641, on devait mettre le feu au palais ; sous prétexte de porter des secours, les conjurés voulaient y pénétrer, poignarder Jean IV, et nommer le marquis de Villa-Réal gouverneur du royaume en attendant les ordres de l'Espagne.

Quand le jour fixé arriva, les conspirateurs croyant leurs projets

ignorés, étaient sur le point de les exécuter, lorsqu'ils virent entrer des troupes dans la ville. Le prince devait, disait-on, passer une revue dans la cour du palais. Le marquis de Villa-Réal et l'archevêque de Brague, mandés chez le roi, furent arrêtés dans ses appartements pendant qu'on saisissait le duc de Camine sur la place publique. Plusieurs officiers avaient reçu la veille, des mains du prince, des billets cachetés avec la recommandation de les ouvrir à midi; ils y trouvèrent un ordre, pour chacun d'eux, de s'emparer de la personne d'un des conjurés. On n'eut pas besoin, pour convaincre les coupables, de faire usage des lettres saisies par d'Aïamonte; tous avouèrent leur crime. Une commission, prise dans le sein de la chambre souveraine, à laquelle on adjoignit deux grands du royaume, fut chargée d'instruire et de juger l'affaire. Le marquis de Villa-Réal et le duc de Camine furent condamnés à avoir la tête tranchée, les autres à être pendus et mis par quartiers. L'on réserva au roi le jugement de l'archevêque et de l'inquisiteur.

Jean IV, satisfait d'avoir échappé à la mort, insista beaucoup dans son conseil sur le danger qu'il y aurait à livrer au supplice tant de gens de qualité. Son avis ne prévalut pas. On se borna, par égard pour la cour de Rome, à commuer la peine des deux prêtres en une prison perpétuelle, où ils ne tardèrent pas à mourir de maladie, et le 28 août leurs complices furent tous exécutés. En vain l'archevêque de Lisbonne demanda-t-il la grâce d'un de ses amis à la reine. Elle avait l'esprit trop élevé pour ne pas comprendre que la clémence était parfois dangereuse; elle refusa, en répondant avec dignité : « Monseigneur l'archevêque, la plus grande grâce que vous pouvez » attendre de moi sur ce que vous me demandez, c'est d'oublier que » vous m'en ayez jamais parlé. »

Le projet de D. João et du gouverneur de l'Andalousie n'eut pas un meilleur succès. Un moine, qu'ils avaient pris pour confident, raconta tout au comte d'Olivarès; mais comme le duc de Medina-Sidonia était son proche parent, le ministre trouva moyen de le sauver. Le marquis d'Aïamonte fut seul mis à mort.

Pour mieux prouver à Philippe IV l'innocence du duc de Medina, Olivarès eut l'idée de lui faire envoyer un cartel au roi de Portugal. Par ce singulier défi, le gouverneur de l'Andalousie sommait Jean de Bragance, jadis duc, de se trouver, du 1er octobre au 19 décembre 1641, auprès de Valence d'Alcantara, sur la limite des deux

royaumes, pour y combattre, corps à corps, à outrance. L'Espagnol promettait aussi de donner sa ville de San-Lucar de Baraméda au meurtrier de son beau-frère, dans le cas où celui-ci aurait la lâcheté de ne pas se rendre au lieu désigné [1].

Le duc de Medina alla vainement parader sur le champ de bataille; il fit faire les chamades sans qu'aucun adversaire se présentât, et resta le seul héros de la ridicule comédie inventée par Olivarès.

Deux ans plus tard, une autre conspiration contre Jean IV fut encore découverte. Les supplices recommencèrent. On condamna, comme chef de ce nouveau complot, un secrétaire du roi, François de Lucena, homme plein d'habileté et de mérite, qui avait été d'abord attaché à Vasconcellos; Lucena périt sur l'échafaud; mais l'histoire n'a point encore décidé s'il fut criminel ou victime. Les sujets détestaient en lui le secrétaire de leur ancien tyran, et le roi, en ordonnant de le remettre en jugement, céda plutôt à la rumeur publique qu'à sa propre conviction.

Pendant que les Portugais faisaient cause commune en Europe avec les Hollandais, contre Philippe, la guerre n'en continuait pas moins en Amérique entre les deux peuples. Une compagnie des Indes avait été formée par les Provinces-Unies, dès 1621; en 1624, elle envoya Jacob Willekens prendre possession de San-Salvador, qui se rendit sans résistance. La cour de Madrid, loin de s'affliger de cette perte, ne vit là qu'une occasion d'éloigner une partie de la noblesse portugaise, en envoyant une armée au Brésil. San-Salvador fut repris, et les Hollandais quittèrent le pays, mais pour y revenir bientôt en vainqueurs. L'amiral Henri Lonk (1630) s'empara de Fernambouc; Tamaraca (1633), Paraïba (1634), Rio-Grande (1635), éprouvèrent le même sort. Le gouvernement espagnol qui avait causé tous ces désastres, en fermant les ports du Portugal aux vaisseaux Hollandais, fit ainsi passer dans les marchés d'Amsterdam toutes les richesses qu'on apportait auparavant à Lisbonne; quand Jean IV monta sur le trône, sept des quatorze provinces qui formaient la colonie avaient reconnu l'administration de la Hollande.

Une trêve de dix ans fut d'abord signée; l'avarice des marchands chargés par les Provinces-Unies de régir leurs possessions, excita en 1645 une révolte formidable. On devait, à Fernambouc, massacrer

[1] Voir aux Pièces justificatives.

dans une fête publique tous les Hollandais qui avaient pris part au gouvernement. On découvrit le complot, mais les conjurés eurent le temps de s'échapper. Leur chef était un Portugais, né dans l'obscurité, nommé Jean-Fernandez Vieira. De l'état de domestique, il s'était élevé à celui de négociant. Il devait à sa probité la confiance universelle ; ses largesses attachaient une infinité de gens à ses intérêts. Il osa provoquer une insurrection sans l'aveu de son gouvernement. Les Brésiliens s'assemblent autour de lui ; il triomphe dans le combat de Tarocas, auprès de Fernambouc (1645), et poursuit les ennemis avec vigueur. Quelques revers ne servent qu'à développer sa fermeté ; il reprend l'offensive ; mais au milieu de ses succès, un ordre de Jean IV lui enjoint de s'arrêter.

Depuis la trêve, les Hollandais s'étaient emparés, en Afrique et en Asie, de quelques places qu'ils avaient refusé de restituer. Le gouvernement de Lisbonne occupé de grands intérêts, n'avait pas songé à se faire justice. Son impuissance n'ôtait rien à son ressentiment. Dans cette disposition, il avait vu avec plaisir la république attaquée dans le Brésil. L'attention qu'il eut toujours de répandre en Amérique et en Europe, qu'il désavouait les auteurs de ces troubles et qu'il les punirait un jour, fit croire à la compagnie que ces mouvements n'auraient point de suite. Son avarice longtemps amusée de ses fausses protestations, se réveilla enfin. Jean IV averti qu'il se faisait en Hollande des armements considérables, et craignant d'être engagé dans une guerre qu'il désirait éviter, voulut de bonne foi mettre fin aux hostilités.

Vieira qui, pour achever ce qu'il avait commencé, n'avait que son argent, son crédit et son courage, ne délibéra seulement pas s'il obéirait. « Si le roi, dit-il, était instruit de notre zèle, de ses intérêts » et de nos succès, loin de chercher à nous arracher les armes, il » nous soutiendrait de toute sa puissance. » Dans la crainte de voir diminuer l'ardeur de ses compagnons, il se détermina à précipiter les événements. Ils continuèrent à lui être si favorables, qu'avec le secours de Baretto, d'André Vidal, de Henrique Dias et de Pinheiro Camarão, il consomma la ruine des Hollandais. Le 19 avril 1648, Sigismond Van Scoppe, et Bibink, le 19 février 1649, furent battus complétement par lui à Guararapes; assiégés dans leurs places fortes, les Hollandais se trouvèrent dans la nécessité de les rendre ; le peu qui échappa au fer et à la famine évacua le Brésil par une capitula-

tion du 28 janvier 1654, laissant à Fernambouc deux cent quatre-vingt-treize pièces d'artillerie.

La paix que les Provinces-Unies signèrent quelques mois après avec l'Angleterre, paraissait devoir les mettre en état de recouvrer une importante possession, que des circonstances malheureuses leur avaient fait perdre. L'attente générale fut trompée. En 1661, un traité termina définitivement les divisions des deux puissances, et assura la propriété du Brésil entier au Portugal, qui s'engagea, de son côté, à payer à la république huit millions en argent ou en marchandises.

Ainsi sortit des mains des Hollandais une conquête qui donnait à leur État une consistance qu'il ne pouvait obtenir de son propre territoire. Dans cette occasion, la fortune servit merveilleusement Jean IV, et cette fois encore, malgré lui et contrairement à ses ordres.

Il ne fut pas aussi heureux en Orient. L'usurpation de Castille avait porté un coup mortel à la puissance portugaise dans les Indes; en dépit de ses efforts continuels et des succès de ses généraux, D. João ne put réussir à la relever. Les Philippe, tout occupés des affaires d'Europe, négligèrent beaucoup celles de l'Asie. Le vol, le pillage, l'insubordination prirent le dessus. Plusieurs gouverneurs se déclarèrent indépendants, d'autres se vendirent aux indigènes, quelques-uns s'abandonnèrent à la piraterie.

Les négociants des Pays-Bas, qui avaient jusque-là tiré de Lisbonne les denrées de l'Inde, se voyant exclus de tous les ports portugais, par l'ordre du roi d'Espagne, résolurent de se mettre directement en communication avec l'Orient. En 1595, Cornelius Houtmann partit avec quatre vaisseaux pour explorer le littoral de l'Inde, sonder les dispositions des habitants et vérifier les rapports commerciaux de chaque point de la côte. Il rapporta de grandes espérances, car déjà il avait fait alliance avec plusieurs princes javanais.

On envoya alors l'amiral Van Heck avec mission d'organiser des comptoirs dans l'île de Java. La haine que les indigènes nourrissaient contre les Portugais contribua beaucoup à la réussite de l'entreprise. Plusieurs sociétés particulières se formèrent en Hollande pour exploiter en commun le commerce des Indes; mais bientôt une concurrence mal entendue inonda de produits les marchés de l'Orient et de l'Europe. Pour obvier à cet inconvénient et opposer aux Portugais une résistance efficace, toutes les sociétés de la république se réunirent, dès l'année 1602, en une seule grande compagnie des

Indes, qui obtint le droit de faire la paix et la guerre, d'entretenir des garnisons et de se choisir un gouverneur.

Alors commença entre les deux peuples une lutte sanglante qui devait se terminer par l'expulsion des Portugais. Si ces derniers possédaient une plus exacte connaissance de la mer et du pays, les autres pouvaient compter sur une protection plus directe de leur gouvernement, puis le temps et l'expérience apprirent bientôt aux Hollandais les notions qui leur manquaient. Comme ils y joignaient une force maritime supérieure et mieux organisée, ils enlevèrent successivement à leurs ennemis toutes leurs places importantes; les Moluques, en 1621; le Japon et les principales villes du Malabar, en 1633.

Les Anglais s'étaient aussi montrés (1601) sous le prétexte de nuire à l'Espagne, mais en réalité pour avoir leur part des dépouilles du Portugal. Malgré l'opposition de leurs rivaux, ils fondèrent des comptoirs à Java, à Amboine, à Banda; repoussés des Moluques, ils se vengèrent sur le Malabar et le Coromandel. Enfin, appelés par les Persans (1623), ils les aidèrent à chasser les Portugais d'Ormuz, et obtinrent par reconnaissance l'autorisation de construire un comptoir à l'entrée du golfe Persique, Bender-Abassi, ce qui les mit en possession du commerce exclusif des soieries, des tapis d'Orient et des étoffes d'or.

Tel était l'état des affaires en Asie lors de l'avénement de Jean IV. Le nouveau roi venait d'être proclamé dans les Indes, quand les Hollandais tournèrent leurs armes contre la ville de Malaca et s'en rendirent maîtres, malgré la résistance héroïque des assiégés (1641). Le chef des vainqueurs, par une jactance qui n'est pas de sa nation, demanda au général vaincu quand il reviendrait. « Lorsque vos pé» chés seront plus grands que les nôtres, » répondit le Portugais.

C'était en effet tout le secret de la faiblesse des premiers conquérants; leurs vices, leur tyrannie les avaient rendus odieux, et les indigènes, espérant un meilleur avenir, secondaient partout les projets des autres Européens. Avec un peu de modération de la part des gouverneurs et de leurs agents, on aurait pu gagner l'affection des Indiens, faire de leur pays une seconde Lusitanie, qui aurait conservé la liberté pendant que la métropole subissait un joug étranger. La délivrance tardive de la patrie, au lieu d'être le résultat d'une conspiration, eût été l'œuvre de nobles émigrés qui, réfugiés en Asie, y auraient promptement préparés les moyens d'arracher le territoire

national aux Espagnols. Il n'en fut point ainsi. La servitude et la conquête devinrent le châtiment de l'avarice et de la débauche.

En Afrique, les Hollandais s'étaient emparés de plusieurs points de la côte australe, entre autres de Loanda, de l'île de Saint-Thomas et d'Angola. Ils empêchaient les vaisseaux portugais de venir acheter des esclaves pour les possessions du Brésil. Il était donc de la plus haute importance de les chasser de ces positions. Salvador Correâ de Sà eut cette gloire en 1648. Parti de Rio-Janeiro, il vint menacer Loanda, qui se rendit après un premier assaut; il soumit ensuite la forteresse de Benguela. Tout le royaume d'Angola se trouva purgé de Hollandais, et l'île de Saint-Thomas rentra sous la domination de Jean IV.

La situation était plus difficile dans les Indes. Les vice-rois pouvaient tout au plus se maintenir; les chances se balancèrent longtemps; elles semblèrent même tourner un instant tout à fait en faveur des Portugais sous la sage administration de Marcarenhas. Mais leur prospérité était finie sans retour; et malgré une lutte pénible qui se soutint pendant tout le règne de Jean IV, les Hollandais parvinrent à chasser leurs rivaux.

Quand l'amiral Spilberg se présenta pour la première fois à Ceylan, il trouva les Portugais occupés à bouleverser le gouvernement et la religion du pays; il s'empressa d'offrir ses services au roi de Candy, qui les accepta avec transport. « Vous pouvez assurer vos maîtres, » lui dit le monarque, que s'ils veulent bâtir un fort, moi, ma » femme et mes enfants nous serons les premiers à porter les maté» riaux nécessaires. » Partout on accueillit ainsi les Hollandais avec empressement, par la seule raison qu'ils respectaient les usages établis, et, qu'occupés seulement du commerce, ils ne songeaient à convertir personne.

Les deux nations rivales se firent une guerre acharnée jusqu'au 12 mai 1656. A cette époque, Antoine de Souza, gouverneur de Colombo, réduit par un long siége aux dernières extrémités, remit la place aux Hollandais, et l'île de Ceylan devint définitivement leur conquête.

Après la conspiration de Lucena, tous les souverains de l'Europe, excepté l'empereur et le pape, reconnurent l'autorité de Jean IV, et envoyèrent des ambassadeurs à sa cour. Les Français et les Anglais s'étaient déclarés pour lui dès 1641, et avaient mis en mer quelques

vaisseaux pour protéger sa marine contre les attaques des Espagnols. Dès que Philippe IV menaça sérieusement les frontières, ils lui envoyèrent de nouveaux secours, qui lui permirent de résister avec avantage et même de prendre l'offensive, en faisant ravager la Galice et l'Estramadure par un corps d'armée.

Après quelques succès de détail, Mathias d'Albuquerque résolut de marcher hardiment contre les Espagnols, à la tête de six mille hommes, douze cents chevaux et de six pièces d'artillerie; il s'empara de Villar del Rey, de Montijo, et battit, près de Campo-Mayor, les Castillans commandés par le baron de Molinguen.

Cette victoire jeta le découragement parmi les ennemis. On ne combattit plus que faiblement, sans cependant suspendre les hostilités, qui reprirent de l'activité sous le règne d'Alfonse VI. D João n'avait qu'une armée mal payée, composée en grande partie de milices, plus propres à faire des courses qu'à tenir la campagne. Le roi d'Espagne, de son côté, manquait de généraux, et avait peine à se défendre à la fois contre tous ses ennemis. « L'une et l'autre nation, » dit Vertot, se conserva ainsi plutôt par la faiblesse du parti con» traire que par ses propres forces; et l'épuisement d'argent où se » trouva Philippe IV à la fin de son règne, tint lieu de richesse au » roi de Portugal. »

Le gouvernement intérieur de Jean IV était tout paternel. Il apportait dans les affaires cette facile bonhomie qui lui avait captivé l'affection du peuple quand il n'était encore que duc de Bragance. Il corrigea quelques abus dans l'administration de la justice et des finances. Pour rendre hommage au caractère religieux de sa nation, il mit le royaume sous la protection de la Vierge. Sa femme, à laquelle il devait en grande partie la couronne, lui donna souvent d'utiles conseils, dont il eut la sagesse de profiter; mais elle ne pouvait malheureusement lui donner l'énergie dont il manquait. Sa politique resta incertaine, irrésolue, et ses alliés, comme ses ennemis, tirèrent grand avantage de ces perpétuelles hésitations.

L'Angleterre surtout vendit chèrement sa protection. Depuis ce temps, mêlée à toutes les affaires du pays, elle trouva le moyen de dominer entièrement sur la côte occidentale de la Péninsule, et de détourner à son profit les richesses des Indes et du Brésil. Ainsi, de l'avénement de la maison de Bragance date la toute-puissance de la cour de Londres en Portugal, et cette alliance a déjà attiré sur ce

malheureux royaume dix fois plus de maux qu'elle ne lui a jamais procuré d'avantages.

Jean IV se permit cependant un acte de fermeté contre ses dangereux alliés. Après la mort de Charles Ier, une escadre commandée par ses neveux, les princes palatins Robert et Maurice, resta fidèle à la cause de Charles II, et vint se réfugier dans le port de Lisbonne pour éviter l'amiral Black, envoyé à leur poursuite par Cromwell. L'amiral eut l'insolence de faire dire au roi de Portugal qu'il brûlerait tous les vaisseaux qui se trouvaient dans le port si les princes n'étaient à l'instant expulsés. Le roi ne répondit qu'en mettant à la mer une flotte devant laquelle les Anglais battirent en retraite (1650).

D. João tenait beaucoup à son autorité sur sa famille. Il se montra fort sévère pour son fils aîné, Théodose, qui s'était rendu sans son ordre dans l'Alentejo pour y combattre les Espagnols. Ce prince, rappelé à la cour, y fut reçu froidement par son père, qui le tint dès lors tout à fait éloigné des affaires (1651). On blâma généralement cette rigueur inutile; elle excita l'intérêt en faveur de l'infant, et rendit plus vive la douleur publique lorsqu'il mourut l'année suivante à l'âge de dix-neuf ans.

Le roi ne devait lui survivre que quatre années; dès les premiers mois de 1656, un dépérissement graduel et prématuré annonça sa fin prochaine. Le 6 novembre, sentant la maladie arrivée à son terme, il fit appeler tous les grands de la monarchie, tous les chefs des ordres, pour leur recommander la défense de la patrie et la conservation de la foi pendant la minorité de son fils Alfonse, qu'il avait fait reconnaître pour son successeur, immédiatement après la mort de Théodose. Il annonça ensuite à la reine qu'il lui laissait la régence, embrassa ses enfants et expira à l'âge de cinquante-deux ans après en avoir régné seize.

Ce prince avait eu de Françoise de Guzman, sa femme, sept enfants, dont trois seulement lui survécurent : Alfonse, né en 1643, qui lui succéda; D. Pèdre, né en 1648, qui monta aussi sur le trône, et dona Catherine, née en 1638, qui devint, en 1661, la femme de Charles II, roi d'Angleterre. Après le décès de son mari, cette princesse retourna à Lisbonne, et y mourut en 1705.

ALFONSE VI.

(1656.)

Des revers signalèrent d'abord la régence de Françoise de Guzman. Les Portugais furent forcés de lever le siége d'Olivença et celui de Badajoz, après avoir fait de grandes pertes devant ces deux places. Malgré cela on vit avec plaisir le gouvernement entre les mains d'une princesse dès longtemps chère au peuple. On savait que son courage ne reculait point devant les obstacles; on connaissait sa haine contre l'étranger : on se reposa sur elle avec confiance du soin d'empêcher la ruine du pays.

Jean IV laissait l'État dans la situation la plus critique; il fallait combattre les Hollandais en Asie, au Brésil, dans les Indes, et les Espagnols en Europe. Les soldats, les généraux, l'argent, manquaient. Fatigués d'une guerre interminable, les alliés du Portugal, la France et l'Angleterre, semblaient disposés à conclure la paix avec l'Espagne; et, une fois débarrassé de ces deux ennemis, le roi de Castille allait fondre sur le royaume avec toutes ses forces.

La régente sortit presque constamment avec bonheur de toutes ces difficultés. Pour relever l'énergie des troupes, elle changea leurs chefs, confia le commandement à D. Luiz de Ménéses et à D. André d'Albuquerque; ils avaient ordre de délivrer Elvas, ville menacée par les Castillans, et sur le point de se rendre après une opiniâtre défense. L'armée se composait seulement de huit mille hommes d'infanterie et de deux mille cinq cents chevaux : c'était assez pour rendre l'espérance aux assiégés.

Les Espagnols, commandés par D. Luiz de Haro, étaient renfermés dans un camp retranché ; ils laissèrent les ennemis s'approcher sans s'inquiéter de leur présence. Le 14 janvier les Portugais prennent les armes, annoncent l'intention de commencer l'attaque. Les fossés du camp sont comblés par des fascines. Ménéses et ses soldats forcent les Espagnols dans toutes leurs positions. André d'Albuquerque et un grand nombre d'officiers périssent dans le combat, mais la ville est libre (1659).

La reine, profitant habilement de ce premier triomphe, fit continuer la guerre avec vigueur dans l'Alentejo, d'où on repoussa les Espagnols. Il n'en était pas de même dans la province d'Entre-Duero-è-Minho ; on y perdit la ville de Monçaon. Le siége de cette place, commencé en 1658, se continua l'année suivante, et la ville se trouva réduite à l'extrémité.

Pendant tout ce temps les femmes donnèrent un noble exemple qui n'est pas le seul dans l'histoire du pays ; elles avaient d'abord pansé les blessés et servi les malades ; accoutumées ensuite aux fatigues de la guerre, elles devinrent de braves combattants. Sous les ordres d'Hélène Pérès, veuve de Jean Figueira, leur troupe partagea les dangers de la garnison, soutint l'assaut avec elle. Quand on capitula, ces femmes intrépides furent traitées comme les soldats, et se retirèrent par la brèche avec armes et bagage.

Malgré cette perte, la bataille d'Elvas assurait au Portugal les honneurs de la campagne ; mais chaque jour la paix devenait plus probable. Mazarin gouvernait la France ; déjà une trêve avait été signée avec l'Espagne, et l'on parlait d'un mariage qui devait consommer la réconciliation des deux pays. La régente résolut d'envoyer une ambassade à Paris, afin d'empêcher de rien conclure et pour offrir à Louis XIV la main de Catherine, sa fille, alors âgée de vingt et un ans ; ainsi quatre princesses se trouvèrent aspirer à cette union : les deux infantes de Portugal et de Castille, Henriette d'Angleterre, depuis duchesse d'Orléans, et Marguerite de Savoie, qui devint duchesse de Parme. La cour de France préféra dona Marie-Thérèse d'Espagne, mais Anne d'Autriche et son ministre eurent grand soin de tenir longtemps cette décision secrète, afin d'inquiéter Philippe IV, en feignant d'écouter d'autres propositions.

Dans ce but, l'ambassadeur d'Alfonse VI fut accueilli avec prévenance, mais on lui répondit que le mariage de Louis XIV avec l'infante

d'Espagne était décidé si le roi son père acceptait les articles proposés; que la France désirait la paix et ne pouvait donner aucun secours, épuisée comme elle l'était d'hommes et d'argent. Turenne défendit avec chaleur les intérêts du Portugal. Il représenta que c'était rendre à l'Espagne toute sa puissance, que de lui sacrifier un pays si récemment délivré de son joug. Cette raison ne put prévaloir contre l'avis d'Anne d'Autriche, qui voulait placer la fille de son frère sur le trône de France; elle fit impression cependant sur l'esprit du ministre, qui indiqua à l'ambassadeur deux hommes excellents pour commander les armées de la régente : le comte de Schomberg, Allemand de naissance, et le comte d'Inchiquin, Irlandais, tous deux au service de France, et qui allaient se trouver sans emploi.

Cependant les ministres de France et d'Espagne s'étaient rassemblés sur la frontière des deux États, pour régler les conditions de la paix; on envoya à Lisbonne le marquis de Choup, pour communiquer à la régente les résolutions de la conférence en ce qui regardait le Portugal. On y proposait de remettre le royaume dans la même situation qu'avant 1640, sous la promesse jurée par Philippe IV, de rétablir la maison de Bragance dans tous ses honneurs, prérogatives, biens et domaines, et de créer à perpétuité les ducs de cette maison gouverneurs et vice-rois du Portugal.

Le 20 novembre 1659, la paix des Pyrénées fut signée, et l'on n'eut pas honte de stipuler dans ce traité que si Alfonse VI ne se soumettait pas, dans les trois mois, aux articles qu'on lui avait communiqués, le roi de France engageait sa parole pour lui et ses successeurs « de ne donner au Portugal, ni en commun, ni à aucunes personnes » de quelque dignité, état, qualités et conditions qu'elles fussent, » alors ni dans la suite, aucune aide, ni assistance publique ni secrète, » directement ou indirectement, d'hommes, armes, munitions, » vivres, vaisseaux ou argent, sous quelque prétexte que ce fût; » comme aussi de ne permettre qu'il se fît de levées en aucun endroit de ses États, ni accorder passage à aucunes qui pourraient » venir d'autres États au secours dudit royaume de Portugal. »

La maison de Bragance était donc sacrifiée complétement. Mazarin abandonnait à l'Espagne un malheureux pays, dont Richelieu avait protégé la révolte, et qui sans doute serait devenu de nouveau la conquête de son dangereux voisin sans l'énergie de la régente, l'habileté de Schomberg et les secours efficaces de l'Angleterre.

D'abord les négociations commencées à Londres n'eurent aucun résultat ; il ne pouvait en être autrement sous l'administration agitée du fils de Cromwell et pendant l'anarchie qui la suivit. En 1660, François de Mello parvint enfin à conclure un traité par lequel la régente put lever dans les trois royaumes dix mille hommes d'infanterie et deux mille cinq cents chevaux, pour faire la guerre au roi catholique, sous la condition d'acheter en Angleterre les armes et munitions nécessaires. La Grande-Bretagne faisait ainsi un excellent marché, tout en paraissant faire un acte de générosité. Cette convention fut en effet très-utile au Portugal pour le moment présent, et le mit en état de soutenir avec succès son refus positif d'adhérer au traité des Pyrénées.

Le rétablissement de la royauté en Angleterre rendit l'alliance entre les deux pays plus intime. Charles II épousa (18 mai 1662) l'infante Catherine, sœur d'Alfonse VI, et, à cette occasion, on confirma par un nouveau pacte tous les traités passés. On convint également qu'on cèderait à la Grande-Bretagne la ville de Tanger en Afrique, l'île de Bombay dans les Indes, et que l'infante recevrait une dot de deux millions de cruzades, moyennant quoi Charles II s'engagea à secourir son allié partout où il serait nécessaire, notamment en Europe, contre le roi d'Espagne ; dans les Indes et au Brésil, contre les Hollandais.

Ces conditions furent diversement jugées par les Portugais. Les uns prétendaient que c'était livrer le pays aux Anglais, qu'ils allaient en devenir les maîtres et confisquer toutes ces richesses à leur avantage ; d'autres, au contraire, approuvèrent complétement la régente, soutenant que ce n'était pas payer trop cher un appui solide, dont il était impossible de se passer sans retomber sous le joug de la Castille.

Tous avaient raison. La reine, en signant cette alliance avec un souverain qui devenait son gendre, ne fit que subir honorablement la loi de la nécessité, et sauva la nationalité du pays aux dépens de quelques colonies que la métropole ne pouvait plus défendre ; car les Hollandais, continuant leurs conquêtes depuis l'avénement d'Alfonse VI, s'étaient emparés de Manar, de Jafanapatan, de Négapatan et de Coulão. Françoise de Guzman s'assura ainsi une protection efficace ; un général habile commandait ses armées ; les affaires du royaume, désespérées au commencement de sa régence, étaient rétablies, et le trône chancelant de son fils, glorieusement affermi.

Malheureusement ce prince était peu digne de porter une couronne. Attaqué, dès l'âge de quatre ans, d'une paralysie qu'on eut beaucoup de peine à guérir, son éducation avait été très-négligée. Plus tard, on voulut, pour rétablir complétement sa santé, lui faire faire des exercices violents. Il y prit un tel goût que la lutte, la course et la chasse devinrent ses seules occupations. Son caractère était sombre et farouche. Des débauches prématurées achevèrent de le dégrader. Il donna l'exemple de tous les scandales; sortant la nuit de son palais, courant dans les rues de Lisbonne, il assommait à coups de bâton les citoyens inoffensifs. Son cortége habituel se composait de jeunes gens vicieux qu'il appelait ses *braves*, et son plus cher favori était un certain Conti, fils d'un marchand, dont la basse complaisance ne connaissait point de bornes. Alfonse détestait surtout sa mère, mais il redoutait trop son autorité pour essayer de la lui ravir.

La régente désolée, reporta toute son affection sur son second fils, D. Pèdre; elle aurait voulu dès lors le mettre sur le trône, n'osa cependant point le tenter, et chercha les moyens de corriger le roi. Elle crut que le meilleur serait de lui enlever son favori. Conti, par ses ordres, se vit contraint de s'embarquer pour le Brésil. Ce fut positivement ce qui perdit la reine.

Alfonse choisit pour confident le comte de Castel Melhor, courtisan adroit, ambitieux, doué de talents réels, dont les mœurs étaient assez corrompues pour lui mériter l'affection de son maître, et pas assez pour l'empêcher d'étudier et de conduire les affaires. Il répéta si souvent au roi que, majeur depuis longtemps, il n'avait qu'à vouloir pour faire cesser la tyrannie de sa mère, que le prince se détermina enfin à régner. Il quitta secrètement Lisbonne, se rendit à Alcantara, et envoya dire aux gouverneurs des provinces que la régence étant terminée, il prenait en main l'administration.

La reine, abandonnée de toute la cour, comprit qu'il lui fallait se démettre d'un pouvoir qu'elle n'avait conservé que pour la gloire et le bonheur du pays. Elle écrivit à son fils, qu'il ne devait pas s'emparer du sceptre par surprise, comme un voleur, mais le recevoir de ses mains en présence des grands et des magistrats. Il revint donc à Lisbonne (26 juin 1662), et Françoise de Guzman lui rendit publiquement les sceaux de l'État renfermés dans une bourse: « Voilà, » dit-elle, les sceaux qui m'ont été confiés avec la régence en vertu » du testament du feu roi, mon seigneur; je les remets entre les

» mains de Votre Altesse avec l'autorité qui les accompagne, et je
» prie Dieu que tout réussisse sous votre conduite comme je le
» souhaite. »

Noble vœu qui devait se réaliser, non par la prudence du monarque, mais par suite de la sagesse qui avait présidé à toutes les mesures adoptées par la régente. Cette princesse resta quelque temps à la cour, puis indignée de l'ingratitude de son fils et de la hauteur du comte de Castel Melhor, elle se retira dans un couvent où elle mourut quatre ans plus tard (27 février 1666).

Le roi d'Espagne ne vit pas plutôt Alfonse régner par lui-même, que, dans l'espérance de réduire le Portugal, il rassembla une armée sous la conduite du valeureux D. Juan d'Autriche. Mais Schomberg était là pour suppléer à l'incapacité du roi : aidé du comte de Villaflor, il marcha hardiment à l'ennemi, le vainquit une première fois à la bataille d'Amexial, le contraignit ensuite à lever le siége de plusieurs places, et le réduisit enfin à chercher lui-même les moyens de se défendre ; tandis qu'un autre corps de troupes, commandé par le marquis de Marialva, allait s'emparer de Valence d'Alcantara dans l'Estramadure espagnole (24 juillet 1664), et que dans la province de Beira, Pèdre-Jacques de Magalhães délivrait Castel-Rodrigo, par la défaite du duc d'Ossuna.

Le comte de Castel Melhor, attribuant à l'habileté de son ministère des succès auxquels il n'avait aucune part, mécontenta Schomberg, qui voulut se retirer après la prise de Valence. Il avait, disait-il, moins de peine à vaincre les Castillans que l'opiniâtre jalousie des Portugais. Le comte de Villaflor, auquel on avait laissé la qualité de général en chef pour ménager l'amour-propre national, abusait en effet souvent de ce vain titre en contrariant les plans de son collègue, et cédait en cela au sentiment de répugnance inné chez ses compatriotes pour tout étranger revêtu d'un commandement. Toutefois, Schomberg se rendit après quelque hésitation aux instances du marquis de Marialva, et consentit à continuer ses victoires ; il poursuivit avec vigueur les Espagnols, les battit en plusieurs rencontres, et leur fit enfin éprouver à Montes-Claros une défaite complète (17 juin 1665). La lutte continua encore jusqu'en 1668, mais dès ce jour la cause qui lui était confiée ne fut plus douteuse.

Tous ces succès valurent à Alfonse VI le surnom de *Victorieux*, dont Castel Melhor le décora ; il espérait ainsi rendre plus respectable,

aux yeux du peuple, un prince avili par ses vices. L'année suivante, pour le réhabiliter comme homme, il le maria avec Marie-Françoise de Savoie, fille de Charles-Amédée, duc de Nemours, et d'Élisabeth de Vendôme. Les noces se célébrèrent avec pompe : toute la cour admira la beauté de la jeune reine ; l'infant D. Pédro en parut vivement touché, et le premier regard de cette princesse parut moins favorable au roi qu'à son frère (juin 1666).

Pèdre avait alors vingt ans ; il était aussi aimable, aussi galant qu'Alfonse était farouche et brutal ; une jeune Française élevée à la cour brillante de Louis XIV, devait nécessairement préférer un pareil prince au stupide époux que la politique lui imposait : ils s'entendirent parfaitement l'un l'autre. L'infant avait de graves reproches à adresser au roi et à son ministre, qui, sans égard pour sa haute naissance, affectaient de le traiter avec mépris. Il s'était créé un parti nombreux de tous les ennemis de Castel Melhor ; ses inclinations nobles, sa conduite sage et mesurée, lui avaient gagné l'estime générale. Bientôt la beauté de la reine, ses malheurs, ses plaintes, lui attirèrent la compassion, et il se forma à la cour un troisième parti. La femme d'Alfonse et D. Pédro étaient jeunes, aimés du peuple : leur cause était commune. Tout céda à la puissance de l'amour uni à l'ambition.

Mademoiselle de Nemours n'était pas mariée depuis un an, que déjà les amis de son beau-frère semblaient s'étonner de sa stérilité ; on comparait le roi à Henri IV de Castille, bien qu'il fût publiquement reconnu qu'il avait un fils naturel. Alfonse ayant fait ouvrir à la ruelle du lit de sa femme, une porte dont lui seul avait la clef, la princesse osa dire qu'on cherchait à couvrir, aux dépens de son honneur, la honte du monarque infirme qui voulait, en haine de son frère, avoir à tout prix des héritiers directs.

Le comte de Castel Melhor, ferme au milieu de toutes ces intrigues, surveillait exactement les projets de l'infant. Il fallait donc pour arriver au prince, trouver le moyen de perdre le ministre. On y réussit. Schomberg prit parti pour la reine. On persuada au roi que son favori était l'auteur de tous les troubles qui agitaient le palais, et Castel Melhor, craignant pour ses jours, passa en Italie.

D. Pédro alors, qui depuis longtemps refusait de paraître à la cour, sous prétexte que sa personne n'y était point en sûreté, s'empressa de rendre visite à son frère, et lui proposa d'assembler les états.

Alfonse VI comprit vaguement qu'un pareil conseil cachait une conspiration contre lui, mais n'étant plus soutenu par son ministre, il n'osa refuser, et convoqua les cortès pour le 1er janvier 1668.

Le 21 novembre 1667, la reine, de concert avec l'infant, et après avoir pris l'avis de son confesseur, se retira au couvent des religieuses de l'Espérance, de l'ordre de saint François; de là elle écrivit aux chanoines du chapitre de Lisbonne, qu'elle fuyait la compagnie de son époux, parce que le mariage contracté entre eux n'avait point été consommé, ajoutant que la délicatesse de sa conscience ne lui permettait pas de taire plus longtemps une vérité aussi importante.

A cette nouvelle, Alfonse courut au couvent pour en arracher la reine ; on lui en refuse l'entrée. Le lendemain, D. Pédro se rend au palais et fait arrêter son frère, qui signe une abdication arrachée par la force. L'infant se contenta cependant du titre de régent que les cortès lui confirmèrent, malgré le vœu du peuple qui voulait absolument qu'il se déclarât roi.

D. Pédro commença son gouvernement par conclure la paix avec l'Espagne. La guerre durait depuis vingt-huit ans. Les deux parties en désiraient la fin ; elles acceptèrent la médiation du roi d'Angleterre, et les ambassadeurs des trois puissances, réunis à Lisbonne dans le couvent de Saint-Éloy, signèrent, le 13 février 1568, un traité par lequel la couronne de Portugal fut reconnue indépendante de celle de Castille.

Il ne manquait plus au bonheur du régent que d'épouser sa belle-sœur. Mais il fallait sauver les apparences et justifier cette union aux yeux de la politique. Le mariage d'Alfonse étant déclaré nul par sentence des évêques et des théologiens chargés par le pape d'examiner l'affaire, la reine demanda aux cortès la restitution de sa dot, afin de s'en retourner en France.

Les états étaient composés des amis de l'infant ; ils se rendirent auprès de la reine pour la supplier de rester et d'épouser D. Pédro. L'un et l'autre cédèrent sans peine à ce vœu, et le mariage se célébra le 2 avril 1668. Le canon d'allégresse alla retentir jusque dans la prison du malheureux Alfonse. « Mon frère m'a pris mon trône et » ma femme, dit-il ; il ne se dégoûtera pas du pouvoir, sans doute, » mais pour la Française, je réponds qu'il en sera bientôt las comme » je l'ai été. » Il dit vrai.

L'année suivante, le roi dépossédé fut relégué dans l'île de Tercère,

où il eut la liberté de se livrer au plaisir de la chasse. Des bruits répandus qu'on voulait se défaire de lui dans l'éloignement, le firent ramener en Portugal et conduire dans le château de Cintra, à quatre lieues de Lisbonne. C'est là que, durant quinze ans, Alfonse VI vécut misérable, renfermé dans une chambre étroite, où l'on voit encore sur la dalle usée la trace de ses pas multipliés. Il mourut le 12 septembre 1683, et son frère prit aussitôt le titre de roi.

Ce château de Cintra a été bâti par les Maures. Fécond en souvenirs historiques, il est remarquable aussi par sa bizarre architecture. De nombreuses terrasses, s'élevant par étages, sont couvertes d'arbres fruitiers, de myrthes et de fleurs. Du milieu de ces jardins suspendus, l'eau, contenue dans des bassins de marbre, s'échappe, s'élance en jets hardis jusqu'au faîte de l'édifice, puis retombe en gerbes pour aller former des cascades, dont le murmure incessant doit porter à une indéfinissable mélancolie les habitants de ce palais singulier. Posé comme une vaste corbeille chargée de fleurs au milieu d'un riant parterre, le château de Cintra s'élève, tout paré, du sein d'un délicieux vallon. Bien peu de voyageurs oublient de faire un pèlerinage à ce site pittoresque, qui a inspiré au chantre de *Childe-Harold* quelques strophes heureusement reproduites par M. Ragon. Laissons-nous aller au charme de les citer :

Race dégénérée. . . . .
. . . .
Combien autour de toi de merveilles perdues !
Vois cet Eden nouveau suspendu dans les nues,
Cintra, du haut des monts contemplant sous ses pieds
Une scène féconde en sites variés,
Et de tous les trésors que la nature assemble
Sous mille aspects divers un magnifique ensemble.
Pour rendre quelques traits de ce riche tableau,
Qui ne prendrait en vain la plume ou le pinceau ?
Beaux champs élyséens, que le chantre d'Énée
Révéla sur sa lyre à la terre étonnée,
Quoique la Grèce antique ait vanté vos appas,
A tant d'enchantements ne vous comparez pas.

Ce roc majestueux, ce cloître sur la cime,
Ce liége aux blancs rameaux pendant sur un abîme,
Cette lande brunie au soleil du midi,
Ce vallon que ses feux n'ont jamais attiédi,
De ces flots azurés la tranquille étendue,
Dans la plaine à grand bruit la cascade épandue,

L'oranger au fruit d'or, le saule amant des eaux,
La vigne qui mûrit au penchant des coteaux,
Les monts, les bois, les flots, et la lumière et l'ombre,
Charment l'œil ébloui de prestiges sans nombre.

PÈDRE II.

(1683.)

Pendant le règne d'Alfonse, les Hollandais s'étaient emparés de Cranganor (1662), de Cochin (1663) et de Cananor. D. Pèdre ne leur reprit point ces places, mais les empêcha de faire de nouvelles conquêtes. Au Brésil, tout prospéra. L'on y découvrit les premières mines d'or (1699); l'agriculture fit de grands progrès ; et le Portugal, sous le gouvernement pacifique du nouveau souverain, redevint florissant et tranquille.

La reine mourut le 27 décembre 1683, deux mois après son premier mari, laissant seulement une fille qui ne se maria point. Le 11 août 1667, D. Pédro épousa, en secondes noces, Marie-Sophie de Bavière, fille de Guillaume, électeur palatin du Rhin. Il eut de cette princesse sept enfants, tous morts sans postérité, à l'exception de son second fils, D. João, qui lui succéda. Le roi laissa aussi plusieurs enfants naturels, entre autres : D. Louise, qui fut légitimée et devint successivement l'épouse de D. Luiz et de D. Jaime, tous deux ducs de Cadaval ; et D. Miguel, qui épousa D. Louise de Souza Tavares da Silva, héritière de la maison des comtes d'Aronches.

La paix se maintint sans troubles jusqu'en 1701. Charles II, roi d'Espagne, étant mort alors en laissant le trône à Philippe d'Anjou, petits-fils de Louis XIV, D. Pèdre se déclara d'abord en faveur de la France, puis abandonnant ce parti (1703), fit alliance avec l'empereur Léopold I[er], Guillaume III, roi d'Angleterre, et la république de

Hollande. Il entra, en conséquence, dans l'Estramadure, soumit Valence, Coria, Albuquerque, Alcantara, Placentia, Ciudad-Rodrigo. Son armée, unie aux Anglais, pénétra même jusqu'à Madrid, sous les ordres du marquis de Las Minas, et fit proclamer dans cette capitale le second fils de l'empereur Léopold, sous le nom de Charles III (27 juin 1706).

Le 9 décembre suivant, D. Pèdre II mourut d'apoplexie, à l'âge de cinquante-huit ans. Sous son règne, les cortès furent, pour la dernière fois, régulièrement convoqués, et, jusqu'en 1820, ses successeurs exercèrent un pouvoir absolu et sans contrôle.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I.

Lois de Lamégo.

1° Que le roi Alfonse vive et qu'il possède ce royaume. S'il a des enfants mâles, ils lui succèderont ainsi : le fils succèdera au père ; après le fils, le petit-fils ; ensuite le fils du petit-fils, et ainsi de tous les autres, jusqu'à la fin des siècles.

2° Si le premier fils du roi vient à mourir, le second sera roi ; si le second meurt, le troisième sera roi, et ainsi de tous les autres, qui succèderont les uns aux autres.

3° Si le roi meurt sans enfants, et qu'il ait un frère, il sera roi, et lorsqu'il sera mort, son fils ne pourra succéder à la royauté, à moins que les évêques, les gouverneurs des villes et les chefs de la noblesse n'y consentent. S'ils y consentent, il sera roi.

4° Si le roi de Portugal meurt sans enfants mâles, et qu'il laisse une fille, elle sera reine ; mais elle ne pourra se marier qu'à un Portugais noble, lequel ne sera reconnu pour roi que lorsqu'il aura eu un enfant mâle de la reine. Lorsqu'il se trouvera à une assemblée avec elle, nous voulons qu'il se place à sa gauche, et qu'il soit sans couronne à la tête.

5° Nous voulons que cette loi soit toujours observée ; savoir : que la fille aînée du roi se marie à un Portugais, afin que le royaume ne puisse jamais passer dans des mains étrangères. Si elle ne le fait pas, elle sera dès ce moment exclue de la succession, parce que nous ne voulons point que la couronne tombe en d'autres mains qu'en celles des Portugais.

6° Tous ceux qui descendront de la reine, de ses fils et petits-fils, seront très-nobles. Tout Portugais (pourvu qu'il ne soit ni Maure ni juif) qui aura délivré le roi de quelque péril, sera noble. S'il a été pris par les infidèles, et qu'il demeure constamment attaché à la loi de Jésus-Christ, ses enfants seront nobles. Celui qui aura tué le roi des ennemis, ou son fils, ou fait prisonnier son écuyer, sera noble. Toute l'ancienne noblesse conservera son rang, tel qu'elle le possédait. Tous ceux qui ont combattu à la bataille d'Ourique seront pour toujours nobles, et appelés mes sujets par excellence.

7° Si des personnes nobles se sont enfuies du combat; si elles ont frappé une femme de leur épée ou de leur lance; si elles n'ont pas délivré, dans l'occasion d'un péril, le roi, son fils ou son écuyer, pouvant le faire; si elles ont porté de faux témoignages; *si elles ont déguisé la vérité au roi;* si elles ont mal parlé de la reine, ou de ses filles; si elles se sont retirées chez les Maures; si elles ont volé, blasphémé contre Dieu et Jésus-Christ, ou attenté à la vie du roi, elles seront dégradées, elles et leur postérité, de leur noblesse.

8° Que tout homme ou toute femme qui aurait volé deux fois, serait exposé ou exposée, à demi-nu ou nue, dans une place publique: qu'à la troisième fois, on lui mettrait un écriteau sur le front, qui apprendrait aux passants que c'est un voleur, et ensuite, qu'on le marquerait d'un fer rouge, et qu'à la quatrième fois, il serait condamné à la mort; mais qu'on communiquerait la sentence au roi avant de l'exécuter.

9° Que toute femme adultère, convaincue de ce crime devant le juge par son mari, serait brûlée toute vive avec son amant; mais que le roi serait préalablement instruit du fait. Si le mari ne veut pas qu'on la brûle, on ne la brûlera pas, et alors son complice ne le sera pas non plus, mais il sera renvoyé en liberté, n'étant pas juste d'accorder la vie à la femme, sans l'accorder en même temps à l'homme.

10° Tout meurtrier sera condamné à mort, de quelque qualité qu'il soit. Tout violateur d'une fille noble sera puni de même, et son bien confisqué à son profit; si la fille n'est point noble, on les mariera ensemble, quand même l'homme serait noble.

11° Si quelqu'un se plaint qu'on lui a usurpé son bien, il en informera le magistrat, qui lui rendra justice.

12° Si quelqu'un en a blessé un autre avec un fer pointu ou avec un bâton, il sera condamné à une amende pécuniaire.

13° Celui qui outragera de parole ou qui frappera un gouverneur de place ou tout autre magistrat, sera marqué d'un fer chaud, à moins qu'il ne lui fasse réparation d'honneur, ou qu'il ne lui paye une certaine somme d'argent.

II.

Bulle du pape qui donne à Alfonse-Henriquez le titre de roi.

Alexandre, évêque serviteur des serviteurs de Dieu, à notre très-cher fils en Jésus-Christ, don Alfonse, roi de Portugal, et à ses descendants ; il est prouvé par toutes les guerres que vous avez soutenues contre les infidèles, et par les dépouilles précieuses que vous avez consacrées à la sainte Église votre mère, qu'un véritable zèle vous enflamme pour l'avancement de la foi chrétienne. Il est juste que nous vous aimions sincèrement, et que nous écoutions les prières raisonnables de ceux que le ciel semble avoir choisis pour gouverner le peuple, et pour veiller à son salut.

Connaissant donc votre rare prudence, votre amour pour la justice, et vos sublimes talents dans le grand art de régner, nous vous recevons sous la protection de saint Pierre ; nous vous accordons et nous vous confirmons le titre de roi, avec tous les honneurs et prérogatives qui doivent l'accompagner, sur le Portugal et tous les pays que vous pourrez enlever des mains des infidèles, sans qu'aucun prince chrétien y puisse réclamer aucun droit; et, pour vous engager à travailler plus que jamais pour la gloire de la religion, nous accordons les mêmes droits, les mêmes titres et les mêmes prérogatives à votre postérité.

Tandis que vous serez attaché à l'Église de Rome, votre très-sainte mère, elle vous regardera avec tendresse, et vous prodiguera ses grâces; quant aux deux marcs d'or que vous avez ordonné qu'on me payât, ainsi qu'à mes successeurs, nous vous prions d'avoir le soin de les faire payer chaque année à l'archevêque de Brague, pour moi et nos successeurs.

Nous ordonnons, en conséquence, qu'on vous laisse jouir tranquillement de vos États; nous défendons à toutes personnes d'attenter sur vous ni sur vos descendants, de vous enlever vos terres, de les ravager par des incursions et d'y fomenter le moindre trouble, sous peine d'encourir nos censures les plus rigoureuses, d'être privé de toutes ses dignités et séparé du corps de l'Église. Soit paix, au contraire, à tous ceux qui se conformeront à tout ce que nous ordonnons dans cette bulle. Ainsi soit-il. Moi, Alexandre, pape.

III.

Noms des chevaliers portugais qui allèrent en Angleterre pour y défendre l'honneur des dames.

Alvaro-Vaz d'Almada, fils de Vasquès d'Almada, qui commandait l'aile gauche de l'armée portugaise, à la bataille d'Aljibareta.

Lopo Fernandès Pacheco.

João Fernandès Pacheco, frère du précédent.

Pedro Homem da Costa.

João Pereyra, neveu du connétable Nuño-Alvarès Pereyra.

Luiz Gonsalvès Malafaya.

Alvaro Mendès Cerveira.

Ruy Mendès Cerveira.

Ruy Gomès da Silva.

Soares da Costa, qui a donné son nom à un fleuve de l'Afrique.

Martin Lopez de Azevedo.

Alvaro Gonsalvès Coutinho, surnommé Magriço (de *magro*, maigre), fils de Gonzalo Coutinho, premier maréchal de Portugal et frère du premier comte de Marialva.

IV.

Défi du duc de Medina Sidonia à Jean IV.

« Dom Gaspar Alonço Perez de Gusman, duc de Medina Sidonia, » marquis, comte et seigneur de Saint-Lucar de Baraméda, capitaine » général de la mer océane, côtes d'Andalousie, et des armées de » Portugal, gentilhomme de la chambre de S. M. catholique.

» Dieu le garde !

» Je dis que comme c'est une chose notoire à tout le monde, que » la trahison de Jean de Bragance, jadis duc, que l'on sache aussi la » détestable intention avec laquelle il a voulu tacher d'infidélité la » très-fidèle maison des Guzman, laquelle, par tant de siècles, est » demeurée et demeurera à l'avenir en l'obéissance de son roi et » maître, et vérifiée telle par tant de sang de tous les siens répandu » pour ce sujet. Ce tyran a introduit dans l'esprit des princes étrangers, » et dans celui des Portugais errants qui suivent son parti, pour mettre » en crédit sa méchanceté, les animer en sa faveur, et me mettre, » mal, bien qu'en vain, dans l'esprit de mon maître (Dieu le garde!), » que je sois de son opinion ; fondant et établissant sa conservation » sur le bruit qu'il en faisait courir, et duquel il infectait un chacun, » se promettant que s'il pouvait gagner ce point que de faire douter » au roi d'Espagne de ma fidélité à son service, il ne trouverait pas » de ma part une si grande opposition qu'il l'a rencontre en tous ses » desseins. Et pour y parvenir, il s'est servi d'un frère religieux qui » avait été envoyé par le corps de la ville d'Aïamonte à Castro-Marino, » en Portugal, pour délivrer un prisonnier, lequel frère ayant été » amené prisonnier à Lisbonne, fut pratiqué pour dire que j'étais » de son parti, publia même à cette fin quelques lettres qui le confir- » maient, et que je donnerais libre entrée et faveur à toutes les armées » étrangères qui viendraient aux côtes de l'Andalousie.

» Tout cela, afin de faciliter l'envoi du secours qu'il demandait » auxdits princes étrangers ; et, plût à Dieu que cela fût, je ferais le

» monde témoin de mon zèle et de la perte de leurs vaisseaux, comme
» ils auraient expérimenté par les ordres que j'avais laissés, s'ils eussent
» entrepris quelque chose de semblable.

» Voilà bien quelques-uns de mes motifs; mais le principal sujet
» de mon déplaisir est que sa femme soit de mon sang, lequel étant
» corrompu par cette rébellion, je désire le répandre, et me sens
» obligé de montrer à mon roi et maître, par cette action, le res-
» sentiment que j'ai de la satisfaction qu'il témoigne avoir de ma
» fidélité, et la donner pareillement au public, pour le relever du doute
» qu'il a pu concevoir des fausses impressions qu'on lui a données.

» C'est pourquoi je défie ledit Jean de Bragance, jadis duc,
» comme ayant faussé la foi à son Dieu et à son roi, et l'appelle à
» un combat singulier, corps à corps, avec parrain ou sans parrain;
» ce que je remets à son choix, comme aussi le genre d'armes : la
» place sera près de Valence d'Alcantara, à l'endroit qui sert de
» limites aux deux royaumes de Portugal et de Castille, où je l'at-
» tendrai quatre-vingts jours, à commencer dès le 1er octobre, et à
» finir le 19 décembre de la présente année : les vingts derniers jours,
» je serai en personne dans ladite place de Valence; et le jour qu'il
» me signifiera, je l'attendrai sur les limites, lequel temps, bien
» qu'il soit long, je donne audit tyran, afin qu'il le puisse savoir,
» et la plupart des royaumes de l'Europe, voire tout le monde, à la
» charge qu'il assurera au désir de cavaliers que je lui enverrai une
» lieue avant dans le Portugal, comme je l'assurerai aussi à ceux
» qu'il enverra de sa part une lieue dans la Castille, et me promets
» de lui faire entendre lors plus à plein l'infamie de l'action qu'il a
» commise. Que s'il manque à l'obligation qu'il a comme gentil-
» homme de se trouver à l'appel que je lui fais, pour terminer ce
» fantôme par les voies qui seules me resteront en ceci, voyant qu'il
» n'aura pas la hardiesse de se trouver en ce combat, et de m'y faire
» paraître tel que je suis, et tels qu'ont toujours été les miens au ser-
» vice de leurs rois, comme les siens, au contraire, ont été traîtres;
» j'offre dès à présent, sous le bon plaisir de sa majesté catholique
» (Dieu la garde!), à celui qui le tuera, ma ville de Saint-Lucar de
» Baraméda, siége principal des ducs de Medina Sidonia, et étant
» prosterné aux pieds de sadite majesté, ne me donner point en cette
» occasion le commandement de ses armées, pour ce qu'il a besoin
» d'une prudence et d'une modération que ma colère ne me pour-

» mit dicter en cette occurrence ; me permettant seulement que je » la serve en personne avec mille chevaux de mes sujets, afin que ne » m'appuyant lors que sur mon courage, non-seulement je serve à la » restauration du Portugal, et punition de ce rebelle, mais que ma » personne et celle de mes troupes, en cas qu'il refuse mon appel, » puisse amener mort ou prisonnier cet homme aux pieds de sadite » majesté.

» Et pour ne rien oublier de ce que pourra mon zèle, j'offre une » des meilleures villes de mon État au premier gouverneur ou capi- » taine portugais qui aura rendu quelque place de la couronne de » Portugal, trouvée tant soit peu importante, au service de sa ma- » jesté catholique, demeurant toujours, trop peu satisfait de ce que » je pourrai faire pour sadite majesté, puisque tout ce que j'ai je le » tiens et je le dois à elle et à ses glorieux ancêtres. Fait à Tolède, le » 29 de septembre 1641.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE PREMIER VOLUME.

FERDINAND.

(1367 — 1383.)

INTERRÈGNE.

(1383 — 1385.)

DYNASTIE D'AVIS.

JEAN Ier.

(1385 — 1433.)

ÉDOUARD.

(1433 — 1438.)

ALFONSE V, DIT L'AFRICAIN.

(1438 — 1481.)

JEAN II, DIT LE PARFAIT.

(1481 — 1495.)

EMMANUEL, DIT LE FORTUNÉ.

(1495 — 1521.)

JEAN III.

(1521 — 1557.)

SÉBASTIEN.

(1557 — 1578.)

HENRI.

(1578 — 1581.)

USURPATION DE LA CASTILLE.

PHILIPPE II.

(1581 — 1598.)

PHILIPPE III.

(1598 — 1621.)

PHILIPPE IV.

(1621 — 1640.)

DYNASTIE DES BRAGANCE.

JEAN IV.

(1640 — 1656.)

ALFONSE VI, DIT LE VICTORIEUX.

(1656 — 1683.)

PÈDRE II.

(1683 — 1707.)

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE.

ESSAI

sur l'histoire

DU PORTUGAL.

ESSAI

sur l'histoire

DU PORTUGAL.



DONA MARIA.

ESSAI

sur l'histoire

DU PORTUGAL

DEPUIS LA FONDATION DE LA MONARCHIE

JUSQU'A LA MORT DE D. PÈDRE IV.

(1080 - 1834.)

PAR

J^{m} CHAUMEIL DE STELLA,

Chevalier de plusieurs ordres militaires de Portugal,

ET

AUGUSTE DE SANTEÜL.

TOME SECOND.



BRUXELLES,

N.-J. GREGOIR, V. WOUTERS ET Ce, IMPRIMEURS-LIBRAIRES,

RUE D'ASSAUT, 8.

1841



Não haveria historia mais insipida e menos instructiva que a dos homens, se todos tivessem juizo.

A civilisação moderna he devida mais à derrubada de erros antigos accumulados, que à descoberta de verdades novas.

(Maximas, Pensamentos e Reflexoes pelo marquez de Marica.)

Il n'y aurait pas d'histoire plus insignifiante et moins instructive que celle des hommes, si tous avaient du jugement.

La civilisation moderne est due bien plus au renversement de vieilles erreurs accumulées, qu'à la découverte de vérités nouvelles.

(Maximes, Pensées et Réflexions du marquis de Marica.)



ESSAI

sur l'histoire

DU PORTUGAL.

JEAN V.

(1707.)

Le fils de Pèdre II avait dix-huit ans lorsqu'il parvint à la couronne. Jeté sans expérience au milieu des graves événements qui s'accomplissaient dans la Péninsule, D. João suivit, sans examen, la ligne de conduite adoptée par son père, en demeurant attaché au parti des alliés contre la France.

Philippe V, vainqueur à son tour, était rentré à Madrid, et les troupes unies du Portugal, de l'Angleterre et de l'Autriche, avaient à combattre une armée nombreuse de Français et d'Espagnols, commandée par le maréchal de Berwick. Le 27 avril 1707, le marquis de Las Minas et lord Galoway furent complétement battus près d'Almanza, sur la frontière de Valence, et le maréchal reprit de suite toutes les places précédemment perdues.

Tant que dura la guerre de la succession, les Portugais restèrent attachés à la fortune de l'Autriche; cette lutte leur coûta beaucoup d'hommes et d'argent; elle faillit même leur faire perdre le Brésil.

Après la bataille de Saragosse, gagnée, le 20 août 1710, par le général Stahremberg contre les armées de Philippe V, Louis XIV, pour se venger de la part que les Portugais avaient prise à cette victoire, permit à Duguay-Trouin de tenter une expédition contre le

Brésil. Il partit avec une flotte composée de sept vaisseaux de ligne et de huit frégates. Le 7 septembre 1711, il se trouva à l'entrée de la rade de Rio-Janeiro, força ce passage, débarqua le 14, et commença aussitôt le feu des batteries de siége. Au premier bombardement, les troupes et les habitants, sans attendre l'assaut, se sauvèrent dans les montagnes.

Entrés dans la ville, les Français se livrèrent au pillage avec un tel désordre que les bénéfices des vainqueurs furent loin d'être en proportion avec les pertes énormes des vaincus. Duguay-Trouin, ne pouvant garder sa conquête, songea à traiter avantageusement de la rançon de la ville. Le gouverneur paya six cent mille cruzades, et l'escadre remit à la voile avec l'or et le butin qu'elle avait recueillis. Cette course brillante fut plus utile pour l'effet moral qu'elle produisit que par ses résultats immédiats.

L'année suivante, le combat de Denain ayant encore relevé les affaires de la France, tout le monde songea sérieusement à la paix. Il se fit un long échange de notes diplomatiques afin de rétablir l'équilibre politique, en conservant les intérêts de toutes les puissances belligérantes. La paix d'Utrecht, qui ramena la sérénité en Europe, réconcilia la France avec le Portugal. Un traité fut signé, le 11 avril 1713, entre les deux États. La France se désista de tous ses droits et prétentions sur le Brésil, et l'Angleterre se porta garante de l'exécution des conditions. Enfin, un autre traité, fait en 1715, confirma la paix avec l'Espagne, et Jean V, débarrassé de ses ennemis, put donner tous ses soins à l'administration de son royaume.

Il s'abstint dès lors de prendre aucune part aux agitations de l'Europe; mais si la gloire militaire de Louis XIV n'excitait point son ambition, il se laissa malheureusement séduire par la grandeur de l'opulence dont ce prince avait empreint son règne et son siècle. Louis XIV était un modèle dangereux pour Jean V. Le même luxe ne pouvait convenir aux deux pays. La France en tirait les éléments de son propre fonds, tandis que le Portugal, privé d'industrie, était forcé de tout acheter chez l'étranger. D. João crut que les mines d'or découvertes au Brésil suffiraient à tout; il compta trop sur cette ressource dont l'usage devait ruiner le royaume au lieu de l'enrichir.

En 1695, des Portugais, partis en caravane de Rio-Janeiro pour explorer l'intérieur des terres, rencontrèrent des peuples qui, en

échange de quelques marchandises, donnèrent de la poudre d'or. On apprit d'eux qu'ils la tiraient des mines de Parana-Panema, situées dans le voisinage. On envoya le précieux métal à Lisbonne, et des compagnies se formèrent pour aller à la recherche des lieux où il se rencontrait. L'imagination s'échauffa; on fouilla partout. A force de peine on arriva au but tant désiré, et les nègres, toujours victimes de l'avarice des blancs, furent condamnés à ce travail.

Au Brésil, la découverte de l'or eut pour résultat de faire négliger l'agriculture. Les produits toujours assurés du sol semblèrent méprisables à ceux qui, en le creusant, pouvaient se procurer en abondance la matière représentative de toutes les richesses. Une nation qui possède le signe général d'échange n'a plus qu'à jouir, sans fatigue, de l'industrie des autres peuples. Ainsi pensaient les politiques inhabiles. Ils ne tenaient pas compte des frais d'exploitation et de transport; ils ne prévoyaient point le temps où ce métal devenu plus commun, perdrait nécessairement de sa valeur. Tout cela devait arriver cependant, et plonger le Portugal dans la misère, malgré les trésors qu'il exploitait dans le nouveau monde.

Mais sans penser à l'avenir, la cour de Lisbonne, se trouvant de fait plus riche que les autres cours de l'Europe, voulut les effacer par son luxe et ses prodigalités. D. João donna l'exemple. Ses profusions, sa magnificence se communiquèrent à toutes les classes. Une révolution complète s'opéra dans les mœurs; elles avaient conservé jusqu'alors de profondes traces du séjour des Maures dans la Péninsule. Les femmes vivaient retirées dans leurs maisons, entièrement séparées de la société des hommes. Le roi rapprocha les deux sexes par des fêtes galantes; il établit des assemblées, fit ouvrir des théâtres. Tout changea pour adopter les usages de la France. On fit venir des tailleurs de Paris; les fidalgues suivaient les modes des roués du Palais-Royal; des cuisiniers habiles firent oublier la frugalité des temps antiques; les maisons particulières furent ornées de peintures et de statues; enfin la musique savante des Italiens remplaça les rudes accords des symphonies, exclusivement grossières, qu'on avait entendues jusque-là.

Quelques écrivains ont beaucoup blâmé Jean V d'avoir imprimé à la nation cette direction nouvelle; ils l'ont accusé aussi d'avoir corrompu les mœurs, reproche banal que certains auteurs, pour faire étalage de philosophie, ne manquent jamais d'adresser aux princes

qui ont le mieux favorisé l'action civilisatrice des beaux-arts.

Dans une monarchie, ce n'est pas pour les riches et les nobles, mais bien pour les pauvres et le peuple, que *le superflu est une chose très-nécessaire*. Le luxe diminue l'inégalité des conditions; il fait refluer sur les travailleurs une partie du bien-être des oisifs; il finit toujours par amener l'émancipation des classes inférieures, et par créer une classe moyenne, où viennent se fondre les grandes fortunes, s'adoucir toutes les misères. Si le luxe ne produisit point ces résultats en Portugal, c'est que les mines d'or suffirent malheureusement à tout acheter. La faute est donc aux circonstances et non au monarque, qui faisait une grande et patriotique action, en attirant dans son royaume les arts qui avaient jeté tant d'éclat sur le règne de Louis XIV; la faute surtout en est aux Anglais, qui, ardents au gain, se présentèrent aussitôt pour vendre à leurs alliés tout ce que réclamaient les besoins nouveaux.

La Grande-Bretagne accapara le monopole du commerce avec le Portugal : elle lui fournit ses vêtements, sa nourriture, les matériaux de ses édifices; elle établit à Lisbonne des entrepôts, fit le négoce intérieur du pays. Ce n'est pas tout : elle devint propriétaire des flottes destinées à conduire en Europe les richesses du Brésil, qui passaient entièrement à Londres par des échanges, après avoir payé un droit de transport pour venir d'Amérique. C'est ainsi que dans l'espace de soixante ans, depuis la découverte des mines jusqu'en 1756, il sortit du Brésil deux milliards quatre cents millions de livres, bien qu'en 1754 tout le numéraire possédé par le Portugal ne s'élevât pas à plus de vingt-cinq millions; le reste avait été absorbé en grande partie par l'Angleterre; elle avait livré en échange des objets qui se consommaient par un usage de quelques années, et que ses manufactures lui donnaient sans cesse les moyens de reproduire.

Le roi adoucit plutôt qu'il ne corrompit les mœurs en inspirant à son peuple le goût des fêtes et de la musique. C'était à la suite d'une longue guerre un délassement utile. Jean V ne pouvait rester étranger à l'élégante civilisation qui régnait en Europe, et seul, parmi les souverains, se conduire d'après les conseils que Mentor donnait à Idoménée.

La fantaisie d'avoir un patriarche et de construire, à l'imitation de Louis XIV, des monuments aux proportions gigantesques, coûta aussi bien cher. Les princes chrétiens s'étaient souvent montrés gé-

néreux jusqu'à la prodigalité pour le clergé, mais aucun n'avait encore imaginé d'avoir dans sa capitale une église latine complète, qui eût son chef et ses membres sur le modèle de Saint-Pierre de Rome. Un zèle religieux mal entendu, et surtout la vanité, portèrent le monarque à créer cette fondation pompeusement inutile. La somme que reçut la cour pontificale pour se laisser copier est restée un secret : l'or que l'on donna, employé à défricher le sol, aurait pu faire du royaume l'État le plus florissant. L'épuisement parut d'autant mieux qu'il portait sur le numéraire. Le Portugal ne tirait rien de l'Italie ; il fallut envoyer des espèces. Une nation qui trafique avec une autre et paye en métal, ne le perd pas ordinairement sans retour ; une spéculation nouvelle le fait rentrer ; mais lorsque l'or sert à acheter des indulgences, il ne revient jamais, parce que les indulgences restent.

D. João passa près de trente ans à négocier avec la cour de Rome pour l'établissement de son patriarche ; ces longueurs lui rétrécirent l'esprit, et l'habitude de discuter avec les prêtres lui fit perdre le goût des affaires sérieuses, dignes de l'attention du roi.

D'autres trésors furent employés à bâtir le couvent de Mafra, vaste monument destiné à contenir une république de célibataires, dans lequel on voyait trois cents moines dire la messe dans la même église et manger dans le même réfectoire. Le prince avait acheté précédemment, à grands frais, un nombre immense de livres ; il les relégua dans ce cloître, comme s'il n'avait eu d'autre but en les rassemblant, que d'empêcher ses sujets d'en faire usage.

(1720). Il fut cependant le fondateur d'une académie royale d'histoire de Portugal, branche de littérature presque toujours florissante dans le royaume.

D. João était vif, ardent, colère ; la moindre résistance l'irritait au point de lui faire oublier son rang ; il s'emporta quelquefois jusqu'à battre ses ministres ; dans l'intimité cependant il se montrait doux, affable et rempli d'égards pour ceux qui l'approchaient. Ses maîtresses et ses favoris pouvaient tout sur son esprit. Sa conversation avait souvent des traits saillants.

On vint lui dire un jour qu'un de ses courtisans disgraciés était malade, et qu'il n'y avait plus de remède. « J'en sais un, dit le roi :
» qu'on le transporte à la cour ; il suffira que je lui demande d'un air
» familier devant tout le monde : Comment vous portez-vous ? pour
» qu'il se porte bien. »

Une dame vint lui demander justice d'une infidélité que lui avait faite son mari assez malhonnête pour l'en accuser lui-même : « Je le » veux bien, dit le prince, mais écoutez ma sentence : Si votre mari » est coupable, je l'exilerai dans une de ses terres ; si vous l'êtes, je » vous reléguerai dans un couvent. — Sire, répondit vivement la » dame, je ne méprise pas assez mon mari pour le voir exiler ; — et » moi, reprit le roi, je vous estime trop pour vous faire enfermer. »

Un ministre anglais lui ayant dit qu'il y avait trop de célibataires dans son royaume, et qu'il fallait réformer les deux tiers des couvents : « Ces gens-là sont des fainéants que la paresse rend moines, » répondit-il ; j'aime mieux qu'ils soient tous renfermés que de les » savoir hors du cloître. »

Jean V sut maintenir la paix, se créer des alliés, et se faire respecter des souverains étrangers. L'année qui suivit son avénement il avait épousé Marie-Anne d'Autriche, fille de l'empereur Léopold Ier ; en 1728 il resserra son alliance avec l'Espagne, par un double mariage : son fils aîné, Joseph, qui avait pris le titre de *prince du Brésil*, épousa la fille de Philippe V, dona Marie-Anne-Victoire, et l'infante Maria-Barbara devint la femme du prince des Asturies, depuis roi d'Espagne sous le nom de Ferdinand VI. Les autres enfants de Jean V moururent tous jeunes et sans postérité, à l'exception de D. Pédro, qui, ayant épousé sa nièce, Marie Ire, devint plus tard roi de Portugal.

Au milieu des fatigues, des travers, des discussions dogmatiques, des amours, des fêtes religieuses, le souverain devient malade. Tous les amusements cessent, le luxe disparait, les arts s'effacent, le pouvoir tombe aux mains d'un récollet.

Ce religieux, nommé frère Gaspard, était un gentilhomme que le hasard avait fait moine ; il ne possédait aucun principe de gouvernement, ignorait les lois, était étranger à la politique ; il avait gagné la confiance de son maître par son exactitude aux offices, et s'éleva au rang de premier ministre, quand le roi, en proie à une langueur incurable, quitta les affaires pour se jeter tout à fait dans la dévotion. Frère Gaspard n'avait garde de mettre des bornes à un si beau zèle ; il invitait le prince à se trouver à l'église quand il aurait dû donner audience à ses sujets ; il l'engageait à assister à vêpres, lorsqu'il aurait dû assister au conseil.

Dès lors les facultés de Jean V baissèrent visiblement. Il dissipa

la plus grande partie des revenus de l'État à doter des chapelles, à renter et bâtir des couvents, à faire dire des messes. Ce dernier goût surtout dégénéra en véritable manie. On était forcé de lui cacher soigneusement les décès qui arrivaient à Lisbonne, parce que dès qu'il apprenait la mort d'un de ses sujets, il lui faisait dire, à ses dépens, quelquefois jusqu'à cent messes, selon que le défunt avait vécu plus ou moins en bon chrétien. On disait qu'il envoyait les vivants en enfer pour tirer les morts du purgatoire.

Le cabinet de Madrid profita de la faiblesse du monarque pour échanger avec lui quelques peuplades du Paraguay contre la riche province du Saint-Sacrement, et les Anglais affermirent encore davantage leur influence dans les Indes. Qu'importait au récollet le pillage des colonies, pourvu que la sainte inquisition ne chômât pas de victimes ni de confiscations; la désorganisation des armées, pourvu que les processions pussent splendidement parader dans les rues; la souffrance des services publics, l'incapacité des agents du pouvoir, pourvu qu'il eût à distribuer à ses créatures des vice-royautés, des gouvernements, des ambassades, des évêchés?

Il suffisait d'être hypocrite et dévot pour mériter les bonnes grâces du ministre : l'Irlandais Maccarti, moine renégat, fameux par ses crimes de tous genres, ayant fait semblant d'abjurer le mahométisme, lui fit honneur de sa conversion et fut récompensé par un emploi important dans l'artillerie.

Ce désordre dura neuf ans, et ne finit que par la mort de Jean V (31 juillet 1750).

Ce prince, au commencement de son règne, avait montré des qualités heureuses; il s'était attiré l'affection des peuples par son dévouement et son courage pendant la peste qui ravagea le Portugal en 1723. Il aimait les lettres, protégeait les arts : la dévotion gâta tout.

Occupé de rêveries mystiques, livré aux plus mesquines pratiques de sacristie, il avilit la majesté royale; par la superstition, perdit l'amour de ses sujets et reçut, en échange, la permission de prendre le titre de *très-fidèle*, et que ses successeurs ont conservé. Voltaire a parfaitement résumé en deux mots le caractère de ce prince : « Les fêtes de Jean V étaient des processions, ses édifices des mo- » nastères, et ses maîtresses des religieuses. »

JOSEPH Ier.

(1750.)

Le caractère bien connu du nouveau monarque n'était point fait pour inspirer de brillantes espérances à la nation. Joseph, doux, timide, irrésolu, ne paraissait doué d'aucune des vertus qui font les grands rois. Sous le règne précédent, Gaspard avait eu soin de le tenir éloigné des affaires, et l'on savait qu'il s'était volontairement soumis aux intentions du ministre, en ne faisant aucune démarche auprès de son père pour revendiquer sa part d'influence comme prince royal, héritier de la couronne. Devenu souverain, il fit de la musique son occupation principale, et sembla borner son ambition à des succès de galanterie. Ce n'était point là un prince capable de réparer les maux de l'État. Heureusement ce Louis XIII trouva un Richelieu.

Sa mère lui indiqua ce guide tutélaire. L'épouse de Jean V avait eu à souffrir des infidélités multipliées du roi et de la hauteur de son favori. Plusieurs fois elle avait essayé en vain d'arracher son mari à son aveuglement. Forcée d'être spectatrice des fautes du ministre, sans pouvoir y porter remède, elle se trouva bientôt, sinon à la tête d'un parti, au moins dans la confidence de tous les hommes graves qui déploraient la marche imprimée aux affaires. Elle saisit donc avec empressement l'occasion de placer au ministère un personnage habile, qu'elle croyait destiné à rappeler la splendeur effacée du royaume.

Selon l'usage, le corps du feu roi devait être conduit au tombeau par un secrétaire d'État. Pierre de Motta, le seul qui portât alors ce titre, étant trop malade pour remplir cette fonction, la reine-mère proposa Carvalho pour le remplacer. Joseph y consentit, et le nomma aussitôt secrétaire d'État des affaires étrangères. La princesse vécut encore quatre ans (morte le 14 août 1754), et put voir, aux premiers actes de son protégé, qu'il mériterait un jour, par son génie et ses travaux, la reconnaissance de ses concitoyens.

D. Sébastien Joseph Carvalho e Mello était né en 1669, à Soure, près Coïmbre, d'un simple gentilhomme sans fortune. Il suivit d'abord son cours de droit à l'université, puis, entraîné par la violence de son caractère, il renonça à la magistrature pour entrer comme cadet dans un des régiments de l'armée. Des imprudences, quelques galanteries un peu trop éclatantes, empêchèrent son avancement. Dégoûté de cette nouvelle carrière, il la quitta, et revint à Lisbonne pour y chercher fortune.

Vers cette époque, l'infant D. Francisco, frère de Jean V, à l'exemple de son oncle, Alphonse VI, s'était mis à la tête d'une compagnie de *braves* qui désolaient la capitale par leurs violences. D'autres bandes, commandées par les principaux seigneurs, s'étaient aussi formées, et chaque nuit les rues étaient ensanglantées par les combats que se livraient ces furieux. Carvalho, doué d'une taille élevée, d'une force prodigieuse, s'associa avec un de ses amis pour les combattre. Ils se firent faire l'un et l'autre des vêtements blancs, pour mieux se reconnaître, et s'en allèrent courir les aventures, ou plutôt faire eux seuls la police de la ville. On parla beaucoup de leur audace; ils forcèrent plusieurs troupes à cesser leurs brigandages; mais de pareils exploits n'étaient point faits pour leur mériter la faveur royale.

Devenu amoureux de Thérèse de Noronha Almada, de l'ancienne maison d'Arcos, Carvalho l'enleva et l'épousa en dépit des membres de cette famille. Ce mariage excita contre lui la colère de toute la haute noblesse : craignant pour sa vie, il s'éloigna quelque temps; mais son oncle, chanoine de la paroisse royale de Lisbonne, l'ayant recommandé au cardinal de Motta, tout-puissant auprès de Jean V, il fut nommé (1739) secrétaire d'ambassade à Londres; puis, en 1745, on l'envoya à Vienne, comme médiateur, pour arranger le différend qui s'était élevé entre le pape Benoît XIV et l'impératrice Marie-Thérèse, relativement au patriarchat d'Aquilée.

Ce fut dans le cours de cette mission que la première femme de Carvalho étant morte empoisonnée, a-t-on dit, par sa famille, il se maria avec la comtesse de Daun, nièce du célèbre maréchal autrichien de ce nom. L'épouse de Jean V était fort attachée à la comtesse : ce mariage devint ainsi l'origine de la fortune de Carvalho, en attirant sur lui l'attention de la reine.

Le diplomate s'était parfaitement acquitté des négociations qu'on lui avait confiées. Plus d'une fois le conseil avait admiré la justesse et la netteté de ses dépêches. A son retour, pourtant, il ne fut pas employé. Ses services ne purent vaincre la répugnance de Jean V, qui disait de lui qu'il avait le cœur couvert de poil.

A peine ministre, Carvalho eut à combattre la jalousie et le mauvais vouloir de la haute noblesse irritée de voir un simple gentilhomme diriger toutes les affaires. Il dominait en effet tellement ses collègues que rien ne se décidait que d'après sa volonté. L'énumération des règlements qu'il publia jusqu'en 1755, montre assez que son pouvoir s'étendait à tout.

La première loi qu'il fit rendre eut pour objet d'empêcher la sortie du numéraire. C'était du premier coup s'attaquer à l'Angleterre, qui jusque-là avait recueilli tout l'argent du royaume en échange du produit de ses manufactures. La cour de Londres le sentit si bien qu'elle envoya lord Tirawlay en ambassade extraordinaire, pour demander l'abrogation du nouvel édit; mais Carvalho insista sur la nécessité de l'exécuter, et le roi se rendit à ses observations.

Ayant ainsi porté remède à un abus onéreux, qui compromettait la prospérité de l'État, le ministre songea à mettre des bornes au pouvoir des prêtres. Une loi de 1751 abolit les auto-da-fé, et ordonna qu'à l'avenir aucune exécution n'aurait lieu que le jugement du saint office n'eût été confirmé par un tribunal régulier. Une autre ordonnance défendit aux habitants du Brésil d'envoyer leurs filles en Portugal sans l'agrément du roi : sage précaution, nécessaire pour empêcher les couvents de garder comme religieuses des jeunes filles que leurs parents envoyaient en Europe pour y être seulement élevées.

Le commerce était ruiné; les marchands n'expédiaient plus que de rares vaisseaux en Asie. Carvalho pensa qu'il fallait concéder des priviléges à des sociétés, plutôt que d'interrompre toutes les relations avec les colonies en laissant le commerce libre, alors que personne n'était en état de le faire avantageusement pour la nation. Deux

compagnies furent donc créées : l'une pour le Brésil et le nouveau monde; l'autre pour la Chine et les Indes.

Tous ces règlements étaient accueillis avec reconnaissance. Il n'en fut pas de même d'un édit de 1753, par lequel le roi réunit au domaine de la couronne diverses parties des possessions conquises en Afrique et en Amérique, et que ses prédécesseurs en avaient détachées en faveur de plusieurs familles qui en jouissaient depuis longues années. Cette déclaration fit perdre aux principaux seigneurs des revenus et des privilèges, sans autre dédommagement que des pensions annuelles et de nouveaux titres. Dès lors les grands se déclarèrent ouvertement contre le ministre et cherchèrent à le renverser par tous les moyens.

Ils tentèrent d'abord de le rendre ridicule. Une ordonnance, dictée dans l'intérêt des bonnes mœurs, leur servit de prétexte. Des libertins avaient pris l'habitude d'attacher, pendant la nuit, des cornes à la porte des nouveaux mariés, afin de rendre suspecte aux maris la fidélité de leurs femmes. Carvalho, bien que ministre des affaires étrangères, crut devoir interposer son autorité là où une simple mesure de police aurait suffi. Il surgit aussitôt une foule de chansons et de plaisanteries d'aussi bon goût que le fait qu'il s'agissait d'empêcher. Sans doute on pouvait reprocher au ministre de donner trop d'importance à de pareils détails, et nous verrons, par la suite, que le défaut de ce grand homme fut en effet de croire qu'on pouvait tout faire et remédier à tout par des lois. Mais qu'était-ce qu'un tel grief quand le gouvernement, raffermi par ses soins, commençait à faire renaître la prospérité détruite par la déplorable administration des dernières années de Jean V?

De terribles calamités devaient bientôt mettre à l'épreuve le génie du ministre. Le 1er novembre 1755, un tremblement de terre souleva le sol du royaume, ravagea plusieurs villes et détruisit complétement celle de Lisbonne. Tous les éléments se réunirent à la fois pour désoler cette capitale. La mer et le Tage se débordèrent, la terre s'entr'ouvrit, la flamme dévora les maisons. Ce jour-là, les habitants s'étaient rassemblés dans les églises pour célébrer la fête de la Toussaint : les temples, s'écroulant avec fracas, les engloutirent sous leurs débris; l'incendie allumé dans les maisons renversées se propagea avec une effrayante rapidité ; dans le port, les vaisseaux périrent fracassés les uns contre les autres : la mort était partout, et la famille royale,

fuyant son palais détruit, cherchait avec épouvante une retraite à Bélem.

Au milieu de ce désastre public, l'avidité entraîna au crime une foule impie de matelots, de soldats, de nègres, et de scélérats à qui cet événement ouvrait les prisons ; ils se répandirent dans la ville fouillant dans les ruines, entrant de force dans les maisons restées debout, pillant, violant, massacrant, se portant aux plus horribles excès. Enfin, pour comble de disgrâce, la famine vint menacer cette population sans abri, et la puanteur des cadavres, corrompant l'air, fit craindre un instant la peste.

Le fléau dura plusieurs mois. Pendant ce long intervalle peu de jours s'écoulèrent sans qu'on ressentît de nouvelles secousses; quelques-unes même furent encore assez violentes pour achever de renverser un petit nombre d'édifices échappés par miracle à la commotion du 1er novembre.

Les grands désastres rendent toujours les hommes plus accessibles aux idées superstitieuses; chacun cherche à en expliquer les causes selon ses intérêts ou ses opinions. Ainsi tandis que les ennemis de Carvalho prétendaient que Dieu appesantissait sa main sur le pays, pour montrer combien il condamnait la marche du gouvernement, ses amis faisaient remarquer que le ciel avait épargné la maison du ministre. Le roi lui-même ayant parlé de cette circonstance singulière devant ses courtisans : « Oui, Sire, répondit le comte d'Obidos, il » est vrai que la maison de M. Carvalho a été conservée, mais celles » de la rue Zuia ont eu le même avantage. » La rue Zuia est celle où demeuraient à Lisbonne les filles publiques : le parallèle, injurieux pour le ministre, ne prouvait rien contre lui.

On s'étonne que l'envie ait pu aveugler à ce point les adversaires d'un homme qui se dévouait sans réserve au soulagement de la misère publique, qui s'occupait sans relâche du soin d'enterrer les morts, de pourvoir aux besoins des vivants et de préparer la restauration de la capitale. Le secrétaire d'État ne prenait aucun repos, faisait de son carrosse, son lit, sa demeure, son cabinet; il était partout, offrait des consolations aux habitants, s'efforçant de leur rendre le courage. Il fit en huit jours plus de deux cents ordonnances, qu'on a rassemblées sous le titre de *Providencias sobre os terre motos*. Par ses ordres, le feu fut éteint; on jeta à la mer, ou l'on brûla dans de la chaux vive, tous les cadavres qu'on put déterrer; par son exemple, par sa

tumulte, il arrêta le peuple qui voulait fuir une terre malheureuse, déjà plusieurs fois dévastée. Il ouvrit des chemins au travers des ruines, appela les provinces qui avaient le moins souffert à l'aide des autres, obtint des secours de toute nature des différents États de l'Europe, et fit mettre à mort, en un seul jour, deux cents des bandits qui infestaient la capitale. Enfin, ne voulant négliger aucun moyen de relever le moral des populations abattues, il ordonna une neuvaine à saint François de Borgia, jésuite, le patron des tremblements de terre.

Malgré les efforts du ministre, alors le sauveur de Lisbonne, il se perdit en marchandises, en argent ou par des banqueroutes qui suivirent nécessairement cette catastrophe, plus de cinquante millions de livres. La magnifique église patriarcale, bâtie par Jean V, fut renversée ; presque tout le clergé périt ; les religieuses, sorties des cloîtres, rentrèrent dans la vie civile, et un grand nombre se livra à la débauche.

Le rétablissement de la capitale devint, pendant le ministère de Carvalho, l'œuvre de tous ses moments. Il proposa d'abord au roi d'imposer un droit de quatre pour cent sur les marchandises étrangères. L'ambassadeur d'Angleterre s'en plaignit ; il prétendait que c'était enfreindre les traités de commerce, comme si l'effrayant phénomène dont le royaume était victime, ne suffisait point pour l'affranchir des obligations contractées en temps ordinaire. Les autres ministres se joignirent à celui de la Grande-Bretagne pour empêcher qu'on décrétât cette nouvelle taxe, chacun craignant qu'elle ne portât atteinte aux intérêts du pays qu'il représentait. Carvalho se contenta de leur répondre vaguement que le roi ferait droit à leurs réclamations quand les circonstances seraient devenues plus heureuses.

Une autre mesure causa aussi de grandes inquiétudes aux négociants anglais. Le tremblement de terre avait détruit presque toutes les marchandises étrangères. Plusieurs milliers d'habitants manquaient de vêtements pour l'hiver. On n'avait point d'argent pour acheter des draps ; on s'habilla d'une étoffe de laine non teinte qui se fabriquait dans le pays. Joseph lui-même parut en public vêtu de ce tissu grossier : tous les citoyens s'empressèrent d'imiter son exemple, et cette économie forma une épargne de plusieurs millions de cruzades.

Ainsi, de l'excès des maux qui accablaient la patrie, le ministre

faisait sortir un avantage pour l'industrie nationale, et il ne tint pas à lui qu'on ne profitât de la ruine de Lisbonne pour se soustraire à l'énorme impôt prélevé en Portugal par les commerçants anglais.

Cependant chacune des mesures prescrites par Carvalho était blâmée par ses ennemis et présentée comme un nouvel attentat à la royauté; mais le bon sens du monarque repoussait toutes ces accusations, et plus d'une fois, en présence même des délateurs, il remit à son secrétaire d'État les mémoires rédigés contre lui. Enfin, Pierre de Motta étant mort peu après le tremblement de terre, il donna à Carvalho le titre de ministre des affaires du royaume, et dès lors abandonna aveuglément l'administration à ses mains.

Nul n'était plus capable de relever le pays de l'état d'abaissement où il était tombé. Ses soins furent consacrés sans relâche à cette régénération. Mais les temps étaient difficiles, et, pour faire le bien, il fallait une volonté forte, inébranlable. Si jamais le despotisme est légitime, sans nul doute c'est dans un État ruiné, démoralisé, où tout est à créer. Si donc, dans les grandes choses qu'exécuta Carvalho, on rencontre parfois des actes d'un arbitraire odieux qu'on voudrait effacer de sa vie, il faut se rappeler qu'alors le poids entier des affaires reposait sur un seul homme, et que cet homme, haï des grands parce que, leur inférieur en noblesse, il les dominait tous par son pouvoir et son génie; haï des prêtres, parce qu'il avait mis un frein aux fureurs de l'inquisition et à la rapacité monastique; haï des Anglais, parce qu'il voulait affranchir le pays de leur joug et élever des manufactures nationales; haï de la populace, qui est aussi une puissance, parce qu'il punissait sans faiblesse tous les crimes et ne respectait pas plus le fanatisme des masses que celui du clergé; que cet homme, disons-nous, avait à lutter à la fois contre toutes ces oppositions et contre les éléments conjurés.

Jamais peut-être ministre n'eut plus d'obstacles à vaincre et ne fut plus violemment attaqué. Persuadé qu'il faisait le bien de son pays, Carvalho résista, marcha droit à son but, sans pitié pour les abus ni pour ceux qui en profitaient; rigoureux dans ses actes, mais pur dans ses intentions; ne reculant devant aucun moyen pour accomplir un devoir; despote absolu dans l'intérêt de l'indépendance nationale, de la liberté de tous, il se glorifiait de son impopularité, et, les yeux tournés vers la France, demandait à ses écrivains philosophes quelques lignes d'éloges pour prix des services qu'il rendait à l'humanité.

Par les mêmes raisons qui avaient fait établir deux compagnies pour le commerce des colonies, Carvalho jugea à propos de faire un règlement pour le commerce des vins de Porto. Il crut rendre service aux petits propriétaires en fixant les prix de vente d'après un tarif uniforme; il prit pour base le prix moyen calculé sur la récolte de dix années, et autorisa une société à négocier exclusivement avec les étrangers après avoir arrêté que les propriétaires seraient tenus de lui livrer leurs vins au taux convenu. Mais à la vue des bénéfices énormes que fit d'abord la compagnie, les habitants de Porto, ne songeant pas que l'édit les mettait complétement à couvert pour les mauvaises années en leur assurant le débit de leurs produits, et s'inquiétant peu si le monopole avait été concédé pour une somme élevée destinée à reconstruire Lisbonne, accusèrent hautement le ministre de leur ruine, et prirent les armes. La populace furieuse pilla la maison du directeur de la compagnie, se porta aux plus grands excès, et ne consentit à se disperser que sur la promesse faite par les religieux de Saint-François de demander justice au roi.

La justice en effet ne se fit pas attendre : elle fut sévère jusqu'à la dureté. Une garnison nombreuse envoyée à Porto contint les masses dans le devoir ; on déclara criminels de lèse-majesté tous ceux qui avaient pris part à la sédition : les chefs périrent par la main du bourreau. Ce châtiment excita dans le royaume une indignation sinon légitime au moins fort excusable. Le ministre, comme s'il eût pris à tâche d'accroître le mécontentement général, répondit aux murmures par la publication d'un édit qui déclarait également criminel de lèse-majesté quiconque résisterait à la moindre disposition décrétée par le souverain ou par ses conseillers. La délation reçut un encouragement, et l'on promit, au nom de Joseph Ier, une récompense à celui qui découvrirait quelqu'un qui aurait mal parlé du gouvernement. C'était consacrer et organiser un despotisme persécuteur, protéger le pouvoir par la terreur, et avilir les amis du ministère en les faisant descendre au rôle indigne d'espions politiques.

La punition excessive des insurgés de Porto et la publication de cet édit sont deux fautes graves : elles compliquèrent les difficultés qui arrêtaient alors la marche de l'administration, et provoquèrent peut-être au meurtre tenté sur le roi. L'histoire impartiale les reprochera éternellement à Carvalho ; ses services ne sauraient les

faire oublier, mais elles ne doivent pas non plus faire oublier ses services.

Voyant qu'il était impossible d'amener le prince à disgracier son ministre, quelques seigneurs conspirèrent pour délivrer, disaient-ils, le royaume de la tyrannie. A leur tête était le duc d'Aveiro, homme sans honneur ni probité, souillé de vices, qui ne devait sa fortune qu'à une suite de circonstances inattendues. Cadet de la maison de Marcarenhas, il devint d'abord marquis de Goveà par la fuite de son frère aîné, déclaré déchu de son titre pour avoir enlevé une femme à son mari ; ensuite le duché d'Aveiro s'étant trouvé vacant par la mort du titulaire, il profita de la faveur du moine Gaspard, son oncle, pour faire valoir, contre le véritable héritier, des droits incertains sur ce duché. Le neveu d'un ministre perd rarement un procès ; il gagna le sien, et joignit bientôt à son nouveau titre la charge de grand maître de la maison du roi. Ainsi élevé par un caprice de la fortune, il ne profita de sa haute position que pour se livrer sans pudeur à ses vices : sa haine contre Carvalho lui inspira le projet de le renverser par un crime, et ce fut dans la famille des Tavora qu'il alla chercher des complices.

Cette maison nourrissait contre le prince une haine profonde : la femme du marquis Louis-Bernard de Tavora était la maîtresse du souverain ; ses parents, regardant cette intrigue comme un affront, désiraient impatiemment l'occasion de se venger. D. Bernard, rempli de présomption, mais incapable d'aucun dessein réfléchi, ne vit ni le crime ni le supplice qui devait le suivre, et se jeta avec empressement dans la conspiration.

Son frère, Joseph-Marie de Tavora, seul de tous les conjurés, était digne de prendre part à de plus nobles actions. Le crime répugnait à son cœur élevé. A peine lui eut-on communiqué le projet qu'on avait sur le roi qu'il en eut horreur. Mais il voyait dans le complot, son père, vieux guerrier, ancien vice-roi des Indes, objet de son respect et de ses plus chères affections ; sa mère, dont il redoutait le caractère impérieux, et qui, ayant la première reçu les confidences d'Aveiro, s'était faite l'âme de la conjuration ; son frère, époux outragé, semblait ne chercher dans le sang du prince que la juste satisfaction d'une injure personnelle. A peine âgé de dix-neuf ans, D. Joseph de Tavora pouvait-il avoir la force de préférer les inspirations de sa conscience aux conseils de sa famille et refuser de s'asso-

cier à sa haine? Il promit tout ce qu'on voulut, et devint le complice d'un forfait qu'il expia par sa mort.

D. Jérôme de Ataïde, comte d'Atouguia, beau-frère du marquis de Tavora, et D. Braz-Joseph Romeiro, sont aussi comptés au nombre des principaux chefs de la conspiration, dans laquelle entrèrent plus de deux cents personnes de toutes conditions.

On résolut d'attaquer le roi le soir, lorsqu'il reviendrait de chez la jeune marquise de Tavora, qui habitait un château à peu de distance de Lisbonne. Le jour fixé pour l'exécution, les conjurés, au nombre de plus de cent cinquante, se divisèrent par groupes sur le chemin que devait parcourir Joseph. Ce prince était dans une calèche, traînée par deux mules avec un seul postillon, accompagné d'un valet de chambre, Texeira, qui remplissait auprès de sa personne à peu près le même office que Le Bel auprès de Louis XV. Les premiers assassins laissèrent passer la voiture, et ce ne fut que lorsqu'elle se trouva bien au milieu de la troupe, qu'il se fit une décharge de quarante coups de mousquet. Le roi fut atteint en trois endroits; il eût péri peut-être sans la présence d'esprit de Texeira, qui le fit couler au fond de la voiture et le couvrit courageusement de son corps, tandis que le postillon, aussi brave, aussi fidèle que le valet de chambre, au lieu de suivre la route ou de retourner en arrière, coupa à travers champs et revint à Bélem par des chemins détournés.

Le prince en arrivant au palais, s'enveloppa du manteau d'un de ses gardes, et fit appeler Carvalho, qu'il attendit à la porte sans vouloir se faire panser et sans donner le moindre signe de douleur ou de crainte. L'inaltérable ministre, sans s'effrayer à cette nouvelle, défendit à Texeira, aux postillons et aux gardes de rien dire, et recommanda à son maître le silence et la dissimulation.

Cependant, malgré ces précautions, la nouvelle de l'assassinat du roi se répand, le peuple de Lisbonne se rend à Bélem, la noblesse accourt au palais. Le duc d'Aveiro se montre le plus empressé de tous et le plus inquiet; il offre de se mettre à la tête de la cavalerie, et de poursuivre les coupables. Carvalho, afin de le tromper mieux, lui fait de fausses confidences. Le roi, pour rassurer le peuple, se montre à une fenêtre, déclare que le bruit de son assassinat est faux; que la voiture a versé, et qu'il s'est légèrement blessé l'épaule. Le lendemain en effet, il avait repris ses exercices ordinaires, la confiance était rétablie dans la ville, et les conjurés eux-mêmes, croyant, d'après les

apparences, qu'un intérêt important obligeait le prince à taire le crime tenté contre sa personne, restèrent chez eux sans prendre aucune précaution.

Cependant Carvalho recherchait activement les auteurs de la conjuration; un de ses valets qui avait une intrigue avec une suivante de la vieille marquise de Tavora découvrit le secret, et l'on n'attendait plus qu'une occasion pour s'emparer des coupables.

(5 janvier 1759). Six mois après l'attentat déjà presque oublié, le ministre maria sa fille avec le comte de Sampayo. Au milieu des fêtes brillantes qui réunissaient la noblesse, il fait arrêter, à la même heure, tous les conjurés, et les livre à des commissaires chargés secrètement depuis un mois de rassembler les preuves du crime.

Tout est prêt pour les convaincre. On représente au duc d'Aveiro des lettres de ses complices. « Excellence, disait l'un, si vous avez » besoin d'un acteur dans la pièce nouvelle, je vous offre mes services : je suis excellent pour le grand tragique, je meurs d'envie de » jouer le rôle de Brutus, mettez-moi donc aux prises avec César. » — « J'approuve votre dessein, écrivait l'autre; dans l'état actuel des » choses, il n'y a point d'autre parti à prendre : pour anéantir l'autorité du roi Sébastien, il faut détruire celle du roi Joseph. »

Ainsi, nul doute sur le but qu'on se proposait; c'était Sébastien, Carvalho le ministre qu'on voulait frapper en immolant le prince. Aussi, prétendit-on que l'attaque n'avait été dirigée que contre le secrétaire d'État, et que le roi n'avait été blessé que parce qu'il était en ce moment dans une des voitures de Carvalho; mais les principaux chefs avouèrent leur crime. Huit jours après leur arrestation (13 janvier) dix d'entre eux furent mis à mort devant la place du palais de Bélem. Aveiro périt comme un lâche; les autres supportèrent les tourments avec fermeté; la vieille marquise de Tavora et son jeune fils montrèrent surtout un grand courage. Celui-ci avait souffert les plus cruelles tortures sans rien avouer; à la fin, on vit paraître son père qui lui dit qu'il était inutile de persévérer dans le silence, puisque lui-même avait tout confessé : « Vous m'avez donné la vie, vous » pouvez me l'ôter, » répondit José-Maria, et il s'abandonna avec résignation aux bourreaux.

Par égard pour son âge, on n'appliqua point la question à la marquise, mais elle reçut la sentence et vit les préparatifs de son supplice avec indifférence. Après la lecture de son arrêt, elle se fit habiller par

ses femmes et demanda son déjeuner. Son confesseur lui ayant représenté qu'elle avait autre chose à faire. « Il y a temps pour tout, re» prit-elle. » Lorsqu'il fallut monter sur l'échafaud, on voulut l'aider, elle dit : « J'irai seule, je n'ai pas eu la torture comme les autres. » Elle monta en effet avec assurance. Son mari, plus faible qu'elle, pleurait amèrement, et lui reprochait d'être l'auteur du désastre de sa famille : « Eh bien ! supportez-le comme moi, répondit-elle, et » ne m'accusez point. » Elle se banda les yeux, recommanda au bourreau de se dépêcher, et donna elle-même le signal de frapper.

On relégua dans un couvent la jeune marquise de Tavora, première cause de cet horrible drame. Les nobles soupçonnés d'avoir participé au complot furent enlevés et renfermés dans des cachots, d'où quelques-uns s'échappèrent. Un d'entre eux, réfugié en Hollande et rappelé d'une manière rassurante par le roi et Carvalho, fit répondre que tous les chirurgiens qu'il avait consultés lui avaient assuré qu'il ne pouvait vivre sans tête.

Le ministre avait justement poursuivi et frappé les chefs de la conspiration ainsi que leurs complices ; mais comme son zèle paraissait trop ardent, on imagina de dire que tout cela n'était qu'une fable inventée pour perdre ses ennemis. Quelques écrivains ne craignirent pas d'affirmer que le seul complot était celui de Carvalho contre la noblesse, qu'il voulait abaisser pour satisfaire son amour-propre offensé et les caprices sanguinaires de sa haine. Ce conte absurde est aujourd'hui rejeté par tous les hommes de bonne foi.

Tant de soins, de peines, de travaux engagèrent le roi à faire Carvalho comte d'Oyeras. C'était un petit domaine qu'il tenait de sa famille, que le prince érigea en comté : jusque-là le ministre n'avait point eu de titre et n'en avait brigué aucun. Celui qui pouvait disposer de tout pour les autres n'avait disposé de rien pour lui. Joseph Ier lui accorda aussi une commanderie, et lui permit de se faire accompagner par des gardes, comme avaient fait autrefois en France Richelieu et Mazarin ; mais c'était moins pour l'honorer que pour protéger sa personne.

L'expulsion des jésuites suivit de près l'exécution des conjurés. Cette grande mesure fut prise à l'occasion de l'assassinat du roi : elle était dès longtemps préparée par le ministre qui la regardait comme une conséquence nécessaire de son système d'administration. Il est indispensable, pour apprécier ce fait important dans toutes ses cir-

constances, de suivre la lutte établie depuis plusieurs années entre cet ordre célèbre et le gouvernement portugais.

Le Paraguay est un vaste pays compris entre le Brésil, le Pérou et le Chili. Sébastien Cabot, alors au service de Charles-Quint, le découvrit en 1526; Alvarez Nuñez, Irola, Juan Salinas, en entreprirent successivement la conquête, et Buenos-Ayres fut fondée sur les rives de la Plata pour servir de capitale à ces nouvelles possessions. Là, comme partout, les Espagnols se firent détester par leurs violences et leur avarice. Ils ne se maintenaient plus que par la terreur, lorsque, en 1656, la compagnie de Jésus demanda au gouvernement la permission de convertir les naturels. Elle promit de les employer au service du roi quand elle en serait requise et de payer au fisc une piastre par an pour chaque individu converti, à la condition expresse qu'aucun Espagnol n'entrerait dans le pays sans leur autorisation.

On agréa les propositions des jésuites, qui s'établirent aussitôt à l'est du Parana, sur les bords de l'Uraguay : les succès qu'ils obtinrent sont assez connus. Leurs colonies, fondées par la persuasion et l'humanité, alors que le sang souillait le sol du reste de l'Amérique, devinrent considérables. En 1750, cent mille familles habitaient ces contrées pacifiques divisées alors en trente cantons et désignées sous le nom général de *pays des Missions*. Soumis pour le spirituel à l'évêque et pour le temporel au gouverneur de Buenos-Ayres, les Paraguéens obéissaient cependant aux seuls jésuites, rois absolus, il est vrai, mais modérés et dignes de tout l'amour de leurs peuples. Un traité malheureux détruisit sans retour cette tranquillité sans exemple, cette administration sans modèle.

Nous avons dit que l'Espagne avait profité de la faiblesse de Jean V et de l'incapacité de son ministre pour échanger avec le Portugal une partie de ses possessions du Paraguay contre la riche colonie du Saint-Sacrement. Voici comment cet arrangement s'était conclu :

En 1747, un gentilhomme portugais, nommé Gomes Pereira, dupe de ses propres conjectures ou peut-être gagné par les Espagnols, vint à bout de persuader au gouverneur de Rio-Janeiro qu'il y avait dans le Paraguay un grand nombre de mines très-riches, et que le soin extrême avec lequel les jésuites en écartaient tous les Européens, n'avait pour but que de leur dérober la connaissance de leurs trésors. La cour de Madrid vit avec plaisir le récollet Gaspard convoiter le Paraguay : elle attendit cependant qu'on lui fît des propositions

qu'elle se hâta d'accepter. On signa un traité par lequel les sept districts, appelés Missions de l'Uraguay, passèrent sous la domination du Portugal, qui céda de son côté à l'Espagne la colonie du Saint-Sacrement avec tout son territoire. L'Espagne abandonnait ainsi un terrain stérile, sans utilité, soumis à la domination des jésuites, pour acquérir une place importante qui, une fois en sa possession, fermait aux négociants portugais toute communication avec l'intérieur de l'Amérique méridionale.

En arrivant au ministère, Carvalho trouva ce traité irrévocablement souscrit; déjà on savait qu'il n'existait aucune mine d'or dans les districts, et que, par conséquent, les conseillers de Jean V s'étaient ridiculement trompés dans leurs espérances : il n'était plus possible d'annuler la convention; il fallut donc se borner à chercher les moyens de ne pas tout perdre à ce mauvais marché.

Il importait peu aux populations du Paraguay d'appartenir à l'Espagne ou au Portugal, pourvu qu'elles restassent sous la domination des religieux qu'elles aimaient. Mais le gouvernement de Lisbonne ne voulut point se soumettre aux conditions arrêtées précédemment entre les jésuites et la cour de Madrid; il voulait au contraire posséder réellement les districts et imposer des bornes au pouvoir des pères. Ceux-ci provoquèrent les Paraguéens à la rébellion; on brûla les poteaux auxquels étaient attachées les antiques Quinas de la Lusitanie, l'on protesta par la force contre les conventions des deux couronnes; tandis que la colonie du Saint-Sacrement, de son côté, refusait de reconnaître le roi d'Espagne pour son souverain.

Il fallut donc avoir recours aux armes. Quatre mille hommes entrèrent dans l'Uruguay. On espérait vaincre facilement, mais le désespoir l'emporta sur la discipline. Les Indiens, persuadés qu'ils ne pouvaient obéir aux rois sans désobéir à leurs pères, résistèrent courageusement. La disette se mit dans l'armée de leurs ennemis, une maladie épidémique la ravagea et la victoire resta aux insurgés.

Gomes Freire d'Andrada, gouverneur de Rio-Janeiro, nommé commissaire pour l'exécution du traité, convaincu que les jésuites seuls suscitaient tous les obstacles qu'il rencontrait, écrivit à Joseph pour se plaindre de leur conduite. Carvalho fit alors partir son frère, D. François-Xavier Mendoça, avec le titre de capitaine général gouverneur de Maragnon et du grand Para (2 juillet 1753). Il était à la

tête d'une petite escadre chargée de munitions et de troupes de débarquement; il avait pour instructions d'examiner la conduite des jésuites, et de leur ôter le gouvernement des missions si cela devenait nécessaire pour soumettre le pays à l'autorité du roi de Portugal.

Le frère de Carvalho s'aperçut bientôt que tout ce qu'on avait publié sur l'opposition des jésuites au traité d'échange était fondé sur des faits. Ces religieux, dans la crainte de voir s'échapper de leurs mains un empire qu'ils croyaient légitime, fomentaient partout la discorde. Oubliant qu'ils ne tenaient leur pouvoir que du roi d'Espagne, ils appelaient les peuples à la révolte; instruits par leurs frères d'Europe de tous les secrets des rois, ils faisaient manquer tous les projets, déjouaient les mesures les mieux concertées.

« Je ne puis venir à bout de réprimer ces pères, écrivait le gouver-
» neur de Maragnon au premier ministre; leur politique, fine et
» adroite, l'emporte sur mes soins et la force des troupes; ils ont
» donné aux sauvages des mœurs, des coutumes qui les attachent à
» eux inviolablement. Telle est la force des maximes qu'ils leur ont
» gravées dans le cœur, que ces peuples aimeraient mieux mourir
» que de changer de domination. Ils ne leur disent pas ouvertement
» que les rois d'Espagne et de Portugal sont des tyrans, mais ils leur
» insinuent adroitement que ce sont de mauvais seigneurs, dont ils
» ne seraient pas plutôt les sujets qu'ils deviendraient leurs esclaves.
» Avec de telles préventions, on ne doit pas se flatter de soumettre
» ces populations, à moins de terrasser leurs maîtres. Le premier
» coup doit se porter en Europe. Il faut détruire la confiance que
» le roi de Portugal a en eux pour établir celle que les sauvages
» doivent avoir en lui. »

Ces conseils étaient hardis, car les jésuites, tout-puissants, dominaient surtout en Portugal. Cependant Joseph Ier, convaincu que leur conduite avait pour but l'insurrection générale des colonies dans le nouveau monde et l'asservissement de l'autorité royale en Europe, osa frapper cette compagnie redoutable. Il renvoya de la cour les confesseurs et les autres pères qui y étaient attachés par des emplois; et, pour justifier cette ordonnance aux yeux du souverain pontife, on publia, sous le titre de : *Précis de la conduite et des dernières actions des jésuites au Paraguay, et de leurs intrigues à la cour de Lisbonne*, un écrit curieux qui ne laissa aucun doute sur les projets que le ministre avait déjà conçus pour l'avenir.

A la sollicitation du commandeur d'Almada, ambassadeur à Rome, le pape Benoît XIV délivra un bref de visite et de réforme pour les jésuites du Portugal. Le cardinal Saldanha fut chargé de cette inspection avec pouvoir de faire les changements qu'il jugerait convenables dans les maisons, noviciats, églises, colléges, hospices et missions de la congrégation. Le cardinal reconnut que de grands abus existaient, et retira à tous les membres de la société le droit de prêcher dans les confréries : dès lors une foule d'écrits se publièrent contre les jésuites, et leurs fautes sans doute furent prodigieusement exagérées.

On les représentait comme coupables des plus grands crimes, sans cesse occupés à calomnier le gouvernement par leurs discours et à le troubler par leurs intrigues : on les accusait d'avoir renoncé également, et à l'obéissance qu'ils avaient jurée au pape, et à la fidélité qu'ils devaient à leur souverain ; de sacrifier sans pudeur tous les devoirs à une ambition sans bornes, à une cupidité insatiable ; d'aspirer à une indépendance absolue ; de former, au milieu des royaumes, des républiques de fanatiques dont ils étaient les seuls maîtres ; de s'opposer de tout leur pouvoir, souvent même à main armée, à l'exécution des projets les plus sages, les plus utiles à la nation.

Le tremblement de terre n'interrompit point cette polémique, à laquelle Carvalho prenait une part directe. On imputa aux jésuites d'avoir profité du désastre de Lisbonne pour répandre et accréditer des prophéties injurieuses au souverain et à ses ministres, dans le but de troubler la conscience, d'effrayer les peuples en leur annonçant de nouvelles calamités. Enfin, on trouva dans les circonstances du complot dirigé contre le roi, une occasion d'en finir pour jamais avec la société.

Cette congrégation appartient maintenant tout à fait au passé ; son nom a cessé d'être un épouvantail dont, naguère encore, on a tant abusé ; le jour de la justice est pour elle arrivé. Au XVIIIe siècle on a calomnié les jésuites ; comme, cinq cents ans auparavant, on avait calomnié les Templiers. La raison était la même : l'une et l'autre institution avait fait son temps, il fallait la détruire. Tout le bien qu'il leur avait été donné de faire, accompli, leur existence était devenue sans objet, sans utilité, et partant dangereuse pour la liberté, nuisible aux progrès de l'avenir. En fait, ces religieux voulaient conserver un pouvoir qui d'abord avait été salutaire : en échange de la civilisation apportée par eux au nouveau monde, ils réclamaient leur part de ce vaste

continent; en échange de conseils habiles donnés aux monarques de l'Europe, des sciences enseignées par eux dans leurs États, ils réclamaient la direction exclusive de la conscience des princes, le monopole de l'instruction publique. C'était un contrat consenti tacitement de part et d'autre, depuis plus de cent ans. Les jésuites ne comprenaient pas qu'on pût revenir sur des faits accomplis, tandis que leurs adversaires, prétendant qu'il est toujours temps d'anéantir un abus, déchiraient avec indignation le pacte de servitude morale imposé jusqu'alors aux rois comme aux nations.

Mais, comme les questions ne peuvent se traduire en termes aussi simples que quand les passions sont calmées par la raison ou éteintes par le temps, il fallait bien trouver à la société de Jésus des crimes atroces dont sans doute elle était innocente; et pour la rendre odieuse aux masses, lui attribuer comme doctrine, les rêveries absurdes ou sanguinaires de quelques écrivains fanatiques qu'elle comptait parmi ses membres et qu'elle eut tort de ne pas désavouer.

Le duc d'Aveiro et les Tavora avaient tous des jésuites pour confesseurs; il résulta de l'information faite contre eux, qu'avant d'attenter à la vie du roi, ils avaient consulté les révérends pères Malagrida, Alexandre et Mathos, et que ces casuistes avaient décidé que tuer le souverain n'était pas même un péché véniel. De là, on se hâta de conclure que la société entière avait pour maxime que le parricide était une bonne action, et, le 19 janvier 1759, parut un édit, portant que tous les jésuites, déclarés complices de l'attentat contre la vie de Joseph Ier, seraient enfermés dans leur maison et gardés à vue jusqu'à ce qu'on eût décidé de leur sort.

Des négociations furent ouvertes avec la cour de Rome. Après quelques difficultés de détail, on embarqua deux cent cinquante-cinq prêtres jésuites (16 septembre et 28 octobre 1759), sur des vaisseaux qui mirent aussitôt à la voile pour aller déposer les bannis sur la côte d'Italie. On ne garda en Portugal que les trois casuistes Malagrida, Alexandre de Souza et Jean de Mathos; mais on n'osa les envoyer au supplice comme les autres chefs du complot. Le roi fut réduit au misérable expédient de livrer à l'inquisition, comme hérétique, le révérend père Malagrida.

C'était un pauvre fou, âgé de soixante-douze ans, qui avait passé sa vie à écrire de pitoyables livres, à confesser, à dire la messe et à faire au besoin des miracles. L'inquisition examina gravement ses

ouvrages : l'un était un traité sur la vie de l'antechrist, l'autre portait le titre de *Vie héroïque et admirable de la très-glorieuse sainte Anne, mère de la sainte Vierge, composée avec l'assistance de la bienheureuse vierge Marie et de son très-saint fils.*

On lit dans le premier de ces deux livres, que l'antechrist naîtra en 1920 du commerce incestueux d'un moine avec une religieuse ; qu'il sera baptisé et deviendra l'époux de Proserpine. Malgré la collaboration de Jésus-Christ et de la Vierge, la vie de sainte Anne est plus extravagante encore. On y trouve entre autres folies les propositions suivantes :

« Sainte Anne a été sanctifiée dans le ventre de sa mère, de la même manière que la sainte Vierge a été sanctifiée dans celui de sainte Anne : privilége qui n'a été accordé qu'à elles seules.

» Sainte Anne, étant encore dans le ventre de sa mère, conçut le pieux dessein de se consacrer à Dieu, et, afin qu'aucune des personnes divines n'eût de jalousie, elle fit au père, vœu de pauvreté, au fils, vœu d'obéissance, au Saint-Esprit, vœu de chasteté.

» Devenue grosse à son tour, sainte Anne entendit distinctement la
» fille qu'elle devait mettre au monde lui tenir ce discours miraculeux :
» Consolez-vous, ma chère mère, car vous avez trouvé grâce devant
» le Seigneur. Quand vous m'aurez enfantée, vous me donnerez le
» nom de Marie. L'esprit du Seigneur reposera sur moi, il me cou-
» vrira de son ombre, et je concevrai en moi le Très-Haut qui sau-
» vera son peuple de l'esclavage du péché. »

Dans sa prison et devant ses juges, Malagrida, loin de rien rétracter de ces belles choses, enchérit encore sur les absurdités contenues dans ses livres.

Pendant le cours de cet étrange procès, le marquis de Tancos, gouverneur de l'Estramadure, étant mort, on fit sonner toutes les cloches des églises et les forteresses du bord du Tage firent des décharges lugubres. A ce bruit, Malagrida s'imagina que le roi n'existait plus. Il demanda audience aux inquisiteurs, leur dit qu'il venait de la part de Dieu, pour prouver qu'il n'était point un faux prophète puisque la mort du roi lui avait été révélée, et qu'il avait été témoin dans une vision, des peines auxquelles Joseph était condamné pour avoir persécuté les pères de la compagnie de Jésus.

Il rapporta encore d'autres visions et des conversations avec la Vierge et les apôtres. Ses juges s'amusèrent à le convaincre d'impos-

ture et d'hérésie, sans lui dire un mot de l'attentat contre le roi, et rendirent enfin une sentence ordonnant : « Qu'il serait déposé et » dégradé de ses ordres, suivant la disposition et la forme des saints » canons, et livré avec le bâillon, le bonnet d'infamie et l'écriteau » d'hérésiarque, à la justice séculière. »

Le 20 septembre 1761, le tribunal de la relation confirma cette sentence en condamnant le criminel : « A être livré à l'exécuteur de » la haute justice et conduit, la corde au cou, par les grandes rues » de Lisbonne jusqu'à la place du Rocio, pour là y être étranglé » jusqu'à ce que mort s'ensuive, et son cadavre être jeté au feu et » réduit en cendres, afin qu'il ne reste rien de lui ni de sa sépulture. » Ce que l'on exécuta le lendemain.

Le comte d'Oyeras sentait bien qu'il ne suffisait pas d'exiler les jésuites pour s'en défaire. Cette corporation, répandue dans tout le reste de l'Europe, n'aurait pas manqué de reprendre bientôt le terrain qu'elle avait perdu ; il entama donc des négociations actives avec les cabinets étrangers, dans le but d'arriver à la destruction totale de la société. Les événements secondèrent heureusement son dessein.

La banqueroute du père La Vallette acheva de rendre odieux en France l'ordre des jésuites, qu'on accusait déjà d'avoir armé le bras de Damien. Des faits particuliers on remonta au principe fondamental : le parlement de Paris se fit apporter les constitutions de la société ; le 8 août 1761, un arrêt condamna au feu un grand nombre de livres signés par des jésuites et approuvés par les chefs de l'ordre : « comme séditieux, destructifs de tout principe de morale chré- » tienne, enseignant une doctrine meurtrière et abominable contre » la sûreté de la vie des citoyens et des personnes sacrées des princes. » Enfin un édit du roi de France, de novembre 1764, rejeta sans retour de ses États cet ordre trop fameux, qui fut ensuite successivement proscrit du reste du monde, toujours à l'instigation de la France et du Portugal, puis déclaré solennellement aboli (21 juillet 1773), par une bulle du pape Clément XIV, l'illustre et sage Ganganelli.

(1762) La guerre ne troubla qu'une seule fois le règne si agité de D. José. Elle fut déclarée par l'Espagne, qui voulait, en attaquant le Portugal, nuire à l'Angleterre. Dans son *Tableau de l'état présent du Portugal*, publié en 1798, Dumouriez raconte avec détails cette courte et singulière campagne.

Le comte d'Oyeras, naturellement ennemi des gens de guerre,

s'attendait si peu à une rupture avec l'Espagne, qu'il avait tout à fait négligé l'entretien de l'armée. On avait à peine sept mille hommes sous les drapeaux, très-peu de chevaux, point d'artillerie, ni de munitions. Les Anglais engagèrent Joseph à confier le commandement de ses troupes au comte de la Lippe-Buckebourg, prince souverain d'Allemagne, officier habile, qui pendant six ans avait fait la guerre en Westphalie. Lorsque ce général voulut, en arrivant en Portugal, rassembler ses soldats, il ne put réunir que cinq mille hommes sans uniforme et sans armes. On demanda du secours au roi de la Grande-Bretagne qui fit embarquer six mille hommes, dont deux mille Irlandais. Ces troupes arrivèrent à moitié de la campagne. Leurs chefs ne purent s'entendre avec le comte de la Lippe, et se rendirent tellement odieux, que les Portugais, perdant patience, se soulevèrent contre ces alliés et en massacrèrent un grand nombre.

Cependant la cour d'Espagne fit marcher quarante mille hommes sur le Portugal. Par l'état de la défense, on peut juger de la facilité de la conquête; mais, contre toute apparence, cette armée ne fit rien de décisif. Elle était commandée par le marquis de Sarria, vieux général sans vigueur comme sans capacité; le ministre de la guerre prétendait diriger de Madrid toutes les opérations, et défendait de rien entreprendre sans ses ordres; les troupes indisciplinées obéissaient mal et manquaient la plupart du temps de fourrages et de munitions. On se porta sur la frontière portugaise sans connaître le pays, n'ayant aucun plan de campagne arrêté. Une partie de l'armée se dirigea vers Miranda, qui sauta en l'air par accident. Cet événement inespéré détermina à entrer par le côté de Tras-os-Montes; mais alors on apprit qu'il fallait traverser une rivière; les pontonniers et les bateaux manquaient; on perdit beaucoup de temps avant de pouvoir passer outre; puis on s'empara de Bragance, Outeiro et Chaves, qui n'avaient aucun soldat pour les défendre.

Le 21 juin 1762, un officier espagnol, nommé Alvarès, attaqua le village de Freixel, le pilla et y mit le feu. Trois cents paysans, qui y étaient renfermés et qui firent quelque résistance, furent convertis dans les gazettes de Madrid en six mille hommes de troupes réglées. Le roi félicita Alvarès sur ce qu'avec deux cents soldats il en avait battu six mille.

Encouragé par cette expédition, l'ennemi résolut d'assiéger Almeida. Le 4 août il investit la place; le 15, la tranchée s'ouvrit sans

résistance ; le 25, la capitulation fut signée. On trouva dans la ville quatre-vingt-seize pièces d'artillerie, toutes sortes de munitions de guerre et de bouche, et trois mille six cents Portugais de garnison, tous intacts et bien portants.

Almeida était une bonne place, qui pouvait arrêter les assiégeants pendant un mois ; mais le gouverneur, âgé de quatre-vingt-un ans, était absolument incapable : un ingénieur, voulant mettre la ville en état de défense, il lui refusa les fonds nécessaires pour les travaux, et le fit jeter en prison ; les officiers anglais ayant engagé les Portugais à combattre, le gouverneur leur défendit d'obéir, et se retira pieusement dans sa chambre, où il passa tout le temps du siége à dire son chapelet.

Ce succès trop rapide devint précisément la cause de la fin des hostilités. Maîtres d'Almeida, les Espagnols furent plus embarrassés qu'auparavant, car ils avaient calculé que le siége durerait toute la campagne. La prise de Villa-Velha, par Alvarès, acheva de les éblouir, et leur inspira du mépris pour un ennemi qui disputait à peine la victoire.

Mais la Lippe envoya un officier anglais, le comte Hamilton, surprendre le camp d'Alvarès. Cette petite expédition, parfaitement conduite, jeta la terreur dans l'armée espagnole : elle se replia sur Alcantara et repassa, bientôt après, la frontière.

Cette retraite était principalement due aux négociations du comte d'Oyeras. Dès le commencement de la campagne, il avait eu soin d'engager la femme de Joseph à écrire à sa mère, la reine douairière d'Espagne, afin de mettre le royaume sous la protection des liens de famille ; depuis, il avait su semer la division dans le cabinet de Madrid, entraver toutes les opérations de l'armée, et persuader aux peuples des provinces voisines que l'intérêt général voulait le rétablissement de la paix entre les deux pays.

Elle fut signée à Paris, le 10 février 1763. Le traité régla les différends entre la France, l'Espagne et l'Angleterre ; le Portugal adhéra simplement à tout ce qui avait été précédemment décidé à Fontainebleau, par les ambassadeurs des trois puissances.

Cette guerre, qui aurait pu écraser le royaume, lui donna au contraire une vigueur et un ressort qui lui manquaient. Éclairé par le danger, Carvalho chargea le comte de la Lippe de reconstituer l'armée, et de mettre les places en état de défense. Quelques années

plus tard, on vit en Portugal une armée nombreuse, instruite, bien équipée, une marine formidable, des forteresses bien garnies, et ce nouveau genre de prospérité augmenta encore le pouvoir du ministre.

Peu de temps après l'expulsion des jésuites, le comte d'Oyeras renvoya en Italie le comte Acciajuoli, nonce du saint-siége, et rompit tout à fait avec la cour de Rome. Clément XIII, qui déjà avait confirmé la bulle de son prédécesseur, Benoit XIV, sur la constitution *Unigenitus* et béatifié le père Rodriguez, venait, dans la bulle *Apostolicum*, de faire un éloge pompeux du savoir de la société de Jésus et de lui confirmer tous ses priviléges. Un ministre jaloux de la dignité du trône, devait regarder la conduite du saint-père comme offensante pour le souverain qui avait récemment aboli dans ses États l'institut de Loyola. Carvalho fit bien de montrer son mécontentement, et de donner lui-même l'exemple en publiant un manifeste pour établir une distinction des puissances temporelle et spirituelle ; de sorte que la dépendance au chef de l'Église devînt purement intellectuelle et relative au dogme, mais nullement au droit du culte. Une partie du clergé contribua à la rédaction de cet acte important, et peu s'en fallut que le Portugal ne se déclarât schismatique comme l'Angleterre.

La politique du comte d'Oyeras convenait si bien aux circonstances, qu'elle devint bientôt celle de l'Europe ; partout on sentit la nécessité de mettre des bornes au pouvoir du clergé. Clément XIII, pontife rempli de piété et de droiture, mais plus zélé qu'habile, eut le grand tort de ne pas comprendre le siècle où il vivait ; incapable de suivre les progrès de l'opinion publique, il fit la maladresse de vouloir résister à ses arrêts, et, tout le temps de son règne, opposa un entêtement dogmatique et peu éclairé aux exigences des princes, qui tous, volontairement ou malgré eux, subissaient alors l'influence des philosophes.

Le duc de Parme ayant publié des édits pour restreindre la juridiction ecclésiastique dans ses États, Clément XIII fut assez imprudent pour lancer un monitoire contre ces édits (20 janvier 1768), qu'il déclara attentatoires à la cause de Dieu et du saint-siége. Les maisons royales s'alarmèrent justement d'un pareil retour aux anciens abus de la cour de Rome. Le bref fut supprimé le 3 mars par le duc de Parme, le 16 par l'Espagne, le 26 par la France, le 5 mai par le Portugal, le 4 juin par le roi de Naples. Sur le refus d'une rétractation

exigée par Louis XV, ce monarque fit saisir le comtat d'Avignon; l'Espagne poursuivit avec plus d'ardeur la suppression des jésuites; le roi de Naples s'empara de Bénévent. Afin de sortir d'embarras, le pape convoqua un consistoire pour le 3 février 1769, mais il mourut subitement la veille de l'ouverture.

Heureusement pour le catholicisme, on éleva sur la chaire de saint Pierre le seul homme qui pût sauver la religion de la ruine dont la menaçait la cohorte des penseurs du dix-huitième siècle. L'opiniâtreté et la mesquine dévotion du dernier pontife avaient jeté le désordre et la haine dans l'univers chrétien : la prudence et le bon sens de Clément XIV ramenèrent la paix et la charité.

A son avénement, le nouveau pape eut la sagesse de ne pas faire lire, selon l'usage, la bulle *in cœna Domini*, qui blessait l'orgueil des souverains, et ne craignit point de faire le premier pas vers la cour de Lisbonne. Il annonça son exaltation à Joseph Ier, admit ensuite son ambassadeur à son audience, et eut avec lui une longue conférence. Le soir, les armes de sa majesté très-fidèle étaient rétablies sur le palais de la légation. Tout ce qu'avait fait Carvalho fut approuvé, et un nonce (Conti) partit pour le Portugal.

On l'y reçut avec des honneurs extraordinaires, sans que le ministre fît pour cela aucune concession; le tribunal qui, sous le titre de nonciature, veillait aux intérêts du saint-siége, fut bien reconstitué; mais, à côté de cette institution tout ecclésiastique, on créa un autre tribunal chargé de distinguer le droit du pape du droit du roi, et l'on défendit, sous les peines les plus rigoureuses, de faire aucun usage des brefs, des dépêches et autres écrits émanés de la nonciature, sans qu'ils eussent été approuvés auparavant par les nouveaux magistrats. Ces mesures n'étaient, après tout, que le rétablissement de ce qui existait avant Jean II qui, le premier, avait admis les actes du saint-siége sans aucune censure préalable.

Joseph, pour témoigner au comte d'Oyeras sa satisfaction, le créa peu de temps après marquis de Pombal, et l'éleva ainsi au rang de la plus haute noblesse. Il combla aussi de grâces et d'honneurs les membres de sa famille : son frère, grand inquisiteur, fut promu au cardinalat; son fils aîné, nommé président du sénat, prit le titre de comte d'Oyeras. Déjà d'illustres alliances avaient uni son sang aux premières maisons du royaume; l'une de ses filles avait épousé le comte de Sampayo; on sait que ce fut pendant ses noces qu'on arrêta

Aveiro et ses complices; il maria la seconde avec D. Antoine de Saldanha d'Oliveira, dont le fils est aujourd'hui maréchal. Il usa aussi de son crédit pour faire épouser à son deuxième fils l'unique héritière des maisons de Souza-Coutinho et d'Alva; mais ce mariage fut cassé au bout de quelques années, et le fils du ministre, devenu comte de Redinha, épousa plus tard une demoiselle de Tavora, dont les parents avaient été voués à l'infamie comme assassins du roi.

Les jésuites chassés, il fallait les remplacer, et donner à la jeunesse d'autres instituteurs. Le collége royal des nobles fut fondé en 1766. On consacra à cet établissement la maison du noviciat des jésuites, un des plus beaux monuments de Lisbonne. Le ministre institua aussi des écoles élémentaires pour les enfants du peuple; tous les citoyens reçurent une éducation régulière, selon la position qu'ils étaient appelés à remplir dans la société.

L'attention du gouvernement se porta ensuite sur l'université de Coïmbre, où de grands abus s'étaient introduits. Le marquis de Pombal partit de Lisbonne le 15 septembre 1772, suivi d'un cortége de gens de lettres; il se rendit à Coïmbre, changea les professeurs et le système général des études, donna de nouveaux statuts, assigna la prééminence aux sciences physiques et mathématiques, appela à grands frais des savants pour les enseigner, et enfin jeta les bases d'une école spéciale, destinée à former des hommes à l'art d'enseigner, « voulant, disait-il, que pas une ville, pas un village, ne manquât de professeur pour instruire la jeunesse. »

Il suffit de lire les titres des nombreuses ordonnances publiées par le marquis de Pombal pendant sa longue administration, pour apprécier les services qu'il rendit. Tout était auparavant dans une confusion difficile à concevoir aujourd'hui. Il fallut un édit pour arracher les débiteurs insolvables et de bonne foi aux poursuites de leurs créanciers; un autre pour exiger le consentement des parents aux mariages de leurs enfants; un autre pour donner à l'autorité civile le droit de censure sur les livres. Des règlements encouragèrent l'imprimerie, donnèrent de nouvelles facilités au commerce, mirent fin à une foule d'abus. Parmi ces décrets, il en est un qui fait le plus grand honneur au ministre: celui qui supprima toute distinction entre les anciens et les nouveaux chrétiens.

Depuis l'expulsion des juifs par Emmanuel, cette division funeste s'était toujours maintenue. Le royaume était rempli de familles d'ori-

gine israélite, contraintes par la persécution à devenir chrétiennes, mais qui se livraient encore en secret aux pratiques du culte de Moïse. Ces convertis suspects, exclus des charges et emplois publics, restaient, malgré leur abjuration, privés de tous les avantages de la vie civile. Pombal les réhabilita complétement, et défendit de se servir des dénominations en usage, afin, disait l'édit, que les Portugais enfants d'une même Église, devinssent tous frères du même corps.

Au milieu de ces travaux, le ministre, sans cesse attaqué, calomnié par ses ennemis, avait encore à lutter contre la nature. Le 26 décembre 1764, un nouveau tremblement de terre vint épouvanter la capitale. On craignit un instant de voir renverser les édifices relevés depuis 1755. Une partie de la ville fut inondée, le feu consuma les bâtiments de la douane, les marchandises évaluées à dix millions de cruzades devinrent la proie des flammes. Cette perte, qui se fit sentir dans toutes les classes, augmenta le nombre des malfaiteurs; les maisons particulières et les églises essuyèrent leurs brigandages. Pour remédier à ces désordres, on créa une garde urbaine dont faisaient partie tous les citoyens.

Les bandits de Lisbonne dispersés et punis, le secrétaire d'État s'occupa de mettre les vaisseaux portugais à l'abri des attaques des pirates algériens, et bientôt les bâtiments marchands purent librement naviguer dans la Méditerranée sans avoir rien à redouter des corsaires.

(1769) Ces mesures protectrices excitèrent le mécontentement de l'empereur de Maroc, qui recommença la guerre, et, après quelques combats sans importance, vint mettre le siége devant Mazagan, une des villes que les Portugais avaient conservées en Afrique. Le gouverneur de cette place se défendit pendant deux mois avec vigueur; pensant enfin qu'il ne lui était plus possible de résister, il demanda quatre jours pour capituler. Ce temps fut employé à transporter à bord des navires les effets précieux, après quoi tous s'embarquèrent et le gouverneur le dernier. Ils avaient pris soin de miner les fortifications, de charger les canons, et de les faire communiquer tous par des mèches à un foyer commun. Quand les Arabes s'approchèrent des murailles, la place sauta, et ils furent abîmés sous ses débris.

Le roi de Maroc accusa les Portugais d'avoir violé tous les droits de la guerre; mais par une singularité bizarre, cet événement, ayant donné lieu à des négociations, finit par amener la paix, et Pombal stipula de nouvelles facilités pour le commerce de son pays.

L'activité du secrétaire d'État suffisait à tous ces soins et entourait la personne du monarque d'une surveillance continuelle, qui empêcha plusieurs fois les assassins de réussir dans leurs projets. Le Portugal, devenu puissant sur la fin du règne de Joseph, devait tout au grand ministre; aussi le roi, qui, seul alors rendait complétement justice à Carvalho, voulut que son portrait fût placé sur un médaillon au pied de la statue équestre qu'on lui érigea sur la place du Commerce (6 juin 1775). La noblesse prétendit que le prince, en accordant une pareille faveur à un sujet, mettait l'intrigue et l'ambition sous le patronage de la majesté royale. La postérité a vengé le ministre; elle a égalé son nom à celui de Richelieu et de Colbert, et même, le plus souvent, oubliant le souverain qu'il servait, elle ne dit pas le règne de Joseph, mais bien le règne de Pombal.

Tandis que tout prospérait dans l'intérieur du royaume, des changements importants s'accomplissaient dans les colonies. En Asie, un nouveau régime prenait la place d'anciens règlements, dont l'usage avait démontré l'insuffisance ou le danger; au Brésil on introduisait la culture du sucre, du coton, du riz, de l'indigo, du café, du cacao; et ces produits, beaucoup plus profitables que l'exploitation des mines, assuraient à la métropole une nouvelle source de richesses. Mais des différends s'élevèrent encore avec les Espagnols, au sujet des limites du Paraguay (1774). Les hostilités recommencèrent; malgré la médiation de la France et de l'Angleterre, il fut impossible de s'entendre, et la mort de Joseph mit seule fin à cette guerre malheureuse, également contraire aux intérêts des deux pays.

D. José n'eut de sa femme, Marie-Anne-Victoire, fille de Philippe V d'Espagne, que quatre filles dont trois seulement lui survécurent: Marie, princesse du Brésil, Mariana, morte à Rio-Janeiro, en 1813, sans avoir été mariée, et Maria-Francisca-Benedicta.

L'aînée de ces princesses, appelée, d'après les lois de Lamégo, à succéder à son père, était mariée depuis 1760 avec son oncle, l'infant D. Pèdre, et avait elle-même plusieurs enfants, dont le premier, D. José, né le 11 août 1761, portait le titre de prince de Beyra.

Les ennemis du premier ministre avaient eu soin de s'emparer de l'esprit de la reine, dans l'espoir de gouverner par son influence lorsque sa fille serait sur le trône; aussi dès que Joseph, affaibli par une longue maladie, commença à s'éloigner des affaires, Carvalho vit baisser son crédit (1774).

Vers le même temps, le cardinal François de Saldanha, qui avait puissamment contribué à la ruine des jésuites, mourut : c'était perdre un ami fidèle et zélé au moment où son secours devenait le plus nécessaire. Bientôt après, le roi eut une attaque d'apoplexie, qui lui ôta l'usage de la parole ; sentant alors que sa fin était proche, il céda aux conseils de son confesseur, renonça au gouvernement, et signa, le 29 novembre 1776, un édit dans lequel il déclara la reine régente du royaume.

Tout changea aussitôt à Lisbonne. La reine, jalouse d'essayer d'une autorité qu'elle n'avait jamais pensé devoir exercer, sut adroitement éluder toutes les propositions du ministre. Feignant de croire qu'il avait l'intention de poser la couronne sur la tête du jeune prince de Beyra, auquel il destinait pour épouse la sœur de Louis XVI, madame la princesse Élisabeth de France, elle défendit au médecin d'apprendre à Carvalho l'état dangereux où était le roi, et, sous un prétexte religieux, parvint à l'empêcher de pénétrer jusqu'à lui.

Le marquis de Pombal, affectant de ne point s'apercevoir de la froideur de la régente, se dévoua entièrement à ses volontés, et vint chaque jour lui soumettre ses projets. Il l'engagea à signaler son administration par une promotion générale d'officiers, dans laquelle il fit comprendre quelques-uns de ses amis, espérant, mais en vain, se les attacher par les liens de la reconnaissance.

Le 4 février 1777, le roi eut une nouvelle attaque. Le 20, la reine annonça le mariage de l'infante Maria-Francisca-Benedicta avec son neveu, D. José, prince de Beyra, de quinze ans plus jeune qu'elle. Cette nouvelle inattendue surprit toute la cour, mais ce n'était point un projet nouveau, car déjà on avait fait venir de Rome les dispenses nécessaires, et le lendemain les époux reçurent la bénédiction nuptiale, des mains du patriarche, dans la chapelle du palais. Enfin, le 23, Joseph mourut à une heure du matin ; il était âgé de soixante ans, et en avait régné vingt-six.

Dès qu'il fut expiré, son confesseur remit à la princesse du Brésil un écrit tout à fait dans le caractère de ce prince sans vigueur, qui avait constamment montré les qualités d'un honnête père de famille et aucune de celles qui font les souverains.

Avis du roi à sa fille, la princesse du Brésil.

1° En premier lieu, j'attends de ses lumières et de ses vertus, qu'elle

gouvernera mes peuples avec douceur, sagesse et justice; qu'elle s'occupera du soin de leur bonheur temporel et éternel, en veillant avec zèle à l'exacte observation des lois divines et humaines; qu'elle protégera la véritable religion, qu'elle conservera les droits de ma couronne, qu'elle maintiendra continuellement la paix entre l'empire et le sacerdoce.

2° Je compte également qu'elle continuera à traiter la reine sa mère avec respect, et ses sœurs avec amour, et qu'elle leur fera le même bien qu'elle avait droit de se promettre de la tendre affection que je leur ai toujours portée.

3° Je lui recommande d'achever la construction de l'église que j'ai commencée, en reconnaissance du bienfait éclatant que Dieu a daigné m'accorder et dont le royaume entier a eu connaissance.

4° Qu'elle ait soin de payer mes dettes, ce que la perspective d'une guerre prochaine et les préparatifs immenses qu'elle a occasionnés ne m'ont pas permis de faire jusqu'à présent.

5° Quelle n'oublie pas nos domestiques, ceux surtout qu'elle sait m'avoir servi avec le plus de zèle et de fidélité.

6° Qu'elle fasse grâce aux criminels d'État qu'elle jugera dignes de sa clémence. Quant à l'offense dont ils se sont rendus coupables envers ma personne, je la leur ai déjà pardonnée, pour obtenir de Dieu la même indulgence.

Le Roi.

Si ce testament politique est véritablement l'ouvrage du roi, il montre combien les idées qui l'avaient dirigé pendant son règne étaient alors changées. Joseph recommande à sa fille ses domestiques, et il ne lui dit pas un mot du ministre auquel il doit toutes les grandes choses qui ont illustré son gouvernement.

Il insiste sur la nécessité de protéger la religion, et il ne donne pas un conseil sur le devoir imposé à tout souverain de résister aux envahissements du clergé, lui qui a constamment combattu pour diminuer dans ses États l'autorité ecclésiastique.

Enfin il semble inviter sa fille à revenir sur le jugement des conspirateurs de 1758, alors qu'on accusait hautement Pombal de les avoir sacrifiés à sa haine.

Ces invraisemblances ont fait penser que cet écrit n'était point de Joseph Ier, et qu'il avait été fabriqué dans le but de rendre plus facile

l'exécution du plan réactionnaire conçu dès longtemps par la reine, le clergé et la noblesse.

Quoi qu'il en soit, le feu roi laissait le Portugal dans l'état le plus brillant : le pouvoir était fort respecté; l'armée nombreuse, bien disciplinée et commandée par des officiers formés à l'école du comte de la Lippe; une marine militaire redoutable protégeait une marine marchande, dont les navires rapportaient des Indes et du Brésil des richesses de toutes natures; les colonies, dont l'existence était devenue une question à la fin du règne de Jean V, avaient repris leur première importance; le clergé ne pouvait plus nuire, le nombre des moines était réduit; l'inquisition, honorée du vain titre de majesté, n'en avait pas moins perdu toute sa puissance; la littérature, soumise seulement à la censure des magistrats civils, florissait sans avoir à redouter les mutilations des dévots; les arts enfin étaient en honneur, et recevaient de la munificence royale de nobles encouragements.

Toutes ces prospérités vont disparaître, et celui qui les a créées sera persécuté, jugé, condamné, car le règne de Marie Ire peut se résumer en une seule phrase : tous les anciens abus prennent la place des nouvelles réformes.

MARIE Ire ET PÈDRE III.

(1777.)

La reine fit asseoir avec elle sur le trône son mari, qui prit le nom de Pèdre III. Ce prince était alors âgé de soixante ans : il vécut encore neuf ans sans s'inquiéter aucunement des affaires. Dévot, mais cependant amateur de musique et de théâtre, D. Pèdre, retiré dans son château de Quelus, se plaisait à donner des fêtes splendides à sa royale épouse ; toute étiquette était bannie de ce tranquille séjour ; les paysans, admis dans les jardins, participaient à ces réjouissances qu'ils embellissaient par leur nombre et leur joie bruyante. Si parfois la reine invitait son époux à siéger au conseil, il restait spectateur immobile de toutes les discussions, à moins qu'il ne s'agît des affaires de sa maison (*Gaza do infandato*), les seules auxquelles il s'intéressait. Pèdre occupa ainsi sa place parmi les souverains, sans laisser d'autre monument de sa timide royauté que son effigie gravée sur toutes les monnaies.

D'autres soins occupaient Marie Ire. Elle annonça d'abord la volonté de régner sérieusement, ce qui voulait dire, sans les conseils de Pombal : car les courtisans et les prêtres reprochaient à ce ministre d'avoir asservi la royauté. Le lendemain de la mort de Joseph, sa veuve demanda à la nouvelle reine si elle comptait conserver Carvalho au ministère : « Il faudra bien le renvoyer, répondit la douce » Marie, puisque tout le monde le désire. — Évitez donc de tra» vailler une seule fois avec lui, autrement vous n'auriez plus la force » de le congédier. » Marie effrayée, se persuadant que le secrétaire

d'État était doué d'une puissance de fascination irrésistible, consentit à tout ce qu'on exigea, et ce fut la reine-mère qui donna audience au ministre.

Suivant l'exemple de ses prédécesseurs, la fille de Joseph, par acte de joyeux avénement, fit ouvrir les prisons. Ceux qui y étaient renfermés sans jugement depuis la conspiration d'Aveiro, parurent alors sur la place publique dans un état de délabrement qui excita la pitié. Presque tous étaient à moitié nus, couverts de haillons et sans autre vêtement qu'une toile grossière qu'on leur avait donnée pour couvrir la paille de leurs cachots. Quelques-uns étaient si faibles qu'ils ne pouvaient se soutenir; d'autres, privés de jour depuis longues années, ne pouvaient supporter la lumière; plusieurs périrent presque aussitôt. Tous cependant avaient autrefois brillé à la cour, ils appartenaient aux premières familles du royaume. A l'aspect de tant de misère, le peuple, sans réflechir que la sûreté générale avait autrefois exigé l'arrestation de ces malheureux, que leur dénûment n'était que la suite inévitable d'une longue détention dans les prisons dont le régime était partout le même, fit bon accueil aux prisonniers, et menaça de sa colère celui qu'ils nommaient leur persécuteur.

Pombal offrit alors sa démission; elle fut acceptée. La reine lui conserva ses appointements de secrétaire d'État, et lui donna la commanderie de Saint-Jacques de Lamosho, de l'ordre du Christ, avec tous les revenus qui y étaient attachés. Le ministre résolut de se retirer dans son marquisat de Pombal; il partit entouré de ses gardes, accompagné de sa famille. La foule laissa froidement passer ce cortége. Carvalho vit partout les populations en proie à cette allégresse qui signale tous les commencements de règne. Il connaissait trop bien les hommes pour s'étonner de leur ingratitude; aussi apprit-il bientôt sans surprise que son médaillon, placé au pied de la statue de Joseph, en avait été arraché et traîné dans la boue; il se contenta de dire à cette nouvelle : « Je n'en suis pas fâché, il ne me ressem- » blait pas du tout[1]. »

Ce n'était point assez, il devait encore subir l'affront d'une procédure criminelle. Des libelles l'accusaient de tous les crimes; on eut pour les calomniateurs la basse complaisance d'envoyer deux magistrats interroger l'ancien ministre. Celui qui aurait pu répondre

[1] D. Pédro, aussitôt son arrivée à Lisbonne, en 1833, le fit rétablir.

comme Scipion : « Je jure que j'ai sauvé la patrie, » reportant le mérite de ses grandes actions à son auguste bienfaiteur, ne trouva que ces paroles pour satisfaire aux questions des commissaires : « Le roi » le voulait ainsi, j'ai exécuté ses ordres, mon devoir était d'obéir. »

Mais rien n'arrête la jalousie et la vengeance ; le 16 août 1781, intervint un décret portant que la reine, d'après l'avis de juges *dignes de sa confiance*, déclare le marquis de Pombal criminel, et passible d'un châtiment exemplaire ; que, cependant, attendu son âge et ses infirmités, sa majesté, consultant sa clémence plutôt que sa justice, veut bien lui faire grâce des peines afflictives, et se contenter de l'exiler à vingt lieues de la cour.

Le 5 mai suivant, Carvalho mourut ; il était âgé de quatre-vingt-trois ans, et avait gouverné le Portugal pendant plus de vingt-cinq ans. Sa famille donna la plus grande pompe à ses funérailles ; mais comme la haine ne sait point reculer, même devant un cercueil, on défendit de graver aucune épitaphe à sa louange. Ils avaient raison, les ennemis du vieillard : son nom seul décorait assez son tombeau.

« Si le cardinal de Richelieu avait eu, comme Carvalho, le grand » tort de survivre à son maître, peut-être ne connaîtrions-nous de » lui que ses crimes... Pombal a laissé une mémoire très-contradic- » toire, mais non pas médiocre. Ses nombreux ennemis le peignent » comme un monstre ; ses partisans, tout aussi nombreux, le vantent » comme le sauveur de la patrie. Le peuple, qui s'était réjoui de sa » disgrâce, a, dans plusieurs occasions, témoigné ses regrets de ne » plus le voir gouverner. Je n'ai jamais regardé Carvalho comme un » sage, je ne l'ai pas présenté comme un modèle. Ce n'est pas un » grand homme, c'est un homme extraordinaire. »

Ce jugement, porté par le général Dumouriez peu d'années après la mort du marquis de Pombal, a été révisé par la postérité impartiale. Carvalho eut certainement des défauts et comme homme et comme ministre. Son zèle contre les abus lui fit quelquefois commettre des actes de rigueur inutiles : il était l'ennemi irréconciliable de quiconque s'opposait à ses résolutions ; il aimait trop le pouvoir pour supporter des critiques et pour favoriser sincèrement le progrès philosophique qui entraînait les peuples vers la liberté politique ; il y avait bien quelque prétention dans ses discours, dans ses écrits, dans sa personne. Ainsi, affectant de se montrer universel, on le voyait interrompre la rédaction d'édits importants pour régler la vente des

fourrages et changer la formule de permission pour les chevaux de poste; mais ces imperfections étaient effacées par des qualités éminentes, ces fautes légères par d'éclatants services.

Il rebâtit Lisbonne, ranima le commerce, créa des manufactures, maîtrisa l'influence anglaise, fit fleurir les lettres, affermit l'empire des lois, réprima le fanatisme, rétablit l'ordre dans les finances, rendit sa nation respectable aux étrangers, et enfin éleva le Portugal à un degré de gloire et de puissance qu'il n'a pu reconquérir depuis. Il n'était pas mort, que déjà tous les abus qu'il avait espéré détruire surgissaient plus oppresseurs que jamais. Du fond de sa retraite, éclairé par l'expérience, il put se convaincre que les créations de rois absolus et de leurs ministres sont éphémères comme la vie humaine; qu'il n'est de réforme définitive, de progrès soutenus, que ceux placés sous la sauvegarde de la liberté publique et dont la défense est confiée à une nation qui connaît ses droits et ses devoirs.

Pendant qu'on poursuivait juridiquement Pombal, la marche réactionnaire des événements voulait qu'on examinât de nouveau le procès des conspirateurs. On accorda d'abord un décret d'abolition (1777) en faveur des trois frères du marquis de Tavora et de son gendre le marquis d'Alorna. Cette satisfaction ne pouvait suffire aux familles des condamnés : elles demandaient un édit général de réhabilitation. Marie consulta les magistrats les plus respectables par leurs lumières et leur intégrité; tous lui représentèrent que l'acte qu'on exigeait d'elle était impraticable, injuste, illégal, et qu'il flétrirait la mémoire du feu roi, qui avait frappé de grands coupables dont le crime n'était que trop avéré. On voulut parler au nom de la religion, le vénérable archevêque de Thessalonique, confesseur de la reine, rassura la conscience de sa pénitente, et l'empêcha de céder aux sollicitations de la noblesse.

La résistance de Marie dura jusqu'au mois d'octobre 1780. L'archevêque était mort; l'influence de la reine douairière avait fait choisir pour le remplacer, D. José Maria de Mello, prêtre fanatique, ambitieux, et de plus proche parent de plusieurs familles alliées à celles d'Aveiro, de Tavora et d'Atouguia. Dès lors la reine n'eut plus de repos. Menacée sans cesse des peines éternelles si elle ne réparait point les torts de son père, elle céda enfin, et nomma une commission spéciale chargée de réviser le procès. Au mois d'avril 1781, ce mystérieux tribunal n'avait encore rien décidé; le 3, un ordre royal lui enjoignit de rendre sur-le-champ son arrêt. Les commissaires restèrent

assemblés toute la nuit, et déclarèrent, à quatre heures du matin, que toutes les personnes, mortes ou vivantes, exécutées ou mises en prison, en conséquence de la sentence du 12 janvier 1759, étaient innocentes.

Grâce au bon sens des magistrats réguliers du pays, cet arrêt fut frappé d'appel, et ne reçut jamais une publication officielle. La comtesse d'Atouguia se trouva seule réhabilitée par un décret particulier de la reine, du 1er juillet 1781.

Le ministère qui succéda à Pombal était composée d'hommes sans aucune portée politique, incapables de concevoir et de suivre un plan de gouvernement. Joseph de Seabra eut le portefeuille de l'intérieur; d'abord confident de Carvalho, il avait été ensuite envoyé en exil pour avoir contrarié les vues de son protecteur; d'ailleurs, homme avide et peu scrupuleux, il ne vit dans sa nouvelle élévation qu'un moyen de rétablir sa fortune. Ayrez de Sà, honnête homme, mais peu capable, fut chargé des affaires étrangères. Martinho de Mello prit le titre de ministre de la marine, et le marquis d'Anjeja celui de premier ministre avec le portefeuille des finances. Ce dernier s'empressa de vider le trésor qu'il avait trouvé rempli, afin d'enrichir sa famille et ses amis.

Ce cabinet, tout faible qu'il était, aurait suffi peut-être à continuer l'administration du pays, sans les intrigues de la noblesse, du clergé et de la reine-mère, qui s'était constituée le chef du parti espagnol. Les différends qui existaient entre le Portugal et la cour de Madrid, pour les limites de leurs possessions en Amérique, se terminèrent à l'amiable, par deux traités conclus au Prado, le 1er octobre 1777 et le 24 mars 1778. On stipula entre les deux couronnes une alliance offensive et défensive. Cette convention ne pouvait, dans aucun cas, profiter au Portugal, et l'exposait, au contaire, aux dangers de toute guerre dans laquelle l'Espagne se trouverait entraînée. Un autre traité (20 décembre 1787) régla les conditions du commerce avec la Russie.

Tandis que la diplomatie se résignait à un rôle secondaire, l'administration intérieure travaillait à tout désorganiser, et laissait rentrer les jésuites, sans cependant oser les rétablir par un décret. La seule chose utile que créa le nouveau cabinet, fut l'Académie royale des Sciences, qu'on doit aux sollicitations du duc de Lafoëns. Ce seigneur était oncle de la reine, comme fils de D. Miguel, l'un

des bâtards du roi D. Pèdre II. Il avait parcouru l'Europe pendant le ministère de Pombal, et n'était rentré dans son pays que depuis la mort de Joseph Ier. Il avait rapporté de ses voyages de vastes connaissances et l'estime des savants et des hommes les plus distingués. Promu à son retour au rang de général en chef de l'armée portugaise, il fit usage de son crédit auprès de la reine pour protéger les sciences et la littérature, mais il ne put préserver la patrie des maux que lui attirèrent l'imprévoyance et l'incapacité des conseillers de la couronne.

La veuve de Joseph mourut le 15 janvier 1781 ; Pèdre III, le 25 mai 1786. On crut alors un instant que le prince du Brésil, D. José, prendrait part au gouvernement et lui imprimerait une nouvelle direction. L'infant avait été élevé avec soin par Pombal ; il était cher au peuple par son affabilité, son amour ardent de la justice et sa haine prononcée contre les moines. Une maladie l'enleva, en 1788, aux espérances de la nation, et la malheureuse Marie se trouva seule au milieu d'une cour de fanatiques, d'ambitieux, sans personne pour la soutenir et l'aimer.

Dès ce jour on abusa étrangement de son nom pour effacer jusqu'à la dernière trace des bienfaits du règne précédent. Les prêtres dirigèrent en maîtres les affaires du royaume ; un joug brutal pesa sur la pensée ; une dévotion maladroite anéantit les théâtres et fit germer l'hypocrisie dans tous les cœurs. La nation, et ce mot comprend tous ceux qui gémissaient de voir le Portugal rétrograder vers les abus du passé, quand le reste de l'Europe suivait la loi providentielle du progrès, la nation voulut en vain, dans sa détresse, porter ses plaintes au pied du trône ; là même il n'y avait plus personne pour écouter son désespoir.

Marie Ire était incapable de comprendre et de remplir les devoirs que lui imposait son titre de reine : elle était folle. La superstition, le fanatisme avaient anéanti son intelligence naturellement faible et bornée. Sa maladie fut d'abord un secret qu'on voulut cacher à tout prix. Chaque jour, le matin, Marie enfermée dans une petite voiture à bras, sortait à la dérobée de son palais ; de fidèles serviteurs la conduisaient dans une vallée solitaire, où, loin de tous les yeux, on lui laissait là liberté de suivre les caprices de son imagination. Si, attiré par les cris de cette infortunée, quelque paysan s'approchait, à la vue d'une femme parée de couleurs éclatantes, tour à tour en proie

aux accès d'une gaieté sans cause, ou d'une douleur sans objet, il se retirait respectueusement, disant avec naïveté : La reine joue !

Jeu de reine, en vérité, car il coûtait cher au pays ; la dilapidation du trésor public, le retour des anciens abus en étaient le prix. Longtemps le peuple seul sembla comprendre le péril de l'État ; ses murmures annonçaient la révolte, quand un événement inattendu lui rendit l'espérance. Cédant aux sollicitations de quelques amis dévoués, le fils de Marie, D. João, secoue la poussière monacale qui le flétrissait dès son enfance ; il s'arrache du couvent de Maffra, se rend à Lisbonne, fait assembler les plus célèbres médecins du royaume, qui tous déclarent la reine inhabile à régner : il devient, sous le titre modeste de régent, le chef réel du gouvernement, bien que, par respect pour sa mère, il laisse son nom figurer sur tous les actes officiels.

RÉGENCE DE D. JEAN.

(1792.)

(10 mars 1792) Là commence, de fait, le règne de Jean VI. Pour s'emparer régulièrement de la régence, il aurait dû convoquer les cortès, et leur soumettre son élection; on lui pardonna un acte d'énergie contraire aux lois fondamentales : il avait sauvé la monarchie. C'était un glorieux début pour un prince qui, jusqu'alors satisfait des honneurs et des revenus attachés au rang de fils cadet des rois de Portugal, n'avait montré aucune ambition, aucun amour du bien public. Mais livré aux moines, dès l'enfance, D. João subit toute sa vie les conséquences de cette première éducation; indolent, sans connaissance des affaires ni du monde, peu désireux de s'en instruire, son sort fut d'être toujours le jouet des événements; dépourvu des qualités d'un monarque, des vertus qui frappent l'esprit des peuples, il eut tous les mérites d'un dévot, toutes les perfections qui séduisent le clergé; faisant ses délices des cérémonies religieuses, il aimait beaucoup la musique d'église, surtout lorsqu'elle était bruyante, et parfois ne dédaignait pas de chanter au lutrin : sorti d'un cloître pour monter sur le trône, il était tout disposé à laisser le pouvoir à ses premiers maîtres, et s'ils n'osèrent point s'en saisir ouvertement, c'est que, depuis la maladie de la reine, il s'était élevé à la cour plus d'un ennemi de la superstition, un parti philosophe qu'on tenait à ménager.

L'Europe était alors attentive aux événements qui s'accomplissaient

en France. La réforme civilisatrice et glorieuse, qui s'était annoncée par la destruction de la Bastille et les solennelles discussions des états généraux, se continuait au milieu des plus affreux désordres, malgré la plus sanguinaire anarchie. La nation avait d'abord partagé avec la loi et le roi l'exercice de la souveraineté; elle venait de s'affranchir, par la voix de ses mandataires, de cette association incommode: la Convention ne reconnaissait plus d'autres lois que ses odieux caprices. Comme défi à tous les princes, elle jetait la tête du vertueux Louis XVI, tandis que, pour défendre les frontières menacées, se levait tout armée une multitude intrépide, heureuse de fuir le séjour des villes où régnaient la terreur et la mort.

Effrayés de cette révolution, qui provoquait les peuples à la révolte et menaçait tous les trônes, les souverains de l'Europe se liguèrent dans l'intérêt général. En vain la Convention nationale fit demander la neutralité au gouvernement portugais, l'influence du clergé prévalut, et le régent adhéra, par son ambassadeur à Londres, à la première coalition contre la France (26 septembre 1793). Le duc de Lafoëns, respectable par son grand âge et son vaste savoir, représenta inutilement au prince que le Portugal avait tout à perdre et rien à gagner par cette alliance; que la guerre achèverait de ruiner le commerce et d'épuiser les finances déjà fort embarrassées; qu'il valait mieux suivre le système adopté par la Suède, le Danemarck et les États-Unis, dont la sage neutralité procurait aux classes industrielles les moyens de s'enrichir au milieu de la conflagration générale. Le ministre des finances, Ponte de Lima, excité par les émigrés français établis à Lisbonne; ses collègues Pinto et Martinho de Mello, l'un et l'autre anciens ambassadeurs près la cour de Saint-James et gagnés par elle, qui tous voulaient la guerre, firent triompher leur avis.

Le traité fatal, cause première des malheurs du royame, fut confirmé; la Péninsule entière se leva contre la France, et le Portugal eut à subir toutes les conséquences de son pacte impolitique. Il fallut se décider aux sacrifices. Six mille hommes, commandés par le général Forbes, allèrent joindre l'armée espagnole à Rozas et entrèrent aussitôt en campagne; ils firent avec honneur la guerre du Roussillon : le marquis d'Alorna, un de leurs chefs, s'y distingua particulièrement.

Malgré ces succès éphémères, sans profit pour le pays, les tristes

prévisions du duc de Lafoëns ne tardèrent point à se réaliser. Le gouvernement français donna ordre à ses croiseurs, qui couvraient les mers, de courir sus au pavillon portugais; ils firent leur proie de riches cargaisons expédiées des Indes et du Brésil, dont la valeur ne s'élevait pas à moins de deux cents millions de francs. Le cabinet de Lisbonne, au lieu d'armer pour protéger sa marine marchande, épuisait toutes ses ressources afin d'équiper une petite escadre qui se rendit à Portsmouth; les Anglais, qui auraient préféré un secours en argent, la laissèrent dédaigneusement pourrir dans la rade.

Un système de corruption introduit dans toutes les branches du service public rendait excessifs les frais de ces faibles armements; les dépenses augmentaient, quand les ressources diminuaient tous les jours; les mines du Brésil étaient devenues moins fécondes, et les contrebandiers introduisaient de toutes parts les denrées coloniales et les marchandises anglaises. Le trésor se trouva ainsi réduit en peu de temps à une telle détresse, que dès 1797, on créa un papier-monnaie; mais tant de fraudes et d'abus accompagnèrent l'émission de ces valeurs fictives, le ministère se conduisit avec tant d'imprévoyance, qu'elles tombèrent aussitôt en discrédit. De ce moment date l'état déplorable dans lequel sont encore aujourd'hui les finances du royaume.

Sur ces entrefaites le gouvernement de Londres, pour assurer son influence et sa domination en Portugal, mit à exécution le dessein qu'il méditait depuis longtemps. Le prince était faible et crédule; lui persuader que la France avait le projet d'envahir ses États fut chose facile. Le ministère, dévoué aux étrangers, laissa occuper les forteresses des environs de Lisbonne par des troupes anglaises; la capitale elle-même reçut une garnison, mais pour ménager la susceptibilité nationale, on la composa en grande partie des quatre régiments d'émigrés français et de Suisses : Mortemart, Dillon, Castries et Loyal-Émigrant. La couronne de Portugal, par une docilité qui tenait du vasselage, se plaça ainsi sous la sauvegarde de l'Angleterre.

Il est vrai qu'on équipait alors à Toulon une flotte dont la destination était un mystère. Cet armement menaçait à la fois tous les ennemis de la France; le cabinet de Lisbonne s'émut à la pensée d'un débarquement possible sur son vaste littoral, partout sans défense. Les Anglais profitèrent de cette panique pour augmenter le nombre de leurs soldats; mais quand on sut que l'armée expéditionnaire avait abordé en Égypte, le courage revint, et, à l'instigation de la Grande-

Bretagne ou plutôt par son ordre, le marquis de Niza fut envoyé, avec quelques vaisseaux, devant Alexandrie pour braver les Français. Bonaparte ne s'attendait guère à rencontrer là de pareils ennemis; aussi lit-on dans un ordre du jour de ce général à l'armée d'Orient : « Un temps viendra où la nation portugaise payera avec des larmes » de sang l'outrage qu'elle fait à la république (1798). »

Ces paroles ne furent que trop prophétiques. Le régent eut bientôt à pleurer sur les malheurs de la patrie, comme il pleurait déjà sur ses malheurs domestiques. Il n'est point de la gravité de l'histoire d'approfondir des mystères de galanterie, de détailler les faits honteux dont s'occupent ordinairement les auteurs de mémoires secrets : qu'il nous soit donc permis de parler, en peu de mots seulement, des infortunes particulières de Jean VI, et d'anticiper de quelques années sur l'ordre des événements, afin de ne plus revenir sur de pareils récits.

D. João avait épousé, en 1790, la fille du roi d'Espagne, Charles IV, dona Carlotta-Joaquina. Cette princesse, douée d'une imagination vive et de sens ardents, altière, entreprenante, ambitieuse, reprochait sans cesse à son mari sa nonchalance indigne d'un roi : leur mésintelligence ne fut un secret pour personne et dura toute leur vie. D. Carlotta-Joaquina cependant donna le jour à neuf enfants; mais sa conduite légère fit naître dans l'esprit de son époux de cruels soupçons. Longtemps il garda le silence, redoutant un éclat funeste à son honneur, et qui aurait nécessairement amené une rupture avec la cour d'Espagne. Mais peu à peu succombant sous le poids d'une mélancolie profonde, qui semblait devoir le conduire au tombeau, le régent alla se renfermer dans le couvent de Maffra. Là, pour consacrer tous ses instants à la douleur et aux pratiques de la religion, il supprima ses audiences publiques du jeudi et celles qu'il donnait le matin avant et après la messe; au lieu de faire remplacer chaque semaine, selon l'usage, les chambellans et autres officiers attachés à sa personne, il retint toujours les mêmes auprès de lui, ne sortit plus à cheval, renonça au plaisir de la chasse, se contentant de parcourir, appuyé sur le bras de François Lobato, son valet de chambre, les corridors et les cours du couvent. On eût dit que, prévoyant une séparation prochaine, il cherchait d'avance à se faire oublier de son peuple.

En 1805, un parti assez nombreux mais peu redoutable, dont la

femme de D. João était, dit-on, le chef, essaya de profiter de cette retraite volontaire du prince pour faire croire, qu'attaqué de la même maladie que sa mère, il était, comme elle, incapable de régner; on devait proclamer régente du royaume D. Carlotta-Joaquina, jouissant alors d'une certaine popularité. Parmi les conspirateurs se trouvaient plusieurs seigneurs distingués par leur naissance, empressés de saisir cette occasion d'opérer un changement favorable à la haute noblesse, et de lui faire restituer, sans restriction, tous les priviléges dont Pombal l'avait dépouillée; ces projets, légèrement conduits par des hommes de cœur et divulgués avec indiscrétion, n'eurent aucun résultat. Le comte de Villaverde, premier ministre, remit les preuves du complot et les noms des conjurés entre les mains du régent, qui, par politique, grandeur d'âme ou faiblesse, se borna à exiler les uns dans leurs terres, et à destituer les autres de leurs emplois.

Le prince se jeta dès lors dans les partis extrêmes. Il rompit ouvertement avec sa femme, et, s'imaginant que tout homme distingué par un beau nom ou par son mérite, devait nécessairement être ennemi de sa couronne, il s'entoura de gens sans consistance et sans talents. L'intendant général de la police, nommé Ignacio de Pina Manique, eut une large part dans sa confiance. D. João lui donna la facilité de l'approcher à toute heure, et lui concéda des attributions inouïes. On vit cet homme disposer à son gré de la liberté et de la fortune des personnes suspectes, parfois même les faire déporter sans jugement. Ainsi furent enlevés dans l'ombre, et disparurent pour jamais, quelques particuliers dont le seul crime, peut-être, était d'avoir déplu à l'intendant de police ou à ses agents secrets.

Manique à l'instinct de son métier joignait une connaissance approfondie de son maître. L'esprit pusillanime de D. João admettait sans examen, mais avec grand effroi, les atroces et invraisemblables détails de conspirations presque toujours imaginaires. Il eut soin, pour soutenir son crédit, d'exagérer les dangers que courait le prince et lui fit accroire, qu'entouré d'ennemis cachés, d'ambitieux, de jacobins, la surveillance d'un homme intelligent et dévoué pouvait seule le garantir des complots formés contre ses jours. Le régent adopta alors un système de ruse, de dissimulation qui ne manquait pas d'adresse et qu'il suivit jusqu'à sa mort : sans jamais accorder une confiance entière à ses conseillers, il cherchait sans cesse à les désunir.

Il ne traitait pas mieux ses favoris intimes, l'abbé Jean, connu généralement sous le nom de Padre João, son filleul, et l'ami de sa jeunesse, les Lobato, ses valets de chambre, et Joseph Egydio, Brésilien adroit, son secrétaire particulier. En défiance contre tous, ce prince infortuné eut toute sa vie les craintes d'un tyran, sans l'être.

Reportons-nous maintenant à l'année 1801, où devaient commencer à s'accomplir les menaces du général en chef de l'armée d'Orient. Bonaparte, vainqueur des partis le 18 brumaire, ne tarda pas à se trouver en mesure de dicter la paix sur le continent. Le traité de Lunéville venait à peine de régler le sort de l'Allemagne, que le premier consul tourna ses regards du côté du Portugal. Envahir ce pays, c'était attaquer l'Angleterre par la partie la plus accessible de ses domaines. Une convention fut conclue à Madrid entre le gouvernement républicain et sa majesté catholique, devenue son alliée, pour contraindre le Portugal à se déclarer aussi en faveur de la France; les ports du royaume et un quart du territoire devaient être occupés par des troupes françaises et espagnoles, jusqu'à la paix maritime : les hautes puissances contractantes protestaient, par dérision sans doute, n'avoir en vue que l'indépendance et le bonheur des Portugais.

Le 27 février 1801, parut la déclaration de guerre de l'Espagne. Les troupes étaient déjà en mouvement vers la frontière. Un corps de dix mille hommes fut destiné par le cabinet de Madrid à tenir la défensive en Galice. L'armée principale, qui devait avoir quarante mille hommes, se rassembla aux environs de Badajoz; dans le même temps, un corps auxiliaire de quinze mille Français, aux ordres du général Leclerc, beau-frère de Bonaparte, passa les Pyrénées, traversa le nord de l'Espagne, et prit ses cantonnements autour de Ciudad-Rodrigo et le long de la frontière jusqu'à Zarza-la-Mayor.

A l'aspect du péril, l'Angleterre, voulant réparer ses forces épuisées et retarder la lutte, retire peu généreusement ses troupes du Portugal, et abandonne à ses propres ressources son fidèle et trop confiant allié. Alors le prince régent, dans une proclamation (26 avril), déclare à ses sujets que la France et l'Espagne lui ayant adressé des propositions humiliantes et inadmissibles, il faut bien se résoudre à repousser la force par la force; il fait un appel aux habitants des campagnes, et les invite à former des corps francs; mais la coupable insouciance des chefs s'était infiltrée dans le peuple : l'enthousiasme

n'existe nulle part. Le ministère n'avait pris aucune disposition pour couvrir les frontières et mettre une armée sur pied; Jerumenha, si importante à cause du passage de la Guadiana, comptait soixante hommes de garnison; dans Olivença, place à neuf bastions, six canons seuls étaient en état de servir.

En toute hâte et à grand'peine, on parvint à rassembler une trentaine de mille hommes, mal habillés, mal équipés, sans discipline ni instruction; le vieux duc de Lafoëns fut mis à leur tête : on lui donna l'ordre de marcher à l'ennemi. Le duc, appréciant la mauvaise organisation de son armée, se tint sur une prudente défensive. Il établit les trois quarts de ses troupes sur la rive gauche du Tage en face des principales forces espagnoles, et laissa le reste sur la rive droite pour observer le corps auxiliaire français. Les armées furent bientôt en présence; cependant le ministre Pinto avait été député à Badajoz pour traiter de la paix, et l'on pensait, dans les deux camps, que toutes ces démonstrations belliqueuses se réduiraient à de simples promenades militaires.

« Le général portugais accréditait cette opinion; ses longs voyages à l'étranger avaient affaibli en lui l'exaltation nationale qui, chez ses compatriotes, va jusqu'à l'engouement. Constamment opposé à la guerre contre la France, et ayant passé de plus d'un demi-siècle l'âge des illusions, le duc de Lafoëns attendait dans un repos philosophique, à son quartier-général de Portalègre, l'issue des négociations. A quatre-vingts ans, il est permis au plus brave de ne pas désirer la guerre. « Pourquoi nous battre? » disait le vieillard pétillant d'esprit et de gaieté à un des principaux officiers de l'armée espagnole, D. Francisco Solano, qui avait une conférence avec lui, « pourquoi nous battre? Le Portugal et l'Espagne sont des mulets de charge. L'Angleterre nous a lancés, la France vous aiguillonne; sautons, agitons nos clochettes, s'il est nécessaire; mais, au nom de Dieu, ne nous faisons pas de mal, on rirait trop à nos dépens [1]. »

C'était aussi l'avis de Charles IV, venu à Badajoz avec la reine. L'ambassadeur de France, Lucien Bonaparte, pressait en vain pour qu'on commençât les hostilités; il n'entrait nullement dans les intentions du roi d'Espagne de détrôner son gendre; ses désirs tendaient plutôt à se débarrasser des Français, qui l'avaient contraint à une

[1] *Histoire de la guerre de la Péninsule,* par le général Foy.

guerre opposée à ses affections de famille et aux vrais intérêts de ses peuples. Une puissance plus forte que la sienne vint briser sa volonté de père et de roi. D. Manuel Godoy, prince de la Paix, était là. Amant reconnu de la reine, favori unique de Charles IV, il était assurément le premier qui, par une bizarrerie inconcevable, eût ainsi réuni sur sa tête les deux faveurs souveraines; de simple garde du corps, l'amour d'abord, puis la fortune l'avaient conduit en quelques années au plus haut degré de puissance et d'honneur où pût parvenir un sujet; à son gré, comme par fascination, il se jouait des pensées royales : étaient-elles opposées à ses désirs, à ses moindres caprices, d'un mot, d'un signe il savait se les rendre favorables.

Le prince de la Paix, qui, jusqu'alors n'avait eu que des idées conformes au titre dont il s'était revêtu, respira tout d'un coup une ardeur martiale, et voulut mettre à profit l'occasion qui se présentait de ceindre, à bon marché, son front de quelques lauriers. Comme général en chef de l'armée espagnole, il ordonna des évolutions, des marches et des contre-marches sans nombre; puis, satisfait de quelques faibles avantages qu'il devait plutôt à l'incapacité des chefs portugais et à la mauvaise organisation de leurs troupes qu'à l'habileté et à la valeur des Espagnols, il daigna consentir au traité de paix provisoire conclu à Badajoz, le 6 juin 1801, et signé par lui pour l'Espagne, par Lucien Bonaparte pour la France, et par Luiz Pinto pour le Portugal.

Par ce traité, Olivença et son territoire fut cédé à l'Espagne, qui le possède encore; mais la paix définitive avec la France, conclue à Madrid (27 novembre), coûta au Portugal soixante milles de territoire dans la Guiane, et vingt-cinq millions de francs, empruntés à gros intérêts à la Hollande, à laquelle on engagea, en garantie, les mines du Brésil. Les marchandises françaises furent admises aux mêmes droits d'entrée que celles de l'Angleterre, et les ports fermés aux vaisseaux de ce royaume.

Nous verrons que ces résultats de l'adhésion du Portugal à la coalition contre la France, tout funestes qu'ils étaient, n'empêchèrent point de commettre les mêmes fautes dans des circonstances à peu près semblables. On eût dit qu'un voile épais couvrait les yeux du prince, ou plutôt qu'il ne voulait point les ouvrir à la lumière; mais ce qu'il y a de plus singulier, ce qui démontre à quel point de faiblesse et d'incertitude il était parvenu, c'est que la seule victime qu'il

sacrifia à ces tristes événements, fut précisément ce même duc de Lafoëns qui les avait prévus. On persuada au régent que si le duc avait fait meilleure contenance, on eût obtenu des conditions moins rigoureuses; on alla même jusqu'à le vouloir accuser de trahison. Jean ne le crut point, et cependant il dépouilla le vénérable Lafoëns de tous ses emplois et honneurs. C'était encourager la calomnie et mal récompenser un loyal serviteur dont les torts, s'il en avait, ne pouvaient provenir que du défaut d'énergie, bien excusable dans un âge aussi avancé.

Le duc se retira dans ses terres, et un matin, on trouva affiché dans les rues de Lisbonne un placard ainsi conçu : « Il s'est perdu, entre » Port-Alègre et Abrantès, un enfant de quatre-vingt-trois ans en- » viron, ayant une botte de velours noir; ceux ou celles qui le trou- » veront sont priés de le ramener au bureau des annonces. » Comme le duc de Lafoëns portait ordinairement des guêtres de velours à cause de la goutte qui le faisait beaucoup souffrir, ses ennemis ne trouvèrent rien de mieux que cette plaisanterie, d'assez mauvais goût, pour se venger d'un homme dont les spirituelles saillies avaient souvent égayé le public à leurs dépens.

La paix, ou pour mieux dire la trêve, signée à Amiens entre la France et l'Angleterre, deux jours après le traité de Madrid, donna momentanément la tranquillité à l'univers. Le commerce du Portugal s'en ressentit aussitôt; des sommes incroyables furent versées dans les coffres de l'État. Les Indes et le Brésil vinrent à l'envi échanger, sur les marchés de Lisbonne et de Porto, leurs tributs d'or, de diamants bruts, de denrées coloniales, contre les produits industriels de l'Europe civilisée. La capitale surtout devint un immense entrepôt, bazar du monde; toutes les castes, toutes les sectes s'y trouvaient confondues; l'Africain, le Grec et le juif, le chrétien et le musulman s'entretenaient familièrement ensemble; tous n'avaient qu'une même pensée, un seul Dieu auquel ils sacrifiaient : le commerce.

Bientôt arrivèrent les riches galions attardés, les entrepôts ne purent suffirent à la prodigieuse quantité de produits qui les encombraient; la vaste place sur laquelle est construite la douane de Lisbonne fut en peu de temps couverte d'innombrables magasins en bois, au milieu desquels s'élevait majestueusement la statue équestre de Joseph Ier, qui semblait présider aux bienfaits préparés par son administration.

Ce temps fut le plus heureux, le seul heureux du règne de Jean VI. Ces richesses accumulées, cette activité incessante auraient pu combler le déficit, et sauver l'État. Le Portugal avait jadis brillé par l'éclat de ses armes et de ses conquêtes, il pouvait, par l'étendue de son commerce, ressaisir son ancienne puissance. Jamais monarque, peut-être, ne reçut de la Providence des moyens aussi miraculeux pour réparer les malheurs passés et se prémunir contre les malheurs à venir; mais l'imprévoyance devait toujours s'asseoir au conseil du prince. Aucune noble pensée ne fut conçue par ses ministres, on ne prit aucune détermination sage, on ne réorganisa point l'armée; les finances furent dilapidées, les emplois publiquement mis à l'enchère, les honneurs prostitués, la justice vendue.

Aussi qu'arriva-t-il? C'est qu'aux jours du danger, à l'approche de l'ennemi, alors que la nation chancelante chercha des soutiens et des défenseurs, tous lui faillirent; en vain implora-t-elle un protecteur, un guide, elle ne trouva partout qu'égoïsme et lâcheté; trahie par ses chefs, abandonnée de son roi, elle dut succomber : elle succomba.

La paix une fois signée à Madrid, la France et le Portugal s'étaient réciproquement envoyé des ambassadeurs. Le général Lannes s'était présenté en cette qualité à la cour de Lisbonne, et y avait acquis bientôt une influence qui alarma l'Angleterre et ses partisans. Le régent, qui, dans une première et courte mission du général, avait peu goûté ses allures trop militaires, s'y habitua insensiblement; ayant eu plusieurs occasions de remarquer sa droiture, sa franchise, il l'honora du titre d'ami, et conçut pour lui une affection sans réserve, vraiment bizarre dans un prince aussi défiant.

Le général Lannes, illustre par de beaux faits militaires, dont le cœur de soldat était pur des vices de cour, fut touché de la confiance de D. João, et s'en montra toujours digne; il s'étudia même à lui plaire davantage, en modifiant les manières qui l'avaient d'abord choqué; il maintint ainsi pendant quelque temps la prépondérance de la France, qui la perdit bientôt en rappelant son ministre.

En 1805, l'ambassade de Portugal fut de nouveau offerte au maréchal Lannes, duc de Montebello; prévoyant que cette mission tendrait, non à faire entrer ce pays dans une ligue contre la Grande-Bretagne, mais à le priver de son indépendance et de son souverain, il n'accepta point : « Ne voulant trahir, dit-il, ni les intérêts de la » France ni ceux de son royal ami. »

A son refus, on nomma le général Junot. Il trouva le timide João malade à Mafra, et son ministère, à la tête duquel était le comte de Villaverde, entièrement à la merci de l'Angleterre, qui avait repris les armes contre la France. Il essaya de rappeler, par une conduite ferme et habile, la passagère influence de sa cour; il n'obtint que des marques froides et extérieures de respect pour son souverain, sans pouvoir exciter ni sympathie, ni confiance. Le ministre des affaires étrangères seul, le chevalier d'Araujo, qui plusieurs fois avait été chef de la légation en France, témoigna quelque bonne volonté; mais, homme aimable et spirituel, il s'appliqua bien plus à rendre le séjour de la capitale agréable au général et à sa femme, qu'à être sérieusement utile.

Junot comprit bien vite que sa mission ne pouvait être purement diplomatique, qu'il fallait substituer aux formes et au langage obséquieux de l'ambassadeur, le ton et l'allure un peu menaçante du guerrier : il parla haut et ferme, et imposa au ministère qui se trouva dans une étrange perplexité.

Le cabinet n'osait, ni adhérer franchement au système continental conçu par Napoléon et fermer les ports aux vaisseaux anglais (ce que jusque-là on avait éludé malgré le traité de Madrid), ni rompre ouvertement avec la France, dont les armées venaient de triompher à Marengo. Là, où il aurait fallu une détermination noble et vigoureuse, il n'y eut qu'incertitude et inertie; en voulant la paix à tout prix, en marchandant avec les sacrifices, on se fit un ennemi redoutable et on conserva un allié douteux, sans se préparer à la guerre.

Le général Junot, appelé par l'empereur, dont il était aide de camp, à venir assister à la bataille d'Austerlitz, remit, avant de partir, ses pleins pouvoirs entre les mains de M. de Rayneval, secrétaire de la légation, et s'éloigna de Lisbonne pour y rentrer bientôt, non plus en ambassadeur, mais en conquérant, presque en roi.

Napoléon, vainqueur au nord, allait en effet s'élancer sur le midi; il voulait étreindre le continent péninsulaire pour en chasser son ennemi acharné, l'Anglais, et le terrasser enfin sans retour. Le monde, attentif, prévoyait que cette grande lutte aurait pour arène le sol des Espagnes; seul, le gouvernement de Lisbonne semblait ne pas s'en douter : ce fut pour lui un coup de foudre que la note de M. de Rayneval, qui demandait ses passe-ports, attendu...

« Que le prince régent n'avait, ni déclaré la guerre à l'Angleterre, » ni arrêté, comme otages, les sujets anglais établis en Portugal, ni » fermé ses ports à leurs vaisseaux, et enfin n'avait point réuni sa » flotte aux escadres continentales. »

Cette note était une déclaration de guerre. Alors, la peur triomphant de toute autre considération, aucun sacrifice ne coûta plus pour acheter la paix. On fit sortir précipitamment, de la capitale et de Porto, quatre grands convois qui emportaient la majeure partie des propriétés anglaises; pour en faciliter l'embarquement, on n'exigea point de droit de sortie; par un décret tardif du 22 octobre 1807, le régent ferma enfin les ports du royaume à tout bâtiment anglais; et le séduisant comte de Marialval fut député en toute hâte vers l'empereur, muni de pleins pouvoirs, de diamants de grand prix, ainsi que d'une proposition de mariage entre le prince du Brésil, D. Pédro, et une fille de Murat, alors grand-duc de Berg.

Il n'était plus temps. Napoléon avait ordonné la conquête du Portugal. Tandis qu'on délibérait à Lisbonne, son armée, forte de vingt-cinq mille hommes, s'organisait à Bayonne et pénétrait en Espagne, en vertu du traité passé avec cette puissance, ou, pour mieux dire, qu'on lui avait imposé.

Les principales clauses de ce pacte avaient pour but le démembrement du Portugal, et l'érection de deux royaumes : l'un composé des provinces Entre-Duero-e-Minho, ayant Porto pour capitale, que l'on donnait au prince d'Étrurie avec le titre de roi de la Lusitanie septentrionale; l'autre, composé des Algarves, dont on investissait le prince de la Paix. Les provinces de Beyra, Tras-os-Montes et l'Estramadure restaient en dépôt entre les mains de la France jusqu'à la paix générale; les Espagnols s'engageaient à fournir pour l'invasion vingt-quatre mille fantassins et trois mille cavaliers, divisés en trois corps [1].

Ce traité secret, dont il transpira quelque chose, frappa de stupeur la cour de Lisbonne. Le conseil s'assembla tumultueusement; les projets les plus bizarres, les plus incohérents furent proposés. Celui qu'on eût dû rejeter bien loin fut précisément celui que l'on adopta. On décida que le prince régent et la famille royale fuiraient au Brésil, avec toutes les richesses transportables du royaume.

[1] Voir aux Pièces justificatives, n° 1.

Tous les conseillers accueillirent ce projet, moins un seul, toutefois, dont la postérité doit vénérer la mémoire. D. Rodrigue de Souza, depuis comte de Linharès, cédant aux mouvements généreux qui agitaient son cœur, s'écria : « Eh ! quoi donc, quitterons-nous » sans combattre le sol qui nous a vus naître ? Abandonnerons-nous » ainsi lâchement le foyer de famille et les tombeaux paternels ? Oh ! » non, il y a encore en Portugal du sang de Castro et d'Albuquerque; » faisons un appel au peuple; mettons-nous franchement à sa tête » et, pied à pied, défendons le territoire. Qui sait ? les journées » d'Ourique et d'Aljibarotta peuvent renaître encore. Les ennemis » que nous avons à vaincre sont fiers de succès brillants : qu'ils » apprennent que le sol portugais ne conserva jamais de ses oppres» seurs que leurs cadavres. Les éléments se déclarent pour nous; les » torrents qu'ils forment sont des obstacles naturels opposés aux » Français, qui, fatigués par des marches pénibles et les privations, » ne pourront se servir de leurs armes détériorées, devenues un poids » inutile; que chaque chaumière, que chaque arbre, chaque fossé » fasse feu sur eux, et, puisque la situation de notre armée ne nous » permet pas de leur livrer bataille, eh bien ! détruisons-les un à un : » à qui défend ses foyers tout moyen est légitime. Combattons » donc, et si la fortune trahit une cause aussi sainte, il sera temps » alors, à travers l'embrasement de nos cités et de nos campagnes, » de regagner nos vaisseaux, d'aller sur une terre lointaine, mais » nationale encore, forger notre vengeance, et attendre que des jours » meilleurs nous permettent de ramener à leurs sanctuaires nos pé» nates mutilés. »

Cet enthousiasme, ces accents guerriers, qui rappellent d'anciens beaux jours, échauffent, électrisent un moment les conseillers; mais déjà presque tous ont fait leurs préparatifs de départ, le mot de patrie ne peut trouver d'écho dans leur cœur étiolé, et le discours du brave D. Rodrigue est traité de chevaleresque, d'insensé. Si cependant on eût adopté son avis, l'État peut-être était sauvé.

Pour ajouter la ruse à la lâcheté, pour se jouer du peuple jusqu'au bout, les courtisans tinrent secret le départ du prince, et firent semblant de courir aux armes. Comme le trésor était épuisé, disait-on, les particuliers furent invités, par un décret souverain, à porter leur vaisselle à la monnaie, à titre de don ou de prêt ; on ne rougit point, pour exciter l'émulation, de convertir en cruzades neuves une partie

de l'argenterie de la couronne; l'armée ne toucha point un arriéré de trois mois de solde; l'intérêt de la dette publique fut suspendu; on ne respecta pas même les modiques pensions de la veuve et de l'orphelin; la crainte d'une révolte empêcha seule de dépouiller les églises et les couvents.

A tout prix, on voulait former un trésor. Lobato, cumulant les fonctions de valet de chambre et de conseiller intime du régent, était un des principaux instigateurs de ces infamies, dont il espérait bien retirer sa part; mais il n'en put jouir: une mort violente le surprit à Maffra au milieu de l'exécration générale et des derniers préparatifs de départ. Ses souffrances furent déchirantes et son agonie si affreuse que plusieurs fois il tenta de se précipiter d'une fenêtre. On attribua sa mort au poison: un crime devint le châtiment d'un criminel.

Cependant l'armée française, commandée par Junot, avait traversé l'Espagne et franchi les frontières portugaises au petit village de Segura (19 novembre 1807). Les instructions données au général portaient en substance de marcher droit à Lisbonne, sans écouter les propositions qui lui seraient faites; d'employer tous ses efforts, d'user de tous les moyens pour s'emparer de l'escadre portugaise; de s'assurer de quelques personnes influentes qu'on lui désignait, et d'attendre les ordres ultérieurs dans la capitale, dont, *à deux jours près*, on avait calculé la prise[1].

Junot remplit admirablement sa mission. L'on ne saurait, sans injustice, le priver de l'honneur qu'il y acquit. Il n'eut point d'ennemis à combattre, il est vrai: les Portugais lui ravirent cette gloire; mais il eut à lutter contre les éléments furieux et les privations de tous genres que la noire et sourde trahison du cabinet de Madrid lui avait préparées, afin de faire périr l'armée française dans le trajet de Bayonne à Lisbonne[2]. Par une marche audacieuse et rapide, à travers des torrents et des précipices, des monts escarpés et des landes, il porte en cinq jours son quartier-général à Abrantès; il y arrive le 24 novembre au matin, et prend possession de Punhete qui, sous le point de vue militaire, est le complément de l'occupation d'Abrantès.

[1] Voir aux Pièces justificatives, nº 2, les instructions du ministre de la guerre Clarke.

[2] Voir aux Pièces justificatives, nº 3, la lettre que Junot écrivit à sa femme le lendemain de son arrivée à Lisbonne.

De là il écrit fièrement au premier ministre de Portugal : « Dans » quatre jours je serai à Lisbonne; mes soldats regrettent de n'avoir » pas encore tiré un coup de fusil ; ne les y forcez pas : je crois que » vous auriez tort. »

Ce message fait tressaillir le prince et ses courtisans ; il faut partir maintenant, il n'y a plus à balancer. Mais au moment de s'arracher des lieux, témoins de son enfance, au moment d'abandonner ce palais, où il régnait enfin, et qu'il doit quitter en fugitif, la force manque à D. João ; il hésite : « Ah ! s'écrie-t-il dans sa douleur, si le bon Fran- » çais (le maréchal Lannes) était à la tête de l'armée qui s'avance, » rien, oh ! non, rien ne pourrait me décider à sortir de mes États; » avec confiance, je remettrais entre ses mains la couronne, ma » famille et ma personne ; mais ce n'est point lui qui commande, » tout espoir est éteint pour moi ! »

Accablé sous le poids de son affliction, il cherche instinctivement dans le sein maternel un refuge et des consolations, qu'il ne saurait trouver auprès de son épouse ; il entre dans l'appartement de la reine, s'agenouille, et lui demande sa bénédiction ; mais la folle le repousse, furieuse, étend sur lui sa main décharnée, et, d'une voix sinistre, lui crie : « Ao fuego ! ao fuego d'infierno ! todos ao infierno ! !... » Le régent, épouvanté, fuit cette mère septuagénaire, dont la tête couverte de cheveux blancs porte encore le diadème, et qui ne sait plus que maudire et blasphémer.

Il parcourt comme un insensé les vastes salles de son palais, incapable de prendre une détermination. Lord Strangford, ambassadeur d'Angleterre, parvient à le joindre, lui montre un *Moniteur* que sa cour lui a envoyé en toute hâte, et lui fait lire ces mots terribles, dictés par Napoléon : « *La maison de Bragance a cessé de régner en* » *Europe*[1]. » D. João lit à plusieurs reprises cette ligne qui est un arrêt pour lui ; il se résigne enfin, et donne des ordres pour un départ immédiat.

De même qu'en 1578, quand le roi Sébastien partit pour l'Afrique, un conseil de régence fut institué pour gouverner le royaume pendant l'absence du prince ; il était composé de cinq membres choisis parmi les personnages les plus influents, et présidé par le marquis d'Abrantès, allié à la maison royale. D. João, avant de s'éloigner,

[1] *Moniteur français*, du 11 novembre 1807.

annonça par un décret à son peuple, qu'ayant vainement fait tous ses efforts pour conserver la neutralité, il voyait son royaume envahi, sa capitale menacée par les troupes de l'empereur des Français, dont il pensait être à l'abri de toute attaque; que considérant l'inutilité d'une défense, et voulant éviter l'effusion du sang de ses sujets, il avait pris la détermination, dans leur intérêt, de passer avec la reine et toute sa famille dans ses États d'Amérique, et de s'établir dans sa bonne ville de Rio-Janeiro jusqu'à la paix générale [1].

« Ceux qui connaissent la tendresse compatissante et le caractère aimant des Portugais, dit le général Foy, dans sa brillante Histoire de la guerre de la Péninsule, pourront se faire une image de la consternation dans laquelle Lisbonne fut plongée, quand on sut que le départ pour le Brésil était irrévocablement arrêté. Jamais une grande cité ne ressembla davantage à une seule famille. Les habitants, en se rencontrant, pressaient les mains les uns des autres, demandaient, recevaient des consolations, comme si chacun allait perdre son fils ou son père. Les princes de la maison de Bragance étaient bons, simples et populaires. On les aimait, sinon par réflexion, du moins par habitude.

» Le 27 au matin, les rues et les places publiques se remplirent de citoyens éplorés. La famille royale partit de Quélus plus tôt qu'on ne l'avait cru, pour venir au lieu de l'embarquement. On avait négligé de placer des gardes sur le rivage de Bélem. La multitude se pressa autour des carrosses. La voiture de la vieille reine marchait en tête du cortége lugubre. Il y avait seize ans qu'elle ne s'était montrée au peuple. Condamnée depuis si longtemps à se survivre à elle-même, elle avait retrouvé récemment, avec une lueur de raison assez vive pour entrevoir les calamités de son pays, les nobles sentiments d'une Portugaise et d'une reine. On l'avait entendue s'écrier à plusieurs reprises : « Eh quoi! nous quitterions le royaume sans avoir combattu!.... » Comme son cocher hâtait les pas des chevaux afin d'éviter l'encombrement de la foule : « Pas si vite, lui dit-elle, on croirait que nous fuyons. » Le prince régent vint le dernier. Quand il fut descendu de voiture, il put à peine marcher; ses jambes tremblaient sous lui; il fallut que deux gardes de la police le soutinssent. Il écartait avec la main le peuple qui embrassait ses genoux, des pleurs

[1] Voir aux Pièces justificatives, nº 4.

coulaient de ses yeux; sa contenance disait assez combien il avait l'âme contristée et inquiète. En s'éloignant des lieux où repose la cendre de ses pères, son imagination frappée lui peignait un avenir ténébreux et terrible comme les tempêtes qui bouleversent l'Océan, auquel il se confiait pour la première fois. »

Le conseil d'État, les ministres, le duc et la duchesse de Cadaval, s'embarquèrent avec la famille royale, ainsi que les marquis d'Alegrette, de Bellas, de Lavradio, d'Anjeja, de Pombal, de Torres-Novas, et de Vagos, les comtes de Belmonte, Caparica, Cavalleiros, Pombeiro et Redondo; puis quelques autres personnages de distinction, non titrés. La crainte de l'ennemi fit émigrer une foule de personnes inconnues, que l'on n'eût certes point inquiétées. Le nombre ne s'en éleva pas à moins de treize mille huit cents.

La flotte se composait de huit vaisseaux de ligne, savoir : *le Prince Royal*, à bord duquel s'embarqua le régent avec la reine sa mère et son fils aîné, D. Pédro, alors âgé de neuf ans; *la Reine de Portugal*, portant la princesse Carlotta-Joaquina avec ses enfants, dont l'avant-dernier, D. Miguel, n'avait que quatre ans; puis venaient *le Prince du Brésil, la Méduse, le D. João de Castro, l'Alfonse d'Albuquerque, le Conde D. Henriquez*, et *le Martin de Freitas*, suivis de trois frégates, deux bricks, trois corvettes de guerre, et d'une grande quantité de vaisseaux marchands armés par des négociants.

Les vents contraires empêchèrent deux jours l'escadre de mettre à la voile; ce temps parut bien long à la cour embarquée. Les Français pouvaient à tout instant entrer à Lisbonne, s'emparer des forts qui dominent l'entrée du Tage, foudroyer les vaisseaux, et punir ainsi ces honteux déserteurs de la mère-patrie. La crainte fit démonter plusieurs batteries et enclouer les canons; mais enfin le 29 au matin, la mer étant devenue plus calme, la flotte mit à la voile. Quelques heures de plus et elle tombait tout entière au pouvoir de Junot. A la sortie de la barre, elle passa au milieu de l'escadre anglaise, sous voile, qui l'accueillit avec les honneurs dus à l'étendard royal. Au moment où les vingt et un coups de canon d'usage se firent entendre à Lisbonne, le soleil s'éclipsa, et des Portugais superstitieux répétèrent avec le Moniteur de Paris : La maison de Bragance a cessé de régner.

A peine fut-on en mer, que l'amiral anglais, sir Sidney-Smith, vint conjurer D. João de passer sur un de ses navires, l'assurant qu'il

pouvait plus en sûreté; le régent rejeta cette offre, qu'il jugea peu sincère, et persista à rester à bord du vaisseau national. Les approvisionnements avaient été chargés avec profusion, mais avec une telle précipitation, un tel désordre, que les objets les plus indispensables ne se retrouvaient plus. Presque tous les navires furent réduits à la stricte ration de vivres et d'eau. La faim se fit sentir jusqu'à la table du prince, qui se vit dénué des choses les plus nécessaires : il fallut couper ses draps de lit pour lui en faire des chemises. D. João alors, moins touché de ses souffrances que de celles de sa famille, donna l'ordre à son amiral de faire voile pour Bahia, où il espérait trouver des secours; en effet, les habitants se disputèrent la gloire de soulager d'aussi grandes infortunes, et mirent tout en œuvre pour retenir le prince fugitif; ils proposèrent même de lui élever un palais; mais sa volonté était irrévocable; c'était Rio de Janiero qu'il avait choisi pour sa résidence. Le 7 mars 1808, l'escadre entrait dans ce port.

Quelques heures de plus, avons-nous dit, et c'en était fait du régent, de sa famille, de la flotte, des immenses richesses qu'elle portait; mais il était écrit que, dans la Péninsule, la fortune toujours se jouerait de Napoléon. Junot, en trois jours et demi, s'était vivement porté d'Abrantès à Saccaven, village aux portes de Lisbonne. Le 30 novembre 1807, il faisait son entrée dans cette capitale. Suivi d'un faible état-major, il traversa la ville à la hâte pour s'emparer de la tour de Bélem, qui domine l'entrée du Tage; là, il entrevit au loin d'innombrables voiles couronnées des bannières de Portugal et d'Angleterre. Ainsi donc un des buts principaux de son entreprise était manqué : la flotte lui échappait. Une espérance semble encore lui rester; il a aperçu, non loin du port, un vaisseau attardé qui s'efforce de s'éloigner à toutes voiles; peut-être porte-t-il le prince et ses trésors? Il saisit une gargousse, charge précipitamment un canon, que M. de Tascher, son aide de camp, pointe et tire. Le boulet part, va frapper dans les agrès du navire... Il amène, mais il ne porte ni le prince ni ses trésors.

De retour dans la ville, le général reçut les membres du conseil de régence, ayant à leur tête le marquis d'Abrantès; il les engagea à user de leur influence pour maintenir la tranquillité, et se concerta d'une manière plus efficace avec le comte de Novion, pour qu'elle ne fût point troublée.

Le comte de Novion était un de ces émigrés que la France ne renia jamais, parce que jamais non plus ils ne renièrent la France; attaché

par sa position à la famille de l'infortuné Louis XVI, il désapprouva la révolution, eut horreur de ses excès, et s'éloigna, le cœur navré d'une patrie régicide; mais il n'alla point porter son épée et ses talents dans le camp ennemi; il les offrit à un prince, possesseur d'un royaume dont la situation géographique faisait présumer impossible une collision avec la France. On accepta ses services, et l'on en connut bientôt tout le prix: la garde de la capitale lui fut confiée. Lisbonne était alors infestée de voleurs, de contrebandiers, d'assassins; ces misérables trouvaient asile et impunité dans les hôtels privilégiés de quelques fidalgos, qui n'avaient point honte de couvrir de leur protection des crimes dont ils partageaient les profits; en peu de temps elle fut purgée de tous ces malfaiteurs. Le comte de Novion sut atteindre et punir les coupables partout où ils se trouvaient. Les palais, les églises qu'ils souillaient de leur présence, cessèrent d'être pour eux de sûrs refuges[1].

Le comte de Novion organisa un corps de police de si belle apparence, que Junot écrivit à l'empereur: « J'ai trouvé à Lisbonne un » régiment de douze cents hommes aussi beau que ceux de la vieille » garde; c'est celui commandé par l'émigré français le général de » Novion. » Quoique de sentiments bien opposés à la révolution, lorsqu'au milieu des salons aristocratiques et anglaisés de la capitale, il entendait raconter dédaigneusement les merveilles de sa patrie, qui rachetait quelques crimes passagers par la gloire de ses armes,

[1] On ne rendait pas toujours au comte de Novion la justice qu'il méritait. Entrant un soir dans un salon, il entendit un jeune noble se plaindre, en termes peu mesurés, de sa mauvaise gestion de la police. Le comte s'approcha et lui demanda en souriant quel était le motif de semblables plaintes. — « Eh! mais, » lui dit le jeune noble, le motif en est assez sérieux; je viens de traverser un » faubourg de la ville, très-réputé pour les crimes nombreux qui s'y sont com- » mis, et je n'y ai pas vu une seule patrouille, un seul soldat; si l'on m'eût at- » taqué, j'aurais succombé sans aucun secours. — Peut-être, lui répondit le » comte, et je vous charge vous-même de ma justification si vous voulez bien, à » l'instant même, revenir avec moi dans ce faubourg. » Le noble y consentit. Arrivés à l'endroit le plus isolé, le plus dangereux, M. de Novion pria son compagnon de pousser un cri. Aussitôt apparurent de tous côtés, comme par enchantement, des soldats cachés dans des ruines, derrière des murs. Le jeune noble en demeura émerveillé; mais il le fut bien plus, lorsque le comte ayant tiré un coup de pistolet, il se vit, à l'instant même, cerné par de nombreuses patrouilles de cavalerie, qui accoururent bride abattue. M. de Novion se contenta de lui dire avec bonté: « Voilà comment j'entends la police; veuillez le dire à vos » amis. »

on le voyait sourire à son insu : son cœur toujours était demeuré français.

Ce fut à cet homme que Junot confia la garde de la ville; mission difficile dont le général en chef ne se dissimulait point l'importance; car, il faut bien le dire, il était au milieu de Lisbonne sans en être maître, et de graves inquiétudes le préoccupaient. Des trois divisions espagnoles qui devaient opérer avec lui, l'une avait été renvoyée peu de jours après son entrée en Portugal : les hommes qui la composaient, animés du plus mauvais esprit contre les Français, les traitaient plutôt en ennemis qu'en alliés; les deux autres étaient l'objet d'une grande méfiance qu'elles ne tardèrent pas à justifier. Son armée, à lui, forte de vingt-cinq mille hommes au départ, en avait perdu deux mille par les fatigues, les passages de rivières et aussi par le couteau des montagnards. Les vingt-trois mille restants, disséminés, à cause de la difficulté des chemins, entre Abrantès et la capitale, étaient mal armés; ils avaient été forcés de se servir de leurs fusils comme de bâtons ferrés pour s'aider à traverser les torrents et à gravir les montagnes escarpées de Gata et de l'Estrella; les pluies avaient détérioré les cartouches; la cavalerie était presque toute démontée; l'artillerie fort en arrière, pas une seule batterie n'avait pu joindre.

Junot avait donc fait son entrée, non point suivi d'une armée, mais accompagné seulement de quinze cents hommes harassés, ne pouvant même plus marcher au pas, dont la contenance abattue et l'extérieur misérable ne correspondaient guère aux idées romanesques et effrayantes qu'avaient conçues les Portugais des conquérants de l'Italie, des héros d'Austerlitz et d'Iéna.

Avec ces uniques forces, le général français se trouvait au milieu d'une ville de deux cent mille âmes, occupée par une garnison de dix mille Portugais de troupes de ligne. Toute cette population, tristement désappointée à la vue du petit nombre d'ennemis qui l'avait subjuguée, pouvait à chaque instant s'armer de la *faca* nationale et s'exciter au meurtre, aux cris de : « Patria e santa religiao ! » D'un autre côté, il était à craindre que l'escadre anglaise, toujours en vue, forçant la barre, ne vînt provoquer et seconder un mouvement populaire. Lisbonne pouvait devenir un nouveau Caire. Cependant l'ordre public ne fut point troublé; les travaux journaliers ne discontinuèrent même pas.

Ce calme n'existait qu'en apparence. Le Portugal était conquis, les

Portugais n'étaient point soumis. En apprenant que le gouvernement français devait user avec rigueur des droits de la victoire contre eux, qui n'avaient point combattu, la haine violente qu'ils portèrent toujours à l'étranger s'accrut de toute l'étendue de leur malheur.

Par un décret impérial daté de Milan, le royaume fut frappé d'une contribution de cent millions de francs : c'était vouloir atteindre jusqu'au plus humble artisan, jusqu'au plus chétif laboureur, le pays, qui ne contenait que deux millions et demi d'habitants, étant épuisé d'argent, privé de ses colonies et sans aucun commerce.

L'exécution militaire de Caldas da Rainha mit le comble à l'exaspération générale. Six des notables de cette ville, accusés d'être les chefs d'un complot, furent condamnés à mort. Leur supplice, présidé par le général Loison, avait été préparé avec une pompe lugubre, un appareil froid et calculé, qui frappèrent d'horreur toute la population[1]. Aussi, lorsqu'on voulut faire disparaître l'écusson portugais sculpté sur les monuments publics, pour le remplacer par les aigles impériales, ne se trouva-t-il pas un seul ouvrier qui osât le marteler. Il fallut que des soldats français se chargeassent de cette mutilation.

Les premiers jours de son occupation, le général Junot, ébloui, enivré de la facilité de sa conquête, s'était flatté de la conserver aisément ; il vit tomber une à une ses illusions en étudiant davantage les Portugais, en apparence résignés, soumis, obséquieux même, mais dissimulés et vindicatifs, sachant attendre longuement l'occasion de frapper droit au cœur. Quelques-uns d'entre eux sans doute, parmi les hautes classes surtout, adulaient le pouvoir régnant par intérêt, ou conviction peut-être, mais la masse, le peuple enfin l'avait en exécration. En vain de riches négociants protestaient par écrit de leur amour et de leur dévouement ; en vain le clergé lui-même, par l'organe du patriarche de Lisbonne, le cardinal de Mendonça, célébrait pompeusement l'*homme des prodiges, le grand empereur que Dieu appelait à fonder la félicité des nations*, Jozé Abreu de Campos, le tonnelier, était là, désavouant hautement, au nom du peuple dont il était juge,

[1] Cette exécution a laissé de tels souvenirs, qu'il n'y a pas deux ans encore, les habitants de la ville de Caldas la racontèrent avec les plus minutieuses circonstances à l'un de nous. Ils désignaient le général Loison, privé d'un bras, sous le nom de : *manetta*, manchot. Aujourd'hui même, lorsque dans les campagnes on veut faire peur à un enfant, on le menace du manetta.

(*Note des auteurs.*)



toutes ces fausses démonstrations, et refusant, malgré les menaces, de changer les insignes aux armes nationales qui surmontaient son bâton, indice de sa dignité [1].

On se hâta alors d'exécuter les instructions que, dans sa prévoyance, Napoléon avait depuis longtemps données : « Envoyer en France l'armée portugaise, et éloigner de leur pays les personnages influents. » On forma le cadre d'une division composée d'une dizaine de mille hommes, dont le commandement fut confié au marquis d'Alorna, qui avait embrassé avec feu le parti français ; il eut sous ses ordres les généraux Gomes Freire et Pamplona, depuis comte de Subserra, les chefs d'escadron marquis de Loulé, de Valença, de Ponte de Lima, les comtes de Sabugal, de San Miguel et Candido Joze Xavier, que l'on a revu plus tard premier aide de camp de l'empereur D. Pédro, et son conseiller intime, sinon son favori. Ces officiers, presque tous jeunes et ardents, avec des idées plus martiales que politiques, ambitionnaient l'honneur de servir sous le grand capitaine; mais les soldats, moins fascinés qu'eux par les prestiges de la gloire, ne quittaient qu'à regret leur patrie et son beau ciel d'azur. Plus de trois mille désertèrent en traversant l'Espagne.

Arrivée en France, la division, organisée sous le nom de légion lusitanienne, prit pour devise :

« *Vadimus immixti Danais, haud numine nostro.* »

Quelque temps après, elle partit pour la Russie : sa conduite fut partout brillante, surtout à Wagram, où elle servait sous le général Oudinot.

Une partie de l'armée étant ainsi éloignée, Junot songea à se débarrasser également des personnages, qui, par leur haute position, pouvaient l'inquiéter ; il imagina d'en former une espèce de députation pour aller complimenter Napoléon à Bayonne. Elle devait le supplier de faire connaître ses intentions sur le Portugal, de savoir si le royaume devait être démembré, ou bien si un autre souverain, choisi par lui, dans sa propre dynastie peut-être, serait appelé à ré-

[1] Il existe de temps immémorial dans les principales villes de Portugal une magistrature populaire, composée de vingt-quatre bourgeois de mœurs irréprochables. Un simple ouvrier, avec le titre de juge, est à la tête de ce conseil démocratique.

générer la vieille Lusitanie, à faire revivre les jours glorieux du fondateur de la monarchie, le Français Henri de Bourgogne.

Comme il était facile de le prévoir, cette ambassade ne changea rien aux vues de Napoléon, dont elle n'obtint, pour toute faveur, que la réduction de la moitié de l'impôt de cent millions. Voici en quels termes M. de Pradt, archevêque de Malines, aumônier de l'empereur, présent à l'audience accordée à la députation, en rend compte dans ses Mémoires historiques sur la révolution d'Espagne :

« La députation portugaise attendait l'empereur à Bayonne, et lui fut présentée quelques heures après son arrivée. A la tête se trouvait le comte de Lima, que l'on avait vu ambassadeur à Paris, et qui était fort répandu dans la société. Napoléon n'attendit point que ce président prononçât son discours, comme c'était l'usage en pareille circonstance; mais soit retard du comte de Lima à dire ce qu'il avait préparé, soit impatience naturelle de la part de Napoléon, il ouvrit la conférence d'une manière fort singulière. Après quelques formules de politesse, il dit en s'adressant aux députés : « Je ne sais pas ce que » je ferai de vous; cela dépendra de ce qui va se passer dans le midi. » Êtes-vous, d'ailleurs, dans le cas de faire un peuple ? avez-vous le » volume nécessaire pour cela? Vous êtes abandonnés par votre » prince; il s'est fait conduire par les Anglais au Brésil, il a fait là » une grande sottise, et il s'en repentira. » Puis, en se tournant vers moi, il ajouta d'un air très-gai : « Il en est des princes comme des » évêques, il faut qu'ils résident. » S'adresssnt ensuite au comte de Lima, il lui demanda de combien d'hommes le Portugal était peuplé; et joignant aussitôt la réponse à la demande, comme il lui arrivait souvent de faire, et comme il arrive aux personnes qui répondent à leurs idées propres : « Deux millions? — Plus de trois, » répondit le comte. — « Ah! je ne le savais pas, » répliqua Napoléon. « Et Lis- » bonne, cent cinquante mille habitants? — Plus du double, » répondit le comte de Lima. — « Ah ! je ne le savais pas, » répondit de nouveau Napoléon. D'autres demandes et réponses furent échangées avec cette même différence d'opinions et d'évaluations; et, de je ne savais pas en je ne savais pas, il arriva à demander au comte de Lima: « Que voulez-vous, vous autres Portugais? voulez-vous être Espa- » gnols? » A ces mots, je vis le comte de Lima, grandissant de dix pieds, s'affermissant dans sa position, portant la main sur la garde de son épée, et d'une voix qui ébranla les voûtes de l'appartement,

répondant : « Non. » Les anciens héros portugais n'auraient pas mieux dit. »

Junot, nommé par l'empereur duc d'Abrantès et gouverneur général de Portugal, voyait, malgré tous ses efforts, les difficultés augmenter chaque jour. Il forma un ministère, et, par une politique assez adroite, nomma pour chaque département deux ministres, l'un français, l'autre portugais. C'était conserver tout le pouvoir en flattant la nation ; mais il ne put la gagner. Il était évident qu'elle brûlait du désir de rompre ses chaînes et qu'elle saisirait la première occasion de se délivrer de ses oppresseurs. Cette occasion ne tarda pas à se présenter.

Charles IV, qui, non content de laisser traverser l'Espagne par l'armée française, n'avait pas eu honte de lui adjoindre ses propres troupes pour l'aider à conquérir le royaume de son gendre, ne tarda pas à être puni de sa coupable condescendance : il vit lui-même passer sa couronne sur le front de Joseph, frère du détrôneur de rois. Mais en Espagne, comme en Portugal, le peuple suppléa, par une noble énergie, à la faiblesse du monarque. Souvent vaincus, jamais subjugués, les Espagnols, avec le secours des Anglais, triomphèrent enfin à Baylen, et firent passer sous les Fourches Caudines, le 22 juillet 1808, l'armée française, commandée par le général en chef Dupont. Cette victoire, première et inespérée, eut un long retentissement dans la Péninsule. Elle détruisit le prestige des aigles impériales.

Le duc d'Abrantès avait prévu qu'il pourrait, avant peu, être attaqué par les Anglais, dont les nombreuses escadres menaçaient constamment les côtes. Jugeant combien ses forces étaient insuffisantes pour couvrir tout le pays, il demanda des renforts. Il reçut pour réponse l'ordre d'envoyer immédiatement quatre mille hommes à Ciudad-Rodrigo appuyer les opérations du maréchal Bessières en Espagne, et quatre autres mille au général Dupont, qui n'arrivèrent que pour assister au désastre de Baylen. Sa petite armée, loin de se grossir, se trouva ainsi très-affaiblie.

Tout à coup la division de dix mille Espagnols, entrée avec Junot dans le nord du royaume, et qui d'après ses ordres occupait Porto, dont le général Quesnel était gouverneur, apprend la défaite de Dupont, s'insurge, prend pour chef don Domingos Ballesta, maréchal de camp. Tous les officiers et employés français sont arrêtés ; le général Quesnel lui-même est saisi par sa propre garde, et les Espagnols regagnent la Galice emmenant leurs prisonniers.

Le bruit de cette défection se répand avec rapidité dans les provinces du nord. On assure que le duc d'Abrantès et ses soldats sont traités à Lisbonne, par le général Caraffa et ses Espagnols, comme Quesnel l'a été à Porto. Aussitôt l'amour de la patrie et de l'indépendance éclate de toutes parts : ces sentiments surgissent avec plus d'énergie là où aucune influence étrangère n'excite les Portugais à secouer le joug.

Un vieillard octogénaire, le vénérable Manoel Jorge Gomez de Sepulveda, lieutenant général, ancien gouverneur de la province de Tras-os-Montes, proclame le premier la restauration du prince régent, et fait un appel aux armes. Ruyvaens, Villa-Réal, Torre de Moncorvo, Chaves y répondent. Guimaraens et Vianna renversent les aigles et replacent sur les édifices publics les quines antiques de Portugal. L'archevêque de Braga fait retentir les voûtes de son église primatiale des prières accoutumées pour la maison royale de Bragance. L'insurrection sillonne le royaume en tous sens. Porto se lève et organise, sous la présidence de son évêque, une junte suprême, centre des opérations. Les Algarves s'émeuvent aussi; bourgeois et militaires, paysans et pêcheurs, tous veulent contribuer à la délivrance de la patrie; à défaut d'armes, ils empoignent bravement le *chuço* national.

L'agitation gagne Lisbonne elle-même. Le duc d'Abrantès n'est plus au centre de son gouvernement. En vain, il fait marcher le général Loison sur Porto, à la tête d'une division, afin de frapper l'insurrection au cœur ; le général est obligé de rétrograder après avoir perdu beaucoup de monde. Junot comprend alors que le seul moyen de salut qui lui reste, est de concentrer ses troupes autour de la capitale, en ne laissant que de faibles garnisons dans les places d'Almeida, Peniche, Abrantès et Elvas. Il donne des ordres en conséquence à ses lieutenants, qui ne purent le rejoindre que par des marches forcées. Il était temps, car le 29 juillet, apparaissait, dans la baie du Mondégo, une flotte nombreuse; ses manœuvres et ses signaux indiquaient l'intention de débarquer. Cette flotte portait une armée anglaise.

Sir Arthur Wellesley, depuis duc de Wellington, la commandait. Frère du marquis de Wellesley, gouverneur général de l'Inde, il l'y suivit d'abord, et, dans une mission militaire qui lui fut confiée, acquit la réputation d'un homme résolu et entreprenant. Le gouvernement anglais jeta les yeux sur lui pour l'expédition qu'il méditait depuis longtemps sur le Portugal ; voyant enfin les choses arrivées

dans ce pays au point où il les voulait, il lui donna quinze mille hommes, avec l'ordre de chasser les Français de la capitale, et de leur couper en outre toute retraite du côté de l'Espagne. Wellesley, impatient de justifier la confiance que sa patrie avait en lui, fait débarquer à la hâte ses troupes à Figueira, et se met en communication avec la junte de Porto, qui lui envoie, sous la conduite de Bernardin Freire, dix mille Portugais, dont huit cent cavaliers. Avec toutes ces forces réunies, il marche hardiment sur Lisbonne.

Le duc d'Abrantès n'y était point resté oisif. Entouré de périls, son courage s'en accrut. Après avoir désarmé brusquement la division espagnole de Caraffa, stationnée à Maffra, il fit garder et fortifier l'entrée du Tage, afin d'empêcher la flotte anglaise de forcer la barre, et laissa douze cents hommes pour contenir la capitale, dont il nomma gouverneur le digne général Travot. Puis, apprenant que d'autres troupes anglaises étaient sur le point de débarquer pour grossir l'armée de Wellesley, il se décida à provoquer le général au combat, avant que la jonction ne pût s'effectuer; ayant à grande peine réuni onze mille hommes, il s'avança jusqu'à Torres-Vedras.

(21 août) Junot rencontre bientôt les Anglais; mais ils ont le double avantage de la position et du nombre; ils sont établis sur le formidable plateau de Vimeiro, garni d'une artillerie nombreuse et bien servie. Le duc d'Abrantès les attaque néanmoins avec audace : ils maintiennent leurs positions et lui causent de grandes pertes.

N'ayant pu vaincre à Vimeiro, tout espoir de salut est fermé aux Français. Ils n'ont point de renforts à attendre, et chaque jour leur apporte de nouveaux ennemis, qui déjà les enveloppent de tous côtés. Peut-être serait-il plus habile de profiter de l'attitude militaire et ferme que présente encore l'armée, pour tenter de la sauver, sinon par la victoire, au moins par les négociations? Junot assemble un conseil de guerre, composé de tous les officiers généraux; il y est décidé que le brave Kellermann, fils du duc de Valmy, se rendra au quartier-général anglais pour traiter, et que l'on se repliera sur la capitale pour la couvrir.

C'était le seul parti à prendre. Toute retraite était interdite, et l'armée devenait évidemment prisonnière, si l'on n'eût pu conclure un traité; mais, grâce au calme intrépide du duc d'Abrantès, et à l'habileté du négociateur, dont le nom européen imprimait le respect,

une convention fut signée à Cintra (31 août 1808) par le général Hew Dalrymple, arrivé depuis peu de jours et nommé commandant en chef des forces anglaises en Portugal.

Par les articles 1 et 2 de ce traité, on stipula que les Français remettraient aux Anglais les places et forts qu'ils occupaient ; qu'ils se retireraient avec armes et bagages, ne seraient point prisonniers de guerre, et que, de retour en France, ils seraient libres de combattre [1].

Le Portugal changea ainsi de maîtres. Le seul soin des Anglais fut de tirer le meilleur parti possible d'un pays qu'ils regardaient comme leur conquête. L'armée, habilement organisée par le général Beresford, fut remise sur un pied respectable et se distingua sur tous les champs de bataille de la Péninsule : Talaveyra et Vittoria, les Arapyles surtout, Badajoz et Saint-Sébastien, Toulouse elle-même, furent témoins de son courage.

Une observation assez singulière, c'est que partout où les Portugais se trouvèrent avec les Anglais, ceux-ci obtinrent des succès, tandis qu'ils éprouvèrent souvent des défaites, lorsqu'ils combattirent seuls ; ce qui n'empêchait pas le général en chef d'envoyer à Londres de pompeux rapports, désignant les noms des officiers anglais commandant les régiments qui s'étaient le plus distingués ; mais ces bulletins oubliaient de mentionner que les valeureuses brigades étaient entièrement composées de Portugais, et n'avaient d'Anglais que leurs chefs.

Cependant le cabinet de Saint-James, enivré des succès remportés dans la Péninsule et prévoyant que les Français, alors peu habitués aux revers, les voudraient réparer, n'épargnaient rien pour rendre leurs efforts infructueux ; lord Castelereagh écrivait aux généraux : « Le ministère ne met aucune borne aux demandes que vous pouvez » faire ; quelques secours que vous exigiez, on vous les enverra sur- » le-champ. »

En effet, au moindre appel, des flottes nombreuses traversaient les mers et allaient débarquer dans les ports désignés, des soldats, des vivres, des armes et de l'or. Les Anglais, dans ces temps de crise, mus par un vif sentiment de nationalité, ne comptaient plus avec les sacrifices. Tous s'empressaient d'apporter leurs offrandes sur l'autel de

[1] Voir aux Pièces justificatives, n° 5.

la patrie, et par leur volonté unanime, leur concours spontané, donnaient au gouvernement une force morale et matérielle bien difficile à vaincre.

Napoléon, qui avait osé bien des choses, voulut tenter encore celle-là : il échoua. Inébranlable dans le système qu'il avait adopté, il résolut de couvrir, par l'éclat d'une brillante et rapide conquête, l'honorable mais malheureuse issue de l'expédition de Junot.

Ses vues étaient vastes ; il avait besoin, pour qu'elles fussent comprises et habilement exécutées, d'un homme à la fois guerrier et politique. Son choix s'arrêta sur le maréchal Soult, duc de Dalmatie. Nul n'était plus capable de mener à bien une telle entreprise; mais les moyens que l'on mit à sa disposition ne répondirent guère à la grandeur des projets, ni aux difficultés de tout genre qu'il devait rencontrer. Il fallait pénétrer, à travers des ravins et de longues chaînes de montagnes, sur un territoire ennemi, dont la population fanatisée par les prêtres vouait aux Français une haine indicible [1] ; il fallait combattre l'armée portugaise forte de quarante mille hommes, et les Anglais au nombre de trente mille. Que donna-t-on pour vaincre? Vingt-trois mille cinq cents hommes, déjà fatigués par de continuels combats et de pénibles marches en Espagne.

Le maréchal Soult, sans se dissimuler la faiblesse de ces moyens, qu'on lui promet d'augmenter, n'hésite cependant point à s'avancer vers les frontières portugaises, à travers l'insurrection espagnole ; il disperse l'armée de la Romana qu'il avait en tête ; il bat le général Sylveira qui défendait Chaves, dont il oblige le commandant à lui ouvrir les portes ; il passe sans perte, en repoussant l'ennemi, les défilés de Ruyvaens ; il court de là s'emparer de Braga, où il se montre humain et politique, en faisant soigner les Portugais blessés qu'il trouve dans les hôpitaux. Pour rassurer les habitants sur ses intentions, il leur exprime avec bonté le regret qu'il éprouve de se voir réduit à employer la force, quand il n'était venu que pour soustraire leur beau pays au joug ruineux de ses protecteurs avides et insolents, les Anglais, ennemis constants de sa prospérité.

[1] Pour animer le peuple contre les Français, on avait répandu les bruits les plus absurdes. La haine les peignait, aux yeux de la superstition et de la crédulité, comme des hérétiques, qui foulaient aux pieds tous les principes religieux, comme des barbares, qui, au mépris des lois divines et humaines, dévoraient les enfants et livraient les femmes à tous les outrages.

Mais, habile à profiter de la terreur qu'inspiraient ses armes, le maréchal marche droit à Porto, dont les lignes étaient garnies de cent quatre-vingt-dix-sept pièces d'artillerie. Au cri de guerre de : Napoléon et gloire ! il s'empare de cette ville (29 mars 1809), et au plus fort de la mêlée, alors que les Français n'étaient encore maîtres que des faubourgs, il réintègre dans le gouvernement de Porto le même général Quesnel, qui en était sorti captif quelques mois auparavant.

Là devaient se borner, en Portugal, les succès du maréchal Soult. Sir Arthur Wellesley s'avança bientôt, par la route de Coïmbre, à la tête de trente mille Anglais; le général Beresford se porta sur Lamégo avec vingt mille Portugais, et Sylveira, avec un nombre égal, vint se poster entre Chaves et Ruyvaens, afin d'ôter aux Français tout espoir de retraite de ce côté.

Ainsi, comme après la journée de Vimeiro, l'armée française se trouva cernée par des forces tellement supérieures, qu'il paraissait impossible qu'elle pût échapper. Elle s'échappa cependant, et ne dut son salut qu'au sang-froid et à l'intrépidité de son chef. Repoussant bien loin toute idée de capitulation, le maréchal Soult ordonne de détruire l'artillerie, de mettre le feu aux équipages militaires; pour donner l'exemple, lui-même incendie sa voiture. Il fait ensuite remonter à son armée, ainsi allégée, la vallée de la Souza, par un sentier pratiqué sur la rive droite; à travers des sinuosités presque inconnues des montagnes, il la dirige, il l'entraîne hors du Portugal, et arrive enfin à Lugo, où il entre, après en avoir fait lever le siége aux Espagnols[1].

Cette retraite fut belle sans doute; elle mérite de prendre place près des faits d'armes les plus honorables du duc de Dalmatie, mais elle laissa de nouveau les Anglais maîtres du pays.

Ils n'en restèrent pas longtemps tranquilles possesseurs: dès le mois d'août 1810, le maréchal Masséna, prince d'Essling, ayant sous lui le maréchal Ney et le duc d'Abrantès, s'avança vers les frontières à la tête de cinquante mille hommes. La renommée de ces trois illustres guerriers alla porter l'effroi dans les camps réunis de Portugal et d'Angleterre. Le général en chef, sir Arthur Wellesley, seul, peut-être,

[1] Celui qui servit de guide, fut un de ces Navarrins, qui, tous les ans, vont en Portugal parcourir les villages, pour y couper les cochons que l'on veut engraisser.

ne parut pas ému. Ses succès passés lui faisaient bien augurer de l'avenir, mais prévoyant d'habiles attaques et de longs combats, il se tint sur la défensive, rassembla toutes ses forces, et utilisa sans réserve les ressources que lui prodiguait son gouvernement; c'était le dernier, le désespérant effort du léopard aux abois.

Masséna voulant ouvrir la campagne par une action digne du vainqueur de Souwaroff, du défenseur de Gênes, mit le siége devant la place forte d'Almeida. Il s'en serait certainement rendu maître, mais après de longs sacrifices d'hommes et de temps, lorsqu'un de ces hasards heureux, que la victoire réservait à son enfant chéri, lui livra la ville.

(26 août) Une bombe, lancée des batteries d'attaque qu'on venait de terminer, éclate sur une traînée de poudre, qui aboutit à la grande poudrière; au même instant, comme par l'effet d'une effroyable magie, la ville disparaît dans les airs; des pierres énormes, des rochers sont lancées jusque dans les tranchées françaises; des pièces de gros calibre sont enlevées, brisées en tronçons et jetées à plus de deux cents toises; les remparts s'écroulent, et cependant l'on voit, comme pour compléter cette scène infernale, quelques canonniers portugais, par miracle échappés à l'explosion, continuer froidement à faire jouer leur unique pièce, tandis que les débris de la place volent encore et menacent de les ensevelir.

Almeida se rendit, et l'heureux Masséna fit prendre à ses troupes la route de Lisbonne, dont il se croyait déjà maître; il trouva bientôt l'armée anglo-portugaise, forte de soixante-quatre mille hommes et de quatre-vingt pièces de canon, couronnant la formidable chaîne de montagnes de Boussaco, et prête à lui disputer le passage. Il hésita un instant à combattre l'ennemi dans une position si avantageuse; mais se berçant des souvenirs presque fabuleux de sa jeunesse, il crut que la fortune une fois encore lui serait favorable : il attaqua. Le sort le trahit, et ce premier échec du héros de Zurich devient le premier trophée de Wellington.

Ce que la prudence commandait avant le combat, on le fit après. L'armée française tourna la montagne par la droite, et franchit les défilés de Sardão, que Wellesley avait négligé d'occuper [1]. Ce mou-

[1] La veille de la bataille, le marquis d'Alorna, qui, ainsi que plusieurs officiers portugais, avait pris du service dans l'armée française, avait suggéré à Masséna

vement obligea l'ennemi à opérer sa retraite pour aller au plus tôt garnir les lignes de Torres-Vedras, qui entouraient la capitale d'une double enceinte défendue par cent huit ouvrages armés de quatre cent trente-deux bouches à feu, sans compter l'artillerie légère.

Les Français, après s'être emparés de Coïmbre en passant, ne tardèrent pas à se présenter devant ces lignes, mais, devenus moins audacieux depuis le combat de Boussaco, ils ne tentèrent point de les forcer; s'ils l'eussent osé, cependant, ils auraient probablement réussi, car bien que très-fortifiées, elles étaient trop étendues pour qu'on pût les défendre sur tous les points avec succès.

Masséna préféra occuper paisiblement les positions de Villa-Franca, que bientôt la faim et les maladies le forcèrent d'abandonner. L'armée se reploya sur Santarem, et y éprouva toutes les horreurs de la famine. N'ayant plus de distributions réglées, il fallut que chaque régiment, chaque compagnie, pourvût à sa subsistance particulière; la maraude fut tolérée, et l'indiscipline devint excessive.

Assez heureux d'abord, les maraudeurs le furent moins de jour en jour: en vain, au péril de leur vie, ils s'étendaient jusqu'à quinze ou vingt lieues sur les flancs ou les derrières de l'armée, ils ne trouvaient plus rien. Parfois seulement, avec des recherches et des fatigues inouïes, ils découvraient encore quelques troupeaux amaigris cachés au fond des précipices, dans les endroits les plus sombres et les plus touffus des forêts, derrière des masses énormes de rochers, où l'homme peut-être n'avait jamais pénétré avant cette guerre.

Là aussi étaient retirés des habitants que la crainte et la solitude avaient rendus à moitié sauvages: leur barbe longue, leurs cheveux épars, leurs traits noircis par la fumée des feux qu'ils n'osaient allumer que la nuit, peignaient avec énergie toute l'insouciance du malheur. Des personnes distinguées, des prêtres qui n'avaient pu se réfugier à Lisbonne, partageaient ces sombres asiles avec des paysans et des bergers. Ces malheureux se croyaient en sûreté à côté des débris de leur fortune; mais ces repaires, qui auraient dû les défendre de la cupidité du soldat, aigri par les besoins et la fatigue, leur servaient quelquefois de tombeaux. Les femmes, les filles, trouvées dans ces

ce sage mouvement; mais le prince voyant l'ennemi à portée, crut devoir, pour soutenir le poids de sa haute réputation, braver un écueil qu'un chef vulgaire eût prudemment évité.

cavernes, étaient obligées d'assouvir les passions les plus effrénées pour éviter la mort : on en a vu d'égorgées par des tigres dont elles venaient de rassasier la brutalité.

Hâtons-nous de le dire, ces atrocités étaient l'œuvre de quelques misérables, rebut gangrené des grandes villes, introduits par le sort dans les rangs des braves. Toutes les armées sont souillées de semblables brigands, qui, une fois dégagés du joug de la discipline, s'abandonnent aveuglément à leur férocité; ce ne sont point des soldats, ils n'ont point de patrie : ce sont des monstres mis au ban de l'humanité.

« Une circonstance bien particulière de cette guerre, dit un officier français [1], et dont on n'a jamais parlé, est qu'on a porté le dérèglement jusqu'à vendre des femmes. On en a aussi troqué pour des comestibles et pour des chevaux de main. J'ai vu une partie de cartes où l'on jouait une jeune fille contre un objet de luxe. Un employé aux vivres me sollicita moi-même, très-sérieusement, de lui céder en propriété, pour deux onces d'or, une des femmes réfugiées dans le petit village que je commandais. Il n'était point rare alors de voir la modeste compagne d'un soldat, s'élevant de degré en degré, devenir en peu de jours celle d'un général. »

L'horrible famine qui décimait l'armée, la licence et l'insubordination qui y régnaient, la mésintelligence qui se mit parmi les chefs, décidèrent la retraite. Wellington triompha sans avoir, pour ainsi dire, combattu. Froid calculateur, il eut le mérite d'avoir attendu du temps une victoire que, plus glorieusement peut-être, mais avec moins de certitude, il pouvait obtenir par la force des armes. Il se contenta de harceler sans cesse les Français dans leur retraite, qui se serait probablement changée en déroute, sans la présence du *brave des braves*.

Le maréchal Ney, chargé de protéger les marches rétrogrades, sut les couvrir avec habileté et valeur; il imposa à l'ennemi, qui n'osa attaquer que près des frontières, à Fuentes d'Onoro (4 mai 1811). L'armée française y combattit vaillamment, et aussitôt après rentra en Espagne par Ciudad-Rodrigo. Son commandant en chef, le maréchal Masséna, prince d'Essling, trop téméraire à Boussaco, et pas

[1] Le commandant Guingret, dans sa *Relation historique et militaire de la campagne de Portugal sous Masséna*.

assez aux lignes de Torres-Vedras, eut ainsi la douleur de voir, dans ses vieux jours, flétrie en Portugal une gloire acquise sur de nombreux champs de bataille.

Les Français abandonnèrent le sol lusitanien pour ne plus le fouler, convaincus sans doute qu'une guerre injuste ne saurait avoir que des succès éphémères, et que dévaster un pays n'est point l'assujettir. Le jour de la vengeance arriva pour les Portugais. A leur tour, ils purent porter aux foyers de la France tous les maux qu'ils avaient soufferts; cependant, généreux à Bayonne et à Toulouse, ils dédaignèrent des représailles que l'humanité aurait pu condamner, mais légitimées en quelque sorte par les horreurs dont eux-mêmes longtemps avaient été les victimes (1814).

Ces invasions produisirent pourtant quelques résultats heureux pour les Portugais; elles jetèrent dans leurs cœurs des idées nouvelles de liberté et d'indépendance, un désir vague d'imposer des limites au pouvoir absolu, qui, faible et dissipateur, le conduisait à une ruine complète. Ces idées, peu arrêtées d'abord, germèrent et grandirent, échauffées par l'enthousiasme de quelques jeunes gens opulents, qui, par nécessité ou par plaisir, avaient émigré en France et en Angleterre : à leur retour, ils se piquèrent d'avoir étudié le système constitutionnel, et s'efforcèrent d'en propager les maximes. Sous le gouvernement de Junot, il avait même été question du projet d'une constitution à peu près identique à celle que Napoléon avait octroyée à la Pologne; mais conçu et présenté par des personnes peu influentes, ce projet fut étouffé à sa naissance par le duc d'Abrantès, qui avait ses instructions.

L'armée aussi, qui, depuis le comte de la Lippe, négligée, abandonnée, végétait dans un état de nullité et de mépris, releva noblement ses drapeaux et reconquit sa vieille renommée; il y régnait une discipline rigoureuse, outrée peut-être, que lui avait imposée l'inflexible lord Béresford. Un chef de corps, un général ne reçut jamais de lui une missive sans éprouver une vive émotion avant d'en rompre le cachet, tant sa sévérité minutieuse et investigatrice inspirait d'effroi à l'officier le plus élevé comme au simple soldat.

Nommé maréchal et commandant en chef de l'armée portugaise, Beresford n'oublia pas assez qu'il était Anglais, et oublia trop qu'il se devait aussi à une patrie adoptive, qui lui confiait ses destinées; il se prévalut de sa haute position pour maîtriser une régence docile,

et opprimer le Portugal en faveur de l'Angleterre. Mais il faut reconnaître qu'il remplit admirablement sa mission de soldat. Il forma d'excellents officiers. C'est de son école sévère que sont sortis ceux que le Portugal peut aujourd'hui encore citer avec orgueil : les maréchaux Terceira et Saldanha, en premier ordre, tous deux à vingt-trois ans généraux commandant des brigades, puis le vicomte das Antas, le général miguéliste Lemos, les colonels Jozé Jorge Loureiro, Pedro Paulo Ferreira de Souza, Gil Guedes, et le laborieux, le savant officier de génie Luiz da Silva Mouzinho d'Albuquerque.

De grands changements n'avaient point tardé à s'opérer sur le continent : 1815 était venu. La sainte-alliance fit proposer à D. João de rentrer en Portugal, afin d'y rétablir toutes choses comme par le passé : il ne le voulut point. Les Anglais connaissant le mauvais état de sa marine, lui offrirent leurs vaisseaux pour le transporter en Europe, il refusa avec obstination : tout déplacement eût chagriné ses habitudes molles et insouciantes ; à peu près bien dans un endroit, quel qu'il fût, il y voulait rester. Mais par un décret (16 décembre 1815), il éleva le Brésil au rang de royaume, et donna à ses États le nom de : *Royaume-Uni de Portugal, du Brésil et des Algarves.*

Toutes les puissances s'empressèrent de reconnaître ce nouveau titre, et, par leurs ambassadeurs, félicitèrent le régent de la sagesse de cette mesure. Peu de temps après (16 mars 1816), la reine Marie Ire étant morte, il se déclara roi sous nom de Jean VI ; mais il ne se fit couronner et proclamer que le 6 février 1818.

JEAN VI.

(1816.)

En 1815, D. João avait resserré les nœuds de parenté qui l'unissaient déjà aux Bourbons d'Espagne, en concluant le double mariage de deux princesses, ses filles : l'une, D. Maria-Isabela avec le roi Ferdinand VII; l'autre, D. Maria-Francisca avec l'infant D. Carlos, prétendant aujourd'hui à la couronne. Deux ans après (13 mai 1817), son fils aîné, D. Pédro, épousa la belle-sœur de Napoléon, l'archiduchesse d'Autriche, Marie-Léopoldine, qui devint mère de D. Maria II.

Pendant quelque temps, un accord parfait avait régné entre D. João et son fils; mais les ministres, jaloux de l'ascendant que ce jeune prince avait pris sur son père, rendirent sa fidélité suspecte. Le monarque les crut, et fit succéder la froideur à la confiance. Cependant D. Pédro avait droit à toute la tendresse paternelle. Son enfance avait été confiée à un homme de mérite, le Portugais Rodemacher, dont le savoir et les vertus déplurent à la cour; il fut remplacé par le franciscain Antonio d'Arrabida, depuis évêque, qui ne vit qu'un prince dans son élève, et s'en fit le flatteur.

La volonté de D. Pédro et les heureuses qualités dont la nature l'avait doué triomphèrent, par la suite, des vices de son éducation. On l'entendit souvent dire que lui et son frère Miguel seraient les deux derniers Bragance mal élevés. Il était alors âgé de dix-neuf ans; il avait une chevelure ondoyante, des yeux noirs et vifs qui indiquaient une intelligence peu commune, un front ouvert, des traits réguliers;

quelques traces de petite vérole n'ôtaient rien à l'agrément de son visage; sa taille, plutôt petite que moyenne, était bien prise, et son port ne manquait point de majesté quand l'occasion l'exigeait. Amateur passionné de la musique, les œuvres de Filangieri lui étaient surtout familières; il composa même quelques cantiques pour la chapelle royale; il jouait de plusieurs instruments, et excellait dans presque tous les arts.

Certes, c'étaient là des qualités suffisantes pour lui mériter les bonnes grâces de la cour, mais elles étaient exclusivement réservées à son jeune frère Miguel, enfant gâté de la reine, du faible seigneur D. João VI, des courtisans, des belles dames du palais. Le vicomte de Santarem, qui fut un de ses précepteurs, méritait un plus digne disciple. L'infant, ennemi de toute étude, savait à peine signer son nom dans un âge avancé; ses espiégleries dégénéraient toujours en cruautés; il se plaisait singulièrement à martyriser les animaux, qu'il apprit, plus tard, à disséquer. Peu délicat dans ses goûts, il partageait les grossiers plaisirs des sous-officiers de la garnison, et ne dédaignait pas de vivre en ami avec un maquignon, qui applaudissait à ses extravagances et favorisait ses mauvais penchants. Maître dans l'art de dresser un cheval sauvage, la chasse et les combats de taureaux étaient ses divertissements habituels.

Le système colonial, suivi jusqu'à l'arrivée du régent, n'avait point seulement appauvri le Brésil, il l'avait désuni. Ses habitants marchaient sur le fer, et, sous peine d'aller mourir sur le rivage insalubre d'Angola, ils étaient obligés de tirer du Portugal leurs instruments aratoires; ils possédaient d'abondantes salines, et il fallait qu'ils achetassent à des compagnies européennes le sel dont ils avaient besoin; ils devaient se faire juger sur les bords du Tage, et leurs enfants ne pouvaient participer aux bienfaits de l'instruction s'ils n'allaient la chercher à l'université de Coïmbre. La métropole, pour affermir davantage sa tyrannie, avait semé des germes de division entre les provinces. Chaque capitainerie avait son satrape, sa petite armée, son petit trésor. Elles communiquaient difficilement entre elles, souvent même ignoraient réciproquement leur existence. Il n'y avait point au Brésil de centre commun.

L'arrivée du régent changea nécessairement une partie de ce système. Dès le 28 janvier 1808, les ports furent ouverts à toutes les nations amies, et les marchandises étrangères admises en payant vingt

quatre pour cent de droits d'entrée; une banque de dépôt et d'escompte fut établie, et rendit, dans son origine, des services réels à l'État et au commerce; on concéda gratuitement des terrains aux étrangers qui voulaient se fixer dans le pays et s'y livrer à l'agriculture; on créa ensuite des écoles militaire et de marine, de médecine et de chirurgie, un cabinet d'histoire naturelle, et un laboratoire de chimie; on institua des tribunaux suprêmes, organisés à l'instar de la métropole, ainsi que toutes les branches de l'administration. Le Brésil enfin cessa d'être une colonie, et devint par le fait un État indépendant.

Dans la soif ardente d'innovations qui s'empara des gouvernants, on voulut fonder une académie, dont on appela de Paris presque tous les membres, peintres, sculpteurs, architectes et jusqu'à un professeur de philosophie. C'était beaucoup à la fois d'élever tout un institut au milieu d'un pays naguère sauvage, où les arts les plus vulgaires étaient dans leur primitive enfance; où la terre, vierge encore, avait à peine senti la charrue; où l'esclave noir, ployant sous le fardeau, recevait souvent la mort, pour prix de sa faiblesse, ou de son désir indomptable de traîner dans les bois une vie misérable, mais libre.

Ces créations indiquaient plutôt le désir que le discernement de bien faire. Peut-être eût-il été plus utile, plus politique, au lieu de tous ces fastueux projets, d'ouvrir modestement de nombreuses écoles gratuites pour apprendre aux enfants blancs et noirs, à lire, à écrire et à connaître les premiers éléments de l'arithmétique.

C'est ce que la cour de D. João ne voulut point comprendre. Ravie d'avoir pris quelques mesures sages et parodié quelques belles institutions, elle crut avoir assez fait pour le peuple, et ne songea plus qu'à vivre dans une sphère d'enchantements, d'insouciance et de débauche. Le climat tiède et voluptueux portait à tous les genres d'excès. Le jeu et un luxe effréné furent en honneur; des galanteries peu délicates devinrent d'aimables passe-temps. Ce n'était point le règne licencieux mais magnifique de Louis XIV; non, c'étaient les orgies de la régence honteusement accouplées aux plaisirs antifrançais des beaux seigneurs de Henri III; c'étaient de chaudes, d'incessantes bacchanales.

Ces joies grossières et sans frein, ces dépenses exorbitantes de la cour, c'était le peuple qui les payait; c'était le pauvre Portugal qui envoyait docilement au Brésil de l'argent, des munitions, des troupes

et des misères. La mère-patrie s'épuisait en faveur de son ancienne colonie, devenue sa souveraine; toutes les ressources de la richesse nationale disparaissaient avec une effrayante rapidité, sous une régence faible, inhabile, maîtrisée par l'Angleterre, incapable de faire le bien. Le commerce était nul. Le port de Lisbonne, naguère si chargé de voiles, n'offrait plus qu'une désolante solitude. Cinquante-sept bâtiments portugais seulement, venant d'Europe, entrèrent à Rio-Janeiro dans tout le cours de 1820; les quelques fabriques éparses dans le royaume étaient fermées, mais la Grande-Bretagne était là pour fournir tout ce dont on avait besoin, jusqu'aux bottes et aux habits. Les colonies d'Afrique et les îles Açores languissaient ainsi que Goa, que les Anglais avaient restitué au Portugal, après s'en être emparés à la suite de l'occupation française. Madère seule, longtemps aussi gardée par eux en otage, se soutenait par la nature de son produit exclusif, le vin.

Le Portugal donc, ruiné par le gouvernement du Brésil, marchait à sa perte, mais le Brésil lui-même n'avançait guère vers une prospérité durable. Les négociants qui y étaient établis avant l'arrivée du régent n'avaient de relations commerciales qu'avec la mère-patrie et ses possessions; ils ne gagnèrent donc pas ou perdirent même à l'ouverture générale des ports, tandis que tous les profits du commerce passèrent rapidement dans les mains étrangères. Les Américains unis, les Anglais surtout [1], et plus tard les Français, attirés par les gros bénéfices obtenus par les premiers expéditeurs, s'empressèrent de créer des comptoirs dans les ports principaux du Brésil, surtout à Rio-Janeiro, où leurs produits trouvaient de faciles débouchés. Les planteurs ne furent pas beaucoup plus heureux, car les denrées coloniales baissèrent bientôt de prix par l'augmentation très-considérable de leur production à Cuba et aux États-Unis; les sucres seuls se soutenaient mieux à cause de leur consommation toujours croissante en Europe.

Ce qui, par-dessus tout, contribuait à la ruine du Brésil, c'était ce luxe désordonné, qu'à l'exemple des courtisans, la classe moyenne, le peuple, voulurent aussi afficher. Le bas prix des produits de l'industrie étrangère qu'offrait une concurrence active était, pour les

[1] Par un traité conclu à Rio-Janeiro, le 19 février 1810, entre le régent et le gouvernement britannique, les droits d'entrée sur quelques-unes des marchandises anglaises furent réduits à 15 pour 100, tandis que toutes celles provenant de Portugal en payaient 16.

Brésiliens naïfs, un appât trompeur. Séduits par le bon marché auquel ils pouvaient satisfaire leurs goûts, leurs moindres caprices, ils contractèrent de nombreux besoins, devinrent efféminés et dissipateurs. En peu de temps, le capital, amassé à grand'peine par la sobriété et l'économie, disparut ; on cessa d'acheter avec le revenu, on entama le fonds. La banque se constitua, au bout de quelques années, en banqueroute permanente ; les plus fortes maisons de commerce s'écroulèrent. Les mœurs s'en ressentirent. On chercha à réparer les pertes par le jeu ; la démoralisation, la vénalité des emplois, la débauche, en furent les tristes conséquences.

A ces causes désastreuses vint se joindre une imprudente expédition contre Montevidéo, conseillée au régent par le ministre Araujo ; elle eut les suites les plus funestes pour le commerce portugais, qui, d'abord victime des pirates des États-Unis sous le pavillon d'Artigas, finit par éprouver de grandes pertes par la guerre impolitique, postérieurement entreprise contre Buenos-Ayres, l'entrepôt le plus avantageux pour les négociants de la patrie méridionale du Brésil (1817).

Telle était la situation respective des deux pays, lorsqu'un cri puissant, un cri de liberté, parti de l'île de Léon, traversa l'Espagne, retentit en Portugal et jeta l'effroi dans le conseil de régence. Sentant le danger de leur position, les régents veulent en vain comprimer l'effervescence populaire ; les mesures qu'ils prennent ne font que l'accroître : Porto donne le signal. Dans la nuit du 23 au 24 août 1820, une assemblée a lieu, présidée par le colonel du 18me régiment d'infanterie, Bernardo Correâ de Castro e Sepulveda. Les membres de cette réunion, après avoir concerté leurs plans, se séparent aux cris de ralliement de : *Vivent le roi, les cortès et la constitution !*

Les autorités de la ville, les troupes, la population entière, secondent le mouvement. On nomme une junte suprême de gouvernement provisoire, dont les membres sont pris parmi tous les ordres, tous les rangs de l'État, et bientôt apparaît son manifeste ; elle y raconte, dans un style simple mais chaleureux, les crimes et les vices de la régence de Lisbonne ; elle retrace la violation des droits, des libertés et des priviléges nationaux, l'anéantissement du commerce et de l'industrie, la décadence de l'agriculture, l'appauvrissement général du pays et toutes les calamités qui ont suivi le départ du souverain ; elle rappelle aussi l'état de splendeur et de prospérité du Portugal, alors qu'il avait un gouvernement libre et des cortès électives ; mais

comprimant de justes ressentiments, des plaintes trop amères, la junte n'impute aucun grief à la maison de Bragance et promet un respect inviolable pour les principes essentiels de la monarchie.

La régence, pour ressaisir le pouvoir qui lui échappe, donne au général Vittoria et au comte d'Amarante l'ordre tardif de marcher sur Porto avec toutes les troupes qu'ils pourront rassembler. Mais la junte insurrectionnelle a déjà pris l'offensive, et les généraux de la régence se voient abandonnés de leurs propres soldats, qui vont grossir les phalanges libérales. Le peuple entier se lève; la capitale elle-même proclame une junte qui détrône la régence et s'empare d'une autorité, reconnue aussitôt par tout le royaume. Il est décrété que la constitution de Cadix servira de base à celle qu'on doit faire en Portugal, et que des députés, élus dans toutes les provinces, non point par les anciennes formes féodales, mais bien par des formes toutes démocratiques, rédigeront le nouveau pacte social, qui devra garantir les droits du peuple et du trône.

Le maréchal Beresford, aux premiers symptômes de l'insurrection, s'était empressé de se rendre à Rio-Janeiro, pour solliciter du roi de l'argent et des pouvoirs nouveaux appropriés aux circonstances extraordinaires qui se préparaient. Il apparaît, de retour, dans la rade de Lisbonne, et veut débarquer. Le nouveau ministre de la guerre lui donne l'ordre formel de n'en rien faire; en vain il exhibe les pouvoirs qu'il a reçus du roi, et qui lui confèrent une autorité illimitée avec le titre de vice-régent du royaume; on lui répond que la nation ne méconnaît point son souverain; mais qu'elle a repris l'exercice de ses droits; que son débarquement peut compromettre la tranquillité publique, et que, s'il l'opère, on ne répond pas de sa personne. Toutes les instances ultérieures de lord Beresford ayant été inutiles, il dut se résoudre à faire voile pour l'Angleterre.

La nouvelle de l'insurrection qu'il avait apportée à Rio-Janeiro, et dont il ne dissimula point les symptômes alarmants, terrifia les ministres du Brésil. Leur première pensée fut d'abord de demander des secours au cabinet anglais, pour étouffer la révolte de la métropole. Dans leur aveuglement, ils ne s'apercevaient pas que, sous leurs propres yeux, l'Amérique nourrissait le feu de la liberté, et que la même étincelle qui embrasait le Portugal était à la veille d'incendier le Brésil. On tint un conseil où D. Pédro ne fut point appelé; il en attendit patiemment la fin, et quand le roi sortit, il

l'aborda, lui peignit à grands traits les malheurs du royaume-uni, le conjurant avec instance de faire descendre du trône les réformes que le peuple attendait.

Cette démarche fit une impression profonde sur l'esprit de Jean VI, et déplut vivement aux ministres. Ainsi placé entre son fils et ses flatteurs, le monarque convoquait chaque jour un conseil et le congédiait sans jamais rien résoudre. Cependant tous les votes étaient unanimes pour les mesures hostiles. Un ministre osa même proposer de faire arrêter D. Pédro, et de l'envoyer à Gibraltar expier son patriotisme sous les verroux d'un geôlier anglais. Le roi, selon lui, devait s'embarquer pour Madère, d'où il demanderait appui à la Grande-Bretagne, afin de bloquer Lisbonne et Porto. De là, dans une proclamation, il sommerait ses sujets de lui livrer les chefs de la révolte, et, en cas de refus, dirigerait lui-même l'invasion étrangère au sein de ses États.

En dépit de ces fougueuses propositions, l'esprit constitutionnel se propageait d'Europe en Amérique. Tout faisait présager dans Rio-Janeiro une explosion prochaine. Fernambuco s'agitait, et Bahia, la seconde ville du Brésil, proclamait audacieusement la constitution. Le Para suit son exemple.

Un conseil alors est convoqué chez le comte de Palmella, récemment arrivé de son ambassade de Londres, et nommé ministre des affaires étrangères et de la guerre. Son collègue, Thomas-Antonio de Villanova e Portugal, homme de bien et intègre, mais dont les idées surannées et mesquines n'étaient plus en harmonie avec celles du siècle, affirme que l'émancipation du Brésil est un rêve qui ne peut se réaliser; il opine pour conserver intacte l'autorité royale, et repousse bien loin toute transaction avec le peuple, qui, assure-t-il, ne tardera pas à rentrer dans le devoir. Plus clairvoyant, le comte de Palmella ne partage point sa confiance, et penche, au contraire, pour des concessions; il obtient avec peine qu'un décret annoncera la formation d'un comité chargé d'examiner les besoins, de proposer les réformes; mais les membres de ce comité sont des courtisans qui n'ont point l'estime de la nation; l'inquiétude des masses devient alarmante.

L'agitation s'accroît; un grand événement paraît inévitable; les troupes s'arment dans les casernes; des groupes se forment dans les rues, sur les places publiques, et les courtisans se pressent autour du

monarque, qui soupçonne à peine le danger. D. Pédro est à cheval ; il parcourt les rues et les casernes ; il se pose comme médiateur entre le peuple et le roi, auquel il peint avec feu le gouffre dans lequel l'État va s'engloutir, si sa main souveraine ne l'arrête au bord du précipice. Le monarque, effrayé, lui confère ses pouvoirs et consent à tout ce qu'il demande.

D. Pédro reparaît alors au milieu des soldats et de la population, et lit à haute voix un décret dans lequel Jean VI accepte la constitution telle qu'elle sera faite par les cortès de Portugal ; lui-même, comme prince héréditaire, prête aussitôt serment sur le livre des Évangiles, au nom de son père et au sien. L'air retentit des cris de : *Vive le roi constitutionnel D. João VI !* L'enthousiasme est à son comble. L'armée, les citoyens demandent à voir leur roi ; dans leur impatience ils courent à son palais de campagne, le trouvent prêt à se rendre à leur vœu, dételent ses chevaux, le traînent jusqu'à sa résidence de la ville. D. João paraît à son balcon, et confirme les engagements pris par son fils ; puis se tournant avec bonhomie vers quelques seigneurs, il leur dit : « Que ne m'avez-vous plus tôt fait » savoir que mon peuple serait si heureux avec cette constitution ? » je ne la lui aurais pas fait si longtemps attendre. »

C'était vraiment un monarque tout paternel que D. João. Il aimait beaucoup qu'on l'accusât de finesse, bien qu'agissant souvent avec peu de mesure et de raison. Il prodiguait les récompenses civiles et militaires à des services d'antichambre ; décora du titre et des insignes de major un savetier nègre qui, par ses lazzis, amusait sa digestion, et arracha un condamné au supplice, parce que ce criminel avait refusé de se confesser, et qu'il y avait péril pour son salut de roi à abandonner l'âme la plus vile à la damnation éternelle [1].

Le Portugal, cependant, réclamait à grands cris son souverain. Jean VI se détermina à céder à ce désir : mais avant de mettre à la voile, il convoqua les électeurs chargés du choix des députés brésiliens pour les cortès de Lisbonne. Ils se réunirent le soir dans la salle de la Bourse. On était accouru de toutes parts pour assister à la première assemblée nationale du Brésil. Le collége, dominé par son entourage, osa émettre plusieurs vœux intempestifs, entre autres celui d'obliger le roi à prêter serment dans les mains du président, avant son départ.

[1] *Dictionnaire de la conversation,* 66e livraison. E. de Monglave.

Un décret annonça le consentement de D. João. Mais le bruit se répandit dans l'assemblée que les troupes marchaient contre elle. Le général Caula, sommé de s'expliquer, protesta qu'il n'en était rien. Alors, les exigences augmentant avec la facilité qu'on trouve à les satisfaire, deux électeurs sont envoyés aux forts de la Barre pour empêcher la sortie de l'escadre que monte le roi et qui emporte, dit-on, les trésors de l'État.

A leur retour, ils sont arrêtés, et, au point du jour, la Bourse est cernée par l'armée portugaise. Une décharge de mousqueterie part du troisième bataillon de chasseurs : trois personnes sont tuées, un grand nombre blessées; d'autres, refoulées dans la salle, dont les croisées donnaient sur la mer, trouvent dans les flots la mort qu'elles fuyaient. Les soldats se précipitent dans la Bourse, en brisent et pillent le riche ameublement.

Le lendemain, un nouveau décret, dérogeant à celui de la veille, annonça que le monarque ne prêterait plus serment, et cinq jours après (26 avril 1821), accompagné de sa famille, de ses ministres, du corps diplomatique et des députés aux cortès pour la province de Rio-Janeiro, D. João s'embarquait à bord du vaisseau de ligne portugais *le D. João VI*. D. Pédro seul ne le suivit point. Il resta chargé d'une difficile régence, qui devait bientôt cesser par la déclaration d'indépendance complète, qui éleva le Brésil au rang d'empire constitutionnel.

Les conseillers du roi avaient conçu le projet de le faire débarquer à l'île Terceira, où déjà ils avaient envoyé l'un d'eux, le fougueux Séveriano, qui de là devait passer à Lisbonne pour préparer la contre-révolution, tandis que du fond de son île, le roi menacerait le Portugal de l'intervention de l'Angleterre. Leur espoir fut singulièrement déçu. A peine en mer, D. João, à leur grand déplaisir, ordonna à son amiral de faire voile vers Lisbonne, impatient, disait-il, de se jeter dans les bras de ses chers Portugais.

Jean Séveriano, après une longue traversée, arriva à l'île Terceira, où il reçut des cortès la défense de s'approcher de tout port de mer, et particulièrement de Lisbonne. Le monarque entra dans cette capitale le 3 juillet 1821 ; dès le lendemain, il jura sur les Évangiles de respecter les bases de la constitution décrétée par les cortès, ajoutant même avec une émotion très-vive : « Tout ceci est vrai, je le jure de » tout mon cœur. »

Cependant la diplomatie de la sainte-alliance voyait, avec un déplaisir facile à concevoir, la constitution démocratique de Cadix s'établir en Portugal, sans troubles, sans violences, sans aucune manifestation extérieure de répugnance de la part du roi : on mit tout en œuvre pour souffler la discorde et renverser l'édifice. On y réussit aisément. D. Miguel était là. Fils ingrat et ambitieux, excité par sa mère, qui avait fait succéder les intrigues politiques à ses intrigues particulières, il ne songeait à rien moins qu'à détrôner son père; mais voulant colorer ses projets d'un semblant de bien public, et rallier à lui un parti, il se fit *absolutiste*.

Il est vrai que les cortès ne répondaient pas complétement à l'attente de la nation. Elles ne marchaient point d'un pas assez ferme, assez résolu, dans la voie des réformes; elles hésitaient à attaquer corps à corps le vieil édifice social, à porter la hache sur ses fondements à moitié écroulés. Il eût fallu, pour abattre d'une main et élever de l'autre, des législateurs insensibles aux plaintes et aux reproches, pénétrés du bien à venir que préparait leur courageuse persévérance, et n'écoutant qu'une seule voix, celle du peuple, qui, de loin, soutient et remercie ses défenseurs.

Il manqua aussi au congrès de ces hommes ardents, à hautes inspirations, qui, d'un mot, d'un geste savent maîtriser une assemblée, la dirigent, l'entraînent et lui arrachent des votes qui sauvent les États. Un seul peut-être, Manoel-Fernandes Thomas, sans éloquence, mais doué d'un génie froid, hardi, organisateur, aurait pu lui imprimer une direction large et salutaire : la mort le surprit au milieu des vastes projets d'avenir qu'il formait pour sa patrie.

Sans doute, il y eut aux cortès de 1820 des députés qui eurent le courage de flétrir les abus, d'en demander hautement la suppression; plusieurs même déployèrent de l'habileté, du savoir, des connaissances pratiques qu'on ne supposait guère exister en Portugal; mais il manquait à toutes ces capacités de second ordre un point de ralliement, un chef.

L'assentiment presque unanime de la nation inspira trop de confiance au congrès. Il se livra à une sécurité précaire, perdit son temps à des questions de peu d'importance, et se priva de son plus ferme appui en laissant l'armée se désorganiser, faute d'y maintenir la discipline. Tous les officiers anglais qui en faisaient partie furent renvoyés; il ne se hâta pas assez de profiter des excellentes dispositions

du roi, pour en finir d'un seul coup avec les réformes; et, plus tard, il recula devant les mesures énergiques qu'il fallait employer contre les tentatives, sourdes d'abord, puis audacieuses, des ennemis de toute liberté naissante.

Enhardis par cette faiblesse, les absolutistes levèrent la tête, et, presque sans se cacher, s'opposèrent à l'établissement des nouvelles bases libérales sur lesquelles devait s'élever la régénération du pays. A grand'peine la constitution fut terminée le 23 septembre 1822.

Elle consacrait des principes de liberté fort larges, trop, peut-être, pour un peuple qui, la veille encore, chargé de chaînes, sous le joug abrutissant des moines, n'avait aucune instruction et très-peu d'idées préparatoires d'un régime constitutionnel. Il eût été plus en harmonie avec la situation morale des Portugais de ne point dépasser les prudentes limites que la France et l'Angleterre s'étaient alors imposées. Vouloir les franchir d'un seul bond et aller bien au delà, c'était trop : c'était compromettre au dedans et au dehors les intitutions qu'on voulait établir.

Tout citoyen au-dessus de vingt-cinq ans, n'étant ni vagabond ni en état de domesticité, était appelé à l'élection des députés, qui, eux-mêmes, pour être éligibles, n'étaient astreints qu'à justifier des moyens honorables d'existence. Pendant l'intervalle des sessions, une députation permanente de sept membres, élus par le congrès, devait veiller au maintien de la constitution, et avait même le pouvoir, en certains cas, de convoquer extraordinairement les cortès : c'étaient, de fait, les véritables ministres, dont ceux nommés par le roi ne pouvaient impunément encourir la désapprobation. Ainsi l'autorité royale, complétement effacée, ne faisait plus contre-poids au pouvoir quelquefois abusif du peuple.

L'assemblée, croyant ressaisir la popularité qui lui échappait, tenta de faire rentrer le Brésil sous le joug de la métropole; aveuglée par la vanité nationale, elle ne vit point que cette soumission était désormais impossible. Un décret maladroit rétablit, avec tous ses vices, l'ancien système colonial; et comprenant, dans un seul anathème, le royaume du Brésil et le jeune prince auquel Jean VI en avait confié la régence, les cortès ordonnèrent que D. Pédro, déjà père de famille, reviendrait en Europe pour voyager sous l'aile d'un gouverneur.

Ce prince joignait la pénétration et l'adresse à un esprit résolu. Il fit semblant de vouloir se conformer au décret des cortès; mais de

toutes parts s'élevèrent des représentations énergiques pour l'engager à résister aux ordres injustes et à rester parmi les Brésiliens, qui, pour l'enchaîner, lui décernèrent le titre de *Défenseur perpétuel*. Après une hésitation, réelle ou apparente, D. Pédro accepta ce titre modeste, auquel succéda bientôt celui plus ambitieux d'empereur constitutionnel.

La famille des Andrada, par son influence dans la ville de Saint-Paul, contribua beaucoup à placer la couronne impériale sur sa tête; mais il est évident que s'il ne l'eût point acceptée, le Brésil, dont le seul but était de s'affranchir des vexations de la métropole et de se déclarer indépendant, se serait érigé en république fédérative. Ce fut donc un trait de profonde habileté de la part du jeune D. Pédro de se saisir prématurément d'une couronne, qui devait lui appartenir par le droit de naissance et qui allait échapper au riche héritage de ses ancêtres.

Il paraît même que dans une correspondance secrète avec D. João, il lui fit part de ses vues, des motifs qui lui avaient fait accepter le trône du Brésil sans renoncer à celui du Portugal, et qu'il reçut de son père une approbation complète. C'est ainsi seulement que l'on peut expliquer le mauvais résultat de toutes les tentatives ordonnées par les cortès pour reconquérir le Brésil et soutenir dans leur fidélité Bahia, Para et Fernambuco, qui, ayant adhéré à la constitution du Portugal, refusèrent quelque temps de reconnaître le nouvel empire. La querelle des cortès avec le Brésil n'était point celle de Jean VI avec son successeur; et le roi, bien instruit de ce qui se passait en Amérique, devait s'efforcer de rendre nulles les mesures du congrès, en ordonnant secrètement aux commandants de terre et de mer d'éluder ses ordres ostensibles, et de ne faire qu'une guerre simulée aux Brésiliens.

Cette guerre amena de longues négociations qui eurent lieu à Londres, sous la médiation de l'Autriche et de l'Angleterre : elles ne furent entravées que par la question relative à la succession au trône de Portugal, car l'indépendance du Brésil était à peu près reconnue inévitable par tous. Elle fut enfin sanctionnée par un traité signé à Rio-Janeiro, le 27 août 1825, et ratifié par Jean VI, à Lisbonne, le 5 novembre de la même année [1]. Par lettres patentes, le roi céda la souveraineté du Brésil à son fils aîné, D. Pédro, en le nommant

[1] Voir aux Pièces justificatives, n° 6.

empereur; il se réserva toutefois pour lui le titre honorifique d'empereur et roi, voulant sans doute constater ainsi que, bien qu'indépendante, la couronne du Brésil relevait toujours de celle de Portugal, et lui devait foi et hommage.

On stipula les indemnités dues de part et d'autre dans l'intérêt des deux pays; mais il ne s'y trouva point de clause directe relative au mode de succession aux couronnes, ni de garantie d'indépendance future de chacune d'elles; il était seulement évident que D. Pédro songeait à les réunir toutes deux sur sa tête, et que ce dessein avait l'assentiment de son père.

Les cortès avaient donc enfin terminé le grand œuvre de la régénération portugaise. Jean VI, accompagné de l'infant D. Miguel et des grands dignitaires du royaume, se rendit (1er octobre 1822) à la salle des séances pour y prêter serment définitif à la constitution. Le roi prononça un discours, dans lequel il énumérait tous les sacrifices qu'il n'avait point hésité à faire pour le bonheur général, puis le président du congrès, accompagné de deux secrétaires, monta les degrés du trône et lui présenta le livre des Évangiles. Jean VI le prit de ses mains, et regardant avec assurance autour de lui, dit: « Je veux » prononcer haut, afin que tout le monde m'entende. » Alors, posant la main droite sur le livre saint, il ajouta: « J'accepte et je jure de » garder et de faire observer la constitution politique de la monar- » chie portugaise, que les cortès générales de la nation viennent de » décréter.

Les membres de la famille royale, ainsi que tous les employés du gouvernement, civils et militaires, durent prêter serment à la constitution, sous peine d'être exilés du royaume et de perdre les droits de citoyens portugais.

Quelques-uns le refusèrent; la reine elle-même fut de ce nombre. Un décret royal du 4 décembre ordonna d'exécuter à son égard les lois des cortès, qui lui prescrivaient de quitter le pays; cependant, sur la représentation qu'elle fit du mauvais état de sa santé, constaté par divers médecins, on lui permit d'habiter la maison de plaisance de Ramalhão, où elle demeura retirée, mais non oisive.

De là, elle dirigeait la faction des absolutistes, et, dès le 23 février 1823, par son instigation, le comte d'Amarante prenait les armes à la tête de ses domestiques et de quelques paysans, « pour délivrer, disait-il, le pays du joug des cortès et du fléau des révolutions, *mettre*

le roi en liberté, et rendre au peuple son bonheur et ses anciennes lois. » Le comte d'Amarante échoua complétement : un décret le privà de tous ses titres et honneurs. Forcé de se réfugier en Espagne, il fut offrir au duc d'Angoulême les deux mille hommes à peu près qui l'avaient suivi ; on lui répondit que la France et le Portugal n'étant point en guerre, on ne pouvait accepter leurs services.

Trahie, soudainement frappée de tous côtés, la constitution espagnole expira sous le fer de cinquante mille baïonnettes françaises. Les cortès de Portugal prévirent, dès lors, que la diversion du comte d'Amarante servirait de point de ralliement aux ennemis de la liberté ; elles résolurent d'envoyer un corps d'observation sur les frontières : cette mesure eut des résultats tout contraires à ceux qu'on s'était proposés. L'armée désorganisée, dont les chefs avaient été gagnés, s'insurgea, proclama le roi absolu, et marcha sur Villa-Franca, où D. Miguel fut la rejoindre et se mit à sa tête.

Le ministre de la justice, Antonio Guerreiro, informa le congrès et le roi de cet événement. Jean VI déclara qu'il punirait la révolte de son fils ; mais les défections se succédaient d'heure en heure ; plusieurs députés et même quelques ministres passèrent aux insurgés. Le 18ᵉ régiment de ligne, en garnison à Lisbonne, accourt, accompagné d'hommes du peuple, à la résidence de Bemposta, et, arrivé sous le balcon, se met à crier : « Vive le roi absolu ! à bas la constitution ! » Jean VI se présente, hésite, essaie d'abord de ramener la troupe à ses devoirs ; mais il cède bientôt, et, en monarque docile, s'écrie : « Puisque vous le voulez, puisque la nation le veut, vive le roi absolu ! »

Les soldats le pressent de se rendre sous leur escorte à Villa-Franca ; il y consent, et D. Miguel tombe aux pieds de son père. Le roi, qui la veille jurait de punir un fils rebelle, le relève, l'embrasse, le félicite de son courage, le proclame son libérateur, et dans son enthousiasme, un peu mêlé de crainte, le nomme généralissime de l'armée.

Jean VI revint à Lisbonne le 3 juin 1823. Le bas peuple avait, pendant son absence, forcé la salle des députés, qui avaient à peine eu le temps de se réfugier sur les vaisseaux anglais ; si la tranquillité de la capitale ne fut pas autrement troublée, on ne le dut qu'à la bonne contenance de la garde nationale, commandée par le général J. Davillez. Les habitants, transportés de joie, vinrent à plusieurs lieues au-devant de leur roi. Les mêmes hommes qui, peu de jours

avant, étaient prêts à l'abandonner, dételèrent sa voiture et se disputèrent l'honneur de la traîner.

Ainsi, l'heureux D. João, par une bizarrerie qui fait naître d'étranges réflexions, reçut, dans le cours de sa vie, deux ovations populaires : l'une, pour avoir proclamé la liberté au Brésil, l'autre, pour l'avoir détruite en Portugal.

Le lendemain, la gazette s'étendait, avec une complaisance tout officielle, sur la pompe, la solennité de l'entrée du roi, et n'oubliait pas surtout de faire connaître les noms des Portugais assez heureux pour avoir servi de *relais* à sa majesté, tandis que de mauvais plaisants faisaient placer au coin des rues des affiches ainsi conçues : « Ceux qui désireraient acheter les bêtes qui ont traîné la voiture royale, peuvent s'adresser aux écuries de Messieurs..... » Puis suivait une longue nomenclature de noms, dont quelques-uns précédés de titres de marquis et de comte.

Le seul embarras du souverain fut de pouvoir s'acquitter dignement envers tous ceux qui avaient sauvé la monarchie ; le nombre en était assez considérable, et les finances de l'État eussent été insuffisantes pour récompenser, par des faveurs pécuniaires, tant de services signalés. Des décorations auraient pu convenir ; mais les prodiguer ainsi, c'était les avilir pour toujours : les commandeurs et les grands-croix, membres de la haute aristocratie, s'y opposèrent. Pour sortir d'embarras, on imagina de frapper des médailles d'or et d'argent, à l'effigie de Jean VI, et d'en décorer tous ceux qui demandaient des récompenses. C'était un duplicata du lis bourbonnien. La moitié des habitants de Lisbonne se montrèrent parés de cette médaille, à laquelle on donna le sobriquet d'*ordre de la Poussière* (medalha da Poeira), parce que ceux qui en étaient décorés avaient suivi le roi, en plein été, sur une route couverte de poussière.

Après ce triomphe, le pouvoir absolu reparut avec toutes ses iniquités et toutes ses violences. Ce qu'avaient créé les cortès, même le bien, fut déclaré nul et non avenu. C'était la restauration française brisant les bienfaits, les lois si sages de la Convention, répudiant les gloires de la république et de l'empire ; c'était l'ancien, le caduc Portugal revenu avec ses moines, son fanatisme, sa misère; le Portugal du bon plaisir, sous ses prêtres-rois.

On renversa, par ordre de l'infant, le monument constitutionnel élevé sur la place du Rocio, et la charte, conservée dans une cassette

d'argent, scellée dans la pierre fondamentale, fut brûlée publiquement comme une œuvre de francs-maçons; car alors, quand on voulait détruire quelque chose, on l'attribuait à cette société, et quand on voulait perdre un homme, on l'accusait d'en faire partie.

Les nobles reprirent tous leurs priviléges; plusieurs même reçurent de fortes indemnités, aux frais de l'État, pour le temps qu'ils en avaient été privés; les innombrables moines, naguère chassés de leurs couvents, y rentrèrent; on rétablit dans leur intégrité les impôts diminués par les cortès; les membres les plus distingués du congrès furent persécutés, bannis ou exilés dans les provinces; le comte d'Amarante, revenu d'Espagne, reçut, avec le titre de marquis de Chaves, un majorat de douze mille francs de rente (2 contos de reis), et la reine fut réintégrée dans tous ses droits, honneurs et dignités. Son époux poussa la faiblesse jusqu'à aller à Ramalhão la féliciter sur les heureux événements qui la rendaient à sa famille, démarche qui dut lui être bien pénible, car depuis longues années il vivait tout à fait séparé d'elle, et avait constamment évité sa présence.

La réaction fut si forte que le peuple fit entendre quelques murmures. Jean VI, à l'instigation du marquis de Loulé, crut devoir, par prudence, promettre un nouveau pacte d'alliance; mais quand il voulut s'en occuper, les absolutistes lui déclarèrent qu'ils ne le souffriraient pas. Cette soumission du roi ne put satisfaire le parti de l'infant et de la reine. D. Miguel aspirait au trône et sa mère espérait régner despotiquement sous son nom : ils n'avaient réussi qu'à moitié dans une première tentative; ils en méditaient une seconde.

Un meurtre devint le prélude de ce coup d'État. Le grand écuyer, marquis de Loulé, paya de sa vie l'attachement qu'il portait à son maître et à la constitution (1er mars 1824). Cet horrible drame se déroula au palais de Salvaterra, pour ainsi dire sous les yeux du monarque. Le corps de la victime, traîné d'abord par les assassins dans la salle du trône, y resta caché quelques heures, puis, jeté dans le jardin par une fenêtre, fut à peine enseveli. Mais comme si le sang de l'homme de bien emportait avec lui un caractère ineffaçable, en vain on lava le royal parquet, on ne put en détacher entièrement les traces du crime. D. João, pour monter les degrés de son trône, dut fouler aux pieds le sang d'un ami vertueux, qui ne put jamais obtenir vengeance.

Vivement affecté de cet attentat audacieux, le roi frémit pour sa

propre vie. Il fit faire immédiatement les investigations les plus sévères. La clameur publique accusait tout haut D. Miguel, et lui donnait pour complices le marquis d'Abrantès et un valet nommé Verissimo.

Il paraît que les recherches apportèrent de promptes et de cruelles convictions, car elles furent presque aussitôt défendues qu'ordonnées. Cette faiblesse enhardit les meurtriers, qui semblaient vouloir poursuivre une carrière de crimes. On trouva affiché dans la maison du comte de Subserra, naguère aide de camp de l'infant, alors son ennemi déclaré, ce distique, dont le sens n'était point douteux, et que nous traduisons littéralement :

« Pour assassiner Subserra,
» Besoin n'est d'aller à Salvaterra. »

Ainsi aucun moyen ne répugnait aux partisans de l'absolutisme. Abusant de son titre de généralissime, l'infant essaya de se populariser avec les troupes. Afin de provoquer l'insubordination, il fit en secret retarder la solde et arrêter l'avancement; en public, il ne sortait de sa bouche que de flatteuses paroles d'espérance; il laissait entrevoir que, lorsqu'il serait roi, il améliorerait la condition des soldats; il faisait ainsi retomber tous les sujets de plainte sur l'impéritie et la faiblesse de son père, qui, disait-il, n'avait de grâces à accorder qu'à ses favoris, et qui portait peu d'intérêt aux malheurs du peuple. Comptant sur la corruption de l'armée, sur le caractère indécis de la nation, D. Miguel pensa que plus rien, désormais, ne pourrait opposer d'obstacle à ses criminels désirs.

Dans la nuit du 23 au 24 avril 1824, il se rend dans les différentes casernes, déclare, avec une horreur feinte, qu'il a découvert une conspiration contre les jours de son père, et appelle les soldats aux armes pour exterminer les assassins, qui ne sont autres que des francs-maçons, affirme-t-il. Sous le prétexte de préserver le roi du prétendu danger qu'il court, il fait occuper son palais et tous les appartements intérieurs par un bataillon de chasseurs, dans lequel il comptait beaucoup de partisans : il donne l'ordre au général Povoas d'arrêter tous les ministres, surtout le marquis de Palmella et le comte de Subserra, quelques généraux, le comte de Villaflor, des administrateurs et le baron de Renduffe, intendant général de la police, qui avait été chargé de l'enquête relative au meurtre du marquis de Loulé.

Toutes ces arrestations eurent effectivement lieu, moins celle du

comte de Subserra, qui, se trouvant au bal chez l'ambassadeur d'Angleterre, fut secrètement averti et se réfugia à l'hôtel du baron Hyde de Neuville, ambassadeur de France, qui le prit sous sa protection.

Au commencement du jour, sur l'ordre du généralissime, tous les régiments présents dans la capitale se rendent sur la place du Rocio. Le peuple parcourt les rues avec anxiété. Partout circule le bruit vague d'une conspiration découverte par l'infant. On ordonne de tous côtés des arrestations; le zèle en est poussé si loin, que des femmes même et jusqu'aux partisans de D. Miguel sont arrêtés. Tous ces prisonniers doivent, assure-t-on, être conduits aux Berlingas, petite île près de Peniche, et immédiatement fusillés. Des proclamations sont distribuées au peuple et aux troupes; l'esprit qui les a dictées fait espérer au coupable infant que ce jour sera enfin celui de l'accomplissement de ses vœux; il en attend avec anxiété l'effet, mais de toutes parts s'élèvent des cris en faveur du roi et de la famille royale.

Cependant l'honorable M. Hyde de Neuville, reconnaissant à tout ce qui se passe l'existence d'un complot ténébreux, envoie prier le corps diplomatique de se rendre, en toute hâte, au palais de Bemposta; il y court lui-même, demande à être introduit auprès du roi: « sans un ordre écrit de l'infant, lui est-il répondu, cela est impossible; » il insiste de nouveau, déclare que l'Europe ne reconnaît d'autre souverain du Portugal que D. João VI, et, comme on refuse encore, il s'écrie: « Sachez que c'est le roi de France qui demande à parler au roi de Portugal, et songez que, si l'on pardonne à un fils de roi qui s'égare, on pend ses complices. » Portant alors la main à la garde de son épée, il s'avance fièrement à travers les soldats étonnés, dont les baïonnettes s'abaissent; guidé par un loyal Portugais, le chevalier de Marcarenhas, il pénètre dans le palais.

Les autres ambassadeurs viennent l'y joindre; tous se dirigent précipitamment vers la chambre à coucher du roi, et trouvent cet infortuné monarque à genoux, en proie aux plus vives inquiétudes. On lui demande s'il a connaissance d'un complot; il répond: « Qu'il ne connaît d'autre complot que celui qui le retient captif dans son propre palais. »

On délibère sur les moyens de lui rendre la liberté. Sir Ed. Thornton, ministre d'Angleterre, offre de le mener à bord du *Windsor-Castle*, afin que, libre, il puisse punir les factieux et prendre telles mesures

qu'il jugera convenable. Jean VI accepte ; mais pour se soustraire à la surveillance des chefs de l'insurrection, il feint de vouloir aller à son palais de Caxias, sur le bord de la mer ; il s'y rend en effet, et quelques jours après, s'embarque avec ses filles et tout le corps diplomatique.

Une fois à bord, il signe un décret par lequel il retire le commandement des troupes à D. Miguel, lui ordonne de faire remettre de suite en liberté toutes les personnes arrêtées, et le somme de comparaître devant lui (9 mai 1824). Lord Beresford, qui s'était empressé de revenir en Portugal aussitôt le renversement de la constitution, se chargea de signifier ce décret à l'infant, avec le quel il avait des relations fort intimes. Sur ses instances, D. Miguel consentit à se rendre auprès du roi, auquel il fit l'aveu de son crime, protestant qu'on l'avait trompé et séduit. Son père l'accabla de reproches, mais, par un aveuglement que l'on ne saurait expliquer, n'osa point blâmer publiquement sa conduite ; il se contenta de nommer une commission, chargée de rechercher les auteurs du prétendu complot, qu'il était cependant si facile de connaître.

Peu de jours après, D. Miguel, qui avait été déclaré prisonnier en arrivant sur le *Windsor-Castle*, reçut l'ordre de voyager en Europe, et fut mis à bord d'une frégate qui fit voile pour la France.

Jean VI, rentré dans son palais, s'empressa d'acquitter les dettes de la reconnaissance ; il nomma le baron Hyde de Neuville comte da Bemposta, et sir Ed. Thornton comte de Cacilhas. Les autres ambassadeurs, ainsi que les officiers du vaisseau anglais, reçurent des décorations et des présents.

Ces faveurs furent à peu près les dernières qui émanèrent de la main souveraine de D. João ; il avait toujours joui d'une excellente santé depuis l'incommodité qu'il éprouva en 1805, à l'exception de l'enflure des jambes, maladie héréditaire dans sa famille : mais le 4 mars 1826, à la suite d'un repas fait avec quelques courtisans chez les hiéronymites, il tomba soudainement malade au palais de Bemposta ; il éprouva des vomissements, des convulsions, des défaillances. Le 10, à 6 heures du soir, il cessait de vivre. Il était âgé de cinquante-sept ans, étant né le 13 mai 1769.

Il courut des bruits de mort violente. Selon l'opinion la plus accréditée, le poison avait été donné dans des oranges, fruit que le roi aimait beaucoup. Ce qui peut prêter quelque autorité à cette opinion,

c'est que Jean VI, comprenant enfin qu'il ne pouvait plus gouverner tranquillement en despote un royaume qui avait goûté de la liberté, était tout disposé à octroyer une charte à ses sujets; ses préventions contre les libéraux s'étaient peu à peu évanouis : il disait qu'il ne les trouvait pas aussi effrayants qu'on les lui avait dépeints. D'accord avec quelques ambassadeurs étrangers, il avait consenti à ce que le général Saldanha, regardé comme le chef du parti patriote et gouverneur de la province du Minho, lui présentât un projet de constitution. Le jour était même fixé pour cette solennité, lorsque la mort vint tout à coup surprendre le prince.

L'aîné des enfants de D. João, l'infante Isabelle-Marie, fut instituée régente du royaume, conformément à l'acte signé par son père, quatre jours avant sa mort; elle devait exercer ces hautes fonctions avec l'assistance d'un conseil de ministres. On envoya aussitôt à Rio-Janeiro une députation, présidée par le duc de Lafoëns, porter à l'empereur du Brésil l'hommage de la nation et le prier de daigner venir en personne à Lisbonne, ou d'y envoyer, comme reine, sa jeune fille dona Maria.

La vie de Jean VI s'écoula dans une longue tutelle : sous les prêtres, avant son départ du Portugal; sous les absolutistes, à son retour; sous les uns et les autres, pendant son séjour au Brésil. Vainement quelques écrivains ont voulu faire de lui un politique adroit et habile : son règne, tout entier, est là pour les contredire. Monarque absolu ou libéral, selon les circonstances, il se montra toujours affable et populaire. Sa bonté lui tint lieu d'autres vertus. Il vit souvent le mal, voulut parfois le détruire, et n'en eut jamais la force. Le seul acte de fermeté qui l'honore, fut le premier de son pouvoir, quand, saisissant d'une main hardie les rênes abandonnées de l'État, il sauva la monarchie d'une ruine complète; mais bientôt, jouet des révolutions, qu'il ne sut ni prévoir ni maîtriser, tour à tour jeté du Portugal au Brésil, du Brésil au Portugal, il faillit perdre deux trônes à la fois.

Sous son règne disparut l'antique et prestigieuse auréole de gloire qui entourait la couronne de Portugal. La foi vive et sainte du peuple s'éteignit. L'autorité royale, dépouillée de ce charme vénéré, s'affaiblit chaque jour, et finit par être tout à fait déconsidérée.

L'extérieur de João VI n'avait rien de prévenant; il était de moyenne taille, corpulent, d'une physionomie qui n'annonçait point une haute intelligence. Il avait les yeux sans vivacité, des traits com-

muns et peu réguliers, la lèvre inférieure pendante, le cou gros et court, la démarche embarrassée et peu noble. Bien que ses goûts fussent très-simples, il thésaurisait par passion. Malgré les embarras financiers du Portugal, il avait dans sa cassette particulière, lors de son départ pour le Brésil, vingt millions de francs en or, et cette somme était plus que doublée à son retour, en 1821. Il a donc dû laisser cinquante millions de francs environ en numéraire; mais on prétend qu'après sa mort, on n'en trouva qu'une faible partie, le reste ayant été soustrait [1].

Son corps fut déposé dans l'église de São-Vicente de Fora, sépulture des monarques de Portugal. Selon l'antique usage, les magistrats se rendirent sur les places principales de leurs villes, où un héraut d'armes, élevé sur une estrade, cria : « Pleurez! pleurez, peuples! » votre roi, D. João VI, est mort! vive D. Pédro votre nouveau » roi! » et les peuples répétèrent unanimement : « Vive! vive notre » nouveau seigneur, D. Pédro IV! qu'il règne longtemps sur nous! »

[1] Annales Biographiques.

PÈDRE IV.

(1826.)

Les dernières volontés de Jean VI furent respectées. L'infante, Isabelle-Marie, prit en main la régence, et l'on proclama D. Pédro sans la moindre opposition. Le clergé, la noblesse et le peuple, la magistrature ainsi que l'armée, reconnurent le nouveau souverain. On battit monnaie et on rendit justice en son nom.

L'Europe, par ses ambassadeurs, reconnut légitime la succession au trône de Portugal du fils aîné de Jean VI. Aucune formalité ne manqua à son élévation. Les princes et les princesses de la maison de Bragance lui rendirent hommage et fidélité comme au chef de la famille; et voici en quels termes s'exprimait l'infant D. Miguel, alors à Vienne, dans une lettre qu'il adressait à la régente :

« Ma chère sœur, profondément affecté de la perte irréparable et » douloureuse que nous venons de faire, mon unique désir est de voir » conserver dans notre patrie la tranquillité dont elle a si grand » besoin ; je vous engage donc, dans le cas probable où quelque indi» vidu aurait la témérité d'abuser de mon nom pour masquer des » projets subversifs du bon ordre et de l'existence légale du conseil » de gouvernement établi par celui qui avait le droit incontestable » de l'instituer, à faire déclarer et publier les sentiments qui partent » spontanément de mon cœur, et sont inspirés par la fidélité et le » respect dus à la mémoire et aux dernières volontés de notre bien» aimé père et seigneur.

» Oui, ma sœur, je désapprouve toute mesure contraire au décret » du 6 mars de cette année, par lequel sa majesté impériale et royale » (que Dieu a daigné appeler à lui) a si sagement pourvu à l'admi- » nistration publique, en attendant que *l'héritier légitime du royaume,* » *notre bien-aimé frère et seigneur, l'empereur du Brésil,* ait pour bien » de prendre telles mesures qu'il jugera convenables dans sa haute » sagesse.

» Je prie Dieu, ma chère sœur, de vous réserver de longues et » d'heureuses années ; c'est le souhait le plus vif de votre affectionné » frère, MIGUEL. »

Vienne, le 6 avril, 1826.

Ainsi, rien ne manquait à la reconnaissance du nouveau roi, pas même le consentement, inutile il est vrai, d'un frère dont les jeunes années avaient été bien orageuses, mais que l'exil de sa patrie, ses voyages à l'étranger, avaient sans doute éclairé sur ses devoirs.

La députation solennelle envoyée à Rio-Janeiro alla porter à D. Pédro « *l'hommage qui lui était dû comme roi naturel et légitime souverain des Portugais, appelé par l'ordre de succession à occuper le trône de ses glorieux ancêtres.* » Mais l'empereur, mécontent du choix des députés, peut-être de leur harangue officielle, où on le traitait orientalement « *de prince sans égal, dont la renommée avait publié sur toute la surface du globe les hautes et incomparables qualités,* » reçut assez mal la députation, et se servit même en répondant au duc de Lafoëns, son président, de termes d'une haute inconvenance.

D. Pédro n'avait point encore triomphé entièrement des vices de sa première éducation. Il était emporté, et parfois peu délicat dans le choix de ses expressions. L'impératrice Léopoldine, femme instruite, vertueuse, mais étrangère à tout détail domestique, aux agréments de son sexe, passait des journées entières à cheval, revêtue d'un costume singulier. L'empereur n'avait pu se former auprès d'elle à ces manières élégantes, à ce langage épuré des cours, dont sa seconde femme, Amélie de Bavière, lui inspira plus tard le goût. Cette princesse qui, sur le trône comme dans l'adversité, a rappelé toujours les douces vertus, les grâces touchantes de sa grand'mère, l'impératrice Joséphine, exerça sur son époux la plus heureuse influence : elle rendit plus aimables les qualités dont il était doué.

Le nouveau souverain, en accueillant avec peu d'égard les envoyés

portugais, avait commis un acte impolitique ; de là naquit un premier mécontentement qui eut de l'écho en Portugal. La reine-mère eut le talent de l'entretenir et de le propager sourdement. Son opposition devint ouverte, lorsque D. Pédro, ce fils qu'elle n'avait jamais aimé, après avoir confirmé la régence, eut envoyé par lord Stwart, ambassadeur d'Angleterre, une charte constitutionnelle, avec ordre de la faire aussitôt proclamer (29 avril 1826).

Cette charte, résumé de celles de France et d'Angleterre, consacrait les plus sages principes de liberté, et n'avait aucun des vices que l'expérience avait démontré exister dans la constitution, un peu trop large, de 1820. Une clause prévoyante accordait aux chambres le droit de modifier, après quatre années d'épreuve, les articles qu'elles jugeraient n'être plus en harmonie avec les besoins nouveaux.

D. Pédro fit plus. Suivant les inspirations d'une sage politique, il renonça au projet de réunir sur sa tête les deux couronnes de Portugal et du Brésil. Les événements avaient marché depuis qu'il était empereur. Il comprit qu'obligé de choisir une résidence, la tranquillité du royaume duquel il resterait éloigné serait perpétuellement compromise. Son ambition était modeste et n'avait d'autre but que le bonheur des peuples. Il n'hésita point à faire un sacrifice, auquel bien peu de princes se fussent résignés. Il resta au Brésil et abdiqua la couronne de Portugal en faveur de l'aîné de ses enfants la princesse D. Maria da Gloria.

Mais cette abdication était conditionnelle : sa fille devait immédiatement être fiancée à son oncle, l'infant D. Miguel, et l'épouser dès qu'elle serait arrivée en Europe. D. Pédro éteignait ainsi tout sujet de dissension et ramenait au trône l'affection des sujets égarés par des idées trop absolutistes ; leur persistance à considérer l'infant comme chef de leur parti devait le leur faire accepter avec plaisir pour roi. Les cabinets étrangers approuvant ces mesures, toutes politiques et paternelles, reconnurent officiellement l'abdication de D. Pédro en faveur de sa fille, ainsi que l'acte constitutionnel octroyé au Portugal.

D. Miguel, charmé de la combinaison, prêta serment de fidélité à la charte (4 octobre 1826) entre les mains de l'ambassadeur extraordinaire de Portugal, le baron de Villa-Secca, et en présence du marquis de Rezende, ministre du Brésil près la cour d'Autriche ; il s'empressa même d'écrire directement au saint-père, afin d'obtenir les dispenses nécessaires pour épouser sa nièce.

Cette dispense ne se fit point attendre, et (29 octobre) l'infant célébra dans le palais impérial de Vienne ses fiançailles avec la jeune reine, représentée par le baron de Villa-Secca. Cet acte auguste eut pour témoins les princes de la maison d'Autriche, Charles-Joseph, Ferdinand, François-Charles qui signèrent au contrat ainsi que le prince de Metternich. La chambre des pairs de Lisbonne envoya une adresse de félicitation à l'infant (29 novembre), qui y répondit en termes fort gracieux.

Ainsi, grâce à la prévoyance de D. Pédro, toutes les dissensions paraissaient apaisées, et le Portugal, si longtemps malheureux, pouvait enfin entrevoir quelques beaux jours. En effet, à l'apparition inattendue de la charte, les libéraux furent transportés de joie, et les gens modérés se trouvèrent contents ; seuls, le clergé et une faible partie de la noblesse la virent avec répugnance. Une chambre des pairs, où nécessairement ils devaient siéger, les flattait peu ; ils préféraient leurs anciens et productifs priviléges à des honneurs sans profit.

Cependant le peuple se montrait partisan du nouvel ordre de choses. Il demandait hautement la promulgation de la charte. La régence hésitait. De sourdes menées avaient lieu. Le général Saldanha trancha la question en déclarant qu'il allait proclamer la constitution dans son gouvernement du Minho. On lui en expédia aussitôt l'ordre ainsi qu'aux autres gouverneurs. Dans toute l'étendue du royaume, le serment de fidélité fut prêté à la charte. Ce consentement unanime, dégagé de toute influence, libre, et spontané, imprima à cet acte solennel une sanction vraiment nationale (31 juillet 1826).

Les partisans de l'absolutisme comprirent qu'il fallait se hâter de renverser la constitution avant qu'elle ne jetât de plus profondes racines. Ils trouvèrent un appui dans le frère de la reine Carlotta-Joaquina, Ferdinand VII, qui fournit des fonds. Les commandants trop corruptibles de quelques régiments en garnison au nord et au sud engagèrent leurs soldats à la révolte ; et dès le mois d'août, les cris de mort à D. Pédro, mort à la charte, retentirent aux deux extrémités du royaume.

Les absolutistes reprochaient à D. Pédro d'être l'auteur d'une charte : en cela, leurs sympathies froissées étaient leur excuse. Mais ils lui contestèrent le droit de l'avoir octroyée, prétendant qu'elle

était contraire aux lois antiques et fondamentales de la monarchie : par un étrange effet des passions politiques et de leur aveuglement, ils se trompaient ainsi volontairement, faisant de leur erreur un titre contre leur adversaire. . . . . .

Il n'exista jamais en Portugal de lois fondamentales sur la forme du gouvernement, ou de l'organisation sociale. Les vieilles lois de Lamégo n'avaient trait qu'à l'ordre de succession à la couronne, et la charte de D. Pédro n'avait aucune disposition qui leur fût contraire à cet égard. Les trois ordres, les municipalités, les droits et priviléges seigneuriaux avaient été dans les Espagnes, comme dans tous les autres États, créés ou imposés par la force des circonstances, et à des époques diverses ; nulle loi écrite ne les a sanctionnés. Plusieurs de ces institutions admises à l'établissement de la monarchie, furent conservées dans leur intégrité primitive, d'autres insensiblement modifiées.

Le temps et de nouveaux besoins détruisent sans cesse ce que le temps et de vieilles nécessités ont établi. D'autres éléments appellent d'autres combinaisons. Ainsi, dès 1697 on vit disparaître les cortès, et la volonté du souverain, alors D. Pédro II, devenir la seule loi en Portugal. Les antiques coutumes furent d'abord respectées, puis peu à peu divers décrets centralisèrent le pouvoir royal, sans que ces attentats consécutifs à la liberté des peuples fussent érigés en lois fondamentales. . . . . .

Ainsi donc, du même droit que les rois ses prédécesseurs avaient usurpé un pouvoir absolu et sans contrôle, D. Pédro IV pouvait modifier et limiter le sien. Qualifier d'arbitraire un pareil acte, c'est faire un singulier abus des mots. Plût à Dieu que les peuples n'eussent jamais à se plaindre d'autres genres de tyrannie.

C'était pourtant alors un des prétextes sérieux dont les contre-révolutionnaires couvraient leur rébellion. Comme en 1823, ce fut encore le comte d'Amarante, marquis de Chaves, qui prit le premier les armes. Soutenu des comtes de Canellos et de Monte-Allégre, il fait à Villa-Réal, où étaient ses propriétés, un appel aux paysans ; on y répond à peine. Il se présente devant un corps de garde, offre de l'argent aux soldats ; il est repoussé avec mépris. Le peuple se joint aux troupes et force le marquis de Chaves à chercher en Espagne un asile, alors assuré à tous les ennemis de la liberté. Il y retrouve le cinquième régiment de ligne, qui, ayant tenté un mouvement à Estremoz, avait été, comme lui, contraint de prendre la fuite.

Cependant le général Magesse dans le sud, les généraux Telles Jordão et le baron de Mollelos dans l'ouest, s'insurgent aussi. Réunis, ils forment une ombre d'armée qui, tour à tour, selon ses caprices ou ses espérances, salue roi D. Miguel ou D. Sébastien, fils du prince d'Espagne D. Pédro, et la fille de Jean VI, la princesse de Beyra. Le marquis de Chaves, lui-même, obtint, sous le nom de Manuel II, les honneurs sans conséquence d'une couronne éphémère. Enfin, dans leur égarement, abjurant leur vieille haine contre l'Espagnol et ce vif sentiment de nationalité gravé dans tout cœur portugais, les insurgés proclament Ferdinand VII empereur des Espagnes.

Ils ne tardèrent pas à être châtiés. Le général comte de Villaflor, depuis duc de Terceira, les attaque à la tête de quelques troupes fidèles et les repousse au delà des frontières; mais ils reçoivent bientôt des renforts et des secours, qui les mettent en état de faire des excursions en Portugal.

Ces courses devinrent si fréquentes que la régence s'en alarma. Au milieu des intrigues, des insurrections partielles dont le pays était le théâtre et qu'elle ne comprimait qu'avec peine, elle craignait surtout cette Espagne absolutiste, toujours menaçante.

On se décida à demander secours au cabinet anglais. Canning en était le chef. Libéral par politique plus peut-être que par conviction, il désirait voir maintenir une charte à la rédaction de laquelle il n'avait point été étranger. Six mille Anglais, sous les ordres du général Clington, débarquèrent à Lisbonne. Ferdinand VII se vit alors obligé de soutenir moins ouvertement les insurgés; il continua néanmoins à leur fournir des vivres, des munitions et de l'argent.

Peu de mois après l'arrivée des troupes anglaises, Canning mourut. Le duc de Wellington, qui lui succéda au ministère, feignit de ne voir le Portugal menacé qu'au dehors. Il donna l'ordre au général Clington de ne se point mêler des affaires de l'intérieur. Cependant une inquiétude sourde régnait parmi le peuple; les chambres étaient livrées à la division : les pairs rejetèrent par de simples ordres du jour les meilleures lois adoptées par les députés. Dans l'espace de deux ans, deux lois seules passèrent : l'une, qui introduisait une lourde taxe de timbre; l'autre, éminemment philanthropique, qui fondait à Coïmbre un institut africain pour l'éducation de jeunes nègres.

Devant des chambres aussi stériles, l'opinion publique se laissa

influencer. Les partisans de la reine-mère attribuaient tous les malheurs à la constitution. La régence, présidée par une femme douce, vertueuse, amie du bien, mais trop faible, perdait de son pouvoir.

D. Pédro, instruit de ce qui se passait, comprit qu'il fallait au plus tôt rendre son abdication définitive. Il se prépara à envoyer sa fille dona Maria en Europe, et nomma son fiancé, D. Miguel, régent du royaume, en lui enjoignant de se rendre immédiatement en Portugal. Voici la lettre particulière qu'il lui écrivit à ce sujet :

Rio-Janeiro, 3 juillet 1827.

« Mon cher frère,

» J'ai la satisfaction de vous annoncer, qu'ayant pris en considération votre conduite régulière et votre loyauté reconnue, je viens de vous nommer mon lieutenant général en Portugal, afin que vous gouverniez ce royaume en mon nom et conformément à la constitution que je lui ai octroyée.

» J'espère que mon cher frère trouvera dans ma détermination la preuve la plus énergique que je lui puisse donner de ma confiance et de l'amitié vive que je lui voue.

» PÉDRO. »

L'empereur, avec la même noblesse de sentiment, écrivit au roi d'Angleterre, comme au plus ancien allié du Portugal, et à son beau-père, l'empereur d'Autriche; il demandait leur appui pour son frère, et faisait son éloge, afin de justifier, à leurs yeux, le titre qu'il venait de lui conférer. L'infant s'empressa de répondre à D. Pédro, pour le remercier de la haute marque de confiance qu'il n'avait pas craint de lui donner (19 octobre). « Tous mes efforts, disait-il, tendront
» à maintenir les institutions qui régissent actuellement le Portugal,
» et à conserver la tranquillité publique, en m'opposant à ce qu'elle
» soit troublée par des factions, n'importe leur origine. »

Ces sentiments furent ostensiblement approuvés par le prince de Metternich et l'ambassadeur d'Angleterre, sir Henry Wellesley, et tous deux convinrent avec messieurs de Villa-Secca et de Villa-Réal, de consigner dans des notes semi-officielles le résultat des négociations qui auraient lieu entre eux relativement au départ de l'infant,

à son voyage, surtout à la ligne de conduite qu'il devait suivre aussitôt son arrivée à Lisbonne.

Telle fut l'origine de ce commerce de protocoles devenu si florissant depuis. Dès le deuxième, on prononça la séparation définitive du gouvernement du Brésil d'avec celui du Portugal. C'était jeter les fondements de la royauté prochaine de l'infant.

On est naturellement porté à douter de la sincérité des membres de ce petit congrès. La politique de l'Autriche, jusqu'à ce jour, habilement conduite par M. de Metternich, n'a assurément point pour bases des principes libéraux; le cabinet de Saint-James, dirigé par le duc de Wellington, avait nécessairement dû envisager la question portugaise sous un autre point de vue que Canning; ni M. le baron de Villa-Secca, ni M. le comte de Villa-Réal n'étaient considérés comme partisans des constitutions. D. Miguel était un instrument précieux dans les mains de ces diplomates. L'éducation qu'il avait reçue de sa mère, l'influence qu'elle exerçait encore sur lui, la part active qu'il avait prise à ses intrigues, ses penchants naturels; tout devait faire supposer qu'il participerait docilement, avec joie peut-être, à des projets destructeurs de toute liberté; mais, pour frapper des coups sûrs, il fallait lui faciliter les moyens de s'emparer du pouvoir.

D. Miguel sut-il bien alors tout ce que l'on voulait de lui? Il est permis d'en douter, car sa conduite à Vienne, ses promesses, sa correspondance, portent l'empreinte de la vérité. La dissimulation la plus profonde seule peut ainsi l'imiter. Il voulait se rendre directement à Lisbonne à bord d'un navire portugais, disant avec raison que toute autre manière de voyager blesserait l'amour-propre national. Le petit congrès s'y opposa. Sous le prétexte de l'envoyer lui-même captiver la bienveillance de sa majesté britannique, on le contraignit, pour ainsi dire, à passer par l'Angleterre. Il y fut accueilli avec une distinction affectée, et devint l'objet de flatteries intéressées.

Les Anglais n'avaient pu obtenir de l'empereur du Brésil la ratification du traité conclu par Jean VI en 1810, qui n'aboutissait à rien moins qu'à leur livrer le monopole exclusif du commerce de Portugal. Ils s'étaient flattés d'abord de faire renouveler ce traité en considération des prétendus services qu'ils rendaient depuis longtemps aux Portugais et des sacrifices récents qu'ils avaient faits en envoyant des troupes. Trompés dans leur espoir, ils tournèrent leur attention du

côté de D. Miguel, qui, dans sa reconnaissance, promit tout ce qu'on voulut. Le ministère, se piquant d'honneur à son tour, offrit à l'infant ses bons offices pour négocier un emprunt de deux cent mille livres sterling, afin qu'il n'éprouvât aucun embarras les premiers jours de sa régence.

D. Miguel s'arrache enfin aux séductions de la cour de Londres. Il débarque à Lisbonne (22 février 1828). Il trouve les décrets et la charte de D. Pédro IV en pleine vigueur, les absolutistes repoussés au delà des frontières, les factions comprimées; fort de l'assistance des troupes anglaises, de la légitimité de sa régence, il n'avait à craindre ni violence ni réaction; les destinées du pays étaient entre ses mains. Que fait-il? quelques ambitieux le saluent tout bas du titre de roi absolu, il les accueille : enhardis, ils se réunissent aux portes du palais, insultent et frappent les personnes qu'ils soupçonnent d'un parti contraire. Ces excès sont soufferts, ils sont encouragés. Les membres du corps diplomatique en restent les témoins impassibles.

Le 24 février, le régent se rendit à la basilique de Sainte-Marie pour assister à un *Te Deum* solennel. Sa voiture fut constamment précédée et suivie des gens de la plus basse extraction qui le proclamaient roi absolu. A l'entrée de l'église, ayant entendu quelques-uns de ses domestiques se joindre à ces cris, il les encouragea d'un sourire. La foule était morne, son silence parlait assez. D. Miguel, mécontent, assista impatiemment à la cérémonie religieuse, et se hâta de remonter en voiture; le cortége se dirigea vers le palais inachevé d'Ajuda que la reine-mère occupait depuis l'arrivée de son fils. Elle voulait l'avoir constamment sous les yeux.

Le prince ne se soumit que trop à sa coupable direction. La douce infante Isabelle, dont la courte régence avait été signalée par la fondation d'un hôtel des invalides, le supplia en vain de rester fidèle à ses serments; ni ses larmes, ni ses paroles de paix et de loyauté ne purent le toucher: le parjure était déjà commis dans la conscience.

Bientôt un système d'espionnage et de terreur s'organisa. Sir Frédéric Lamb, qui, bien qu'ambassadeur d'Angleterre, n'avait point le secret de sa cour, écrivait naïvement au comte de Dudley (22 mars) : « Par sa conduite depuis son arrivée, D. Miguel a perdu totalement » la confiance des Portugais. Le souvenir de ses anciens désordres » s'est tout à coup réveillé; l'on y voit le présage d'un funeste avenir. »

L'infant cependant ne pouvait commencer ses fonctions de régent

qu'après les avoir publiquement reçues de sa sœur, en présence des deux chambres, et prêté serment de fidélité à D. Pédro et à la charte. Cette solennité eut lieu dans une des vastes salles du palais d'Ajuda (26 février). La princesse ouvrit la séance, puis son frère se leva, posa la main sur une bible présentée par le cardinal patriarche, et prêta le serment ; mais on ne vit que le mouvement de ses lèvres ; les personnes les plus près de lui ne l'entendirent articuler aucun mot ; on se communiqua tout bas ses soupçons. Ce serment rappelait le pacte passé autrefois entre le roi de Tidor et Corréa, l'un des officiers de Jean III : le premier jurait sur le Coran, l'autre sur un livre de chansons.

Le régent marcha, dès lors, ouvertement à l'usurpation. La dissolution de la chambre des députés fut son premier coup d'État. Il créa, pour apaiser les murmures, une junte qui avait mandat de proposer un mode d'élection réunissant à la fois les qualités, contradictoires et incompatibles, d'être conforme à la charte et aux anciennes lois. La destitution des gouverneurs de province, des chefs de corps, des employés civils qui désapprouvaient la marche du gouvernement, ne se fit pas attendre. Ils furent remplacés par des agents connus pour la violence de leurs opinions.

Les insurgés portugais en Espagne sollicitaient leur rappel en répandant des proclamations qui se terminaient par : *Vive D. Miguel Ier, s'il s'en montre digne !* On envoya des émissaires dans tout le royaume provoquer le peuple à faire des acclamations tumultueuses en faveur de l'infant. Les hommes les plus honorables, persécutés, durent, pour se soustraire à la prison, chercher un asile sur des terres étrangères. La presse, livrée à de vils stipendiaires, ne servit plus qu'à propager dans la multitude de grossiers sophismes, qu'à publier des calomnies et des menaces contre les sujets demeurés fidèles à leur souverain légitime. La religion elle-même n'échappa point à la profanation. Les prêtres, du haut de la chaire, lançaient les anathèmes les plus violents contre ceux qui doutaient des droits de leur royal protégé. Le sanctuaire du confessionnal aussi ne fut pas toujours respecté.

Enfin arriva le 25 avril, et déjà les choses en étaient à ce point qu'il n'était plus possible de s'opposer aux projets du régent. Déjà son gouvernement n'avait plus besoin, ni de se couvrir du manteau de l'autorité légitime, ni de l'appui des troupes anglaises qu'il renvoya.

L'infant pouvait mépriser l'opposition nationale, se jouer de la réprobation de quelques puissances étrangères : ses complices occupaient les premières charges de l'État et le commandement de l'armée ; il était le maître de toute l'administration et des revenus publics

La chambre municipale de Lisbonne se soumit la première. Le drapeau aux armes de la ville fut agité à une des fenêtres de l'hôtel de ville, et la populace, à ce signal convenu, proclama roi D. Miguel ; on ouvrit des registres publics pour recevoir la signature de ceux qui adhéraient à l'acclamation. Chaque passant était contraint d'y apposer son nom. Des bandes armées parcouraient les rues, recrutant des signataires : marchands, grands seigneurs, domestiques, des femmes, tout convenait, pourvu que les registres fussent couverts ; plusieurs écrivirent à la fois deux ou trois noms supposés ; quant aux femmes, quelle que fût leur position sociale, elles étaient invitées par les gardiens des listes à faire précéder leurs noms du titre de dona, auquel assurément bien peu avaient droit. La peur fit signer bon nombre d'employés qui n'avaient d'autre ressource que leur place.

Le vœu du sénat de la chambre, sous le titre de : *Représentation de la ville de Lisbonne*, fut porté dans la nuit à l'infant, qui accepta aussitôt la couronne, et laissa toutes les personnes présentes lui baiser la main en qualité de roi. Une partie de la noblesse, faible il est vrai, qui avait séparé sa cause de celle de la nation, se réunit chez le duc de Lafoëns, et y formula son adhésion. Par les mêmes moyens, surtout par l'influence du clergé, on obtint dans les provinces des *Représentations* semblables.

Le peuple, frappé de stupeur, se laissa garrotter, jeter dans les fers, sans songer à opposer la moindre résistance. Par un sentiment de défiance générale, chacun, comme dans les grandes crises, ne songeait qu'à son propre salut ; les rues de la capitale étaient remplies jour et nuit de militaires sans discipline, autorisant la canaille à insulter qui lui plaisait : opposait-on de la résistance, on était traîné en prison. Tout soldat de police avait des menottes dans sa poche pour les mettre aux mains de quiconque lui paraissait suspect. On arrachait aux femmes, dans la rue, les vêtements bleu clair qu'elles portaient, parce que c'était la couleur de la constitution, et l'on poursuivait de l'ironie et du sarcasme, jusque dans les bras de leurs mères, les enfants auxquels la nature avait donné des yeux de cette couleur.

La garde nationale, composée d'hommes dévoués à la charte, fut dissoute. On la remplaça par deux corps : les volontaires royalistes, et les gardes urbaines. Les premiers, jeunes gens sans mérite et sans mœurs, étaient destinés à faire le service du palais, à suivre le roi dans les campagnes; les autres, employés des administrations, devaient, concurremment avec la garde de police, veiller à la tranquillité de la ville ; presque toutes les cités organisèrent des corps semblables : il se forma ainsi une force armée considérable, aveuglément dévouée à la cause de D. Miguel.

Malheur à qui laissait suspecter des sentiments contraires à ces séides. Un exemple entre mille : Joseph Duarte, vieux soldat qui avait traversé les guerres de la Péninsule, faisait partie de la garde de police à pied. Il osa dire qu'il considérait D. Pédro IV comme son véritable souverain, et D. Miguel comme le régent du royaume. Dès le lendemain, il fut emprisonné; peu après, jugé et condamné à être pendu. Le premier chef d'accusation était ainsi conçu : « Pour » avoir nié la légitimité de D. Miguel Ier ; de plus, pour être franc- » maçon et républicain. » Le greffier qui vint lire la sentence, lui dit que peut-être il obtiendrait la faveur de voir commuer sa peine en une déportation à vie ; mais que déjà il était rayé des états de service de sa majesté. « J'ai donc à remercier Dieu, dit le brave Duarte, » de n'avoir plus à servir un tel gouvernement. » Il arrache sa croix, ses épaulettes de soldat, et les jette aux pieds du greffier.

Ainsi quelques nobles cœurs stigmatisaient la conduite de l'infant ; mais une partie de la noblesse et le clergé soutenaient sa cause par intérêt, bien peu par conviction ; le peuple des campagnes, ignorant et trompé par les moines, les imitait par fanatisme, croyant la religion compromise sous un régime constitutionnel ; puis venait cette classe moutonnière des grandes villes, toujours flottante, sans énergie, vendue au parti qui a en main le pouvoir et l'argent.

Tandis que ces faits se passaient en Portugal, D. Pédro IV, à l'instigation de l'Autriche et de l'Angleterre, accomplissait au Brésil un grand acte de probité politique. Par un décret du 3 mars 1828, il rendait complète et définitive son abdication en faveur de sa fille D. Maria II, qui devait se rendre incessamment en Europe.

MARIE II.

(Avénement. — 1828.)

USURPATION DE D. MIGUEL.

(1828 — 1833.)

D. Miguel ne reconnut point le décret d'abdication de son frère; mais sentant la nécessité de donner quelque apparence de légalité à une usurpation qu'il ne pouvait justifier, il convoqua (3 mai) les trois états du royaume, les antiques cortès, « afin d'éclaircir, disait-il, « de graves questions de droit portugais. » Son but véritable était de se faire déclarer roi par ces états.

Son attente ne fut point trompée. Cette assemblée, avec la docilité qu'on pouvait espérer d'elle d'après les moyens immoraux employés pour sa convocation, s'empressa de ratifier tout ce qui avait été fait. Dès la première séance, l'évêque de Vizeu indiqua, par un discours insidieux, le but dans lequel étaient convoquées les cortès, et l'on vit à la réponse que lui fit le mandataire de Lisbonne, José Accursio das Neves, que la question était décidée d'avance. Les députés d'une opinion contraire furent appelés démagogues et révolutionnaires. On intimida ainsi quelques membres honorables qui eussent pu élever la voix. On y décida enfin « qu'à D. Miguel I[er] appartenait » la couronne dès le 10 mars 1826, jour de la mort de son père, et

6.

» qu'en conséquence, on devait réputer et déclarer nul tout ce que
» D. Pédro avait fait et décrété depuis en qualité de roi. »

On a demandé si, aussitôt après le décès de Jean VI, la régente, usant d'un pouvoir incontestable, n'eût point dû convoquer les cortès et soumettre à leur sanction les droits de l'héritier de la couronne, D. Pédro, qui se trouvait placé dans une position particulière, non prévue par les anciennes lois de Lamégo. Sans nul doute, les trois états, s'appuyant sur ce qui s'était passé autrefois dans des circonstances à peu près analogues, auraient validé les droits de l'empereur, et la guerre civile devenait impossible.

C'était là l'opinion des hommes sages et habitués aux affaires. Dans une correspondance, que nous avons sous les yeux, entre le général Saldanha et sir W. A'Court, ambassadeur d'Angleterre, nous voyons que le général, prévoyant les maux que réservait l'avenir, insista, avec force et longtemps, pour que les cortès fussent convoquées. On ne l'écouta point, et c'est un reproche grave qui pèsera éternellement sur la régence.

Si encore à cette époque, le peuple entier, reprenant l'exercice de ses droits, avait, d'un commun accord, proclamé D. Miguel, à l'exclusion de son frère aîné, son élection eût été légitime. Mais la royauté de 1828 fut l'œuvre d'une faction qui domina par la terreur une assemblée sans énergie, représentation infidèle du vœu national.

Ainsi en jugea l'Europe. Tous les agents diplomatiques résidant à Lisbonne cessèrent aussitôt leurs fonctions, par conscience ou par pudeur. L'envoyé du roi de Maroc seul continua les siennes. Plus tard, les États-Unis, sans examiner le droit de D. Miguel, reconnurent aussi le gouvernement de fait.

Le principal argument, le seul sérieux en apparence, sur lequel les prétendues cortès s'étayaient pour exclure D. Pédro, était sa qualité d'étranger. On cherche cependant en vain dans les lois fondamentales, une clause qui puisse appuyer cette prétention. On y lit, au contraire, que la seule condition exigée pour hériter de la couronne est pour les infants, d'être le premier-né du dernier roi, ou son frère s'il n'a point d'enfants.

Les cortès de 1641, encore sous l'influence des maux causés par la domination espagnole, et voulant en empêcher le retour, proposèrent, il est vrai, une loi qui avait pour objet de repousser du trône tout prince qui ne serait pas Portugais. Mais D. Pédro l'était, car

l'antique législation sur la naturalité (*tit.* 55, *do livro 2 das ordenações do reino*) la fait dépendre du lieu de naissance, et de la position du nouveau-né. Or, D. Pédro était né en Portugal, de père portugais, et lorsque l'indépendance politique du Brésil fut reconnue, Jean VI, qui délia les Brésiliens de leurs droits de citoyens portugais, réserva expressément par ces actes ceux de son fils aîné [1].

Les droits des souverains et des héritiers à la couronne sont placés d'ailleurs dans une sphère trop élevée, pour qu'il soit possible de les régler rigoureusement par les principes du droit ordinaire. Leur règle est la loi politique. D. Pédro pouvait fort bien, à l'exemple de tant d'autres monarques, régner à la fois sur plusieurs États.

C'est donc en vain que l'esprit de parti a voulu obscurcir une question fort simple, surtout à l'égard de la reine dona Maria. Née le 4 avril 1819, bien avant l'indépendance du Brésil, elle est incontestablement Portugaise; son âge, à la mort de Jean VI, prouve qu'elle n'avait pu encore faire aucun acte qui compromît les avantages attachés à sa naissance.

Le droit de succéder au trône est propre, individuel à chaque prince; il ne lui vient ni de la volonté ni des actes paternels; de même qu'aucun souverain ne peut le donner à celui qui en est exclu par la loi, de même il ne peut le ravir à quiconque y est appelé par elle. En quelque temps donc que D. Pédro eût personnellement perdu son droit, son enfant premier-né était là pour le recueillir. Placée en naissant sous l'empire de la loi fondamentale portugaise, D. Maria prit aussitôt son rang dans l'ordre de succession à la couronne.

D. Miguel, aux yeux des hommes impartiaux, ne saurait conséquemment être reconnu, ni comme roi légitime, ni comme roi élu par le peuple. Abusant de la généreuse confiance d'un frère, il se fait un parti, domine par la crainte, forme une assemblée irrégulière, où l'on voit audacieusement figurer comme député de Goa un religieux de l'ordre de saint Augustin, quand la convocation des cortès n'avait précédé leur réunion que de deux mois! Il se fait juge et partie dans sa propre cause, n'appelle aucun défenseur pour celle de son frère absent, et déclare que le peuple l'a nommé roi. Quand il fait des souverains, ce n'est point ainsi que procède le peuple.

Si D. Miguel avait eu jamais quelques droits au trône, le temps de

[1] Lettre patente du 13 mai 1825, et loi du 15 novembre, même année.

les discuter était passé en 1828, la question était irrévocablement décidée depuis 1826. La paix des nations, la politique générale, le droit des gens, exigent impérieusement que la succession à la couronne, une fois fermée, ne puisse s'ouvrir de nouveau ; autrement toutes les relations diplomatiques se trouveraient bouleversées et causeraient de graves dommages aux intérêts matériels. La mort ou l'abdication du roi peut seule rendre vacant le trône réputé occupé de nouveau, quand le peuple adhère et que les puissances étrangères reconnaissent.

En pareille matière, tout doit être positif, incontestable : les théories sont dangereuses et sans valeur.

D. Pédro, à la mort de son père, réunissait-il toutes ces conditions? la réponse ne saurait être douteuse. En 1828, les prétentions de D. Miguel étaient donc tardives, intempestives, et la décision des prétendues cortès un véritable attentat.

Presque tous les agents diplomatiques portugais le sentirent si bien, que fort peu eurent le courage de défendre et de représenter l'usurpation auprès des cours où ils résidaient. Le premier de tous, le marquis de Palmella, alors ministre à Londres, donna l'exemple de la fidélité. Son nom, devenu universel, mêlé parfois avec bonheur, toujours d'une manière brillante, aux transactions passées entre les puissances depuis le commencement du siècle, donnait du poids à la cause qu'il servait. Tour à tour représentant du Portugal à Londres, en France, en Autriche, au congrès de Vérone, à celui de Vienne, où il tint la plume, il avait su, par une conduite habile, se concilier de hautes affections, relever son pays aux yeux des étrangers, et acquérir une réputation à laquelle ne pouvait guère prétendre l'ambassadeur d'un État aussi peu important. Le marquis de Palmella, imposant silence à des préjugés d'enfance, à des habitudes aristocratiques, comprit son siècle et marcha avec lui. Il aida au progrès de la liberté, sinon par goût au moins par raison. Qu'importent après tout aujourd'hui les opinions secrètes d'un homme qui, par d'éminents services, a contribué à doter son pays d'une charte, à rendre une couronne à sa jeune reine?

(16 mai 1828) Cependant l'esprit public, revenu de sa première terreur, se réveille tout à coup. Une junte s'organise à Porto. Huit régiments se déclarent pour la reine et la constitution. Tout le pays jusqu'aux bords du Mondego s'associe à cette entreprise. C'en était fait du trône encore chancelant de D. Miguel, si la junte constitu-

tionnelle eût laissé les troupes marcher sur la capitale. Mais une fatale mésintelligence se met parmi les chefs. Ils discutent au lieu d'avancer. Le temps de vaincre sans combattre est perdu. Le prince gagne les troupes de Lisbonne par des largesses et de brillantes promesses; il réunit quinze mille hommes : il est sauvé.

Les constitutionnels se dirigent enfin sur Coïmbre : huit cents étudiants et la garnison se joignent à eux; mais intimidés par les proclamations de D. Miguel, ils s'arrêtent, ils reculent jusqu'au delà du Vouga. Attaqués à Cruz dos Morouços, les insurgés remportent, malgré eux, une victoire qui jette un instant l'épouvante parmi les troupes miguélistes. Bientôt rassurées par l'inaction des vainqueurs, ces troupes s'avancent de nouveau et livrent, non loin du pont de Marnel, sur la rivière de Voga, un combat aussi terrible, aussi acharné que les plus sanglantes batailles de la guerre de la Péninsule.

Le lendemain, le général Saraiva, commandant les constitutionnels, ordonna la retraite et repassa le Mondego. On se demande si vaincu, il eût marché en avant? Comment expliquer en effet des opérations militaires aussi inconcevables? faut-il soupçonner la bonne foi des chefs ou accuser leur ineptie?

Tandis que les insurgés campaient sur les hauteurs de Porto, d'illustres réfugiés arrivaient d'Angleterre. C'étaient le marquis de Palmella, nommé chef de la régence, les généraux Saldanha, Villaflor, C.-J. Xavier et Stubbs. Ils demandent à se mettre à la tête des troupes. On leur répond que le moment favorable est passé, que le courage et la confiance sont éteints. Toutes ces indécisions avaient en effet indisposé les soldats, qui doutaient de leurs chefs.

La junte, réunie en comité secret, décide qu'il ne reste d'autre salut à l'armée que de se réfugier en Espagne; elle engage les généraux à se rembarquer; chacun alors rejette sur un autre le mauvais succès de l'entreprise. Le comte de Saldanha, qui d'abord avait accepté le commandement des troupes, le résigne (2 juillet). Tous, enfin, se rendent à bord du *Belfast* qui les avait amenés, mécontents les uns des autres, d'eux-mêmes, et brûlant de saisir une occasion de se venger du sort, qui leur avait fait tenir une conduite aussi peu énergique, aussi peu digne de leur caractère. Ils la trouvèrent tous. Les brillants succès qu'ils ont obtenus depuis ont dû effacer de leur mémoire et de celle de leurs concitoyens le souvenir importun de ces tristes journées.

Aussitôt après le départ de leurs généraux, les constitutionnels

passèrent en Espagne, et de là presque tous se rendirent en Angleterre. Ainsi finit cette révolution où le soldat seul mérita des éloges, et dont l'issue compromise par l'ineptie, la trahison, la mésintelligence des chefs, laissa à douter au monde si le Portugal était digne de la liberté et ne méritait point ses fers.

L'insurrection de Porto, celle qui éclata peu après dans l'île de Madeira, quelques mouvements dans les Algarves, fournirent au gouvernement l'occasion d'intimider la nation par l'effroi des supplices. Des cours prévôtales furent instituées : celle de Porto débuta par faire périr sur la potence dix des plus honorables habitants, et par jeter dans les prisons des milliers d'individus dont on séquestra les biens. Lisbonne aussi eut ses supplices. Celui du général Moreira et de ses prétendus complices intéressera peut-être par les détails qui caractérisent l'esprit de la justice criminelle d'alors.

Le général de brigade Moreira, accusé et convaincu d'être le chef d'une conspiration dont le but était le renversement du trône de D. Miguel, fut condamné à mort. On retarda de quelques mois l'exécution de son arrêt, dans l'espérance de lui trouver des complices. Il en avait en effet et d'une classe fort élevée : son généreux silence leur sauva la vie. Son fils, bien qu'innocent, n'en fut pas moins condamné à un exil perpétuel dans les déserts de l'Afrique. Mais comme il fallait épouvanter la capitale, on trouva quatre autres victimes que l'on voua à la mort. Un enfant, cadet dans un régiment et le lieutenant Perestrello étaient du nombre.

Perestrello avait rendu des services à la liberté ; dans la province du Minho, il avait imposé silence aux miguélistes et assuré le respect aux constitutionnels, sans cependant froisser ceux qui ne l'étaient pas. Forcé de se réfugier en Angleterre après le désastre de Porto, l'amour le rappela à Lisbonne. N'ayant pas osé demeurer dans la ville, il s'était rendu à bord d'un bâtiment français. La fatalité voulut que le soir même où Moreira avait résolu de réaliser son projet, il descendit à terre en habit bourgeois. Il devait concerter avec sa fiancée les moyens et le jour de leur fuite. En retournant au vaisseau, il voit de nombreuses patrouilles, une agitation extraordinaire ; inquiet, craignant quelques nouvelles mesures de rigueur, il se hâte, il court au quai. Sa précipitation le fait remarquer : on l'arrête. Ne se sentant coupable que d'avoir émigré en Angleterre, il croit se sauver en prenant un nom supposé. Il n'en est pas moins déclaré complice du gé-

néral. Un ceinturon d'épée ramassé près de lui, dans la rue, et qui malheureusement allait à sa taille, devient une preuve de l'accusation. On le condamna à mort sous le nom supposé de Borera.

Le jour de l'exécution, le deuil régna dans la ville. Une potence avait été dressée, la nuit, sur le quai de Sodré, l'une des places les plus fréquentées au bord du Tage. Des détachements d'infanterie et de cavalerie y stationnaient. Vers dix heures du matin parut la procession des condamnés, précédée des troupes de police à cheval. Venait après le juge criminel, aussi à cheval, suivi des frères de la miséricorde, enveloppés de leur manteau de deuil, le crucifix en tête, agitant de temps en temps la clochette des suppliciés. Ceux-ci marchaient pieds nus, à la suite les uns des autres, vêtus de grossières chemises comme celles que l'on met aux morts, pendant jusqu'à terre et attachées par une ceinture au milieu du corps. Leurs mains, portant un petit crucifix, étaient croisées sur la poitrine. Chacun d'eux était accompagné de deux prêtres, qui lui adressaient des paroles de consolation et priaient avec lui. Le fils de Moreira vint le dernier. Il devait assister à l'exécution de son père et faire plusieurs fois le tour de l'échafaud. Deux valets du bourreau et quelques soldats de police à cheval fermaient la procession.

Bien que les assistants fussent en grand nombre, tous gardaient un lugubre silence, interrompu seulement par les soupirs, les sanglots, les prières de ceux qui demandaient pour faire dire des messes aux trépassés.

Après une longue marche qui prolongeait d'autant les angoisses des condamnés, la procession arriva enfin sur la place du quai de Sodré. Près de la potence étaient des cercueils couverts de drap noir. On attendit encore une demi-heure avant de faire monter à l'échafaud le jeune cadet. L'infortuné, que l'idée de quitter sitôt le monde remplissait de désespoir, cherchait à reculer son dernier moment en embrassant son confesseur à plusieurs reprises. Le signal se fit entendre. Le religieux donna l'absolution à son pénitent, lui retira son crucifix d'une main tremblante et l'accompagna jusqu'au bout de l'échelle. Arrivé au but, le patient s'assit machinalement jusqu'à ce que la corde fût attachée à la potence. Son confesseur lui adressait encore des paroles consolantes qu'il n'entendait plus ; son regard empreint d'horreur, la pâleur livide de ses joues, décelaient le bouleversement de ses sens. L'infortuné n'avait pas dix-sept ans. Le bourreau

lui couvrit la figure du capuchon attaché à son col de chemise, le repoussa de l'échelle, puis s'assit froidement sur les épaules de sa victime, jusqu'à ce que les convulsions de la mort, qui durèrent environ dix minutes, eussent cessé. Peu d'instants après, l'exécuteur coupa la corde, le cadavre tomba ; les frères de la miséricorde le couvrirent d'un drap noir. Les autres condamnés moururent de la même manière.

Le général, âgé de cinquante-huit ans, homme fort, d'une taille médiocre, subit son sort sans que son courage fléchît un seul moment. Tranquille, concentré en lui-même, il parla peu avec ses religieux ; de temps en temps seulement s'échappait de sa paupière une larme que lui arrachait le souvenir de sa femme et de ses enfants. Debout sur l'échelle, il jeta sur son fils un long et douloureux regard, puis pria le bourreau de terminer au plus vite et de le laisser pendre plus longtemps que les autres, afin qu'il ne se réveillât plus.

Les derniers moments de Perestrello furent nobles aussi. Il prononça ces belles paroles : « Portugais, j'avais caché mon nom ; je veux » mourir avec tous les honneurs qui me sont dus : je suis Perestrello... » vous savez quelle a été ma vie. Je la perds sans regret si elle peut » vous laisser un souvenir fécond en patriotisme. N'oubliez jamais » que je n'ai point cessé de combattre la tyrannie, et que mon der» nier soupir fut pour la liberté. » Croyant qu'il allait parler encore, on fit battre aux champs. Une muette horreur pesait sur la multitude. Un cri, un seul, déchirant, corrosif, se fit entendre : la fiancée de Perestrello qui, debout sur le parapet, avait assisté à son supplice, venait de se précipiter dans le Tage.

L'exécution dura cinq heures. Les têtes des cadavres, coupées et attachées au poteau, effrayèrent pendant plusieurs jours les regards des passants. La fortune de Moreira fut confisquée : il ne resta pas un lit à sa veuve, qui n'obtint qu'avec peine la triste consolation d'aller avec son fils languir et mourir en Afrique [1].

Ces drames provoqués par le premier ministre de D. Miguel, le sanguinaire comte de Bastos, se renouvelaient souvent. Les frères Gomez, accusés du crime de lèse-majesté, furent traînés au lieu du supplice attachés dans des peaux de vaches, puis étranglés et brûlés ; on jeta leurs cendres à la mer.

[1] *D. Miguel, ses crimes et son usurpation*, par un Portugais de distinction, traduit par J.-B. Mesnard.

Malgré l'effroi universel causé par ces exécutions et l'extrême réserve dans laquelle chacun se renfermait, le gouvernement, soupçonneux et inquiet, ordonnait d'innombrables arrestations. Bientôt les prisons regorgèrent; l'on entassa les détenus sur des pontons. Quelques détails sur le sort de ces infortunés et sur l'administration des prisons trouvent naturellement ici leur place.

Aucune maison de détention, civile ou militaire, n'est, aujourd'hui encore, pensionnée de l'État. Un prisonnier, s'il ne peut acheter sa nourriture ou si quelqu'un ne se charge de ce soin, est, dans le fait, exposé à mourir de faim. Cela n'est jamais arrivé, il est vrai, les Portugais portant à toute personne privée de la liberté un intérêt tendre qui fait honneur à leur caractère, bien qu'ils l'étendent avec une égale sollicitude sur le scélérat couvert de crimes, l'innocent, le condamné politique : « Ils sont malheureux, disent-ils, nous oublions leurs » fautes. »

Dans toutes les villes où il y a une prison, il existe une société de charité qui a un comité et un trésorier. Des souscriptions annuelles, minimes mais nombreuses, couvrent les frais de nourriture et d'entretien des détenus. L'autorité ne s'enquiert jamais s'ils ont les moyens de se procurer du pain, une couverture ou de la paille. Outre cette subvention annuelle, qui d'ordinaire se paye à la fête du *Coração de Jesus*, les membres de la société vont, chacun à leur tour, dans toute la ville, avec des paniers à la main, solliciter quelques dons de la charité publique; ils annoncent leur passage en agitant une grosse cloche. De toutes parts on leur apporte des secours. Le riche donne de l'argent, le pauvre paye avec du pain, du riz ou des légumes, son modeste tribut. Ces offrandes spontanées sont religieusement portées chez le trésorier, qui, de concert avec les membres désignés, en fait la distribution.

Le geôlier envoie tous les soirs au comité une liste qu'il dresse en passant dans les salles, dans les cachots, et demandant à haute voix : « Qui accepte la charité ? » Ceux qui sont sans ressource répondent affirmativement. Tous les matins, ils se forment en cercle, entonnent bruyamment une prière à la Vierge, et reçoivent, avec une livre de pain, une espèce de brouet composé de riz, de haricots ou d'autres légumes, hachés et accommodés avec un peu d'huile. Le soir les prisonniers prient de nouveau; toutes les cloches de la ville accompagnent leur chant, c'est l'heure de l'*angelus* : au dehors, dans la rue, partout, les dévots se découvrent et s'agenouillent.

Aussitôt après, des gardiens, munis d'une barre de fer, vont frapper sur chaque barreau des fenêtres et des portes, afin de s'assurer s'ils n'ont point été coupés avec une scie ou entamés par quelque acide violent. Cette précaution donne lieu à une musique discordante, lugubre, qui, répandue au loin, inspire un sentiment d'effroi. Les prisonniers se couchent alors; ils s'étendent ordinairement sur deux ou trois rangs, leurs têtes au milieu de la chambre et les pieds contre la muraille, position rendue nécessaire par l'humidité glaciale des murs.

Chaque chambrée ou quartier de la prison, a son *juiz* (juge), son *mixinguero* (aide-juge) et un *varador* (balayeur). Ces notabilités sont toujours choisies parmi les plus mauvais sujets. Des forfaits célèbres, une grande force physique ou la subtilité de l'esprit, leur donnent de l'empire sur leurs compagnons. Nul n'ose les contredire; cé sont les despotes et les dénonciateurs du crime; par eux se fait la police intérieure; leur grâce est souvent le prix d'une délation. Sous le gouvernement de D. Miguel, on a vu des généraux, des administrateurs, confondus avec ces misérables, forcés de contenir leur indignation et même de les flatter.

Comme le travail n'est point imposé aux détenus, bien peu s'y livrent; aussi leurs mœurs s'en ressentent. Quelques-uns fabriquent des pantoufles, mais ils ne produisent point de ces chefs-d'œuvre de patience et de délicatesse, que font admirer aux visiteurs les prisonniers des autres nations. Généralement adroits, ils pourraient faire des ouvrages difficiles; mais paresseux et sobres, ils se contentent de peu, et leur plus vive jouissance est de fumer quelques *cigarettes*. Avec des goûts si faciles à satisfaire, il est rare qu'un détenu ne puisse fournir son petit contingent lorsque la fête de Saint-Pierre arrive.

Ce saint est celui de tous les prisonniers de Portugal; la seule raison, sans doute, est qu'il tient en ses mains les clefs du paradis. Ce jour-là, un air de fête anime l'asile du crime et du malheur. Tout prend une activité joviale qui contraste avec les verroux et les grilles. Les remords s'endorment, l'innocence se résigne, les visages marqués au sceau de la fatalité essayent de sourire.

Dès le matin, les murs sont recouverts de mauvais draps de lit; on prépare les transparents en l'honneur du bienheureux patron et les illuminations qui, le soir, doivent éclairer la représentation, non point des saints mystères comme dans l'origine du théâtre, mais celle des crimes les plus audacieux. Ceux-là qui sont l'objet du respect et

de l'admiration de ce public à part, les grands maîtres en l'art de tuer, sont chargés des principaux rôles. Rien de pittoresque, de pénible, de décevant, comme de voir ces scélérats reproduire de sang-froid, avec gaieté, les forfaits qu'ils ont sans doute commis de même. Là, point de nœud, d'intrigue préparée ; tout est livré à l'imagination, au souvenir des acteurs. Que de vérité, d'énergie dans ce tableau de mœurs : c'est le vice à nu, effronté, orgueilleux, faisant parade de tout ce qu'il sait, de ses roueries, de ses plaies.

L'action se passe ordinairement dans une forêt. Les voleurs cachés attendent les passants : un bon *padre* (curé) est leur première victime. Ils le dépouillent avec force sarcasmes, force plaisanteries d'athées. — C'est la petite pièce : voici le drame : un senhor corrégidor traverse la forêt avec sa fille. On tue le père, on enlève la fille. L'argent est là sur le grand chemin, tous veulent s'en emparer. Deux chefs de brigands se le disputent, chacun pour sa bande. Il faut les voir, le poignard à la main, se provoquer du regard, s'attaquer, parer, se ployer jusqu'à terre, se redresser, changer le fer de main, avancer traîtreusement une jambe, tendre un piége, y tomber, se sauver par un autre, puis, tous deux vainqueurs, jeter enfin leurs poignards, s'embrasser, et, aux vociférations approbatives de l'assemblée, se féliciter mutuellement de n'avoir commis aucune faute, de s'être servi de la *faca* nationale selon toutes les règles.

Le bal commence ensuite; les jeunes gens se travestissent en femmes. Comme là, chaque province, chaque pays a son représentant ; les danses diverses, tout en conservant leur caractère originaire, sont exécutées avec des variétés infinies. La *Cachucha*, le *Boléro*, la *Foffa* et la *Chula* si dévergondées, si populaires, le naïf et langoureux *Landão Chorado* de Figueira, sont tour à tour l'objet des applaudissements de ces spectateurs peu délicats.

Il se trouve aussi parmi eux des improvisateurs. Le peuple, passionné pour la musique, ne manque point d'imagination. On voit souvent des barbiers de village, des muletiers, célébrer à l'improviste les hautes qualités de leurs pratiques, et accompagner de la guitare leurs chants quelquefois très-malins. Le jour de la Saint-Pierre, la verve poétique des prisonniers sert à remercier le gouverneur de la prison ou à se plaindre de lui ; toutes leurs invocations rimées au saint patron, lui demandent d'intercéder pour eux au ciel, et plus encore sur terre.

Sous D. Miguel, la célébration de cette fête fut interdite ; on aurait pu supposer que ces réjouissances avaient lieu en l'honneur de D. Pédro ; on y subtitua celle de l'archange Michel. Mais on l'accueillit avec froideur, l'infant ayant oublié, comme c'était l'antique usage, de vider les prisons à son avénement au trône. Si par la suite il fit grâce à quelques scélérats, les détenus politiques eurent à souffrir davantage. Chaque jour c'était pour eux de nouvelles tortures : l'horreur de cette tyrannie affermit leur dévouement.

(Septembre 1828) Leur jeune reine cependant traversait les mers; elle venait prendre possession d'une couronnne qu'elle devait partager avec son oncle devenu son époux. Elle trouva son royaume usurpé, son autorité méconnue partout, sauf un seul point au milieu de l'Océan Atlantique. Terceira, la principale des neuf îles qui forment le groupe des Açores, lui était demeurée fidèle. Le cinquième régiment de chasseurs à pied, qui y était en garnison, avait refusé de reconnaître D. Miguel. Les habitants, se rappelant la noble conduite de leurs ancêtres sous les Philippe, et s'associant à cet acte de loyauté, s'étaient fortifiés, avaient résisté aux attaques de la flotte miguéliste envoyée pour les soumettre.

La nature leur en avait facilité les moyens. Des rochers escarpés, de hautes montagnes volcanisées, dont les flancs déchirés rappellent de terribles convulsions, rendent l'île inaccessible presque de tous côtés. Des vents impétueux règnent souvent dans ses parages. Les produits du sol suffisent à ses habitants. Le froment, le maïs et le vin y viennent en abondance ; les pâturages engraissent de nombreux troupeaux. Dans un espace étroit se trouvent réunies les productions les plus opposées du globe. L'ananas et le coco, le citron et l'orange, la banane, y mûrissent à côté de la fraise et de la poire. Les myrtes, les châtaigniers et les frênes s'entrelacent dans les bois. Une verdure éternelle relève l'éclat d'un ciel pur, une douce brise rafraîchit une température trop ardente. Des fontaines bouillonnantes, témoins de feux souterrains, rendent la santé aux malades. Les habitants, au nombre de soixante mille, sont hospitaliers et fiers, les femmes ont l'esprit fin, enjoué ; leur prononciation est douce, chantante, légérement empreinte d'une nuance d'afféterie qui n'est pas sans charme. Angra est la capitale de ce petit Éden, qui n'a que vingt-deux lieues de circonférence. On y conserve précieusement la fameuse coulevrine de Malaca de soixante livres de balles.

La reine voulait se rendre dans cette île. Ses conseillers pensèrent qu'elle devait plutôt aller elle-même plaider sa cause à la cour de Londres. Son extrême jeunesse, ses malheurs prématurés, la justice de ses droits, devaient intéresser en sa faveur.

Georges IV la reçut avec les honneurs qu'il ne pouvait guère lui refuser ; mais, tandis qu'il lui accordait dans son propre palais une royale hospitalité, ses ministres, sous le prétexte d'une neutralité odieuse, faisaient canonner, dans les eaux de Terceira, quatre frêles embarcations, portant six cents émigrés portugais, commandés par le général Saldanha (16 janvier 1829).

Ces proscrits avaient quitté sans armes un port d'Angleterre ; ils voulaient, à travers l'escadre miguéliste, porter du secours à leurs frères de Terceira ; mais, attaqués à la fois par les forces de la Grande-Bretagne et de D. Miguel, ils durent céder, et se réfugièrent à Brest, où les attendait un généreux accueil, ménagé par le digne baron Hyde de Neuville alors ministre.

Le marquis de Palmella et l'ambassadeur du Brésil, le marquis de Barbacena, adressèrent d'énergiques protestations au cabinet anglais; ils rappelèrent les anciens et les nouveaux traités, qui tous lui commandaient impérieusement de défendre les droits de la souveraine de Portugal, reconnue par Georges IV ; ils lui reprochèrent avec dignité de soutenir presque ouvertement l'usurpateur, au lieu de protéger la reine.

On daigna à peine leur répondre. Les ministres, dans l'impossibilité de justifier leur conduite, aimèrent mieux rompre toute négociation. Interpellés dans les chambres, ils furent contraints de s'expliquer, et dirent alors que l'intérêt du pays exigeait que l'on n'intervînt point dans les affaires de la Péninsule ; que c'eût été manquer à la stricte neutralité que de permettre à des Portugais de se constituer en corps et d'armer dans un port du royaume, pour de là se diriger sur un point du Portugal avec des intentions évidemment hostiles.

Ces dispositions du ministère ne permirent point à la jeune reine d'accepter davantage l'hospitalité de l'Angleterre. Elle fit ses préparatifs de départ pour retourner au Brésil, laissant en Europe une régence nommée par son père, comme son tuteur naturel. La présidence en était confiée au marquis de Palmella ; les autres membres étaient le comte de Villaflor, depuis duc de Terceira, et l'ancien ministre pendant la constitution, Antonio Guerreiro.

Dona Maria II, accompagnée du marquis de Barbacena, quitta l'Angleterre le 27 août 1829. Elle eut la satisfaction d'apprendre, avant de mettre à la voile, que le comte de Villaflor avait enfin pu forcer le blocus de Terceira, et qu'à la tête des fidèles insulaires, il avait repoussé une vigoureuse attaque des miguélistes.

Tel fut le prélude de la carrière brillante que parcourut cet heureux général. La jeune comtesse, sa femme, avait voulu partager ses dangers. Avec lui, elle débarqua sous le feu de l'ennemi. Fille du marquis de Loulé, elle imposa silence aux sentiments d'une vengeance légitime, pour se souvenir seulement qu'elle était Portugaise. Pendant toute la guerre, on la vit en adoucir les horreurs; son ingénieuse bonté, ses grâces naïves arrachèrent plus d'une fois à son époux la rétractation d'un arrêt sévère. Elle se montrait partout, dans les fêtes publiques comme dans les hôpitaux : elle avait une larme pour toutes les douleurs, un sourire pour toutes les joies.

A peine débarqué, le général Villaflor voulut mettre à exécution le projet qu'il avait conçu de s'emparer de l'archipel des Açores. Les ressources à sa disposition étaient bien faibles pour une telle entreprise. Il manquait de soldats, d'argent, de munitions, de moyens de transports. Il fit part de sa détresse au marquis de Palmella, qui, lui-même, était à Londres dans une position assez critique, entravé par le ministère dans tout ce qu'il faisait. Cependant aidé par tous les amis de la cause de dona Maria, surtout par l'activité et le génie plein de ressources de M. Mendizabal, qui depuis a été premier ministre d'Espagne, il parvint à acheter deux petits bricks, et contracta ensuite un emprunt.

Avec ces secours, le marquis de Palmella se rendit à Terceira, accompagné de son collègue Guerreiro, homme d'une rare intégrité; c'était le même qui, en 1823, le lendemain de la chute de la constitution, avait répondu à Jean VI, qui l'invitait à conserver son portefeuille : « que le ministre d'un roi constitutionnel ne pouvait servir » un roi absolu. » Un homme d'une probité aussi austère ne put se ployer que difficilement aux nécessités de la circonstance; aussi, lorsqu'on n'eut plus besoin de l'autorité de son nom, le délaissa-t-on en le raillant doucement sur une bonne foi, une naïveté qui n'étaient plus, ou, pour mieux dire, qui n'avaient jamais été de mode en politique.

La régence, une fois installée à Terceira, s'occupa avec vigueur

des moyens de défense et d'attaque. Elle organisa l'armée, afin que les soldats et les officiers portugais, qui de tous les pays se rendaient dans l'île, fussent astreints à un service régulier ; elle fit fondre les cloches et les convertit en monnaie, ordonna que l'or anglais aurait cours, et émit un papier ; elle créa aussi une petite marine en enrôlant des pêcheurs et en métamorphosant leurs barques en chaloupes de guerre. Enfin toutes les mesures auxquelles un gouvernement pauvre, mais ingénieux, peut recourir, furent prises. Un décret changea les couleurs nationales, rouge et bleu foncé, que D. Miguel avait adoptées ; la bannière devint blanche et bleu d'azur, les couleurs posées verticalement et en parties égales, les armes royales placées au centre.

Qui se défendrait d'admiration en voyant une poignée d'hommes de cœur jetés sur un rocher ne point désespérer de l'avenir de leur patrie, et, dénués de toute ressource, comptant sur leur seul courage, mesurer avec dédain l'abîme qui les sépare de leurs foyers, dont ils méditent la conquête : concevoir un tel projet, c'était de la grandeur d'âme ; l'entreprendre, touchait à l'héroïsme.

Ainsi pensait un membre distingué du parlement, M. Huskisson, qui, répondant aux arguments captieux des ministres, s'écriait à la tribune : « Mille fois je préférerais commander à Terceira que d'être » premier ministre des Trois-Royaumes, si, à ce titre, je devais dé» sirer que ce boulevard de la liberté tombât au pouvoir de l'usur» pateur [1]. »

Ces vœux des amis de la cause portugaise demeuraient stériles ; leurs espérances semblaient s'éteindre, lorsque des événements imprévus, d'un ordre supérieur, vinrent les ranimer.

L'histoire fournit peu d'exemples d'année aussi fatale aux têtes couronnées que 1830. La mort et la désolation s'appesantirent sur les palais. L'impératrice-reine de Portugal, D. Carlotta-Joaquina [2], le roi de la Grande-Bretagne, celui de Naples, et le souverain pontife, descendirent au tombeau. La France, posant un pied en Afrique, en chassa un despote, chef de pirates, puis avec l'épée du droit des peuples frappa de mort le droit divin. Le roi des Pays-Bas fut privé de la moitié de ses États, et la Belgique s'inscrivit parmi les nations

[1] Session du 10 mars 1830. — [2] 6 janvier.

indépendantes. A son exemple, la Pologne secoua ses chaînes; l'Espagne et l'Italie s'émurent. L'Amérique elle-même se ressentit de la commotion qui ébranlait l'Europe : l'empire constitutionnel du Brésil, naguère colonie d'esclaves, rêva une république fédérative.

L'Angleterre aussi, faisant taire de vieux préjugés, sympathisa avec la France, proclama la nécessité d'une réforme parlementaire; et le héros de la sainte-alliance, lord Wellington, se retira pour céder la place à un ministère libéral capable de diriger, avec sagesse, le mouvement populaire.

Le Portugal seul demeurait impassible, sachant à peine les grands événements qui s'accomplissaient autour de lui. Les hommes qui eussent pu le réveiller de sa léthargie, imprimer le mouvement, n'étaient plus là. Quarante mille familles avaient leurs propriétés confisquées; soixante mille personnes languissaient dans les cachots, dans les déserts de l'Afrique, sur des terres étrangères. Un vaste réseau de plomb pesait sur le pays. Une armée nombreuse et indisciplinée, garnissant les cités et les côtes, empêchait toute pensée de liberté d'arriver à ces malheureuses populations; une flotte, sentinelle avancée du despotisme, était chargée de l'inquisition des mers. Quelques cris épars d'indépendance, timidement élevés, furent aussitôt comprimés.

Les persécutions redoublèrent; elles atteignirent jusqu'aux étrangers. Deux Français, négociants établis depuis longtemps à Lisbonne, furent maltraités par la populace et traînés en prison. L'un y mourut bientôt. Un semblable attentat aux droits des gens appelait une prompte et éclatante satisfaction. La France la demande. On hésite à la donner. L'amiral Roussin, avec quelques vaisseaux, vient l'exiger devant le palais de D. Miguel. Il force en plein jour l'entrée du Tage, canonne les forts, menace la ville (11 juillet 1831). Le gouvernement effrayé accorde toutes les réparations, et l'amiral se retire emmenant prisonnière une partie de l'escadre. On s'attendait à une insurrection; personne ne bougea.

Le découragement flétrissait tous les cœurs; chacun vivait isolé, en défiance contre ses amis, contre ses parents les plus proches; les théâtres étaient déserts, les arts à l'abandon, les sciences bannies; la littérature, la poésie, sans culte et sans puissance. C'était comme au temps des Philippe, quand la vieille Lusitanie vit s'effeuiller sa couronne poétique, flétrie par le souffle empoisonné du despotisme.

En suivant le règne de l'infortuné Sébastien, nous avons parlé des lettres jusqu'au commencement du XVII° siècle ; avant de raconter la nouvelle délivrance du Portugal, arrêtons-nous pour résumer rapidement son histoire littéraire.

C'est à la période de décadence qui suivit l'usurpation espagnole qu'appartient Manoel de Faria e Souza, auteur d'une fécondité déplorable, qui chargea les poëmes de Camoëns d'un lourd et indigeste commentaire, et qui, pour excuser les persécutions du vice-roi Barreto, osa lâchement calomnier sa victime.

Après l'avénement de Jean IV, on essaya vainement de rendre aux lettres leur première splendeur. Le feu sacré était éteint ; on en fit à peine jaillir quelques étincelles. Cependant Barboza Bacelar, célèbre jurisconsulte, publia, sous le titre de *Saudades*, un recueil d'élégies d'un genre unique, sans modèle chez aucun peuple. François de Vasconcellos, par ses sonnets ; André Nuñes da Silva, par ses cantiques sacrés ; et la sœur Violante do Ceo, de l'ordre de saint Dominique, par ses *Rimas* et ses *Soliloquias*, acquirent une célébrité méritée. Enfin Jacinto Freire de Andrada écrivit la vie de João de Castro, vice-roi des Indes ; livre souvent traduit et regardé encore aujourd'hui, en Portugal, comme un modèle de style historique.

Sous le règne de Louis XIV, la littérature portugaise, à peine dégagée de l'influence espagnole, devint un reflet de la littérature française. François-Xavier Ménéses, comte d'Ériceyra, fut le chef de la nouvelle école. Il était en correspondance avec Boileau, traduisait ses ouvrages : sous peine de manquer de bon goût, tout poëte dut se soumettre aux arrêts rigoureux du satirique français. Ménéses lui-même composa, sous le titre d'*Henriqueida*, une épopée sur la fondation de la monarchie ; ouvrage régulier, bien écrit, mais froid et vide de toute inspiration. L'*Uruguay*, poëme épique de Basilio da Gama, publié en 1769, appartient au même ordre de production.

A cette époque, le seul poëte digne de ce nom, fut Pédro Antonio Corrêa Garção, l'Horace portugais. Associé avec plusieurs auteurs, dans le but d'épurer la langue par l'étude constante des chefs-d'œuvre de l'antiquité, il fut un des fondateurs de l'académie des Arcades (1756) ; cette société, qui rendit de grands services aux lettres, subsista avec gloire pendant dix-sept ans, et fut dissoute en 1773. Devenu directeur de la Gazette de Lisbonne, Garção, par quelques hardiesses

imprudentes, s'attira la colère de Pombal qui le fit jeter en prison, où il mourut en 1775.

Vers la fin du XVIIIe siècle et au commencement du nôtre, les Portugais s'occupèrent des littératures du nord. On traduisit les poëtes anglais et allemands. Claude Manoel da Costa et Antonio Diniz da Cruz e Silva, tentant les premiers ces voies nouvelles, furent imités par François Manoel et Almeno ; enfin, après cette fusion de toutes les écoles et de toutes les littératures, parut un poëte fécond, vraiment national et populaire, qui fut malheureux comme Camoëns, et, comme lui, mourut dans un hôpital : Manoel Barboza du Bocage (1805).

De nos jours, deux poëtes se partagent les suffrages de leurs compatriotes ; l'un d'eux, aveugle comme Delille, fait aimer ses vers pleins de sentiment et de délicatesse. Mais les muses sont filles de la liberté et de la paix ; il ne se trouva pas une seule voix pour chanter le triomphe de la tyrannie.

Quand D. Miguel arriva à Lisbonne, le gouvernement proposa un prix pour une légende en son honneur. Des versificateurs sans patriotisme et sans conscience prirent seuls la plume. Un hymne national, intitulé l'Arrivée du Roi (*Rei chegou*), obtint ce prix. Cette production, d'un cynisme révoltant, fut jouée par la musique des régiments et hurlée dans les carrefours ; mais rien ne ressemble moins à de la poésie. Aucun auteur ne se déshonora en envoyant ses vers au concours. C'est un trait qu'il faut redire ; il fait honneur aux hommes de lettres.

Sous le règne de Joseph Ier, pendant l'administration de Pombal, se réveilla chez les Portugais le goût du théâtre. Déjà Gil Vicente avait, au commencement du XVIe siècle, cherché à mettre un peu d'ordre et de décence dans les compositions dramatiques représentées par des bateleurs nomades. La tragédie d'*Inès de Castro* (1595), de Ferreira (Antoine), fut la première régulièrement faite, et Camoëns eut l'honneur de composer les premières comédies.

Enfin, Simão Machado et Antonio Jozé firent représenter des pièces d'une facture agréable et facile ; bientôt avec la protection de Joseph Ier on éleva un théâtre. Un édit royal réhabilita la profession de comédien (1771). L'on traduisit presque tout le répertoire français, et Manoel de Souza fut chargé par Pombal de mettre le *Tartufe* en portugais. Formé à cette école toute française, Felicismo de Pin-

rães, composa plusieurs pièces fort agréables de style et d'action.

Le fanatisme de Marie Ire arrêta l'art dramatique dans ses progrès. Un édit vint défendre aux femmes de monter sur la scène, et les comédiens perdirent de nouveau le peu de considération qu'ils avaient acquise. Jean VI, encore régent, eut beau révoquer la défense de sa mère, le théâtre ne se releva plus. Des hommes tirés de la lie du peuple exercèrent seuls la profession d'acteur ; aujourd'hui encore ils cumulent volontiers les emplois de père noble, de jeune premier, avec leurs métiers de cordonnier ou de tailleur. Les femmes répondent au reste de la troupe. Tous apportent sur la scène la diction grossière, les allures sans élégance de leur vie habituelle. Leur jeu est constamment en dehors de la nature; ils outrent tous les sentiments. Un acteur a-t-il à remplir un rôle triste? il se croit dans l'obligation de ne point quitter un grand mouchoir dont il s'essuie continuellement les yeux. L'amour comme la colère sont traduits par des contorsions et des hurlements; le comique n'est jamais qu'un cynisme trivial. Il n'existe non plus aucune vérité dans les costumes ni les décors. De pareils spectacles sont un reste honteux de barbarie qu'il faut s'empresser de détruire [1].

A côté du théâtre national ainsi abandonné, l'opéra italien s'est toujours soutenu avec le plus grand succès. Joseph Ier aimait la musique. Il attira dans ses États les meilleurs artistes, et cet exemple fut toujours imité depuis. Cressentini, Naldi, Monbelli, madame Catalani firent longtemps les délices de Lisbonne, et aujourd'hui encore l'opéra italien de cette capitale est le rival de celui de Londres et de Paris. Il est établi dans le vaste théâtre de San Carlos, un des plus beaux qui soient en Europe. Ce magnifique monument a été construit sous la régence de Jean VI, et payé par le produit d'une souscription.

Au jeu de la scène, le peuple préféra toujours le spectacle terrible des combats de taureaux. En Espagne quand quelqu'un ne succombe point dans la lutte, les dames, jouant avec leur mantille et leur éventail, disent coquettement le soir : « Le combat a été maussade au-

[1] Disons cependant qu'aujourd'hui une réforme est commencée. Un ancien directeur du théâtre de Versailles, arrivé à Lisbonne en 1835 avec une troupe de comédiens français, n'ayant pu réussir, licencia ses acteurs et demanda au gouvernement la concession du théâtre portugais. A force de soins, de persévérance, il est enfin parvenu à faire faire aux acteurs de véritables progrès. Une femme surtout, *la Talassi*, montre un talent dramatique fort remarquable.

» jourd'hui; personne n'a été tué. » A Lisbonne elles seraient souvent mécontentes; le taureau a presque toujours le dessous, ses cornes étant surmontées de boules qui amortissent les coups; les combattants, armés de petites lances, le poursuivent à cheval; le cavalier, une fois démonté, est obligé de se battre jusqu'à ce qu'il ait vaincu, ou que ses forces l'abandonnent. On l'emporte alors de l'arène, et l'animal vainqueur recueille de nombreux bravos; mais les taureaux sont moins beaux, moins ardents qu'en Castille, et les Portugais courent bien moins de dangers qne les *torreadores* de Madrid.

Que le roi de Portugal assiste ou non à ces combats, l'usage veut que le capitaine de la lice vienne à cheval, escorté de trompettes, faire trois révérences devant la loge du prince. D. Miguel ne manquait jamais de présider à ces représentations. Son goût prononcé pour ce genre de spectacle lui attira l'affection de la populace : il fonda sur elle sa puissance, et, se fiant sur la terreur qu'elle inspirait aux honnêtes gens, se flatta d'étouffer à jamais la liberté dont si peu d'hommes semblaient comprendre les bienfaits.

Les patriotes sentirent alors que pour délivrer leur patrie, c'était sur leurs bras seuls qu'ils devaient compter. La régence de Terceira décida que l'on tenterait le sort des armes, et confia au général Villaflor la mission de s'emparer des îles avoisinantes. Il part avec quinze cents hommes portés sur de frêles embarcations. Une audace, un enthousiasme singulier les animent. L'île das Flores, la première, tombe en leur pouvoir : Sainte-Marie, Saint-Georges, Graciosa et Pico, Fayal ainsi que Corvo, ne tardent pas à subir le même sort.

Une île encore restait insoumise. C'était Saint-Miguel, la plus importante de toutes; le gouverneur des Açores pour D. Miguel y résidait. Elle contenait cinquante mille habitants et une garnison de quatre mille soldats de ligne ou de milice. Une artillerie nombreuse défendait ses côtes. Le général de la régence, méprisant ces obstacles, donne l'ordre du débarquement; il a lieu, la nuit, sur un rocher désert que l'on croyait inaccessible. Gravissant les excavations faites par les torrents, qui l'hiver, du haut des montagnes, se précipitent dans la mer, les troupes constitutionnelles parviennent avec effort, au point du jour, à s'établir sur un plateau; de là, elles découvrent les ennemis courant aux armes. C'est dans cette position critique que le comte de Villaflor reçut une missive qui agita vivement son âme, et doubla sa confiance en l'avenir.

Un pêcheur avait aperçu une frégate paraissant vouloir communiquer avec la terre; il s'en approcha pour offrir ses services. Elle portait le pavillon anglais; mais, à son grand étonnement, un homme dont le langage et l'extérieur annonçaient un Portugais de distinction, fut celui qui l'entretint. Il s'informa avec intérêt de la position des troupes dans les Açores, de l'esprit des habitants; puis il remit au pêcheur une lettre pour le consul anglais dans l'île, et pour lui-même un billet. La frégate continua son chemin. Le pêcheur s'empresse de déchiffrer le billet, dans lequel il trouve quatre pièces d'or, et lit: « Celui qui t'a parlé et qui te donne cet or est le père de ta reine. » Aux armes contre l'usurpation! Aux armes, braves insulaires! » La lettre était pour le comte de Villaflor; le consul anglais, connaissant le mouvement de ce général, la lui fit porter secrètement par le pêcheur. En voici la traduction :

« Mon cher comte et ami, ayant, en conséquence d'une révolu-» tion qui a eu lieu dans la capitale du Brésil, abdiqué en faveur de » mon fils, aujourd'hui D. Pédro II, la couronne que les Brésiliens » m'avaient spontanément offerte et que j'ai défendue autant que » l'honneur et la constitution de l'empire m'en faisaient un devoir, » j'ai résolu de me rendre en Europe. C'est ce que je fais à bord de » la frégate anglaise *la Volage*.

» Les hasards d'une navigation de quarante-sept jours m'ont amené » en vue de cette île, où je reçois l'heureuse nouvelle que Votre » Excellence, toujours animée de purs sentiments de fidélité et d'a-» mour pour sa patrie et sa reine, vient de soustraire quelques îles » aux serres de la trahison et du despotisme. Cette action, noble et » libérale, grandira votre gloire, quand la plume impartiale de l'his-» toire apprendra aux peuples libres le nom des héros ses défenseurs.

» La reine de Portugal, partie en même temps que moi de Rio-» Janeiro, à bord de la frégate *la Seine* que le chargé d'affaires de » France a mise à sa disposition, doit se rendre à Brest. J'assure Votre » Excellence et tous les Portugais, qu'infatigable à soutenir en Eu-» rope les intérêts de sa fille, le père, simple particulier, se dé-» vouera sans réserve, comme il l'a fait souverain, à la cause de la » légitimité et de la charte.

» Si j'étais privé du plaisir de montrer autrement à Votre excellence » mon estime et ma satisfaction, que cette lettre lui serve de preuve

» authentique de la gratitude et de l'affection que lui conservera
» toute sa vie

» D. PÉDRO de Alcantara de Bragança
e Bourbon. »

A bord de *la Vélage*, le 30 mai 1831.

Le comte de Villaflor montre cette dépêche à ceux qui l'entourent; la nouvelle court dans les rangs; les soldats demandent à combattre; ils se précipitent sur les ennemis qui viennent à leur rencontre. Le 5° de chasseurs à pied, sous les ordres du brave colonel Xavier (depuis vicomte des Antas), commence sa réputation; il attaque à la baïonnette, sous le feu de la mitraille, la formidable position de Ladoëira da Velha, et s'en empare. Le major Soares Luna à la tête d'un petit corps de *volontaires académiques*, se précipite en furieux sur une colonne et l'enfonce. La déroute devient complète. Le comte de Villaflor, sans perdre de temps, court s'emparer de Ponta-del-Gada, capitale de l'île. Dans tout l'archipel des Açores le pouvoir de la reine est reconnu.

D. Pédro avait quitté le Brésil emportant quelques sympathies, et y laissant beaucoup d'ingrats. Lorsqu'il fut proclamé empereur d'un État qui ne le cède en étendu qu'à la Russie et à la Chine, ce prince avait pour lui les avantages de la jeunesse, une grande force physique, de la droiture et le désir de faire le bien. Ce n'était point assez pour fonder un empire où tout devait être créé; dont la population, composé bizarre de nègres, de blancs, de Portugais, d'indigènes, d'hommes libres, d'esclaves, avait tous les vices de l'Europe et de l'Amérique. Il eût fallu une connaissance profonde du cœur humain, et une persévérance à toute épreuve. D. Pédro avait une imagination mobile, et manqua d'un ami expérimenté pour guider ses premiers pas.

Les députés des diverses provinces étaient réunis à Rio-Janeiro pour fixer les bases d'une constitution. S'apercevant bientôt qu'il se manifestait parmi eux une forte tendance au républicanisme, l'empereur renvoya l'assemblée constituante, exila quelques membres influents. De ce nombre était Jose Bonifacio de Andrade, homme de grand mérite et fort éloquent. Ce coup d'État accrut un instant l'autorité de D. Pédro; mais la nécessité de soumettre un projet

de constitution à la chambre législative n'en subsistait pas moins.

L'empereur présenta une nouvelle charte; les bases en étaient larges, libérales. La nation défiante, demanda, par l'organe de ses municipalités, que ce projet devînt aussitôt, sans discussion, le pacte fondamental de l'empire (25 mars 1824).

La révolution du Brésil avait brusquement porté aux affaires des hommes ignorants, habitués à la servitude sous le despotisme énervé de Jean VI. Parmi tous ceux qui l'entouraient, D. Pédro chercha en vain des conseillers pour féconder ses pensées, l'aider à fonder un État florissant. Il ne rencontra que des ambitieux. Désenchanté, il ne crut plus à l'honneur et à la vertu. L'isolement dans lequel il se trouvait lui fit chercher des consolations auprès de quelques serviteurs fidèles. Ils étaient Portugais; leur faveur excita l'envie des naturels. Ils peignirent au jeune monarque, avec des couleurs brillantes, les délices de l'Europe, et lui inspirèrent du dégoût pour le Brésil, qui peu à peu se dégoûtait de lui. Le ministère changeant sans cesse, le gouvernement manquait d'uniformité; à un acte de vigueur succédait un acte de faiblesse : ces oscillations perpétuelles jetèrent de la déconsidération sur le pouvoir, et firent même accuser l'empereur de mauvaise foi. Il n'était qu'incertain.

Une catastrophe se préparait. Elle fut accélérée par un personnage fameux depuis longtemps parmi les Brésiliens. Filisberto Caldeira Brant était déjà parvenu, sous l'ancien gouvernement, à une grande fortune. Son nouveau maître accumula sur lui les titres et les honneurs. Il le nomma marquis de Barbacena et général en chef de l'armée du sud; il le mit à la tête de toutes les transactions que le Brésil passa avec les étrangers, le chargea de tous les emprunts. Devenu veuf, D. Pédro lui confia les négociations relatives à son mariage avec la jeune princesse Amélie de Bavière, fille d'Eugène Beauharnais (1829); il remit également en ses mains le soin des intérêts de sa fille en Europe.

De retour au Brésil, le marquis de Barbacena devint tout-puissant auprès du prince, qui lui offrit le ministère des finances et la présidence du conseil; il n'accepta qu'à la condition qu'on lui donnerait une haute marque de la satisfaction impériale, en légalisant, sans examen, les comptes des différentes missions dont il avait été chargé. Il voulut plus. Jaloux de l'ascendant que le secrétaire intime de l'empereur, le commandeur Francisco Gomez da Silva, et l'intendant des

propriétés impériales, João da Rocha Pinto, exerçaient sur le monarque, il leur suscita des querelles et les fit éloigner. Tous deux se rendirent en Angleterre. Le commandeur Gomez n'y resta pas oisif. Toujours dévoué à son prince, il s'occupa en silence de rassembler des documents qui pouvaient faire douter de l'intégrité du ministre, et les envoya à D. Pédro, qui, indigné, renvoya brusquement le marquis de Barbacena.

Filisberto, en homme qui connaît la cour, s'était prémuni contre sa disgrâce. Il s'était créé un parti nombreux; écartant avec adresse la véritable question, il se fit accusateur, donna de la publicité à cette dispute, qu'il parvint à faire considérer comme une affaire nationale. Il avait des appuis dans les chambres; il subventionna des journaux qui répandirent dans les provinces des idées de fédéralisme; et devint redoutable enfin à son bienfaiteur en se mettant à la tête des républicains.

D. Pédro crut ressaisir de la popularité et rétablir le calme en choisissant un ministère parmi eux. Le désordre augmenta; d'autres ministres furent nommés; ils étaient impopulaires. Les mulâtres devinrent menaçants; des bandes d'hommes armés parcouraient les rues de Rio-Janeiro : plusieurs personnes furent assassinées. Des troupes avaient été préposées à la garde du palais de Saint-Cristophe; elles se réunissent aux insurgés. Un jeune officier d'artillerie, nommé Bastos, indigné de leur défection, leur crie que l'empereur n'a point violé ses serments, qu'il y a honte à l'abandonner. On veut l'entraîner, il brise son épée.

La position du chef de l'empire devenait inquiétante; défendre sa couronne, c'était exciter la guerre civile. D. Pédro eût trouvé des défenseurs, sans doute, mais il avait horreur du sang. Il abdiqua en faveur de son fils, qui, à peine sorti du berceau, fut proclamé empereur sous le nom de D. Pédro II.

Cet enfant est le seul lien qui unit la patrie de ses ancêtres avec le nouveau monde. Il rattache le présent au passé. Dans ses veines coule le sang de ces rois dont la gloire aventureuse a eu tant d'influence sur les destinées de l'univers. Un Européen ne saurait régner en Amérique; lui est né sous le brillant azur des tropiques; c'est à l'ombre des bois vierges qu'il a essayé ses premiers pas. Il n'aura à regretter ni les palais de Lisbonne, ni les fruits savoureux du Douro; il ne partagera aucun des préjugés des Européens contre sa belle pa-

trie, il aura tous ceux des Brésiliens contre l'Europe. Telle est la loi commune[1].

D. Pédro ayant ainsi terminé son rôle au delà de l'Atlantique, en vint jouer un brillant en Portugal. Les dernières années de sa vie lui ont assuré pour jamais la reconnaissance des Portugais, et l'admiration de tous les peuples.

A peine arrivé en Angleterre, il appela auprès de lui le marquis de Palmella, afin de mûrir ensemble un projet d'expédition sur le Portugal; mais les hommes et l'argent manquaient. On créa à Londres une commission chargée de diriger les opérations de finances; elle fut assez habile pour contracter un emprunt, avec le produit duquel on acheta un vaisseau, deux frégates, trois bricks, et on recruta un bataillon de volontaires, dont le commandement fut confié à un officier distingué, le colonel Hodges.

D. Pédro passa ensuite en France, où déjà résidait la reine à laquelle S. M. Louis-Philippe avait offert son palais de Meudon. Le duc de Bragance donna des ordres pour organiser un corps français. L'opinion se prononça pour lui; des offres généreuses lui furent adressées; les frères Mallo, de Dunkerque, mirent à sa disposition deux navires, se chargeant de les commander eux-mêmes et d'en payer l'équipage durant toute la guerre. L'empereur accepta et nomma vice-amiral de sa petite flotte le capitaine Sartorius de la marine anglaise.

Plusieurs émigrés portugais se présentèrent aussi pour prendre du service. Parmi eux était un homme déjà connu par son dévouement, le général Saldanha. D. Pédro agréa ses offres avec empressement; mais la diplomatie étrangère intervint. A ses yeux, le comte de Saldanha avait des opinions trop prononcées, le général Lafayette l'aimait comme un fils : c'étaient des titres d'exclusion. Le duc de Bragance n'osa point indisposer quelques ambassadeurs au commencement d'une entreprise déjà entourée de tant de difficultés. Saldanha resta en France, et se vengea de l'affront qu'il venait d'essuyer en invitant tous ses amis à faire partie de l'expédition.

Les préparatifs de l'empereur furent bientôt achevés; la vieille de son départ, il alla prendre congé du roi des Français qui l'accueillit

[1] *Voyage dans le district des diamants et sur le littoral du Brésil*, par Auguste de Saint-Hilaire.

avec distinction ; il avait revêtu pour la première fois l'uniforme de général portugais ; à son retour des Tuileries, il se présenta devant sa fille, baisa respectueusement sa main, et lui dit : « Madame, voici » un de vos sujets prêt à défendre vos droits et à vous restituer une » couronne. » La reine fondit en larmes, et se précipita dans ses bras. La duchesse de Bragance dit alors à son époux, en lui offrant une épée : « C'était l'arme que portait habituellement mon père ; il » fut surnommé le soldat sans peur et sans reproche : la voici. — Je » jure, s'écria D. Pédro, de vous représenter cette épée à Lisbonne » le jour du couronnement de ma fille. » Il tint parole.

Belle-Ile était le port que l'empereur avait choisi pour son embarquement ; il y trouva réunis sa petite escadre, six cents volontaires français, et les Portugais jaloux de partager ses dangers. Le 10 février 1832, il donna l'ordre de mettre à la voile. Le mauvais temps le conduisit devant l'île Saint-Miguel ; il y aborda, et peu de jours après se rendit à Terceira.

Son premier acte fut d'assumer sur lui la régence ; le second de former son ministère : le marquis de Palmella eut les affaires étrangères et l'intérieur ; L.-X. Mousinho da Sylveira, les finances et la justice ; A.-J. Freire, la guerre et la marine. Mais D. Pédro avait auprès de lui un homme qui, sous le titre modeste de secrétaire particulier, exerçait plus de pouvoir que tous les ministres ; c'était le colonel Candido Jose Xavier. Cet officier avait servi dans l'armée française pendant la guerre de la Péninsule, et avait été ministre de la guerre peu avant le retour de D. Miguel à Lisbonne. Une santé toujours mauvaise lui donnait un caractère acariâtre et sombre ; ses manières peu prévenantes lui attiraient de nombreux ennemis : D. Pédro, sans l'aimer beaucoup, en fit cependant son conseiller intime, parce qu'il reconnaissait en lui de l'expérience et du dévouement.

Le ministère commença par supprimer les monastères et les couvents. On s'empara de leurs biens promettant aux moines et aux religieuses des secours annuels, que le mauvais état des finances n'a point permis de payer jusqu'à ce jour. On décréta ensuite l'abolition de la dîme. Cette mesure, en apparence libérale et sensée, eut cependant des résultats funestes. Elle indisposa fortement le clergé sans être agréable au peuple. Le gouvernement pensait retirer de grands avantages de l'application du système financier suivi par la

France, il fut trompé dans son espoir. Les cultivateurs, habitués à payer en nature le cinquième de leur récolte, ne voulurent point se soumettre à en payer un dixième en espèces. L'État se trouva ainsi ne recevoir d'impôts ni en produits, ni en argent, et, la dépense excédant de beaucoup la recette, il fallut se jeter dans la voie toujours onéreuse des emprunts. Aujourd'hui encore dans tout le royaume, sauf quelques villes principales, les revenus n'ont point été perçus depuis cinq ans; il faudrait une armée de garnisaires pour les faire rentrer.

On aurait pu se borner à supprimer les droits seigneuriaux, à détruire des abus vexatoires et humiliants; le peuple, alors véritablement soulagé, aurait approuvé ces réformes; mais renverser tout d'un coup le mode d'impôts établi depuis l'origine de la monarchie, sans avoir tout prêt un système régulier de perception approprié au pays, avec des agents intègres et capables pour le mettre en pratique, c'était commettre une grande imprudence.

Il tardait aux émigrés de revoir le ciel de la patrie, de s'asseoir au foyer paternel; tous étaient préoccupés de l'expédition qu'on méditait; on se flattait même à Terceira d'un succès prochain et facile; car d'après les nouvelles de Lisbonne, le peuple fatigué du despotisme sanglant de D. Miguel était prêt à courir au-devant de ses libérateurs. Les faits détruisirent bientôt ces illusions. Le triomphe devait coûter bien des larmes; il fallait auparavant braver mille dangers, souffrir la faim, les maladies, arroser de sang ce sol rebelle à la liberté.

Les troupes de D. Pédro prirent en partant le nom d'*armée libératrice*; elles se montaient à sept mille cinq cents combattants, dont quinze cents étrangers. L'expédition mit à la voile le 22 juin. Le 7 juillet on vit la terre, et le soir, tout le convoi, composé de quarante-deux vaisseaux de transport, entrait dans la rade de Villa do Conde, à cinq lieues de Porto.

L'empereur et les soldats étaient impatients de savoir quelle réception les attendait. Le 8, dès la pointe du jour, le brave colonel Sà da Bandeira alla, comme parlementaire, sommer le gouverneur de la ville de déposer les armes ou de se déclarer pour la reine. On le reçut aux cris de : « Vive D. Miguel Ier, roi absolu ! » Conduit au quartier-général, le gouverneur, José Cardoso, le menaça de tirer sur lui comme sur un rebelle et un traître s'il ne s'embarquait à l'instant; il n'échappa qu'à grande peine aux fureurs du peuple excité par les moines.

Un tel accueil fut pour D. Pédro une cruelle déception. Ses espérances s'évanouirent ; il comprit que le sort des armes allait tout décider, et fit débarquer ses soldats sur la plage de Mindella. Cependant le général Cardoza, effrayé de la grande quantité de voiles dont se composait la flotte, crut prudent de ne point soutenir l'arrogance de ses paroles ; il battit en retraite, faute grave suivie de bien d'autres, et dont les pédristes profitèrent en marchant sur Porto.

L'armée qu'ils avaient à combattre s'élevait déjà, en troupes de ligne et de milices, à cinquante-cinq mille hommes, et devait bientôt être portée à quatre-vingt mille. Elle était partagée en cinq divisions. La première, sous le commandement du vicomte de Pezo da Regoa, occupait Lisbonne ; la seconde, ayant pour chef le maréchal de camp Povoas, était cantonnée à Alcobaça, et Caldas, appuyant sa gauche sur Torres-Vedras ; la troisième, aux ordres du général Augusto Pinto, occupait les places entre Torres-Vedras et Cintra, ayant sa droite et sa gauche sur ces deux villes ; la quatrième, commandée par le vicomte de Santa-Martha, forte de douze mille hommes, était cantonnée à Porto et sur les rives du Douro ; sa droite s'étendait jusqu'au port de mer de Villa do Conde ; au sud de Lisbonne, entre Almada et Setubal, se trouvait une colonne de milices ; le vicomte de Mollelos gouvernait les Algarves, qui formaient la cinquième division.

Le général Santa-Martha était dans Porto avec quatre mille hommes. A la nouvelle de la marche de l'ennemi, il passe à la hâte le Douro et se reploie sur Oliveira, abandonnant un matériel considérable, le château de Foz qui défend l'entrée du fleuve, et la belle position du couvent de la Serra qui domine la cité. L'armée libératrice entra dans cette ville sans coup férir ; les habitants la reçurent avec joie, semèrent des fleurs sur son passage, arborèrent le drapeau bleu et blanc à toutes les maisons, et illuminèrent le soir.

Pendant trois jours, on ne décida aucune opération. Le comte de Villaflor voulait que, sans perdre de temps, on marchât sur Coïmbre afin de soulever la population ; son avis ne fut point suivi.

Les miguélistes, reconnaissant alors le peu de forces auxquelles ils avaient affaire, se décident à combattre ; ils repassent le Douro à Carvoeira, et prennent position à Ponte-Fereira. L'empereur court les y attaquer, et les force à se retirer sur Penafiel ; mais cette victoire douteuse ne produisit aucun grand résultat. Les troupes rentrent à Porto, et y trouvent les habitants dans la consternation ; ils com-

menaçaient à comprendre le sort qui les attendait; ils savaient que presque toutes les forces de D. Miguel marchaient sur leur ville; se rappelant le désastre de 1828 et les sanglantes exécutions qui le suivirent, ils comptaient avec effroi le petit nombre de leurs défenseurs : famille, fortune, existences, avenir, tout était de nouveau compromis.

Une seconde affaire, celle de Souto-Redondo, où les pédristes eurent le désavantage, augmenta encore le désespoir des habitants. Cette défaite fit abandonner tout projet d'opérations offensives; on se décida à attendre le cours des événements et à fortifier Porto. Deux points étaient essentiels, indispensables à sa conservation : le petit fort de São João da Foz, à l'embouchure du Douro, distant de la ville d'une demi-lieue, et le couvent de la Serra, de l'autre côté du fleuve; l'un assurait le débarquement des secours d'hommes, de vivres, de munitions; l'autre, rendait maître du passage du Douro, et dominait la ville ainsi que plusieurs positions miguélistes; on les mit dans un tel état de défense que, malgré des attaques réitérées, les ennemis ne purent jamais s'en emparer.

D. Pédro présidait à tous les travaux, donnait l'exemple de l'activité et de la vigilance; sa présence et ses discours inspiraient la confiance aux plus timides. Les habitants reprirent courage, formèrent des corps de volontaires, et, comprenant qu'ils étaient trop compromis pour reculer, se dévouèrent sans restriction.

Déjà des dissensions régnaient parmi les généraux ennemis; jaloux les uns des autres, ils doutaient mutuellement de leurs sentiments politiques; tous leurs actes manquaient de cet ensemble indispensable pour le succès. D. Miguel, entouré d'officiers inexpérimentés, redoutant même pour sa personne les dispositions de quelques-uns d'entre eux, remettait successivement la direction de ses troupes à des hommes auxquels il n'accorda jamais une confiance entière. Ces chefs inhabiles laissèrent les pédristes s'emparer des meilleures positions et y établir une double enceinte d'ouvrages.

Devant cette ligne formidable, l'armée miguéliste présentait un front très-étendu. Elle se crut obligée pour le protéger d'élever aussi des fortifications, et se retrancha derrière une ligne de circonvallation de plusieurs lieues. Il devint dès lors impossible au général en chef de réunir promptement les troupes sur le point où elles seraient nécessaires.

Cette ligne de défense construite à grands frais se composait, con-

trairement à tous les principes de l'art, de palissades non interrompues, derrière lesquelles le soldat, se croyant en pleine sécurité, ne se garda jamais, et finit par oublier toutes les bonnes traditions de la guerre, toutes les habitudes de la discipline. Un camp retranché et quelques redoutes sur les points culminants du terrain eussent été infiniment préférables. Afin de terrifier les habitants, les batteries miguélistes eurent ordre de lancer chaque jour sur la ville des boulets, des bombes et des fusées à la congrève; cruauté inutile, qui ne frappait que des citoyens inoffensifs, tous ceux en état de porter les armes étant constamment aux postes avancés.

Le 29 septembre, les assiégeants firent une attaque; après un combat long et meurtrier, quelques-unes de leurs troupes légères parvinrent à pénétrer dans la ville; elle était prise si leurs renforts fussent arrivés à temps. Les pédristes firent des efforts inouïs pour repousser l'ennemi, et n'y réussirent qu'en éprouvant des pertes considérables. Des régiments entiers restèrent sans officiers. Les honneurs de cette journée appartinrent au 5ᵉ de chasseurs, au corps des Anglais et à celui des Français, qui eut son colonel gravement blessé. C'était le neveu du baron Hyde de Neuville, le comte Saint-Léger de Bemposta. L'empereur lui écrivit le lendemain : « Entre frères » d'armes la bourse est commune; je vous envoie la moitié de ce » que je possède, vingt livres sterling. »

Telle était en effet la position financière du chef de l'armée. Les privations, la famine se faisaient sentir; elles atteignaient le général comme le soldat. Les troupes ne recevaient chaque jour qu'une faible ration de riz et d'un poisson desséché nommé *bacalhao*; D. Pédro lui-même n'avait point d'autre ordinaire. On espérait en vain recevoir des approvisionnements. La commission de Londres avait beaucoup de peine à réchauffer le zèle des amis de la cause, qui, commençant à en désespérer, hésitaient à faire de nouveaux sacrifices : elle envoya pourtant quelques secours, mais le mauvais temps empêcha de les débarquer.

Bientôt la famine décima la population. Les femmes, les vieillards, bouches inutiles, expiraient de faim dans les rues; on en vit manger de l'herbe; les enfants périssaient sur le sein stérile de leurs mères; le choléra vint augmenter ces maux par d'effroyables ravages; cependant, sans pitié pour tant d'infortunes, les ennemis bombardaient toujours la ville. La ruine et la mort étaient partout.

On tient conseil pour décider le parti qu'il faut prendre. Le ministre de la guerre présente son rapport : « les munitions sont épuisées, l'armée est réduite d'un quart, trente mille miguélistes menacent les lignes. ». Divers projets sont proposés, tous inexécutables. Quelques conseillers timides parlent alors de retraite ; on paraît les écouter avec faveur. D. Pédro n'avait point encore émis d'opinion ; il s'écrie tout à coup : « La séance est levée : Dieu est grand ! »

Le lendemain des navires annonçaient par leurs signaux l'intention d'aborder ; le débarquement eut lieu à São João da Foz, et la ville fut ravitaillée pour quelque temps ; on reçut aussi d'Angleterre des hommes et de l'argent. La nouvelle de l'arrivée d'un chef expérimenté acheva de ranimer toutes les espérances.

(1er janvier 1833) Le baron de Solignac débarqua amenant avec lui quelques centaines de volontaires. Son nom n'était point inconnu dans la Péninsule ; il avait servi sous le duc d'Abrantès et Masséna, s'était distingué au combat de Vimeiro, où il reçut une blessure, et au siége d'Astorga après lequel il fut nommé général de division. D. Pédro lui conféra la dignité de maréchal.

A l'extrémité du péril, le duc de Bragance avait songé à tous ses défenseurs. Il appela le comte de Saldanha, qui accourut. São João da Foz était le plus beau poste, la plus honorable preuve de confiance que D. Pédro pût donner au talent militaire : Saldanha en fut nommé gouverneur.

Le maréchal Solignac s'empressa de prendre connaissance de l'état des choses, du terrain, et du matériel de l'armée ; il fit d'utiles règlements, réforma des abus, imprima une bonne direction aux troupes, compléta le système de défense de la place. Pour reconnaître les forces ennemies, il ordonna un engagement dont le résultat ne satisfit point les pédristes. Accablés de souffrances, impatients de vaincre, ils auraient préféré une grande affaire qui eût débloqué Porto. Mais le maréchal hésitait à livrer une bataille qui pouvait tout compromettre, et dont le succès ne lui semblait pas assuré.

Cependant la famine commençait de nouveau à se faire sentir, les secours étaient rares, et la petite escadre, sous les ordres du vice-amiral Sartorius, donnait de vives inquiétudes. Elle ne recevait point de solde depuis longtemps ; elle avait souffert, devant la rade de Vigo, dans un engagement avec la flotte miguéliste ; les vaisseaux étaient

dépourvus de câbles, de munitions, de vivres. A moitié nus, privés des choses les plus nécessaires, les matelots, presque tous Anglais, voulaient être payés; des murmures ils passèrent à la révolte et parlèrent de s'emparer des navires. Le désordre devint extrême, la mésintelligence se mit parmi les officiers, l'amiral donna sa démission.

On offrit alors le commandement de la flotte au capitaine Napier, de la marine anglaise, homme résolu et entreprenant s'il en fut. Il accepta, à la condition que l'on ferait droit aux justes réclamations des marins; puis déterminé à chercher partout et à combattre l'escadre miguéliste, il prit soin, avant de quitter l'Angleterre, de ménager à sa famille une petite fortune dans le cas où il succomberait dans son entreprise : il se fit assurer pour la somme de dix mille livres sterling.

Le capitaine Napier, promu par D. Pédro au grade de vice-amiral, arriva à Porto avec un plan concerté entre lui, le chevalier Mendizabal et le marquis de Palmella, auquel on avait retiré son portefeuille pour le charger de négociations importantes. Il s'agissait d'opérer une diversion dans les Algarves, de soulever la population, et de marcher hardiment sur la capitale; mais pour exécuter ce projet, il fallait diminuer de deux mille cinq cents hommes la garnison déjà si faible de la place. Un conseil fut assemblé, on y appela vingt généraux, ministres ou conseillers d'État : la discussion porta sur quatre questions :

1. Devait-on embarquer des troupes, forcer l'entrée du Tage et faire une attaque directe contre la capitale?

2. Devait-on embarquer trois mille hommes et les jeter, par petites divisions, sur différents points du royaume?

3. Valait-il mieux diriger l'attaque sur un seul point, les Algarves?

4. Enfin, réunissant toutes les forces, fallait-il attaquer de front les lignes ennemies, les percer, propager l'insurrection et marcher sur Lisbonne?

Le maréchal Solignac fut de ce dernier avis, et le soutint par des raisons auxquelles son expérience militaire donnait infiniment de poids; il dit qu'il se mettrait à la tête des troupes agissantes, laissant au choix de l'empereur de l'accompagner ou de rester dans Porto, pour assurer sa défense. Le général Saldanha pensa au contraire, d'après la connaissance qu'il avait du pays et de ses habitants, que la tentative sur les Algarves était la seule qui présentât des chances de

succès. Son opinion prévalut, et le comte de Villaflor fut aussitôt désigné pour commander l'expédition.

Le baron de Solignac offrit alors sa démission que l'empereur accepta. Bien peu de temps la bonne harmonie avait régné entre le maréchal et les ministres jaloux de son pouvoir ; l'un d'eux, Agostinho José Freire avait même fait semblant de concevoir des soupçons sur sa fidélité, afin d'inspirer de la défiance à D. Pédro ; séduit par ce ministre, le secrétaire particulier du maréchal livra sa correspondance. On n'y découvrit rien que d'honorable pour le baron de Solignac ; mais cette odieuse action lui déplut vivement. Entouré d'intrigues, privé de la confiance du duc de Bragance, quand il vit son opinion rejetée, il crut que l'honneur ne lui permettait plus de rester. Il engagea tous les Français à ne point quitter le service, laissa ses propres aides de camp, et partit n'emmenant que son fils.

La mauvaise impression produite par ce brusque départ fut bientôt effacée par l'espérance de voir réussir un projet que l'on préparait avec activité. L'expédition se composait de deux mille six cent soixante-douze fantassins et de vingt lanciers. Son chef, le comte de Villaflor, fut créé duc de Terceira. Le marquis de Palmella, également élevé à la dignité de duc, s'embarqua avec la division, muni de pleins pouvoirs pour organiser le service public dans les provinces qui se soumettraient ; Napier planta son pavillon d'amiral sur le vaisseau *a Rainha*, et prit le commandement de l'escadre qui mit à la voile le 19 juin 1833.

(5 juillet) Après ce départ, les miguélistes croyant Porto sans défense, l'attaquèrent. Le général Saldanha, qui avait été nommé chef de l'état-major impérial, et chargé en conséquence de toutes les opérations, opposa une défense énergique. Il repoussa l'ennemi sur tous les points, mais la victoire lui coûta des larmes : le jeune D. Fernando d'Almeida, son neveu, fut tué à ses côtés. Les Français éprouvèrent aussi une perte douloureuse : le colonel Duvergier reçut, en chargeant à leur tête, une blessure qui devint mortelle. Le major Saavedra alla en prévenir l'empereur alors dans une batterie, dont il pointait lui-même les pièces : « Allez dire au général Duvergier, répondit » D. Pédro, que je lui envoie mes félicitations sur la conduite brillante qu'il vient de tenir et sur le nouveau grade que je lui confère » au nom de la reine. »

Cette tentative, encore infructueuse, des assiégeants, jeta le dé-

couragement parmi eux; les soldats n'étaient point payés et manquaient pour la plupart de souliers et de chemises; car les finances de D. Miguel, comme toutes les autres branches de l'administration, étaient fort en désordre. Le commerce était nul, les douanes produisaient peu, les impôts se percevaient difficilement. Le gouvernement eut d'abord recours aux dons volontaires, puis décréta des emprunts forcés; tous les propriétaires furent taxés selon leur fortune. Mais ces moyens violents ne fournissant que des ressources momentanées, et la guerre traînant en longueur, D. Miguel jugea nécessaire d'appeler à son service un général d'une haute réputation.

Le maréchal Bourmont débarqua le 10 juillet à Villa do Conde, accompagné de plusieurs officiers français, portant la cocarde blanche. Parmi eux étaient le baron Clouet, MM. de Larochejacquelin, de Ferriet, Brassaget, Tanneguy-Duchâtel, le comte d'Almer. Tous soutinrent avec courage une cause qu'ils croyaient la leur; plusieurs, en la défendant, trouvèrent une mort glorieuse selon leur foi politique et religieuse.

Le nouveau général miguéliste, sentant la nécessité de relever par un succès éclatant le moral des troupes, médita une attaque vigoureuse sur Porto dont il voulait à tout prix s'emparer; mais avant, pour isoler cette ville de ses communications avec la mer, il ordonna de mettre en état de défense les différents points de la côte qui pouvaient servir de lieu de débarquement. A sa grande surprise, il ne trouva dans le fort qui défendait l'entrée du port de Villa do Conde qu'une seule pièce de canon montée. Le relâchement général, l'insubordination qui régnait dans le service public, firent naître dans son esprit de tristes réflexions; prévoyant les nombreuses difficultés qu'il aurait à vaincre, il commença à douter du succès de ses desseins.

(15 juillet) Déjà un des plus beaux faits d'armes maritimes des temps modernes venait de rendre la mission du maréchal Bourmont presque désespérée. Le vice-amiral Napier, après avoir débarqué sans opposition, sur les côtes des Algarves, les troupes pédristes, avait couru chercher l'escadre ennemie, qu'il rencontra dans les eaux de Lagos, à la pointe du cap Saint-Vincent. Bien qu'inférieur en forces, il n'hésita point à l'attaquer, et, par de hardies manœuvres, s'en rendit maître après un combat acharné; lui, troisième, était monté à l'abordage du plus gros vaisseau et y avait planté de ses mains le drapeau

[illegible] reine. Les résultats de cette victoire furent immenses. La mer devint libre ; Porto put facilement recevoir des secours ; le port de Lisbonne se trouva à découvert.

D. Pédro, reconnaissant, éleva Napier au grade d'amiral de Portugal et le nomma vicomte du cap Saint-Vincent. Quelques détracteurs ont prétendu que l'escadre miguéliste, vendue d'avance, ne se défendit que faiblement ; ses pertes constatées s'élevèrent cependant à trois cents hommes tués ou blessés. Un simulacre de combat n'eût point été aussi sanglant. Voici, du reste, ce que répond l'amiral Napier dans un ouvrage qu'il a publié récemment :

« Oui, la flotte miguéliste a été achetée, mais avec la même
» monnaie que Nelson, aussi au cap Saint-Vincent, acheta la flotte
» espagnole, savoir : la poudre anglaise, le boulet de canon anglais,
» et l'acier anglais manié par les mains d'officiers et de marins anglais. »

Un succès non moins inouï couronna peu après les armes du duc de Terceira. A peine débarqué à Lagos, il se met en marche, pénètre audacieusement à travers les Algarves et l'Alentejo, que le vicomte de Mollelos devait défendre avec six mille hommes. Par des marches pénibles, il trompe le général miguéliste qui va l'attendre à Béja, laissant libre le chemin de la capitale. Le duc gagne deux jours sur lui, et court à Setubal ; il y bat, dans la journée du 21 juillet, la division du brigadier Freitas, et le 23 apparaît, comme par enchantement, à Cacilhas, vis-à-vis Lisbonne, de l'autre côté du Tage.

Le maréchal de camp Tellès Jordão y avait été envoyé à la hâte avec quelques régiments pour s'opposer au passage du fleuve. Le duc sent tout le prix du temps ; il donne l'ordre d'attaque, met pied à terre, et charge à la tête de son infanterie. Dans cette occasion critique, la prudence du général fit place au courage du soldat. En deux heures tout fut fini. Tellès Jordão était tué et ses troupes dispersées. L'obscurité de la nuit ajoutait à la confusion ; officiers et soldats, se précipitant en foule sur des bateaux surchargés, trouvaient dans les flots la mort qu'ils voulaient fuir.

Le fils de Jordão entre éperdu à Lisbonne, suivi d'une troupe de fuyards qui communiquent leur épouvante ; grossissant le danger, ils disent les provinces envahies, et triplent les forces pédristes. Le duc de Cadaval commandait dans la capitale en l'absence de D. Miguel, qui s'était rendu à son armée devant Porto ; il assemble un conseil ; on y décide que la ville sera immédiatement évacuée, que

l'arsenal considérable qu'elle contient sera abandonné, et que les troupes de la garnison, au nombre de sept mille hommes, marcheront dans la direction de Coïmbre.

Le lendemain, à la pointe du jour, le duc de Terceira était inquiet d'une victoire devenue périlleuse sans l'appui de l'escadre qu'il avait fait prévenir de ses opérations, mais que les vents contraires empêchaient de forcer l'entrée du Tage. Devant lui était un large fleuve à traverser et des forces imposantes sans doute sur la rive; derrière lui, le général Mollelos, qui, ayant reconnu sa faute, s'avançait en toute hâte. Sentant tout le danger de sa position, le duc jetait sur Lisbonne des regards abattus, lorsqu'il aperçut tout à coup les tours du château Saint-Georges surmontées du drapeau bleu et blanc. Il ne veut pas en croire ses yeux; il craint un piége, mais une députation des plus honorables habitants vient l'assurer d'un triomphe aussi inespéré qu'éclatant. Il entre donc en vainqueur dans la capitale, le 24 juillet, à la tête de quinze cents fantassins et de seize lanciers; nombre qui, par une bizarrerie singulière, se trouvait être exactement le même que celui des Francais, lorsque, commandés par Junot, ils s'emparèrent de la ville.

Le premier soin du duc de Terceira fut d'ouvrir les prisons. L'espoir, depuis longtemps, était éteint dans le cœur des malheureux détenus; plusieurs succombèrent à l'émotion d'une aussi brusque délivrance; tous demandèrent des armes, bien peu furent en état de s'en servir. La privation du jour pendant cinq ans, l'humidité des cachots, la faim, des tortures de tous les genres, avaient affaibli leurs facultés morales et détruit leur santé. Le duc vint au-devant de ces infortunés, qui voulaient embrasser ses genoux, toucher au moins ses vêtements; il rentra dans son palais porté par une multitude reconnaissante qui bénissait son nom et celui de D. Pédro.

La nouvelle de la prise de l'escadre était bien vite parvenue à Porto, mais D. Miguel et le maréchal Bourmont la tinrent secrète. Il devenait urgent de rassurer l'armée et le parti, qui commençaient à trembler. On fit aussitôt des dispositions pour tenter une affaire décisive afin d'emporter la place, qui ne contenait que huit mille combattants.

Cette bataille se donna le 25 juillet. L'attaque et la défense étaient également désespérées. La ville devait être livrée au pillage. Les miguélistes, au nombre de trente-cinq mille, se précipitèrent avec une

incroyable fureur sur les retranchements; toutes leurs troupes donnèrent inutilement à trois reprises différentes. D. Pédro et Saldanha se couvrirent de gloire dans cette journée; à la fois généraux et soldats, on les vit partout, au plus fort du danger, prodiguant leur vie, donner des ordres avec un imperturbable sang-froid. Ils furent aussi admirablement secondés. Le dévouement des troupes fut sublime et la population tout entière courut aux armes. Femmes, enfants, vieillards, allaient, sous le feu, retirer les blessés, porter des cartouches aux combattants; plusieurs devinrent victimes de leur courage. Une jeune fille a le bras fracassé par une balle; on lui en fait l'amputation; au moment de la plus vive douleur, elle s'écrie avec enthousiasme : « Vive la reine! Vive la charte! »

Le lendemain une proclamation du régent annonçait son départ pour Lisbonne et félicitait les habitants et l'armée de leur belle résistance; elle commençait ainsi : « Bourmont fut vainqueur à Alger : » il commandait à des hommes libres; chef d'esclaves, il devait » échouer devant ces lignes. »

SUITE DU RÈGNE DE MARIE II.

(DE 1833 A 1834.)

A peine arrivé dans la capitale, l'empereur alla rendre grâce à Dieu de triomphes aussi inespérés; puis il descendit dans le caveau de la famille royale de Bragance, contempla le tombeau de son père, le baisa pieusement et s'agenouilla. Mais tout à coup en proie à d'amers souvenirs, il s'éloigne, laissant déposés sur le marbre ces mots tracés au crayon :

« *Hum filho te assassinou :*
» *Outro filho te vingara* [1]. »

Les soins multipliés du gouvernement détournèrent D. Pédro de ses sombres pensées. Il fit reconnaître les positions qui entourent la ville, et donna l'ordre de les fortifier; il organisa des bataillons fixes et mobiles; tout individu âgé de dix-huit à cinquante ans dut en faire partie. L'État fournit des armes et des vivres, les citoyens s'habillèrent eux-mêmes.

Ces mesures étaient prudentes. D. Miguel et son lieutenant s'avançaient avec une grande partie des forces qu'ils avaient devant Porto. Le spectacle de ces troupes offrait un singulier contraste avec l'attitude toute militaire et la belle discipline de l'armée libératrice. Les fantassins, misérablement vêtus, n'avaient que leurs armes en

[1] Un fils t'a assassiné,
Un fils te vengera.

parfait état; les officiers, ne voulant pas marcher, avaient presque tous des ânes pour montures; la cavalerie était mieux tenue, mais les chevaux paraissaient souffrir; une nombreuse artillerie de campagne mal attelée venait la dernière, mêlée à une quantité de femmes, d'enfants, d'ânes, de mules, de chevaux, de charrettes, chargés d'une infinité de bagages qui embarrassaient la marche. Ce fut en vain qu'à Coïmbre on donna des ordres sévères pour détruire ces abus, on ne put les extirper tant ils étaient enracinés.

Ces masses ainsi ordonnées vinrent mettre le siége devant la capitale. Le maréchal Bourmont avait promis de réparer l'échec de Porto. Le 5 septembre il donna un assaut, qui échoua complétement. D. Miguel ne put cacher son déplaisir. Le maréchal offrit sa démission, qui fut acceptée aussitôt; il voulut cependant que ses trois fils demeurassent au service, et se retira seul, ayant, comme baucoup d'autres généraux étrangers, compromis sa réputation militaire en Portugal.

Le général anglais Macdonald lui succéda dans le commandement, sans être plus heureux que lui. Sauf un succès assez marqué qu'ils remportèrent à Alcacer do Sal, les miguélistes n'éprouvèrent plus que des revers.

(22 septembre) La promesse faite par D. Pédro à Paris, le jour de son départ, devait se réaliser. La jeune reine, accompagnée de la duchesse de Bragance, se rendit à Lisbonne, où elle reçut les honneurs royaux. Son père, en posant la couronne sur sa tête, montra la grandeur de son caractère, indignement calomnié par ses ennemis, qui prétendaient que le nom de sa fille voilait la coupable ambition de s'emparer lui-même du trône.

L'empereur voulut que la maison royale fût gouvernée comme l'État devait l'être, avec économie; il ne dédaigna pas de descendre aux plus minutieuses investigations, et réforma sans faiblesse les abus scandaleux qui rendaient incroyable le chiffre des dépenses d'entretien de la maison de ses ancêtres. Il prétendait que l'unique somme payée par Jean VI pour le luminaire de ses palais devait suffire à tous les autres frais. Le projet de loi qu'il présenta aux chambres ne demandait que dix-huit cent mille francs pour la liste civile. Sobre, ennemi du faste et des fausses grandeurs, toutes ses actions étaient simples, empreintes de l'amour du bien public. Aussi a-t-on vu depuis la reine, inspirée par de si nobles exemples, offrir ses diamants pour les besoins du pays, et, respectant les misères du peuple, se pro-

mener dans une voiture modeste n'ayant pour toute escorte que deux piqueurs.

Le duc de Terceira et le comte de Saldanha, récemment élevés à la dignité de maréchal, voulurent acquérir de nouveaux droits à une si haute faveur. Le 10 octobre, ils attaquèrent les ennemis, et, les chassant de leurs lignes, les contraigirent à chercher un refuge dans la ville de Santarem. L'armée libératrice les y assiégea, et, à son tour, leur fit éprouver une partie des maux qu'elle avait endurés.

La négligence des autorités occasionna une peste dans la ville. Les exhalaisons fétides venant des fosses où l'on jetait les cadavres que l'on n'avait pas le temps d'enterrer, la faim, la mauvaise nourriture, les fatigues du corps, la préoccupation des esprits, donnèrent à cette épidémie une violence que l'art ne put arrêter. L'infante, D. Maria d'Assumpção, y succomba. Elle avait rejoint son frère, D. Miguel, qui avait établi sa triste cour à Santarem.

D. Carlos d'Espagne et toute sa famille s'y trouvaient également. Ce prince, ne voulant pas reconnaître le décret par lequel son frère, Ferdinand VII, avait aboli la loi salique importée en Espagne par Philippe V, avait reçu l'ordre de quitter le royaume et était venu se réfugier auprès de D. Miguel, suivi de quelques soldats dévoués à sa fortune.

Bientôt la position des assiégés devint tellement déplorable qu'ils tentèrent un coup désespéré. Le général Lemos, qui déjà avait succédé à Macdonald, avait conçu un plan habile; il consistait à opérer un grand déploiement de troupes sur un vaste terrain, à diriger une fausse attaque sur les ponts d'Asseca et de Selleiros afin d'y appeler toutes les forces pédristes, d'aller au pas de course les prendre en arrière, gagner la route de Lisbonne, et profitant de la confusion que devait faire naître une alerte aussi imprévue, tenter de s'emparer de la ville où des intelligences existaient. Si ce projet eût réussi, tout était remis en question; mais Saldanha commandait l'armée de la reine; il pénétra les desseins de Lemos, et couvrit la capitale. Les connaissances militaires qu'il déploya dans cette journée lui font le plus grand honneur (18 février 1834)[1].

Les miguélistes rentrèrent pêle-mêle dans Santarem, et peu s'en

[1] Voir aux *fac simile* le bulletin que le maréchal Saldanha écrivit au duc de Bragance, le soir même de cette bataille.

fallût que la place ne fût prise ce jour-là. Ce succès ne se fit point attendre. Le duc de Terceira était allé à Porto prendre le commandement de quelques troupes qui tenaient en respect une division ennemie, commandée par un Français, le comte d'Almer; toujours heureux, il força les soldats de D. Miguel à battre en retraite; mais avant de se retirer, ils incendièrent les magasins de Villa-Nova. Les vins de Porto, les riches eaux-de-vie de Madère, formant de larges ruisseaux dans les rues, allèrent se jeter dans les eaux du Douro, qui scintillaient de flammes bleuâtres. Le feu dévora en un instant la fortune d'une grande quantité de familles.

Le duc de Terceira continua sa marche sur Coïmbre, poussant devant lui tous les corps isolés qu'il rencontrait. Il les trouva agglomérés et couronnant les hauteurs d'Asseiceira. Sans hésiter un instant, il les attaque et les défait, ayant ainsi l'honneur d'avoir porté le premier et le dernier coup à l'usurpation.

Après cette journée, les miguélistes ne combattirent plus; réfugiés à Santarem, croyant impossible la défense de la ville attaquée à la fois de deux côtés, ils l'évacuèrent en toute hâte, et, repassant le Tage, cherchèrent un dernier salut vers les frontières d'Espagne, du côté de la place forte d'Elvas qui leur appartenait encore. Leur espoir fut déçu. Six mille Espagnols, aux ordres du général Rodill, leur barrèrent le passage.

Ferdinand VII venait de mourir, et sa jeune fille, Isabelle, avait été proclamée; la reine-mère, nommée régente, s'était empressée de conclure avec la France, l'Angleterre et le gouvernement de D. Maria II, un pacte de défense mutuelle, qui porte le nom de traité de la quadruple alliance. D. Carlos menaçait les frontières d'Espagne, et de nombreux déserteurs, qui allaient le joindre, servaient dans l'armée de D. Miguel : le cabinet de Madrid s'était cru suffisamment autorisé à faire entrer une division en Portugal pour en expulser le prétendant.

Les maréchaux Terceira et Saldanha, chacun de leur côté, poursuivirent avec vigueur l'armée fugitive qui, acculée dans Évora, fut entourée de toutes parts. D. Miguel et D. Carlos y étaient aussi enfermés; les désertions avaient affaibli et démoralisé leurs troupes; les chefs demandèrent à parlementer.

D. Pédro, pour épargner le sang, pour éteindre les dissensions, étouffa de trop justes ressentiments. Une convention fut signée

(26 mai 1834)[1]. L'empereur pardonna à son frère et aux perfides conseillers qui, pour la ruine de leur pays, l'avaient engagé à oublier l'honneur et ses serments. L'armée, renfermée dans Évora, mit bas les armes ; D. Miguel s'embarqua à Sines et alla descendre à Gênes.

D. Carlos se rendit à bord du vaisseau anglais, *le Donegal*, qui fit voile pour l'Angleterre. Un mois après, il devait, à l'étonnement de l'Europe, mettre à exécution la tentative hardie dont il serait téméraire de prédire l'issue. Froid, grave, opiniâtre dans ses desseins, digne dans son maintien et son langage, avare de paroles inutiles, ce prince doit plaire aux Castillans ; sa piété un peu empreinte de fanatisme lui concilie le clergé, qui, bien qu'on en dise, exerce encore dans la Péninsule un pouvoir immense.

Le peuple de Lisbonne n'accueillit point avec faveur la convention d'Évora. Cruellement malheureux sous l'usurpation, tous avaient des vengeances à exercer. D. Pédro empêcha les réactions : c'est le plus beau de ses titres. Peu de jours après l'amnistie, il se rendit au théâtre San Carlos ; lorsqu'il parut, des murmures s'élevèrent du parterre ; quelques voix osèrent prononcer le mot de traître ! Le duc de Bragance en fut profondément ému ; il se retourna vers le commandeur d'Almeida, son chambellan, et lui montrant un mouchoir teint d'un sang qu'il venait de vomir, lui dit avec amertume : « Voilà donc ma récompense !.... »

Depuis lors la santé du régent donna de vives inquiétudes. Les privations qu'il s'était imposées à Porto comme un simple soldat, ses fatigues, ses perpétuelles anxiétés, l'énergie extraordinaire qu'il déployait depuis trois ans, avaient affaibli, épuisé son organisation robuste. Prévoyant une fin prochaine, il se hâta de rendre encore des services à la patrie. Il assembla les chambres, et proposa diverses lois urgentes ; entre autres celle destinée à consolider sa dynastie et le repos du royaume, par le mariage de la reine avec le jeune duc de Leuchtemberg, qui lui-même, hélas ! devait bientôt le suivre au tombeau ; il publia un code de commerce rédigé par le savant Ferreira Borges, et donna les ordres pour coordonner toutes les lois, souvent contradictoires, qui régissent le Portugal et rendent la justice si lente, si incertaine.

L'empereur n'oublia ni les compagnons d'armes, mutilés et cou-

[1] Voir aux Pièces justificatives, n° 7.

verts de blessures, qui l'avaient si glorieusement secondé, ni les agents diplomatiques qui aussi avaient utilement servi l'État dans les cours étrangères; tous reçurent le prix de leur dévouement : il créa pour eux une nouvelle noblesse.

Le 17 septembre, sentant augmenter son affaiblissement, le duc de Bragance envoya du château de Quélus, où il résidait, un message aux chambres pour leur exprimer son désir de céder la régence; les chambres s'empressèrent de reconnaître majeure D. Maria II, qui prit aussitôt la direction des affaires.

D. Pédro se montra véritablement grand à son lit de mort. Il appela les principaux personnages du royaume, les remercia de leurs services, leur recommanda sa fille, bien jeune encore, et les supplia d'étouffer quelques germes de dissensions qui déjà se manifestaient parmi eux; il donna ensuite à la reine des conseils salutaires sur l'art de gouverner qu'il avait si bien pratiqué les dernières années de sa vie. Un acte lui restait encore à accomplir : ses adieux à l'armée; il fit venir un soldat du 5e de chasseurs, dont il était colonel, le pressa dans ses bras, et lui dit : « Va rendre ces embrassements à tes braves » camarades; qu'ils sachent qu'à l'heure de ma mort je ne les ai » point oubliés. » Puis il reçut le viatique, et expira avec la résignation d'un chrétien et d'un héros (24 septembre 1834).

Sa perte fut un malheur public. L'armée pleura un chef qu'elle idolâtrait, le peuple regretta un prince ami de la justice, les constitutionnels celui qui, dans les deux mondes, avait créé des institutions libres, les miguélistes un généreux protecteur. Les nations étrangères, appréciant l'habileté avec laquelle il avait surmonté les immenses difficultés de son entreprise, sa prudence dans le conseil, son courage dans les combats, sa modération après le triomphe, la loyauté avec laquelle il déposa sur le front de sa fille une couronne pure et intacte, reconnurent que la gloire seule avait dirigé ses actions. La postérité, pesant toutes les vertus de D. Pédro, lui conservera sans doute le titre de *Grand* que lui a décerné la reconnaissance de ses anciens sujets.

Ici se termine la tâche que nous voulions accomplir. Nous avons parcouru, dans ce rapide essai, un espace de huit siècles, que la nature même des événements divise en trois périodes, représentées chacune par une dynastie royale.

Le Portugal se constitue sous les *Henriques*, s'élève au plus haut degré de puissance et de gloire sous les princes de la maison d'*Avis*, puis s'efface un instant de la liste des États pour reparaître faible, désarmé, languissant, sous le gouvernement de la famille de *Bragance*.

Pour conserver et maintenir le royaume fondé par les vainqueurs d'Ourique, les premiers souverains avaient à combattre les Espagnols, ennemis de leur nationalité; les Maures, ennemis de leur culte; les papes, ennemis de leur autorité. Ils triomphèrent de ceux-ci par une fermeté persévérante et respectueuse; les autres furent terrassés par les victoires de Tariffe et d'Aljibarote.

Dès ces temps antiques, un noble esprit d'indépendance animait les enfants de la Lusitanie. Le glorieux Henriquez n'exerça le pouvoir souverain qu'après avoir juré d'observer les lois fondamentales décrétées par les cortès de Lamégo. Ce premier pacte, passé en Europe entre le peuple et la royauté, resta jusqu'à nos jours la base du droit politique en Portugal.

Le royaume s'éclaire en même temps qu'il s'affermit. Les premiers poëtes viennent après les premiers vainqueurs, et Denys reçoit le surnom de *père des muses* quand les États voisins sont encore plongés dans les ténèbres de la barbarie.

La consolidation était à peine achevée que déjà commencèrent les conquêtes. Le fils de Jean I[er], Henri-le-Navigateur, étudiant sans

relâche l'art de construire les navires et celui de les diriger, apprit à connaître les astres, créa des pilotes, des matelots, des soldats, et fit passer dans la nation cet amour des grandes entreprises, cette indifférence pour le danger, cette fermeté à toute épreuve, qui devaient plus tard se retrouver dans les compagnons de Vasco de Gama.

Pendant la durée de la dynastie d'Avis, l'Asie devint la conquête du Portugal; Albuquerque, d'Almeida, Jean de Castro, étonnèrent le monde par leurs exploits. Lisbonne fut le centre du commerce universel, et les prospérités d'Emmanuel allèrent au delà de toutes les prévisions.

Enfin, pour couronner dignement cette incroyable période de puissance, parut le Camoëns. La place du poëte était providentiellement désignée d'avance. Dieu avait marqué dans le temps le moment précis de son apparition : un peu plus tôt, il n'aurait pu chanter tous les triomphes de sa patrie; un peu plus tard, il eût fallu qu'il pleurât sur ses désastres.

Le zèle religieux renversa d'un seul coup l'œuvre de tant de grands hommes. Un prince courageux, mais aveuglé par le fanatisme, monte sur le trône; il veut exterminer les infidèles, passe en Afrique, succombe, et sa défaite jette le sceptre aux mains impuissantes d'un vieux cardinal, qui meurt sans avoir eu seulement le courage de choisir son successeur.

Usurpateurs d'une couronne qu'ils pressentaient devoir leur échapper, les Philippe, par un odieux système de vengeance et de jalousie, traitent leurs nouveaux sujets en esclaves, s'attachent à épuiser les ressources du royaume. Ses soldats, ils les lui enlèvent; sa noblesse, ils la dispersent; ses richesses, ils les dissipent. Puis, lorsqu'ils ont enfin abusé de tout, leurs victimes se lèvent, renversent leur pouvoir, proclament Jean IV. La nationalité est reconquise.

Mais le pays régénéré ne devait plus éprouver que des malheurs. Trop faible pour résister seul à l'Espagne, il se mit sous la protection des Anglais, qui devinrent aussitôt ses maîtres. Les colonies furent envahies, et pour comble de maux on trouva de l'or au Brésil. Ce signe de convention devenu vulgaire, représenta moins de choses, perdit sa valeur primitive; et le Portugal, sans crédit, sans influence, dévoré de besoins, ressembla à ce monarque insensé, dont parle la fable, qui avait obtenu des dieux la triste faveur de convertir en or tous les objets qu'avait touchés sa main.

En vain Pombal, se roidissant contre la fortune, voulut arrêter la décadence ; en vain il s'efforça de combattre l'ascendant de l'Angleterre, de rendre au commerce son activité, au trône son indépendance. De sa main puissante, il pouvait bien retirer des concessions imprudentes, signer des traités inutiles, dissoudre la compagnie de Jésus, adoucir les fureurs de l'inquisition, relever Lisbonne engloutie, mais non se garantir lui-même d'une disgrâce et se donner pour successeur un homme capable de continuer son ouvrage.

Nous avons vu Marie Ire détruire tous les résultats du règne de son père, et Jean VI, effrayé par la révolution française, abandonner ses États à l'approche des soldats de l'empire, qui se jetaient sur le Portugal pour frapper l'Angleterre. Quatre invasions, des troubles intérieurs, l'émancipation du Brésil, et enfin le despotisme de D. Miguel, achevèrent d'épuiser la patrie.

D. Pédro est mort sans avoir eu le temps d'exécuter les projets qu'il avait médités. Il a placé de sa main la couronne sur la tête de la légitime souveraine ; l'usurpation n'est plus à craindre, mais tout le reste est encore à faire aujourd'hui. Le sol, naturellement riche, attend des bras laborieux pour produire ; les colonies coûtent plus qu'elles ne rapportent ; les lois sont sans vigueur, l'industrie anéantie, les finances en désordre, les villes sans communications, la liberté trop souvent mal comprise.

Tant qu'une nation n'est point subjuguée par les étrangers, elle peut sortir de ses ruines et se rétablir : tout n'est donc pas fini pour le Portugal ; il est encore des moyens, sinon de lui rendre sa splendeur passée, au moins de lui restituer le rang que lui assigne, en Europe, la possession d'un littoral étendu.

Qu'on enlève à l'Angleterre son influence exclusive en encourageant l'industrie ; qu'on appelle, s'il le faut, des étrangers pour former les nationaux à la science de l'administration ; que surtout la clémence et la paix effacent les traces de trop longues dissensions, et la Lusitanie pourra retrouver d'heureux jours sous le gouvernement tutélaire d'une jeune reine à qui son père a légué de si nobles exemples.

FAC SIMILE

ET

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Fac-Simile
dela Régente Isabe

Pensado a decor-a
dem esperava, jul
go [illegible] que o João
Carlos, exercer o
seu parecer

Fac
du Duc

27 Septembre 1828

My

18 son ...

M.r le Comte

Principal le

au Dep.t des Obj.s Sci.

... ...

remettre à Votre

jointe, d'une lettre,

Empereur du Bresil,

de Son Auguste

Portugal à Sa Majesté

Maitre, et je prie

me procurer une

pour que je puisse

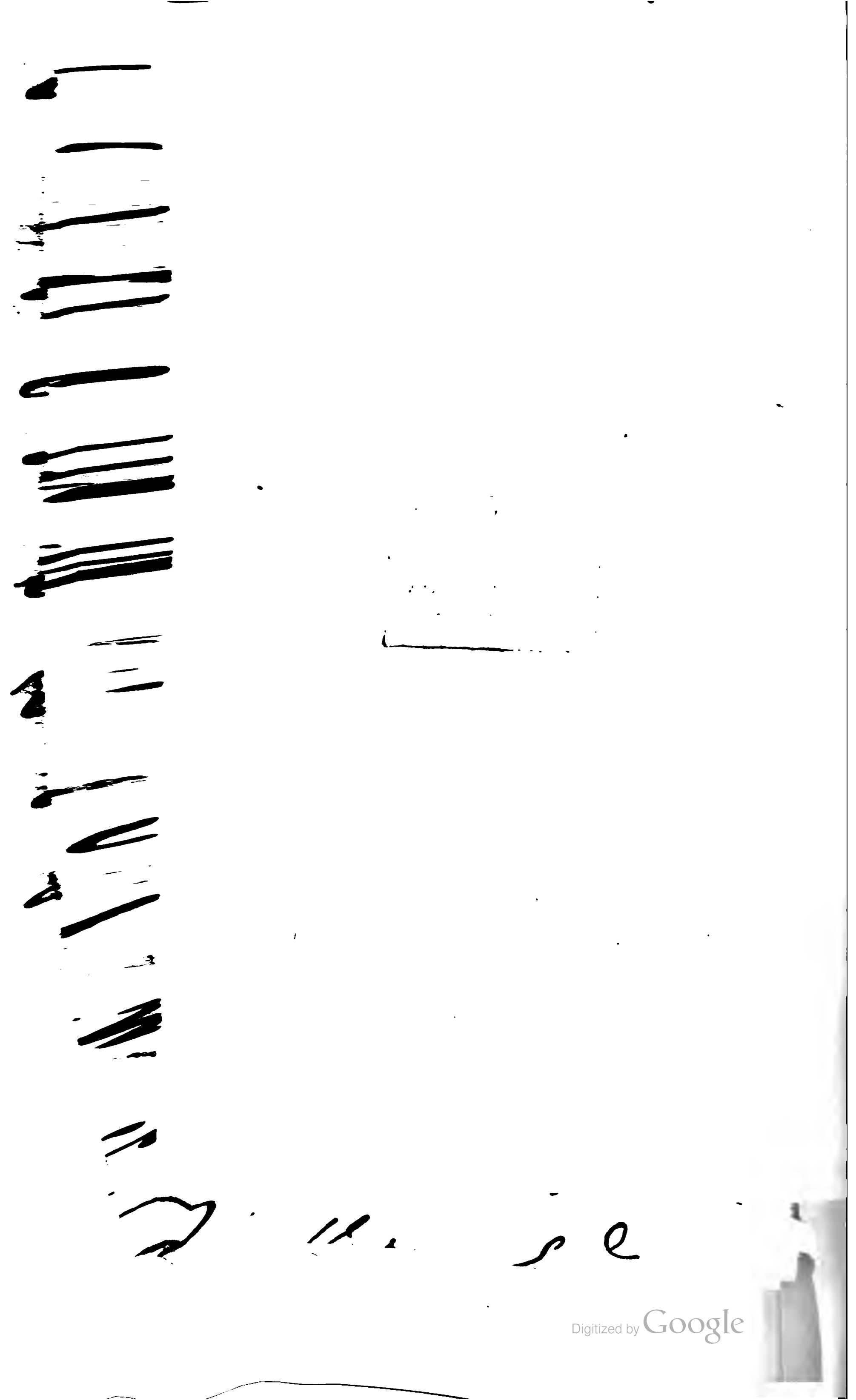
presenter la dite

honneur d'être

considération My Lord

[illegible]

Almi Saldanha



du Maréchal

As guerrilhas formadas
em frente ao Arcal. do Sacal,
a romperem ante Manin, foram
As [illegible] o ataque em differen=
tes pequenos inimigos valentes
de la [illegible] Esquerda. As [illegible]
da [illegible] [illegible]
Direita Porte de Sta Maria á
[illegible] com a minha [illegible]
[illegible] So atenderes [illegible]
tanto não acabasse [illegible]
o [illegible] lhe a passagem.
[illegible] Brigada de [illegible]
migos se estavão forma
do [illegible] reserva, [illegible]
[illegible] [illegible]
[illegible] os actos Bandeiras que
fizeras [illegible] q. V. M. exigir

D. G. M.

Almor Saldanha

Fac-Simile
Dona Maria II.

Lisboa 24 de Julho de 1836

Marqueza Ja hade saber d'aqueda da Marqueza não lhe quiz escrever mais cedo porque não queria dar-lhe a noticia mas lhe a dar uma nova faço o agora para lhe remetter huma carta de seu Esposo e dizer lhe que o Marquez não tem perigo nenhum. Adeus Marqueza

Sua afeiçoada
Maria

Para a Marqueza de Saldanha, em Cintra.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I.

Traité secret entre S. M. l'empereur des Français et S. M. catholique le roi d'Espagne.

Napoléon, par la grâce de Dieu, etc., etc., ayant lu et examiné le traité conclu et signé à Fontainebleau, le 27 octobre, par le général de division Michel Duroc, grand maréchal de notre palais, etc., en vertu des pleins pouvoirs que nous lui avons donnés à cet effet, avec D. Eugène Izquierdo de Ribera Y Lezaun, conseiller d'État honoraire de S. M. le roi d'Espagne, muni également de pleins pouvoirs de son souverain, lequel traité est conçu ainsi qu'il suit :

S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, etc., etc., et S. M. catholique le roi d'Espagne, désirant, de leur plein mouvement, régler les intérêts des deux États et déterminer la condition future du Portugal d'une manière conforme à la politique des deux nations, ont nommé pour leurs ministres plénipotentiaires, savoir : S. M. l'empereur des Français, le général de division Michel Duroc, grand maréchal du palais, etc., etc., et S. M. catholique le roi d'Espagne, D. Eugène Izquierdo de Ribera Y Lezaun, son conseiller d'État honoraire, etc.; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE Ier. Les provinces Entre-Minho-e-Douro, avec la ville d'Oporto, seront données en toute propriété et souveraineté à S. M. le roi d'Étrurie, sous le titre de roi de la Lusitanie septentrionale.

ART. II. Le royaume d'Alentejo et le royaume des Algarves,

seront donnés en toute propriété et souveraineté au prince de la Paix, pour en jouir sous le titre de prince des Algarves.

Art. III. Les provinces de Beira, Tras-os-Montes, et l'Estramadure portugaise, resteront en dépôt jusqu'à la paix générale, où il en sera disposé conformément aux circonstances, et de la manière qui sera alors déterminée par les hautes parties contractantes.

Art. IV. Le royaume de la Lusitanie septentrionale sera possédé par les descendants héréditaires de S. M. le roi d'Étrurie, conformément aux lois de succession adoptées par la famille régnante de S. M. le roi d'Espagne.

Art. V. La principauté des Algarves sera héréditaire dans la descendance du prince de la Paix, conformément aux lois de succession adoptées par la famille régnante de S. M. le roi d'Espagne.

Art. VI. A défaut de descendant ou d'héritier légitime du roi de la Lusitanie septentrionale ou du prince des Algarves, ces pays seront donnés par forme d'investiture à S. M. le roi d'Espagne, à la condition qu'ils ne seront jamais réunis sur une tête, ni réunis à la couronne d'Espagne.

Art. VII. Le royaume de la Lusitanie septentrionale et la principauté des Algarves reconnaissent aussi comme protecteur S. M. catholique le roi d'Espagne, et les souverains de ce pays ne pourront, dans aucun cas, faire la guerre ou la paix sans son consentement.

Art. VIII. Dans le cas où les provinces de Beira, Tras-os-Montes et l'Estramadure portugaise, tenues sous le séquestre, seraient à la paix générale rendues à la maison de Bragance en échange de Gibraltar, la Trinité et d'autres colonies que les Anglais ont conquises sur les Espagnols et leurs alliés, le nouveau souverain de ces provinces serait tenu envers S. M. le roi d'Espagne, aux mêmes obligations qui liaient vis-à-vis d'elle le roi de la Lusitanie septentrionale et le prince des Algarves.

Art. IX. S. M. le roi d'Étrurie cède en toute propriété et souveraineté le royaume d'Étrurie à S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie.

Art. X. Lorsque l'occupation définitive des provinces de Portugal aura été effectuée, les princes respectifs qui en seront mis en possession, nommeront conjointement des commissaires pour fixer les limites convenables.

Art. XI. S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, garantit à

S. M. catholique le roi d'Espagne la possession de ses États sur le continent de l'Europe, au midi des Pyrénées.

ART. XII. S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, consent à reconnaître S. M. catholique le roi d'Espagne, comme empereur des deux Amériques, à l'époque qui aura été déterminée par S. M. catholique pour prendre ce titre, laquelle aura lieu à la paix générale, ou au plus tard dans trois ans.

ART. XIII. Il est entendu entre les deux hautes parties contractantes qu'elles se partageront également les îles, colonies et autres possessions maritimes du Portugal.

ART. XIV. Le présent traité sera tenu secret. Il sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Madrid vingt jours au plus tard après la date de la signature.

Fait à Fontainebleau, le 27 octobre 1807.

DUROC, E. IZQUIERDO.

Plus bas est écrit :

Nous avons approuvé et approuvons par ces présentes le traité qui précède, et tous et chacun des articles qui y sont contenus. Nous déclarons qu'il est accepté, ratifié et confirmé, et promettons qu'il sera inviolablement observé.

En foi de quoi nous avons signé de notre propre main les présentes, après y avoir fait apposer notre sceau impérial.

A Fontainebleau, le 29 octobre 1807.

NAPOLÉON.

Le ministre des relations extérieures, CHAMPAGNY.

Le ministre secrétaire d'État, H.-B. MARET.

Convention secrète conclue à Fontainebleau entre S. M. l'empereur des Français et S. M. C. le roi d'Espagne, par laquelle les deux hautes parties contractantes règlent ce qui a rapport à l'occupation du Portugal.

Napoléon, par la grâce de Dieu, etc., etc., ayant vu et examiné la convention conclue, arrêtée et signée à Fontainebleau, le 27 octobre 1807, par le général de division Michel Duroc, etc., etc., d'une part, et de l'autre, par D. Eugène Izquierdo, etc., laquelle convention est de la teneur suivante :

S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, etc., et S. M. catholique le roi d'Espagne, désirant régler les bases d'un arrangement relatif à l'occupation et à la conquête du Portugal, en conséquence des stipulations du traité, signé aujourd'hui, ont nommé, etc., lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

Article I[er]. Un corps de vingt-cinq mille hommes d'infanterie et trois mille de cavalerie des troupes de S. M. I. entrera en Espagne pour se rendre directement à Lisbonne; il sera joint par un corps de huit mille hommes d'infanterie espagnole et trois mille de cavalerie, avec trente pièces d'artillerie.

Art. II. En même temps, une division de dix mille hommes de troupes espagnoles prendra possession de la province d'Entre-Minho-e-Douro, et de la ville d'Oporto, et une autre division de six mille hommes de troupes espagnoles prendra possession de l'Alentejo et du royaume des Algarves.

Art. III. Les troupes françaises seront nourries et entretenues par l'Espagne, et leur solde sera fournie par la France pendant le temps de leur marche à travers l'Espagne.

Art. IV. Dès l'instant où les troupes combinées auront effectué leur entrée en Portugal, le gouvernement et l'administration des provinces de Beira, Tras-os-Montes et de l'Estramadure portugaise (qui doivent rester en état de séquestre), seront mis à la disposition du général commandant les troupes françaises, et les contributions qui en proviendront seront levées au profit de la France. Les provinces qui doivent former le royaume de la Lusitanie septentrionale et la

principauté des Algarves seront administrées et gouvernées par les divisions espagnoles qui en prendront possession, et les contributions y seront levées au profit de l'Espagne.

ART. V. Le corps central sera sous les ordres du commandant des troupes françaises, auquel pareillement les troupes espagnoles attachées à cette armée seront tenues d'obéir. Néanmoins, dans le cas où le roi d'Espagne ou bien le prince de la Paix jugeraient convenable de joindre ce corps, les troupes françaises, ainsi que le général qui les commandera, seront soumis à leurs ordres.

ART. VI. Un autre corps de quarante mille hommes de troupes françaises, sera réuni à Bayonne, le 20 novembre prochain au plus tard, pour être prêt à entrer en Espagne, à l'effet de se rendre en Portugal dans le cas où les Anglais y enverraient des renforts ou le menaceraient d'une attaque. Néanmoins, ce nouveau corps n'entrera en Espagne que lorsque les deux hautes parties contractantes auront été mutuellement d'accord sur ce point.

ART. VII. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées en même temps que celles du traité de ce jour.

Fait à Fontainebleau, le 27 octobre 1807.

DUROC, E. IZQUIERDO.

Nous avons approuvé et approuvons par ces présentes, etc., etc., comme dessus.

NAPOLÉON.

CHAMPAGNY, H.-B. MARET.

II.

Instructions expédiées de Paris le 2 novembre 1807 au général Junot, par le ministre de la guerre Clarke.

L'empereur veut que je vous ordonne que du moment où la tête de vos troupes sera arrivée à Salamanque, vous y portiez votre quartier-général, afin d'être à même de tenir correspondance avec son ambassadeur à Madrid et avec les ministres de Portugal.

L'empereur suppose que du 1er au 15 novembre votre armée sera arrivée à Ciudad-Rodrigo. Il faut donc que du 20 au 30 novembre, vous puissiez vous mettre en marche sur Lisbonne, et que, quelque chose que fasse le prince régent, soit qu'il déclare ou non la guerre à l'Angleterre, les troupes françaises aillent toujours à Lisbonne. Vous devez écouter toutes les propositions qui vous seraient faites, mais ne rien signer.

L'empereur veut que ses troupes arrivent le plus tôt possible à Lisbonne pour y séquestrer toutes les marchandises anglaises. S. M. désire également que les troupes y arrivent comme amies, afin de se saisir de la flotte portugaise. L'empereur a ordonné au ministre de la marine d'envoyer à votre quartier-général un certain nombre de marins qui vous seront utiles pour la police du port de Lisbonne. On doit présumer que le gouvernement portugais prendra un des deux partis dont je vais parler :

1° Ou il fera marcher son armée à l'approche des troupes françaises, et se mettra en défense, alors tout devient du ressort militaire. Trois mille Espagnols de cavalerie et huit mille d'infanterie se réuniront à votre corps d'armée, qui se trouvera alors porté à un effectif de trente-cinq mille hommes. Deux divisions espagnoles, l'une de dix et l'autre de six mille hommes, doivent marcher, l'une sur Oporto, et l'autre sur les Algarves. Quant à vous, général, l'empereur veut que vous marchiez droit à Lisbonne.

2° Ou le gouvernement portugais prendra le parti de se soumettre, déclarera la guerre à l'Angleterre, enverra au-devant de l'armée fran-

çaise pour négocier avec vous. En ce cas, général, voici ce que vous devez répondre : « J'ai ordre de mon souverain de marcher droit sur » Lisbonne, sans m'arrêter un seul jour. Ma mission est de fermer ce » grand port aux Anglais. Je devrais vous attaquer de vive force, » mais il répugne au grand cœur de l'empereur Napoléon, et au » caractère français, de répandre le sang. Si vous ne tenez pas vos » troupes réunies, si vous les mettez dans un lieu où elles ne causent » aucune inquiétude, si vous nous recevez comme auxiliaires jusqu'à » ce que les négociations entamées à Paris soient terminées, j'ai » ordre d'y consentir, etc.»

Il se peut, général, que par de semblables moyens, vous arriviez à Lisbonne comme auxiliaires. On pourra calculer à Paris, à *deux jours près*, le jour de votre arrivée à Lisbonne ; et vingt-quatre heures après un courrier partirait pour vous porter les résolutions définitives de l'empereur. On doit regarder comme certain, d'après ce que l'on peut attendre des sentiments que le Portugal a manifestés, que ce courrier vous porterait l'annonce que les propositions de ce pays n'ont pu être acceptées, et que le pays doit être traité en ennemi. Huit ou dix vaisseaux, les chantiers qui tomberaient dans nos mains seraient d'un immense avantage. Tous vos discours, général, doivent donc se tourner vers l'accomplissement de ce grand projet. Votre dévouement pour l'empereur, le zèle que je suis sûr que vous mettrez à exécuter les ordres que je vous transmets de sa part, me portent à croire que ce projet réussira, parce qu'il n'est pas probable que le Portugal oppose de la résistance. On croit encore moins ici que le prince de Portugal veuille aller au Brésil.

L'intention de l'empereur, général, est que vous ne vous éloigniez aucunement de la ligne directe, et que vous n'alliez ni à Madrid, ni dans aucun autre endroit qui s'écarterait de cette ligne.

Dès l'instant que le premier corps de vos troupes sera arrivé à Ciudad-Rodrigo, l'empereur veut que vous y soyez vous-même. L'opération importante dont Votre Excellence est chargée, aura réellement réussi, si par votre prudence et vos discours vous parvenez à vous rendre maître de l'escadre portugaise. Vous ne négligerez donc rien pour tirer parti du choix que l'empereur a fait de vous pour donner à entendre que vous êtes envoyé pour concilier. Au surplus, tout discours sera bon pourvu que vous vous empariez de l'escadre.

S. M. l'empereur vient de m'écrire de sa main que, dans aucun

cas vous ne deviez signer aucune convention avec les Portugais.

Agréez, général, l'assurance de ma considération distinguée.

Le ministre de la guerre,

CLARKE.

III.

Copie de la lettre écrite par le général Junot à sa femme, le lendemain de son arrivée à Lisbonne [1].

Oui, je l'ai écrit à l'empereur... Qui n'a pas vu le soldat français dans la route que nous venons de faire ne l'a pas vu dans l'exercice de son glorieux courage. Je suis encore ému au souvenir des dangers qu'ils ont eus à affronter. La mort envoyée par une balle, c'est la chance du soldat; mais la trouver au fond d'un précipice, dans un torrent, sur le bord d'un chemin, égaré dans un désert, et poignardé pendant son sommeil, voilà comment la mort est odieuse et à redouter pour un soldat, et voilà comment les miens l'ont affrontée.

Tu ne connais le Portugal que par les beaux ombrages de Cintra et les solitudes fleuries de l'Estramadure. Tu ne sais pas qu'il existe dans le nord des déserts aussi sauvages que les steppes de la Pologne : ce sont des montagnes escarpées, arides, pendant l'espace de plusieurs lieues, ou plutôt entièrement inhabitées; des rochers nus et hérissés, encaissant des torrents terribles sans ponts, et sans moyens de les passer; aucune route même fantasquement tracée par le muletier comme en Estramadure, excepté cependant quelques mauvais sentiers formés par les pâtres, durant l'été. Tu te rappelles la Venta d'Almaraz? Eh bien! c'est un jardin anglais comparé à ce que nous venons de traverser! aucune ville, aucun village; quelques masures éparses sur un sol ingrat et inondé par les pluies terribles que tu connais; enfin, le Haut-Beira, que j'ai été forcé de faire passer à mon armée, est un désert aussi affreux que l'a été pour nous le désert entre le Caire et Saint-Jean-d'Acre. Il existe même une difficulté plus difficile à combattre, c'est le peu d'habitants qui se laissent apercevoir : ils sont féroces, nous détestent, et je devais les redouter d'autant plus que, dans une profonde misère, ils devaient être à la fois inhospitaliers et bandits.

Je ne me trompais pas. La nature a donné au Portugal de telles

[1] Extrait des *Mémoires de la duchesse d'Abrantès.*

positions dans cette partie de ses frontières, *que mille hommes armés de simples fusils défendraient le Portugal, dans ces défilés terribles, contre une armée du double de la mienne*. Il fallait user d'une grande circonspection pour ne donner à ces habitants aucun motif de s'insurger, et en même temps agir avec une célérité peu commune pour arriver dans un pays plus ouvert avant que le cabinet de Lisbonne, dont je connaissais la lenteur, se déterminât à se défendre. *J'ai su dupuis, en effet, que D. Rodrigue de Souza avait ouvert cet avis dans le conseil du prince du Brésil; c'était le seul parti qu'ils avaient à prendre, et celui-là du moins dénotait du cœur et une résolution généreuse.*

C'est surtout après notre départ de Salamanque, que nous eûmes horriblement à souffrir. Mes soldats se sont nourris de glands pendant toute une journée, tandis que la neige glaçait et pénétrait leurs vêtements. Il semblait que la nature s'unît avec les hommes pour accabler ces malheureux.

A mesure que nous avancions dans ce pays désolé, les ressources devenaient de plus en plus rares, et bientôt elles cessèrent entièrement. Les assassinats se multiplièrent d'une manière effrayante. Ce fut alors qu'il devint presque impossible aux chefs subalternes de contenir les soldats. Les assassinats, joints à la disette, aux souffrances de toute nature, achevèrent de les exaspérer. Ils n'écoutèrent plus ni la voix ni le frein; et une fois passé Ciudad-Rodrigo, il y eut une sorte de débordement dans les troupes que l'on ne put réprimer qu'avec peine.

Dans les circonstances où je me suis trouvé, l'énergie de mon caractère devait doubler, ou bien j'étais perdu. Quant au général de Laborde, il faudrait dire de lui qu'il a bien mérité de la patrie. C'est un héros!

Tu sais combien je veux ce que je veux, et dans quelles dispositions je suis parti pour cette expédition que l'empereur m'a pour ainsi dire contraint d'accepter, et contraint avec son amitié, car son autorité eût été insuffisante. Je savais en partant de Paris que nous allions à Lisbonne, et cette marque de confiance de l'empereur m'engageait encore davantage à bien faire ma besogne. Mais comment parvenir à un but, lorsque la trahison, la mauvaise foi sont nos auxiliaires? Non-seulement toute la route de Bayonne à Alcantara fut hérissée de difficultés provoquées par les autorités du pays; mais arrivé à Alcan-

tara où je devais trouver des vivres, des troupes, des munitions..... du repos enfin, je ne vis autour de moi qu'un pays désolé, aride, dépourvu de tout..... Nulle ressource, aucunes provisions..... et des bataillons espagnols incomplets, animés du plus mauvais esprit, et plutôt disposés à nous combattre qu'à nous servir..... Oh! combien j'ai souffert dans la cruelle journée qui suivit cette découverte! car nous étions trahis!..... nous l'étions..... et nous l'étions par ma faute... J'avais été assez simple dans ma loyauté pour me fier à la parole d'un privado [1], d'un homme qui devait son élévation à une cause honteuse..... Cet homme ne pouvait que se jouer d'une parole donnée sur le pommeau de l'épée comme d'un serment juré sur la croix du Sauveur...... Dans l'espace de quelques heures, ma pauvre Laure, ton ami a plus souffert que dans le cours de sa vie déjà si aventureuse. Il y eut des instants où d'horribles pensées me traversèrent l'esprit... Et puis je pensais à tout ce qui m'aimait, à toi,... à mes enfants, et pourtant, te le dirai-je...., une pensée dominante dans ces heures d'angoisse prévalait sur toutes les autres, c'était la destinée de tant d'hommes qui m'était confiée. Je leur devais compte de ma vie..... Que seraient-ils devenus sans moi?... Il fallait prendre un parti sans doute, mais ce n'était pas celui de mourir..... Je crois qu'un lâche l'aurait fait.

JUNOT.

[1] Le prince de la Paix.

IV.

Décret du prince régent de Portugal, par lequel il déclare son intention de transporter sa cour au Brésil, et institue un conseil de régence pour gouverner pendant son absence.

Après avoir inutilement fait tous mes efforts pour conserver la neutralité à l'avantage de mes vassaux fidèles et chéris; après avoir fait, pour obtenir ce but, le sacrifice de tous mes trésors, m'être même porté, au grand préjudice de mes sujets, à fermer mes ports à mon ancien et loyal allié le roi de la Grande-Bretagne, je vois s'avancer vers l'intérieur de mes États les troupes de S. M. l'empereur des Français, dont le territoire ne m'étant pas contigu, je croyais être à l'abri de toute attaque de sa part. Ces troupes se dirigent sur ma capitale. Considérant l'inutilité d'une défense, et voulant éviter une effusion de sang sans probabilité d'aucun résultat utile, et présumant que mes fidèles vassaux souffriront moins dans ces circonstances si je m'absente de ce royaume, je me suis déterminé, pour leur avantage, à passer avec la reine et toute ma famille dans mes États d'Amérique, et à m'établir dans la ville de Rio-de-Janeiro jusqu'à la paix générale. Considérant qu'il est de mon devoir, comme de l'intérêt de mes sujets, de laisser à ce pays un gouvernement qui veille à leur bien-être, j'ai nommé pour gouverneurs du royaume, tant que durera mon absence, mon bien-aimé cousin le marquis d'Abrantès, le lieutenant général de mes armées, François da Cunha de Ménéses; le principal Castro, de mon conseil, qui sera chef de la justice; Pédro de Mello Brayner, de mon conseil, qui sera président du trésor royal; D. Francisco de Noronha, lieutenant général de mes armées, qui sera président du tribunal des ordres et de la conscience. Dans le cas où l'un des susnommés viendrait à manquer, il sera remplacé par le grand veneur du royaume, que j'ai nommé gouverneur du sénat de Lisbonne. Le conseil sera assisté par le comte de Sampayo et par le procureur de la couronne Jean-Antoine Salter de Mendonça, que je nomme secrétaires. L'un des deux secrétaires venant à manquer, sera remplacé par D. Miguel Pereira Forjaz. D'après la con-

fiance que j'ai en eux tous, je tiens pour certain qu'ils rempliront leur devoir avec exactitude, qu'ils administreront la justice avec impartialité, qu'ils distribueront les récompenses et les châtiments suivant les mérites de chacun, et que mes peuples seront gouvernés d'une manière qui décharge ma conscience.

Les gouverneurs le tiendront pour dit. Ils se conformeront au présent décret, ainsi qu'aux instructions qui y seront jointes; et ils feront les participations nécessaires aux autorités compétentes.

Donné au palais de Notre-Dame-d'Ajuda, le 26 novembre 1807.

LE PRINCE.

Instructions auxquelles se rapporte le décret royal du 26 novembre 1807.

Les gouverneurs du royaume, nommés par mon décret de ce jour, prêteront le serment d'usage entre les mains du cardinal patriarche.

Ils maintiendront la rigoureuse observance des lois du royaume.

Ils garderont aux nationaux tous les priviléges qui leur ont été accordés par moi et mes ancêtres.

Ils décideront, à la pluralité des voix, les questions qui leur seront soumises par les tribunaux respectifs.

Ils pourvoiront aux emplois d'administration et de finances et aux offices de justice, dans la forme pratiquée par moi jusqu'à ce jour.

Ils défendront les personnes et les biens de mes fidèles sujets.

Ils feront choix pour les emplois militaires de personnes dont ils connaîtront les bons services.

Ils auront soin de conserver, autant que possible, la paix dans le pays; que les troupes de l'empereur des Français aient de bons logements; qu'elles soient pourvues de tout ce qui leur sera nécessaire pendant leur séjour dans ce royaume; qu'il ne leur soit fait aucune insulte, et ce sous les peines les plus rigoureuses, conservant toujours la bonne harmonie qui doit exister entre nous et les armées de nations avec lesquelles nous nous trouvons unis sur le continent.

En cas de vacance par mort ou autrement d'une des charges de gouverneurs du royaume, il sera pourvu au remplacement à la pluralité des voix. Je me confie en leurs sentiments d'honneur et de vertu. J'espère que mes peuples ne souffriront pas de mon absence; et que, revenant bientôt parmi eux avec la permission de Dieu, je les trouverai contents, satisfaits et animés du même esprit qui les rend si dignes de mes soins paternels.

Donné au palais de Notre-Dame-d'Ajuda, le 26 novembre 1807.

LE PRINCE.

V.

Convention entre les armées française et anglaise pour l'évacuation du Portugal.

Les généraux en chef des armées anglaise et française en Portugal, ayant déterminé, conformément aux dispositions de la suspension d'armes du 22 août, de négocier et conclure un traité d'évacuation de ce royaume par l'armée française, ont fait choix pour traiter en leur nom, savoir : M. le duc d'Abrantès, général en chef de l'armée française, de M. le général de division Kellermann; sir Hew Dalrymple, général en chef de l'armée anglaise, de M. le colonel Murray, quartier-maître général, auxquels ils ont donné pouvoir de, pour eux et en leur nom, négocier et conclure, sous leur ratification réciproque et celle de M. l'amiral commandant la flotte britannique à l'entrée du Tage, une convention définitive à cet effet.

Lesquels, général et colonel, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles ci-après :

Article premier. Les places et forts occupés par l'armée française dans le royaume de Portugal, seront remis à l'armée anglaise dans l'état où ils se trouveront au moment de la signature de la présente convention.

Art. II. L'armée française se retirera avec armes et bagages ; elle ne sera point prisonnière de guerre, et, rendue en France, elle sera libre de combattre.

Art. III. Le gouvernement anglais lui fournira des transports, pour être embarquée et conduite dans un des ports de l'ouest, entre Rochefort et Lorient inclusivement.

Art. IV. L'armée française emportera toute l'artillerie du calibre français attelée, et les caissons garnis de soixante coups par pièce. Toute autre artillerie, armes ou munitions de guerre, ainsi que les arsenaux de terre et de mer, seront remis à l'armée anglaise, dans l'état où ils se trouveront au moment de la ratification.

Art. V. L'armée francaise emportera tout son matériel et tout ce qui s'appelle propriété d'armée, c'est-à-dire son trésor, ses caissons

d'équipage et d'ambulance. On vendra à son profit tout ce que le général en chef ne jugera pas à propos d'embarquer. Il en sera de même des particuliers qui auront toute liberté de disposer de leurs propriétés quelconques comme bon leur semblera, avec toute sûreté par la suite pour les acquéreurs.

Art. VI. La cavalerie embarquera ses chevaux, ainsi que les officiers généraux et autres de tout rang. Mais, attendu que les moyens de transports de ce genre à la disposition des commandants anglais sont très-limités, il pourra en être frété additionnellement dans le port de Lisbonne. Le nombre de chevaux de troupes à embarquer n'excèdera pas six cents, celui des chevaux d'état-major ou d'officiers n'excèdera pas deux cents. Il sera, d'ailleurs, accordé à l'armée toute facilité pour disposer des chevaux qui ne seraient pas embarqués.

Art. VII. Pour la facilité de l'embarquement, il aura lieu en trois divisions, dont la dernière sera particulièrement composée de garnisons des places, de la cavalerie, de l'artillerie, des malades, des équipages. La première division s'embarquera dans sept jours à dater de l'échange des ratifications, et même plus tôt si faire se peut.

Art. VIII. Les garnisons d'Elvas et ses forts, de Peniche et Palmella, seront embarquées à Lisbonne; celle d'Almeida, à Oporto, ou au port le plus voisin. Elles seront accompagnées, dans leur marche, par des commissaires anglais, chargés d'assurer leurs vivres, leurs logements, etc., etc.

Art. IX. Tous les malades et les blessés qui ne pourront pas être embarqués avec l'armée seront confiés à l'armée anglaise, et, pendant leur séjour dans ce pays, soignés aux frais du gouvernement anglais, sous la condition que ses dépenses lui seront remboursées à l'évacuation finale. Ils seront successivement renvoyés en France par convois de cent cinquante à deux cents hommes, et il sera laissé un nombre suffisant de médecins et de chirurgiens français pour les soigner.

Art. X. Du moment que les transports auront débarqué les troupes dans les ports de France convenus, ou dans tous autres ports de France où le mauvais temps les forcerait de relâcher et d'aborder, il leur sera accordé toutes les facilités pour retourner en Angleterre, sans délai, sans pouvoir être inquiétés par aucun bâtiment de guerre dans leur retour.

Art. XI. L'armée française se concentrera à Lisbonne, et dans un rayon de deux lieues environ de circonférence de cette capitale.

L'armée anglaise pourra en approcher à trois lieues de manière qu'il y ait une lieue d'intervalle entre les deux armées.

Art. XII. Les forts Saint-Julien, Bugio, et Cascaës, seront occupés par les troupes anglaises après l'échange des ratifications. La ville de Lisbonne, le château, les forts et batteries, jusqu'au Lazareth ou Trafaria, d'une part, et jusqu'au fort Saint-Joseph, de l'autre, inclusivement; le port, ainsi que tous les bâtiments armés de tout genre qui s'y trouveront, avec leurs gréements et munitions, seront remis à l'embarquement de la seconde division.

La remise des forts d'Elvas, Almeida, Peniche, Palmella, aura lieu dès que les garnisons en seront relevées par les troupes anglaises. En attendant, M. le général en chef de l'armée anglaise les préviendra, ainsi que les troupes quelconques qui sont en leur présence, de cette convention, afin d'arrêter toutes hostilités ultérieures.

Art. XIII. Il sera nommé de part et d'autre des commissaires pour régler et arrêter tous les détails d'exécution.

Art. XIV. S'il y avait quelque article douteux, il serait expliqué en faveur de l'armée française.

Art. XV. A dater de la ratification de la présente convention, tous arrérages de contributions, réquisitions ou prétentions du gouvernement français, par suite de l'occupation de ce royaume le 1er décembre 1807, sur des sujets du Portugal, ou tous autres individus y résidant, qui n'ont point été acquittés, ne seront point perçus, et tout séquestre apposé sur leurs propriétés mobiliaires et immobiliaires sera levé, et la libre disposition remise aux propriétaires.

Art. XVI. Tous les sujets français, ou des puissances amies et alliées de la France, domiciliées dans le royaume de Portugal, ou s'y trouvant occasionnellement, seront protégés, leurs propriétés de toute nature, mobiliaires et immobiliaires, respectées. Il leur sera libre de suivre l'armée française, ou de continuer de rester en Portugal; et, dans l'un et l'autre cas, leursdites propriétés leur seront garanties, avec la faculté de les conserver ou de les vendre, et d'en faire passer le produit en France ou dans tel lieu qu'ils auront choisi pour leur domicile, et ce, dans le délai d'un an. Bien entendu que les bâtiments marchands sont exceptés de cette disposition, mais seulement quant à leur sortie du port, et que les stipulations ci-dessus ne pourront pas servir de prétexte à des spéculations commerciales.

Art. XVII. Nul Portugais ne pourra être recherché pour la con-



duite politique qu'il aura tenue pendant l'occupation du Portugal par l'armée française; et tous ceux qui ont continué à exercer des emplois, ou qui en auront reçu du gouvernement français, sont mis sous la sauvegarde spéciale de l'armée anglaise, qui s'engage à ce qu'il ne leur soit porté le moindre préjudice, par qui que ce soit, dans leurs personnes ou dans leurs biens, ces individus n'ayant pu se dispenser d'obéir aux ordres du gouvernement français.

Art. XVIII. Les troupes espagnoles détenues à bord de vaisseaux en rade seront emmenées en France, ou remises à M. le général en chef de l'armée anglaise, à son choix, lequel, dans ce dernier cas, s'engagera à obtenir des Espagnols la remise en liberté de tous Français, civils ou militaires, détenus en Espagne sans avoir été pris dans les combats ou par suite de combats, mais en conséquence des événements du 29 mai dernier et jours suivants.

Art. XIX. Les prisonniers de tout grade, faits par les deux armées depuis l'ouverture des hostilités, seront échangés de suite.

Art. XX. Il sera fourni des otages de grade inférieur de la part des armées anglaises de terre et de mer, et de la part des armées françaises pour la garantie réciproque de cette convention. Celui de l'armée de terre anglaise sera rendu après l'exécution des articles qui la regardent; celui de l'armée navale, après le débarquement total des troupes dans les ports de France. Il en sera de même pour l'armée française.

Art. XXI. Le général en chef de l'armée française aura la faculté d'envoyer un officier en France pour y porter une expédition du traité. L'escadre anglaise lui fournira un aviso ou autre bâtiment léger pour le débarquer à Rochefort ou à Bordeaux.

Art. XXII. M. l'amiral anglais sera invité de fournir des vaisseaux de guerre ou frégates pour le transport de son Excellence le général en chef de l'armée française, des officiers généraux supérieurs et des premières autorités de l'armée.

Fait et arrêté double entre nous soussignés, munis de pouvoirs.

A Lisbonne, le 30 août 1808.

Le général de division,
Kellermann.
Georges Murray,
Quartier-maître général.

Ratifié les articles ci-dessus de la convention.

Cintra, le 31 août 1808.

HEW DALRYMPLE,

Commandant en chef les forces anglaises en Portugal.

VI.

Traité conclu, le 29 août 1825, entre S. M. I. et S. M. T. F., relatif à la reconnaissance de l'empereur du Brésil.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa majesté très-fidèle, ayant toujours présent à sa pensée royale le plus vif désir de rétablir la paix, l'amitié et la bonne intelligence entre deux nations que les liens les plus sacrés devraient unir dans une alliance perpétuelle, afin d'accomplir ce but important, d'augmenter la prospérité générale, et d'assurer l'existence politique et les destinées futures du Portugal, aussi bien que celles du Brésil, et désirant écarter tout obstacle qui pourrait empêcher ladite alliance entre les deux États, reconnaît, par son diplôme du 13 mai 1825, au Brésil, le titre d'empire indépendant et séparé du royaume de Portugal et d'Algarve, et son bien-aimé et estimé fils, D. Pédro, comme empereur, cédant et transférant de sa pleine et libre volonté la souveraineté du susdit empire à son fils et à ses successeurs légitimes, se réservant seulement le même titre ; et les deux augustes souverains, agréant la médiation de sa majesté britannique pour décider toutes questions préliminaires, relativement à la séparation des deux États, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa majesté impériale, le très-illustre et excellent Luiz José de Carvalho e Mello, conseiller d'État, dignitaire de l'ordre impérial de la croix du Sud, commandeur des ordres du Christ et de la Conception, et ministre secrétaire d'État pour les affaires étrangères ; le très-illustre et très-excellent baron do Santo-Amaro, grand de l'empire, dignitaire de l'ordre impérial de la croix du Sud, etc. ; et aussi le très-illustre et très-excellent Francisco Villela-Barbosa, conseiller d'État, ministre de la marine, grand'croix de l'ordre impérial de la croix du Sud, etc. ;

Sa majesté très-fidèle, le très-honorable et très-excellent sir Charles Stuart, conseiller privé de sa majesté britannique, grand'croix des ordres de la Tour et de l'Épée et du Bain ;

Lesquels plénipotentiaires, ayant présenté et échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus, conformément aux principes posés dans le préambule, de faire le traité suivant :

ARTICLE Ier. Sa majesté très-fidèle reconnaît que le Brésil tient le rang d'empire indépendant et séparé du royaume de Portugal et d'Algarve ; elle reconnaît son bien-aimé et estimé fils, D. Pédro, comme empereur, cédant et transférant de sa libre volonté la souveraineté du susdit empire à son fils et à ses successeurs légitimes, sa majesté très-fidèle ne s'en réservant que le titre et pour sa propre personne.

ART. II. Sa majesté impériale, comme témoignage de respect et d'affection pour son auguste père et seigneur, D. Jean VI, consent que sa majesté très-fidèle prenne dans sa propre personne le titre d'empereur.

ART. III. Sa majesté impériale promet de ne pas agréer les offres que pourraient faire d'autres colonies portugaises de se réunir au Brésil.

ART. IV. Dorénavant, il y aura paix et alliance et parfaite amitié entre l'empire du Brésil et les royaumes de Portugal et d'Algarve, et oubli total de toutes les dissensions qui ont existé entre les deux nations.

ART. V. Les sujets des deux nations, Brésiliens et Portugais, seront traités dans les États respectifs comme ceux des nations les plus amies et les plus favorisées, et leurs droits et biens seront protégés religieusement : il est toujours bien entendu que les propriétaires de biens-fonds seront maintenus dans la possession paisible de leurs biens.

ART. VI. Tous biens, soit meubles, soit immeubles, confisqués ou séquestrés, et appartenant aux sujets des deux souverains du Brésil ou du Portugal, seront restitués aux propriétaires avec leurs arrérages, déduction faite des dépenses de l'administration, ou les propriétaires seront autrement indemnisés, conformément au mode établi dans l'art. VIII.

ART. VII. Tous les navires et cargaisons capturés seront restitués, ou les propriétaires seront indemnisés de la même manière.

ART. VIII. Une commission nommée par les deux gouvernements et composée d'un nombre égal de Brésiliens et de Portugais, sera chargée d'examiner les affaires dont traitent les art. VI et VII ; mais il est toujours entendu que les réclamations doivent être faites dans

l'espace d'un an après la formation de la commission, et que, dans le cas d'une diversité d'opinion et d'une égalité de voix, le représentant du souverain médiateur en décidera : les gouvernements statueront sur les fonds qui serviront à payer les indemnités réclamées.

Art. IX. Toutes créances publiques entre les deux gouvernements seront réciproquement reçues et décidées, soit par la voie de restitution de l'objet réclamé, soit moyennant une indemnité pour la valeur entière, et pour faire justice à ces réclamations, les deux hautes parties contractantes conviendront de faire une convention directe et spéciale.

Art. X. Dorénavant, les relations civiles des nations brésilienne et portugaise seront rétablies en payant réciproquement un droit de quinze pour cent, comme droit provisoire de consommation; les droits de réexportation et ceux sur le transport de la cargaison d'un navire resteront toujours comme ils étaient avant la séparation.

Art. XI. L'échange réciproque de la ratification du traité sera fait dans la ville de Lisbonne, dans l'espace de cinq mois, ou moins si cela est possible, à compter de la date de la signature du traité actuel.

En témoignage de quoi, nous, les soussignés plénipotentiaires de sa majesté impériale et de sa majesté très-fidèle, en vertu de nos pleins pouvoirs respectifs, signons le présent traité et y apposons le sceau de nos armes.

Signé: Charles Stuart ; Luiz José de Carvalho e Mello, baron de Santo-Amaro ; Francisco Villela-Barbosa.

VII.

Convention d'Évora.

Sa majesté impériale, le seigneur D. Pédro, duc de Bragance, régent au nom de la reine dona Maria segunda, mue par le désir de terminer au plus tôt l'effusion du sang portugais et de pacifier le royaume, accorde, au nom de la reine, aux forces réunies dans Évora et sur les autres parties de la monarchie, comme aussi à tous les individus qui se soumettront à l'obéissance de la reine, ce qui suit:

ARTICLE Ier. Amnistie générale est accordée pour tous les délits politiques commis depuis le jour du 21 juillet 1826. Pour ces amnistiés demeurera suspendue l'exécution du décret du 31 août 1833, jusqu'à ce que les cortès délibèrent sur son objet. Les amnistiés rentreront dans la possession de leurs biens, mais ne pourront les obtenir qu'après décision des cortès. L'amnistie ne comprend pas la restitution aux emplois ecclésiastiques, politiques et civils, ni les traitements de la couronne, les ordres, les commanderies ou les pensions; elle ne comprend point les délits particuliers, et n'exempte point de la responsabilité au préjudice des tiers.

ART. II. Tous les amnistiés, quels qu'ils soient, nationaux ou étrangers, pourront sortir librement du Portugal, et disposer de leurs biens, en tant qu'ils ne sont pas sujets aux restrictions de l'article qui précède, et ils donneront leur parole de ne jamais prendre parti, de quelque manière que ce soit, dans les affaires politiques de ces royaumes.

ART. III. Les officiers militaires amnistiés conserveront leurs postes légitimement accordés, et le gouvernement s'oblige à leur subsistance dans la proportion de leurs grades.

ART. IV. Il en sera de même pour les employés ecclésiastiques et civils, selon qu'ils s'en seront rendus dignes par leurs services et leur mérite.

ART. V. On assure au seigneur D. Miguel la pension annuelle de soixante contos de reis (400,000 francs), par égard à la haute catégorie où le place sa naissance. On lui permet de disposer de ses pro-

priétés particulières et personnelles, aux conditions qu'il rendra les joyaux et tous les objets quels qu'ils soient, appartenant à la couronne ou aux particuliers.

ART. VI. Il pourra s'embarquer sur un vaisseau de guerrre d'une des puissances alliées par le traité de Londres du 22 avril de la présente année, lequel lui sera envoyé dans le port qu'il aura désigné, lui assurant toute sécurité pour sa personne et sa suite, comme aussi tout le respect dû à sa haute naissance.

ART. VII. Le seigneur D. Miguel s'oblige à sortir du Portugal dans l'espace de quinze jours, avec la déclaration que jamais il ne retournera dans quelque endroit que ce soit de la Péninsule des Espagnes ou des dominations portugaises, et qu'il ne cherchera en aucune manière à troubler la tranquillité de ces royaumes. Dans le cas contraire, il perdra le droit à la pension établie, et subira toutes les autres conséquences de sa conduite.

ART. VIII. Les troupes qui se trouvent au service du seigneur D. Miguel déposeront les armes dans le lieu qui leur sera indiqué.

ART. IX. Tous les régiments et corps qui se trouvent au service de l'usurpation, après la remise des armes, des chevaux, des munitions, se sépareront pacifiquement, retournant tous dans leurs domiciles, sous peine de perdre tous les avantages de la présente amnistie.

Le commandant en chef des forces réunies à Évora, après avoir accepté la présente concession, au nom de toutes les personnes qui y sont comprises, est convenu des articles suivants, pour en obtenir l'exécution :

ARTICLE PREMIER. Envoyer immédiatement des ordres à tous les commandants de places et de forces en campagne, et à toutes les autorités qui reconnaissent encore le gouvernement du seigneur D. Miguel, afin qu'ils fassent immédiatement leur soumission au gouvernement de S. M. T. F. D. Maria segunda, avec la jouissance des conditions énoncées ci-dessus.

ART. II. Les dispositions de l'article précédent s'étendront à toutes

les autorités ecclésiastiques, civiles et militaires des possessions outre-mer de la monarchie.

Art. III. Le seigneur D. Miguel sortira de la ville d'Évora, dans la journée du 30 du présent mois de mai, pour se rendre à Sines, où aura lieu son embarquement (comme lui-même l'a désiré). Il sera accompagné dans son trajet par les personnes de sa suite personnelle, par vingt chevaux, qui, auparavant, servaient dans son armée, et par deux escadrons de la cavalerie des armées de la reine.

Le commandant des forces réunies à Évora enverra aux maréchaux commandant les armées de la reine, une relation nominale des personnes de la suite du seigneur D. Miguel.

Art. IV. Dans la journée du 31 mai courant, les troupes réunies à Évora déposeront leurs armes dans le bâtiment du séminaire de cette ville, et, sous la responsabilité de leurs anciens officiers, se rendront dans les localités ci-dessous désignées; elles recevront dans leur marche leur ration d'étape; et arrivées à leur destination, elles recevront des feuilles de route pour leurs domiciles.

Les naturels de Beira-Baxa, Abrantès;
Les naturels de Beira-Alta, Viseu;
De Tras-os-Montes, Villa-Réal;
D'Entre-Douro-e-Minho, Porto;
D'Alentejo, passe-ports immédiatement;
Des Algarves, Faro.

Les miliciens, les ordonnances et les volontaires de quelque dénomination qu'ils soient, recevront immédiatement des feuilles de route pour leurs domiciles.

Et pour être ainsi convenu définitivement, les maréchaux commandant des armées de la reine, et le commandant des forces réunies à Évora, Jose-Antonio de Azevedo-Lemos, ont signé en double.

Évora-Monte, 26 mai 1834. Duque de Terceira,
maréchal do exercito.
Comte de Saldanha,
maréchal do exercito.
Jose-Antonio de Azevedo-Lemos,
tenente général graduado.
Antonio de Andrade-Torrezaô,
servindo de official-mayor.

FIN DU SECOND ET DERNIER VOLUME.

TABLE
DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE SECOND VOLUME.

CONTINUATION DE LA DYNASTIE DES BRAGANCE.

JEAN V.

(1707 — 1750.)

JOSEPH Ier.

(1750 — 1777.)

MARIE Ire ET PÈDRE III.

(1777 — 1792.)

RÉGENCE DE D. JEAN.

(1792. — 1816.)

JEAN VI.

(1816 — 1826.)

D. PÉDRO IV.

(1826 — 1828.)

MARIE II.

USURPATION DE D. MIGUEL.

(1828 — 1833.)

SUITE DU RÈGNE DE MARIE II.

(JUSQU'EN 1834.)

FAC SIMILE DE :

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE.